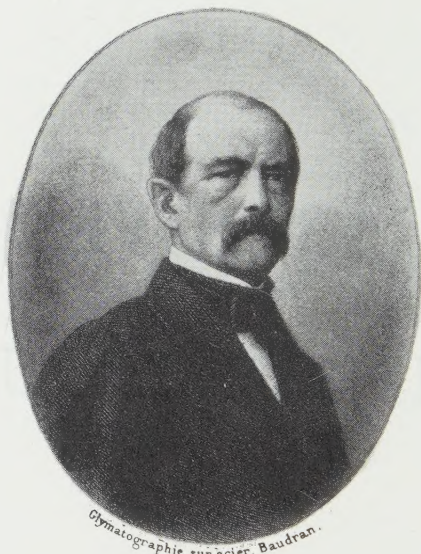


**ARCHIVES**  
**DIPLOMATIQUES**

**III**

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

JX  
3  
A6



*Clymatographie sur acier, Baudran.*

M de BISMARCK-SCHOENHAUSEN  
MINISTRE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE PRUSSE

Amyot, édit. Paris.

Imp. H. B. Bague, Paris



# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1863

---

## RECUEIL DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

---

TOME TROISIÈME

3<sup>e</sup> ANNÉE

JUILLET, AOUT, SEPTEMBRE

1863

---

PARIS

KRAUS REPRINT  
A Division of  
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED  
Nendeln/Liechtenstein  
1969

Reprinted from a copy in the collections of the  
University of Illinois Library

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden

# ARCHIVES

## DIPLOMATIQUES

1863

---

### I

#### PREMIÈRE PARTIE.

---

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

---

CONCORDAT ENTRE LE SAINT-SIÈGE ET LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, CONCLU  
LE 28 MARS 1860, RATIFIÉ A ROME LE 25 SEPTEMBRE 1860 ET PIÈCES  
Y RELATIVES.

**Discours prononcé par le Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères  
au Sénat le 1<sup>er</sup> août 1860, en présentant le Concordat à la  
ratification du Sénat.**

Messieurs, nous avons l'honneur de soumettre à votre examen, revêtu de la ratification du Président de la République, un Traité que le Gouvernement haïtien a signé, le 28 du mois de mars, avec la Cour de Rome. Ce Traité a pour objet de régler l'exercice du culte catholique, dans le pays, de déterminer les attributions respectives de l'autorité temporelle et du pouvoir spirituel. Important résultat dont le Gouvernement de la République se félicite, à bon droit, et que nous

devons, messieurs, aux sentiments éminemment bienveillants du Saint-Siège, à notre égard, sentiments que lui ont inspirés le caractère de magnanimité et de grandeur, empreint dans les actes de la Révolution du 22 décembre, et en même temps la volonté, si hautement manifestée par le Chef du pays d'y faire prévaloir et d'y maintenir un régime d'ordre et de stabilité! Persuadé, qu'il est, que les avantages de ce Traité, appelé à exercer, sur les destinées à venir de notre société, une si bienfaisante influence, n'échapperont point à votre haute sagesse, le Gouvernement aime à espérer, messieurs, qu'après l'avoir mûrement examiné, après vous être pénétrés de l'esprit de prudence, qui a présidé à sa rédaction, vous voudrez bien le revêtir de votre sanction, et mettre, par là, le Gouvernement dans la possibilité d'opérer l'échange des ratifications, dans les délais stipulés, en même temps que vous hâterez le moment de faire jouir le pays des bienfaits d'un clergé, à la fois vertueux et éclairé, véritablement digne de sa sainte mission.

Combien ne devons-nous pas regretter, messieurs, qu'il ait manqué à nos premiers gouvernants l'auxiliaire d'un clergé à ce niveau, pour la civilisation de ce jeune peuple qui s'organisait en société! Et combien, depuis notre entrée dans la carrière politique, l'absence d'un contrôle ecclésiastique supérieur sur la conduite, les mœurs, la vie des pasteurs, chargés de la direction des âmes, combien l'absence de ce contrôle n'a-t-elle pas été nuisible, préjudiciable à la religion, dans ce pays, en même temps que funeste pour la société!

Le Chef actuel, messieurs, qui a tracé, pour son pays, un si large programme d'améliorations morales et matérielles, ne pouvait se méprendre sur le concours efficace que lui assurait, pour le succès de sa noble entreprise, la religion, convenablement enseignée et pratiquée. Dès qu'il put se convaincre qu'une démarche, de sa part, serait bien venue près du saint-siège, il n'hésita point à la tenter. De là, messieurs, la mission de Rome. Pour la conduire à bonne fin, il fallait un citoyen que ses convictions personnelles, des études spéciales, y eussent préparé, depuis longtemps; un citoyen apte, aussi, par ses manières, son caractère et son éducation en général, à représenter son pays près de cette Cour de Rome qu'entourent les hautes notabilités de la religion, de la science et de la diplomatie. M. Pierre Faubert, depuis longtemps à Paris, pour des soins importants, réunissait ces conditions. La confiance du Chef de l'État se fixa sur lui. Il arriva à Rome en octobre 1859. Il reçut du saint-père l'accueil le plus touchant, le plus gracieux. — Ce n'était pas la première fois qu'Haïti entrait en rapports avec la Cour de Rome. Nos rapports avec le saint-Siège remontent à 1824. Depuis lors, trois négociations eurent lieu pour la conclusion d'un Concordat; les deux premières, en 1834,



en 1836, n'aboutirent à aucun résultat; la troisième, celle de 1842, que Rome avait confiée à l'Évêque Rozatti, eut de meilleures chances. On s'était enfin rencontré sur un terrain où les deux parties se seraient entendues; les événements de 1843 firent tout ajourner. Quand M. Faubert s'est présenté lui-même, dans l'arène, il invoqua en vain des points anciennement débattus et accordés, des concessions déjà obtenues; tout fut remis en question. La tâche a été rude, ardue. Il a eu le bonheur, après quatre mois de négociations, d'atteindre au but. Sa persévérance, les ressources de son esprit, et, aussi, les dispositions favorables des personnages éminents avec lesquels il traitait, triomphèrent de toutes les difficultés, et le Traité, tel que nous avons l'honneur de vous le présenter, a été agréé par le Pape. Nulle atteinte, dans ce pacte, messieurs, à aucune disposition de notre Constitution, la part du pouvoir civil aussi large qu'elle l'a jamais été dans un contrat de cette nature; nomination des évêques et des archevêques par le Président; l'institution canonique, donnée par le Pape; serment des évêques et des archevêques entre les mains du Président, serment des vicaires-généraux, des curés, des vicaires des paroisses, des autres membres de la hiérarchie ecclésiastique, entre les mains de l'autorité civile, déléguée par le Président; les circonscriptions des diocèses, réglées par le saint-siège, de concert avec le Gouvernement; institution, s'il y a lieu, d'un chapitre de chanoines, moyennant entente préalable avec le Président d'Haïti; accord entre le Gouvernement et le Clergé pour l'institution d'ordres et d'établissements religieux; choix des vicaires et des curés ne devant porter que sur des personnes, agréées par le Président; évêques et archevêques, salariés par le Gouvernement; vicaires, curés, professeurs, directeurs des séminaires, entretenus avec le montant des fonds curiaux.

Telle est, messieurs, l'économie du Traité que nous avons l'honneur de vous soumettre. Le Gouvernement croit avoir fait une œuvre utile, une œuvre dont se réjouira la population, qu'elle accueillera avec reconnaissance, si un vote de ce Corps en consacre la validité. Heureux, si, vous associant, comme il l'espère, à ses sentiments, à ses desirs, vous lui mettez en mains le levier qu'il vous demande pour la transformation morale et religieuse des masses, dans le pays, que l'absence de toute direction, que la propagation de doctrines funestes, et, dans ces derniers temps, des exemples déplorables, partis des régions les plus élevées du Pouvoir, ont si profondément perverties. — Le Gouvernement a la confiance, messieurs, que vous ferez bon accueil au Traité, et que, grâce à votre coopération, la session prochaine du Corps législatif ne sera pas terminée, sans que nous assistions ensemble à l'inauguration du nouveau Clergé, à la fête de la Religion régénérée.

---

**Convention entre S. S. le Souverain Pontife Pie IX et S. Exc.  
Fabre Geffrard, Président de la République d'Haïti.**

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

S. S. le Souverain Pontife PIE IX, et S. Exc. le Président de la République d'Haïti FABRE GEFFRARD, désirant organiser et régler convenablement l'exercice de la religion catholique, apostolique et romaine dans la République d'Haïti, ont choisi pour Ministres Plénipotentiaires :

S. S. le Souverain Pontife PIE IX, Son Éminence le Cardinal *Jacques Antonelli*, son secrétaire d'État, etc., etc.

Son Excellence le Président d'Haïti FABRE GEFFRARD, M. *Pierre Faubert*, ancien aide de camp et secrétaire du Président d'Haïti Jn. Pre. Boyer, et ancien Ministre du Gouvernement haïtien près le Gouvernement français ;

Lesquels Plénipotentiaires, après l'échange de leurs pleins pouvoirs respectifs, ont arrêté la Convention suivante :

Art. 1<sup>er</sup>. La religion catholique, apostolique et romaine, qui est la religion de la grande majorité des Haïtiens, sera spécialement protégée, ainsi que ses ministres, dans la République d'Haïti, et jouira des droits et attributs qui lui sont propres.

Art. 2. La ville du Port-au-Prince, capitale de la République d'Haïti, est érigée en archevêché. Des diocèses relevant de cette métropole seront établis le plus tôt possible, ainsi que d'autres archevêchés et évêchés, si c'est nécessaire; et les circonscriptions en seront réglées par le Saint-Siège de concert avec le Gouvernement haïtien.

Art. 3. Le Gouvernement de la République d'Haïti s'oblige d'accorder et de maintenir aux archevêchés et évêchés un traitement annuel convenable sur les fonds du trésor public.

Art. 4. Le Président d'Haïti jouira du privilège de nommer les archevêques et les évêques; et si le Saint-Siège leur trouve les qualités requises par les saints canons, il leur donnera l'institution canonique.

Il est entendu que les ecclésiastiques nommés aux archevêchés et aux évêchés, ne pourront exercer leur juridiction avant de recevoir l'institution canonique; et dans le cas où le Saint-Siège croirait devoir ajourner ou ne pas conférer cette institution, il en informera le Président d'Haïti, lequel, dans ce dernier cas, nommera un autre ecclésiastique.

Art. 5. Les archevêques et les évêques, avant d'entrer dans l'exercice de leur ministère pastoral, prêteront directement entre les mains du Président d'Haïti le serment suivant :

« Je jure et promets à Dieu, sur les saints Évangiles, comme il



« convient à un évêque, de garder obéissance et fidélité au Gouvernement établi par la Constitution d'Haïti, et de ne rien entreprendre « ni directement ni indirectement qui soit contraire aux droits et aux « intérêts de la République. »

Les vicaires-généraux, les curés et les vicaires des paroisses, ainsi que tous autres membres de la hiérarchie ecclésiastique, tous chefs d'écoles ou d'institutions religieuses prêteront, avant d'exercer leur office, entre les mains de l'autorité civile désignée par le Président d'Haïti, le même serment que celui des archevêques et des évêques.

Art. 6. L'archevêque ou l'évêque pourra instituer, pour le bien du diocèse, après s'être entendu au préalable avec le Président d'Haïti ou ses délégués, un chapitre composé d'un nombre convenable de chanoines conformément aux dispositions canoniques.

Art. 7. Dans les grands et petits séminaires qui, selon le besoin pourront être établis, le régime, l'administration et l'instruction seront réglés conformément aux lois canoniques, par les archevêques ou les évêques, qui nommeront librement aussi les supérieurs, directeurs et professeurs de ces établissements.

Art. 8. Les archevêques et évêques nommeront leurs vicaires-généraux. Dans le cas de décès ou de démission de l'archevêque ou de l'évêque diocésain, le diocèse sera administré par le vicaire-général que l'un ou l'autre aura désigné comme tel, et à défaut de cette désignation, par celui qui sera le plus ancien dans l'office de vicaire-général. Tous les autres, s'il y en a, exerceront leurs fonctions sous la dépendance de ce vicaire, et cela en vertu du pouvoir extraordinaire accordé à cet effet par le Saint-Siège. Cette disposition sera en vigueur tant qu'il n'y aura pas un chapitre cathédral, et quand ce chapitre existera il nommera, conformément aux prescriptions canoniques, le vicaire capitulaire.

Art. 9. Les archevêques et les évêques nommeront les curés et les vicaires des paroisses, ainsi que les membres des chapitres qui pourront être institués, et ces nominations se feront conformément aux lois canoniques. Ils examineront les lettres d'ordination, les dimissoirales et les *exceats*, ainsi que les autres lettres testimoniales des ecclésiastiques étrangers, qui viendront dans la République pour exercer le saint ministère.

Art. 10. Les archevêques et les évêques, pour le régime de leurs Églises, seront libres d'exercer tout ce qui est dans les attributions de leur ministère pastoral, selon les règles canoniques.

Art. 11. S'il était nécessaire d'apporter des changements à la circonscription actuelle des paroisses, ou d'en ériger de nouvelles, les archevêques et les évêques y pourvoiraient, en se concertant au préalable, pour cet objet, avec le Président d'Haïti ou ses délégués.

Art. 12. Dans l'intérêt et l'avantage spirituel du pays, on pourra y instituer des ordres et des établissements religieux approuvés par l'Eglise. Tous ces établissements seront institués par les archevêques ou les évêques, qui se concerteront au préalable, avec le Président d'Haïti ou ses délégués.

Art. 13. Il ne sera porté aucune entrave à la libre correspondance des évêques, du clergé et des fidèles en Haïti avec le Saint-Siège, sur les matières de religion, de même que des évêques avec leurs diocésains.

Art. 14. Les fonds curiaux ne seront employés dans chaque paroisse qu'à l'entretien du culte et de ses ministres, ainsi qu'aux frais et dépenses des séminaires, et autres établissements pieux. L'administration de ces fonds sera confiée, sous la haute surveillance de l'archevêque ou de l'évêque diocésain, au curé de la paroisse, et au directeur du conseil des notables, lesquels choisiront un caissier parmi les citoyens du lieu.

Art. 15. La formule suivante de prière sera récitée ou chantée à la fin de l'office divin dans toutes les églises catholiques d'Haïti : *Domine, salvam fac Rempublicam cum Preside nostro N....*

*Et exaudi nos in die quâ invocaverimus te.*

Art. 16. Il est déclaré de la part du Président d'Haïti, et il est bien entendu de la part du Saint-Siège, que l'exécution de tout ce qui est stipulé dans le présent concordat ne pourra être entravée par aucune disposition des lois de la République d'Haïti, ou aucune interprétation contraire desdites lois, ou des usages en vigueur.

Art. 17. Tous les points concernant les matières ecclésiastiques, non mentionnées au présent concordat, seront réglés conformément à la discipline en vigueur dans l'Eglise, approuvée par le Saint-Siège.

Art. 18. Le présent Concordat sera de part et d'autre ratifié, et l'échange des ratifications aura lieu à Rome ou à Paris, dans le délai de six mois, ou plus tôt, si faire se peut.

Fait en double à Rome, le 28 mars 1860.

(L. S.) *Signé* : G. Card. ANTONELLI.

(L. S.) *Signé* : Pierre FAUBERT.

Nous, ayant vu et mûrement examiné la convention ci-dessus, nous l'avons acceptée, confirmée et ratifiée, comme nous le faisons par la présente, promettant pour Nous et nos successeurs de remplir et d'observer religieusement tout ce qui est contenu et stipulé dans cette convention, d'y tenir la main, et de ne pas permettre qu'il y soit contrevenu.

En foi de quoi Nous avons signé cette ratification de notre main et l'avons fait munir du sceau de la République.



Fait et donné au Palais national des Gonaïves, le 10 mai 1860, an 75° de l'Indépendance.

*Signé : GEFFRARD.*

Par le Président : Le Secrétaire d'État de la justice, des cultes et de l'instruction publique,

*Signé : F. E. DUBOIS.*

Le Secrétaire d'État des finances, du commerce et des relations extérieures,

*Signé : V. PLÉANCE.*

Le SÉNAT, usant du pouvoir qui lui est attribué par l'art. 107 de la Constitution ;

Après avoir examiné les stipulations de la Convention ci-dessus, contenant dix-huit articles et conclue, le 28 mars 1860, entre le Plénipotentiaire de S. S. le Souverain Pontife Pie IX et le Plénipotentiaire du Président d'Haïti Fabre Geffrard ; laquelle Convention réglant les rapports religieux de la République d'Haïti avec le Saint-Siège, est revêtue de la ratification de S. E. le Président d'Haïti sous la date du 10 mai de cette même année 1860 ;

DÉCRÈTE la sanction desdites stipulations pour sortir leur plein et entier effet.

Donné à la Maison nationale, au Port-au-Prince, le 1<sup>er</sup> août 1860, an 57° de l'Indépendance.

Le Président du Sénat,

*Signé : J. M. DUVAL.*

Les Secrétaires,

*Signé : S. TOUSSAINT et INGINAC.*

---

#### Notes additionnelles.

Nous Fabre GEFFRARD, Président d'Haïti, savoir faisons à quiconque appartient :

Comme deux Notes additionnelles à la Convention conclue, le 28 Mars 1860, entre S. S. le Souverain Pontife Pie IX et Nous par l'entremise des Plénipotentiaires respectifs, pour organiser et régler l'exercice de la religion catholique, apostolique et romaine dans la République d'HAÏTI, ont été échangées le même jour et en même temps que la conclusion de cette Convention entre les Plénipotentiaires susmentionnés, desquelles Notes additionnelles voici la teneur :

#### LÉGATION HAÏTIENNE A ROME.

A S. Em. le cardinal Antonelli, secrétaire d'État et plénipotentiaire du Saint-Siège.

Le soussigné, Ministre Plénipotentiaire de la République d'Haïti prèsdu Saint-Siège, en concluant avec Votre Éminence une Convention

relative à l'arrangement et au règlement des affaires religieuses dans la susdite République, se croit obligé de mieux fixer le sens et l'étendue de quelques-uns des Articles de ladite Convention par la Note actuelle, qui, avec la réponse de Votre Éminence, devra faire partie de la Convention susmentionnée, avoir la même force obligatoire que cette Convention, et être, en conséquence de part et d'autre, ratifiée comme elle.

L'article 10 n'ayant pour but que d'assurer à l'autorité spirituelle l'exercice légitime de ses droits et attributions, il est entendu qu'il ne pourra, dans aucun cas, être interprété de manière à préjudicier en rien aux droits et attributions propres à l'autorité temporelle.

Il est également convenu que la nomination attribuée aux archevêques et évêques, des vicaires-généraux et des curés ne pourra porter que sur des personnes agréées par le Président d'Haïti.

Il est aussi entendu que les mots « archevêchés et évêchés » employés dans l'article 3, ne désignent que les titulaires des sièges archiépiscopaux et épiscopaux, ainsi que le grand-vicaire ou le capitulaire mentionnés à l'article 8, quand l'un ou l'autre administrera le diocèse par décès ou démission du titulaire.

Il ne pourra, dans aucun cas, résulter de l'article 17, non plus que d'aucun autre article du présent Concordat, le moindre préjudice pour les droits et les attributions de l'État dans la République d'Haïti ; et si des dissentiments ou des difficultés s'élevaient sur les points dont il est question dans ledit article, ils seront résolus amialement entre l'autorité spirituelle et l'autorité temporelle de manière à ce que leurs droits respectifs soient également sauvegardés.

Le soussigné, ayant égard à l'observation de Votre Éminence sur le cas où l'un des successeurs du Président actuel d'Haïti ne professerait pas la religion catholique, admet que, dans ce cas, le présent Concordat sera modifié quant aux droits qui y sont attribués à un chef catholique et qui ne pourraient être exercés par un chef professant toute autre religion.

Le soussigné saisit cette occasion pour prier Votre Éminence d'agréer l'expression de sa haute considération.

Fait à Rome, le 28 Mars 1860.

*Signé : Pierre FAUBERT.*

A S. Exc. le ministre plénipotentiaire d'Haïti près le Saint-Siège.

Le soussigné, Cardinal secrétaire d'État et Plénipotentiaire du Saint-Siège, a l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la Note par laquelle elle a pensé devoir mieux fixer le sens et l'étendue de quelques-uns des Articles de la Convention arrêtée entre les deux

Plénipotentiaires, pour régler et arranger les affaires religieuses dans la République d'Haïti, laquelle Note, avec la Réponse du soussigné, devra faire partie de la Convention susmentionnée, avoir la même force obligatoire que cette Convention et être en conséquence, de part et d'autre, ratifiée comme elle.

Quoique les archevêques et les évêques, en exerçant leur ministère pastoral conformément aux prescriptions canoniques et à la discipline en vigueur dans l'Église approuvée par le Saint-Siège, ne puissent jamais donner lieu à aucun préjudice aux droits et attributions de l'autorité temporelle, néanmoins le soussigné admet la déclaration de Votre Excellence au sujet des articles 10 et 17, en assurant que le Saint-Siège n'a rien tant à cœur que de voir les deux autorités s'exercer d'un commun accord, dans les limites de leurs attributions respectives et conserver une harmonie parfaite, qui ne peut que les fortifier l'une et l'autre dans l'intérêt du bien.

Il est aussi convenu que la nomination attribuée aux archevêques et évêques, des vicaires-généraux et des curés, ne pourra porter que sur des personnes agréées par le Président d'Haïti.

Il est également entendu que les mots *Archevêchés* et *Evêchés*, employés dans l'article 3, ne désignent que les titulaires des sièges archiepiscopaux et Episcopaux, ainsi que le grand-vicaire ou le capitulaire mentionné à l'article 8, quand l'un ou l'autre administrera le diocèse par décès ou démission du titulaire.

Le soussigné accepte comme un point entendu la déclaration de Votre Excellence relative au cas où l'un des successeurs du Président actuel d'Haïti ne professerait pas la religion catholique, laquelle déclaration porte que, dans le susdit cas, le présent Concordat sera modifié quant aux droits qui y sont attribués à un chef catholique et qui ne pourraient être exercés par un chef professant toute autre religion.

Le soussigné ayant ainsi satisfait au désir exprimé par Votre Excellence dans la Note sus-indiquée, a l'honneur de lui renouveler les sentiments de sa considération distinguée.

*Signé : G. Cardinal ANTONELLI.*

Rome, 28 mars 1860.

Nous, ayant vu et mûrement examiné les deux Notes, Nous les avons acceptées, confirmées, comme Nous le faisons par la présente, promettant pour Nous et nos successeurs de remplir et d'observer religieusement tout ce qui est contenu et stipulé dans lesdites Notes, d'y tenir la main et de ne pas permettre qu'il y soit contrevenu.

En foi de quoi, Nous avons signé cette ratification de notre main et l'avons fait munir du sceau de la République.

Fait et donné au palais national des Gonaïves, le 10 mai 1860,  
an 57<sup>e</sup> de l'Indépendance.

*Signé : GEFFRARD.*

Par le Président : le secrétaire d'État de la Justice, des Cultes  
et de l'Instruction publique. *Signé : F. E. DUBOIS.*

Le secrétaire d'Etat des Finances, du Commerce et des Rela-  
tions extérieures. *Signé : V. PLÉSANCE.*

Le Sénat, usant du pouvoir qui lui est attribué par l'article 107 de  
la Constitution.

Après avoir examiné les stipulations contenues dans les deux Notes  
ci-dessus, additionnelles à la Convention conclue, le 28 mars 1860,  
entre les Plénipotentiaires respectifs de S. S. le Pontife Pie IX  
et de Son Excellence le président d'Haïti Fabre Geffrard ; lesquelles  
Notes échangées le même dit jour 28 mars 1860, entre les susdits  
Plénipotentiaires y dénommés, et devant faire partie intégrante et  
obligatoire de ladite Convention, ont été ratifiées par Son Excellence  
le Président d'Haïti, le 10 du mois de mai 1860 ;

Décrète la sanction desdites deux Notes pour sortir leur plein et  
entier effet.

Donné à la Maison nationale du Port-au-Prince, le 1<sup>er</sup> août 1860,  
an 57<sup>e</sup> de l'Indépendance.

Le président du Sénat,

*Signé : J. M. DUVAL.*

Les secrétaires,

*Signé : TOUSSAINT B. INGINAC.*

#### Ratification Pontificale.

« Cum inter nos et dilectum filium illustrem et honorabilem  
« virum Fabre Geffrard, Haitianæ Reipublicæ Præsidentem, inita fuerit  
« Conventio de rebus ecclésiasticis inibi componendis, cujus Conven-  
« tionis tenor est hujus modi nempe :

« Nos conventionem hanc à Nobis diligenter inspectam atque per-  
« pensam voluntati Nostræ conformem invenimus ac proinde ipsam  
« una cum duobus adnexis documentis quæ integrantem ipsius  
« partem constituunt, ratam habemus et confirmamus etque nosmet-  
« ipsos successoresque nostros obstrictos fore declaramus. In quo-  
« rum fidem solemne hoc ratihabitionis documentum Nostræ sub-  
« scriptione munivimus, eique sigillum nostrum apponi jussimus. »

« Datum Romæ ex Palatio Apostolico Vaticano die 25 septembris,  
« anno 1860. »

« Pontificatus nostri anno decimoquinto. »

PIUS PP. IX.



PROCÈS-VERBAL DE L'ÉCHANGE DES RATIFICATIONS.

Ayant été conclue, à Rome, par S. S. le Souverain Pontife Pie IX et S. Exc. Fabre Geffrard, Président de la République d'Haïti, une convention à l'effet de régler les affaires religieuses dans cette République, et les Plénipotentiaires soussignés s'étant réunis ce jour 25 septembre 1860, au palais du Cardinal secrétaire d'État de Sa Sainteté, pour échanger les instruments des Ratifications respectives, ils les ont collationnés mot à mot sur les documents originaux de la Convention elle-même, et ont solennellement déclaré les avoir parfaitement trouvés conformes en tout point. En foi de quoi ils ont apposé au présent Acte, en double original, leur signature et le sceau de leurs armes.

Rome, du Palais du Vatican, les jour et an que dessus.

*Signé* : PIERRE FAUBERT.

*Signé* : G. CAD. ANTONELLI.

Arrêté.

Fabre Geffrard, président d'Haïti.

Vu le Concordat signé entre S. S. le Souverain Pontife et Nous, le 28 mars 1860;

Vu l'Acte contenant les articles organiques, se rattachant à l'exécution dudit Traité, et signé le 6 février dernier entre MM. les Sénateurs S. Faubert, D. Labonté et J. A. Mirambeau, nos Commissaires nommés à cet effet, et Mgr Jean Monetti, évêque de Cervia, Légat apostolique en Haïti :

Sur le rapport du secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, etc.;

Et de l'avis du Conseil des secrétaires d'État.

Arrête :

Article premier. La division civile et politique de la République servira de base à la division religieuse, c'est-à-dire qu'il y aura dans la République autant de diocèses que de départements et que les limites et circonscriptions de ces diocèses seront les mêmes que celles des départements.

Art. 2. Il y aura, en conséquence, cinq diocèses dans la République, savoir :

Le diocèse du Port-au-Prince, comprenant le département de l'Ouest;

Le diocèse des Gonaïves, comprenant le département de l'Artibonite, ce dernier diocèse devant être administré, quant à présent, par l'archevêque du Port-au-Prince;

Le diocèse du Cap-Haïtien, comprenant le département du Nord;

Le diocèse du Port-de-Paix, comprenant le département du Nord-Ouest, ce dernier diocèse devant être administré, quant à présent, par l'évêque du Cap-Haïtien;

Enfin le diocèse des Cayes, comprenant le département du Sud.

Les limites desdits diocèses sont les mêmes que celles qui ont été fixées pour les départements politiques par les lois existantes.

Art. 3. Chaque diocèse comprendra autant de paroisses distinctes que les départements correspondants comprennent de communes.

L'autorité spirituelle et l'autorité temporelle s'entendront pour y établir des succursales et des annexes quand le besoin s'en fera sentir. Un tableau général des paroisses actuelles, distribuées par diocèse, sera annexé au présent arrêté.

Art. 4. Il sera alloué, sur les fonds du Trésor public, un traitement annuel de vingt mille francs à l'archevêché du Port-au-Prince, et un traitement de douze mille francs à chacun des évêchés du Cap-Haïtien et des Cayes. Une loi, qui sera soumise à l'approbation des Chambres par le Gouvernement, fixera ces traitements, ainsi que les autres allocations concernant le culte catholique.

Art. 4. Il y aura un grand-vicaire au Port-au-Prince, un aux Gonaïves, un au Cap-Haïtien, un au Port-de-Paix et un aux Cayes.

Le grand-vicaire des Gonaïves sera chargé, sous l'autorité de l'archevêque, de l'administration spirituelle du diocèse des Gonaïves, et le grand-vicaire du Port-de-Paix en administrera le diocèse, sous l'autorité de l'évêque du Cap-Haïtien.

Art. 6. Le traitement annuel du grand-vicaire du Port-au-Prince sera de quatre mille francs, et celui de chacun des trois autres grands vicaires de trois mille francs. L'autorité temporelle, de concert avec l'autorité spirituelle, réglera le traitement des chanoines, quand le moment sera venu d'établir des chapitres.

Art. 7. Est admise et reconnue pour la dignité même du saint ministère la convenance d'un traitement fixe qui serait payé, sur les fonds du Trésor public, aux curés et aux vicaires, surtout à ceux dont le casuel serait insuffisant pour un honnête entretien. Le chiffre de ce traitement et la manière de le répartir pourront être réglés ultérieurement entre l'autorité spirituelle et l'autorité temporelle.

Art. 8. Il sera mis à la disposition de l'archevêque et des évêques, pour leur demeure, une maison pourvue d'un mobilier convenable; il en sera de même pour les grands-vicaires.

Les communes auront des presbytères pour le logement des curés et des vicaires.

Art. 9. Il ne sera établi, quant à présent, qu'un petit séminaire, qui sera placé dans le diocèse du Port-au-Prince, à Pétionville, et

dans le local déjà construit pour cette destination; quand le moment en sera venu, ce petit séminaire sera érigé en grand séminaire, et il pourra être fondé alors, selon les besoins du culte, un petit séminaire dans chaque diocèse.

Art. 10. Il est entendu que la loi curiale actuelle, avec les règlements et coutumes qui s'y rattachent, étant en complet désaccord avec les articles 10, 14, 16 et 17 combinés du Concordat, ne saurait continuer à être en vigueur. L'archevêque et les évêques, en s'entendant avec le Gouvernement, régleront tout ce qui concerne les oblations et le casuel. Néanmoins, en attendant cette organisation, conforme au Concordat, des fonds curiaux, les choses continueront à être réglées comme par le passé.

Art. 11. Quand il sera établi un chapitre au Port-du-Prince, la paroisse de l'église métropolitaine se confondra avec ce chapitre.

L'organisation résultant de cette fusion se fera conformément aux règles canoniques, et elle pourra être adoptée par chacun des évêques pour leurs églises cathédrales.

Art. 12. L'archevêque et les évêques feront dans le personnel des cures les changements qu'ils jugeront nécessaires pour le bien de la religion, conformément aux principes des notes additionnelles du Concordat.

Art. 13. Pour le bien de la religion encore, il sera pourvu le plus tôt possible au siège de l'archevêque et à ceux des deux évêques. Pour le plus grand succès du Concordat comme pour le plus grand honneur de l'Église haïtienne, le Gouvernement et le Saint-Siège s'entendront en un parfait accord afin que ces hautes dignités ecclésiastiques soient confiées à des sujets réunissant au plus haut degré possible ce triple caractère : *vertu, science et prudence*.

Art. 14. Le présent arrêté sera imprimé, publié et exécuté à la diligence du Secrétaire d'État au département de la justice et des cultes.

Fait au Palais national du Port-au-Prince, le 12 mars 1861, an 58<sup>e</sup> de l'Indépendance.

*Signé : GEFFRARD.*

Par le Président, *le Secrétaire d'État de la justice et des cultes,*

*Signé : F. E. DUBOIS.*

---

**Article additionnel au Traité du 7 avril 1862, entre Sa Majesté Britannique et les États-Unis, pour la suppression de la traite des nègres d'Afrique<sup>1</sup>, signé à Washington le 17 février 1863.**

Attendu que l'article 1<sup>er</sup> du Traité conclu entre S. M. la Reine de la

1. Cet article additionnel a été signé à Washington le 17 février 1863; les ratifications ont été échangées à Londres le 1<sup>er</sup> avril. Voir le Traité pour la suppression de la traite du 7 avril 1862, *Archives de 1862*, t. III, p. 9.

Grande-Bretagne et de l'Irlande et les États-Unis d'Amérique pour la suppression de la traite des nègres d'Afrique, signé à Washington le 7 avril 1862, il a été stipulé et arrêté que les vaisseaux des marines respectives des deux hautes Parties contractantes qui seront munis d'instructions spéciales à cet effet, ainsi qu'il est ci-après mentionné, peuvent visiter les bâtiments marchands des deux nations, lesquels, pour des motifs raisonnables, peuvent être suspects de faire la traite des nègres d'Afrique, ou d'avoir été équipés dans ce but; de s'être, durant le cours du voyage pendant lequel ils ont été rencontrés par lesdits croiseurs, livrés à la traite des esclaves africains, contrairement aux clauses du Traité, et que ces croiseurs peuvent détenir, envoyer et emmener lesdits vaisseaux, afin qu'ils soient mis en jugement en la forme ci-après convenue;

Attendu qu'en vertu dudit article il a été stipulé en outre et arrêté que le droit réciproque de visite et de détention ne serait exercé qu'à la distance de 200 milles de la côte d'Afrique et au sud du 32° degré de latitude nord, et à 30 lieues de la côte de l'île de Cuba;

Attendu que les deux hautes Parties contractantes désirent donner en conséquence plus d'efficacité audit Traité;

Les Plénipotentiaires qui ont signé ledit Traité sont, en vertu de leurs pleins pouvoirs, convenus que le droit réciproque de visite et de détention, tel qu'il est défini dans l'article ci-dessus mentionné, peut être également exercé à la distance de 30 lieues de l'île de Madagascar, de 30 lieues de l'île de Puerto-Rico, et 30 lieues de l'île de Saint-Domingue.

Le présent Article additionnel aura la même force et la même validité que s'il avait été inséré mot pour mot dans le Traité conclu entre les Hautes Parties contractantes le 7 avril 1862; il aura la même durée que le Traité. Il sera ratifié et les Ratifications seront échangées à Londres dans les six mois qui suivront ce jour, ou plus tôt s'il est possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Washington, le 17 février de l'année de Notre-Seigneur 1863.

(*L. S.*) *signé* : WILLIAM H. SEWARD. (*L. S.*) *signé* : LYONS.

---

**Convention de Navigation entre l'Italie et la France,  
signée à Paris le 13 juin 1862.**

S. M. le Roi d'Italie et S. M. l'Empereur des Français, animés d'un égal désir de contribuer au développement des relations commerciales et maritimes entre les deux Pays, en assurant à leurs pa-



villons respectifs la jouissance d'un régime réciproquement avantageux, ont résolu de conclure à cet effet une Convention, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi d'Italie, M. le chevalier *Constantin Nigra*, grand officier de son ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ; et M. le professeur *Antoine Scialoja*, commandeur de son ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, chevalier de l'ordre civil de Savoie, etc., etc., député au Parlement national et secrétaire général de son ministère des finances ;

Et S. M. l'Empereur des Français, M. *Édouard-Antoine Thouvenel*, sénateur de l'Empire, grand'croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères, et M. *Rouher*, sénateur de l'Empire, grand'croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les habitants des deux Pays ; ils ne payeront point pour exercer leur commerce ou leur industrie dans les ports, villes et lieux quelconques des deux États, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, ou ne fassent que les traverser, à titre de commis-marchands ou commis voyageurs, de patentes, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les nationaux ; et les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouissent, pour l'exploitation du commerce ou de l'industrie, les citoyens des deux États, seront communs à ceux de l'autre.

Art. 2. Les navires français venant directement des ports de France avec chargement, et sans chargement de tout port quelconque, ne payeront, dans les ports de l'Italie, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de pilotage, de balisage, de quai, de quarantaine, de port, de phare, de courtage, d'expédition et d'autres charges qui pèsent sur la coque du navire, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, de particuliers ou établissements quelconques, que ceux dont sont ou seront passibles, en Italie, les navires italiens venant des mêmes lieux ou ayant la même destination.

Par réciprocité, les navires italiens venant directement des ports de l'Italie avec chargement, et sans chargement de tout port quelconque, dans les ports de France, seront assimilés, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, aux navires français pour tous les droits ou charges quelconques portant sur la coque du navire.

Art. 3. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux, dans l'un des deux États, aucun privilège, ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre Puissance; la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les bâtiments italiens et les bâtiments français soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 4. Seront respectivement considérés comme navires italiens ou français ceux qui, naviguant sous le pavillon de l'un des deux États, seront possédés et enregistrés selon les lois du pays, et munis de titres et patentes régulièrement délivrés par les autorités compétentes.

Art. 5. Tous les produits et autres objets de commerce dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États de l'une des Hautes Parties contractantes par navires nationaux, pourront également y être importés, sauf paiement des surtaxes différentielles de douane à l'entrée, ou en être exportés librement par les navires de l'autre puissance.

Les marchandises importées dans les ports d'Italie ou de France par les navires de l'une ou de l'autre Puissance pourront y être livrées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou, enfin, être mises en entrepôt au gré des propriétaires ou de leurs ayants cause; le tout sans être assujetties à des droits de magasinage, de vérification, de surveillance ou autres charges de même nature, plus forts que ceux auxquels seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

Art. 6. Les marchandises de toute nature importées directement d'Italie en France sous pavillon italien, et, réciproquement, les marchandises de toute nature importées directement de France en Italie sous pavillon français, jouiront des mêmes exemptions, restitutions de droits, primes ou autres faveurs quelconques; elles ne payeront respectivement d'autres ni de plus forts droits de douane, de navigation ou de péage, perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, de particuliers ou d'établissements quelconques, et



ne seront assujetties à aucune autre formalité que si l'importation en avait lieu sous pavillon national.

Art. 7. Les marchandises de toute nature qui seront exportées de l'Italie par navires français ou de France par navires italiens, pour quelque destination que ce soit, ne seront pas assujetties à d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront sous l'un et l'autre pavillon de toutes primes et restitutions de droits, ou autres faveurs qui sont ou seront accordées, dans chacun des deux pays, à la navigation nationale.

Art. 8. Il est fait exception aux stipulations de la présente Convention en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet dans l'un ou l'autre Pays.

Art. 9. Les navires français entrant dans un port de l'Italie, et, réciproquement, les navires italiens entrant dans un port de France, et qui n'y viendraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant, toutefois, aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même Pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront naturellement être perçus qu'aux taux fixés pour la navigation nationale.

Art. 10. Les capitaines et patrons des bâtiments italiens et français seront réciproquement exempts de toute obligation de recourir, dans les ports respectifs des deux États, aux expéditionnaires officiels.

Art. 11. Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports respectifs :

1° Les navires qui, entrés sur lest, de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest;

2° Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits;

3° Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait opération de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire, en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages, et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 12. Les navires français à vapeur sont autorisés à faire, soit la navigation d'escale, soit la navigation de côtes ou de cabotage dans tous les États de terre-ferme et dans les îles de Sardaigne et de Sicile, qui constituent le royaume d'Italie, sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits que ceux qui sont imposés aux navires nationaux.

Par réciprocité, les navires italiens à vapeur sont autorisés à faire, soit la navigation d'escale, soit la navigation de côtes ou de cabotage dans tous les ports français de la Méditerranée, y compris ceux de l'Algérie, sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits que ceux qui sont imposés aux navires nationaux.

Art. 13. Les navires italiens venant des possessions britanniques en Europe seront traités comme les navires français venant des mêmes possessions.

Art. 14. Les navires français faisant l'intercourse entre les ports italiens et l'Algérie, seront en tout, en Italie, placés sous la même ligne que les bâtiments français se livrant à l'intercourse directe entre les ports français et les ports italiens.

Les navires italiens employés à la même intercourse jouiront, dans les ports de l'Algérie, d'une réduction de 50 pour 100 sur le taux général des droits de tonnage.

Le droit de patente, actuellement imposé aux pêcheurs de corail italiens sur les côtes de l'Algérie, est réduit de moitié.

Art. 15. En tout ce qui concerne les droits de navigation, les deux Hautes Parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder aucun privilège, faveur ou immunité à un autre État qui ne soit aussi, à l'instant même, étendu à leurs sujets respectifs.

Art. 16. La présente Convention sera soumise à l'approbation du Parlement italien.

Art. 17. La présente Convention restera en vigueur pendant douze années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans les cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans cette Convention toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 18. Les stipulations qui précèdent seront exécutoires dans les deux États immédiatement après l'échange des Ratifications.

Art. 19. La présente Convention sera ratifiée et les Ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 13 juin de l'an de grâce 1862.

(L. S.) *signé* : A. THOUVENEL. (L. S.) *signé* : NIGRA.

(L. S.) *signé* : M. ROUHER. (L. S.) *signé* : SCIALOJA.

**Traité de Commerce entre la France et l'Italie,**

**Signé à Paris le 17 janvier 1863.**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi d'Italie, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux peuples, et voulant améliorer et étendre les relations commerciales entre leurs États respectifs, ont résolu de conclure un Traité à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. *Drouyn de Lhuys*, grand'croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères; et M. *Rouher*, sénateur de l'Empire, grand'croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

S. M. le Roi d'Italie, M. le chevalier *Constantin Nigra*, grand officier de son ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français; et M. le professeur *Antoine Scialoja*, sénateur du royaume, grand officier de son ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, chevalier de l'ordre du Mérite civil de Savoie, etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les objets d'origine ou de manufacture italienne, énumérés dans le Tarif A joint au présent Traité et importés directement, par terre ou par mer, sous pavillon français ou italien, seront admis en France aux droits fixés par ledit Tarif, tous droits additionnels compris.

Art. 2. Les objets d'origine ou de manufacture française énumérés dans le Tarif B joint au présent Traité, et importés directement, par terre ou par mer, sous pavillon italien ou français, seront admis en Italie aux droits fixés par ledit Tarif, tous droits additionnels compris.

Art. 3. Les droits à l'exportation de l'un des deux États dans l'autre

sont modifiés conformément aux Tarifs C et D, annexés au présent Traité.

Art. 4. Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes, que les charges supportées par les producteurs français, soit pour les droits grevant à l'intérieur leurs produits ou les matières dont leurs produits sont fabriqués, soit pour une surveillance, un contrôle ou un exercice administratif établi sur leur production, pourront être compensées par des surtaxes complémentaires équivalentes sur les produits similaires d'origine ou de manufacture italienne.

En cas de suppression, de diminution ou d'augmentation des droits ou des charges mentionnés en cet article, les surtaxes seront supprimées, réduites ou augmentées proportionnellement.

Par effet de l'application de ces principes, les produits italiens ci-dessous énumérés seront assujettis aux surtaxes suivantes à leur importation en France :

	Les 100 kil. fr. c.
Sel ammoniac (hydrochlorate d'ammoniaque).....	10 »
Sulfate de soude, anhydre contenant en nature plus de 25 pour 100 de sel pur.....	6 »
Sulfate de soude, anhydre contenant en nature plus de 25 pour 100 de sel impur.....	5 40
Soude artificielle brute, ne titrant pas au minimum 30°.....	4 35
Carbonate de soude (sel de soude) ne titrant pas au minimum 60°..	11 »
Soude artificielle brute, titrant au moins 30°.....	» 40
Cristaux de soude (carbonate de soude cristallisé).....	» 40
Sulfate de soude impur, anhydre ne contenant pas en nature plus de 25 pour 100 de sel.....	» 55
Sulfate de soude impur, cristallisé ou hydraté.....	» 20
Sulfate de soude pur, anhydre ne contenant pas en nature plus de 25 pour 100 de sel.....	» 60
Sulfate de soude pur, cristallisé ou hydraté.....	» 25
Sulfite de soude.....	» 60
Sel de soude (carbonate de soude) titrant au moins 60°.....	1 10
Acide hydrochlorique (acide muriatique).....	0 30
Chlorure de chaux.....	0 75
Chlorate de potasse.....	6 60
Chlorure de magnesium.....	» 40
Outremer factice.....	» 65
Soude de varech.....	» 15
Salin de betteraves.....	» 10
Sel d'étain.....	» 30
Soude caustique.....	1 40
Bicarbonate de soude.....	» 70
Silicate de soude, anhydre.....	» 70
Silicate de soude, cristallisé ou hydraté.....	» 35
Aluminate de soude.....	» 70
Hyposulfite de soude.....	» 30
Acétate de soude, anhydre.....	» 50
Acétate de soude, cristallisé ou hydraté.....	» 30



	L'hectolitre.
Alcool pur, liqueurs, eaux-de-vie, en bouteilles.....	90 »
Bière.....	2 40
Vernis à l'esprit de vin, par hectolitre d'alcool pur contenu dans le vernis.....	90 »

Il est entendu que les sucres bruts et les sucres raffinés ne sont pas compris dans cette nomenclature, parce que les droits de douane fixés à l'importation de ces produits comprennent l'impôt de consommation dont ils sont grevés actuellement en France.

Il demeure, en outre, convenu que si des drawbacks étaient accordés à des produits de fabrication française, les droits qui grèvent les produits d'origine ou de fabrication italienne pourront être augmentés, s'il y a lieu, d'une surtaxe égale au montant de ces drawbacks.

Les drawbacks qui seraient établis à l'exportation des produits français, ne pourront être que la représentation exacte des droits d'accise grevant lesdits produits ou les matières dont ils sont fabriqués.

Art. 5. L'Italie jouira des mêmes droits que ceux qui sont réservés à la France par l'article précédent.

Art. 6. Si l'une des Hautes Parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit nouveau d'accise ou de consommation ou un supplément de droit sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les Tarifs annexés au présent Traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé à l'importation d'un droit égal.

Art. 7. Les marchandises de toute nature, originaires de l'un des deux pays et importées dans l'autre, ne pourront être assujetties à des droits d'accise ou de consommation supérieures à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale. Toutefois, les droits à l'importation pourront être augmentés de sommes qui représenteraient les frais occasionnés aux producteurs nationaux par le système de l'accise.

Art. 8. Le Gouvernement italien garantit que, dans aucun cas, les produits français ne seront assujettis, par les administrations communales, à des droits d'octroi ou de consommation autres ou plus élevés que ceux auxquels seront assujettis les produits du pays, et, *vice versa*, le Gouvernement français garantit que, dans aucun cas, les produits de l'Italie ne seront assujettis, par les administrations communales, à un droit d'octroi ou de consommation autre ou plus élevé que celui auquel seront imposés les produits du pays.

Art. 9. Les articles d'orfèvrerie et de bijouterie en or, en argent, platine ou autres métaux, importés de l'un des deux pays dans l'autre seront soumis au régime de contrôle établi pour les articles similaires

de fabrication nationale, et payeront, s'il y a lieu, sur la même base que ceux-ci, les droits de marque et de garantie.

Art. 10. Indépendamment du régime d'entrée établi par le présent Traité à l'égard des produits non originaires d'Italie, ces mêmes produits seront soumis aux surtaxes de navigation dont sont ou pourront être frappés les produits importés en France, sous pavillon français, d'ailleurs que des pays d'origine.

Art. 11. Les marchandises de toute origine importées de France par la frontière de terre seront admises, à l'entrée en Italie, aux mêmes droits que si elles y étaient importées directement de France par mer sous pavillon français.

Les marchandises non originaires d'Italie, spécifiées ou non dans l'article 22 de la loi du 28 avril 1816, importées de l'Italie en France, par la frontière de terre, seront admises, pour la consommation intérieure de l'Empire, moyennant l'acquittement des droits établis pour les provenances autres que celles des pays de production, sous pavillon français.

Art. 12. Pour faciliter la circulation des produits agricoles sur la frontière des deux pays, les céréales en gerbes et en épis, les foin, la paille et les fourrages verts seront réciproquement importés et exportés en franchise de droits.

Art. 13. Les deux Hautes Parties contractantes prennent l'engagement de ne pas interdire l'exportation de la paille et de n'établir aucun droit sur cette exportation.

De son côté, le Gouvernement français s'engage à ne pas élever, pendant la durée du présent Traité, les droits actuellement applicables à l'importation en France des houilles, cokes et briquettes de charbon d'origine italienne.

Le droit d'importation en Italie des charbons de terre, du coke et des briquettes de charbon d'origine française, est réduit à 1 franc par mille kilogrammes.

Art. 14. Pour établir que les produits sont d'origine ou de manufacture nationale, l'importateur devra présenter à la douane de l'autre Pays, soit une déclaration officielle faite devant un magistrat siégeant au lieu d'expédition, soit un certificat délivré par le chef du service des Douanes du bureau d'exportation, soit un certificat délivré par les Consuls ou Agents Consulaires du Pays dans lequel l'importation doit être faite et qui résident dans les lieux d'expédition ou dans les ports d'embarquement.

Les Consuls ou Agents Consulaires respectifs légaliseront les signatures des Autorités locales.

Art. 15. Les droits *ad valorem* stipulés par le présent Traité seront calculés sur la valeur, au lieu d'origine ou de fabrication, de l'objet



importé, augmentés des frais de transport, d'assurance et de commission nécessaires pour l'importation dans l'un des deux Etats jusqu'au lieu d'introduction.

L'importation devra, indépendamment du certificat d'origine, joindre à sa déclaration écrite, constatant la valeur de la marchandise importée, une facture indiquant le prix réel et émanant du fabricant ou du vendeur.

Cette facture sera visée par un Consul ou Agent Consulaire de la Puissance dans le territoire de laquelle l'importation doit être faite.

Art. 16. Si la douane juge insuffisante la valeur déclarée, elle aura le droit de retenir les marchandises, en payant à l'importateur le prix déclaré par lui, augmenté de 5 pour 100.

Ce paiement devra être effectué dans les quinze jours qui suivront la déclaration, et les droits, s'il en a été perçu, seront en même temps restitués.

Art. 17. L'importateur contre lequel la Douane de l'un et de l'autre des deux Pays voudra exercer le droit de préemption stipulé par l'article précédent, pourra, s'il le préfère, demander l'estimation de sa marchandise par des experts. La même faculté appartiendra à la Douane lorsqu'elle ne jugera pas convenable de recourir immédiatement à la préemption.

Art. 18. Si l'expertise constate que la valeur de la marchandise ne dépasse pas de 5 pour 100 celle qui est déclarée par l'importateur, le droit sera perçu sur le montant de la déclaration.

Si la valeur dépasse de 5 pour 100 celle qui est déclarée, la Douane pourra, à son choix exercer la préemption ou percevoir le droit sur la valeur déterminée par les experts.

Ce droit sera augmenté de 50 pour 100, à titre d'amende, si l'évaluation des experts est de 10 pour 100 supérieure à la valeur déclarée.

Les frais d'expertise seront supportés par le déclarant, si la valeur déterminée par la décision arbitrale excède de 5 pour 100 la valeur déclarée; dans le cas contraire, ils seront supportés par la douane.

Art. 19. Dans les cas prévus par l'article 17, les deux Arbitres experts seront nommés, l'un par le déclarant, l'autre par le Chef local des services des douanes; en cas de partage, ou même au moment de la constitution de l'arbitrage, si le déclarant le requiert, les experts choisiront un tiers arbitre; s'il y a désaccord, celui-ci sera nommé par le Président du tribunal de commerce du ressort. Si le bureau de déclaration est à plus d'un myriamètre du siège du Tribunal de commerce, le tiers-arbitre pourra être nommé par le Juge de paix du canton ou le Juge de mandement.

La décision arbitrale devra être rendue dans les quinze jours qui suivront la constitution de l'arbitrage.

Art. 20. Les déclarations doivent contenir toutes les indications nécessaires pour l'application des droits. Ainsi, outre la nature, l'espèce la qualité, la provenance et la destination de la marchandise, elles doivent énoncer le poids, le nombre, la mesure ou la valeur, suivant les cas.

Si, par suite de circonstances exceptionnelles, le déclarant se trouve dans l'impossibilité d'énoncer la quantité à soumettre aux droits, la douane pourra lui permettre de vérifier lui-même, à ses frais, dans un local désigné ou agréé par elle, le poids, la mesure ou le nombre, après quoi l'importateur sera tenu de faire la déclaration détaillée de la marchandise dans les délais voulus par la législation de chaque Pays.

Art. 21. A l'égard des marchandises qui acquittent les droits sur le poids net, si le déclarant entend que la perception ait lieu d'après le *net réel*, il devra énoncer ce poids dans sa déclaration. A défaut, la liquidation des droits sera établie sur le poids brut, sauf défalcation de la tare légale.

Art. 22. Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que les droits fixés par le présent Traité ne subiront aucune réduction à raison d'avarie ou de détérioration quelconque de marchandises.

Art. 23. On n'exigera mutuellement pour l'importation d'aucune marchandise et, notamment, pour les machines et mécaniques entières ou en pièces détachées, aucun modèle ou dessin de l'objet importé.

Art. 24. Les marchandises de toute nature, venant de l'un des deux États ou y allant, seront réciproquement exemptes, dans l'autre État de tout droit de transit.

Toutefois, la prohibition est maintenue pour la poudre à tirer ; et les deux Hautes Parties contractantes se réservent de soumettre à des autorisations spéciales le transit des armes de guerre.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux Pays pour tout ce qui concerne le transit.

Art. 25. Les dispositions du présent Traité de commerce sont applicables en Algérie, tant pour l'exportation des produits de cette Possession, que pour l'importation et le transit des marchandises.

Art. 26. Chacune des deux Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les Tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation des articles, mentionnés ou non dans le présent Traité, que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce Puissance. Elles s'engagent, en outre à n'établir, l'une envers l'autre, aucun droit ou prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit, en même temps, applicable aux autres nations.

Art. 27. Le Présent Traité sera soumis à l'approbation du Parlement italien.

Art. 28. Le Présent Traité restera en vigueur pendant douze années à partir du jour de l'échange des Ratifications. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire d'un commun accord, dans ce Traité, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 29. Les stipulations qui précèdent seront exécutoires dans les deux États, immédiatement après l'échange des Ratifications.

Art. 30. Le présent Traité sera ratifié et les Ratifications en seront échangées, à Paris, le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 17 janvier 1863.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS. (L. S.) *Signé* : NIGRA.

(L. S.) *Signé* : ROUHER. (L. S.) *Signé* : SCIALOJA.

Déclaration additionnelle et transitoire.

Les deux Hautes Parties contractantes, prenant en considération la situation exceptionnelle dans laquelle se trouvent placés, par suite de l'annexion de la Savoie à l'Empire français, les fabriques de Pont (Italie) et d'Annecy (Haute-Savoie), sont convenues de la disposition suivante :

Les tissus de coton écrus fabriqués dans la manufacture de Pont pourront, jusqu'à concurrence de 250 000 kilogrammes et pendant trois années consécutives être importés, en franchise de droits, en France, pour être imprimés dans la manufacture d'Annecy, et réimportés après l'impression, également en franchise, en Italie.

Les douanes des deux Pays prendront les mesures nécessaires pour s'assurer de l'origine et de l'identité de ces tissus.

La présente disposition, additionnelle et transitoire, sera considéré comme faisant partie du Traité de commerce en date de ce jour et comprise avec ce Traité, dans les Ratifications respectives.

Fait à Paris, le 17 janvier 1863.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS. (L. S.) *Signé* : NIGRA.

(L. S.) *Signé* : ROUHER. (L. S.) *Signé* : SCIALOJA.

---

## Tarif A.

*Annexé au Traité conclu le 17 janvier 1863 entre la France et l'Italie.*

## DROITS A L'ENTRÉE EN FRANCE.

NOTA. — Ce tarif ne diffère de celui annexé au Traité conclu entre la France et la Belgique, le 1<sup>er</sup> mai 1861, que pour les articles suivants. (Voir ce Tarif, année 1861, tome III, page 171. *Archives diplomatiques.*)

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS.	
	en 1863.	au 1 <sup>er</sup> octobre 1864.
Fonte brute en masse et fonte moulée pour lest de navire . . . . .	Exempt.	
Or battu en feuilles . . . . .	25 fr. le kil.	25 » le kil.
Argent battu en feuilles . . . . .	20 » —	20 » —
Sucres bruts de betteraves (droit de consommation compris) . . . . .	44 fr. les 100 k.	44 fr. les 100 k
Sucres raffinés (droit de consommation compris). . . . .	55 » —	55 » —
— candis (droit de consommation compris). . . . .	58 » —	58 » —
Peaux vernies et maroquinées. . . . .	80 » —	80 » —
— de mouton teintées. . . . .	45 » —	45 » —
Gants de peau . . . . .	5 p. 100 de la val.	5 p. 100 de la val.
Ouvrages en peau et en cuir de toute espèce. . . . .	10 p. 100 de la val.	10 p. 100 de la val.
Coutils unis ou façonnés, écrus, blanchis, teints ou imprimés . . . . .	16 p. 100 de la val.	16 p. 100 de la val.
Linge damassé . . . . .	16 p. 100 de la val.	16 p. 100 de la val.
Chapeaux de paille . . . . .	10 fr. les 100 kil.	
Fromage de pâte dure . . . . .	4 » —	
Cidre . . . . .	25 centimes l'hectol.	
Huile d'olive . . . . .	3 fr. les 100 kil.	
Huiles essentielles, volatiles de toute sorte à l'exception d : l'huile de roses. . . . .	1 fr. le kil.	
Jus d'orange. . . . .	Exempt.	
Manne . . . . .	5 fr. les 100 kil.	
Mélasses contenant moins de 50 pour 100 de richesse saccharine (droit de consommation compris). . . . .	14 <sup>1</sup> / <sub>30</sub> les 100 kil	
Mules et mulets. . . . .	5 fr. par tête.	
Jus de réglisse . . . . .	4 fr. les 100 kil.	
Safran . . . . .	Exempt.	
Sumac moulu. . . . .	Exempt.	
Riz en grains . . . . .	0 <sup>1</sup> / <sub>50</sub> les 100 kil.	
— en paille . . . . .	» 25 —	
Pâtes d'Italie . . . . .	3 fr. les 100 kil.	
Fruits de table frais, citrons, oranges et leurs variétés . . . . .	2 » —	
Fruits secs ou tapés, pistaches, fruits confits, cornichons ou concombres, olives, câpres, fruits conservés sans sucre ni miel . . . . .	8 » —	
Marbres blancs statuariers . . . . .	Exempts.	
Moutarde en graine . . . . .	Exempte.	
Moutarde liquide ou composée. . . . .	5 fr. les 100 kil.	



**Tarif B.**

*Annexé au Traité de commerce. (Article 2.)*

DROITS A L'ENTRÉE EN ITALIE.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX DES DROITS.
<b>MÉTAUX.</b>		
<b>Fer et Fonte :</b>		
Mineral de fer, écaillés, pailles, limailles et scories . . . . .	Exempts.	
Fonte en masse et débris de vieux ouvrages . . .	Exempts.	
Ferrailles et débris de vieux ouvrages en fer. . .	100 kilogr.	1 15
Fer, de première fabrication, en barres, verges, etc., de toute forme ou diamètre. . . . .	Id.	5 75
Fers en rails pour chemins de fer. . . . .	Id.	1 15
Fer laminé en plaques, de 4 millimètres d'épaisseur et au-dessus. . . . .	Id.	5 75
Fer laminé en plaques, au-dessous de 4 millimètres et même en tuyaux. . . . .	Id.	9 25
Fer-blanc (tôle étamée), non ouvré. . . . .	Id.	9 25
Fil de fer au-dessous de 7 millimètres . . . . .	Id.	8 10
<b>Acier :</b>		
En barres, ou verges et débris de vieux ouvrages.		
Laminé, en feuilles ou plaques. . . . .	Id.	13 85
Fil d'acier . . . . .	Id.	23 10
<b>Cuivre, laiton et bronze :</b>		
Mineral de cuivre . . . . .	Exempt.	
Limailles de cuivre, laiton et bronze . . . . .	Exempt.	
Cuivre, laiton et bronze, en pains, rosettes, masses et débris de vieux ouvrages. . . . .	Id.	4 »
Cuivre ou laiton laminé . . . . .	Id.	9 25
— ou laiton battu et en fils . . . . .	Id.	12 »
— ou laiton doré ou argenté en lingots . . . . .	Id.	34 65
— ou laiton doré ou argenté, filé sur fil ou sole . . . . .	Id.	98 15
Cuivre ou laiton doré ou argenté, battu, étiré ou laminé, y compris les cannetilles et les paillettes. . . . .	Id.	67 55
<b>Zinc :</b>		
Mineral . . . . .	Exempt.	
De première fusion, en masses brutes, saumons, barres ou plaques et débris de vieux ouvrages.	Exempt.	
Laminé. . . . .	100 kilogr.	4 »
<b>Plomb :</b>		
Mineral . . . . .	Exempt.	
Plomb en pains et en débris. . . . .	Id.	0 50
— battu laminé . . . . .	Id.	6 »
— au 1 <sup>er</sup> octobre 1864. . . . .	Id.	3 »
— allié d'antimoine en masse. . . . .	Id.	3 »
Vieux caractères d'imprimerie. . . . .		
<b>Étain :</b>		
Mineral et en pains, saumons, barres et débris.	Exempt.	

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX DES DROITS.
Battu, laminé et en feuilles. . . . .	100 kilogr.	6 »
Cadmium brut . . . . .	Exempts.	
Mercure natif . . . . .		
Bismuth (étain de glace). . . . .		
Antimoine :		
Mineral . . . . .	Exempt.	
Métallique ou régule . . . . .	100 kilogr.	6 »
Nickel . . . . .	Même régime que le cuivre.	
Allié d'autres métaux (argentan), en lingots ou masses brutes . . . . .	100 kilogr.	4 »
Battu, laminé et étiré . . . . .	Id.	10 »
Manganèse :		
Mineral . . . . .	Exempt.	
Arsenic métallique . . . . .	Exempt.	
OUVRAGES EN MÉTAUX.		
Fonte :		
En coussinets de chemins de fer . . . . .	100 kilogr.	0 60
Fonte ouvrée, polie ou tournée, étamée, émail- lée ou vernissée, même garnie d'autres mé- taux. . . . .	Id.	4 60
Fonte ouvrée, non polie ni tournée, etc. . . . .	Id.	4 «
Fer :		
Fer simple, de seconde fabrication . . . . .	Id.	11 55
Ancre, canons, enclumes, martinets, socs de charrue . . . . .	Id.	8 »
Fer-blanc ouvré, même avec de petites garni- tures d'autres métaux . . . . .	Id.	15 »
Fer ouvré garni d'autres métaux . . . . .	Id.	13 85
Acier :		
Acier ouvré . . . . .	Id.	23 30
Aiguilles à coudre . . . . .	Id.	57 75
Plumes métalliques en métal autre que l'or et l'argent . . . . .	Id.	57 75
Hameçons de toute espèce . . . . .	Même régime que l'acier ouvré.	
Coutellerie pour les arts et les métiers et coutel- lerie avec les manches en bois commun, non garnis . . . . .	100 kilogr.	9 25
Coutellerie avec les manches de toute autre ma- tière . . . . .	Même régime que la mercerie.	
Instruments de chirurgie, de précision, de phy- sique et de chimie (pour laboratoire). . . . .	100 kilogr.	10 »
Armes :		
Baïonnettes . . . . .	Id.	23 10
Canons de fusil . . . . .	la pièce.	1 15
Canons de pistolet . . . . .	Id.	0 40
Fusils de calibre . . . . .	Id.	2 30
Canons de fusils de chasse . . . . .	Id.	3 45
Pistolets de mesure . . . . .	Id.	1 70
Lames de sabre ordinaires . . . . .	100 kilogr.	27 70
Lames de sabre dorées ou damasquinées . . . . .	la pièce.	0 50
Sabres et épées avec poignée d'acier . . . . .	Id.	2 60
— et épées avec poignée d'argent . . . . .	Id.	6 95

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX DES DROITS.
Sabres et épées avec poignée d'argent doré. . . . .	Id.	10 40
— et épées avec poignée d'autre métal . . . . .	Id.	1 75
— et épées avec poignée d'autre métal doré ou argenté. . . . .	Id.	3 45
Métaux divers.		
Outils en fer, en acier ou en fer et acier, pour les arts, les métiers et l'agriculture . . . . .	100 kilogr.	9 25
Objets en fonte et fer . . . . .	Régime de la matière dominante	
Toiles métalliques en fer et en acier . . . . .	100 kilogr.	15 »
Au 1 <sup>er</sup> octobre 1864 . . . . .	Id.	10 »
Toiles en fils de cuivre ou laiton. . . . .	Id.	13 85
Cuivre ou laiton ouvré, non ferré. . . . .	Id.	23 »
Au 1 <sup>er</sup> octobre 1864 . . . . .	Id.	20 »
Cuivre ou laiton ouvré, ferré . . . . .	Id.	17 30
Cuivre ou laiton ouvré, doré ou argenté. . . . .	Id.	100 »
Bronze ouvré en cloches, canons et gros objets.	Id.	17 30
Bronze ouvré : objets divers non dorés . . . . .	Id.	50 »
Bronze ouvré : objets divers dorés . . . . .	Id.	100 »
Ouvrages en zinc, tuyaux et autres ouvrages grossiers. . . . .	Id.	6 95
Ouvrages en zinc, autres . . . . .	Id.	8 »
Ouvrages en zinc, dorés . . . . .	Id.	57 75
Ouvrages en plomb de toute sorte. . . . .	Id.	6 »
— au 1 <sup>er</sup> octobre 1864. . . . .	Id.	3 »
Caractères d'imprimerie neufs. . . . .	Id.	5 95
Poteries et autres ouvrages en étain pur ou allié d'antimoine . . . . .	Id.	17 30
Ouvrages en nickel allié au cuivre ou au zinc (argentan) . . . . .	Id.	100 »
Ouvrages en métaux plaqués sans distinction de titre . . . . .	Id.	100 »
Ouvrages en métaux dorés ou argentés, non dé- nommés. . . . .	Id.	100 »
Orfèvrerie et bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux. . . . .	de la valeur.	5 0/0
Horlogerie :		
Montres simples à boîte d'or . . . . .	la pièce.	2 30
Montres simples à boîte de tout autre métal . . . . .	Id.	1 15
Montres à répétition et carillon . . . . .	Id.	4 60
Horloges de table, horloges pour voyages et en tableaux . . . . .	Id.	3 50
Carillons à musique . . . . .	Id.	3 »
Mouvements de montre . . . . .	Id.	0 35
Mouvements d'horloges de table, d'horloges pour voyages, pour tableaux et pour pendules. . . . .	Id.	57 75
Mouvements d'horloges de clocher . . . . .	Id.	23 10
Cages de pendules en allâtre, bronze, cristal ou bois . . . . .	Même régime que les ouvrages de la matière dont elles sont formées	
Fournitures d'horlogerie . . . . .	100 kilogr.	57 75
MACHINES ET MÉCANIQUES.		
Machines et mécaniques non dénommées. . . . .	de la valeur.	1 0/0
N. B. Le gouvernement italien se réserve la fa- culté de dénommer dans le tarif les machines non dénommées, et de les assujettir à des droits spécifiques qui, en tout cas, ne pourront dépasser les droits établis dans le tarif français.		
Pièces détachées de machines. . . . .	Même régime que les machines.	

DÉNOMINATION DES ARTICLES	BASE.	TAUX DES DROITS.
Peignes à tisser et broches . . . . .	100 kilogr.	5 75
Ressorts pour carrosserie et autres . . . . .	Id.	15 »
Cardes à carder et leurs garnitures . . . . .	Id.	5 75
Or battu en feuilles . . . . .	1 kilogr.	9 25
Argent — . . . . .	Id.	4 60
Sucres raffinés . . . . .	100 kilogr.	28 85
Sucres non raffinés . . . . .	Id.	20 80
Voitures et wagons pour voyageurs . . . . .	la pièce.	10 fr. plus 5 0/0 de la valeur.
Voitures et wagons pour marchandises . . . . .	Id.	5 fr. plus 5 0/0 de la valeur.
La tabletterie et les ouvrages en ivoire sont compris dans la mercerie.		
Peaux brutes . . . . .	Exempts.	
— vernies et maroquinées . . . . .	100 kilogr.	80 »
— teintées, de mouton . . . . .	Id.	45 »
— tannées en 1863 . . . . .	Id.	40 »
— — au 1 <sup>er</sup> janvier 1864 . . . . .	Id.	25 »
— — au 1 <sup>er</sup> janvier 1865 . . . . .	Id.	15 »
Autres préparées de toute sorte en 1863 . . . . .	Id.	20 »
— — au 1 <sup>er</sup> janvier 1864 . . . . .	Id.	15 »
Gants . . . . .	de la valeur.	5 0/0
Ouvrages en peau et en cuir . . . . .	100 kilogr.	50 »
Futailles vides, neuves ou vieilles, montées ou démontées, cerclées en bois . . . . .	Exempts.	
Futailles vides, neuves ou vieilles, montées ou démontées, cerclées en fer . . . . .	de la valeur.	10 0/0
Bois feuillards et merrains . . . . .	Exempts.	
Bois de construction brut, scié ou simplement équarri . . . . .	Exempts.	
Bois de construction en éclisses, pour caisses, boîtes, tamis, etc. . . . .	Exempts.	
Avirons . . . . .	Exempts.	
Echalas et perches . . . . .	Exempts.	
Meubles en bois commun, vernissés ou plaqués, sculptés ou non, même garnis de métal, simples ou rembourrés . . . . .	de la valeur.	10 0/0
Ustensiles et ouvrages divers en bois . . . . .	Id.	Id.
Bâtiments, barges et bateaux . . . . .	Exempts.	

## INDUSTRIES TEXTILES.

## Lin et chanvre :

Lin et chanvre brut ou peigné . . . . .	Exempt.	
Fils de lin ou de chanvre, simples, écrus, lessivés ou blanchis . . . . .	100 kilogr.	11 55
Fils de lin ou de chanvre, simples, teints . . . . .	Id.	23 10
Fils de lin ou de chanvre, retors écrus, lessivés ou blanchis . . . . .	Id.	23 10
Fils de lin ou de chanvre, retors, teints . . . . .	Id.	34 65
Tissus de lin ou de chanvre unis, ayant moins de 6 fils, en chaîne dans l'espace de 5 millimètres ; — écrus ou blanchis . . . . .	Id.	23 10
Tissus de lin ou de chanvre, de 6 fils en chaîne, dans l'espace de 5 millimètres et au-dessus, écrus, blanchis ou mélangés de blanc . . . . .	Id.	57 75
Tissus de lin ou de chanvre teints ou fabriqués avec des fils teints, ayant moins de 6 fils . . . . .	Id.	38 »
— au-dessus . . . . .	Id.	90 »
Tissus de lin ou de chanvre imprimés . . . . .	1 kilogr.	1 15



DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX DES DROITS.
Coutils, linge damassé, batiste, etc. . . . .	Comme les tissus.	
Tulles et dentelles de lin. . . . .	1 kilogr.	9 25
Bonneterie, passementerie et boutons. . . . .	Comme les tissus.	
Rubannerie de fil écru, blanchie ou teinte. . . . .	1 kilogr.	0 80
Vêtements, lingerie et articles non dénommés. . . . .	Comme l'étoffe principale dont ils sont formés.	
Tissus de lin ou de chanvre mélangés de laine ou de coton . . . . .	Régime de la matière dominante.	
Tapis de pieds . . . . .	1 kilogr.	0 40
Jute :		
Fils et tissus, même traitement que les fils et tissus de chanvre.		
— A partir du 1 <sup>er</sup> janvier 1864, mêmes droits que ceux du tarif franco-helge.		
Phormium tenax :		
Même régime que le lin ou le chanvre.		
Crin :		
Brut de toute nature . . . . .	Exempt.	
Frisé et cordes . . . . .	100 kilogr.	3 »
Ouvrages grossiers. . . . .	Id.	4 »
Tissus de crin pour tamis . . . . .	Id.	25 »
Tissus de crin autres. . . . .	Id.	40 »
Cotons :		
Coton en laine ou en masse . . . . .	Exempts.	
Coton en feuilles cardées ou gommées (ouates). . . . .	100 kilogr.	5 75
Fils de coton, écrus, simples du n° 45 et au-dessous. . . . .	Id.	11 55
Fils de coton, écrus, simples et au-dessus . . . . .	Id.	23 10
Fils de coton, écrus, retors, de tout numéro . . . . .	Id.	28 85
Id., blanc, ou teints, de toute qualité ou numéro. . . . .	Id.	34 65
Tissus de coton, écrus ou blanchis . . . . .	Id.	46 20
Tissus de coton, teints . . . . .	Id.	69 30
Tissus de coton de fils teints . . . . .	Id.	86 60
Tissus de coton imprimés. . . . .	Id.	114 50
Tissus de coton brodés en lin, coton ou laine, gazes et mousselines brodées ou brochées . . . . .	Id.	232 »
N. B. Le gouvernement italien se réserve la faculté de remanier le tarif des fils et des tissus de coton. En tout cas, on ne pourra dépasser, pour les qualités inférieures, les droits du tarif conventionnel français; et, pour les qualités supérieures, 25 centimes le kilogramme pour les fils, et 90 centimes le kilogramme pour les toiles.		
Velours de coton de toute espèce . . . . .	100 kilogr.	85 »
Tapis de coton, de pieds. . . . .	Id.	23 10
Tulles, dentelles et blondes. . . . .	1 kilogr.	2 30
Vêtements, lingerie et autres articles non dénommés . . . . .	Même régime que l'étoffe principale dont ils sont formés.	
Tissus de coton mélangés de lin ou de laine . . . . .	Régime de la matière dominante.	
Laine :		
Laines en masse et bourre de laine . . . . .	Exempts.	
Laine en masse et bourre de laine teintes . . . . .	100 kilogr.	3 45
Fils de laine de toute espèce . . . . .	Id.	46 20
Fils de laine teints. . . . .	Id.	69 30
Tissus de laine . . . . .	de la valeur.	15 0/0
Au 1 <sup>er</sup> octobre 1866 . . . . .	Id.	10 0/0

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX DES DROITS.
N. B. Toutefois, l'importateur aura la faculté de payer, au lieu des droits <i>ad valorem</i> sus-indiqués, le droit spécifique de 1 fr. 60 c. par kilogramme pour les tissus de laine.		
L'importateur devra faire son option entre les droits à la valeur et les droits spécifiques, au moment même de la déclaration en douane.		
Feutres à doublage, pour semelles et à filtrer . .	100 kilogr.	5 75
Feutres pour chapeaux . . . . .	Id.	17 30
Couvertures de bourre de laine, de lambeaux et lisières de drap . . . . .	Id.	57 75
Couverture de bourre de laine de toute autre qualité . . . . .	1 kilogr.	0 80
Tapis de laine . . . . .	Id.	1 »
Bonneterie et passementerie de laine . . . . .	Même régime que les tissus.	
Rubannerie de laine ou de poil, même mélangée de fil ou coton . . . . .	1 kilogr.	2 30
Dentelle de laine. . . . .	Id.	2 30
Châles, mouchoirs, cravates et autres articles à la pièce :		
Valant 50 fr. au moins. . . . .	Id.	3 45
De valeur supérieure, même mélangés de soie ou bourre de soie, ou brodés . . . . .	Id.	3 <sup>f</sup> 45 <sup>c</sup> plus 5 0/0 de la valeur.
Vêtements et tous autres ouvrages non dénommés. . . . .	Comme l'étoffe principale.	
Vêtements et tous autres ouvrages vieux . . . .	La moitié du droit.	
Les poils et tissus de chèvre, d'alpaca, de vigogne et de chameau, purs ou mélangés de laine, suivront le même régime que les poils, fils et tissus de laine, quelle que soit la proportion du mélange.		
Les tissus de laine et des autres matières ci-dessus dénommées, mélangées de coton ou d'autres filaments quelconques, payeront les mêmes droits que les tissus de laine pure, pourvu que la laine domine en poids dans le mélange.		
Soie :		
Soie en cocons, grège ou moulinée . . . . .	Exemptes.	
Bourre de soie et déchets de soie, en masse ou filée . . . . .	Exemptes.	
Soie et bourre de soie, teinte . . . . .	1 kilogr.	2 »
— — — au 1 <sup>er</sup> octobre 1866.	Id.	Exemptes.
Tissus de soie pure en 1863 . . . . .	Id.	9 »
— — — au 1 <sup>er</sup> janvier 1865 . . . . .	Id.	6 »
— — — au 1 <sup>er</sup> janvier 1868 . . . . .	Id.	»
Tissus de bourre de soie ou de bourre et de soie en 1863. . . . .	Id.	8 »
Tissus de bourre de soie ou de bourre et de soie au 1 <sup>er</sup> janvier 1865 . . . . .	Id.	6 »
Tissus de bourre de soie ou de bourre et de soie au 1 <sup>er</sup> janvier 1868 . . . . .	Id.	3 »
Les tissus mélangés payeront le droit de la matière dominante en poids; toutefois, lorsqu'ils contiendront plus de 12 pour 100 et jusqu'à 50 pour 100 de soie ou de bourre de soie, ils seront soumis à un droit de 3 fr. par kilogramme.		

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX DES DROITS.
Rubans de soie ou de bourre de soie :		
Velours en 1863 . . . . .	1 kilogr.	9 »
— au 1 <sup>er</sup> janvier 1865 . . . . .	Id.	7 »
— au 1 <sup>er</sup> janvier 1868. . . . .	Id.	5 »
Autres en 1863. . . . .	Id.	9 »
— au 1 <sup>er</sup> janvier 1865. . . . .	Id.	8 »
Mélangés . . . . .	de la valeur.	10 0/0
Foulards écrus, imprimés ou teints . . . . .	1 kilogr.	3 »
Passenterie, bonneterie, couvertures et tapis.	C-mme les tissus.	
Tulles et dentelles. . . . .	de la valeur.	5 0/0
Tissus, passementerie et dentelles avec or ou argent fin. . . . .	1 kilogr.	11 55
Tissus, passementerie et dentelles avec or ou argent faux. . . . .	Id.	3 50
Vêtement et tout autre article non dénommé. . . . .	Même régime que l'étoffe principale dont ils sont formés.	
PRODUITS CHIMIQUES.		
Iode. . . . .	100 kilogr.	2 »
Brome. . . . .	Id.	2 »
Acides :		
Sulfurique. . . . .	Id.	1 »
Nitrique. . . . .	Id.	1 »
Benzoïque. . . . .	Exempt.	
Borique. . . . .	Id.	
Gallique. . . . .	Id.	
Jus de citrons, d'oranges et leurs variétés. . . . .	Id.	
Oxydes :		
De fer. . . . .	100 kilogr.	2 »
De zinc, gris ou blanc. . . . .	Id.	2 »
D'étain. . . . .	Id.	2 »
Safre et autres composés du cobalt. . . . .	Id.	1 »
Chlorure de potassium. . . . .	Id.	2 »
Carbonates de potasse et cendres végétales. . . . .	Id.	0 50
Nitrate de potasse. . . . .	Exempt.	
Sulfate de potasse. . . . .	Id.	0 50
Lies de vin. . . . .	Exempt.	
Borax brut. . . . .	Id.	
Nitrate de soude. . . . .	Id.	
Soude de varech. . . . .	Id.	
Noir d'os et os. calcinés blancs. . . . .	100 kilogr.	2 »
Phosphates naturels. . . . .	Exempt.	
Sulfate de magnésie. . . . .	100 kilogr.	1 »
Sulfure de mercure. . . . .	Id.	1 »
Carbonate de baryte. . . . .	Id.	2 »
Sulfate de baryte. . . . .	Id.	1 »
Sulfate de fer, de manganèse, de cuivre ou de zinc et double de fer et de cuivre, dit vitriol d'Amonde et de Salzbourg. . . . .	Id.	2 »
Sulfate d'alumine et de potasse ou alun de toute espèce. . . . .	Id.	0 50
Garancine. . . . .	Id.	2 »
Acétates de fer, de plomb, de cuivre et d'aluminium (pyroliguites d'aluminium). . . . .	Id.	1 »
Curcuma en poudre. . . . .	Exempt.	
Maurelle. . . . .		
Stil de grain. . . . .		
Kermès en grain et en poudre (animal). . . . .	100 kilogr.	2 »



DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX DES DROITS.
Oxydes de plomb. . . . .	100 kilogr.	2 »
Acide oxalique. . . . .	Id.	8 »
— oléique. . . . .	Id.	5 »
Prussiate jaune de potasse rouge ou jaune. . . . .	Id.	10 »
Acide hydrochlorique (acide muriatique). . . . .	Id.	2 »
Sel marin ou chlorure de sodium. . . . .	Prohibé comme matière de monop. fisc.	
Sel gemme fossile, en cristaux. . . . .	100 kilogr.	40 »
Soude artificielle. . . . .	Id.	0 50
Carbonate de soude de toute espèce. . . . .	Id.	0 50
Sulfate de soude. . . . .	Id.	1 »
Chlorure de chaux. . . . .	Id.	2 »
— de soude et de manganèse. . . . .	Id.	2 »
Savons ordinaires et de parfumerie. . . . .	Id.	6 »
Couleurs non dénommées, en pâte ou en tablettes. . . . .	Id.	4 »
Acide stéarique. . . . .	Id.	5 »
Colle-forte. . . . .	Id.	10 »
Vernis de toute sorte. . . . .	Id.	10 »
Orseilles de toute sorte. . . . .	Id.	2 »
Racines et bois de teinture et pour tannerie, non dénommés, moulus ou non. . . . .	Exempts.	
Produits chimiques non dénommés compris les acides. . . . .	100 kilogr.	4 »
VERRERIE ET CRISTALLERIE.		
Glaces brutes. . . . .	100 kilogr.	8 »
— polies non étamées. . . . .	Id.	15 »
— polies étamées. . . . .	Id.	25 »
Objets en cristal, unis ou moulés, non coloriés et non taillés. . . . .	Id.	12 »
Objets en cristal, taillés, gravés ou coloriés. . . . .	Id.	15 »
— en verre, unis ou moulés, non coloriés et non taillés. . . . .	Id.	6 »
Objets en verre, au 1 <sup>er</sup> octobre 1864. . . . .	Id.	5 »
— — taillés, gravés ou coloriés. . . . .	Id.	8 »
— — au 1 <sup>er</sup> octobre 1864. . . . .	Id.	7 »
Verres à vitres. . . . .	Id.	7 »
— — au 1 <sup>er</sup> octobre 1864. . . . .	Id.	5 »
Bouteilles de toute forme. . . . .	Id.	2 »
Groisil et verre cassé. . . . .	Exempts.	
Cristal de roche brut ou ouvré. . . . .	Id.	
POTERIES.		
Poterie grossière de terre et de grès commun :		
Carreaux, briques et tuiles. . . . .	Exempts.	
Tuyaux de drainage et autres. . . . .	Id.	
Carreaux enduits ou vernissés. . . . .	100 kilogr.	» 90
Creusets, jarres à huile, fourneaux même in- crustés de faïence et autres ouvrages grossiers. . . . .	Id.	1 15
Poterie en terre et en grès commun. . . . .	Id.	3 45
Poterie de faïence et de grès fin :		
Carreaux pour pavés. . . . .	Id.	2 »
Ouvrages divers blancs. . . . .	Id.	8 »
— dorés, peints ou coloriés. . . . .	Id.	12 »
Porcelaine blanche. . . . .	Id.	15 »
— — au 1 <sup>er</sup> janvier 1864. . . . .	Id.	12 »
— dorée, peinte ou colorée. . . . .	Id.	25 »
ARTICLES DIVERS.		
Fleurs artificielles et leurs fournitures. . . . .	1 kilogr.	5 fr. plus 5 o/o de la valeur.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX DES DROITS.
Objets de mode . . . . .	1 kilogr.	5 <sup>f</sup> + 5 % de la val.
Tresses de paille de toute sorte . . . . .	100 kilogr.	5 »
— — pour cordage . . . . .	Id.	2 »
Chapeaux de paille . . . . .	Exempts.	
Mercurie commune de bois . . . . .	Id.	40 »
Mercurie commune :		
Autre . . . . .	Id.	50 »
Mercurie fine . . . . .	Id.	100 »
(Les boutons et la broserie suivent le même régime.)		
Instruments de musique :		
Orgues pour église . . . . .	Id.	10 »
— portatives . . . . .	la pièce.	4 »
Pianos . . . . .	Id.	7 <sup>f</sup> + 5 % de la val.
Autres instruments . . . . .	Id.	0 50
Epingles . . . . .	100 kilogr.	50 »
Caoutchouc et gutta-percha ouvrés . . . . .	Id.	28 85
Caoutchouc et gutta-percha en passem. et rubans . . . . .	Id.	115 50
Caoutchouc et gutta-percha en fils et en cour- roies pour machines et mécaniques . . . . .	Id.	4 60
Toiles cirées pour emballages, pour ameuble- ment, tentures et autres usages . . . . .	de la valeur.	10 0/0
Cire à cacheter . . . . .	Id.	Id.
Cirage de toute sorte . . . . .	100 kilogr.	4 »
Encre à écrire ou à imprimer . . . . .	Id.	11 55
Filets de pêche . . . . .	Id.	13 85
Poissons d'eau douce frais . . . . .	Exempts.	
— — préparés . . . . .	Id.	4 60
Epices préparées (sauces) . . . . .	Id.	25 »
Fromages de pâte dure . . . . .	Id.	4 »
— — molle . . . . .	Id.	3 »
Bière . . . . .	l'hectolitre.	2 fr. en sus du droit de consommation.
Cidre . . . . .	Id.	3 30
Mélasse . . . . .	100 kilogr.	6 95
Eaux-de-vie et alcools :		
En futailles, simples de 22 degrés et au-dessous . . . . .	l'hectolitre.	5 50
— — au-dessus de 22 degrés . . . . .	Id.	10 »
— — composés (liqueurs) . . . . .	Id.	15 »
En bouteilles, simples . . . . .	la bouteille.	0 10
— — composés . . . . .	Id.	0 15
Ardoises . . . . .	Exempts.	
Plumes à écrire, brutes ou apprêtées . . . . .	Id.	
— à lit de toute sorte, duvet et autres . . . . .	100 kilogr.	11 55
Cire brute, jaune, blanche et ouvree . . . . .	de la valeur.	3 0/0
Lait . . . . .	Exempt.	
Beurre frais ou fondu . . . . .	Id.	
Beurre salé . . . . .	100 kilogr.	2 »
Miel . . . . .	Id.	5 »
Oreillons . . . . .	Exempts.	
Poissons de mer, frais, secs, salés ou fumés . . . . .	100 kilogr.	4 60
— — marinés ou à l'huile . . . . .	Id.	10 »
Graisses de poisson . . . . .	Id.	5 75
Graisses de toute sorte et dégras de peaux . . . . .	Id.	1 »
Blanc de baleine et de cachalot . . . . .	Id.	2 »
Fanons de baleine bruts . . . . .		
Peaux de chien de mer . . . . .	Exempts.	
Corail brut, taillé non monté . . . . .		
Drogueries :		
Cantharides desséchées, civette, musc, casto-		

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX DES DROITS.
reum, ambre gris, fruits à distiller, storax, styrax, sarcocolle, kino et autres sucres végétaux desséchés, racines médicinales de toute espèce, herbes, fleurs, feuilles et écorces médicinales, agaric (amadou), kermès minéral, extrait de quinquina, camphre brut et raffiné, prairiss, anis vert. . . . .	100 kilogr.	2 »
Éponges ordinaires. . . . .	Id.	20 »
— fines. . . . .	Id.	50 »
Os, sabots de bétail et dents de loup. . . . .	Exempts.	
Cornes de bétail brutes. . . . .	Id.	
— préparées. . . . .	Id.	3 »
Résines ordinaires d'exsudation et de combustion. . . . .	Id.	1 »
— épurées. . . . .	Id.	2 »
— exotiques et gommés résines, baumes. . . . .	Id.	2 »
Jus de réglisse. . . . .	Id.	4 »
Liège brut. . . . .	Exempt.	
— ouvré. . . . .	100 kilogr.	10 »
Bois de teinture, même moulus. . . . .		
Joncs et roseaux bruts. . . . .		
Ecorces à tan de toute sorte, même moulues. . . . .	Exempts.	
Sumac moulu. . . . .		
Betteraves. . . . .		
Pommes de terre. . . . .		
Houblon. . . . .	100 kilogr.	2 50
Graines à semer. . . . .	Exempts.	
Fruits et graines oléagineuses. . . . .	Id.	
— verts de table. . . . .	Id.	
Oranges, citrons et leurs variétés. . . . .	Id.	
Fruits secs et tapés. . . . .	100 kilogr.	8 »
— confits, cornichons et concombres. . . . .	Id.	8 »
Olives et pichalines, câpres. . . . .	Id.	8 »
Légumes salés ou confits au vinaigre. . . . .	Id.	3 »
Racines de chicorée vertes. . . . .	Id.	» 25
— sèches. . . . .	Id.	1 »
Plantes alcalines. . . . .	Exempts.	
Marbres et albâtres de toute sorte :		
Bruts, équarris, ébauchés et pulvérisés. . . . .	Id.	
Sciés en planches de 16 centimètres et plus d'épaisseur. . . . .	100 kilogr.	1 »
Autrement sciés, sculptés, moulés ou polis. . . . .	Id.	1 50
Ecaussines et autres pierres de construction, brutes, taillées ou sciées. . . . .	Exempts.	
Sculptées ou polies. . . . .	100 kilogr.	» 50
Pierres gemmes de toute sorte. . . . .	Exempts.	
Agates et autres pierres de même espèce ouvrées. . . . .	de la valeur.	10 0/0
Meules et pierres à aiguiser. . . . .		
Chaux et plâtre. . . . .	Exempts.	
Graphite et plombagine. . . . .		
Crayons Simples, en pierres sciées ou taillées. . . . .	100 kilogr.	1 »
— composés à gaine de bois. . . . .	de la valeur.	10 0/0
Parfumeries. . . . .	Id.	10 0/0
Moutarde en graines. . . . .	Exempt.	
— liquide ou composée. . . . .	100 kilogr.	5 »
Chicorée brûlée ou moulue. . . . .	Id.	5 »
Bougies de toute sorte :		
En cire. . . . .	Régime de la cire ouvrée.	
D'acide stéarique. . . . .	100 kilogr.	10 »
Chandelles de suif. . . . .	Id.	5 »
Colle de poisson. . . . .	Id.	11 50



DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE	TAUX DES DROITS.
Extrait de viande. . . . .	Exempte.	
Chocolat et cacao simplement broyé. . . . .	100 kilogr.	35 »
Eaux minérales (cruches et bouteilles non com- prises). . . . .	Exemptes.	
Papier blanc et de pâte de couleur de toute qua- lité. . . . .	100 kilogr.	10 »
Papier peint ou doré, et pour tenture. . . . .	Id.	25 »
Papier grossier pour enveloppes et brouillard. . . . .	Id.	8 »
Cartons de toute espèce. . . . .	Id.	8 »
Livres en langues italienn., mortes ou étrangères.	Exemptes.	
Livres reliés en velours ou autrement. . . . .	1 kilogr.	1 »
Gravures, lithographies et étiquettes. . . . .	Exemptes.	
Cartes géographiques. . . . .	Id.	
Musique gravée. . . . .	100 kilogr.	15 »
Objets de collection hors de commerce. . . . .	Exemptes.	
Statues modernes, en marbre ou en pierre. . . . .	Id.	
— — en métal de grandeur natu- relle au moins. . . . .	Id.	
Bimbeloterie. . . . .	100 kilogr.	40 »
Vannerie grossière. . . . .	Id.	5 »
— fine. . . . .	Id.	20 »
— (nattes). . . . .	Id.	2 »
Parasols et parapluies en soie. . . . .	la pièce.	1 »
— — d'autre étoffe. . . . .	Id.	50 »
— — (fournitures). . . . .	100 kilogr.	20 »
Balais communs. . . . .	Exemptes.	
Bois de chêne et de noyer. . . . .		
Bitumes de toute sorte. . . . .		
Amidon. . . . .	100 kilogr.	1 50
Soufre brut, épuré ou sublimé. . . . .	Exempt.	
Huiles fines d'olives. . . . .	Id.	3 »
Huiles fines de sésame, d'arachide, de pavots et autres non dénommées, comestibles ou com- bustibles. . . . .	Id.	6 »
Huiles fines de lin, de chenevis, de palme, de coco, de noix, de poisson et autres, non co- mestibles ni combustibles. . . . .	Id.	5 75
Essences volatiles d'orange et leurs variétés. . . . .	Exemptes.	
Cartes à jouer. . . . .	le jeu.	» 20
Tarots. . . . .	Id.	» 40
Cordes et câbles. . . . .	100 kilogr.	3 »
Riz en grains. . . . .		
Pâtes d'Italie. . . . .		
Sangsues. . . . .		
Champignons et truffes. . . . .	Exemptes.	
Gibier. . . . .		
Viande fraîche. . . . .		
Volailles. . . . .		
Manne. . . . .	100 kilogr.	2 »
Mules et mulets. . . . .	par tête.	5 »
Eau de la Chariteuse. . . . .		
Racines de réglisse. . . . .	Exemptes.	

A l'égard des articles tarifés spécifiquement à leur importation en Italie et tarifés à la valeur à leur importation en France, le gouvernement italien se réserve la faculté de remplacer ces droits spécifiques par des droits à la valeur qui ne pourront être supérieurs à ceux fixés pour l'importation en France desdits articles.

Cette réserve n'est pas applicable aux tissus de laine.

**Tarif C.***Annexé au Traité de commerce. (Article 3.)*

## DROITS A LA SORTIE DE FRANCE.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX DES DROITS.
Peaux brutes . . . . .	»	Exempts.
Oreillons . . . . .	»	Id.
Os de toute espèce et cornes de bétail . . . . .	»	Id.
Tourteaux de graines oléagineuses . . . . .	»	Id.
Engrais . . . . .	»	Id.
Soies en cocons . . . . .	»	Id.
— teintes de toute sorte . . . . .	»	Id.
— à coudre . . . . .	»	Id.
Bourre de soie filée . . . . .	»	Id.
Chiffons de laine sans mélange . . . . .	»	Id.
Chardons, cardères . . . . .	»	Id.
Noir animal . . . . .	»	Id.
Meules . . . . .	»	Id.
Bois de noyer . . . . .	»	Id.
Autres chiffons et drilles de toute espèce . . . . .	»	12 fr. les 100 kil.
Pâte à papier . . . . .	»	
Vieux cordages goudronnés ou non . . . . .	»	4 fr. les 100 kil.

**Tarif D.***Annexé au Traité de commerce. (Article 3.)*

## DROITS A LA SORTIE D'ITALIE.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX DES DROITS.
Charbon de bois . . . . .		
Bois à brûler . . . . .		
Bois de toute espèce, brut, équarri ou scié, ou ouvré . . . . .		Exempts.
Armes de toute qualité . . . . .		
Huiles d'olives . . . . .	100 kilogr.	1 »
Soufre brut . . . . .	Id.	1 »

(L. S.) DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) ROUHER.

(L. S.) NIGRA

(L. S.) SCIALOJA.

## DEUXIÈME PARTIE.

---

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,  
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

---

### AUTRICHE.

**Rescrit impérial convoquant la Diète de Transylvanie,  
donné à Vienne le 21 avril 1863.**

Nous François-Joseph I<sup>er</sup>, par la grâce de Dieu Empereur d'Autriche, etc.

Vénérables, nobles, honorables, notables, prudents et sages, vous nos chers fidèles, animé du désir de voir le plus tôt possible les affaires intérieures de notre Principauté de Transylvanie réglées dans une Diète particulière du pays à la satisfaction de toutes les races qui l'habitent, et de voir exécuter les dispositions du diplôme du 20 octobre 1860 et du statut du 26 février 1861 sur les rapports de ce pays avec l'ensemble de la monarchie, il nous plaît de convoquer la Diète de notre Principauté de Transylvanie pour le 1<sup>er</sup> juillet, à Hermanstadt, et de lui donner pour cette fois-ci, à défaut d'autre base légale applicable, le règlement organique qui suit le présent rescrit.

En même temps, nous avons ordonné que des projets de loi soient soumis à cette Diète sur les affaires suivantes :

1° La mise en pratique de l'égalité des droits de la nation roumaine et de ses confessions ;

2° L'usage des trois langues parlées dans le pays dans les relations officielles ;

3° La composition et le règlement de la diète ;

4° Le règlement définitif de la manière dont les députés de notre Principauté de Transylvanie seront élus par le Reichrath ;

5° Les changements de la division administrative du pays, nécessaires pour améliorer l'administration générale et celle de la justice;

6° L'organisation de l'administration générale;

7° Celle de la justice;

8° L'organisation des tribunaux et la formation d'une cour de troisième instance;

9° Les modifications de notre patente impériale du 21 juin 1854 sur le rachat foncier;

10° L'établissement de registres fonciers,

11° L'établissement d'une banque hypothécaire.

En vous chargeant, vous, le Gouvernement royal du pays, de publier immédiatement le règlement organique de la Diète, nous vous ordonnons en même temps de prendre sur-le-champ les mesures nécessaires pour les élections. Nous continuons à vous garder notre grâce et bienveillance impériale et royale.

Donné à Vienne le 21 avril 1863, la quinzième année de notre Gouvernement.

*Signé : FRANÇOIS-JOSEPH.*

**Discours prononcé au nom de Sa Majesté Apostolique, par S. A. I. et R. l'archiduc Charles-Louis, à l'ouverture de la deuxième session du Reichsrath autrichien, le 18 juin.**

Honorés membres du conseil de l'Empire,

S. M. l'Empereur a daigné me charger d'ouvrir en son nom la deuxième session du conseil de l'Empire et de souhaiter la bienvenue à ses membres.

C'est avec joie que je m'acquitte de cette mission honorable et que je salue les archiducs princes de la maison impériale, les très-dignes, puissants et honorés seigneurs des deux Chambres du conseil de l'Empire.

Il ne s'est encore écoulé que peu de temps depuis que les Diètes provinciales ont terminé leur session, dans laquelle elles se sont occupées en première ligne des besoins et des vœux des royaumes et des provinces.

Vous vous trouvez, Messieurs les membres du conseil de l'Empire, réunis, conformément à la Constitution, pour la seconde fois, afin de faciliter à l'activité de ces Diètes l'accomplissement de cette grande tâche dont le but est le bien-être et le bonheur de l'Empire tout entier.

Nous pouvons jeter un regard de satisfaction sur les travaux de ces Diètes provinciales, qui se continuent sans interruption.



Cette activité persistante réalise la pensée vivifiante, principe de notre Constitution, de conserver, au sein de l'unité nécessaire de l'ensemble, le mouvement autonome, et autant que possible, libre de chacune de ses parties.

Lorsque, en vertu du rescrit impérial du 21 avril de cette année, la Diète provinciale du grand-duché de Transylvanie aura été convoquée, il n'y aura, parmi les pays et les royaumes qui se trouvent réunis sous le sceptre autrichien, aucun pays auquel la voie de la participation aux délibérations des affaires communes n'ait été ouverte, délibérations qui ont été réservées à la représentation de l'Empire par le diplôme du 20 octobre 1860 et par la patente du 26 février 1861.

Espérons que la confiance dans le succès des voies et moyens adoptés pour arriver au but désiré, et au sujet desquels des vœux loyaux et ardents sont arrivés des frontières les plus reculées de l'Empire jusqu'aux marches du trône, se répandra de plus en plus dans les populations.

En jetant un regard sur les affaires de l'Empire, nous nous sentons encouragés à poursuivre l'œuvre commencée, et nous pouvons envisager avec sécurité l'avenir.

Le conseil de l'Empire a terminé sa première session au milieu des bienfaits d'une paix non interrompue. Cette paix règne encore à l'ouverture de la seconde session : la maintenir sera l'objet des efforts du gouvernement de Sa Majesté.

Nous voyons grâce aux institutions libérales qui les couvrent, toutes les branches de l'activité morale et matérielle du pays se développer, nous voyons les forces de l'Empire s'accroître rapidement, sa puissance se consolider.

L'état des finances témoigne de progrès satisfaisants : l'ordre ne tardera pas à être complètement rétabli dans ce service important.

Le crédit de l'Empire et les moyens de défense du pays se trouvent en bonne position. Le budget de l'année courante permet de ne pas faire usage de ce crédit extraordinaire de 12 millions de florins qui avait été accordé pour ouvrir le déficit présumé.

Le budget qui va être soumis à votre examen a subi quelques changements : ces modifications ont pour but une classification plus claire et un contrôle plus sérieux ; elles répondent en même temps aux vœux manifestés l'an dernier. Ce budget embrasse une période financière de quatorze mois, qui permettra de passer facilement de l'exercice administratif à l'année solaire.

Le principe d'une stricte économie n'a pas été perdu de vue lorsqu'il s'est agi d'établir ce budget : il a fallu cependant, malgré la nécessité où nous sommes de rétablir le plus tôt possible l'équilibre

des recettes et des dépenses, subir les sacrifices considérables que nécessite l'armement national.

Afin de rendre ces charges moins lourdes dans l'avenir et de pouvoir donner plus large satisfaction aux besoins économiques, vous avez déjà jugé utile, pendant la dernière session, de régler de nouveau l'assiette de l'impôt foncier, de manière à l'approprier aux besoins actuels.

Le gouvernement de Sa Majesté vous soumettra donc divers projets de loi concernant le système des contributions directes. Je les recommande à votre mûr examen et à votre attention éclairée.

Sa Majesté Impériale et Royale désire que ces projets de loi soient, aussitôt présentés à la Chambre des députés, l'objet d'une étude et d'une discussion seulement préparatoire, afin que le vote définitif n'intervienne que quand le grand-duché de Transylvanie prendra déjà part aux délibérations du grand Conseil de l'Empire. Plusieurs autres projets de loi, que vous ne manquerez pas d'apprécier convenablement, ont pour objet de réaliser les réformes reconnues nécessaires dans d'importantes sphères de la vie publique, et plus particulièrement dans l'administration de la justice.

Le désir unanime que ces réformes fussent prochainement mises à exécution a dû appeler l'attention du Gouvernement sur le mode à suivre pour les délibérations auxquelles ces projets de loi seraient soumis.

Comme il s'agissait de soumettre à vos délibérations des documents volumineux, le Gouvernement a suivi pour cette communication l'exemple donné par d'autres États.

Il a jugé d'autant plus opportun de s'écarter dans cette circonstance, des procédés ordinaires, que dans le courant de la dernière session vous lui en aviez vous-mêmes, pour ainsi dire, indiqué la voie.

Au nombre des communications de cette nature qui vous seront faites, il faut citer d'abord le projet d'une nouvelle procédure en matière pénale. Ce projet méritera au plus haut degré votre attention.

Tout en reposant sur les bases de notre législation criminelle de 1850, dont l'expérience nous a démontré la solidité, il introduit dans notre procédure le double principe des débats contradictoires et oraux et de la publicité des audiences.

Relativement à la preuve, il laisse au pouvoir discrétionnaire du juge la faculté de concilier les dispositions de la loi avec sa libre conviction ; il permet enfin, dans les provinces où se trouvent réunies les conditions nécessaires à la formation d'un jury éclairé, de déférer la connaissance des crimes au verdict du jury.

Vous y trouverez également le principe d'une marche plus simple et plus rapide de la procédure autant du moins que ces améliorations sont compatibles avec la sauvegarde de la liberté personnelle et les exigences de la sûreté publique.

Dans le domaine de la procédure civile aussi le besoin de réformes se fait de plus en plus sentir. Les délibérations de la commission fédérale instituée pour la formation d'un Code de procédure générale pour toute l'Allemagne sont très-avancées et rendent plus facile la satisfaction de ce besoin.

Les améliorations qui viennent d'être indiquées ne peuvent pas s'accomplir sans entraîner des remaniements correspondants dans l'organisation constitutive de la justice et par leur étroite connexion avec l'administration politique des changements dans cette dernière ; les projets de loi concernant cette double réorganisation judiciaire et politique ne tarderont pas à vous être présentés.

Les imperfections et les lacunes de la législation actuelle des faillites et des concordats obligent le gouvernement à vous présenter sans délai un projet de loi sur cette matière ; ce projet aura pour but d'augmenter la sécurité des créanciers, en même temps que de protéger les faillis ; il s'efforcera, de plus, de simplifier et d'accélérer la marche de la procédure.

Pour compléter la législation communale, il vous sera présenté un projet de loi réglant les conditions du domicile légal. Ainsi satisfaction aura été donnée aux vœux exprimés par plusieurs Diètes.

En même temps, des questions qui devenaient la source de contestations fréquentes, parce qu'elles affectaient les droits des individus ou des communes, y trouveront une solution légale.

Honorables membres du Conseil de l'Empire, vous apporterez dans l'accomplissement de la tâche qui vous est dévolue, ce même dévouement dont vous avez donné tant de preuves durant la première session.

La gracieuse bienveillance de votre souverain vous accompagne, les peuples qui vous confient l'expression de leurs vœux et de leurs besoins suivent vos pas avec un intérêt bien mérité, le Gouvernement vous accorde sa pleine confiance.

Sa Majesté a la certitude qu'elle peut compter sur votre patriotique concours.

Que la protection du Tout-Puissant se répande sur vos efforts, afin qu'ils deviennent féconds pour la prospérité, la puissance et l'honneur de l'Empire.

---

## BRÉSIL.

**Discours prononcé par l'Empereur Dom Pedro II, le 3 mai 1863,  
à l'ouverture de la session législative.**

Augustes et très-dignes représentants de la nation, le jour de la réunion de l'Assemblée générale législative est toujours un jour de joie pour moi et d'espérance pour le Brésil.

Je vous informe, avec la plus vive satisfaction, que la tranquillité publique s'est maintenue sans altération dans toutes les provinces et que, grâce à Dieu, il n'y a nulle trace de disette des denrées alimentaires.

L'état de la santé publique, satisfaisant dans le plus grand nombre des provinces, a été affligeant sur quelques points de Rio-Grande du Nord, Parahyba, Pernambuco, Alagoas et Sergyse, et surtout de Ceura, qui ont été envahis par le choléra-morbus. Le Gouvernement s'est attaché à fournir les secours nécessaires aux victimes de ce fléau.

En m'applaudissant de vous annoncer la continuation des bonnes relations politiques entre l'Empire et les puissances étrangères, j'ai le regret d'avoir à mentionner en cette occasion le déplorable conflit survenu avec la Légation de Sa Majesté Britannique. On connaît les incidents de cette question et l'issue qu'elle a eue dans cette capitale. Sa solution complète dépend de la décision arbitrale de S. M. le Roi des Belges, ainsi que de la satisfaction et de l'indemnité que nous réclamons du Gouvernement britannique.

Il m'appartient ici de manifester mon juste orgueil de l'honorable empressement qu'ont mis tous les Brésiliens à soutenir la dignité et la souveraineté du pays.

Un conflit a éclaté au Para entre le commandant de deux navires péruviens et les autorités de cette province. Le gouvernement, accueillant les propositions de la Légation du Pérou, a conclu un accord pour l'heureux maintien de la bonne intelligence entre les deux États.

Un arrangement a été conclu à Paris entre notre Ministre plénipotentiaire et le Ministre des affaires étrangères de S. M. l'Empereur des Français, dans le but d'éviter le conflit de juridiction sur le territoire contesté d'Amapa.

Les revenus publics ont déchu dans le premier semestre de l'exercice courant; il y a lieu toutefois d'espérer qu'il y aura une certaine augmentation dans le second semestre et dans l'exercice qui va s'ouvrir en juillet. Le Gouvernement ne s'écartera pas des règles d'une économie bien entendue.



Le développement des moyens de communication et l'introduction des bras libres, ainsi qu'un meilleur emploi des bras qui existent, doivent mériter la plus grande sollicitude. Les dépenses qu'exigent ces avantageuses améliorations sont considérables, mais elles seront plus ou moins rapidement compensées par la prompte augmentation de la richesse publique, et il convient que nous fassions les sacrifices qui doivent les réaliser.

Je ne cesserai de réclamer de votre zèle pour la cause publique les modifications que nécessite la loi du 3 décembre 1841, celle de la garde nationale et celle du recrutement, ainsi que la révision de la législation relative à l'armée, à la flotte, au régime hypothécaire et aux administrations provinciales et communales.

Augustes et très-dignes représentants de la nation, j'attends de votre patriotisme et de vos lumières que vous emploierez tous vos efforts pour que, dans cette session, notre pays soit doté des mesures nécessaires à l'accroissement de sa propriété. La session est ouverte.

---

## CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

DOCUMENTS RELATIFS AUX PROJETS DE RÉFORME DU PACTE  
DE LA CONFÉDÉRATION GERMANIQUE<sup>1</sup>.

**Dépêche du comte de Rechberg au comte Karolyi, ministre  
d'Autriche à Berlin, en date du 7 août 1863.**

Comme Votre Excellence nous en a informé dans un rapport confirmé par la copie que nous avons entre les mains de la dépêche confidentielle, en date du 10 mai, du comte de Bernstorff, le Gouvernement prussien n'a pas accueilli comme nous le désirions l'invitation par laquelle nous l'engagions à prendre part aux Conférences qui devaient s'ouvrir à Vienne sur la réforme de la Constitution fédérale allemande. Le Gouvernement royal n'a ni pleinement adhéré à notre invitation ni consenti à autoriser tout au moins le baron de Werther à assister aux Conférences en la simple qualité de témoin. Il s'est borné à nous assurer qu'il attendait avec intérêt le résultat que l'on devait, selon nous, espérer de ces Conférences, résultat qu'il était disposé à prendre en légitime considération. Conformément à cette dernière déclaration, nous nous trouvons aujourd'hui en état de porter, par l'organe de Votre Excellence, ce qui suit à la connaissance du Cabinet de Berlin. Les Gouvernements qui ont pris part aux Confé-

1. Voir *Archives*, 1861, tome III, page 93 à 172.

rences, plusieurs fois mentionnées ci-dessus, sont à la veille de s'entendre prochainement, tout en se réservant de poursuivre leurs travaux, sur deux Motions à présenter à la Diète germanique. Voici quelle sera à peu près la teneur de la première Motion :

Plaise à la Diète allemande, l'occasion spéciale venant de lui en être donnée par l'élaboration d'un Code commun sur les procès civils et les obligations, de s'occuper avant tout d'une des plus importantes mesures : l'introduction dans la Constitution fédérale de l'élément représentatif. Votre Excellence trouvera ci-jointe la copie du Projet qui s'y rapporte.

Dans la seconde Motion, nous prions la Diète de reprendre les Conférences relatives à l'institution d'un tribunal fédéral. Pour faciliter sur ce point les débats de la haute Assemblée, le Gouvernement Impérial pré-enterra, pour ledit tribunal fédéral, un nouveau plan de Constitution dont copie est jointe à la Dépêche ; un Mémoire également ajouté motive la proposition. Au moment où je vous écris, du reste, nous ignorons encore si les Gouvernements qui se sont associés aux Conférences de Vienne donneront leur adhésion aux deux Motions ci-dessus ; mais, comme il est probable qu'ils ne la feront pas attendre plus de quelques jours, et que, par conséquent, la présentation de ces Motions à l'Assemblée de Francfort est imminente, nous n'avons pas hésité à instruire le Cabinet prussien des démarches que nous méditons, avant même qu'une complète entente ne se soit établie entre ceux qui y prennent part. Nous n'avons pas besoin de répéter ici qu'un sujet pour nous du regret le plus profond comme le plus sincère, dans une question qui touche aux intérêts les plus élevés de l'Allemagne, et dans laquelle la simple abstention de la Prusse est de nature à paralyser les plus louables intentions de ses Confédérés, c'est de nous voir réduit, vis-à-vis de la Cour de Prusse, à l'accomplissement d'une pareille formalité extérieure. Tout en priant Votre Excellence de communiquer, dans le plus bref délai possible, le présent Document et les Pièces y jointes à M. le Ministre prussien des Affaires Étrangères, je crois devoir ajouter quelques observations relatives au contenu des Motions plus haut mentionnées. Ces Motions, comme Votre Excellence l'aura tout d'abord remarqué, ne s'étendent pas encore aux deux plus importantes et plus délicates questions de la Réforme, à savoir l'établissement d'un plus fort Pouvoir exécutif fédéral et l'organisation d'un Corps représentatif. Nous ne nous dissimulons pas que l'opinion publique en Allemagne aspire à une solution de la question des réformes plus complète que celle à laquelle tendent les Propositions arrêtées à Vienne entre nous et les États qui ont pris part aux Conférences. Voilà pourquoi nous croyons devoir constater à cette place que si, dans l'état actuel des choses, nous n'avons fait

passer provisoirement qu'en seconde ligne les deux questions organiques dont il vient d'être parlé, et nous sommes bornés, en proposant la création d'une assemblée de délégués *ad hoc* et l'institution d'un tribunal fédéral, à donner un gage irrécusable de notre intention sérieuse de contribuer au développement libéral de la Constitution fédérale, nous avons été déterminés à procéder de la sorte par le désir et en même temps par l'espérance de voir la Prusse ne pas persister, et ne pouvoir même persister à refuser plus longtemps son concours à la haute entreprise d'une réforme dans la Constitution fédérale allemande.

Recevez, etc.,

*Signé* : RECHBERG.

---

**Dépêche du comte de Bernstorff au baron de Werther, en réponse à la dépêche du 7 août du comte de Rechberg.**

Berlin, 13 août 1862.

Monsieur le baron, le 10 de ce mois, le comte Karolyi m'a communiqué les projets que M. le Ministre Impérial d'Autriche pour les Affaires Étrangères a soumis dès le 7 juillet de cette année, lors des premières réunions, aux représentants des États de la Conférence de Wurtzbourg.

Votre Excellence trouvera ci-jointes les copies des Documents relatifs à cette question. Je vous prie de bien vouloir remercier M. le comte de Rechberg de cette communication. Votre Excellence n'ignore pas que, depuis l'envoi de ces Pièces, le 10 de ce mois, une seconde Conférence a été organisée à Vienne, et que les autres Gouvernements qui agissent de concert avec l'Autriche ont donné leur adhésion aux deux Propositions du Gouvernement Impérial autrichien. Aussitôt après on a procédé à la réalisation de l'intention, indiquée dans la dépêche du 7 août du comte de Rechberg à l'Envoyé d'Autriche à Berlin, de soumettre ces projets à la Diète fédérale.

Cela a effectivement eu lieu sans qu'il nous ait été possible de nous prononcer sur le premier résultat de ces plans de réforme, basés sur la politique des Notes identiques. Pourtant, nous aurions bien aimé tenir la promesse réitérée, donnée par nous au Cabinet Impérial d'Autriche, de soumettre ses plans de réforme fédérale à un examen impartial, même avant que la Diète ne commençât à délibérer sur cette question; car nous sommes profondément convaincus que, sans une entente volontaire et préalable, les délibérations de la Diète ne présentent que fort peu de chances de succès.

Il semblerait que M. le comte de Rechberg avait des motifs d'une nature politique toute particulière pour hâter la présentation des

projets à la Diète fédérale. Ce qui a peut-être contribué à cette résolution, c'est que les deux résultats des Conférences tenues jusqu'à présent ne sont pas, à proprement parler, de véritables projets de réforme.

Ce Projet se compose en réalité : 1° De la proposition de reprendre les délibérations engagées depuis de nombreuses années sur l'établissement d'un tribunal fédéral, et de la communication d'un plan de tribunal, et 2° de la proposition d'instituer un Comité fédéral chargé de délibérer sur l'adjonction d'une Assemblée de délégués à la Commission fédérale, qui, contrairement aux objections soulevées par nous, serait convoquée sur le vote de la majorité de la Diète fédérale, pour élaborer des Codes civils et criminels et la législation des obligations.

Ainsi, quand on examine bien les deux Projets de réforme, on se convainc qu'ils ne sont que des propositions complémentaires relatives à des questions sur lesquelles on délibère à la Diète depuis longtemps déjà. Comme nous avons pris une position plus ou moins nettement accusée vis-à-vis de ces dernières, la présentation des Projets en question par l'Autriche et les Gouvernements qui se sont associés à elle nous met dans la nécessité de nous prononcer à la Diète dans le même sens.

Nous croyons devoir d'autant moins observer des réserves pour charger notre Envoyé auprès de la Diète fédérale de faire à la séance de la Diète une déclaration conforme à cette manière de voir, que, d'après la teneur de la susdite Dépêche adressée au comte de Karolyi, M. le comte de Rechberg n'a pas attendu que nous eussions fait connaître notre réponse aux Projets en question. En en précipitant la présentation à la Diète, il a, au contraire, clairement prouvé le désir qu'il avait de voir les délibérations commencer le plus tôt possible.

*Signé : BERNSTORFF.*

**Motion présentée dans la séance de la Diète du 14 août 1862, concernant la composition et la convocation d'une Assemblée issue par délégation des diverses Chambres allemandes, et appelée tout d'abord à discuter les projets de lois sur la procédure civile et le droit relatif aux obligations.**

Les Envoyés de l'Autriche, de la Bavière, du Royaume de Saxe, du Hanovre, du Wurtemberg, de la Hesse Électorale, du Grand-Duché de Hesse, du Brunswick et de Nassau (pour Nassau) sont chargés de présenter la Motion suivante :

La haute Assemblée fédérale s'est occupée dans ces dernières années



d'une série de Motions qui, dans les branches les plus diverses de la vie politique, tendaient à l'introduction de lois communes pour tout le Territoire fédéral allemand.

Le règlement général sur le Change a été suivi du Projet d'un Code de commerce pour l'Allemagne, et il a présenté des Motions concernant une législation commune sur les patentes, une loi commune pour la protection de la propriété littéraire, l'introduction de poids et mesures uniformes, la fixation de dispositions générales sur les rapports de naturalité, une loi sur l'assistance juridique réciproque dans les contestations de droit civil, enfin une législation civile et criminelle commune, vaste champ dont la procédure en affaires civiles et le droit relatif aux obligations doivent tout d'abord être discutés.

Bien que toutes ces Motions aient été saluées avec joie et qu'elles aient prouvé d'une manière incontestable, les progrès de l'esprit national en Allemagne, quelques heureux fruits qu'elles aient portés et porteront encore, il faut l'espérer, l'activité de la Confédération dans le champ de la législation ne pouvait cependant prendre une si grande extension sans faire surgir au premier plan la question des rapports de cette activité avec les Pouvoirs législatifs des divers États fédéraux.

La haute Assemblée se souvient sans doute qu'il est survenu des cas où divers Membres de la Confédération ont cru devoir s'abstenir de prendre part aux travaux préliminaires pour des lois communes, et même protester contre leur ouverture, parce qu'ils étaient d'avis que ces travaux empièteraient sur la mission constitutionnelle des Pouvoirs législatifs de ces pays. De telles objections ont en particulier été élevées dans la séance du 6 février de cette année contre la résolution de cette haute Assemblée concernant l'élaboration de Projets à l'égard d'un règlement général sur la procédure civile pour les États fédéraux allemands et d'une loi commune sur les affaires de droit et ce qui concerne les dettes (droit relatif aux obligations).

Il est vrai que les États d'où émanent ces Motions ne sauraient reconnaître en principe la justesse desdites objections. C'est avec raison que, pour les réfuter, on a déjà fait ressortir, dans la séance du 6 février, que toutes les Motions et résolutions tendant à la création de lois communes, en tant qu'il ne s'agit pas de mesures purement préparatoires, supposent, conformément au droit fédéral, la libre coopération de tous les intéressés, de manière qu'il n'est nullement question d'enlever aux législatures des divers États la mission de délibérer et de prononcer par voie constitutionnelle sur les Projets de loi issus des délibérations communes des Gouvernements.

Toutefois, les Gouvernements signataires de la Motion n'ont pu s'empêcher de reconnaître que l'entreprise si louable et si pleine

d'avenir d'amener, sur un terrain si important, une communauté des législations allemandes par l'action de la Confédération, devrait rencontrer de sérieuses difficultés dans son exécution, tant que cette action émanant de la Confédération resterait exclusivement limitée à l'initiative commune des Gouvernements. En effet, les Chambres des divers États, quand les projets élaborés par la Confédération leur seraient soumis, se trouveraient dans une fâcheuse alternative. Elles devraient, ou bien adopter sans examen propre l'œuvre créée en dehors de leur sphère d'activité, ainsi donc renoncer de fait à leur mission constitutionnelle de coopérer largement à la législation, ou bien, en faisant valoir cette mission, remettre immédiatement en question la réalisation du patriotique but de créer une loi commune pour l'Allemagne, malgré toutes les peines que les Gouvernements se sont déjà données pour atteindre ce but.

Afin donc d'écartier cette difficulté et de concilier d'une manière opportune le droit matériel d'examen des Chambres allemandes avec le désir de créer une législation uniforme, il faudrait établir une institution offrant aux diverses Chambres l'occasion de coopérer déjà au sein de la Confédération elle-même à l'élaboration de ces lois.

Les Gouvernements signataires de la Motion sont d'avis que cette institution pourrait consister en ce que les Projets de loi élaborés au nom de la Confédération fussent soumis aux délibérations d'une Assemblée de Délégués choisis par les diverses Chambres. Ces projets, établis ainsi par la Diète germanique de concert avec les résolutions de cette représentation de l'ensemble de la Confédération, seraient ensuite communiqués et recommandés par les divers Gouvernements aux Chambres de chaque pays pour obtenir leur adhésion constitutionnelle. Le droit législatif intérieur de ces États conserverait ainsi intacts son autorité et son action, tandis qu'une concordance plus grande serait établie entre la Constitution fédérale allemande et les Constitutions des divers États, et l'on aurait sans cesse en réalité une forte garantie qu'un Projet qui aurait été discuté et adopté au sein de la Confédération, de concert pour ainsi dire avec les Commissions législatives des diverses Chambres, ne manquerait pas d'obtenir l'adhésion constitutionnelle de ces dernières.

Les Gouvernements signataires de la Motion, tout en se déclarant prêts à coopérer à une mesure telle que celle qui est indiquée ici dans ses traits fondamentaux, spécialement appliquée pour le moment à l'élaboration, résolue par la haute Diète le 6 février dernier, de lois sur la procédure civile et sur le droit relatif aux obligations, espèrent que leurs Confédérés qui, eu égard à la compétence de leur propre Représentation nationale, n'ont pas adhéré à la résolution du 6 février, trouveront que cette proposition complétive écarte ou du moins

diminue leurs scrupules, et ne refuseront pas leur coopération à cette œuvre commune.

Par ces motifs, les Envoyés présentent la Motion suivante :

« Plaise à la haute Diète germanique se faire soumettre par une Commission des propositions détaillées sur la composition et la convocation d'une Assemblée issue par délégation des diverses Chambres allemandes, et à laquelle seront d'abord soumis les Projets de loi qui, d'après la résolution fédérale du 6 février de cette année, doivent être élaborés sur la procédure civile et le droit relatif aux obligations. »

Au reste, tout comme les Gouvernements qui se sont accordés sur cette Motion partagent en même temps l'opinion et le désir que la proposition de faire discuter au sein de la Confédération des lois communes par des Délégués des diverses Chambres, ne soit pas un simple expédient pour un cas spécial, mais passe d'une manière durable dans l'organisation de la Confédération Germanique, de même aussi ils ont d'un autre côté dû reconnaître que l'introduction organique d'un élément représentatif dans la Constitution fédérale allemande exigeait nécessairement une transformation correspondante du Pouvoir exécutif de la Confédération.

Les hautes Cours signataires de la Motion se réservent, sous l'un et l'autre rapport, leurs propositions ultérieures.

Les Représentants des divers Gouvernements se sont prononcés sur la Motion ci-dessus de la manière suivante :

*Saxe.* — Si la Saxe participe à la Motion, c'est dans l'espoir et l'intention que le Projet présenté est le premier pas fait en vue d'une réorganisation complète sur une large base. »

*Wurtemberg.* — L'Envoyé est chargé d'exprimer le désir pressant du Gouvernement Royal que les délibérations rendues nécessaires par cette Motion, relativement à l'établissement d'une Représentation nationale adjointe à la Diète et d'un Pouvoir exécutif réorganisé, soient hâtées le plus possible. »

*Prusse.* — « Le Gouvernement royal a plus d'une fois fait connaître sa manière de voir sur les rapports des lois fédérales à des règlements généraux applicables à tous les États de la Confédération Germanique. D'après cette manière de voir, la haute Diète fédérale ne saurait décider la question dite « préalable », au point de vue de la manière de traiter les affaires, qu'à l'unanimité. La Motion qu'on vient de présenter, et qui est relative à la convocation d'une Assemblée de Délégués des différents Parlements allemands, est basée sur l'hypothèse que cette Assemblée pourrait prendre une résolution à la simple majorité. En face de cette Motion, le Gouvernement Royal se voit dans la nécessité de s'en référer à la protestation par lui présentée

lors de la séance de la Diète du 6 février de cette année contre l'institution d'une Commission fédérale chargée d'élaborer un Code de procédure civile, et il se voit en outre obligé d'appliquer à nouveau cette protestation à l'extension donnée au principe en question par la formation d'une Assemblée de Délégués.

« Pour motiver son opinion en général, le Gouvernement Royal s'en réfère à ses déclarations antérieures et se borne aux remarques que voici :

« Le principe selon lequel toutes les résolutions prises par la Diète relativement à des questions qui ne sont pas strictement dans les limites des attributions fédérales expressément définies, s'appuie, comme il est généralement reconnu, sur la nature même de la Confédération. Ce principe est d'ailleurs parfaitement caractérisé par les délibérations des Conférences de Vienne. Pour acquérir une preuve authentique du but et de la portée qu'on a voulu donner aux Conventions stipulées par le Congrès de Vienne, et pour connaître exactement les hypothèses grâce auxquelles le principe en question a pu prévaloir, il suffit de consulter les Documents du Congrès de Vienne.

« Nous rappellerons entre autres que dans la séance vingt-troisième le Chancelier d'État Impérial et Royal d'Autriche, prince de Metternich, a exposé d'une manière convaincante le principe de l'unanimité des résolutions, ainsi que la nécessité d'y adhérer strictement. Le Chancelier d'État a fait comprendre « combien il est nécessaire de maintenir les règlements régissant les deux principes les plus importants de la Diète, dont il ne faut pas méconnaître un instant les attributions et le but, pas plus que les droits de chacun des différents Souverains composant la Confédération. Si la Souveraineté des Princes n'était pas suffisamment garantie, la Confédération ne pourrait prétendre longtemps au titre de « Confédération d'États, » et elle deviendrait bientôt un « État Confédéré », dont l'existence présuppose nécessairement un Chef, ou du moins un Pouvoir législatif et exécutif suprême, personifié par un Monarque ou un Directoire.

« Le Prince ne méconnaît nullement les désavantages résultant d'une extension trop grande donnée au principe de la Souveraineté, dont l'exercice ne devrait jamais être un acte arbitraire, mais il pré-munit en même temps contre l'application exagérée du principe des majorités. Le veto bien appliqué et bien motivé des Membres de la Confédération importe autant à l'ensemble des Confédérés qu'à chaque Souverain isolément; le maintien des droits généraux de la Confédération, de même que le maintien des droits individuels des Souverains, se lie intimement à l'observation du principe véritable sur lequel la Confédération est établie. Si, en effet, la Diète venait à perdre cette garantie de souveraineté donnée par elle, la Constitution



éprouverait bientôt des changements, l'Union Fédérale actuelle serait dissoute et ferait place à une forme politique nouvelle et inconnue. De même que la limitation du principe des majorités poussée trop loin porterait le plus sensible préjudice non-seulement à la Confédération en général, mais à chacun des Confédérés ; de même aussi on peut dire, en sens inverse, que toute extension exagérée donnée à ce principe, tout empiètement sur les droits de souveraineté garantis par le Traité fondamental seraient fatals non-seulement aux différents États Confédérés, mais aussi à la Confédération en général.

« Le Gouvernement royal croit voir à regret dans la Motion présentée une semblable extension de compétence dépassant les limites assignées par le caractère fédéral de la Diète et en contradiction avec le droit fédéral observé jusqu'à présent. Il ne méconnaît nullement que l'idée qui a dirigé les efforts tentés devait son origine au désir de satisfaire aux vœux de la nation allemande qui tendent vers l'unité. Mais c'est précisément sur le terrain de la réforme de la Diète que la Motion se trouve dans les conditions les moins avantageuses pour atteindre son but. Les différents Parlements allemands, dont on entend reconnaître les attributions en nommant des Délégués chargés d'approuver les travaux des Commissions spéciales instituées par la Diète, ces Parlements eux-mêmes se verraient peu rassurés par une semblable mesure et il faudrait s'attendre à des objections de leur part.

« Le Gouvernement royal croit nécessaire de faire observer qu'en agissant comme on a agi, on ne s'est pas engagé dans la voie qui seule peut conduire à une réforme salubre de la Constitution fédérale. Ce n'est que la Diète complètement réformée qui pourrait, en vertu de sa réorganisation, avoir le droit de refondre la législation de l'Allemagne.

« Il est profondément convaincu que ce n'est pas en suivant la voie dans laquelle on s'est engagé et en prenant des mesures isolées, qu'on pourrait satisfaire ce besoin légitime de la nation allemande de voir les affaires publiques du pays prendre une forme unitaire.

« Or, pour arriver au but voulu, la condition préalable qu'il faudrait remplir, serait la réforme de l'organisation et la modification des principes qui servent de base à la Confédération actuelle. Le grand mouvement national est dirigé d'abord dans le sens d'un accroissement des forces de l'Allemagne, considérée comme grande Puissance vis-à-vis de l'étranger, et ce désir de l'Allemagne ne saurait être satisfait qu'autant qu'on fortifierait le Pouvoir exécutif central et qu'on y adjoindrait une Représentation nationale.

« Le Gouvernement royal a rendu hommage à ces tendances, à plusieurs reprises, dans des Documents parvenus à la connaissance

publique et il saisit cette occasion pour déclarer qu'il ne perdra jamais de vue la réalisation de ce but.

« Les mesures actuellement proposées lui semblent propres seulement à faire oublier le but des véritables efforts faits en vue de la réforme. Aussi le Gouvernement Royal croit-il remplir un grand devoir en refusant d'avance son adhésion à la Motion actuelle. »

Le Président a fait la réponse suivante à cette protestation de la Prusse :

« Je ne puis qu'exprimer mes regrets en voyant que le Gouvernement royal prussien refuse son concours aux efforts tentés par plusieurs Gouvernements allemands en vue de développer la Constitution fédérale, conformément aux exigences de l'époque. Je n'en espère pas moins que les délibérations commencées à la Diète au sujet de cette grave question, finiront par amener une entente. »

Le Président propose de renvoyer la proposition à l'examen du Comité pour l'institution d'un Tribunal fédéral.

*L'Autriche* se range à cette proposition.

*La Prusse* se réfère à la déclaration qu'elle vient de faire insérer au protocole.

*Bavière, Wurtemberg, Saxe, Hanovre, Bade, Hesse-Cassel, Hesse-Darmstadt*, adoptent la proposition du Président.

L'envoyé pour les duchés de Holstein et Lauenbourg, déclare que, ne connaissant pas les intentions de son Gouvernement au sujet de la question débattue, il s'abstient pour le moment de voter, et qu'il réserve à son Gouvernement la conduite qu'il lui conviendrait de tenir ultérieurement.

L'envoyé pour le Luxembourg et le Limbourg, a fait aussi une déclaration d'abstention en ajoutant que son Gouvernement avait déjà fait savoir qu'il ne voulait pas participer aux travaux des deux Commissions fédérales en question.

Les maisons Grand-ducales et duciales de Saxe, Brunswick, Nassau, les deux Mecklembourg, adoptent la proposition du Président; de même, les seizième et dix-septième voix. La motion est en conséquence renvoyée, avec la déclaration de la Saxe, du Wurtemberg et de la Prusse, à la Commission du Tribunal fédéral.

---

**Protocole officiel de la séance de la Diète du 14 août,  
relativement à l'institution d'un Tribunal fédéral.**

Les envoyés d'*Autriche*, Bavière, Saxe-royale, Hanovre, Wurtemberg, Hesse-électorale, Hesse-ducale, maisons grand-ducales et duciales de Saxe, pour Saxe-Meiningen, Brunswick et Nassau, pour

Nassau, ont reçu pour instructions, d'inviter la Haute-Assemblée de reprendre les délibérations relatives à l'institution d'un Tribunal fédéral, interrompues dans ces derniers temps, et d'exprimer l'espoir d'entendre prochainement le rapport de la Commission désignée à cet effet, le 8 juillet 1851.

*Autriche.* — Tout en se référant à la déclaration collective qui vient d'être faite, l'envoyé donne par l'ordre de son Gouvernement, communication à la haute Assemblée, d'un projet pour l'institution d'un Tribunal fédéral ainsi que d'un Memorandum qui l'accompagne, en priant la Diète de le remettre à son examen, et en cas qu'elle l'approuve, de le prendre pour base de ses décisions.

*Saxe-royale.* — En poussant, de concert avec les autres Gouvernements, à la reprise des délibérations touchant l'institution d'un Tribunal fédéral, le Gouvernement de Saxe-royale, recommande aussi le projet soumis par le Gouvernement Impérial d'Autriche à l'examen attentif de la Commission, sans cependant renoncer à son droit de produire des opinions divergentes lors des délibérations ultérieures. En particulier, le Gouvernement royal s'en tient à l'opinion qu'il a précédemment exprimée, qu'un Tribunal fédéral, pour remplir complètement son but, doit avoir une position et une compétence complètement indépendante de l'Assemblée fédérale.

*Wurtemberg.* — Le Gouvernement royal est d'accord avec la tendance et les traits généraux du projet de Tribunal fédéral soumis par l'Autriche. Il désire que ce projet soit pris pour base des délibérations de l'Assemblée sur la matière. Sur la proposition du Président, l'Assemblée décide le renvoi du projet et des déclarations à la Commission établie pour l'institution d'un Tribunal fédéral.

Le mémorandum autrichien est surtout un exposé des motifs à l'appui du projet; il s'attache à combattre le dernier projet, l'institution d'un Tribunal, soumis à la Diète, en 1860, par la Commission spéciale. Celui-ci, n'ayant pas été publié par les *Archives*, il serait superflu de reproduire ici textuellement le Memorandum qui le combat et le projet qui l'a suivi. Il suffira de donner de ce dernier, un résumé fidèle et complet.

D'abord, en ce qui concerne sa compétence, le Tribunal fédéral aura à décider comme arbitre les questions à lui déférées par la Diète (après avoir inutilement essayé la réconciliation des parties) surgies par suite des contestations que voici :

- 1° Entre Membres de la Confédération Germanique;
- 2° Entre Membres des familles régnantes à propos de questions d'hérédité au trône, de régence, de tutelle, de prétentions au fidéi-

commis de famille , en tant que la Constitution du pays respectif , les lois particulières ou les Traités ne contiennent pas de dispositions particulières au sujet de ces questions ;

3° Entre les différents Gouvernements Confédérés et les particuliers, les corporations et corps constitués , quand ces derniers portent plainte par suite de violations de droits garantis par la Constitution fédérale :

4° Entre un Gouvernement Fédéré donné et les États , par suite de divergences d'avis sur l'interprétation ou l'application de la constitution du pays , en tant qu'il n'existe pas d'autres moyens d'accommodement ou que ces moyens ne peuvent pas être appliqués.

On indique de cette manière quelle est la personne autorisée à invoquer la décision du Tribunal fédéral. Le jugement prononcé sous forme d'arbitrage par le Tribunal fédéral , ne pourra être modifié dans le pays intéressé que de la manière prévue pour les changements constitutionnels.

Dans les cas où il s'agit entre deux ou plusieurs Membres de la Confédération de la protection provisoire du dernier propriétaire d'un bien en contestation, le Tribunal fédéral sera substitué à la Cour suprême d'appel qui est , d'après l'article 20 de l'acte additionnel du Congrès de Vienne, instituée pour les cas semblables. Dans certains cas, le Tribunal fédéral sera chargé de donner une interprétation authentique des lois communes à l'Allemagne et des consultations sur des points litigieux, même en dehors de sa compétence ordinaire, quand la demande lui en sera faite.

A défaut de données légales spéciales, le Tribunal fédéral aura à prononcer sur certaines questions décidées autrefois par les tribunaux impériaux d'après des origines légales, observées anciennement à la place des lois précises, en tant que ces origines puissent encore être l'objet d'une application quelconque. Francfort sera le siège du Tribunal, qui se composera d'un président, de deux vice-présidents, douze assesseurs ordinaires et autant d'extraordinaires. Les douze assesseurs ordinaires seront choisis par les Gouvernements parmi les membres des Tribunaux supérieurs. L'Autriche et la Prusse en nommeront chacune deux, la Bavière un , et les quatorze autres curies du Conseil restreint de la Diète fédérale nommeront ensemble sept assesseurs d'après un règlement qui sera arrêté entre elles. La Diète fédérale elle-même nommera à la majorité des voix trois assesseurs choisis parmi les professeurs de jurisprudence aux facultés allemandes. C'est elle qui devra nommer parmi ces quinze Conseillers du Tribunal, le président, les deux vice-présidents et les douze Membres de la haute Cour permanente. Les douze assesseurs extraordinaires seront nommés par les mêmes Gouvernements, d'après le même ordre que celui



observé pour la nomination des assesseurs ordinaires, et ils seront choisis parmi les Membres des États des différents pays allemands, sur la proposition des États précités. Le Tribunal permanent, dit le Sénat permanent, se composera du président, de l'un des deux vice-présidents et de trois assesseurs ordinaires. Ces cinq membres devront résider au siège du Tribunal fédéral.

Au Sénat permanent incomberont :

1° La direction de la procédure de toutes les affaires litigieuses ressortissant au Tribunal fédéral ;

2° La décision en première instance des questions litigieuses devant être portées directement par les demandeurs au Tribunal fédéral ;

3° Les consultations à donner sur des points controversés ;

4° La surveillance de la juridiction dans les Pays Confédérés au point de vue de la conformité de la législation dans les États allemands.

Au Tribunal fédéral plénier, auquel devront participer les assesseurs ordinaires ne résidant pas au siège du Tribunal fédéral, incomberont :

1° La révision des jugements portés en première instance par le Sénat permanent ;

2° La décision sous forme d'arbitrage des cas cités plus haut aux chapitres 1 et 2.

Contre une décision du Tribunal plénier, on ne pourra invoquer que le bénéfice des faits ou des circonstances nouvellement constatés, pour replacer l'affaire dans l'instance où elle se trouvait avant le jugement porté par le Tribunal fédéral. Ces questions de *restitution* qui devront être présentées dans quatre ans au plus tard, seront décidées par le Tribunal lui-même. Il suffira qu'il y ait onze Membres présents pour que la Cour plénière puisse porter un jugement valable.

En cas de contestations entre un Gouvernement confédéré et la Représentation nationale du pays, le Tribunal fédéral décide en arbitre dans une séance plénière extraordinaire, à laquelle le président convoquera tous les assesseurs ordinaires et extraordinaires. A de semblables séances devront assister au moins dix Membres ordinaires et autant d'extraordinaires. Il n'y aura pas d'appel contre le jugement sous forme d'arbitrage.

Les traitements du président et des membres du Sénat seront donnés par la Diète fédérale. Les autres membres auront droit à des honoraires et à des indemnités de voyage. Le Sénat aura à élaborer un règlement de la procédure à suivre par le Tribunal fédéral, lequel règlement sera ensuite soumis à l'approbation de la Diète.

---

**Extrait officiel du procès-verbal de la séance du 22 janvier  
de la Diète germanique.**

Au commencement de la séance, plusieurs députés déposent des aperçus sur les modifications opérées dans l'administration des chemins de fer en 1862 et sur l'effectif des contingents fédéraux, et Nassau fait savoir qu'il était représenté par le plénipotentiaire bavarois dans les délibérations qui ont eu lieu à Dresde sur le droit des obligations projeté pour toute l'Allemagne. La Diète passe ensuite au vote sur les propositions présentées le 18 décembre dernier par la Commission du tribunal fédéral sur la convention d'une assemblée de délégués nommée par les Chambres des divers États et qui serait appelée d'abord à délibérer sur les projets de loi concernant la procédure civile et le droit des obligations.

Il résulte des déclarations successives des membres de la Diète que les propositions de la majorité de la Commission étaient rejetées, neuf voix s'étant prononcées contre, sept pour et une voix s'étant abstenue.

Le Président représentant de l'Autriche exprime alors, au nom de son Gouvernement, son regret du rejet des propositions et fait la déclaration ultérieure qui suit :

1<sup>o</sup> Que, comme la proposition du 14 août 1862 ne pouvait être exécutée comme mesure fédérale, le Gouvernement Impérial se réservait le droit de la mettre à exécution par des arrangements particuliers avec les Gouvernements qui y seraient disposés ;

2<sup>o</sup> Qu'il se réservait de revenir au sein de la Diète fédérale sur cette proposition au cas où il y aurait lieu d'espérer un rapprochement des opinions à ce sujet ;

3<sup>o</sup> Qu'il était prêt en tout temps à entrer en délibération sur la question d'institution d'un organe exécutif plus efficace de la Confédération et de l'établissement organique d'une représentation nationale émanée des Chambres des divers États, indépendamment des difficultés qui s'opposent à la solution de ces questions, et d'approcher de cette tâche, dans l'esprit de sentiments fédéraux sincères et de l'appréciation libérale des besoins du Pays.

Les Députés de la Prusse et de la Bavière réservent à leurs Gouvernements une déclaration éventuelle sur le résultat du vote. Les Députés des royaumes de Saxe, de Hanovre, de Wurtemberg, du grand-duché de Hesse et de Nassau adhèrent au nom de leurs Gouvernements, à la déclaration de l'Autriche.

---

**Analyse authentique et complète du vote émis par l'Autriche sur la question des Délégués, dans la séance du 22 janvier.**

L'Autriche, en adhérant aux propositions de la majorité de la Commission, n'a fait que suivre la ligne de conduite qui lui est tracée par sa participation aux propositions du 14 août. Elle pourrait se borner à constater cet assentiment, si les divergences d'opinion qui se sont produites, au sein même de la Commission, ne lui faisaient un devoir d'exposer encore une fois sa manière de voir dans cette grave affaire.

Ces divergences se sont manifestées dans deux directions. On a d'abord contesté la valeur intrinsèque des mesures proposées; l'on s'est demandé si la décision de la Diète, dans cette affaire, pouvait être prise à la majorité des voix. On a même rattaché des conséquences d'une grave portée à cette dernière question.

D'après l'opinion de l'Autriche, la Constitution fédérale ne saurait rester toujours étrangère aux institutions populaires aujourd'hui communes à tous les États allemands. La nécessité de mettre en harmonie la Constitution fédérale avec les Constitutions des différents États et d'établir entre elles des rapports organiques, se fera sentir avec une force croissante. Si le problème n'est pas résolu, la Confédération s'affaiblirait au lieu de se consolider.

L'Autriche, en reconnaissant cette nécessité, se rend parfaitement compte des conditions auxquelles toute transformation de cette nature doit rester soumise. Elle doit, avant tout, s'opérer sur la base des liens et des traités constitutifs de la Confédération. La réforme fédérale doit embrasser la nation entière, dans son unité constituée et garantie par le Pacte fédéral; elle ne saurait amoindrir le territoire de la Confédération, ni constituer l'un de ses membres le chef des autres; enfin, la réforme fédérale ne peut, ni ne doit altérer d'une manière violente la vie constitutionnelle des États allemands.

Ces conditions, desquelles le Gouvernement Impérial est résolu de ne pas dévier, il les trouve pleinement respectées dans la proposition de soumettre les projets de loi générale pour l'Allemagne à une Assemblée de délégués des Chambres. Par cette proposition, il ne croit nullement donner aux institutions fédérales tout le développement qu'elles comportent; mais il voit dans la réunion des représentants, un premier pas significatif et une mesure préparatoire bien combinée; son opinion ne saurait être contestée, tant qu'on ne formulera pas une proposition aussi légitime dans son essence et plus salubre dans ses effets.

Le Gouvernement Impérial s'explique difficilement l'importance capitale qui a été attribuée à la question de savoir si la majorité des votes suffirait pour décider l'exécution de la proposition du 14 août.

Les Gouvernements qui ont formulé cette proposition, n'ont jamais cessé de proclamer que toute contrainte à l'égard des Gouvernements dissidents était exclue, et qu'il ne s'agissait que d'arriver à une entente libre et spontanée de toutes les parties intéressées. Quel est le droit qui se trouve lésé par ce procédé? Quelle est l'obligation que la majorité veut imposer à la minorité?

La majorité de la Commission a invoqué l'article 64 de l'Acte final de Vienne, pour prouver que la Diète, en acceptant la proposition, resterait dans la sphère légale de son action. Le passé vient à l'appui de cette thèse. Déjà, à plusieurs reprises, la Diète a convoqué des commissions prises en dehors de ses membres, pour élaborer des projets de loi, quoique plusieurs Gouvernements ne se fussent pas associés à cette mesure.

Si, aujourd'hui, on propose de convoquer, pour le même but, des délégués des Chambres, quelle est la différence essentielle entre ces deux manières de procéder?

Enfin, si l'article 64 n'existait pas, il est évident que les Gouvernements qui se rangeraient du côté de la majorité de la Commission, pourraient, de leur libre accord, adopter pour leurs propres États les mesures proposées; ils pourraient, également, se servir de leurs Ministres à la Diète pour préparer et établir cet accord; ils pourraient, enfin recommander le résultat de cet accord à leurs Confédérés. On voit que la valeur pratique de ce différend se réduit presque à une différence de terminologie.

Le Gouvernement Impérial déplore profondément la divergence qui s'est manifestée sur le fond même de la question de réforme; mais il se refuse à accorder la même importance à une question purement de forme, et il n'admettra jamais qu'il puisse en sortir un danger pour la paix ou pour l'existence même de la Confédération.

Il attache une grande importance, au contraire, à ce que les efforts pour une réforme fédérale conservent aussi longtemps que possible la forme d'une délibération commune; car, quoique en plein droit de poursuivre ce but en dehors de la Diète, avec les Gouvernements qui seraient d'accord avec lui, il ne méconnaît pas que l'opposition, qui, au milieu des délibérations de tous les Confédérés, pourrait s'aplanir et s'adoucir avec le temps, ne deviendrait que plus dangereuse dans ses conséquences, si elle trouvait son expression dans la forme même des délibérations. Ce n'est donc que l'esprit de conciliation et le désir de travailler en commun avec tous ses Confédérés à la grande tâche de la réforme fédérale, qui inspirent à l'Autriche la ré-



solution de donner sa pleine et entière adhésion aux propositions de la majorité de la Commission.

La majorité s'étant prononcée pour le rejet des propositions du 14 août, le Ministre d'Autriche a fait, au nom de son Gouvernement, une déclaration qui peut se résumer ainsi :

Le Gouvernement Impérial déplore ce résultat d'autant plus vivement, qu'il doit craindre que les mêmes difficultés ne se produisent, avec bien plus de force encore, si les questions organiques réservées dans les propositions du 14 août viennent à être discutées.

Si le Gouvernement Impérial doit constater que c'est uniquement dans l'espoir d'arriver plus facilement à une entente générale sur une question limitée, qu'il s'est abstenu d'aborder la discussion des questions organiques.

Cet espoir étant déçu, il ne saurait se borner à une stérile expression de regrets, et il croit se devoir à lui-même, comme à ses confédérés, de déclarer :

1<sup>o</sup> Que le Cabinet Impérial se réserve le droit de réaliser la mesure proposée le 14 août, par une libre entente entre les Gouvernements qui voudront bien y prendre part.

2<sup>o</sup> Qu'il se réserve également de revenir, au sein de la Diète même, sur ces propositions, dès qu'un rapprochement des idées sur cette matière offrira une chance de succès :

3<sup>o</sup> Que, quoique ne méconnaissant nullement les difficultés inhérentes aux deux questions, savoir la création d'un organe exécutif efficace de la Confédération et l'introduction organique d'une représentation générale issue des Chambres des États de l'Allemagne, il se déclare prêt à entrer, à tout moment, en discussion sur ces matières et à aborder cette tâche dans le même esprit d'amitié pour ses confédérés et dans les mêmes vues libérales dont il croit avoir donné des preuves dans les négociations qui ont précédé la décision que la Diète vient de prendre.

Ont voté pour les propositions du 12 août : *Bavière, Saxe-Royale, Wurtemberg, Hanovre, Hesse-Grand-Ducale*, la seizième voix (*sept États*). Ont voté contre : *Bâle, Hesse-Électorale, Mecklembourg, Luxembourg et Limbourg*, les *Duchés-Saxons* (la douzième voix), sauf *Saxe-Meining* qui vote pour, (la quinzième voix) *Oldenbourg, Anhalt*, etc., la dix-septième voix, *Holstein et Lanenbourg*. La treizième voix, (*Brunswick et Nassau*) s'obtient, en ce sens que Nassau vote pour, mais que Brunswick qui a le vote décisif s'abstient.

**Note-circulaire adressée par M. de Bismark à tous les agents diplomatiques de la Prusse accrédités en Allemagne.**

Berlin, le 24 janvier 1863.

Les conversations confidentielles que j'ai eues au commencement du mois de décembre dernier avec le comte Karolyi au sujet de nos rapports avec l'Autriche et dont le Gouvernement autrichien a été informé en détail ont été, comme Votre Excellence le sait, l'objet d'un abus des plus criants, et la presse s'est efforcée de les défigurer à dessein. J'apprends qu'aujourd'hui encore on exploite ces assertions imaginaires et controuvées pour nous combattre par la diplomatie.

Afin de mettre Votre Excellence en état de faire apprécier à leur véritable valeur ces nombreux rapports contraires à la vérité, je crois utile de vous faire connaître le résumé des conversations que j'ai eues sur la matière en question avec le comte Karolyi.

Pour amener une meilleure entente entre les deux Cours, j'avais pris l'initiative de conversations avec M. le comte Karolyi en vue de lui exposer les considérations suivantes :

A mon avis, nos rapports avec l'Autriche doivent ou empirer ou s'améliorer. Nous désirons sincèrement la deuxième alternative, mais si, à la longue, la Cour de Vienne ne vient pas à la rencontre de ce dessein, nous nous trouverons obligés de nous préoccuper de l'autre et de faire des préparatifs à ce sujet.

J'ai rappelé à M. le comte Karolyi que, dans les longues années qui ont précédé 1848, il est intervenu comme un arrangement tacite en vertu duquel l'Autriche jouissait sûrement de notre concours et de notre appui dans les questions européennes, tandis qu'elle nous accordait à l'intérieur de l'Allemagne une influence incontestée qui s'est manifestée par la formation du Zollverein.

Grâce à cette attitude, la Confédération germanique a pu jouir d'une unité à l'intérieur et d'une dignité au dehors qu'elle n'a pu retrouver depuis. Je n'ai pas examiné à qui il fallait attribuer la faute de ce que cette harmonie ne s'était plus rétablie depuis la reconstitution de la Diète, car je visais beaucoup moins à faire des récriminations sur le passé qu'à organiser sainement la politique du présent.

Or, nous trouvons aujourd'hui que c'est précisément dans les États avec lesquels la Prusse attache le plus de prix à avoir de bonnes relations, par suite de notre situation géographique, que l'influence du Cabinet de Vienne s'emploie avec persévérance à nous créer une constante opposition.

Je dis à M. de Karolyi que de cette manière l'Autriche pouvait se

concilier, aux dépens de la Confédération, l'amitié de ses différents Cabinets, mais qu'elle s'aliénait en même temps celle de la Prusse.

M. le Ministre d'Autriche parut se consoler de cette éventualité en exprimant la conviction que s'il y avait une guerre dangereuse pour l'Autriche, l'alliance des deux grandes Cours ne manquerait pas de se retrouver. Mais, comme c'est là une erreur fort périlleuse, et que les deux Cabinets ne reconnaîtraient peut-être que dans un moment suprême et fatal, je priai instamment M. le comte Karolyi d'ouvrir les yeux de son Cabinet sur cette fausse appréciation.

Je lui fis remarquer que déjà, dans la dernière guerre l'alliance de la Prusse avait moins servi l'Autriche que si, dans les huit années précédentes, ces deux Puissances ne s'étaient pas combattues au profit exclusif des tiers sur le terrain de la politique allemande.

De là la défiance réciproque que l'on a signalée, et cependant on a pu remarquer les conséquences de l'intimité antérieure dans le fait que la Prusse, au lieu d'exploiter à son profit les embarras de l'Autriche en 1859, a procédé à des armements pour venir à son aide.

Je fis remarquer aussi que, si cette ancienne intimité ne se rétablissait point, il pourrait arriver que, dans un cas semblable, la Prusse s'alliât avec un adversaire de l'Autriche, tandis que si l'ancienne intimité se rétablissait, il était certain que les deux grandes Cours seraient de sûres et fidèles alliées contre les ennemis communs..

Pour ma part, et je ne le cachai pas au comte Karolyi, je déclarai qu'en pareille occurrence jamais je ne pourrais conseiller à mon Maître de garder la neutralité; j'ajoutai que l'Autriche était libre de persévérer dans sa politique antiprussienne, en s'appuyant sur une coalition des États moyens, ou de conclure une alliance loyale avec la Prusse.

J'indiquai cette alliance comme le but de mes désirs, mais le premier pas pour y arriver devait consister à écarter l'hostilité constante que la diplomatie autrichienne nous fait dans les Cours allemandes.

Le comte Karolyi répondit qu'il était impossible à la maison Impériale de renoncer à son influence traditionnelle sur les Cours allemandes.

Je contestai le fait de cette tradition, je montrai que le Hanovre et Hesse, depuis la guerre de Sept-Ans, avaient principalement obtenu aux influences politiques de la Prusse, et je rappelai que, du temps de M. le prince de Metternich, le Cabinet de Vienne avait eu soin de les maintenir dans cette voie conforme à l'intérêt commun des deux grandes Cours.

J'en tirai la conclusion que la prétendue tradition de la maison Impériale ne datait que du prince Schwarzenberg, et que c'était précisé-

ment ce système qui avait paralysé, depuis 1848, le rétablissement de l'harmonie allemande.

J'ajoutai, en outre, qu'à mon arrivée à Francfort, en 1851, après de longues conversations que j'eus avec le prince de Metternich, au Johannisberg, je m'étais flatté de l'espoir que l'Autriche sentirait la sagesse de nous faire, dans la Confédération, une place qui valût la peine de nous consacrer, avec toutes nos forces, à des buts communs.

Au lieu de cela, l'Autriche a travaillé à fausser et à détruire notre position dans la Confédération, et elle nous a conduits par là à chercher ailleurs notre point d'appui.

L'Autriche s'est comportée vis-à-vis de nous comme si elle pensait qu'étant exposés plus que personne aux attaques de l'étranger, nous nous trouvions obligés d'attendre des secours de nos Confédérés et, par conséquent, que ceux-ci pouvaient oublier tous les égards qu'ils nous devaient.

La mission d'un Gouvernement prussien fidèle aux intérêts du Roi et du Pays devait être, ajoutai-je, de démontrer, par des actes, l'erreur de ce raisonnement, si nos explications et nos remontrances restaient sans effets.

Dans ces derniers mois, notre mécontentement a augmenté par suite de l'énergie que les Puissances allemandes alliées avec l'Autriche ont mise à exploiter contre nous la question des délégués. Avant 1848, jamais on n'avait saisi la Diète de questions importantes, sans s'être d'abord entendus entre Vienne et Berlin.

Même là où l'on avait cru devoir rencontrer la résistance de quelques Cabinets moins puissants, comme, par exemple, dans la question des forteresses du midi de l'Allemagne, on avait préféré ajourner ces matières, quelque importantes qu'elles fussent, plutôt que d'écraser les opposants par des coups de majorité.

Aujourd'hui, au contraire, on traite l'opposition que la Prusse fait non-seulement à une question dont la Diète est saisie, mais à l'inconstitutionnalité même de cette proposition, comme un simple incident sans importance et qui ne saurait empêcher la Diète de persévérer dans le rôle qu'elle s'est tracé.

Je priai M. le comte Karolyi d'instruire M. le comte de Rechberg de notre conversation, d'une manière confidentielle, mais aussi exacte que possible, et je lui déclarai que les déficiences réciproques dans notre attitude ne pouvaient être guéries que par une franchise sans bornes.

Ma seconde conversation avec M. le comte Karolyi a eu lieu le 13 décembre 1862, à la suite d'une Dépêche que je venais de recevoir de notre Ministre à la Diète.

J'allai trouver M. de Karolyi pour lui représenter tout ce que la si-



tuation de la Confédération offrait de sérieux. Je ne lui cachai pas que si la majorité persévrait dans une voie que nous trouvions contraire à la Constitution, il en résulterait une situation que nous ne saurions accepter ; que la rupture de la Confédération pourrait en être la conséquence ; que M. d'Usedom n'avait laissé aucun doute sur ce point chez MM. de Kubeck et de Pfordten, mais que les réponses de ces messieurs, loin d'exprimer le désir d'une conciliation, avaient prouvé, notamment de la part de M. de Pforten, le souhait de nous faire voter dans le sens d'une minorité.

Je fis remarquer que notre propre dignité ne nous permettrait plus d'éviter le conflit qu'on nous présentait, et que je venais d'écrire, par le télégraphe, à M. d'Usedom de voter avec la minorité. Je déclarai que cet excès de compétence de la Diète, au moyen de coups de majorité, constituait à nos yeux la rupture des pactes fédéraux ; j'ajoutai que, pour être logiques, nous rappellerions sans substitution notre représentant à Francfort, et j'indiquai les conséquences qui naîtraient prochainement de cette situation, du moment que nous ne saurions admettre dans la Confédération germanique une juridiction que les considérations légales ne nous permettraient plus de regarder comme légitime.

Je dis donc que nos garnisons, dans les forteresses fédérales, ne pourraient plus obtempérer, dès lors, aux ordres de la Diète germanique, mais il est faux que j'aie manifesté l'intention de retirer ces garnisons. Je signalai, au contraire, le conflit que leur séjour dans les places fortes devait amener, du moment que leurs commandants ne reconnaîtraient plus l'autorité de la Diète.

Pour mettre l'Envoyé de Sa Majesté à Vienne en mesure d'appuyer mes efforts, je l'instruisis confidentiellement, par une Dépêche du 13 décembre, du contenu essentiel de mes conversations avec le comte Karolyi, et je le chargeai de s'expliquer dans le même sens vis-à-vis de M. le comte de Rechberg.

Il résulte des réponses verbales du comte Karolyi et des répliques que M. de Werther m'écrivit avoir reçues de M. de Rechberg, que mes communications verbales au Ministre d'Autriche à Berlin, de même que celles que M. de Werther avait faites en mon nom au comte de Rechberg, furent regardées au premier moment comme un essai loyal de conciliation, et non comme une démarche blessante ou comme une menace.

J'ai donc été fort étonné de voir les journaux français et ensuite les journaux allemands reproduire ces communications confidentielles d'une manière défigurée mais qui, par l'exactitude de certains détails, prouvait néanmoins la source authentique où ces feuilles avaient puisé leurs renseignements.

Quelques jours plus tard on m'annonça confidentiellement que le ministre d'Autriche à Saint-Petersbourg passerait à Berlin en se rendant à son poste, et qu'il causerait avec moi du différend qui nous occupait.

A l'arrivée de M. de Thun à Berlin, sans me laisser influencer par l'expérience que j'avais malheureusement acquise, j'accueillis de la manière la plus prévenante les ouvertures qu'il me fit pour préparer le terrain à une réconciliation. Je me déclarai prêt à accepter les différents moyens que nous avions passés en revue pour apaiser les difficultés qui avaient surgi à Francfort. J'accédaï entre autres à la proposition de diviser la votation de la Diète sur les conclusions du comité dans l'affaire des délégués, et de renvoyer, une fois qu'on aurait voté sur le premier point et constaté ainsi le défaut d'unanimité, toute l'affaire aux différents États confédérés en déclarant qu'elle n'avait pas encore obtenu le degré de maturité nécessaire pour être traité par la Diète. M. de Thun me proposa une entrevue avec le comte de Rechberg pour délibérer ultérieurement sur la question. Je répondis que j'y consentais ; mais quelques jours plus tard, M. de Karolyi me fit savoir confidentiellement que M. de Rechberg désirait obtenir, avant de s'y rendre, l'assentiment du Gouvernement de Sa Majesté à des projets de réforme fédérale, qui, suivant moi, exigeaient une délibération plus longue et plus approfondie. Le délai à courir jusqu'au 22 janvier étant, en effet, beaucoup trop court pour cette délibération, je dus répondre que je n'accepterais l'entrevue que si l'on renonçait auparavant aux délibérations obligatoires qu'on avait paru mettre en perspective. J'ajoutai que ce qui importait le plus, c'était d'empêcher que la bonne intelligence entre l'Autriche et la Prusse ne fût troublée par la votation prochaine de la Diète sur la question des délégués, que c'était là surtout le but que j'avais eu en vue en causant avec M. de Thun, but qui deviendrait impossible à réaliser, si on prétendait y mêler d'autres discussions de principe d'une haute portée.

» M. de Rechberg répondit que l'Autriche ne pouvait renoncer à l'affaire des délégués sans un équivalent suffisant. L'entrevue projetée en resta là. D'une autre part, on est venu proposer au Gouvernement de Sa Majesté, comme moyen de conciliation, de renoncer à la Dépêche de M. le comte de Bernstorff du 20 décembre 1861<sup>1</sup>, si l'on renonçait d'un autre côté au projet qui concernait les délégués. Mais il m'a été impossible de placer ces deux questions sur la même ligne. La Dépêche du 20 décembre a fait connaître l'opinion du Gouvernement du Roi sur la manière dont il faudrait procéder à une réforme des affaires allemandes. Cette Déclaration avait été provoquée par une demande du

1. Voir *Archives*, 1862, t. III, p. 134.

Cabinet de Saxe, et elle en appelait à la décision libre et indépendante des États confédérés sans vouloir leur imposer la moindre contrainte. Aussi longtemps que nous trouvions que ces Cabinets n'étaient pas suffisamment convaincus de la justesse de notre manière de voir pour lui assurer le succès, nous voulions laisser dormir la question, et ce ne fut que lorsque la conduite de la majorité du comité nous obligea à nous expliquer plus clairement que le Ministre du Roi à Francfort eut pour instructions de faire de nouveau connaître dans son vote les vues du Gouvernement de Sa Majesté.

» Les propositions en faveur de l'assemblée des délégués n'ont pas tenu compte comme nous, de l'indépendance des Gouvernements qui ne partageaient pas leur avis, et l'on a voulu au contraire le leur imposer de force par une interprétation aussi injuste que nouvelle des pactes fédéraux. En présence d'une telle manière d'agir, le Cabinet de Prusse, convaincu de son bon droit, doit laisser la responsabilité du conflit qu'ils ont provoqué, ainsi que le soin de l'aplanir, à ceux des Gouvernements fédérés qui ont ébranlé par leur conduite agressive, l'harmonie qui existait au sein de la Confédération. »

*Signé :* BISMARCK.

---

**Circulaire adressée, le 28 février 1863, par le comte de Rechberg, aux Représentants de l'Autriche auprès de plusieurs Cours allemandes, en réponse à la Note prussienne du 24 janvier.**

En présence de la Circulaire de M. de Bismark, du 24 janvier, qui est parvenue à notre connaissance par les feuilles publiques, nous avons dû nous demander si le soin pour l'honneur et la considération du Cabinet Impérial nous imposait le devoir de nous élever par une réponse explicite et fondée sur les documents contre une manifestation qui nous touche de si près.

Un Gouvernement dont la conduite devient de la part d'un autre Gouvernement, dans un document adressé à de tierces cours et livré ensuite à la publicité, l'objet d'une discussion directe, ainsi que cela nous arrive dans le document en question émané de Berlin, ce gouvernement succombera, s'il se sent dans son droit, à la tentation bien excusable d'ôter complètement le voile des circonstances inexactement ou non entièrement dévoilées. Néanmoins nous renonçons à ce moyen de défense, parce que nous nous trouvons mis par cette étrange publication dans une situation particulièrement difficile.

Le Cabinet de Berlin, raconte à sa manière, d'abord à ses Agents, ensuite au monde des lecteurs européens, le contenu d'entretiens con-

fidentiels ayant eu lieu il y a deux mois entre M. de Bismark et le Ministre de l'Empereur. Il en appelle à des Dépêches confidentielles qui m'ont été lues il y a deux mois par le baron de Werther. Je n'ai pas ces Dépêches devant moi, et si je voulais dire toute la vérité, je serais obligé de faire des rapports du comte Karolyi un usage exclu par leur caractère confidentiel qui se manifeste dans chaque ligne. Nous ne nous laisserons pas entraîner à ces procédés contraires aux usages; mais heureusement nous croyons pouvoir rester fidèles, sans avoir à craindre pour notre réputation; aux bonnes habitudes des relations entre les Gouvernements.

La démonstration du Cabinet prussien qui nous occupe, offre deux côtés à notre examen. Elle contient premièrement un témoignage incontestablement sincère des sentiments politiques de son auteur; elle contient deuxièmement un exposé embelli de la situation des affaires dont on a tant parlé, exposé qui tend pour la plus grande partie à nous accuser et à se plaindre de ce qu'on appelle à Berlin notre manque d'égards.

*Notre manque d'égards!* Si notre auguste Souverain ne sacrifie pas une position qui, née de l'histoire des siècles, sanctifiée par les Traités convient de droit à sa couronne et répond à la puissance et à la grandeur de sa Maison et de son Empire, l'Autriche manquerait à *des égards* qu'elle doit à la Prusse! Si le Cabinet Impérial n'aide pas à la Prusse à arriver à la satisfaction de prétentions qui ne reposent sur aucun titre légitime, qui blessent plutôt les droits d'États confédérés, et qu'on ne fait qu'esquisser, sans aucune précision, sans trouver pour elle une formule déterminée, et sans leur tracer aucune limite exacte, — l'Autriche perdrait encore de vue les égards qu'elle doit à la deuxième grande Puissance de l'Allemagne!

Il appartenait au Gouvernement prussien de faire envisager comme un manque d'égards vis-à-vis de la Prusse nos efforts sincères de donner satisfaction, autant qu'il est en notre pouvoir, aux aspirations de la nation allemande vers un développement libéral de la Constitution fédérale.

En outre, que prétend-on en soutenant que nous ne devons pas traverser par notre influence les intérêts de la Prusse, à Cassel et à Hanovre? Exige-t-on de nous que nous y entretenions des ministres pour travailler, dans les questions dans lesquelles les deux puissances ont un point de vue différent, non pour nous, mais pour la Prusse? Nous plaignons-nous de l'influence de la Prusse à Carlsruhe? Et, en général, l'influence et la confiance sont-ce des choses sur lesquelles on puisse régner à son gré, qu'on puisse restreindre, limiter ou porter sur d'autres selon son bon plaisir?

Cela est suffisant et plus que suffisant pour montrer ce qui en est



de l'accusation que nous barrons le chemin aux justes exigences de la situation de la Prusse. Nous sommes heureux de saisir l'occasion de protester hautement et énergiquement contre cette accusation.

Si l'on nous pose à Berlin l'alternative, ou bien de nous retirer de l'Allemagne et de prendre Ofen, — c'est l'opinion du ministre prussien, — pour centre de gravité de notre monarchie, ou bien de nous attendre à trouver, dans le prochain conflit européen, la Prusse du côté de nos adversaires, l'opinion publique de l'Allemagne se prononcera sur cette manière de voir, les événements la jugeront, si jamais elle devait arriver jusqu'à l'exécution. Mais nous, pour notre part, nous devons donner à temps au *prétexte* qu'on paraît vouloir se préparer à Berlin son véritable caractère.

Forts de notre conscience et en appelant au témoignage de nos Confédérés, nous sentons le devoir de déclarer : Non, nous n'avons manqué à aucun des égards auxquels la Prusse a véritablement droit ; nous avons encore moins dénié à la Prusse un droit appartenant à la couronne ; nous avons fait preuve dans toutes les occasions de sentiments de conciliation ; nous avons poussé plus d'une fois la condescendance jusqu'à la limite qui nous était imposée par le sentiment de notre dignité et des devoirs envers notre propre État ou envers de fidèles alliés.

Nous pourrions maintenant laisser cette discussion peu agréable. Nous ne tenions pas à rendre encore plus pénible l'impression qui devait être produite par la Circulaire prussienne ; nous ne voulions que protéger notre conduite contre des appréciations injustes. Le public du jour se laisse aller aux impressions du jour, et il aurait pu, par conséquent devenir désavantageux pour nous de n'opposer que le silence à l'assertion, que la Prusse a à se plaindre de nous.

Pour le lecteur plus attentif, les assertions mêmes du document prussien suffisaient pour en prouver l'inexactitude. Elles suffisaient notamment à cela devant le jugement impartial des Gouvernements allemands dont nous possédons pleinement la confiance. Cette confiance ne sera pas troublée par l'exposé partial du Cabinet de Berlin, même en ce qui concerne les tentatives de conciliation qui ont précédé le vote du 22 janvier.

Nous ne pouvons cependant terminer sans nous mettre en sûreté à ce dernier égard, contre des interprétations fausses qui pourraient être faites d'un passage de la Circulaire prussienne. Il est vrai qu'on y constate que ce n'est qu'à la condition d'une initiative commune dans la question organique de la réforme que nous consentions à nous désister des négociations pendantes à Francfort. Cependant une expression dont se sert le Cabinet prussien nous semble manquer de la précision nécessaire. Le Gouvernement royal fait mention de l'*équi-*

*valent* que nous avons posé comme condition. A la manière dont il en est parlé, on peut, il est vrai, comprendre sous ce terme la condition ci-dessus mentionnée, et cette interprétation est conforme à la vérité; mais ce terme n'exclut pas non plus la supposition que nous aurions exigé encore une autre concession en notre faveur.

Nous ne voulons pas nous exposer à un doute sur ce point, et nous constatons par conséquent, de nouveau, que nous avons déclaré à cette époque que nous ne reconnaitrions comme un motif suffisant de la suspension des négociations de Francfort, que la décision positive et sans arrière-pensée de la Prusse, de se placer de commun avec nous, tout en se tenant fermement aux bases fondamentales du contrat fédéral, au point de vue d'une réforme organique de la Constitution fédérale allemande.

Vous voudrez bien vous empresser de porter cette Dépêche à la connaissance du Gouvernement auprès duquel vous avez l'honneur d'être accrédité.

Recevez, etc.

*Signé* : DE RECHBERG.

---

## FRANCE<sup>1</sup>.

DOCUMENTS COMMUNIQUÉS AU CORPS LÉGISLATIF ET AU SÉNAT,

en janvier 1862 (fin).

COUPOLE DU SAINT-SÉPULCRE.

**M. Thouvenel au marquis de Moustier, ambassadeur  
de France à Constantinople.**

Paris, le 31 janvier 1862.

Monsieur le Marquis, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous l'annoncer par ma dernière expédition, différentes communications ont été échangées entre le Gouvernement de Sa Majesté et le cabinet de Saint-Petersbourg au sujet de la reconstruction de la coupole du Saint-Sépulcre.

L'accident récemment survenu à la coupole, et qui démontre combien il serait urgent de la reconstruire, va nous fournir l'occasion de reprendre cette affaire avec le cabinet de Saint-Petersbourg; j'attendrai le résultat de nos nouvelles communications pour vous transmettre mes instructions.

*Signé* THOUVENEL.

---

1. Voir, pour les autres pièces diplomatiques communiquées aux corps de l'État, *Archives* de 1863, t. I, p. 135 et suiv.

**M. Thouvenel au marquis de Moustier.**

Le 28 mars 1862.

J'ai pris connaissance de la Note relative à la grande coupole, dont vous avez arrêté la rédaction avec M. le prince Lobanoff. J'y donne mon entière approbation, et si, comme il y a lieu de le supposer, elle est agréée à Saint-Pétersbourg, vous n'aurez qu'à l'adresser le plus tôt possible au Gouvernement ottoman.

*Signé* THOUVENEL.**Note identique du Marquis de Moustier et du prince Lobanoff.**

L'état de dégradation dans lequel se trouve la coupole de l'église du Saint-Sépulcre à Jérusalem, et dont les accidents récents sont venus révéler toute la gravité, ne pouvait manquer d'éveiller en même temps la sollicitude de S. M. l'Empereur des Français et de S. M. l'Empereur de Russie.

Cette simultanéité d'impressions a amené ces deux souverains à échanger leurs idées, et Leurs Majestés Impériales ont eu la satisfaction de constater qu'elles étaient également disposées à chercher d'un commun accord les moyens d'assurer la conservation d'un monument qui intéresse à un si haut degré leurs sentiments religieux.

C'est sous l'empire de cette pieuse et salutaire pensée que Leurs Majestés Impériales ont résolu de faire à S. M. le Sultan la proposition de reconstruire à leurs frais la coupole de l'église du Saint-Sépulcre.

Les Soussignés, pour accomplir la mission qui leur est confiée, ont l'honneur de prier S. A. Aali-Pacha de vouloir bien porter cette proposition à la connaissance de son auguste Maître. Elle ne peut manquer d'être appréciée à un point de vue aussi élevé que celui qui l'a inspirée, et dont témoignera, ils en sont convaincus d'avance, la réponse que S. A. le Ministre des affaires étrangères leur transmettra.

Le Gouvernement ottoman n'a, en effet, qu'à se féliciter de voir la question se placer au-dessus de toutes les rivalités politiques ou religieuses et se dégager ainsi des difficultés qui semblaient y être inhérentes.

**Le Marquis de Moustier à M. Thouvenel.**

Péra, le 9 avril 1862.

Monsieur le Ministre, avant-hier, le prince Lobanoff et moi, nous nous sommes rendus chez le Ministre des affaires étrangères, à qui j'ai exposé l'objet de notre visite et auquel nous avons remis les deux notes identiques relatives à la reconstruction de la grande coupole. Aali-Pacha a accueilli cette communication sans témoigner ni surprise ni déplaisir. Il nous a même exprimé la satisfaction de voir l'accord établi entre le christianisme oriental et occidental sur un terrain qui, jusqu'ici, n'avait été marqué que par leur lutte; il n'a pas fait de difficulté de reconnaître que la Porte, qui avait souffert de ces luttes, pouvait se féliciter de les voir cesser. Enfin, il a paru apprécier les sentiments développés dans les deux notes identiques et écouter favorablement les explications que le prince Lobanoff et moi lui avons données, et dans lesquelles nous nous sommes efforcés d'écartier toutes les objections que le Gouvernement du Sultan eût pu puiser dans un sentiment de défiance mal fondée. Cette très-courte conférence, dans laquelle le Ministre a évité de se prononcer, mais dans laquelle; toutefois, il ne nous a opposé aucune objection préjudicielle, nous a laissé une impression assez favorable. Aali-Pacha a dit qu'il s'empresserait de porter nos propositions à la connaissance de son Souverain.

*Signé MOUSTIER.*

---

**M. Thouvenel au Marquis de Moustier.**

Paris, le 25 avril 1862.

Monsieur le Marquis, il me semble d'après les informations contenues dans votre dépêche n° 53, que l'accueil fait par Aali-Pacha à votre communication concernant la reconstruction de la coupole est aussi satisfaisant qu'il pouvait l'être pour le moment, et j'ai surtout remarqué la justesse avec laquelle il a apprécié les avantages d'une entente entre le christianisme oriental et le christianisme occidental sur un terrain où jusqu'à présent ils se sont trouvés en état de lutte.

Je vous approuve entièrement de n'avoir pas laissé ignorer à M. l'Ambassadeur d'Angleterre la communication que vous avez faite à Aali-Pacha de concert avec le prince Lobanoff. J'avais du reste, de mon côté, chargé l'Ambassadeur de Sa Majesté à Londres de faire connaître au Gouvernement de la Reine la demande que, de concert avec la Russie, nous nous étions décidés à adresser à la Porte. Le



Gouvernement anglais a apprécié, comme nous pouvions le désirer, les intentions qui nous ont dirigés dans cette circonstance.

*Signé* THOUVENEL.

---

**M. Thouvenel au Marquis de Moustier.**

Paris, le 16 mai 1862.

Monsieur le Marquis, vous m'annoncez, par votre dépêche télégraphique du 13, qui contient en substance la réponse qu'Aali-Pacha se préparait à faire à la communication des deux ambassades, que le Gouvernement du Sultan adhère en principe à la proposition de la France et de la Russie; mais que le Sultan désire s'associer aux dépenses de la reconstruction de la coupole, et qu'il accordera toutes les facilités nécessaires à l'accomplissement de cette œuvre.

Du moment que le Sultan demande à participer à la reconstruction de la coupole, en sa qualité de souverain territorial, nous ne saurions lui en contester le droit, et je pense avec vous et avec M. le prince Lobanoff que nous devons accepter la proposition qui vous en sera faite par Aali-Pacha. Vous pourrez donc, Monsieur le Marquis, faire connaître notre adhésion à la Porte, dès que M. l'Envoyé de Russie sera également autorisé à y adhérer. J'ai écrit hier dans le sens de cette dépêche au chargé d'affaires de Sa Majesté à Saint-Petersbourg.

*Signé* THOUVENEL.

---

**M. Thouvenel au Marquis de Moustier.**

Paris, le 23 mai 1862.

Monsieur le Marquis, je vous ai annoncé, par ma dernière expédition, en répondant à votre dépêche télégraphique du 13 de ce mois, que vous étiez autorisé à adhérer à la proposition qui allait vous être faite, au nom du Sultan, de participer, avec la France et la Russie, à la reconstruction de la coupole.

Je viens de recevoir, avec votre dépêche n° 70, copie du projet de la réponse d'Aali-Pacha, contenant la proposition ottomane, et ce document me paraît renfermer, sur un fait important, une inexactitude que je m'empresse de relever. D'après Aali-Pacha, la forme actuelle de la coupole devrait être conservée et reproduite sans aucune modification, et ce serait le vœu des diverses communautés qu'il en fût ainsi. Cette assertion est inadmissible. Il a, au contraire, été entendu entre la France et la Russie, et cela précisément afin de mieux résér-

ver les droits que les communautés respectives se croiraient fondées à revendiquer, que la nouvelle coupole ne recevrait aucune ornementation ni inscription de nature à provoquer des conflits entre les divers rites. Une entente sur ce point était d'autant plus nécessaire, que la coupole, comme vous le savez, Monsieur le Marquis, est en ce moment revêtue d'inscriptions grecques, qui constituèrent, à l'époque où elles furent apposées, une innovation contre laquelle les Latins n'ont cessé de réclamer.

Quant à la question soulevée dans la correspondance du prince Lobanoff avec son Gouvernement, qui fait l'objet de votre message télégraphique du 17, de savoir jusqu'où devra s'étendre l'œuvre de la reconstruction de la coupole, je ne comprendrais pas que l'on pût dire d'avance, comme le prince Gortchakoff l'écrit à M. le Ministre de Russie à Constantinople, « qu'il ne s'agit que de reconstruire la coupole, et nullement le mur de l'édifice. » Il me paraît évident, au contraire, que toute décision sur ce point dépend essentiellement de l'examen technique auquel les architectes auront à procéder avant tout, et qu'il y aura lieu d'attendre leur rapport avant de se prononcer sur l'étendue des travaux à effectuer. A l'égard des changements que ces travaux peuvent entraîner dans l'état des lieux avoisinant l'église du Saint-Sépulcre, nous avons reçu, ainsi que vous le savez, du cabinet de Saint-Petersbourg, les assurances les plus satisfaisantes.

*Signé* THOUVENEL.

---

**Le Marquis de Moustier à M. Thouvenel.**

Péra, le 27 mai 1862.

Monsieur le Ministre, après m'être entendu avec le Prince Lobanoff, dont les instructions se sont trouvées conformes aux miennes, j'ai chargé le premier drogman de l'ambassade de dire au Ministre des Affaires étrangères qu'il pouvait nous adresser officiellement la réponse dont il nous avait communiqué confidentiellement le projet. Le premier drogman de Russie en a fait autant de son côté; Aali-Pacha a paru fort satisfait et a répondu qu'il allait nous envoyer immédiatement cette Note.

Le Prince de Galles a été très-péniblement affecté, en visitant l'église du Saint-Sépulcre, à Jérusalem, de l'état de dégradation où il l'a trouvée : il l'a témoigné très-franchement au prince Lobanoff en s'étonnant qu'aucun souverain chrétien ne se fût encore occupé d'entreprendre la réparation de ce monument.

*Signé* MOUSTIER.

---

**Réponse d'Aali-Pacha à la note collective de l'ambassadeur de France et du ministre de Russie au sujet de la reconstruction de la grande coupole.**

Sublime-Porte, 28 mai 1862.

Monsieur l'Ambassadeur, je me suis empressé de mettre sous les yeux de S. M. I le Sultan, mon auguste Maître, la Note que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, relativement au mode qui a paru à LL. MM. les Empereurs des Français et de Russie le plus propre à adopter pour la réparation de la grande coupole de l'église du Saint-Sépulcre, à Jérusalem.

Vu l'état de délabrement dans lequel la coupole en question se trouve réduite; vu aussi la difficulté presque insurmontable d'amener une entente entre les différentes communautés chrétiennes sur la manière d'exécuter les réparations nécessaires, et ne voulant pas laisser dans cet état un sanctuaire vénéré par tous les chrétiens, la Sublime-Porte avait offert dans le temps de les faire elle-même et à ses frais, avec la condition expresse de ne rien modifier ni changer à sa forme actuelle. Cette modalité avait alors obtenu et continue d'avoir, à l'heure qu'il est, l'agrément des communautés du pays, et elle nous semble encore la mieux calculée pour atteindre le but sans éveiller des jalousies et sans froisser aucune susceptibilité.

Cependant, S. M. I. le Sultan, sincèrement désireux de donner à ses augustes alliés une nouvelle preuve de sa déférence, et appréciant les sentiments pieux qui leur ont dicté cette démarche, me charge de déclarer à Votre Excellence qu'il s'empresse d'adhérer en principe à la proposition qui vient de lui être faite, au nom de Leurs Majestés Impériales.

Je suis heureux de pouvoir vous annoncer en même temps que le Sultan, comme souverain territorial et de plusieurs millions de chrétiens, s'associera avec le plus grand plaisir aux dépenses à faire et accordera toutes facilités à l'accomplissement de cette œuvre.

Quant aux détails d'exécution et à l'arrangement à conclure pour sauvegarder tous les droits acquis, la Sublime-Porte pense qu'il serait dans l'intérêt même de l'objet que l'on a en vue de se mettre d'accord au préalable sur tous ces points.

*Signé AALI.*

---

**M. Thouvenel au Marquis de Moustier.**

Paris, le 20 juin 1862.

Monsieur le Marquis, je vous ai annoncé par ma dernière expédition

que j'allais m'entendre avec le Gouvernement russe pour ce qui concerne la mise à exécution de l'arrangement relatif à la reconstruction de la coupole du Saint-Sépulcre.

Vous trouverez ci-annexé le projet de Protocole destiné à consacrer les dispositions arrêtées entre les trois Puissances.

*Signé* THOUVENEL.

---

**Le Marquis de Moustier à M. Thouvenel.**

Thérapia, le 27 août 1862.

Monsieur le Ministre, je me suis empressé de m'entendre avec le prince Lobanoff et Aali-Pacha pour la signature du protocole. Aali-Pacha a témoigné le désir d'y ajouter un paragraphe additionnel ; le prince n'y ayant pas fait d'objection, j'y ai adhéré.

M. de Barrère m'écrit que les dispositions actuelles des clergés de tous les rites, à l'égard de l'arrangement conclu entre les trois Gouvernements sont devenues assez satisfaisantes.

*Signé* : MOUSTIER.

---

**Protocole signé à Constantinople par les Représentants de la France, de la Russie et de la Turquie, le 5 septembre 1862.**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. l'Empereur de Russie, mus par un sentiment de généreuse sollicitude pour la conservation d'un sanctuaire également vénéré par les diverses communions chrétiennes, ont exprimé à la Sublime-Porte le désir d'opérer à leurs frais la reconstruction de la coupole du Saint-Sépulcre à Jérusalem, et S. M. le Sultan ayant agréé leur vœu et, de plus, leur ayant manifesté l'intention de participer à une œuvre qui intéresse une portion si importante de la population soumise à son empire, les Ambassadeurs de France et de Russie et le Ministre des affaires étrangères de Turquie, soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus des dispositions suivantes :

1° La nécessité de prévenir la ruine imminente de la coupole du Saint-Sépulcre étant de notoriété publique, il sera pourvu sans retard à la reconstruction de cet édifice à frais communs, et par portions égales, par la France, la Russie et la Turquie ;

2° A cet effet, deux architectes désignés l'un par le Gouvernement français, l'autre par le Gouvernement russe, et agréés par le Gouvernement ottoman, se transporteront le plus tôt possible à Jérusalem pour vérifier l'état actuel de la coupole, constater la nature et l'étendue



des travaux à effectuer, en apprécier l'importance et dresser un devis estimatif des dépenses.

Ils consigneront dans un rapport collectif les résultats de leurs appréciations, et lorsque leurs propositions auront été approuvées par les trois Gouvernements respectifs, ils prendront, de concert avec les Consuls de France et de Russie et avec l'autorité locale, des mesures immédiates pour procéder à l'exécution des travaux. Des crédits seront ouverts aux Consuls de France et de Russie et au Pacha gouverneur de Jérusalem pour faire face aux dépenses, au fur et à mesure des besoins.

3° Il sera prescrit aux architectes d'éviter, dans la décoration de la nouvelle coupole, toute inscription ou tout emblème qui serait de nature à provoquer les susceptibilités d'aucune des communions chrétiennes.

4° Le Gouvernement ottoman accordera toutes les facilités administratives et matérielles qui seront nécessaires pour la prompte et complète exécution des travaux, et des ordres seront transmis sans retard, à cet effet, au Pacha gouverneur de Jérusalem.

Paragraphe additionnel au protocole relatif à la reconstruction de la coupole.

5° Il est entendu que le présent arrangement ne confère aucun droit nouveau aux différentes communions chrétiennes, ni à aucune des parties signataires de ce protocole, et ne porte atteinte à aucun des droits qui leur étaient précédemment acquis.

---

**M. Thouvenel au duc de Grammont, ambassadeur  
de France à Vienne,**

Paris, le 22 août 1862.

Monsieur le Duc, vous connaissez le protocole qui a été adopté à Constantinople afin de consacrer l'accord intervenu entre la France, la Russie et la Porte, pour la réédification de la grande coupole du Saint-Sépulcre.

Cet arrangement était conclu lorsque l'Ambassadeur de l'Empereur à Rome a reçu du cardinal Antonelli une communication par laquelle le Saint-Siège annonce, en sollicitant notre appui, l'intention de faire une démarche auprès du Gouvernement ottoman et de réclamer le privilège de prendre exclusivement à sa charge les réparations nécessaires. On ne peut que rendre hommage aux sentiments exprimés par le Saint-Siège dans ce document ; mais je n'ai pas besoin d'entrer dans de longs développements pour faire ressortir les difficultés qu'une

semblable démarche rencontrerait à Constantinople, lors même que le Sultan ne serait pas lié par les engagements qu'il vient de contracter. Toute action exclusive en faveur de l'une des deux communions dominantes soulèverait infailliblement l'opposition de l'autre et aurait pour effet de rouvrir cette série de dissentiments et de conflits qui n'ont jamais manqué de se produire en pareil cas. Personne n'ignore l'importance que prennent si facilement les rivalités des Latins et des Grecs en Palestine, de même que les embarras que cause inévitablement à la Porte la difficulté de satisfaire les deux influences diplomatiques dont ces prétentions se couvrent, et l'on ne saurait méconnaître les avantages d'une entente dont l'objet est de prévenir toute complication de cette nature. En nous concertant avec le cabinet de Saint-Pétersbourg, nous n'avons d'ailleurs négligé aucun soin pour que les droits des Latins fussent entièrement sauvegardés et pour que la position de nos religieux fût même améliorée dans la mesure du possible. La démarche de la Cour de Rome me paraîtrait donc superflue. Je ne doute pas que M. le comte de Rechberg ne partage à ce sujet notre opinion, et je me plais à espérer en même temps qu'il reconnaitra que l'arrangement signé entre la Russie, la Turquie et nous, offre le moyen le plus pratique de donner satisfaction aux intérêts qui nous sont confiés en Palestine.

*Signé : THOUVENEL.*

---

CHINE.

**M. de Bourboulon, ministre de France en Chine,  
à M. Thouvenel.**

Pékin, le 10 avril 1862.

Monsieur le Ministre, dès la fin d'octobre, les rapports qui m'étaient parvenus de divers côtés et particulièrement de la mission du Chenn-si, sur les vexations, les dénis de justice ou les traitements rigoureux dont les chrétiens étaient l'objet de la part des autorités elles-mêmes dans beaucoup d'endroits, au mépris des garanties inscrites dans les nouveaux traités, m'avaient fait sentir la nécessité de faire entendre de sérieuses représentations au Ministère chinois contre cette espèce de réaction.

Au moment où, par le coup d'État accompli dans les premiers jours de novembre, le règne nouveau venait de s'asseoir sur des bases plus homogènes, où le pouvoir et l'influence du prince de Kong venaient d'acquérir un ascendant qui le rendait à peu près maître du Gouvernement, l'occasion m'avait paru des plus favorables pour

demander au prince un acte public, c'est-à-dire un décret impérial, qui témoignât hautement de la liberté désormais reconnue aux chrétiens de l'Empire chinois de professer ouvertement leur religion et les mit ainsi à l'abri des injustices et des persécutions auxquelles ils étaient encore trop souvent exposés pour ce seul fait de la part des autorités provinciales. Cette demande, comme toujours, avait d'abord rencontré plusieurs objections; cependant le premier secrétaire de cette légation était parvenu à s'entendre avec le Ministre Wenn-Siang sur les termes dans lesquels ce décret devait être conçu, et en quittant Pékin, vers le milieu de novembre, il m'avait donné l'assurance qu'un décret tel à peu près que nous pouvions le désirer paraîtrait avant peu dans la gazette officielle.

Dans les premiers jours de décembre, en effet, je reçus du Ministère des Affaires étrangères la notification d'un édit impérial qui paraissait en même temps dans la *Gazette de Pékin*. Je ne pouvais le considérer comme satisfaisant. Il contenait, il est vrai, la déclaration que ceux qui professaient la religion chrétienne ne devraient pas être maltraités pour ce seul fait et devaient trouver la même justice chez les magistrats que les autres Chinois; mais la religion catholique y était mise sur le même rang que les religions du pays, qui sont méprisées des classes supérieures, de tout ce qui s'appelle Mandarin, et le décret, en prévoyant toute sorte de méfaits, d'infractions aux lois de la part des chrétiens, concluait d'une manière peu rassurante, en disant que dans ce cas « ils devaient être punis avec la dernière rigueur. » A la fâcheuse impression produite par ce décret parmi les missionnaires et les chrétiens de la capitale, et que j'en ressentis moi-même, vinrent se joindre de nouvelles plaintes, de nouvelles réclamations de missionnaires, soit pour des faits concernant leurs chrétiens, soit au sujet du mauvais vouloir apporté par les autorités locales dans les affaires intéressant les missions elle-mêmes.

Plusieurs lettres officielles que j'adressai au prince de Kong à ce sujet n'ayant amené que des réponses dilatoires, je résolus d'avoir une entrevue avec lui afin de traiter directement la question : le prince de Kong se défendit avec persistance (au point de vue de la dignité de l'Empereur) d'émettre un nouveau décret concernant les chrétiens; mais, désireux cependant de me satisfaire, il m'offrit de préparer un Yu-Tann, c'est-à-dire une circulaire portant des instructions adressées en son propre nom à tous les vices-rois et gouverneurs des provinces et conçue dans le sens des demandes que j'avais formulées dans une de mes premières dépêches. En présence des difficultés matérielles de la discussion et de la vive résistance que je rencontrais à l'endroit du décret, je ne crus pas devoir tenir rigueur au prince lui-même jusqu'à refuser cette demi-satisfaction. Je ne lui cachai pas

toutefois, en terminant la séance, qu'après ce qui s'était passé, je ne pouvais la considérer comme une garantie suffisante, et que je demeurais convaincu que le mal fait par le décret ne pouvait être réparé que par un autre décret impérial.

Pour abréger sur des détails secondaires, le résultat de cette entrevue avec le prince de Kong fut l'envoi aux gouverneurs généraux et gouverneurs de toutes les provinces d'une circulaire contenant des instructions sur la conduite qu'ils avaient à tenir à l'égard des chrétiens et conques dans le sens que j'avais indiqué; deux cents exemplaires de cette circulaire, dûment revêtus du sceau du Ministère des Affaires étrangères, me furent remis pour être envoyés par cette légation à toutes les missions, en même temps que les ordres du prince de Kong étaient expédiés aux hautes autorités de chaque province. Par mon autorisation le Yu-Tann, à quelques jours de là, le premier dimanche, a été lu publiquement pendant la messe aux chrétiens assemblés dans la cathédrale de Pékin, et j'ai à peine besoin d'ajouter que depuis lors j'ai reçu des missions de cette province, comme de celles qui en sont le plus rapprochées, des lettres où les missionnaires m'expriment, tant pour eux-mêmes qu'au nom de leurs chrétiens, leur reconnaissance pour ce nouveau témoignage de la sollicitude de cette légation et de la généreuse protection que le Gouvernement de l'Empereur ne cesse d'étendre sur eux.

Cependant, Monsieur le Ministre, pour que notre victoire fût complète, il fallait que la position reconnue et respectée de la religion catholique et de ses missionnaires en Chine, que le sort des chrétiens sur lesquels la France étend sa haute protection, que la liberté religieuse pour laquelle elle a fait dans ces contrées lointaines de si grands et si généreux sacrifices, fussent assurés désormais contre le retour de ces ombrageux accès de la vieille politique chinoise, contre ces vellétés de réaction et d'oppression dont nous avons eu tant à nous plaindre jusque dans ces derniers temps, et fussent placés sous la garantie suprême et irrévocable d'un décret impérial.

Je ne fatiguerai pas Votre Excellence par un plus long exposé des efforts qu'il a fallu faire, de la fermeté qu'il a fallu déployer, des résistances enfin que nous avons eu à surmonter pour décider le prince de Kong et son ministère à nous livrer cette dernière et capitale concession : je me hâte de lui annoncer que nos efforts ont été couronnés de succès, et que le 5 de ce mois le prince de Kong m'a fait remettre par deux dignitaires du Ministère des Affaires étrangères un pli officiel contenant, avec une dépêche d'envoi, une copie du décret impérial concernant les affaires des chrétiens, qui venait d'être rendu à sa requête, revêtu de toutes les formes en usage pour les actes émanés de la volonté impériale. J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excel-



lence la traduction aussi textuelle que possible de ce document. Le décret a paru le 7 de ce mois dans la *Gazette de Pékin*, et le prince de Kong, avant la publication du numéro qui le contient, m'en a envoyé courtoisement vingt exemplaires.

Signé : BOURBOULON.

---

ANNEXE.

**Requête du prince Kong et des hauts dignitaires du ministère  
des affaires étrangères à l'Empereur<sup>1</sup>.**

C'est humblement prosternés que nous présentons cette requête à Votre Majesté, en la priant de nous donner son avis. En nous référant à ce qui a trait à la religion catholique, nous voyons que Votre Majesté a déjà autorisé la libre pratique de cette religion, et qu'en outre, par son dernier édit du mois de janvier, elle ordonnait à tous les magistrats de son empire d'avoir à juger désormais, dans le plus bref délai et sur le pied de la plus parfaite égalité, après les avoir préalablement étudiées avec soin, toutes les affaires dans lesquelles les chrétiens seraient intéressés.

Il est évident que tout chrétien honnête, s'acquittant fidèlement de ses devoirs et ne transgressant pas les lois, n'en continue pas moins, comme par le passé, à être compté au nombre des sujets de votre empire, et devra par conséquent être traité sur le même pied que ceux qui ne suivent pas la religion catholique; car le seul fait d'être chrétien ne saurait l'exposer à encourir de mauvais traitements.

Nous nous sommes strictement conformés aux volontés de Votre Majesté, en les faisant connaître à tous les magistrats de l'empire, pour qu'ils aient à y obéir. D'après une nouvelle communication qui nous a été adressée par S. Exc. M. de Bourboulon, Ministre plénipotentiaire de France en Chine, il résulte que les ordres de Votre Majesté ont été éludés dans plusieurs parties de l'empire. Ce noble ministre attribue la cause principale de cette désobéissance à l'obligation que les habitants de l'intérieur veulent imposer aux chrétiens de contribuer, pour leur part, à l'entretien des pagodes, aux offrandes aux idoles, à la construction des théâtres, etc., etc., toutes sortes de contributions dont les chrétiens sont naturellement affranchis, mais que les magistrats persistent nonobstant à vouloir exiger d'eux au même titre que du reste des habitants. C'est pourquoi S. Exc. M. de Bourboulon nous demande de donner des ordres aux magistrats pour faire cesser cet état de choses.

1. Cette requête ne se trouve pas dans le Livre jaune.

Le noble Ministre de France nous ayant en même temps donné l'assurance que les missionnaires catholiques étaient des hommes de la plus grande probité, demande encore qu'ils soient reçus avec honneur par les magistrats chinois toutes les fois qu'ils demandent à les voir.

Après un profond examen, nous ferons humblement observer à Votre Majesté que les chrétiens de l'empire, tout en observant la doctrine catholique, n'en continuent pas moins à demeurer des sujets chinois, cette doctrine, ainsi que le déclare S. Exc. M. de Bourboulon, recommandant avant tout le respect envers l'Empereur et l'obéissance aux lois de l'empire ; il n'y a donc aucun inconvénient à ce que les chrétiens en agissent à leur guise ; car nous montrerons par là même d'une manière évidente que nous n'établissons pas la plus petite différence entre eux et le reste des sujets de l'empire.

Il est, de plus, bien évident que les contributions pour les cérémonies religieuses n'étant pas considérées comme impôt obligatoire, quand bien même les chrétiens se refuseraient à les payer, on ne pourrait pas les y obliger.

Nous avons déjà expédié de ce ministère des instructions dans ce sens à tous les magistrats de l'empire, pour leur faire savoir qu'à l'avenir les chrétiens ne devraient concourir qu'aux contributions pour cause d'utilité publique, et resteraient désormais affranchis de celles pour les cérémonies religieuses en dehors de leur culte.

En nous référant à la demande relative à la réception par les magistrats des missionnaires catholiques, attendu que ce sont des gens respectés dans tous les pays étrangers, nos magistrats en devront agir de même envers eux, et les traiter avec les égards qui leur sont dus, toutes les fois qu'ils demandent à les voir.

C'est aussi dans ce sens qu'étaient formulées nos instructions aux différents magistrats de l'empire.

Il ne saurait être mis en doute que, non-seulement les ordres de Votre Majesté, mais encore les instructions provenant de ce ministère, n'ont pas encore, à l'heure qu'il est, été mis à exécution par les magistrats de plusieurs villes, toutes les fois qu'il s'est agi de traiter les affaires concernant les chrétiens.

Nous, Ministres, avons en effet reconnu que bon nombre de magistrats traitent les affaires sans suite ni méthode, et n'ont pas même aujourd'hui, ainsi que le déclare S. Exc. M. de Bourboulon, obéi aux ordres de Votre Majesté, ni aux instructions parties de ce ministère. Nous pensons donc qu'il devient urgent d'en appeler aux lumières de Votre Majesté, en la priant de nous faire connaître les instructions qu'elle désire envoyer aux vice-rois et gouverneurs de chaque province, pour qu'ils ordonnent de nouveau à tous les magistrats placés

sous leur juridiction d'avoir à apporter désormais la plus grande égalité et l'équité la plus parfaite dans toutes les affaires qui intéressent les chrétiens. Peu importe leur opinion personnelle à cet égard, qu'ils devront mettre complètement de côté, tout en défendant expressément auxdits magistrats de tarder plus longtemps à obéir aux ordres de Votre Majesté; car, s'il en était autrement, les chrétiens seraient injustement traités.

Il est mentionné dans l'article 13 du traité français : que les chrétiens seront désormais exemptés de l'application de toutes les mesures prohibitives dont leur religion a été l'objet précédemment, dans des publications écrites ou imprimées. Or, tout en reconnaissant la véracité des faits qui précèdent, on n'ignore pas que la publication de ces écrits a eu lieu à une époque où cette religion était interdite; mais aujourd'hui, qu'elle jouit de la plus entière liberté, il devient inutile d'en faire mention. C'est pourquoi nous demandons à Votre Majesté d'en autoriser l'*entière abolition*, en même temps qu'elle en interdira la réimpression lors de la nouvelle publication du code des lois de l'empire, et ordonnera l'*entière destruction des anciennes planches qui y étaient affectées*. Nous pensons qu'il serait aussi convenable, pour plus de clarté, de remplacer à l'avenir, dans l'art. 13 du traité français, le mot « pardonner » par l'expression « abolir, » qui nous paraît plus conforme au sens exprimé dans cet article.

Dans le cas où Votre Majesté serait de notre avis, nous la prions de daigner nous faire connaître ses volontés.

C'est humblement prosternés que nous lui remettons la présente requête.

---

**Édit impérial du sixième jour de la troisième lune de la première année du règne de l'empereur TOUNG-TCHE (5 avril 1862).**

Déjà, dans une de ses précédentes communications, le ministre des affaires étrangères mentionnait que les missionnaires catholiques français n'avaient d'autre objet en vue que de prêcher le bien, et que l'empereur Khang-Hi avait lui-même autorisé la libre pratique de la religion catholique. Ce fut ce qui me détermina à publier, à cette époque, un édit ordonnant à tous les magistrats de mon empire d'avoir à traiter désormais équitablement toutes les affaires intéressant les chrétiens. Mais voici que, contrairement à mon attente, je viens d'apprendre par la dernière communication des membres de ce même ministère, que bon nombre de magistrats n'ont pas plus tenu compte de mes ordres que des instructions qu'ils leur avaient envoyées à ce sujet.

J'ordonne, en conséquence, aux vice-rois et aux gouverneurs de chaque province de prendre des mesures efficaces pour que tous les magistrats placés sous leur juridiction obéissent sur-le-champ à cet édit, en apportant désormais l'équité la plus parfaite dans toutes les affaires intéressant les chrétiens, affaires qu'ils devront en outre terminer dans le plus bref délai, sans tenir compte de leur opinion personnelle, — c'est ainsi qu'ils montreront que notre amitié est égale pour tous.

J'autorise donc et ordonne dès à présent la mise en application de tout ce qui est mentionné dans la requête qui m'a été adressée.

Respectez ceci !

Pour traduction exacte :

*Le secrétaire interprète de la légation de France,*

*Signé : H. FONTANIER.*

**Le comte Kleczkowski, chargé d'affaires de France en Chine,  
à M. Thouvenel.**

Pékin, 24 août 1862.

Monsieur le Ministre,

Je m'empresse de transmettre ci-joint à Votre Excellence la traduction d'un décret impérial qui vient de paraître dans la *Gazette de Pékin*, concernant le général Tienn-ching-chou, l'assassin de l'abbé Néel, dans le Kouei-Tchéou. Il y a tout lieu de se féliciter de ce premier pas fait publiquement par le cabinet de Pékin, dans la voie des réparations qu'il nous doit.

*Signé : KLECKOWSKI.*

ANNEXE.

Édit impérial.

Tienn-ching-chou méconnaît notre volonté ; il persécute et tue les missionnaires étrangers et beaucoup de nos sujets sans motif plausible. Trop confiant en notre magnanimité, il s'oublie tout à fait et n'y prend point garde. Il est jeune et on ne saurait laisser que de punir sévèrement sa conduite.

Le ministère jugera quel sera le châtiment de Tienn-ching-chou, à qui il est ordonné de se rendre en toute hâte au Seé-tchouann, où il se mettra à la disposition de Lo-Ping-tchang.



C'est là qu'il apprendra ce que Lo-Ping-tchang et Tchong-che auront décidé de lui.

Ce premier Édit a reçu son exécution définitive en suite du Décret suivant du 19 octobre 1862, qui ne se trouve pas dans le Livre jaune.

---

**Édit impérial prononçant la destitution du général Tienn, gouverneur du Kouei-Tchéou, l'un des auteurs du meurtre de l'abbé Néel :**

Décret impérial.

En ce qui concerne les persécutions exercées par Tienn-ching-chou, général du Kouei-Théou, contre les chrétiens, il est certain que cet officier général s'est conduit avec cruauté, et c'est par crainte de le voir commettre de nouvelles injustices que nous avons supplié Votre Majesté d'aviser aux moyens de l'envoyer dans une autre province. Un décret impérial était intervenu, ordonnant à ce général d'aller attendre dans le Tse-Tchouenn la fin de l'enquête et le règlement définitif de cette affaire.

Or, bien que Tienn-ching-chou ait reçu l'ordre de quitter sur-le-chant le Kouei-Tchéou, et d'aller attendre au Tse-Tchouenn que cette affaire fût réglée, le général son successeur, Kiang-Tchong-y, ne peut pas se rendre immédiatement dans cette province, à cause des affaires qu'il a à terminer dans le Hon-Nann, de sorte que, par cela même, Tienn-ching-chou prétexte de ne pas quitter son poste.

Mais comme ce général a passé toute sa vie dans les camps, où il a commencé par être simple soldat, il est d'un caractère rude et grossier, et ignore les coutumes établies entre gens qui se respectent. Aussi serait-il à craindre qu'il ne suscitât encore d'autres mauvaises affaires qu'il serait très-difficile d'arranger.

C'est pourquoi, après mûre délibération, nous nous sommes décidés à adresser ce placet à Votre Majesté pour la prier de conférer à Phaun-To, gouverneur général du Yumann et du Kouei-Tchéou, le titre de général intérimaire jusqu'à l'arrivée de Kiang-Tchong-y, ou de lui ordonner de charger provisoirement de ces fonctions celui d'entre les colonels de la province qui lui paraîtrait le plus apte à les bien remplir. De cette façon, Tienn-ching-chou pourra se démettre aussitôt de ses fonctions et se rendre au Tse-Tchouenn pour y attendre l'issue de l'enquête, et comme il ne séjournera pas plus longtemps au Kouei-Tchéou, il ne s'y élèvera aucune affaire.

Quant à ce qui est de l'examen de l'affaire de Tienn-ching-chou, nous prions instamment Votre Majesté d'ordonner à Khaun-To d'y

procéder de concert avec T'chong-che. Nous le supplions également de confier à ce maréchal de Tchen-Ton tout seul le maniement de toutes les affaires concernant les chrétiens qui pourraient surgir dans le Tse-Tchouenn, sans que Lo-Ping-tchang ait à s'en occuper en aucune façon.

Nous sommes trop ignorants pour discerner le juste de l'injuste. Aussi prions-nous humblement Votre Majesté de nous illuminer de sa grande sagesse, pour que nous puissions nous conformer à ses ordres.

Tel est le placet que nous présentons avec respect à Votre Majesté.

Par une décision impériale du 26<sup>e</sup> jour de la 9<sup>e</sup> lune de la première année de Tong-Tché (19 octobre 1862), le placet ci-dessus est approuvé.

Respectez ceci !

---

#### ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

**Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier, ministre de France à Washington, au sujet des restrictions apportées au commerce par le gouvernement de l'Union<sup>1</sup>.**

(Extrait.)

Le 15 novembre 1862.

Monsieur, j'ai pris connaissance, avec un intérêt tout particulier, des nouveaux renseignements que vous m'avez adressés sur les mesures par lesquelles les Autorités fédérales croient pouvoir faciliter l'exportation du coton par la voie de la Nouvelle-Orléans. M. Seward s'est plu à constater, dans la lettre qu'il vous a écrite le 11 septembre<sup>2</sup>, que l'expédition du coton pour cette ville et son embarquement pour l'Europe étaient désormais libres de toute entrave et que ce commerce ne rencontrerait plus d'obstacle que de la part des confédérés.

Il vous a en outre communiqué, le 4 octobre suivant, le texte d'instructions récemment adressées aux agents de la Trésorerie dans le but d'empêcher qu'en voulant concourir à l'exécution de la loi de confiscation, ils n'exercent sur la marchandise, en raison de son origine et des transactions antérieurement intervenues, un contrôle qui soit de nature à contrarier les opérations des acheteurs.

1. Ne se trouve pas dans le Livre jaune.

2. *Archives*, 1863, tome I, page 285.

Sans contester ce que peuvent avoir de plus favorable les dispositions manifestées par M. Seward, il n'en est pas moins vrai, Monsieur, que l'Europe éprouve, à peu de chose près, la même difficulté que par le passé à s'approvisionner de coton aux États-Unis. En fait, le Gouvernement fédéral laisse subsister quelques-unes des restrictions qu'il a, directement ou indirectement, apportées à l'exportation de cette matière. Ainsi l'échange du coton contre des marchandises européennes continue d'être entravé, tant par la défense absolue d'importer à la Nouvelle-Orléans diverses sortes de marchandises, notamment des eaux-de-vie, que par la faculté qu'ont les autorités douanières et, en pays étranger, les Consuls américains, de mettre obstacle à l'expédition, pour ce port, d'un certain nombre d'autres articles, parmi lesquels figurent les vins.

Mon prédécesseur vous avait prié, le 4 juillet dernier, de signaler particulièrement, à M. Seward le préjudice qui devait en résulter pour notre commerce de produits viticoles; je vous prierai de renouveler ces observations en les rattachant à la question de l'approvisionnement de notre industrie cotonnière.

D'un autre côté, tout en reconnaissant que les instructions qui ont été adressées, en dernier lieu, aux agents de la Trésorerie, tendent à atténuer, par une interprétation libérale, les effets de la loi de confiscation, je n'en persiste pas moins, Monsieur, à considérer comme un très-sérieux obstacle à l'exportation du coton le maintien de l'article 2 du règlement du 28 août dernier, qui interdit tout transport de numéraire dans les États confédérés, ainsi que tout paiement, en or ou en argent, de marchandises achetées dans ces contrées, et qui ordonne la confiscation des marchandises lorsqu'elles ont été payées directement ou indirectement en valeurs métalliques.

Le secrétaire du Trésor fait, il est vrai, observer que les cotons achetés aux confédérés peuvent leur être payés, soit en papier fédéral, soit en bons sur les banques fédérales, entre les mains desquelles les acheteurs déposeraient les espèces destinées à solder leurs achats; mais il me semble très-peu probable que les détenteurs actuels de la marchandise consentent à accepter ce mode de paiement. M. Chase signale, d'un autre côté, l'utilité, pour tous, de ne pas donner aux confédérés, par des envois de numéraire, de nouvelles ressources pour continuer une guerre dont l'Europe éprouve, comme l'Amérique, les effets désastreux; mais l'interdiction de ces envois est-elle donc un moyen efficace d'abrégier la durée de la lutte? Rien jusqu'à présent n'autorise à le penser.

Aussi ai-je remarqué avec plaisir, dans la lettre de M. Chase à M. Seward, un passage qui indique l'intention formelle de permettre le paiement du coton en numéraire, si la disposition qui le défend

continue d'être l'objet des réclamations des puissances européennes. Je vous prierai, Monsieur, de vouloir bien, dans vos conversations avec M. Seward, tâcher de le déterminer à réaliser promptement cette intention : un sentiment de réserve facile à comprendre nous interdit de demander péremptoirement le retrait d'une mesure de politique intérieure ; mais, du moment où vous en démontrerez les inconvénients et l'inutilité pratique, nous pouvons espérer que notre désir sera pris en sérieuse considération. Je vous serai, dans tous les cas, obligé de me tenir au courant des nouvelles démarches que vous ferez en vue d'atteindre ce but....

*Signé* : DROUYN DE LHUYS.

---

CORRESPONDANCE ENTRE LE COMTE RUSSELL, SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, ET S. EXC. LE COMTE DE FLAHAULT, AMBASSADEUR DE FRANCE, TOUCHANT UNE INFRACTION A L'ARTICLE 1<sup>er</sup> DE LA CONVENTION ENTRE L'ANGLETERRE ET LA FRANCE, EN DATE DU 7 MARS 1857, RELATIVE A PORTENDICK ET ALBRED A.

**Le comte de Flahault au comte Russell.**

Albert-Gate, le 8 juillet 1862.

Milord, j'ai reçu l'ordre du Gouvernement de l'Empereur d'informer Votre Excellence du fait suivant qui s'est passé devant Portendick, au mois de mai dernier, et qui constitue une infraction à l'Article 1<sup>er</sup> de la Convention du 7 mars 1857 relatif à Portendik et Albreda. Il y est stipulé que le Gouvernement de la Reine abandonne le droit que les traités donnaient jusqu'ici aux sujets de S. M. B. de faire le commerce entre l'embouchure de la rivière Saint-John et la baie, et le fort de Portendick inclusivement. Il résulte des détails parvenus au Gouvernement français, qu'un navire anglais a tenté au mois de mai dernier d'entrer en relations de commerce avec les Maures, et de persuader au Sheikh des Trarzas de recevoir l'année prochaine deux navires anglais qui doivent arriver pour installer une ou deux places de débarquement sur la côte. Le Gouvernement impérial ne doute pas que le Gouvernement de la Reine adoptera les mesures nécessaires pour prévenir la répétition de semblables faits.

Recevez, etc.

*Signé* : FLAHAULT.

---



**Le comte Russell au comte de Flahault.**

Foreign-Office, le 14 juillet 1862.

Monsieur l'Ambassadeur, j'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre de Votre Excellence du 8 courant, appelant mon attention sur la violation qui aurait été faite du premier Article de la Convention du 7 mars 1857 entre ce pays et la France relatif à Portendik et Albreda, par un navire anglais qui aurait cherché au mois de mai à conclure certaines transactions avec les Maures dans ces parages. J'ai l'honneur de donner l'assurance à Votre Excellence que la Convention dont elle parle sera fidèlement observée en tant que cela dépendra du Gouvernement de Sa Majesté, et je ne manquerai pas de communiquer aux départements que cela concerne, les observations contenues dans votre lettre.

Je suis, etc.

*Signé :* RUSSELL.

---

MEXIQUE.

**Ordre du jour du général Forey.**

Soldats, voici bientôt neuf mois qu'un petit nombre d'entre vous, marchant sur Mexico, a rencontré devant Puebla un obstacle que vous n'aviez pas les moyens matériels de renverser.

Vous dûtes alors différer l'accomplissement de la grande et noble mission que l'Empereur vous avait confiée, jusqu'à ce que vous eussiez reçu tout ce qui vous manquait pour cela ; mais il a fallu du temps, parce que la France est loin et qu'elle a voulu vous donner tous les moyens de vaincre.

Ce temps, du reste, n'a pas été perdu, et un séjour prolongé dans vos cantonnements vous a fait apprécier par le peuple mexicain, qui a pu reconnaître, à l'ordre, à la discipline, qui n'ont cessé de régner parmi vous, que vous n'êtes pas les instruments d'une politique d'oppression, comme s'efforcent de le lui faire croire ceux qui ont intérêt à le voir courbé sous leur pouvoir arbitraire ; mais que vous êtes bien les soldats de la France, de cette France qui marche à la tête de la civilisation, portant haut et ferme son drapeau, dans les plis duquel peuvent se lire, à côté des noms de tant de victoires qui l'ont illustré, ces mots : Ordre et Liberté !

Cette patience que vous avez mise à préparer vos moyens d'action, les soldats abusés du Gouvernement qui règne encore pour quelques

jours à Mexico ont pu, dans la présomption que leur a donné leur facile triomphe du 5 mai dernier, l'imputer à la crainte qu'ils vous inspiraient. S'ils se sont endormis dans cette pensée, que leur réveil soit terrible !

Soldats, le temps du repos est passé ; reprenez vos armes et marchez à la victoire, que Dieu vous donnera, parce que jamais cause n'a été plus juste que la vôtre. Vous avez à venger vos compatriotes soumis depuis longues années par le Gouvernement de ce pays à des injures et à des excès de tous genres ; vous avez, en outre, à rendre le Mexique à lui-même. Quelle plus belle mission que celle-là ?

Animés de cette noble ardeur qui vous a rendus si redoutables sur tant de champs de bataille, vous allez renverser tous les obstacles qui se présenteront devant vous.

Comme je vous l'ai déjà dit, soyez humains après la victoire, surtout envers les êtres faibles et désarmés ; mais soyez terribles pendant le combat, et bientôt vous planterez le noble étendard de la France sur les murs de Mexico, au cri de : Vive l'Empereur !

Orizaba, le 17 février 1863.

Le général de division, sénateur, commandant en chef le corps expéditionnaire du Mexique.

*Signé : FOREY.*

---

### **Lettre de l'Empereur au général Forey.**

Palais de Fontainebleau, le 12 juin 1863.

Général, la nouvelle de la prise de Puebla m'est parvenue avant-hier par la voie de New-York ; cet événement nous a comblés de joie.

Je sais combien il a fallu aux chefs et aux soldats de prévoyance et d'énergie pour arriver à cet important résultat. Témoinnez en mon nom à l'armée toute ma satisfaction ; dites-lui combien j'apprécie sa persévérance et son courage dans une expédition si lointaine, où elle avait à lutter contre le climat, contre la difficulté des lieux et contre un ennemi d'autant plus opiniâtre qu'il était trompé sur mes intentions. Je déplore amèrement la perte probable de tant de braves, mais j'ai la consolante pensée que leur mort n'a été inutile ni aux intérêts, ni à l'honneur de la France, ni à la civilisation. Notre but, vous le savez, n'est pas d'imposer aux Mexicains un Gouvernement contre leur gré, ni de faire servir nos succès au triomphe d'un parti quelconque. Je désire que le Mexique renaisse à une vie nouvelle, et que, bientôt régénéré par un Gouvernement fondé sur la volonté nationale, sur les principes d'ordre et de progrès, sur le respect du droit des gens, il reconnaisse par des relations amicales devoir à la France son repos et sa prospérité.

J'attends les rapports officiels pour donner à l'armée et à son chef les récompenses méritées, mais, dès à présent, général, recevez mes vives et sincères félicitations.

*Signé : NAPOLEON.*

---

## HAÏTI.

**Discours prononcé par S. Exc. le Président d'Haïti à la Chambre des représentants, à l'ouverture de la deuxième session de la dixième législature.**

Mai 1863.

Citoyens représentants, à la clôture de la dernière session, les débats animés, soulevés, dans cette enceinte, par de fâcheux incidents, avaient laissé les esprits sous l'impression d'une vive émotion et d'appréhensions irréflechies.

Cette impression n'a duré qu'un moment; nos ennemis n'ont pas eu le temps de s'en réjouir. La raison publique, imposant silence aux passions, avec la réflexion le calme s'est bien vite rétabli.

Je n'ai point partagé cette émotion; convaincu que mon passé devait être la garantie de l'avenir, fort de la droiture de mes intentions, toujours fidèle à la ligne de conduite que je me suis imposée, aux appréhensions exagérées, j'ai opposé des faits.

J'avais à opter entre deux partis : accepter des démissions qui m'étaient offertes ou prononcer la dissolution de la Chambre des représentants; mettant de côté les considérations personnelles et ne prenant conseil que de mes propres inspirations, j'ai choisi celui de ces deux partis qui m'a semblé le plus favorable au bien public.

Aujourd'hui, avec une Constitution qui consacre et la pondération des pouvoirs et la responsabilité ministérielle, les révolutions ne sont plus possibles. Je connais mes devoirs, et je n'ignore pas mes droits. Ces devoirs, je les observerai religieusement, tels qu'ils me sont tracés par cette Constitution que nous avons tous juré de respecter; mais aussi je n'hésiterai pas à maintenir avec fermeté, en toutes circonstances et pour le bonheur du peuple qui m'a élu, *les droits qu'elle me confère.*

Je devais à la dignité de mon caractère de faire précéder de ces explications franches et loyales l'exposé suivant des faits les plus importants qui se sont accomplis depuis la clôture de vos derniers travaux parlementaires. Elles étaient surtout nécessaires pour établir sous son vrai jour le point de départ de cette période, et en même temps pour empêcher les esprits de s'égarer à l'avenir.

À l'extérieur, nos relations avec les Puissances étrangères n'ont pas

cessé d'être amicales. De vieilles préventions, fruit d'une politique conseillée par la défiance, et habilement exploitées par les ennemis de notre race, existaient contre nous; devant la politique simple et droite pratiquée par mon Gouvernement, ces préventions ont disparu.

La dignité d'un État dépend de la loyauté et de la sincérité de son Gouvernement dans les relations internationales, comme de la probité et de l'honnêteté dans les rapports privés dépend la considération du citoyen.

Le Gouvernement des États-Unis a reconnu récemment la souveraineté de l'État d'Haïti. Cette reconnaissance donnera sans nul doute une nouvelle impulsion aux transactions commerciales entre les deux pays. Les autres conséquences de ce grand acte appartiennent à l'avenir.

Des esprits positifs, amis de notre pays, prétendent que le droit exclusif de propriété, réservé aux seuls descendants de la race africaine, en Haïti, considéré naguère comme une garantie de notre indépendance, est devenu aujourd'hui un obstacle réel au développement de notre prospérité. Cette question, dont la solution appartient aussi à l'avenir, mais à un avenir qui peut être prochain, mérite dès à présent une sérieuse attention de la part des représentants du pays. Nous devons nous préparer à la résoudre.

La question de territoire, qui s'est élevée, au commencement de l'année dernière, entre nous et le Gouvernement de S. M. la reine d'Espagne, est l'objet de négociations. Nous avons l'espoir qu'elle pourra être résolue à la satisfaction des deux parties.

J'ai institué deux nouvelles Légations, l'une près la cour de Madrid et l'autre près du Gouvernement des États-Unis. Vous donnerez, je l'espère, votre approbation à la création de ces deux postes diplomatiques, dont l'importance n'a pas besoin d'être démontrée, en votant les crédits nécessaires pour leur maintien.

Dans la vue d'étendre et de faciliter nos rapports commerciaux, de protéger les nationaux à l'étranger et d'assurer les revenus de nos douanes, j'ai créé aussi des Consuls dans plusieurs ports en Allemagne, en France, en Irlande, en Angleterre et en Italie.

Ces charges, tout à la fois utiles et honorifiques, n'occasionneront aucune dépense au Trésor public.

Depuis trois ans, la cour de Rome témoignait le désir de voir s'exécuter le Concordat signé le 18 mars 1860. Deux prélats délégués du Saint-Père étaient venus successivement, en 1861 et 1862, offrir, pour cette exécution, le concours du Saint-Siège. D'un autre côté, l'immense majorité des populations haïtiennes, qui professe la religion catholique, la sollicitait avec une vive impatience.

Déjà le Concordat et les Conventions annexes avaient fixé les condi-



tions de l'institution canonique du nouveau clergé ; il ne restait plus, pour donner satisfaction à ces vœux, qu'à déterminer le mode d'administration du temporel. Un projet de loi sur cet objet, présenté au Corps législatif dans la dernière session, discuté par la Chambre des représentants, n'avait pas pu être voté par le Sénat.

Retarder plus longtemps l'exécution d'un traité si solennellement signé et revêtu de la sanction législative, c'eût été exposer le Gouvernement à être accusé d'une coupable indifférence, peut-être même d'arrière-pensée.

Ce sont ces considérations qui m'ont porté à signer l'arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 1862 sur l'administration des fabriques. Ai-je besoin de rappeler ici que cet arrêté n'a point établi un état de choses définitif, et que nos droits législatifs ont été implicitement réservés? Néanmoins, autour de cet acte, se sont élevées de sourdes clameurs plus passionnées que réfléchies ; ces clameurs expireront à vos pieds.

Hâtons-nous de faire disparaître de notre sol ces derniers vestiges de la barbarie et de l'esclavage, la superstition et ses honteuses pratiques ; accorder à la vraie religion, auxiliaire indispensable de l'éducation morale du peuple, une légitime influence, sans diminuer celle non moins légitime du pouvoir civil, sans amoindrir les garanties nécessaires à la liberté de conscience, tel est le but que nous devons nous proposer.

Vous examinerez avec le calme et la prudence que comporte un aussi grave sujet l'arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 1862, sans vous préoccuper de la forme, et, si vous trouvez qu'il contient suffisamment ces principes, vous lui donnerez force de loi par un vote approbatif.

La situation intérieure n'est pas moins satisfaisante. Voulant m'assurer par moi-même des besoins des communes et des améliorations à réaliser pour le développement des travaux agricoles, j'ai visité les départements du nord, celui de l'Artibonite et l'arrondissement de Jacmel ; partout j'ai constaté les bons sentiments du peuple et ses aspirations pour le progrès.

Cette situation m'a permis d'inaugurer la nouvelle année par de nouveaux actes de clémence. La clémence est l'un des attributs de la force, l'énergie dans la répression est une nécessité sociale. Un Gouvernement qui sait faire usage de l'une et de l'autre, sans hésitation, affirme et consolide son pouvoir. L'État financier du Pays s'est amélioré d'une manière sensible.

Vous en jugerez par les mesures déjà adoptées et celles proposées par le secrétaire d'État des finances, dans les rapports qui seront admis.

Il reste sans doute beaucoup à faire encore pour que le crédit de la République repose sur des bases solides, mais du moins je puis affir-

mer aujourd'hui, sans crainte d'être démenti, que l'ordre et la régularité règnent dans nos finances et que la confiance publique existe.

La réorganisation de l'armée et de la marine a été mise à l'étude, le Gouvernement vous demandera de consacrer par un acte législatif les réformes qui lui seront indiquées et qu'il est bien résolu à introduire dans notre système militaire. Le projet de loi sur les conseils communaux sera de nouveau présenté au Corps législatif.

D'une autre part, vous jugerez sans doute à propos de modifier la loi sur la police des campagnes, car l'expérience a démontré que quelques-unes de ces dispositions sont d'une application, sinon impossible, du moins fort difficile, et que d'autres pourraient être d'une pratique plus simple et moins onéreuse au Trésor public, au moyen de changements qui seront indiqués.

J'appelle particulièrement votre sérieuse attention sur ces points importants de l'administration intérieure. Vous trouverez le Gouvernement toujours disposé à accueillir favorablement les propositions qui tendront à concilier les principes d'une sagelibré avec la surveillance tutélaire du Pouvoir exécutif.

Les économies pratiquées dans les divers services permettent d'appliquer une plus large part des revenus aux travaux publics, et surtout aux voies de communication.

Je vous recommande aussi, Messieurs, les crédits qui vous seront demandés pour établir une plus juste rémunération des services rendus à l'État par les fonctionnaires publics; à cet égard, vous prendrez en considération l'augmentation récente du prix des choses de première nécessité, augmentation occasionnée par l'état de guerre d'un pays voisin et d'autres circonstances générales.

Si les résultats obtenus n'ont pas entièrement répondu aux sacrifices que nous nous sommes imposés pour favoriser l'émigration, vous reconnaîtrez que cela tient à des causes indépendantes de notre volonté et à des difficultés qui, avec le temps, pourront être aplanies. Je pense que nous n'en devons pas moins persister dans nos efforts, en profitant de l'expérience acquise.

Quant aux autres améliorations projetées ou en cours d'exécution dans les diverses branches de l'administration, j'en ai déjà donné un aperçu à l'occasion de la fête de notre glorieuse indépendance. Je n'insisterai pas ici sur ces détails, qui seront développés dans l'exposé de la situation générale, qui sera mis sous vos yeux par MM. les secrétaires d'Etat.

Augmenter le bien-être du peuple par l'enseignement et le travail; accroître la prospérité du Pays par le développement progressif de ses richesses et en encourageant l'agriculture, le commerce et l'industrie, tel est le but constant de tous mes efforts.

J'ai rencontré dans la voie déjà parcourue bien des difficultés, bien des obstacles; j'ai eu à lutter contre des préventions injustes, des défiances, des ambitions déçues, et même contre des passions haineuses et des trahisons.... Si j'ai tout surmonté, c'est grâce à la protection divine; c'est grâce à mes convictions profondes, à ma foi dans l'avenir et à ma confiance absolue dans le bon sens du peuple.

On ne doit pas oublier que, le 22 décembre 1858, j'ai refusé la dictature et que j'ai préféré associer les grands corps de l'État à l'œuvre glorieuse de la régénération du Pays. Je compte encore sur leur loyal concours. Évitions les conflits stériles qui entretiennent l'agitation et l'alarme dans les esprits, paralysent les entreprises commerciales et industrielles et détournent du travail les forces vives de la nation.

Continuons notre marche dans le progrès, sans trop de précipitation, mais avec persévérance et fermeté, et en consolidant par un commun accord nos institutions républicaines, assurons le bonheur de la patrie.

Je déclare ouverte la deuxième session de la dixième législature.

---

## PRINCIPAUTÉS-UNIES.

### ACTES RELATIFS A L'UNION DES PRINCIPAUTÉS.

#### I

#### Protocole N<sup>o</sup> 22.

Séance du 6 septembre 1859.

Présents : les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne et de la Turquie.

M. le prince de Metternich dépose ses pleins pouvoirs, qui sont trouvés en bonne et due forme.

Le Plénipotentiaire de la Turquie annonce qu'il a porté à la connaissance de sa cour la résolution présentée par les Plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie et de la Sardaigne, et insérée au Protocole du 13 avril, et qu'il est autorisé à faire, au nom de son Gouvernement, la réponse suivante :

La Sublime-Porte, prenant en considération la recommandation faite par cinq des Puissances garantes, confère exceptionnellement et pour cette fois l'investiture au colonel Couza comme hospodar de Moldavie et de Valachie, bien entendu que, pour toute élection et investiture futures des hospodars, il y sera procédé d'une manière

rigoureusement conforme aux principes posés dans la convention du 19 août. En conséquence, et pour maintenir le principe de séparation administrative sur lequel repose la susdite convention, la Sublime-Porte délivrera au colonel Couza deux firmans, dont l'un conférant l'investiture pour la Moldavie, et l'autre pour la Valachie; et le nouvel hospodar pour les deux Principautés, après avoir reçu ses firmans d'investiture, se rendra à Constantinople, à l'exemple de ses prédécesseurs et comme par le passé, dès que les soins qu'il doit à l'administration des deux Principautés lui permettront de s'absenter. Le prince, exceptionnellement appelé pour cette fois à l'hospodorat de Moldavie et de Valachie, maintiendra dans chacune des deux principautés une administration séparée et distincte l'une de l'autre, sauf les cas prévus par la convention.

Comme les Puissances signataires de la convention du 19 août ont résolu de ne souffrir aucune infraction aux clauses de cette convention, la Sublime-Porte, dans le cas d'une violation de cet acte dans les principautés, après avoir fait des démarches et demandé les informations nécessaires auprès de l'administration hospodarale, portera cette circonstance à la connaissance des représentants des Puissances garantes à Constantinople, et, une fois le fait de l'infraction constaté d'un commun accord avec eux, la cour suzeraine enverra dans les principautés un commissaire *ad hoc*, chargé de requérir que la mesure qui a donné lieu à l'infraction soit rapportée; le commissaire de la Sublime-Porte sera accompagné par les délégués des représentants à Constantinople, avec lesquels il procédera de concert et d'un commun accord. S'il n'est pas fait droit à cette réquisition, le commissaire de la Sublime-Porte et les délégués signifieront à l'hospodar que, vu le refus d'y obtempérer, il sera avisé aux moyens coercitifs à employer. En ce cas, la Sublime-Porte se concertera sans délai avec les représentants des Puissances garantes à Constantinople sur les mesures qu'il y aura lieu d'arrêter.

Le plénipotentiaire de l'Autriche adhère à la déclaration du plénipotentiaire de la Turquie.

La conférence prend acte de la réponse du Gouvernement ottoman, et, la trouvant conforme de tout point à la résolution insérée au protocole du 13 avril, décide que la déclaration conditionnelle mentionnée dans ladite résolution doit, dès lors, être considérée comme acquise et recevoir, le cas échéant, sa pleine exécution.

Les plénipotentiaires de la Russie et de la Turquie rappellent que la conférence, dans la séance du 30 juillet 1858, a décidé qu'il serait accordé un délai d'un an aux parties intéressées, pour s'entendre sur le conflit touchant les biens conventuels; ils font remarquer que, dans l'état d'incertitude où l'on s'est trouvé jusqu'à ce moment dans



les Principautés, il n'a pas été permis de s'occuper de cette question; ils proposent, en conséquence, de décider que le délai d'un an, dont il est fait mention dans le dernier paragraphe du protocole n° XIII, commencera seulement à courir un mois après le jour où M. le colonel Couza recevra l'investiture comme hospodar de Moldavie et de Valachie.

Cette proposition est adoptée.

Le plénipotentiaire de la Russie rappelle l'engagement contracté par les plénipotentiaires de l'Autriche et de la Turquie, dans la séance du 18 août 1858, de transmettre à leurs Gouvernements respectifs les observations que les plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et de la Sardaigne ont faites conjointement avec lui, au sujet du règlement de la navigation du Danube, élaboré par les puissances riveraines, et il exprime l'espoir que la conférence sera bientôt mise à même de connaître la décision à laquelle ces puissances se seront arrêtées.

Les plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et de la Sardaigne s'unissent à l'espoir exprimé par le plénipotentiaire de la Russie.

Le plénipotentiaire de l'Autriche fait remarquer que, ses pouvoirs étant limités à ce qui concerne la double élection du colonel Couza et que ses instructions ne l'autorisant pas à délibérer sur une autre question, il doit se borner à porter à la connaissance de son Gouvernement les observations des plénipotentiaires.

Le plénipotentiaire de la Turquie en référera également à son gouvernement.

(*Suivent les signatures.*)

## II

### **Note officielle adressée aux représentants des puissances garantes à Constantinople.**

2 décembre 1861.

Je soussigné, ministre *ad interim* des affaires étrangères de la Sublime-Porte, ai l'honneur de communiquer, d'ordre de Sa Majesté Impériale le sultan, à M.... copie du firman impérial contenant les nouvelles dispositions adoptées d'un commun accord avec les grandes puissances garantes, et pour la vie durant du prince Couza, sur l'organisation administrative et législative des Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie.

La Sublime-Porte se flatte que les Moldo-Valaques sauront apprécier l'importance de la modification qui vient de leur être accordée, qu'ils s'efforceront de ne pas en dépasser les limites légitimes, et

qu'ils ne chercheront pas à y attribuer un caractère autre que celui qui est spécifié dans le susdit firman impérial.

Il demeure également entendu qu'à la première vacance dans la dignité hospodale, la Sublime-Porte enverra dans les Principautés un commissaire qui, conjointement avec les délégués désignés par les hautes Puissances garantes, aura à veiller à l'exécution des stipulations de la convention du 19 août 1858, qui, bien entendu, doit alors rentrer en vigueur dans toutes ses parties.

En cas d'une infraction aux stipulations dont il s'agit, la commission ci-dessus désignée sera chargée d'employer les moyens prescrits par le protocole signé à Paris le 6 septembre 1859.

*Signé : MEHEMMED-DJEMIL.*

### III

#### **Firman sur l'organisation administrative et législative des Principautés-unies de Moldavie et de Valachie<sup>1</sup>.**

2 décembre 1861.

Dans un Mémoire dernièrement soumis à notre Sublime-Porte, le prince Couza, hospodar des Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie, expliquait les grandes difficultés que son administration rencontrait dans le régime de deux assemblées générales et de deux ministères séparés, et les entraves qui en résulteraient pour le progrès de ces deux pays par suite de la réunion de l'hospodarat en sa personne.

Le développement et le progrès de la prospérité de ces pays et de leurs habitants étant l'objet de notre plus grande sollicitude, ledit Mémoire a été examiné par notre conseil des ministres avec toute l'attention qu'il méritait.

En effet, le système de l'administration de chacune de ces principautés par un hospodar séparé formant la base de l'organisation actuelle de la Moldavie et de la Valachie, la réunion exceptionnelle des deux hospodarats dans la personne du prince Couza a été naturellement considérée comme devant nécessiter certaines modifications d'une nature également exceptionnelle.

Mais, comme la réunion des deux hospodarats dans une même personne a été reconnue d'une manière exceptionnelle, il devient dès lors évident que les modifications à apporter à la convention conclue à Paris, le 19 août 1858, doivent être conformes à la nature exceptionnelle et temporaire de cette reconnaissance. En conséquence, notre Gouvernement, ainsi que les grandes Puissances garantes, nos augustes alliées et signataires de ladite convention, après s'être con-

1. Voir *Archives* (1862), t. I, p. 97 et suiv.

certées à ce sujet, sont tombées d'accord sur la nécessité d'appliquer les dispositions suivantes :

Art. 1<sup>er</sup>. Tant que les deux hospodarats resteront réunis dans sa personne, le prince Couza gouvernera les Principautés avec le concours d'un seul ministère qui réunira les fonctions exercées jusqu'à présent par les ministères de Moldavie et de Valachie.

Art. 2. Les assemblées électives de Moldavie et de Valachie seront réunies dans une seule. Les dispositions renfermées dans les articles 16 et 25 de la convention du 19 août 1858 restent applicables à cette assemblée, en tant qu'elles ne sont pas modifiées par le présent règlement. La présidence de l'Assemblée appartiendra alternativement au métropolitain de la Moldavie et à celui de la Valachie.

Art. 3. La commission centrale de Fokschan ayant été créée dans le but d'assurer l'unité nécessaire dans l'action des deux ministères et des deux Assemblées des Principautés, ses attributions seront naturellement suspendues pendant toute la durée de l'union de ces ministères et de ces Assemblées.

Si toutefois le gouvernement des Principautés, d'accord avec l'assemblée élective, trouve qu'une haute assemblée, sous le nom du Sénat ou sous toute autre dénomination, pourrait avantageusement être ajoutée à la Constitution pour suppléer à la commission centrale ainsi suspendue, la Sublime-Porte prendra en considération toute proposition dans ce genre qui pourrait être soumise à son appréciation.

Art. 4. Les changements qui pourraient être effectués dans la division administrative des Principautés laisseront intacte la frontière qui les a séparées jusqu'ici.

Art. 5. Il y aura dans chaque Principauté un conseil provincial régulièrement convoqué, conseil qui doit être consulté sur toutes les lois et règlements d'un intérêt spécial à cette Principauté. Ces conseils seront en outre chargés du contrôle de l'administration des fonds provinciaux. Leur composition et les autres attributions dont ils doivent être investis seront déterminées d'un commun accord entre l'hospodar et l'assemblée élective.

Art. 6. A la première vacance de l'hospodarat, les dispositions ainsi modifiées temporairement de ladite convention du 19 août reprendront de droit leur force suspendue.

L'administration sera dévolue au conseil des ministres, qui l'exercera dans les limites prescrites dans l'article 11 de la convention du 19 août.

Si l'assemblée élective est réunie, ses fonctions seront immédiatement suspendues.

Le conseil des ministres procédera sans délai à reconstituer, par de

nouvelles élections faites conformément à la loi électorale qui sera alors en vigueur, l'assemblée élective de Moldavie et celle de Valachie.

Les élections devront être terminées dans le délai de quatre semaines, et les deux assemblées seront réunies chacune séparément à Jassy et à Bucharest, dans le délai de dix jours. Dans les huit jours qui suivront leur réunion, elles devront avoir procédé à l'élection d'un hospodar pour la Principauté qu'elles représentent. La présence de trois quarts du nombre des membres inscrits sera exigée pour qu'il soit procédé à l'élection. Dans le cas où pendant les huit jours l'élection n'aurait pas eu lieu, le neuvième jour, à midi, l'assemblée procédera à l'élection, quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 7. Il est entendu que toutes les dispositions de la convention du 19 août, excepté celles qui sont temporairement modifiées, restent en pleine vigueur. Le protocole signé dans les conférences de Paris, le 6 septembre 1859, reste également en pleine vigueur pour les cas qui y sont prévus.

Ainsi qu'il a été clairement établi dans le préambule, les changements introduits par ce firman dans la convention du 19 août, d'accord avec les grandes puissances garantes, ne sont en vigueur que pendant la réunion des deux hospodarats dans la personne du prince Couza. En cas de vacance dans l'hospodarat, on procédera conformément aux dispositions ci-dessus énoncées.

En foi de quoi, ce firman, revêtu de notre hatt impérial, a été émané. Que le Très-Haut daigne, dans sa bonté infinie, rendre cette décision féconde en heureux résultats pour la prospérité des habitants desdites Principautés.

#### IV

##### Réserves de la France.

Décembre 1861.

Le soussigné a reçu la note qui accompagne la communication du firman promulguant les dispositions arrêtées par la Sublime-Porte de concert avec les représentants des Puissances signataires du traité de Paris de 1856 et de la convention du 19 août 1858 relativement à l'organisation administrative et législative des Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie. Le soussigné a cru remarquer que, dans la note aussi bien que dans le firman, son altesse Aali-Pacha semblait se référer purement et simplement au protocole du 6 septembre 1859 comme applicable indistinctement à toute situation qui pourrait se produire après le règne du prince Couza aussi bien que pendant la durée de son administration.

Le soussigné, ayant pris bonne note des explications données par son altesse Aali-Pacha, est persuadé que telle n'est pas sa pensée.



Tout en constatant que les changements contenus dans le firman ne sauraient avoir d'autre portée que celle qui leur est attribuée dans cet acte, le soussigné a la conviction, partagée par son Gouvernement, que si les changements qui viennent d'être décrétés amenaient les heureux résultats que la Sublime-Porte, dans sa haute et généreuse sollicitude pour le bien-être des populations, désire leur assurer, le Gouvernement de S. M. le Sultan, s'empresserait d'examiner, de concert avec les Puissances garantes, les conséquences naturelles qui découleraient d'une pareille situation.

C'est dans ce sens que le soussigné n'hésite pas à déclarer que le Gouvernement de l'Empereur prêtera, le cas échéant, à la Sublime-Porte, dans la mesure des traités, l'appui nécessaire pour se livrer avec sécurité à cet examen.

Il est entendu, du reste, que, dans le cas où une infraction aux conventions et traités intervenus entre les Puissances serait signalée par la Sublime-Porte auxdites Puissances, le Gouvernement de l'Empereur ne manquerait pas de participer avec les autres cours à la constatation de cette infraction et à la nomination de leurs délégués respectifs. Le Gouvernement de l'Empereur se concerterait également sur les mesures qui, d'un commun accord, pourraient être jugées opportunes suivant les formes indiquées par le protocole du 6 septembre 1859, mais pour les cas seulement qui y sont expressément prévus.

MOUSTIER.

## V

### Réserves de la Russie.

Décembre 1861.

Le soussigné a pris connaissance de la note que S. A. Aali-Pacha lui a fait l'honneur de lui adresser sous la date du 2 décembre. Il partage la confiance du Gouvernement ottoman dans la sagesse des populations Moldo-Valaques et ne doute pas qu'elles ne sachent apprécier à leur juste valeur les bienfaits que la Sublime-Porte vient de leur accorder dans sa sollicitude constante pour la prospérité des deux Principautés et de leurs habitants.

Le cabinet impérial a la conviction que cette sollicitude ne se démentira pas, et il espère que les dispositions ultérieures de la Sublime-Porte se régleront sur l'expérience que les Puissances, ainsi que les populations Moldo-Valaques, auront faite des avantages de la nouvelle organisation.

A ce point de vue, le soussigné ne saurait pour sa part adhérer aux conclusions de la note du 2 décembre qui semble dès à présent préjuger cette question.

L'opinion du Gouvernement impérial à cet égard est suffisamment connue de la Sublime-Porte : la franchise et la précision qu'il n'a cessé d'imprimer à son langage imposent au soussigné le devoir de s'expliquer avec la même netteté dans le sens de la dépêche de S. Exc. le prince Gortschakof, en date du 19 septembre 1861, dont copie a été remise aux ministres de S. M. I. le Sultan.

C'est en s'inspirant des intentions invariables de son Gouvernement que le soussigné croit devoir réserver à une entente préalable entre la Sublime-Porte et les représentants des puissances gérantes l'examen de la situation qui se produirait dans les Principautés à la vacance de l'hospodarat, ainsi que l'application éventuelle des mesures prévues par le protocole du 6 septembre 1859.

Le soussigné manquerait à ses obligations s'il laissait ignorer à S. A. Aali-Pacha que son adhésion au firman annexé à la note du 2 décembre est entièrement subordonnée aux réserves qu'il vient de formuler.

LOBANOV.

## VI

### Réserves de la Grande-Bretagne.

Décembre 1861.

Altesse,

J'ai eu l'honneur de recevoir la copie du firman relatif à l'union des Principautés que Votre Altesse m'a communiquée avec votre note officielle datée du 2 courant.

Votre Altesse s'apercevra, d'après mon accusé de réception de cet acte, que j'ai la satisfaction de pouvoir déclarer que ce firman ne contient rien qui me paraisse différer des principes déjà énoncés par la Sublime-Porte, principes qui ont été reconnus par le Gouvernement de Sa Majesté comme justes et raisonnables.

En faisant cette communication officielle à Votre Altesse, je n'ai pas jugé nécessaire d'entrer minutieusement dans les détails ni de rappeler à votre esprit les conversations qui se sont passées entre nous au sujet des éventualités futures; mais j'ai informé le Gouvernement de Sa Majesté de la sagesse avec laquelle Votre Altesse s'est constamment exprimée, et de l'assurance qu'en communauté avec mes collègues j'ai reçue à diverses fois de Votre Altesse, spécialement que si une vacance dans l'hospodarat rouvrait la question de l'union des deux Principautés, la Sublime-Porte, après avoir constaté séparément les vues de chacune des Assemblées de ces deux Principautés en ce qui concerne le choix de leur gouverneur ou de leurs Gouvernements, prendrait en considération toutes les circonstances tenant alors à la situation des affaires, et ne serait pas disposée à établir par la force

la séparation législative et administrative des deux Principautés, si une telle séparation était contraire aux désirs de la population, et si l'union maintenant établie temporairement avait produit des résultats satisfaisants.

J'ai à peine besoin de faire observer qu'il est clairement entendu entre nous que, sans un concert ultérieur entre les Puissances, le protocole du 6 septembre 1859 est seulement applicable aux cas qui sont prévus dans ce document.

H. L. BULWER.

## VII

### Réserves de la Prusse.

Décembre 1861.

Monsieur le Ministre,

Par la note officielle que j'ai eu l'honneur d'adresser aujourd'hui à Votre Altesse, relativement à la communication qu'elle avait bien voulu me faire du firman impérial renfermant les changements introduits, pour la vie durant du prince Couza, dans l'organisation des Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie, j'ai exprimé l'assentiment de mon Gouvernement à ces modifications. Il me reste maintenant encore à constater, en réponse à la lettre de Votre Altesse en date du 2 de ce mois, que, dans la pensée du Gouvernement et de S. M. le Roi mon auguste Maître, ces changements, ainsi qu'il est dit dans le firman, ne sauraient avoir d'autre portée que celle qui leur est attribuée dans cet acte. Toutefois le Gouvernement du Roi espère, et les explications données par Votre Altesse dans les pourparlers qui ont eu lieu au sujet de cette question m'autorisent à croire que, si ces changements amenaient les heureux résultats que la Sublime-Porte, dans sa haute et généreuse sollicitude pour le bien-être des populations Moldo-Valaques, désire leur assurer, le Gouvernement de S. M. Impériale le Sultan ne se refuserait pas à examiner, de concert avec les Puissances garantes, les conséquences naturelles qui découleraient d'une pareille situation.

C'est dans ce sens que je n'hésite pas à déclarer que le Gouvernement du Roi prêtera, le cas échéant, à la Sublime-Porte l'appui prévu dans le traité de Paris et le protocole du 6 septembre 1859, et qu'il nommera à cet effet, sur l'invitation de S. M. le Sultan, un délégué qui sera chargé de se livrer, conjointement avec le commissaire impérial et avec les délégués des autres Puissances garantes, à l'examen sus indiqué et de veiller à l'observation des actes internationaux qui règlent la situation des Principautés.

GOLTZ.

## VIII

**Réserves de l'Italie.**

Décembre 1861.

Monsieur le Ministre,

Je crois n'être que l'interprète des intentions du Gouvernement italien en vous soumettant quelques considérations sur la portée de l'article 6 du firman, article qui prévoit le cas d'une vacance de l'hospodarat, et qui établit les mesures à prendre dans une telle circonstance. Il est difficile de juger d'une manière absolue les éventualités, et le Gouvernement de la Sublime-Porte pourrait lui-même se trouver gêné par des engagements qu'il aurait pris sur une situation qu'on jugerait d'avance par des appréciations qui ne lui seraient pas contemporaines. Je me flatte donc que, en cas de vacance de l'hospodarat, la Sublime-Porte saura apprécier les résultats d'un premier essai, et, s'ils étaient satisfaisants, elle jugerait peut-être que les mêmes considérations qui l'ont amenée à consentir à une union temporaire l'engageraient à ne pas détruire une œuvre qui aurait acquis la double sanction du temps et des habitudes nationales.

Je me ferai aussi un devoir de signaler à mon Gouvernement les dispositions bienveillantes du cabinet impérial contenues à l'article 7, qui, tout en rappelant le protocole du 6 septembre 1859, en restreint l'application éventuelle aux seuls *cas qui y sont prévus*. CERRUTI.

DOCUMENTS RELATIFS A LA SAISIE D'ARMES APPARTENANT  
A LA SERBIE.

**Note de M. Callimaki à Aali-Pacha, ministre des affaires  
étrangères.**

9 décembre 1862.

Le soussigné, gérant de l'Agence des Principautés-Unies, a l'honneur de faire connaître à Son Altesse Aali-Pacha, Ministre des affaires étrangères de la Sublime-Porte, que sur l'avis donné à Son Altesse Sérénissime le Prince des Principautés-Unies, que des armes, dont la destination paraissait suspecte, venaient d'être introduites sur le territoire des Principautés-Unies; Son Altesse Sérénissime désireuse de prouver qu'Elle avait à cœur de veiller à la sécurité des frontières de l'Empire Ottoman, s'empessa de faire nommer une Commission chargée de vérifier l'exactitude du fait porté à sa connaissance.

Le rapport de la Commission constata en effet sur le territoire des



Principautés-Unies la présence de caisses chargées d'armes, dont la provenance et la destination restaient inconnues. Le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime crut alors de son devoir d'apposer immédiatement le sequestre sur des armes qui éveillaient ses propres soupçons.

Mais dans la suite une Note de l'Agence Princièrre de Serbie à Bucharest, qui faisait connaître que les armes séquestrées appartenaient au Gouvernement serbe, et une lettre de Son Altesse Sérénissime le Prince de Serbie qui confirmait la déclaration, vinrent mettre fin à toute appréhension, et décider la levée du séquestre apposé sur les armes, auxquelles on crut juste d'accorder le libre passage.

Le soussigné, en portant ces faits, par ordre de son Gouvernement à la connaissance de Son Altesse Aali-Pacha se plaît à croire que le Gouvernement de la Haute Cour Suzeraine voudra bien apprécier, dans cette circonstance, la loyauté qui a présidé aux Actes du Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince des Principautés-Unies.

Il s'empresse en même temps d'offrir à Son Altesse Aali-Pacha l'hommage respectueux de sa haute considération.

*Signé : J. CALLIMAKI.*

Péra, le 9 Décembre 1862.

---

**Lettre de Fuad-Pacha, adressée le 17 décembre 1862, au Prince des Principautés-Unies, en réponse à la note du 9 décembre.**

Mon Prince,

Le Capou-Kéhia de Votre Altesse vient d'adresser au Ministère Impérial des affaires étrangères la communication dont j'ai l'honneur d'envoyer ci-joint une copie à Votre Altesse.

Permettez-moi de dire, mon Prince, que le contenu de cette pièce a fait une bien pénible impression sur l'esprit du Gouvernement de Sa Majesté Impériale le Sultan. Cette impression a été d'autant plus vive qu'il résultait des premières déclarations de Votre Altesse que les armes et les munitions, dont il s'agit, avaient été introduites dans le territoire des Principautés-Unies à son insu et par conséquent en contrebande. La Sublime-Porte croyait donc que cette circonstance seule aurait suffi pour que Votre Altesse se décidât à les faire mettre immédiatement sous séquestre et que l'avis arrivé plus tard de la part de Son Altesse le Prince de Serbie n'aurait pas justifié à ses yeux, comme elle n'est pas justifiable aux yeux de personne, la manière clandestine avec laquelle l'entrée de ces objets de guerre sur le sol Moldo-Valaque a été effectuée.

En effet, Votre Altesse voudra bien se rappeler que quand nous lui avons signalé pour la première fois le passage des convois qui transportaient ces armes et quand nous lui en avons demandé le séquestre, Elle nous a fait répondre qu'elle ignorait complètement leur existence sur le territoire des Principautés-Unies, qu'Elle avait chargé des officiers pour s'enquérir et pour lui faire un rapport ; M. Callimaki a même reçu l'ordre de nous dire qu'on présumait que ces convois pouvaient contenir les armes envoyées précédemment à Belgrade et réexpédiées de là pour être rendues aux dépôts militaires de Bucharest.

Sur toutes ces informations si claires et si positives la Sublime-Porte ne saurait concevoir aucun doute, mon Prince, que Votre Altesse n'ait été laissée dans la plus complète ignorance de ce fait, et qu'on n'ait voulu, contrairement à ses intentions, se servir des Principautés-Unies comme dépôt pour des objets de contrebande.

En présence d'une circonstance si capable de troubler le bon ordre dans son pays, en présence d'un affront si public qu'on a commis envers Elle en introduisant, sans son autorisation, une quantité aussi considérable de munitions de guerre chez Elle ; en présence, enfin, des réclamations réitérées de la Puissance Suzeraine, réclamations qui puisaient leur raison d'être dans des considérations excessivement graves, et qui méritaient quelques égards de sa part, nous ne pouvions pas penser un instant, permettez-moi de vous le répéter, mon Prince, que Votre Altesse mettrait un tel empressement à lever le séquestre dont la mise à exécution ne nous a été annoncée qu'avec l'avis de l'autorisation accordée pour le passage libre. Quand même, malgré toutes ces raisons, Votre Altesse n'aurait point partagé notre opinion, il nous semble qu'avant d'avoir tranché une question de cette importance, Elle aurait dû faire connaître à la Sublime-Porte les motifs qui la décidaient de penser autrement ; si un accord ne pouvait s'opérer entre le Gouvernement Impérial et Elle, nous aurions pu en soumettre, comme il est prévu par les Actes existants, l'appréciation aux Hautes Puissances garantes.

Je vous prie instamment, en conséquence, mon Prince, de vouloir bien faire remettre le séquestre jusqu'à la solution définitive de l'affaire et de nous épargner la pénible nécessité de protester formellement contre un acte auquel il est impossible au Gouvernement de Sa Majesté Impériale de rester indifférent.

Veillez agréer, mon Prince, l'assurance de ma haute considération,

*Signé : FUADES.*

---

**Circulaire de M. Callimaki adressée aux représentants  
des six Puissances garantes.**

Péra, 16 décembre 1862.

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence, par ordre de mon Gouvernement, la Note que j'ai adressée le 9 décembre, à Son Altesse Ali-Pacha, au sujet des armes, appartenant au Gouvernement Serbe, qui se trouvent sur le territoire des Principautés-Unies.

Si à la suite des déclarations, dont il est fait mention dans cette Note, la Sublime-Porte, à l'aide des raisons spécieuses, continue à exiger la saisie de ces armes, on ne saurait attribuer son insistance qu'à des vues déguisées dont il est impossible de garantir l'équité.

En soumettant à l'appréciation de Votre Excellence la conduite observée dans cette circonstance par le Gouvernement de Son Altesse le Prince des Principautés-Unies, je suis heureux, Monsieur l'Ambassadeur, de pouvoir donner en même temps à Votre Excellence, l'assurance de ma très-haute et très-respectueuse considération.

*Signé : F. CALLIMAKI.*

**Réponse de M. Erskine, chargé d'affaires de la Grande-Bretagne,  
à la communication de M. Callimaki du 16 décembre.**

Péra, le 18 décembre 1862.

Monsieur,

J'ai l'honneur de recevoir aujourd'hui la lettre, en date du 16 de ce mois, par laquelle, d'après les ordres du Gouvernement, vous me communiquez une Note que vous venez d'adresser à Son Altesse Aali-Pacha, par rapport aux armes dont la Sublime-Porte a exigé le séquestre.

En m'adressant cette communication, vous croyez devoir ajouter des appréciations peu bienveillantes pour la Sublime-Porte; je me permets donc de vous rappeler, Monsieur, que non-seulement, le Gouvernement de la Reine partage entièrement la manière de voir de la Porte, mais qu'il a chargé son agent à Bucharest, de s'associer à tous ses collègues, Représentants des Puissances Garantes, pour faire sentir au Gouvernement Moldo-Valaque, le grave danger auquel il s'expose en persistant à vouloir repousser une demande aussi légitime de la part de la Puissance Suzeraine.

Agréez, Monsieur, l'assurance de mes sentiments très-distingués.

*Signé : E. M. ERSKINE.*

Les autres Puissances n'ont pas répondu.

**Dépêche identique des représentants à Constantinople des Puissances signataires de la paix de Paris à leurs Consuls généraux et consuls à Bucharest, au sujet du désaccord entre le Prince Couza et l'Assemblée Moldo-Valaque<sup>1</sup>.**

Février.

Les Représentants des Puissances, à Constantinople, justement préoccupés de la situation qui s'est produite à Bucharest, sont unanimes sur la nécessité de prévenir toute attaque contre la Constitution, et tout acte de l'Assemblée qui pourrait compromettre les droits du Prince. Le point important est d'empêcher une question locale de devenir une question générale.

Vous voudrez bien vous concerter avec vos collègues, pour agir promptement et énergiquement, afin d'atteindre ce but, en mettant de côté toute dissidence et toute considération subsidiaire. Vous devrez vous concerter également pour nous faire part de vos appréciations communes sur tout ce qui peut contribuer à donner à la crise actuelle une issue pacifique.

*Signé* : MOUSTIER.

*Signé* : NOVIKOFF.

*Signé* : PROKESCH D'OSTON.

*Signé* : WILDENBRUCH.

*Signé* : BULWER.

*Signé* : CARACIOLO DI BELLA.

**Adresse de l'Assemblée Moldo-Valaque au Prince Couza, votée par 58 voix contre 6, le 2 mars 1863<sup>2</sup>.**

Prince!

L'Assemblée, se voyant convoquée un mois avant le terme prescrit par la loi organique du pays, et profondément pénétrée des besoins impérieux de la nation, réclamés par notre situation politique et sociale, a répondu avec la plus vive joie à l'appel qui lui a été fait. Elle a répondu avec bonheur, car elle avait la résolution et la confiance qu'elle pourrait donner des preuves nouvelles et évidentes de son dévouement pour le maintien et le développement des principes vitaux contenus dans la convention, ainsi que pour la prospérité et la consolidation de la nation roumaine.

Mais, autant nos sentiments ont été sincères et chaleureux envers le Gouvernement de Votre Altesse, autant l'attitude prise par le Gouvernement, en face de la Représentation nationale, dès le premier jour, a été loin de répondre à notre attente.

Non-seulement, depuis l'ouverture de la Chambre jusqu'à présent,

1. Les Consuls ont été reçus le 27 par le Prince Couza et se sont exprimés contre les actes de l'Assemblée comme ayant dépassé ses attributions constitutionnelles.

2. Il y a eu 50 abstentions.



elle ne nous a donné en aucune façon connaissance de notre situation, tant au dedans qu'au dehors; non-seulement il ne nous a pas dit un mot sur la marche qu'il se propose de suivre : mais encore il ne nous a pas même donné un compte exact de la situation financière qui préoccupait si vivement le pays avant même que le Ministre des finances fût venu l'effrayer en déclarant que nous sommes dans le plus grand désordre. En outre, le Gouvernement est venu, à deux reprises et du ton le plus menaçant, le plus inouï dans les annales parlementaires, nier les droits les plus essentiels de la représentation nationale. Il a été jusqu'à dire que l'Assemblée est un foyer de conspirations, frappant ainsi la nation entière, la frappant dans sa souveraineté même et la compromettant aux yeux de l'Europe, et cela précisément à la veille d'événements extérieurs qui peuvent mettre en jeu la destinée même de la Roumanie. Tout cela nous impose, à nous, Représentants de la nation, l'impérieux devoir d'exposer à Votre Altesse la situation du pays, en toute sincérité et avec le plus absolu dévouement.

Lorsque toutes les grandes Puissances reconnurent et constatèrent devant l'Europe, par le Traité de Paris, nos droits d'autonomie et nous assurèrent l'indépendance de notre nation en déclarant la neutralité du territoire des Principautés-Unies, les Roumains prouvèrent sur-le-champ au monde, par la spontanéité de leurs manifestations aux divans *ad hoc*, la force de leur vitalité comme nation et leur aptitude politique comme corps national, comme État européen.

Par malheur, l'entière confiance que nous avions mise en la bonne volonté des Puissances garantes nous empêcha de mettre en œuvre le vœu unanimement exprimé par la nation.

En face de cette attitude, qui n'était que de la prudence de la part des Roumains, les Puissances garantes crurent, par cela même, qu'il était nécessaire de s'assurer que notre vigueur n'était pas le résultat d'une exaltation momentanée, et nous soumirent à de nouvelles épreuves. C'est ainsi qu'au lieu de reconnaître sur-le-champ les vœux de la nation manifestés directement et par l'organe de ses Représentants légaux, elles nous créèrent, par la Convention de Paris, un organisme politique, qui, au lieu de faciliter les fonctions de la vie sociale, les empêchait. La nation comprit sur-le-champ le péril, et contrainte dès le premier jour de lutter contre lui, elle revint à son ancienne foi roumaine : elle se réunit, elle redevint unanime et annonça sa rentrée dans la lutte par le grand acte du 24 janvier 1859. Cet acte montra à l'Europe que nous étions dignes de la sollicitude de ces Puissances qui nous avaient soutenus au Congrès de Paris.

Cependant, l'union vraie n'était pas accomplie. Les divisions créées

par l'organisme politique nous entravaient, et la nation, bien qu'elle vît avec inquiétude que, dans le cours de trois ans, le Gouvernement de Votre Altesse n'apportait pas la persévérance voulue et une vigueur suffisante dans ses travaux, pour faciliter l'œuvre de régénération et de reconstitution qu'il était obligé d'accomplir, a tout souffert avec la plus grande patience et le calme le plus absolu, attribuant tout le mal au défaut d'unité dans le Gouvernement, à notre état provisoire et à notre situation politique. Mais quand l'union fut proclamée, quand un seul ministère fut appelé à administrer la Roumanie, quand un seul trône s'éleva sur notre édifice politique, les cœurs des Roumains eurent la confiance absolue que l'horizon politique de la Roumanie allait devenir plus limpide qu'auparavant, qu'enfin tous les pouvoirs publics devaient rivaliser pour réédifier et consolider l'État roumain, pour redevenir, comme l'avait déclaré l'Empereur Napoléon devant les Corps législatifs de France *un boulevard de défense pour l'Occident*.

Prince! Parlant de l'accomplissement de l'un des vœux les plus ardents de la nation, c'est pour nous un impérieux devoir, comme Représentants du pays, de ne point laisser passer cette occasion solennelle sans déclarer que, toutes les fois que se prononce dans cette Assemblée le nom de la Roumanie, une et indivisible, nos cœurs ne peuvent s'empêcher de reporter leur reconnaissance éternelle au pied du trône de l'Auguste Souverain des Français, qui a contribué plus spécialement à la constitution de l'État roumain et qui, par les mémorables paroles qu'il a adressées il y a peu de jours aux Corps législatifs, nous donne une nouvelle assurance de son inébranlable sollicitude pour le triomphe définitif de la cause roumaine.

L'union proclamée, la nation oublia comme nous l'avons dit, toutes ses souffrances passées et se livra, tête et cœur, à l'espoir du brillant avenir qui s'ouvrait maintenant devant elle.

Mais malheureusement, elle fut trompée dans ses espérances et dans sa foi. Elle voit que, un an s'est écoulé depuis que nous avons l'union définitive, et que non-seulement nous n'avons pas fait un pas en avant, mais encore que le Gouvernement vient chercher à ruiner même les bases du Gouvernement constitutionnel, à frapper même la représentation nationale, et à mettre ainsi en question tous les bénéfices obtenus après tant de siècles de luttes et de souffrances. Dans cette situation critique, elle se demande avec douleur et avec épouvante quelle est la cause qui paralyse toutes ses forces et qui lui ôte jusqu'à la confiance qu'elle avait en elle-même.

Cette cause, Prince, c'est que le régime constitutionnel ne peut produire aucun bien dans un État s'il n'est appliqué avec sincérité. Au contraire, si le Gouvernement lui est hostile, ou même s'il ne le com-

prend pas bien et ne l'applique pas comme il convient, ce régime ne peut conduire qu'à l'anarchie ou au despotisme.

C'est là malheureusement la situation dans laquelle se trouve notre pays. Depuis quatre ans, le Gouvernement de Votre Altesse n'a point employé toutes les forces que lui donnait la loi pour faciliter sincèrement le mécanisme constitutionnel, et ainsi ce régime n'a pu donner les fruits qu'à bon droit l'Europe et le pays en attendaient<sup>1</sup>.

Ce régime libéral n'est point une plante étrangère mais au contraire un régime traditionnel, chez nous où, comme le sait bien Votre Altesse, l'élection a été la source des pouvoirs publics, tant que le pays n'a pas été soumis à l'oppression étrangère<sup>2</sup>.

Dans cette fermentation incessante, tout le monde a recherché les causes du mal et plusieurs ont cru la trouver dans une loi électorale défectueuse. Mais dans quelle grande circonstance, à quel appel du Gouvernement de Votre Altesse, cette Assemblée n'a-t-elle pas répondu? L'élection unanime de Votre Altesse a-t-elle été le produit d'un esprit réactionnaire? Les crédits accordés sans retard, deux de cinq et un de huit millions, pour des achats d'armes, les nouvelles créations dans l'armée, tous les sacrifices faits par la Chambre pour l'armée, et les manifestations faites souvent de sa propre initiative, pour que l'armée s'organisât de telle sorte qu'elle devint le bouclier de notre indépendance, sont-ce là des votes et des manifestations anti-nationales? Les budgets qui, de 60 millions ont été élevés par nous à 120 millions, augmentation inouïe dans les annales des pays soumis au régime parlementaire, ne sont-ce pas là des preuves de notre désir de rendre plus facile la marche du pouvoir exécutif? L'union demandée avec une incessante persévérance, votée même plusieurs fois l'enthousiasme avec lequel nous en accueillîmes la proclamation et la hâte que mirent les Chambres à se réunir, toutes ces choses sont-elles pour tout le monde des signes d'un esprit de réaction ou plutôt ne sont-ce pas des preuves évidentes que toutes les fois que le Gouvernement a marché dans la voie nationale, toutes les fois

1. La Chambre a supprimé ici l'alinéa suivant qui se trouvait dans le projet primitif :

« Si le Gouvernement avait mis au service du régime constitutionnel l'activité qu'il a développée depuis quatre ans en dissolvant cinq fois notre Assemblée législative, activité qui est allée parfois jusqu'à violer la loi dans la confection des listes électorales et dans l'élection des députés, s'il avait mis toute cette activité à développer et à consolider le régime constitutionnel et les libertés publiques, au lieu de le mettre en péril, ce régime aurait donné tous les fruits dont il contient le germe. »

2. L'alinéa suivant, qui se trouvait dans la rédaction primitive, a été également supprimé :

« Ce n'est pas le concours des hommes qui a manqué à Votre Altesse, car, dans les seize ministères qui se sont succédé depuis quatre ans, il y a eu tous les hommes qui ont quelque valeur politique dans le pays, sans acception d'opinions politiques, et tous sont sortis du pouvoir sans rien laisser après eux, si ce n'est peut-être pour quelques-uns leur réputation politique. »

qu'il nous a adressé les demandes qui répondaient aux besoins et aux vœux de la nation, la Chambre, non-seulement ne les a jamais repoussées, mais encore y a toujours répondu avec le plus sincère dévouement.

En rappelant rapidement ces faits, nous ne voulons pas nous faire les défenseurs de la loi électorale, aujourd'hui surtout que nous venons, non comme les Représentants d'une opinion politique, ni même d'une majorité, mais comme les représentants de l'Assemblée entière, de la nation. Au contraire, nous déclarons de nouveau, comme nous l'avons déclaré unanimement à Votre Altesse, il y a déjà deux ans, que nous aussi nous sommes convaincus des défauts de cette loi, à ce point nous discutâmes une annexe de la Constitution, élaborée par la Commission centrale, laquelle Constitution, nous devons le constater avec tristesse, n'a pas encore été envoyée à l'Assemblée, malgré les prescriptions de la Convention. Ce fait est non-seulement une preuve palpable que nous voulons tous la réforme de la loi électorale, mais encore il doit convaincre pleinement Votre Altesse que les tentatives faites à Constantinople pour obtenir des étrangers l'octroi d'une loi électorale ont été une violation de notre autonomie, laquelle ne peut pas même avoir pour excuse, si une excuse était possible, une hésitation de l'Assemblée.

Non, Prince, ce n'est pas le régime constitutionnel, mais au contraire le défaut de sincérité dans son application qui a fait que les souffrances du pays croissent à proportion des sacrifices des contribuables. Ce n'est pas le régime constitutionnel qui a fait que la loi de la propriété votée par la Chambre et non sanctionnée demeure entre les mains du Gouvernement de Votre Altesse, suspendue sur la tête de la nation comme une menace<sup>1</sup> au lieu de revenir à l'Assemblée avec les observations du Gouvernement. L'Assemblée, qui ne s'est pas crue infailible, les aurait appréhendées et les aurait acceptées en ce qu'elles auraient eu de bon. Ce n'est pas le régime constitutionnel qui a fait que les travaux publics aussi bien que l'instruction publique sont bien loin d'être ce qu'ils devraient en comparaison des millions que nous leur donnons tous les ans; que l'armée manque du nécessaire; que les fonctionnaires de l'État ne sont pas payés à temps; que les sommes votées par la Chambre sont distraites de leur destination; que les finances du pays sont dans un désordre si effrayant que les mandats ne sont pas payés à l'échéance et se vendent à 25 pour 100 de perte; que les budgets ne sont pas examinés et votés depuis 1860 et que les comptes de plusieurs années ne sont pas présentés à la Chambre, contrairement à la Convention; que la liberté individuelle

1. Dans la rédaction primitive il y avait : comme l'épée de Damoclès.



n'est pas respectée; que les fonctionnaires publics sont chaque jour changés et destitués, et cela non pas dans l'intérêt public mais par un caprice sans frein, de sorte que la magistrature elle-même est devenue plus amovible que jamais et qu'elle devient un instrument, au lieu de cet édifice solide prescrit par la Convention; que l'administration est livrée à l'arbitraire et devient prévaricatrice et que la Roumanie d'au delà du Milcov est abandonnée au bon plaisir des fonctionnaires subalternes.

« Ce n'est pas le régime constitutionnel qui est cause que les employés, éloignés du service pour abus, sont rétablis dans leurs postes sans avoir passé auparavant par le canal des lois et s'être justifiés légalement et non sur de simples témoignages donnés par des gens qui dépendaient d'eux et avaient besoin de leur protection.

« Il est juste de reconnaître que l'habitude enracinée chez les classes comparativement plus éclairées de notre société, de dédaigner toute autre profession et de se jeter uniquement dans les fonctions publiques, a porté la concurrence que se font les citoyens dans cette carrière, à un degré tel qu'il pourrait rendre vaines toutes les tentatives d'amélioration de la part d'un Gouvernement éclairé et bien intentionné. Toutefois, l'Assemblée déplore que le Gouvernement de Votre Altesse, comme ceux de ses prédécesseurs, bien loin de chercher à combattre ce défaut inhérent à nos mœurs, lequel est une des principales causes de la paralysie de notre société, n'a fait que le favoriser, que le développer, le tournant à son avantage comme un moyen de se maintenir.

« C'est ici le lieu d'exposer à Votre Altesse que jusqu'à présent le ministère n'a rendu à la Chambre aucun compte de nos affaires extérieures avec les États étrangers. Obligé par la Convention de contre-signer tous les actes du pouvoir exécutif nous voyons avec regret que jusqu'à présent il n'a pas déposé sur le bureau les actes diplomatiques relatifs à des questions qui, de leur nature, ne peuvent plus être tenues secrètes <sup>1</sup>. »

Prince! Il nous a été pénible et douloureux de nous décider à mettre sous les yeux de Votre Altesse et du monde, dans toute leur nudité, les plaies qui affligent la nation et la font souffrir amèrement. Mais nous avons cru que c'était dit pour nous, Représentants de la nation, un devoir impérieux de porter tous ses besoins, ses maux et ses souffrances jusqu'au pied du trône de notre Élu, afin que Votre Altesse se convainquant, aussi bien que le pays tout entier, que le mal est à son comble, le Gouvernement de Votre Altesse puisse sortir de la voie erronée et préjudiciable aux intérêts du pays, dans laquelle il marche.

1. Les trois alinéas marqués de guillemets ont été ajoutés à la rédaction primitive.

Alors, Prince, toutes les forces de l'État étant d'accord, se mettront à l'œuvre virilement et mettront bientôt l'État roumain en mesure de traverser avantageusement la crise qui est destinée peut-être à changer la face de l'Orient.

Vive Votre Altesse !  
Vive la nation roumaine une et indivisible !

---

**Message du Trône pour la clôture de la session de 1862-63  
de l'Assemblée législative des Principautés-Unies.**

Le 2 = 14 mars 1863.

Messieurs les Députés,

Quatre mois se sont écoulés depuis le jour où je vous ai convoqués dans le but tout spécial de voter le premier budget des Principautés-Unies et de mettre un terme à l'état anormal de nos finances. Les éléments de ce travail considérable vous ont été présentés en temps opportun et je devais espérer, ainsi que je le disais dans mon Message du 4 novembre dernier, qu'un budget régulier, tableau exact des ressources et des besoins du Pays, serait discuté et voté avant la fin de l'année 1862.

Mon Gouvernement vous a présenté aussi depuis cette époque un assez grand nombre de projets de lois organiques ou d'unification que le Pays attend depuis quatre années avec une impatience légitime.

Je constate avec regret que l'Assemblée Législative s'est laissé entraîner hors du terrain pratique des affaires. Votre action, votre ardeur se sont usées dans des discussions politiques, dans des luttes de partis ou de personnes : et, malgré les efforts louables de beaucoup d'entre vous dont je sais apprécier les intentions et le dévouement, un temps précieux s'est écoulé sans résultat utile. La session extraordinaire du mois de novembre, la session conventionnelle des mois de décembre, janvier et février sont terminées, et le budget n'est pas voté ! et trois ou quatre projets de loi seulement ont reçu la sanction de vos délibérations, tant de ceux qui n'avaient pas été discutés dans les sessions antérieures que de presque tous ceux qui vous ont été présentés par mon Gouvernement dans la session qui va finir.

Est-ce à dire que j'accuse l'Assemblée Législative tout entière ou de mauvais vouloir envers le Pouvoir Exécutif ou de n'être point pénétrée de ses devoirs ?

Non ! Messieurs les Députés. Ce que j'accuse, c'est surtout notre inexpérience ; ce sont nos impatiences trop grandes, nos aspirations trop promptes, parfois imprudentes, vers tous les progrès.

C'est ainsi que je veux expliquer les sentiments regrettables qui se

sont produits depuis quelque temps au sein de l'Assemblée. Comment pourrais-je, en effet, excuser autrement ce vote d'une partie de la Chambre qui prêche l'insubordination aux fonctionnaires et qui suffirait pour provoquer de véritables désordres, si la Providence n'avait donné au Peuple Roumain ce sens droit et ce vrai patriotisme qui lui ont toujours servi de sauvegarde contre les maux auxquels il a pu se trouver exposé.

Une telle situation me place dans l'impossibilité, pour éviter de plus fâcheux événements, de prolonger le terme de vos travaux au delà de l'époque de la clôture légale de la session, alors que ces derniers jours mieux employés, auraient pu établir notre crédit à l'extérieur et doter le pays d'institutions fécondes pour le développement de ses richesses.

Que les orages que nous venons de traverser, Messieurs les Députés, soient au moins un enseignement pour tous. Rappelez-vous que, dans les affaires publiques comme dans les affaires privées, chaque jour a sa tâche, que le progrès est l'œuvre du temps, que les agitations ne font qu'entraver sa marche et que les mandataires d'une nation ne doivent jamais se départir, dans la discussion des grands intérêts qui leur sont confiés, de la modération, de la patience, dont le Pouvoir Exécutif a eu l'occasion de vous donner, pendant le cours de cette session, des preuves multipliées.

Pénétrez-vous donc, Messieurs les Députés, de cette pensée que le développement de nos forces et de nos institutions est impossible sans un accord complet entre le Pouvoir Exécutif et les Représentants légaux du Pays. Il faut surtout, et c'est là la première condition de cet accord, que les droits de chacun des pouvoirs soient strictement respectés. Que cette conviction mûrisse dans vos esprits : nous pourrions alors diriger efficacement la Roumanie vers l'avenir prospère qui lui est réservé et répondre dignement aux sympathies profondes que l'Auguste Cour Suzeraine et les Hautes Puissances Garantes de l'Europe ne cessent de témoigner à notre belle patrie !

Messieurs les Députés, la session de l'année 1862-63 est close.

---

**Lettre du Prince régnant à M. Cretzoulesco, président  
du Conseil des ministres.**

Bucharest, le 9 avril.

Monsieur le Président,

Les ressources actuelles du Trésor public ne permettant pas au Gouvernement de venir en aide à certains établissements de bienfaisance déjà existants et encore moins d'en créer de nouveaux, quoique

le besoin s'en fasse vivement sentir, j'ai résolu, pour faciliter l'exécution d'une pensée incontestablement utile à toute la nation, de prélever, sur ma liste civile, une somme de 5,600 ducats (67,000 fr.), qui sera payée à partir du 1<sup>er</sup> juin prochain, à raison de 800 ducats par mois.

Voici l'emploi que je désire qu'il soit fait de cette somme :

Trois mille ducats (36,000 fr.) capitalisés, constitueront un premier fond d'entretien pour un certain nombre d'anciens soldats de notre armée que des infirmités contractées au service rendront incapables de travail.

Mille ducats (12,000 fr.) seront également placés de la manière la plus avantageuse, et les intérêts en seront affectés à un prix annuel que le conseil supérieur de l'instruction publique sera chargé de décerner au meilleur ouvrage en langue roumaine.

Quant aux 1,600 ducats restants (19,000 fr.), ils seront employés à l'achèvement du bâtiment, aujourd'hui en construction, de l'hospice des enfants trouvés, fondé par notre bien-aimée épouse et qui porte son nom.

En vous faisant part des dispositions ci-dessus, je vous prie, monsieur le Président, de vous entendre avec messieurs vos collègues, pour en assurer l'entière exécution.

ALEXANDRE JEAN.

---

## TURQUIE.

**Hatt adressé par le Sultan au Grand-Vizir le 21 février 1863  
sur l'administration des finances.**

Mon illustre Vizir,

Depuis quelque temps, les affaires financières de l'Empire ne marchant pas dans une bonne voie, il s'est produit une différence immense entre les recettes et les dépenses. Quoique par le retrait du caïmé, opéré avec l'aide de Dieu, cette différence ait subi quelque diminution, et que les opérations du Trésor semblent s'améliorer un peu, néanmoins il existe un déficit immense. Il est évident que cet état de choses, s'il continue, lésera de jour en jour les finances de l'État.

En conséquence j'ordonne de chercher promptement un moyen d'établir l'équilibre du Trésor, c'est-à-dire la balance des recettes et des dépenses. Et pour donner une preuve publique de mon vœu, j'ai ordonné de supprimer, à partir du 1<sup>er</sup> février, les 5,000 bourses mensuelles qui formaient la réserve de la liste civile; j'ai ordonné également la réduction des sommes allouées aux sultanes, suivant la note ci-jointe.



En même temps, et sans aucun égard pour qui que ce soit, j'ordonne que les cadres des fonctionnaires soient revus, et que les employés inutiles soient renvoyés, suivant l'équité. Les appointements exagérés qui ont été accordés sans motif à des fonctionnaires qui ne sont pas dans le besoin, doivent être réduits à leur juste mesure, ainsi que toutes les sommes qui sont affectées aux dépenses de chaque administration, et auraient dû naturellement être diminuées après le retrait du caïmé.

J'ordonne aussi que l'on s'applique à donner aux revenus de l'État l'augmentation dont ils sont susceptibles; toutes mesures qui tendront à établir l'équilibre du Trésor. En outre, il est du devoir de chaque vali, caïmakan, mudir et autres employés des provinces d'effectuer, en temps opportun, les recouvrements des revenus publics; mais il se trouve parmi ces fonctionnaires une foule d'hommes sans capacité, et cela est sur tout préjudiciable aux affaires de l'État; il faut donc faire choix d'hommes capables et instruits. Toutefois je désire que dans ces recouvrements, on ne commette point de vexation, et que par la création de taxes mal fondées le peuple ne soit point réduit aux privations ni à la misère.

Ayez soin de vous entendre avec mes autres Ministres sur les mesures à prendre relativement à ces divers ordres, afin de me soumettre promptement les projets, et de m'en demander la sanction.

Que le Seigneur accorde tout succès à nos efforts.

---

**Dépêche d'Aali-Pacha aux représentants de la Sublime Porte  
à Paris et à Londres sur l'Isthme de Suez.**

Monsieur l'Ambassadeur,

Lorsqu'il y a quelques années, la Sublime Porte fut saisie de la question du canal de Suez, elle se réserva de poser ses conditions sur les autres parties du projet de contrat qui lui fut soumis, et déclara qu'elle désirerait voir une entente établie au préalable entre les deux plus grandes puissances maritimes sur les garanties extérieures, que l'ouverture d'une voie de cette importance exigeait. Cette entente n'a pas eu lieu jusqu'ici, et le nouveau gouverneur général de l'Égypte, S. A. Ismaïl-Pacha, ayant adressé au Gouvernement de S. M. I. le Sultan la demande officielle, par une lettre au grand-vizir, de régulariser sa position à cet égard, et de lui donner des instructions claires et précises sur ce qu'il devra faire et dire, nous nous sommes trouvés en devoir de lui faire connaître toutes les conditions auxquelles l'autorisation de la Sublime Porte a été toujours subordonnée, condi-

tions que, par l'ordre de notre auguste maître, nous soumettons à l'appréciation équitable et bienveillante des augustes alliés de Sa Majesté Impériale.

Nous nous sentons d'autant plus obligés de nous prononcer sans plus de retard, que nous avons le regret de voir les travaux de plus en plus avancer sans la résolution préalable des importantes questions qui s'y rattachent. Force nous a été donc de dire franchement ce que, considérée sous le point de vue des intérêts de l'empire, il faudra pour que cette œuvre puisse devenir réalisable avec l'autorisation du souverain du pays.

Il n'entre pas dans la pensée de la Porte de vouloir empêcher la réalisation d'une entreprise qui pourrait être d'une utilité générale, mais elle ne saurait y consentir : 1° qu'avec la certitude d'avoir des stipulations internationales qui en garantiraient, à l'instar des Dardanelles et du Bosphore, la neutralité complète; 2° qu'à des conditions de nature à sauvegarder et à assurer les importants intérêts qu'elle est appelée à protéger.

Or le projet actuel n'offre aucune des garanties indispensables.

Il y a surtout deux faits qui ont, dès l'origine, attiré notre attention la plus sérieuse. Les voici : 1° malgré l'abolition dans l'empire de la corvée, malgré le dernier décret du vice-roi établissant la même prohibition, les travaux préparatoires ne s'effectuent que par le seul concours de ce régime. L'administration égyptienne contraint vingt mille hommes par mois à abandonner leurs labours et leurs familles pour aller travailler au canal.

Ces gens sont obligés de retourner à leurs propres frais et la plupart d'entre eux ayant une distance très-considérable à parcourir, sans compter les pertes qu'ils éprouvent de l'abandon forcé de leurs intérêts. Le nombre des bras ainsi distrait de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, ne se borne pas à vingt mille. Tandis que vingt mille ouvriers travaillent, quarante mille sont en chemin ou occupés à se préparer pour s'y rendre, de sorte que soixante mille hommes sont continuellement enlevés à leurs foyers et à leurs affaires.

Je crois superflu de m'étendre sur les effets désastreux d'un pareil système. Ces inconvénients sautent aux yeux. La Sublime Porte se voit dans l'impossibilité de sanctionner la pratique d'une telle mesure en Égypte, tandis qu'elle ne la permettrait pas dans les autres parties de l'empire.

Le second des deux faits dont je parle plus haut, est celui qui consiste à concéder à la compagnie, avec des canaux d'eau douce, tout le territoire qui les environne. Selon le projet de contrat, partout où les canaux en question s'étendaient, la compagnie aurait le droit de revendiquer, en toute propriété, les terrains qui les abordent. De cette ma-

nière, les villes de Suez, de Timsah et de Port-Saïd, ainsi que toute la frontière de la Syrie, passeraient naturellement et forrément dans les mains d'une compagnie anonyme composée en grande partie d'étrangers soumis aux juridictions et aux autorités de leurs pays respectifs. Il ne tiendrait donc qu'à la compagnie de créer, sur des points importants du territoire de l'empire ottoman, des colonies presque indépendantes de cet empire.

Nous pensons qu'il n'y a pas un Gouvernement ayant quelque sentiment de son indépendance et de ses devoirs qui puisse souscrire à une transaction de cette nature.

Par conséquent, la Sublime Porte manquerait à tous ses devoirs, perdrait l'estime de tous ses amis et laisserait s'établir un état de choses destiné à amener de continuels conflits, si elle ne déclarait pas que cette clause n'aura jamais sa sanction.

En résumé, le consentement de la Sublime Porte est et doit être indissolublement lié à la solution préalable des trois questions suivantes, savoir : la stipulation de la neutralité du canal, l'abolition du travail forcé et l'abandon par la compagnie de la clause qui concerne les canaux d'eau douce et la concession des terrains environnants. Une fois ces trois points déciés, le gouvernement de Sa Majesté le Sultan, d'accord avec S. A. Ismaïl-Pacha, s'empressera de prendre en sérieuse considération chacun des autres articles du projet de contrat.

Quant à l'ensemble du contrat en question, il n'existe qu'en état de projet. Vous savez qu'il n'a jamais été approuvé par la Sublime Porte. La compagnie elle-même ne saurait dire qu'elle ignorait la nécessité d'obtenir au préalable la sanction de la Sublime Porte, puisque cet article figure dans le projet de contrat comme une des conditions fondamentales de sa concession. On sait en outre que plus tard, quand M. de Lesseps demandait de nouvelles faveurs au défunt vice-roi pour la compagnie, il s'engageait par contrat d'obtenir cette franchise dans un terme de dix-huit mois, engagement qui n'a jamais été rempli.

Or la Sublime Porte s'adresse en particulier, et avec la plus grande confiance, à ses deux plus sincères alliés pour leur demander ce qu'ils auraient fait dans une circonstance semblable. Devons-nous laisser une société anonyme s'établir sur le territoire de l'empire, s'y arroger des droits que la Sublime Porte ne pourra lui reconnaître, par suite d'une concession promise par le haut personnage qui gouverne ce territoire, sous la souveraineté du Sultan, à la condition expresse d'obtenir la confirmation du souverain territorial?

Tout ce qu'il nous reste à faire pour donner une nouvelle preuve de la bonne volonté dont notre auguste maître se trouve animé, c'est de répéter encore une fois que, malgré les infractions dont nous avons à nous plaindre, une fois les clauses inadmissibles que je signale ci-

dessus retirées, nous serons prêts à examiner les autres dispositions du contrat sans la moindre prévention. Selon la plus stricte équité, la compagnie n'aurait pas le droit de dire qu'elle a fait déjà des dépenses.

Elle savait qu'une des principales conditions du contrat n'étant pas remplie, elle faisait ces dépenses à ses risques et périls. Cependant, disposée à prendre en considération les intérêts privés qui se trouvent engagés dans cette entreprise, la Sublime Porte tâchera, conjointement avec S. A. Ismail-Pacha, de combiner les moyens nécessaires pour rendre l'argent que la compagnie aura dépensé, dans le cas où elle ne voudrait pas continuer les travaux sans des avantages qui ne pourraient pas lui être concédés, et alors ladite compagnie devra naturellement céder les ouvrages qu'elle a déjà commencés et tous les terrains qu'elle retient comme propriété.

Nous devons ajouter aussi que, dans l'hypothèse prévue plus haut, où la compagnie renoncerait à la poursuite de l'œuvre projetée, la Sublime Porte, sincèrement désireuse de faire tout ce qui dépend d'elle pour faciliter les communications, et toujours de concert avec le vice-roi, adopterait les mesures les plus propres à en réaliser l'exécution.

Nous sommes certains, Monsieur l'Ambassadeur, que les explications franches et loyales qui précèdent ne manqueront pas de rencontrer l'entière approbation du cabinet de Sa Majesté l'Empereur. En conséquence, je vous invite à lire cette dépêche à M. le Ministre des affaires étrangères et à lui en laisser copie.

Veuillez, etc.

AALI.

5 ou 6 avril 1863.

---

F. AMYOT.



# ARCHIVES

## DIPLOMATIQUES

1863

---

### II

#### QUESTION DANO-ALLEMANDE.

---

#### PREMIÈRE PARTIE.

---

PIÈCES DIPLOMATIQUES RELATIVES A LA QUESTION DANO-ALLEMANDE,  
COMMUNIQUÉES A LA DIÈTE DE STOCKHOLM EN FÉVRIER 1863.

---

**Le comte de Manderstrøm, ministre d'État et des affaires étrangères de Suède, au comte de Wachtmeister, ministre du Roi à Copenhague.**

Copenhague, le 14 mars 1861.

J'ai eu l'honneur de recevoir les dépêches du 5 au 8 de ce mois, par lesquelles vous m'avez fait part des propositions faites par le Gouvernement de S. M. le Roi de Danemark aux États du Holstein, qui vous avaient été communiquées confidentiellement par S. Ex. M. le Président du Conseil, et vous m'avez informé, en même temps, du désir de ce Ministre que le Gouvernement du Roi appuyât auprès des grandes

Puissances Allemandes ces propositions, dans le but de les bien disposer en faveur de leur adoption éventuelle par les États rassemblés à Itzehoe, et pour leur préparer un accueil favorable auprès de la Confédération Germanique.

Je me suis attaché à étudier consciencieusement ces projets de loi, ainsi que l'exposé des motifs qui les accompagne, et je n'ai point manqué d'en rendre compte au Roi, et de prendre ses ordres relativement aux bons offices que le Gouvernement danois désire que celui de Sa Majesté emploie en sa faveur.

Vous connaissez, Monsieur le Comte, l'opinion du Roi relativement aux mesures qui lui semblaient devoir être adoptées afin de parvenir à un arrangement définitif et profitable au Danemark de la question litigieuse qui existe depuis si longtemps déjà entre ce Royaume et la Confédération Germanique, et afin d'assurer pour l'avenir le maintien de l'intégrité de la monarchie danoise, et vous avez eu l'occasion, à plus d'une reprise, d'exposer ces vues au Gouvernement de S. M. Danoise. Les conseils que le Roi a fait ainsi donner, reposaient sur une sérieuse et amicale appréciation des difficultés, dans lesquelles se trouvait placé ce Gouvernement, mais aussi sur une sincère conviction que le seul remède qui pût y être apporté consistait dans une mesure décisive, à la suite de laquelle les Duchés Allemands auraient été placés dans une position administrative complètement séparée de celle du Royaume et du Slesvig. Le Gouvernement danois a accueilli avec bienveillance ces conseils, et il nous a paru persuadé qu'ils n'étaient dictés que par l'intérêt le plus amical et le plus désintéressé ; mais il n'a point cru pouvoir les suivre. Nous avons insisté autant que les convenances et le respect que nous portons à tout état indépendant nous le permettaient, mais devant la ferme résolution du Gouvernement danois de ne point entrer dans cette voie, nous avons dû nous arrêter, et nous nous sommes bornés, lorsque d'autres Puissances amies réclamaient pour qu'il fût accordé aux États du Holstein le droit de voter la part contributive de ce Duché dans les dépenses communes à toute la Monarchie, de joindre nos instances aux leurs, par la raison que ce point nous semblait absolument indispensable pour amener les chances d'une adoption. En ce faisant, nous n'avons nullement exprimé une opinion sur les propositions Danoises en leur ensemble, et nous le pouvions d'autant moins, qu'à cette époque elles ne nous étaient pas encore connues ; nous avons tâché seulement de rendre acceptable un projet auquel nous savions que ce Gouvernement attachait des espérances. C'est là une différence sensible, sur laquelle je ne saurais manquer de fixer votre attention.

Il ne pourra donc point paraître surprenant au Gouvernement danois, si, tout en faisant les vœux les plus sincères que la solution

qu'il a jugé utile et opportune puisse amener les résultats qu'il considérera comme étant satisfaisants, nous ne puissions point accorder à ces projets le même appui qu'aurait été sûre de trouver de notre part une mesure basée sur les principes que nous avions conseillés, et qui nous paraissent faits pour régler un différend qui pèse sur toutes les relations du Nord de l'Europe. En effet, comment pourrions-nous appuyer consciencieusement des mesures, sur l'efficacité desquelles nous ne saurions nous empêcher d'entretenir des doutes assez sérieux, et qui, quand même elles amèneraient un arrangement provisoire, pourraient, lorsque celui-ci ne conviendrait plus à ceux qui peut-être pourraient l'accepter aujourd'hui, avoir pour suite possible de placer le Danemark, relativement à cette question, dans une position moins avantageuse que celle que cette Puissance aurait pu prendre dès aujourd'hui ? Nous craindrions qu'un jour le Danemark ne pût nous reprocher d'avoir contribué à un état de choses, qu'il aurait à regretter, et c'est là un reproche que nous ne nous consolerions jamais d'avoir pu encourir.

Je ne doute point qu'on ne se rende compte en Danemark de nos sentiments à cet égard, et que l'on ne leur rende justice. Nous ne pouvons être soupçonnés d'indifférence ou de tiédeur pour les intérêts du Gouvernement danois, et c'est bien contre notre gré que nous nous voyons, à regret, obligés à décliner de lui rendre, dans toute leur étendue, les bons offices qu'il réclame de notre part. Mais ceci n'empêche point que nous désirions avant tout ne point nous séparer de de lui sur une question aussi grave, et que nous serions sincèrement peiné si notre silence à son égard pût être interprété par M. le Président du Conseil, dans un sens qui certainement serait bien contraire à nos intentions. Le Roi m'a donc ordonné d'adresser, au sujet de la question dont il s'agit, à ses représentants auprès des cinq grandes Cours, la dépêche dont j'ai l'honneur de vous transmettre ci-après une copie, et dans laquelle, sans entrer dans les détails de l'affaire, nous exprimons seulement les vœux que nous formons pour que l'arrangement proposé par le Danemark puisse aboutir à une solution de cette affaire, dont l'intérêt pour nous-mêmes est manifeste, et dont l'aplanissement nous importe à plus d'un titre. Ces vœux sont bien sincères, et nul n'aura le droit de s'étonner que nous les formons : nous-mêmes serions enchantés de les voir exaucés.

Vous êtes autorisé, Monsieur le Comte, à faire lecture de la présente à S. Ex. M. le Ministre des affaires étrangères, et à lui laisser une copie de l'annexe, s'il en exprimait le désir.

Agréé, etc.

*Signé* : MANDERSTROEM.

---

**Le comte de Manderstrøm à M. Jæmta, ministre du Roi  
à Berlin<sup>1</sup>.**

Stockholm, le 14 mars 1861.

Le Gouvernement de S. M. le Roi de Danemark a fait part à celui du Roi des propositions qu'il vient d'adresser aux États du Holstein. Ces documents ayant été publiés plus tard, je ne doute point qu'ils ne soient parvenus à votre connaissance. Nous avons vu avec plaisir que le Gouvernement de S. M. Danoise s'est arrêté à accorder aux États du Holstein le droit de voter la part contributive de ce Duché dans les dépenses communes de toute la monarchie, et qu'en général il s'est attaché à amener un état de choses conforme, en autant que le lui permettaient les circonstances, aux vœux exprimés par le Holstein, ainsi qu'aux exigences mises en avant par la Confédération Germanique.

Nous avons donc lieu d'espérer que ces propositions, calmement et sagement appréciés par les États du Holstein, pourront amener un aplanissement des différends regrettables entre l'Allemagne et le Danemark et écarter l'éventualité d'une exécution militaire dans le Holstein, qui aurait toujours pu devenir la cause d'un véritable danger pour le Nord et d'une complication européenne.

Nous faisons donc les vœux les plus sincères pour que ces propositions puissent conduire au but que S. M. le Roi de Danemark, dans l'intérêt de tous ses sujets, a eu en vue, et je vous engage, Monsieur, à faire connaître au Gouvernement près duquel vous avez l'honneur d'être accrédité, avec quelle vive satisfaction nous verrions que, pour sa part et en ce qui le concerne, il voulût bien concourir à favoriser l'adoption d'une solution satisfaisante de cette affaire, dont l'intérêt pour nous-mêmes est manifeste, et dont l'arrangement satisfaisant nous importe à plus d'un titre. Notre position comme voisins et alliés du Danemark nous donne le droit de témoigner hautement cet intérêt et nous n'avons aucune raison de douter que son expression ne soit accueillie par le Cabinet de Berlin d'une manière bienveillante et amicale. Vous insisterez sur le prix et l'importance majeure que nous y attachons, et vous voudrez bien me faire part de l'impression produite par cette communication, dont vous êtes autorisé à faire lecture à S. Ex. M. le Baron de Schleinitz, et à en laisser copie, si ce Ministre en exprimait le désir.

Agréez, etc.

*Signé* : MANDERSTROEM.

1. Des dépêches identiques ont été adressées, sous la même date, aux ministres du Roi à Londres, Paris, Vienne et Saint-Petersbourg.



**Le comte Manderstroem au comte de Platen, ministre du Roi  
à Londres<sup>1</sup>.**

(Confidentielle.)

Stockholm, le 29 mars 1861.

Les nouvelles qui nous parviennent au sujet de l'accueil fait par les États du Duché de Holstein aux propositions qui leur avaient été adressées par leur Souverain, ne sauraient qu'inspirer au Gouvernement du Roi les réflexions les plus sérieuses. Ces propositions sont connues de tous les Gouvernements, et quand même leur teneur, à certain égard, n'a point paru dès l'abord absolument claire et précise, les explications qui ont été fournies par le Cabinet de Copenhague ne laissent aucun doute sur l'importante concession faite aux États rassemblés à Itzehoe de voter la quote-part du duché de Holstein dans les dépenses communes de la Monarchie danoise pour l'exercice de l'année 1861 à 1862. Cette concession ne saurait être qu'appréciée par les Puissances, comme remplissant toutes les exigences légitimes que la Confédération Germanique est fondée à formuler en faveur des droits du Holstein, en ce qui concerne la participation de ce duché aux dépenses communes de la Monarchie ; mais quoiqu'au moment où je je vous adresse cette communication, Monsieur le Comte, le vote définitif des États ne nous soit connu que par le télégraphe, nous savons déjà que le projet présenté par le Comité auquel les propositions royales avaient été renvoyées, a été adopté par les États, et l'on ne peut donc nourrir aucun espoir de leur voir obtenir le suffrage de la Diète. Au contraire, il paraît que ces concessions ont été rejetées dans leur ensemble, tant pour ce qui concerne les bases de la constitution définitive, que l'arrangement provisoire et la constitution spéciale du Duché, laquelle n'a été acceptée que sous bénéfice d'inventaire, et pour le cas que le Gouvernement accédât purement et simplement aux résolutions de la Diète de Francfort du 8 mars 1860<sup>2</sup>. Le Comité, chargé de cet examen, et dont le projet a été adopté, avait conclu dans son rapport au rejet pur et simple des bases de la constitution commune future, comme ne répondant en aucune manière aux aspirations du Duché, et quant au provisoire, il considère qu'il n'y a pas lieu non plus pour les États de l'accepter, cet état de choses devant être réglé conformément aux résolutions de la Confédération Germanique. Par contre il déclare que rien ne pourrait rétablir une tranquillité durable et assurer le bonheur et la prospérité future du pays, à moins du ré-

1. Des dépêches de la même teneur ont été adressées le même jour au ministre du Roi à Paris et au ministre du Roi à Saint-Petersbourg.

2. Voir *Archives*, 1861, t I, p. 334.

tablissement des anciennes relations du Duché de Holstein avec celui de Slesvig.

Cette attitude, si éloignée de répondre à l'esprit conciliant qui a dicté les propositions de S. M. le Roi de Danemark et qui place la question sur un terrain, légalement inabordable à la Confédération Germanique, et par conséquent au Duché de Holstein, puisqu'il forme partie de cette Confédération, offre au moins l'avantage d'éclaircir la situation et de dessiner nettement la seule voie à suivre désormais pour arriver à un terme des différends, depuis trop longtemps subsistants entre le Danemark et l'Allemagne, et qui forment un danger permanent pour le maintien de la paix générale de l'Europe, et en particulier pour la tranquillité du Nord. Il en ressort incontestablement, en premier lieu, que tout essai ultérieur de réorganiser la Monarchie danoise sur la base d'une constitution commune à toutes ses parties, devra désormais être abandonné comme impossible à effectuer, — et ensuite que toute tentative d'entente directe avec le Holstein deviendrait vaine, et que c'est bien entre le Danemark et la Confédération Germanique que la question devra être vidée. Mais, comme il paraît impossible qu'un arrangement à l'amiable puisse intervenir entre deux parties, qui partent d'un point de vue diamétralement opposé, il ne semble rester, — si l'on veut éviter un conflit désastreux, — que l'intervention médiatrice des Puissances qui sont les plus intéressées à écarter cette triste éventualité, et qui, par des engagements préalables, ont acquis le droit d'aviser au maintien de l'intégrité de la Monarchie danoise, sérieusement menacée par les tentatives d'empiètement mal déguisées qui sont dirigées contre elle.

Il paraîtra démontré à quiconque aura voué une attention réfléchie et impartiale à la marche de cette question que tous les efforts du Gouvernement danois d'établir une constitution commune à toutes les parties de la Monarchie, sur la base des déclarations faites par lui en 1852, ont échoué contre le mauvais vouloir des Duchés allemands, soutenus du dehors, et qu'il ne lui reste plus qu'à donner à ces duchés une situation, qui, en sauvegardant leurs droits et en respectant leur position comme membres de la Confédération Germanique, permettra en même temps aux pays réunis sous le sceptre de Sa Majesté Danoise, qui ne font point partie de cette Confédération, de vivre de leur vie propre, sans se trouver exposés aux empiètements et à l'intervention perpétuelle de l'Allemagne dans les affaires intérieures de la Monarchie, incompatible avec son existence prolongée comme État indépendant. Une pareille organisation ne pourrait évidemment être effectuée que par la cessation de l'unité législative représentée par l'ancien Conseil du Royaume (Rigs-Raad), commune à toute la Monarchie, et

par la séparation successive de tous les intérêts communs, sur lesquels on ne parviendra jamais à mettre d'accord les représentations nationales du Danemark et du Slesvig, d'un côté, et celles du Holstein et du Lauenbourg, de l'autre. Cette marche se trouvait déjà indiquée, — quoiqu'à notre avis d'une façon encore trop incomplète, — dans les propositions faites en dernier lieu par S. M. le Roi de Danemark, et qui répondaient à toutes les exigences légitimes qui pouvaient être mises en avant au nom des Duchés allemands, auxquels elles laissaient toute l'indépendance et en même temps toute l'influence sur les affaires communes, compatible avec celle des autres parties de la Monarchie.

Les Puissances intéressées au maintien de l'intégrité de la Monarchie danoise ne sauraient méconnaître, — nous nous en tenons assurés, — que cette marche est désormais la seule que puisse adopter le Gouvernement danois, et l'expérience gagnée en dernier lieu devra les convaincre combien seraient vains tous les essais dans un autre sens. Cette conviction a été depuis longtemps celle du Gouvernement du Roi, Notre Auguste Souverain : elle a dicté tous les conseils qu'il a cru devoir, dans ces graves conjonctures, offrir au Cabinet de Copenhague. Aujourd'hui, et malgré l'hésitation naturelle éprouvée par le Gouvernement du Roi, de prendre l'initiative dans une question qui toutefois, dans ses conséquences, deviendra toujours pour lui d'une importance majeure, il ne croit pas devoir tarder plus longtemps à fixer l'attention des Puissances amies et alliées du Danemark sur les dangers de la situation, et à employer ses efforts pour la leur faire envisager sous le même point de vue, en tâchant de leur démontrer l'urgence de ne point abandonner le Danemark, après lui avoir fait épuiser, — à la suite de sages conseils donnés collectivement par la France, la Grande-Bretagne et la Russie, et dont il a tenu compte, — tous les moyens de conciliation envers ses provinces allemandes.

La pensée dominante, d'un bout à l'autre, dans le rapport du comité des États du Holstein, c'est le retour complet aux idées du Slesvig-Holstein de 1848 et la domination absolue, dans la Monarchie danoise, de l'élément germanique, recevant son impulsion de l'Allemagne. Il ne semble donc rester au Gouvernement danois, — qui, en acceptant ces idées, ne ferait que commettre un suicide politique et amener un bouleversement qui fort probablement ferait crouler l'édifice de la Monarchie, — que d'ouvrir de nouvelles négociations avec la Confédération Germanique. En s'appuyant sur l'impossibilité d'en arriver à une entente avec les États du Holstein, ressortissant du dernier essai que l'on vient de tenter, le Roi de Danemark pourrait se déclarer prêt à entrer dans de nouveaux pourparlers avec la Confédération, en a qualité de duc de Holstein, pour régler la position de ce duché en-

vers les autres parties de la Monarchie, de manière à sauvegarder les droits et obligations fédérales du duché, mais sans qu'il en résulte un droit d'immixtion pour la Confédération dans les affaires intérieures de la Monarchie danoise, en indiquant en même temps la seule voie qui puisse amener ce résultat.

Si nous sommes bien informés, le Gouvernement danois ne serait pas éloigné d'entrer dans cette voie, en s'adressant simultanément aux puissances amies et alliées pour invoquer leur appui afin d'arriver à une solution de ses différends avec l'Allemagne. Bien que ces puissances aient constamment déclaré vouloir considérer ces différends, en ce qui concerne le Holstein, comme une affaire exclusivement fédérale, elles ne sauraient cependant consentir à ce que la position fédérale que l'on veut faire au Roi de Danemark, comme duc de Holstein, soit de nature à mettre en danger l'existence de Sa Monarchie comme État indépendant. Ce souverain se croirait fondé à invoquer l'exemple des Pays-Bas, en demandant aux Puissances qui ont concouru aux traités constitutifs de la Confédération Germanique que le Duché de Holstein fût placé sur le même pied par rapport au Danemark que le Grand-Duché de Luxembourg envers le Royaume des Pays Bas. Il nous paraît en effet difficile de se persuader que la qualité de question fédérale attachée aux différends entre le Danemark et la Confédération, lorsqu'ils s'agissent autour de la position du Holstein, doive empêcher ces Puissances d'intervenir, dès que leur règlement implique une question d'organisation de la Monarchie danoise dans son ensemble, et surtout lorsque les prétentions mises en avant de la part de la Confédération Germanique sont de nature à en compromettre l'existence comme État indépendant. La question nous paraît devenir dès lors et indubitablement d'intérêt européen, et donner un droit incontestable d'intervention à toutes les Puissances intéressées au maintien de l'équilibre politique dans le nord de l'Europe. Il s'agit ici de savoir si l'existence de la Monarchie danoise est toujours reconnue comme un intérêt du premier ordre, — comme une nécessité européenne. Nous pensons qu'à cet égard l'opinion des Puissances est la même aujourd'hui que par le passé; — mais, en ce cas, il s'ensuit qu'elles doivent employer tous leurs efforts, non-seulement pour prévenir l'explosion d'une nouvelle lutte entre le Danemark et l'Allemagne, mais qu'aussi, en tirant profit des leçons de l'expérience, elles doivent chercher sérieusement les moyens d'éloigner, une fois pour toutes, les causes d'un différend qui déjà ne s'est que trop prolongé, et qui constitue une menace permanente pour la tranquillité du Nord.

Ces moyens, quels seraient-ils? Nous y avons sérieusement et longuement réfléchi, et nous devons dire, que la solution que l'on paraît





ARCHIVES DIPLOMATIQUES



*Clymatographie sur acier. Baudran.*

Comte de RECHBERG-ROTHENLOEWEN

MINISTRE

DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'AUTRICHE.

Amyot, édit. Paris.

Imp. Hadingue. Paris

disposé à adopter maintenant à Copenhague, et qui peut-être aurait pu devenir satisfaisante lorsque nous l'avons conseillée, et avant la dernière tentative de rapprochement qui vient d'avorter, ne nous paraît plus suffisante, et que nous pensons qu'il faudrait une initiative vigoureuse et propre à détruire tout sujet de conflit dans ses racines. Nous nous permettons de communiquer aux cabinets de Londres, de Paris et de Saint-Petersbourg, à titre absolument confidentiel, nos vues à cet égard, en les soumettant à leur appréciation éclairée. Quand même nous ne réussirions pas à les convaincre de l'opportunité ou de la viabilité de la solution que nous allons proposer, au moins aurions-nous la conscience d'avoir accompli, en ce qui dépend de nous, la tâche de maintenir l'intégrité d'un royaume voisin, et ne pourrait-on pas nous imputer les vicissitudes auxquelles, faute d'un appui puissant, ce royaume pourrait tomber en proie.

Après les péripéties qu'a parcourues ce différend pendant les dernières dix années, on ne saurait guère se flatter de l'espoir que les deux parties litigeantes en viennent jamais à une entente entre elles, et en effet les concessions-jusqu'ici faites par le Danemark n'ont eu pour résultat que d'augmenter les prétentions de l'Allemagne. Il faudrait donc, à moins que l'on ne veuille s'en remettre aux événements pour la solution de cette question, que les Puissances impartiales, mais intéressées, intervinssent en établissant les conditions auxquelles l'existence de la Monarchie danoise peut être effectivement garantie, en les imposant ensuite aux deux parties au nom de l'intérêt suprême de la paix de l'Europe.

Certainement il nous paraîtrait le plus désirable, vu la faiblesse inhérente à un État d'une étendue relativement aussi rétrécie que celle du Danemark, que sa frontière pût être définitivement établie à l'Elbe, et que le Holstein pût cesser de faire partie de la Confédération Germanique. Mais un tel résultat ne pourrait guère aujourd'hui être atteint qu'à l'issue d'une guerre, que toutes les Puissances, sans doute, sont intéressées à éviter, — et il ne reste alors qu'à examiner les conditions sous lesquelles ce duché, tout en restant membre de la Confédération, pourrait être conservé au Danemark.

J'ai dit déjà qu'une position du Holstein, à l'instar de celle du Luxembourg vis-à-vis des Pays-Bas, semblait insuffisante, et, en effet, sans prendre en considération qu'une pareille position n'opposerait qu'une barrière bien faible à l'ingérence de l'Allemagne dans les affaires du duché limitrophe de Slesvig, l'obligation seule du Danemark d'envoyer le contingent militaire du Holstein pour prendre part à toute guerre dans laquelle pourrait être impliquée l'Allemagne, placerait toujours ce royaume dans une position délicate, soit en devant embrasser une cause contraire à ses sentiments et à ses

intérêts, soit en le forçant de se soustraire à ses obligations fédérales : — c'est là une position qui exclut l'indépendance, à laquelle ce royaume a un droit imprescriptible de prétendre.

Des expériences infructueuses auxquelles le désir d'arriver à une solution de ce problème a donné lieu jusqu'ici, il ressort pour le Gouvernement du Roi, qu'elle ne pourra être obtenue qu'aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> Séparation administrative complète du reste de la Monarchie du Duché de Holstein auquel on laisserait, en outre de ses affaires particulières, sa propre armée, en restreignant les affaires communes à toutes les parties de la Monarchie aux allocations pour la liste civile, aux relations avec l'étranger, à la marine, aux postes et télégraphes. De cette manière, les recettes communes suffiraient à peu près aux dépenses, et le budget normal pourrait être établi sur une base fixe et invariable, qui ne serait changée que d'un commun accord entre les diverses parties de la Monarchie.

2<sup>o</sup> Le Roi de Danemark ayant rempli ses promesses en ce qui concerne l'organisation du Duché de Slesvig, les Puissances signataires du Protocole de Londres de 1852 émettraient une déclaration reconnaissant ce fait, et assurant la cessation, à l'avenir, de toute immixtion de l'Allemagne dans les affaires de ce Duché.

3<sup>o</sup> A l'effet d'assurer l'efficacité de ces deux premières conditions, il faudrait y joindre celle de la neutralisation du territoire du Holstein, qui serait placé sous la garantie des Puissances signataires du Protocole de Londres.

Ces trois points principaux offerts à l'appréciation des Cabinets de Londres, de Paris et de Saint-Petersbourg, je me permettrai d'y joindre quelques courtes observations, qui, sans épuiser une matière, dont l'ensemble exige un examen approfondi, porteront sur quelques questions de détail, urgentes à élucider dès le principe.

a 1. Ce projet rentrant dans celui qui placerait le Holstein dans une position analogue à celle du Luxembourg, il paraît que le Gouvernement danois ne pourrait élever aucune objection, et la Confédération ne pourrait guère refuser à l'un de ses membres la position qu'un autre occupe déjà sans observation de la part de l'autorité fédérale. Quant à l'armée du Holstein, elle pourrait, si le troisième point était arrêté dans tous ses développements, être restreinte à un corps de gendarmerie, destiné à veiller à la police, au maintien de l'ordre et à celui de la tranquillité publique. Il s'entend que le Holstein, tout en conservant son autonomie, pourrait, si les États de ce duché le désiraient, obtenir les mêmes garanties et libertés constitutionnelles que les autres parties de la Monarchie.

a 2. Le motif allégué pour l'immixtion de l'Allemagne dans les



affaires intérieures du Duché de Slesvig a toujours été la différence du traitement accordé par le Gouvernement danois à ses sujets danois et à ses sujets allemands. Nous ne voulons point nier, que bien qu'empreintes d'exagération, ces plaintes ne nous aient paru ne point manquer de tout fondement. Mais si le Gouvernement danois, dont les principes libéraux sont généralement reconnus, n'a point cru pouvoir accorder à la langue allemande, à l'exercice religieux et à l'enseignement dans cette langue, une liberté illimitée, le motif peut-il avoir été autre que l'appréhension de voir l'extension du Germanisme servir de moteur et de moyen aux empiètements territoriaux de l'Allemagne? Ceux-ci une fois pour toutes arrêtés par le moyen proposé, cette appréhension perdrait, avec sa raison d'être, tout motif d'application pratique, et nous ne doutons aucunement que les Puissances qui appuieraient cet arrangement, ne trouvassent facile d'obtenir du Gouvernement danois l'assurance de concéder les libertés les plus larges et les plus conformes à celles dont jouissent déjà les habitants danois du duché, à ceux de ses habitants qui sont de race germanique, et qui parlent la langue allemande.

Il convient peut-être de toucher ici à un mode de solution, mis en avant, il y a déjà quelques années, et consistant dans une partition du Slesvig, d'après les nationalités, entre le Danemark et le Holstein. Ce projet, malgré qu'à première vue, il semble offrir des avantages fort spécieux, ne nous paraît nullement fait pour trancher le litige. Il est souverainement antipathique au Danemark, qui, nous en sommes convaincus, ne se le laisserait jamais imposer autrement que par la force : il ne serait pas plus populaire dans le Holstein, qui ne regarderait nullement cette concession comme suffisante. Il nous paraît pécher par le principe, puisqu'il admettrait que la nature du sol dût être changée, par suite d'une immigration étrangère, et il renfermerait, à notre avis, une flagrante injustice, en augmentant le territoire d'une grande Puissance, — à laquelle le Slesvig n'a jamais appartenu, — aux dépens d'une puissance déjà relativement bien plus faible. D'ailleurs, en établissant une frontière d'après les nationalités, on se placerait sur un terrain mouvant, et ce principe une fois reconnu, l'élément germanique tendrait à se propager jusqu'au Skagern, en réclamant successivement comme revenant à l'Allemagne les districts où cet élément aurait peu à peu acquis une prépondérance, qui, ce point une fois admis, ne ferait bien certainement pas défaut.

La déclaration proposée de la part des Puissances signataires du Protocole de Londres ne contient, pour la plupart d'elles, aucune nouveauté dans leur droit public. L'union indissoluble du Duché de Slesvig au Danemark proprement dit a été, comme vous ne l'ignorez point, Monsieur le Comte, garantie à des époques différentes : de la

part de la France, par l'acte de garantie du 14 juin 1720; de celle de la Grande-Bretagne, en date du 26 juillet de la même année; de celle de la Russie, par le traité provisoire du 22 avril 1767, par le traité définitif du 21 mai 1773, ainsi que par l'acte de garantie et de renonciation du 31 mai 1773; enfin, de la part de la Suède, par le traité du 3 juin 1720. Il ne s'agirait donc que d'introduire dans le droit public général de l'Europe une disposition qui se trouve déjà insérée dans celui de chacune des Puissances déclarantes.

a 3. Si le principe de la neutralisation du Holstein, — dans le but d'établir une barrière entre l'Allemagne et le Danemark, était admis, il y aurait à examiner ultérieurement quelles modifications résulteraient de cette condition dans les rapports de ce duché avec la Confédération, et s'il ne conviendrait pas de remplacer son contingent et celui du Lauenbourg par une somme fixe à verser annuellement dans la caisse fédérale, et stipulée de façon à suffire au remplacement des troupes dont serait ainsi diminué le dixième corps d'armée de l'Allemagne.

Nous ne nous dissimulons point que ces trois propositions, — et surtout la dernière, — rencontreront une forte opposition de la part de l'Allemagne. Aussi ne pourront-elles être mises à exécution qu'en vertu d'une nécessité européenne, reconnue par un concert préalable des Puissances non-allemandes, qui ont concouru à la Convention de Londres, et les pertes ou sacrifices qui pourraient en résulter pour la Confédération donneraient naturellement lieu à une compensation équitable.

Ainsi que je vous l'ai déjà exprimé, Monsieur le Comte, nous ne croyons point devoir faire à cet égard de proposition formelle; mais nous nous croyons justifiés à fixer l'attention des cabinets concernés sur le seul moyen de solution, qui se présente à nos yeux comme pratique. L'on ne saurait nier que le Gouvernement du Roi, notre auguste souverain, ne soit, au plus haut degré, intéressé à voir se terminer un différend qui pèse sur tout notre avenir, et qui, si rien n'est fait pour le trancher, entraînera nécessairement, tôt ou tard, une lutte à laquelle il nous sera bien difficile de rester étrangers. En prenant l'initiative pour proposer une entente, qui semble répondre aux intérêts bien entendus des deux parties, puisqu'elle assurerait la paix et les bonnes relations entre elles, nous aurons tâché, en autant qu'il dépend de nous, d'éloigner des éventualités qu'aucune des Puissances concernées ne saurait voir avec indifférence, mais que, plus que tout autre, nous avons intérêt à conjurer.

Je vous engage, Monsieur le Comte, à saisir une prochaine occasion pour faire part à lord John Russell du contenu de cette dépêche, et même à lui en laisser, à titre confidentiel une copie, si Son Excellence

en exprimait le désir. J'écris simultanément et identiquement aux Ministres du Roi à Paris et à Saint-Pétersbourg, en leur donnant les mêmes instructions. Nous nous flattons d'être informés, dans son temps, des vues de ces Cabinets sur les points que nous nous sommes permis d'indiquer.

Agréez, etc

*Signé : MANDERSTROEM.*

---

**Le comte de Manderstrøm au comte de Platen, à Londres<sup>1</sup>.**

Stockholm, le 12 mai 1861.

A la suite de la communication qu'en date du 29 mars dernier j'avais adressée, par l'intermédiaire des Ministres du Roi, aux Cabinets de Londres, de Paris et de Saint-Pétersbourg, M. le Ministre d'Angleterre m'a fait part, il y a une dizaine de jours, d'une dépêche de lord John Russell, du 19 avril, par laquelle M. le Principal Secrétaire d'État de S. M. Britannique, tout en annonçant qu'il reconnaît les dangers qui pourront résulter du différend entre le Danemark et la Confédération Germanique, déclare qu'il ne saurait se joindre aux propositions mises en avant par le Gouvernement du Roi. — Quant au premier point, il ne lui voit point de difficultés, en tant qu'il peut s'allier avec les justes prétentions de la Confédération Germanique. — A l'égard du second, il ne saurait admettre que les promesses du Roi de Danemark en ce qui concerne l'organisation du Slesvig, aient été virtuellement remplies, au moins dans l'esprit qu'il faut leur reconnaître ; et relativement au troisième point, le Gouvernement de S. M. Britannique ne saurait s'attendre à ce que l'Allemagne, en admettant la neutralisation du Holstein, consentirait à se priver d'un important territoire de la Confédération. Par ces motifs, lord John Russell décline les propositions faites au nom du Gouvernement du Roi.

Le premier point ne semblant élever aucune objection, ce sont les deux autres qui se trouvent rejetés. En ce qui regarde le second, je me permettrai de faire observer, que dans ma dépêche du 29 mars j'avais posé comme condition de la garantie à donner par les Puissances en faveur de la possession du Slesvig, que ces Puissances obtiendraient, avant d'émettre cette déclaration, que le Roi de Danemark accordât aux diverses populations du Slesvig les institutions et les libertés qu'elles sont en droit de réclamer ; et cette condition préalable me paraît de nature à écarter l'objection du Gouvernement Britannique à l'égard de ce point.

1. Des dépêches identiques ont été expédiées le même jour aux ministres du Roi à Paris et à Saint-Pétersbourg.



En ce qui concerne le troisième, l'objection est plus grave, et d'autant plus difficile à écarter que, bien que je n'aie reçu encore aucune réponse directe de la part des Cabinets de Paris et de Saint-Pétersbourg, la manière dont M. Thouvenel et M. le Prince Gortschakoff se sont exprimés à l'égard de ce point de la proposition, dans leurs conversations avec les Ministres du Roi me fait pressentir que l'accueil qui lui est réservé par ces Cabinets, ne sera pas plus favorable que celui du Cabinet de Saint-James.

Vous savez, Monsieur le Comte, que j'y étais assez préparé d'avance pour que ce cela n'ait point lieu de m'étonner, et bien que je sois toujours d'avis que cette solution eût été la meilleure, cependant, et en ne la voyant point soutenue par les Puissances qui seules pouvaient, par un commun accord, en assurer l'exécution, je n'hésite point à en faire l'abandon, afin de tâcher d'amener sur d'autres bases acceptables un accord qui est de tout point nécessaire.

De pareilles bases, lord John Russell les a posées dans une seconde dépêche du 19 avril, et les a divisées en sept points, que vous trouverez consignés dans l'extrait ci-annexé de cette dépêche dont l'honorable M. Jerningham a bien voulu me laisser copie. — En les communiquant, lord John Russell a exprimé l'espoir que les puissances concernées verraient dans ces propositions une preuve évidente du désir sérieux entretenu par le Gouvernement de S. M. Britannique de rendre justice à toutes les parties, et de sauver le Danemark et le Holstein des chances et des calamités d'une guerre.

Ces propositions ayant ainsi été communiquées au Gouvernement du Roi, notre auguste souverain, il a été de son devoir de leur vouer un examen mûr et réfléchi, et je suis charmé de pouvoir vous annoncer, Monsieur le Comte, que, dans leur ensemble, elles ont paru de nature à rencontrer l'approbation et l'appui du Gouvernement de Sa Majesté. Il lui a paru toutefois, que ces propositions, formulées à larges traits et dans des termes généraux, qui parfois pourraient donner lieu à des doutes ou à des mésinterprétations, étaient susceptibles d'un développement plus détaillé, et à certains égards de quelques légères modifications. L'arrangement proposé impliquant toute une réorganisation de la Monarchie danoise, dans le but de maintenir son intégrité et son indépendance de toute influence étrangère, je me suis prévalu des rapports consciencieux et empreints également d'une grande connaissance de cause et d'une complète impartialité, qui m'ont été adressés par le Ministre du Roi à Copenhague, M. le Comte Wachtmeister, pour extraire de ses dépêches un mémoire détaillé à ce sujet, que je vous transmets ci-après, Monsieur le Comte, en vous priant d'en faire part, en même temps que de cette dépêche, à lord John Russell, en priant ce Ministre de vouloir bien y vouer



l'attention qu'il me paraît mériter. Après en avoir pris connaissance, ce Ministre se convaincra, je m'en flatte, qu'il ne s'écartera point, dans aucun point important, des propositions Anglaises, à l'égard desquelles je vais d'ailleurs résumer ici mon opinion.

Il va de soi que le Gouvernement du Roi ne saurait qu'approuver les points 1 et 2 de ces propositions, puisque, quoique sous une forme moins prononcée, leur contenu est conforme à ce qui avait été mis en avant dans ma dépêche du 29 mars; seulement je croirais utile de les amplifier conformément aux vues exposées dans le mémoire ci-joint et nommément en ce qui concerne, en premier lieu, l'urgence de statuer sur la manière de trancher un vote divergent des deux assemblées législatives par rapport aux questions de budget, et ensuite à l'égard de la représentation future du Duché de Holstein.

Le point 3 rentre dans notre projet, et a droit ainsi à tous nos suffrages.

Il en est de même du point 4 en son ensemble, bien qu'il nous paraisse nécessiter quelque modification, surtout dans les lignes de la fin, par suite du maintien du Conseil du Royaume (Rigs-Raad), et en conformité des vues exposées dans notre dernier mémoire.

Le point 5 se retrouve dans nos propositions du 29 mars; nous ne pouvons donc que lui accorder notre entière approbation.

Tel est aussi le cas avec le point 6, qui comble une lacune dans notre projet primitif, et qui aurait le grand mérite de trancher un différend laissant toujours la porte ouverte à des discussions entre l'Allemagne et le Danemark.

Le point 7 pourrait paraître superflu, puisqu'il ne fait que renouveler des engagements, dont la validité, à ce que nous sachions, n'a jamais été mise en question; mais si les autres Puissances regardent ce point comme utile ou nécessaire, le Gouvernement du Roi ne saurait élever aucune objection contre son insertion dans les nouveaux engagements qu'il s'agit de contracter.

En ce qui est de la manière d'arriver à ces nouveaux arrangements, j'ai lieu de croire que le Gouvernement danois désirerait qu'une Conférence fût ouverte à ce sujet à Londres, mais de la voir précédée de négociations préalables à Copenhague, afin d'y poser définitivement les bases sur lesquelles il s'agirait de tomber d'accord. Je dois supposer que le Gouvernement danois a fait ou fera, à ce sujet, des ouvertures aux Cabinets respectifs, qui ne manqueront point d'accorder à ses propositions l'appréciation qu'elles pourront paraître mériter; je ne puis me prononcer définitivement là-dessus; mais au premier abord il me semble que ce projet implique tant de questions inhérentes à l'administration intérieure du Danemark, qu'il serait bien difficile de les décider sans avoir recueilli sur les lieux toutes les notions et explications nécessaires.

Si j'ai bien saisi le sens des propositions Anglaises, lord John Russell est d'accord avec nous sur l'impossibilité de tout essai d'établir désormais une constitution commune à toute la Monarchie danoise. Si, comme nous croyons pouvoir le penser, la France et la Russie sont du même avis, je ne vois pas de difficulté à faire aboutir le projet mis en avant à ce sujet, puisque la Confédération Germanique ne saurait prétendre que le Holstein ait quelque droit à une constitution commune avec le reste de la Monarchie danoise, et que l'exemple du Grand-Duché de Luxembourg peut être invoqué comme offrant un précédent identique.

Agréé etc.

*Signé* : MANDERSTROEM.

---

#### Mémoire sur la réorganisation de la Monarchie danoise.

Mai 1861.

Les propositions faites par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, en date du 19 avril dernier, pour le règlement de la question Dano-Allemande, empreintes d'un sentiment d'équité et de bienveillance pour tous les sujets de S. M. le Roi de Danemark semblent parfaitement aptes à servir de base à une solution qu'on pourrait espérer de voir agréer tant par le Danemark que par la Confédération Germanique, et semblent devoir ainsi rencontrer l'approbation des Puissances neutres, mais intéressées, auxquelles elles ont été communiquées. Elles produisent à larges traits, et avec une clarté et une précision rares, les points principaux dont il s'agirait de convenir, et renferment une solution qui paraît devoir devenir bienfaisante. Il est permis peut-être, toutefois, de faire l'observation, que dans l'application pratique elles sont capables de recevoir, et que peut-être même elles exigent, un plus ample développement que celui indiqué dans les termes généraux employés dans la dépêche de lord John Russell, surtout en ce qui concerne la manière de résoudre les questions relatives aux affaires et aux dépenses communes sur lesquelles les différentes Assemblées législatives ne seraient point tombées d'accord, point essentiel auquel la dépêche précitée ne touche en aucune façon. Il a donc paru essentiel, après un examen approfondi et basé sur une connaissance exacte de la situation actuelle de la Monarchie danoise, ainsi que des aspirations et besoins des populations diverses dont elle est composée, de soumettre à l'appréciation des Puissances Amies ou Alliées du Danemark, — la France, la Grande-Bretagne et la Russie, — les éléments d'une application pratique des principes proposés par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, lesquels ne leur semblent en rien contraires, et qui consti-

tuent un plan détaillé de la réorganisation de la Monarchie danoise, propre à assurer son indépendance, son intégrité et sa prospérité. C'est là le but que l'on s'est proposé dans ce mémoire, qui, en entrant dans tous les détails, devra forcément devenir plus étendu qu'on ne l'eût désiré : mais qui peut-être méritera de devenir l'objet d'un examen sérieux de la part de toutes les Puissances intéressées, dès qu'il s'agira d'appliquer les principes susmentionnés avec ou sans des modifications plus ou moins considérables, et de passer outre à la solution pratique du problème que l'on a en vue.

---

Le but proposé à l'action des Puissances est le maintien de l'intégrité et de l'indépendance de la Monarchie danoise, et l'arrangement à adopter lors de la réorganisation des rapports qui en lient les diverses parties, doit avoir spécialement en vue, d'un côté, d'empêcher à l'avenir toute immixtion indue de la Confédération Germanique dans les affaires du Danemark proprement dit, et de l'autre, de sauvegarder les intérêts et les droits des provinces allemandes de la Monarchie, qui font en même temps partie de la Confédération Germanique, en redressant les griefs formulés par les populations de ces provinces en ce qu'ils peuvent avoir de fondé.

Sous l'empire de la constitution commune, maintenant abolie pour les Duchés de Holstein et de Lauenbourg, les députés envoyés par ces Duchés au Parlement commun (Rigs-Raad) devaient toujours se trouver en minorité, — chaque partie de la Monarchie étant représentée dans cette assemblée selon le chiffre de sa population, — ce qui donnait nécessairement au royaume une prépondérance décisive sur la législation et les affaires communes à toute la Monarchie. Plusieurs combinaisons différentes ont été proposées, de côté et d'autre, pour remédier à cet état des choses, mais sans pouvoir être adoptées, et il est désormais évident aux yeux de tous, que chaque essai d'établir l'organisation de la Monarchie sur la base d'une représentation commune viendra échouer contre un de ces deux écueils : la prépondérance de l'élément danois, qui absorbe l'influence légitime des Duchés Allemands sur les intérêts communs, ou bien le danger de laisser une porte ouverte à l'immixtion de l'Allemagne dans les affaires du Danemark en accordant une part trop grande à l'influence desdits Duchés sur les affaires communes. Il est évident que ce danger est uniquement fondé sur ce fait que les Duchés font partie d'une confédération d'États, qui composent ensemble une population de près de 40 millions d'habitants, contre l'influence de laquelle le Danemark est sans doute en droit de se prémunir par toutes les garanties possibles.

Mais tout en sentant qu'il devra renoncer à tout essai ultérieur que le Gouvernement danois considère maintenant comme incompatible avec l'existence de la Monarchie comme État indépendant, ce Gouvernement ne saurait toutefois que reconnaître le devoir de rechercher une autre combinaison qui donne pleine satisfaction aux droits et aux aspirations de ses provinces Allemandes, et qui respecte leur position comme membres de la Confédération Germanique.

On est obligé de reconnaître que l'état des choses qui existe en ce moment, depuis l'abolition de la constitution commune pour le Holstein et le Lauenbourg, ne remplit nullement ces conditions, et qu'il est urgent de le remplacer par un ordre des choses plus satisfaisant à cet égard. En effet, tandis qu'un parlement commun élu dans le Royaume et le Slesvig, et investi de la plupart des prérogatives des Assemblées constitutionnelles, et notamment du vote des impôts, exerce une influence décisive sur les lois et les affaires communes à toute la Monarchie, la part de cette influence qui devrait appartenir au Holstein et au Lauenbourg est exercée par le Roi en son Conseil; les attributions des assemblées représentatives existant dans ces duchés étant limitées à leurs affaires particulières et au vote purement consultatif. Le régime absolu existe donc de fait dans les Duchés Allemands, tandis que les autres parties de la monarchie sont régies par des institutions constitutionnelles, et le Ministre responsable pour les affaires du Holstein et du Lauenbourg fait partie d'un Conseil, où toutes les affaires tant communes que particulières des diverses parties de la monarchie sont décidées, et où les Ministres du Royaume et du Slesvig réunis ont nécessairement une influence décisive sur toutes les délibérations. Il est naturel qu'un tel état des choses soit de nature à exciter quelque méfiance dans les Duchés Allemands, et qu'ils ne pourront point considérer leurs intérêts comme suffisamment garantis tant qu'il subsistera. Pour obvier à ces inconvénients, et pour satisfaire aux griefs qu'ils ont fait naître, la nouvelle organisation devra d'abord laisser aux Duchés de Holstein et de Lauenbourg une influence sur les affaires communes de la monarchie, proportionnée à leur propre importance et à celle exercée sur ces affaires par les autres parties de la monarchie; et ensuite accorder à ces Duchés et à leurs représentations toute l'autonomie, dans le domaine de leurs affaires particulières, compatible avec l'intégrité de la monarchie, la même mesure de liberté civile et politique, et autant que possible les mêmes institutions qui sont ou qui pourront être accordées au Royaume et au Slesvig et à leurs représentations particulières.

Afin de rendre l'administration des affaires communes à toute la monarchie aussi peu compliquée que faire se peut, et afin d'éviter, en



ce qui est humainement possible, des conflits entre les diverses représentations nationales, il convient certainement de restreindre le nombre de ces affaires, et surtout celui des lois nouvelles à rendre relativement à leur administration, autant que le comportent l'unité et l'intégrité de la monarchie. Dans une dépêche du 29 mars dernier, — communiqué, en son temps, aux Cabinets de Londres, de Paris et de Saint-Petersbourg, — il a été proposé de considérer comme affaires communes l'allocation pour la liste civile, les affaires étrangères, la marine, les postes, télégraphes et douanes. Il faudrait, sans doute, encore y joindre la dette publique actuellement existante, afin d'éviter les difficultés d'une répartition entre les divers pays, tant du chiffre de la dette même que du fonds provenant du rachat des droits du Sund, du fonds de réserve, des domaines et d'autres capitaux possédés jusqu'ici en commun par toute les parties de la monarchie. Le service des intérêts et de l'amortissement de la dette actuellement existante étant réglé par une loi, on ne voit pas trop que ces intérêts puissent exiger à l'avenir l'intervention du pouvoir législatif. Les comptes rendus de l'administration financière commune à toute la monarchie devraient continuer, comme jusqu'ici, à être publiés chaque année, et une commission composée de six membres, dont trois choisis par la Diète du Royaume, et un par chacune des assemblées législatives des trois Duchés, pourrait être chargée de la révision des dits comptes. En outre, une cour des comptes, depuis longtemps promise, devrait être instituée, et composée de membres pris dans la même proportion des parties diverses de la monarchie. Aucune dette nouvelle ne devrait pouvoir être contractée à l'avenir au nom de la monarchie entière, mais seulement par chacune des parties dont elle est formée.

Le droit de paix et de guerre, d'envoi d'agents diplomatiques et consulaires, et de conclusion de traités et conventions n'affectant point les tarifs des impôts indirects, étant réservé au Roi, ces matières n'exigeraient aucun concours des Assemblées législatives ; mais il serait permis aux membres de ces assemblées de demander des renseignements et d'obtenir des éclaircissements en interpellant les Ministres sur la situation de toutes les branches de l'administration centrale. Les lois communes, pour lesquelles le concours des législatures deviendrait indispensable, seraient donc, en outre du budget, — dont il sera parlé plus tard d'une manière plus spéciale, — les changements à introduire dans les tarifs, tant des douanes que des postes et télégraphes. Les projets de loi y relatifs devraient nécessairement être soumis au *Rigs-Raad* et à la Diète du Holstein, — le Lauenbourg ne fait point partie de l'union douanière, — et à défaut d'acceptation par ces assemblées, les articles, sur lesquelles elles ne tomberaient pas

d'accord, seraient votés par une commission composée de délégués, choisis par ces diverses assemblées dans les proportions ci-dessus indiquées. Si toutefois la Diète du Holstein jugeait que les intérêts du Duché se trouveraient prégravés par l'union douanière avec le Danemark et le Slesvig, le droit d'en sortir ne pourrait lui être contesté ;— quant aux postes et télégraphes, les intérêts particuliers attachés à ces institutions ne paraissent pas comporter l'éventualité d'une disjonction de l'unité établie en ce qui les concerne.

Nonobstant l'unité maintenue en ce qui concerne l'administration centrale des tarifs et revenus des douanes, postes et télégraphes, des administrations locales pourraient être entretenues aux frais des diverses parties de la monarchie où elles se trouvent établies.

L'administration centrale des domaines resterait commune au Royaume et au Slesvig, celle des domaines du Holstein en étant déjà séparée à l'heure qu'il est ; mais les revenus de ces domaines continueraient à être versés dans la caisse centrale établie au ministère des finances, afin d'éviter les contestations qui pourraient surgir, dans le cas d'une répartition des revenus des domaines entre les diverses parties de la monarchie, relativement au fonds provenant du rachat des droits du Sund, qu'en ce cas le Royaume serait en droit de revendiquer pour lui seul. Toutefois on pourrait convenir d'une somme fixe à verser annuellement par le Holstein en remplacement du produit de ses domaines, dont le Duché conserverait alors la libre disposition.

Le contingent militaire du Holstein devant former une armée séparée, l'administration centrale actuelle de la guerre cesserait également d'exister. Le matériel et les fortifications dans le Holstein deviendraient la propriété et seraient à charge de ce Duché. Les frais occasionnés par des dépenses militaires communes à toute la monarchie, notamment en temps de guerre, devraient être demandés et au *Rigs-Raad* et aux assemblées législatives du Holstein et du Lauenbourg. En temps de paix, le Roi aurait le droit de faire cantonner des troupes Danoises dans ces Duchés, et d'appeler les leurs à tenir garnison dans la capitale et dans les villes du Royaume et du Slesvig. L'armée danoise resterait commune au Royaume et à ce dernier Duché, le ministère et le budget de la guerre de même ; celui-ci serait voté par le *Rigs-Raad*.

La marine de guerre resterait commune à toute la monarchie, et son administration continuerait, comme par le passé, à être concentrée dans la capitale, et auprès du ministère de la marine. Cependant, il serait possible d'en séparer les services qui y sont actuellement réunis, sans appartenir par leur nature à la marine de guerre proprement dite ; tels que ceux des phares et pilotes, lesquels pourraient sans inconvénient être localisés dans les différentes parties de la mo-

narchie. La conscription maritime restant la même dans toute la monarchie, la levée du contingent à fournir par le Holstein devrait être votée par la représentation de ce Duché.

Les affaires communes à toute la monarchie ainsi circonscrites, il s'agirait d'établir le budget normal, qui resterait invariable, et ne pourrait être modifié que d'un commun accord entre le *Rigs-Raad* et l'Assemblée législative de Holstein.

Les dépenses communes seraient la liste civile et celles afférentes aux trois ministères qui resteraient communs; savoir ceux des affaires étrangères — comprenant les agents diplomatiques et consulaires à l'étranger —, de la marine, duquel on séparerait le service des phares et des pilotes, — et celui des finances, qui comprendra le service de la dette, la caisse centrale des revenus des domaines et autres capitaux, les administrations centrales des postes, télégraphes et douanes. En prenant pour base les dépenses votées pour le dernier exercice (1860 à 1862) on pourrait fixer approximativement le nouveau budget normal aux chiffres suivants :

	Riksdalers.
Liste civile et apanages.....	1 200 000
Ministère des Affaires Étrangères et Secrétariat d'État.....	500 000
Ministère de la marine.....	1 755 000
— des Finances.....	250 000
Pensions.....	1 500 000
Dette publique.....	5 750 000
Douanes.....	420 000
Postes.....	1 260 000
Télégraphes.....	130 000
Révision.....	45 000
Dépenses extraordinaires (mémoire).....	—
Total.....	<u>12 810 000</u>

Les recettes communes à toute la monarchie proviendraient des sources suivantes :

	Riksdalers.
Revenus des domaines.....	1 750 000
— d'autres capitaux.....	500 000
— du fonds d'Oresund.....	1 200 000
Revenu brut des douanes.....	9 000 000
— des postes et télégraphes.....	1 900 000
— de la loterie.....	100 000
— net des colonies.....	40 000
Contribution du Duché de Lauenbourg aux dépenses communes de la monarchie.....	330 000
Total.....	<u>14 820 000</u>

Il resterait ainsi un surplus de recettes de 2 millions de riksdalers,

dont une partie serait employée à des dépenses extraordinaires et le reste réparti entre les diverses parties de la monarchie, en raison du chiffre de leur population.

Les dépenses extraordinaires ainsi que tout changement à introduire dans les chiffres du budget normal devraient naturellement être votées par le *Risg-Raad* que par la Diète du Holstein, chacun pour sa quote-part. Il ne paraît pas à prévoir que la Diète du Holstein veuille systématiquement refuser sa part aux dépenses communes extraordinaires, ni aux augmentations permanentes du budget normal de la liste civile, de la diplomatie ou de la marine, dont la nécessité serait reconnue par le *Risg-Raad*. Si l'expérience démontrait l'impossibilité d'un accord entre ces deux assemblées, alors il faudrait sans doute convenir d'une contribution au budget commun, fixé une fois pour toutes, de la part du Duché de Holstein, lequel serait alors placé envers le reste de la monarchie dans la même situation que le Duché de Lauenbourg.

---

Telle serait, dans ses principaux traits, l'organisation nouvelle à introduire dans la Monarchie danoise, en ce qui concerne les affaires communes à toutes ses parties. Il reste à examiner quelle devrait être, sous l'empire de cette nouvelle constitution d'ensemble, la position de chacun des Duchés, en ce qui concerne ses affaires particulières, ainsi que la nature des liens qui subsisteraient encore entre les diverses parties de la monarchie, en dehors des intérêts communs à toutes.

---

Si la réorganisation de la Monarchie danoise, en assurant son intégrité et son indépendance de toute influence étrangère, doit avoir pour résultat en même temps de mettre un terme aux différends, qui n'ont que trop longtemps subsisté entre Elle et la Confédération Germanique, ce but ne saurait être atteint que si l'on accorde aux Duchés qui font partie de cette Confédération, tout en étant réunis au Danemark, une position, qui, tout en maintenant leur part d'influence légitime sur les affaires communes de la monarchie, leur assure avant tout une complète autonomie en ce qui concerne leurs intérêts particuliers et leur administration antérieure.

Le Duché de Lauenbourg se trouve déjà à l'heure qu'il est dans une telle position. Son administration est complètement distincte de celle du reste de la monarchie, même pour les affaires communes, et il contribue aux dépenses communes en versant dans la caisse centrale l'excédant de ses recettes sur les dépenses annuelles de son budget particulier. Il ne fait point partie de l'unité douanière de la monar-



chie, et dans la nouvelle organisation il aurait son contingent de troupes à part.

C'est là une organisation très-simple qu'il serait désirable de pouvoir introduire également dans les rapports du Holstein avec le reste de la monarchie. Mais les relations multiples que l'union séculaire a créées entre ce Duché et le Danemark, sa situation géographique et ses intérêts maritimes ne permettent point de lui donner une position aussi distincte du reste de la monarchie qu'au Duché de Lauenbourg. Les intérêts matériels du Holstein rendront désirable le maintien de son union douanière avec le Danemark, et la protection due à ses côtes et à son commerce exigera sa participation aux dépenses et au contingent de marins à fournir à la marine de la monarchie. Il ne paraît point facile que l'on pût tomber d'accord sur une somme et un contingent fixes à fournir annuellement par le Holstein à la marine et aux autres dépenses communes : il semble plus naturel de demander à sa représentation nationale, qui ne saurait avoir aucun intérêt à le refuser, ce qui excédera, sous ce rapport, les prévisions du budget normal.

En outre de ses affaires particulières actuelles, l'administration proprement dite, la justice, les cultes et l'instruction publique, — le Holstein aurait désormais l'administration de ses domaines et son corps d'armée à part. La Diète de ce Duché aurait le droit de voter sa part contributive aux dépenses communes qui excéderaient les prévisions du budget normal, tout comme l'assemblée législative du Danemark et du Slesvig, et sa participation aux affaires qui deviendraient l'objet de délibérations communes serait assurée par l'élection d'un nombre de députés proportionné à sa population. Pour tout ce qui a rapport à l'administration et à la législation du Holstein, dans le domaine de ses affaires particulières, la Diète de ce Duché jouirait dorénavant des droits et privilèges dont sont investies les assemblées législatives dans les pays constitutionnels, et notamment du vote délibératif des lois et de celui de l'impôt, ainsi que du droit de contrôler l'administration financière. Mais en revanche il faudrait, en octroyant une nouvelle loi électorale, composer cette assemblée de manière à représenter réellement toutes les classes de la population, afin qu'elle ne fût plus, comme aujourd'hui, l'expression d'une minorité qui se trouve notoirement en contradiction avec les intérêts et les vœux de la totalité des habitants du pays. L'influence sur les affaires du Duché, concentrée aujourd'hui entre les mains de quelques nobles et prélats, devrait être exercée dans une proportion équitable par toutes les classes dont les intérêts ont le droit d'être représentés, et rien ne s'oppose à ce que la noblesse et le clergé y aient leur juste part. — Aux objections qui pourraient être élevées contre ce nouvel ordre des cho-

ses par la Diète germanique, auprès de laquelle la noblesse du Holstein, comme celle des autres pays Allemands a toujours trouvé une protection efficace, on pourra répondre que de pareilles réformes ont été opérées déjà dans plusieurs autres États de la Confédération, et notamment en Prusse, — et le Gouvernement prussien ne pourrait refuser son appui à une réforme qu'il a constamment patronnée dans les autres États contre les empiètements de la Diète fédérale.

L'Assemblée législative du Holstein une fois réformée, de manière à pouvoir être considérée comme l'expression des opinions de la population du Duché, le Gouvernement du Roi-Duc devrait aussi avoir le droit de la dissoudre, et de faire ainsi un appel au pays.

Le Duché de Holstein devrait aussi être mis en possession des mêmes droits et libertés publiques, dont jouit le Royaume de Danemark, tels que le droit d'association et de réunion, la liberté religieuse, de l'enseignement et de la presse, qu'il n'y aurait aucun motif de lui refuser dans l'état normal d'une organisation définitive.

Les affaires concernant l'administration particulière du Holstein seraient décidées par le Roi, sur la proposition du Ministre responsable de ce Duché, en dehors du Conseil commun des Ministres. Le Gouvernement danois ne pourrait voir aucun inconvénient à instituer un gouvernement local dans le Duché même, qui centraliserait l'administration, pourvu qu'on n'en tirât pas un argument pour en demander un pour le Slesvig aussi.

Les liens qui unissent aujourd'hui le Duché de Holstein au reste de la monarchie devant nécessairement se trouver relâchés, dans une certaine mesure, par suite de la situation séparée et autonome qui serait accordée à ce Duché, il s'ensuit que, par cela même, le Duché de Slesvig, pour la séparation duquel les mêmes raisons n'existent pas, se trouverait dans une union plus étroite avec le Royaume que le Holstein. Le Slesvig conserverait en commun avec le Royaume, en outre des affaires communes à toute la monarchie, l'armée et l'administration des domaines. Le *Rigs-Raad* continuerait aussi à fonctionner comme Assemblée législative commune au Slesvig et au Danemark. Des voix se sont déjà élevées, à l'occasion de l'abolition de la Constitution commune pour les Duchés de Holstein et de Lauenbourg, et s'élèveront sans doute encore contre l'existence de cette Assemblée, que beaucoup de personnes considèrent comme un rouage inutile, que l'on pourrait parfaitement supprimer en accordant aux Assemblées législatives particulières du Royaume et du Slesvig les attributions exercées aujourd'hui par le *Rigs-Raad*. Mais en outre qu'une telle séparation du pouvoir législatif dans les affaires communes à toute la monarchie entre trois ou quatre Assemblées, et dans celles communes au Royaume et au Slesvig entre deux, rendrait leur solu-

tion bien compliquée et difficile, notamment en ce qui concerne l'administration de la guerre, pour laquelle il serait presque impossible de fixer un budget normal correspondant aux besoins variés de ce service, et qu'il faudrait ainsi constamment recourir au vote de deux Assemblées différentes, la suppression du *Rigs-Raad* serait non-seulement excessivement impopulaire en Danemark, mais diamétralement opposée aux vœux qui dans les derniers temps se sont prononcés avec une grande force en faveur du maintien d'une union plus étroite entre le Royaume et le Slesvig, et il est difficile de croire que jamais le Gouvernement danois pût consentir de plein gré à l'abolition de cette institution.

Ce à quoi le Gouvernement de Sa Majesté Danoise est considéré comme engagé en honneur, et ce qu'il faut qu'il remplisse pour pouvoir compter sur l'appui des Puissances amies dans l'applanissement de ses différends avec l'Allemagne, c'est d'abord à ne pas incorporer le Slesvig dans le Royaume, et ensuite à placer les deux nationalités, Danoise et Allemande, dans ce Duché, sur un pied de parfaite égalité, notamment en ce qui concerne l'emploi facultatif des deux langues.

L'autonomie provinciale du Slesvig paraît suffisamment garantie par le maintien de sa Diète particulière, qui devrait être investie du vote délibératif dans toutes les affaires de son ressort, et de celui des recettes et dépenses du budget particulier du Duché, ainsi que du droit de contrôler son administration financière. En même temps il faudrait octroyer à ce Duché une nouvelle loi électorale, basée sur des principes plus en harmonie avec ceux établis dans le Royaume, et assurant au Slesvig une véritable représentation des intérêts de ses habitants. De plus, le Gouvernement devrait avoir le droit de dissoudre la Diète du Slesvig. Il serait temps également d'accorder désormais à ce Duché la jouissance des libertés civiles et religieuses accordées déjà aux habitants du Royaume proprement dit, et notamment la liberté d'association, la liberté religieuse, de l'enseignement et de la presse; en supprimant les lois d'exception que les circonstances extraordinaires, qui ont succédé à la guerre civile, et l'agitation dont ce Duché a été le théâtre depuis lors, ont pu rendre nécessaires jusqu'ici, mais dont rien ne saurait justifier le maintien lorsqu'un état normal aura été rétabli et placé sous la garantie des Puissances européennes. Ces réformes sont indispensables, et l'on ne saurait assez insister là-dessus auprès du Gouvernement danois, afin que les Puissances puissent émettre une déclaration que le Roi de Danemark ayant désormais rempli toutes les promesses données en 1851 et 1852 relativement au Slesvig, aucune immixtion de la part de l'Allemagne dans les affaires de ce Duché ne sera tolérée à l'avenir.

Le Gouvernement danois attache une haute importance à la cessa-

tion complète des liens particuliers qui ont existé jadis entre les Duchés de Slesvig et de Holstein. La plupart de ces liens furent abolis lors de la reconstitution de la monarchie en 1852, et l'on tient beaucoup à faire disparaître ce qui en reste à l'occasion de la réorganisation dont il s'agit maintenant. On comprend facilement que l'on ne veuille plus laisser subsister dans le nouvel ordre des choses aucun lien politique entre les deux Duchés, et que l'on enlève au fameux *nexus socialis* de leurs noblesses tout caractère d'une institution politique reconnue par l'État. Mais que l'on veuille interdire entre les habitants des deux Duchés des associations d'une nature particulière, et dont le but avoué n'est pas en opposition avec l'ordre politique établi, ne paraît nullement compatible, ni avec les libres institutions que S. M. le Roi de Danemark veut accorder à tous ses sujets, ni avec les promesses que le Gouvernement de ce souverain a données à cet égard.

---

**Le comte Manderstrøm au comte de Wachtmeister  
à Londres<sup>1</sup>.**

Stockholm, le 29 décembre 1861.

Le Gouvernement de S. M. le Roi de Danemark nous a fait part de la dépêche qu'en date du 5 du courant M. le Comte de Bernstorff a adressée à M. le Ministre de Prusse à Copenhague<sup>2</sup>, en réponse aux ouvertures faites par le Gouvernement Danois pour un règlement de l'affaire du Duché de Holstein. Je ne doute point que cette pièce ne soit parvenue également à la connaissance du Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Je ne saurais vous cacher, M. le Comte, que c'est avec un sentiment de pénible surprise que le Gouvernement du Roi a vu, que loin de tendre la main au projet d'arrangement mis en avant par le Gouvernement Danois, celui de S. M. le Roi de Prusse, sans formuler d'une manière plus précise que depuis l'origine du dissentiment et jusqu'à ce jour, les exigences de la Confédération Germanique, en ce qui concerne le Holstein, ne s'est point borné à rejeter comme insuffisantes les propositions faites à l'égard de ce Duché, mais qu'en même temps il a mis en avant toutes ses anciennes prétentions sur le Duché de Slesvig. Nous avons auguré mieux de la reprise de ces négociations, et nous nous étions flattés qu'on se serait enfin rendu compte en Allemagne de l'impossibilité pour le Danemark d'admettre l'ingérence de la Confédération Germanique, ou de toute Puissance étrangère

1. Des dépêches identiques ont été expédiées sous la même date aux ministres du Roi à Paris et à Saint-Petersbourg.

2. Voir *Archives*, 1862, tome II, page 358.



quelconque, dans les affaires relatives aux parties de la monarchie, qui n'appartiennent point à la Confédération. En plaçant la question sur un terrain, que le Gouvernement Danois ne veut et ne peut admettre comme discutable, la Prusse nous paraît assumer la responsabilité de la rupture des négociations, qui nous paraît devoir devenir une suite immanquable de sa réponse. En mêlant à la question du Holstein, — à laquelle tout le monde reconnaît un caractère exclusivement Allemand, — celle du Slesvig, le Cabinet de Berlin lui imprime lui-même un caractère Européen, et nous paraît justifier un recours de la part du Danemark aux Puissances non-Allemandes signataires du Protocole de Londres, dans le but de sauvegarder son indépendance des atteintes dirigées contre cet État. Nous ignorons si le Cabinet de Copenhague croira devoir, dès à présent, se prévaloir d'un pareil recours, mais nous n'hésitons pas à dire qu'il nous paraîtrait complètement justifié par les circonstances. Nous aimons à croire que l'Allemagne ne pourra trouver dans le refus du Danemark d'entrer en négociation sur les intérêts d'une partie de cette monarchie, qui n'appartient point à la Confédération, un motif pour se porter à une exécution fédérale; mais si, contre notre attente, tel était le cas, une pareille conjoncture formerait, à notre avis, une atteinte trop flagrante à l'indépendance et à l'intégrité de la monarchie Danoise, pour ne pas réclamer l'attention la plus sérieuse et le concours le plus prononcé des Puissances qui s'en sont rendues garantes.

Le constant et sincère intérêt que le Roi a voué à un État limitrophe et allié, joint à l'immense importance qu'offre pour nous une question qui constitue un danger permanent pour la conservation de la paix et de la tranquillité dans le Nord, a inspiré à Sa Majesté le désir de chercher à amener dès à présent, entre les Puissances signataires du Protocole de Londres, une entente sur cette question, et c'est par son ordre que je vous invite, M. le Comte, à faire de la présente dépêche l'objet d'une communication à M. le Comte Russell, et de me faire part de l'opinion du noble Lord sur cette affaire.

En attendant, et dans l'état présent de la question, nous avons cru devoir faire connaître au Gouvernement de Sa Majesté danoise, qu'à notre avis la marche qu'il lui conviendrait d'adopter, serait de mettre à exécution le plan d'une séparation administrative aussi complète que possible du Holstein d'avec le reste de la monarchie, et de saisir le conseil suprême du Royaume d'un projet pour régler ces rapports; de bien prendre soin de réserver aux États du Holstein tout ce qui se rapporte à la législation de ce Duché et aux dépenses qui y deviendraient nécessaires en sus du budget normal; ainsi que de se prêter généralement en tout aux exigences de la Confédération Germanique pour ce qui regarde le Holstein.

Par contre, nous n'avons pu conseiller au Danemark aucune concession en ce qui concerne le Slesvig; mais nous n'avons pas manqué d'insister, en cette occasion, comme nous l'avons fait déjà, sur l'opportunité, aussitôt que les rapports avec le Holstein auront été définitivement réglés, d'accorder, *proprio motu*, et dans l'intérêt des sujets de Sa Majesté danoise dans cette province, dont le bien-être lui tient sans aucun doute à cœur à l'égard de celui de tous ses autres sujets, les réformes qui paraîtraient utiles et équitables. C'est là un point sur lequel nous ne pouvons nous permettre de trop appuyer, mais nous nous flattons que ces conseils, dictés par un intérêt amical, seront reçus par le Gouvernement Danois dans le même esprit que celui qui les a inspirés.

Vous êtes autorisé, M. le Comte, à faire lecture à lord Russell de la présente, et à en laisser copie, si Sa Seigneurie en exprimait le désir.

Agréez etc.

Signé : MANDERSTRÖM.

**Le comte Manderström au comte Hamilton, ministre du Roi  
à Copenhague<sup>1</sup>.**

(Extrait.)

Stockholm, le 12 janvier 1862.

Je crois devoir vous faire part, pour votre information, d'une dépêche du Ministre du Roi à Berlin, touchant l'accueil qu'y a trouvé la réponse Danoise du 26 décembre dernier. Il y avait tout lieu à s'attendre qu'on n'en serait pas très-content; mais il faut espérer qu'on y pensera à deux fois avant de rompre les négociations.

Nous osons nous flatter que les cabinets de Londres et de Paris useront de toute leur influence pour empêcher des complications, dont les suites pourraient devenir incalculables.

**Le comte Manderström à M. Jaerta à Berlin.**

Stockholm, le 27 février 1862,

M. le chargé d'affaires de Prusse est venu dernièrement, par ordre de son Gouvernement, me faire lecture d'une dépêche, qui lui a été adressée par M. le Comte de Bernstorff, au sujet de celle, qu'en date du 29 décembre de l'année passée, j'avais écrite aux Ministres du Roi à Londres, à Paris et à Saint-Petersbourg, et dont vous trouverez ci-

1. Des dépêches identiques ont été adressées le même jour aux ministres du Roi à Londres et à Paris.

près une copie. Cette dépêche étant parvenue à la connaissance de M. le Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Prusse, il a cru devoir exprimer combien son Gouvernement a ressenti la démarche, qu'il se plaît à qualifier d'étrange, du Gouvernement du Roi, et à rejeter sur lui la responsabilité de conseils qu'il a donnés à Copenhague, et qui, dans l'opinion de M. le Comte de Bernstorff, ont porté leurs fruits en encourageant le Cabinet de Copenhague à adopter des mesures qui tendent, de plus en plus, à la complète incorporation du Duché de Slesvig dans le Royaume de Danemark.

De mon côté, je ne saurais dissimuler, Monsieur, que le Gouvernement du Roi a quelque lieu d'être surpris et blessé de la vivacité témoignée en cette occasion par le Cabinet de Berlin, d'autant plus qu'il me paraît y avoir une erreur manifeste dans son appréciation de la démarche que nous avons faite, et dans laquelle il me paraît difficile de voir rien d'hostile contre la Prusse. Nous nous étions figurés que, pour cette Puissance ainsi que pour toutes celles qui attachent de l'intérêt à cette question, l'essentiel était d'en arriver à un arrangement satisfaisant pour les deux parties, et de nature à pouvoir être accepté et exécuté par toutes les deux, sans qu'aucune d'elles ne s'écartât d'engagements déjà contractés, ou n'abandonnât les droits souverains que tout monarque, jaloux de l'honneur de son pays, doit prendre à tâche de conserver. Je ne saurais voir en quoi les conseils donnés par le Gouvernement du Roi sont contraires à ces principes, ni en quoi ils peuvent blesser le Gouvernement prussien. — En ce qui concerne le Duché de Holstein, nous conseillons au Danemark de se prêter à toutes les exigences de la Confédération Germanique; quant à celui de Slesvig, nous conseillons des réformes utiles, équitables et propres à satisfaire les deux nationalités de ce Duché, et si nous différons avec le Gouvernement prussien sur la question du temps, à l'égard de l'adoption de ces dernières mesures, nous devons croire que nous nous trouvons d'accord avec lui sur la question de fait, puisque certainement le Gouvernement prussien ne saurait être opposé à ce qui serait de nature à satisfaire les habitants d'origine Allemande du Slesvig.

Si M. le Comte de Bernstorff a réellement entendu dire que nous encourageons le Danemark à incorporer le Slesvig, c'est là une imputation gratuite, et ceux qui l'ont induit en erreur à ce sujet, ne pourront apporter aucune preuve de cette assertion dénuée de tout fondement. Fidèle lui-même à sa parole donnée, le Gouvernement du Roi n'a jamais pu concevoir l'idée d'encourager qui que ce soit à rompre la sienne, et dans aucune des nombreuses communications auxquelles depuis quinze ans cette question a donné lieu, le Gouvernement du Roi n'a mis en avant aucune proposition qu'il ait à regretter. Depuis l'origine de cette affaire nos sentiments et nos opinions sont connus

au Gouvernement prussien : nous n'en avons jamais fait secret, et ils n'ont jamais varié. Ils sont de nature à pouvoir être exprimés hautement, franchement et sans détour; et je ne pense pas qu'on ait pu jamais nous taxer d'exagération ou de passion. Le but que nous poursuivons est tout simple : c'est le maintien de la tranquillité et de l'équilibre politique dans le Nord; et ces points nous touchent de trop près pour que nous n'ayons pas le droit de nous en occuper, à l'égal des autres Puissances signataires du protocole de Londres de 1852, qui garantit à la Monarchie danoise la possession du Duché de Slesvig. Nous nous abstenons soigneusement de toute ingérence dans la solution des affaires du Holstein, puisque nous reconnaissons que ce Duché est de la compétence exclusive de la Confédération Germanique : mais nous ne saurions admettre qu'il en soit de même des parties de la Monarchie danoise qui n'appartiennent point à la Confédération. Voilà pourquoi nous avons pensé que, pour mener à un arrangement mutuellement satisfaisant, ces deux questions devraient être traitées séparément, et malgré que notre avis n'ait pas rencontré l'assentiment des autres Puissances, nous ne pouvons nous persuader qu'il soit incorrect, et nous pensons pouvoir le maintenir en principe, jusqu'à ce qu'il nous paraisse démontré que ce mode d'arrangement rencontre des difficultés insurmontables dans la pratique. Nous ne pouvons nous rendre compte en quoi il puisse être considéré comme hostile à la Prusse, et quoique nous ne puissions nous flatter de voir cette Puissance partager nos idées à cet égard, nous ne voyons aucune raison pour que cette divergence d'opinion doive exercer une influence pernicieuse sur les bonnes relations qui subsistent entre les deux Gouvernements. Nous ne pouvons nous imaginer que tel puisse être le cas : nous le regretterions sincèrement, mais au moins aurions-nous la conscience de n'avoir point provoqué un état de choses aussi contraire à nos désirs.

Je vous engage, Monsieur, à vous prononcer en ce sens vis-à-vis de S. Exc. M. le Comte de Bernstorff : Vous êtes autorisé à lui faire lecture de la présente dépêche.

Agréé etc.

*Signé* : MANDERSTRÖM.

---

**Le comte Manderstrøm au comte de Platen à Londres.**

Stockholm, le 6 mai 1862.

Par le bateau, expédié ce matin pour Stettin, je vous ai fait part d'une dépêche de Lord Russell, du 16 Avril<sup>1</sup>, au sujet de la question

1. Voir ci-contre, p. 167.



du Slesvig, et ayant pû prendre aujourd'hui les ordres du Roi à ce sujet, je m'empresse de les porter à votre connaissance.

Je dois remarquer d'abord que, dans un entretien que j'ai eu hier M. Jerningham, ce Ministre m'a dit qu'il n'avait reçu aucune autre instruction que celle qu'il m'avait communiquée, et qu'ainsi il ne pouvait me fournir les renseignements ultérieurs que je crus pouvoir lui demander. Il m'a expliqué comment le courrier qui a apporté cette dépêche était resté, par suite de circonstances fortuites, fort longtemps en route, — retard qui nous a contrarié tous les deux, — et en exprimant l'intention de le réexpédier demain matin à Londres, il a bien voulu m'offrir cette occasion pour vous faire parvenir mes dépêches, offre dont je me suis empressé de me prévaloir, afin d'accélérer, autant qu'il dépend de moi, la réponse que nous devons au ministère britannique.

Le Roi voit avec satisfaction le Gouvernement de Sa Majesté Britannique proposer une démarche qui aurait pour but d'éclaircir une situation que les Puissances Allemandes semblent avoir pris à tâche, dès l'origine du différend, de rendre aussi obscure que possible, et à la suite de laquelle une réponse franche et nette, démontrerait au moins à quoi il faut s'en tenir sur les intentions de la Confédération Germanique par rapport au Duché de Slesvig et à la Monarchie danoise. Le Roi partage entièrement l'avis du Cabinet de Londres que la teneur des communications faites à Copenhague par l'Autriche et la Prusse, ainsi que la résolution adoptée le 27 Mars dernier par la Confédération Germanique, imposent aux Puissances non Allemandes, qui ont pris part au Traité de Londres de 1852, le devoir de veiller à ce que l'intégrité de la Monarchie danoise ne soit pas mise en péril ou détruite. Le Roi éprouve d'autant moins d'hésitation à se joindre à ces vues, que, par les communications antérieures qui ont eu lieu entre les deux Cabinets, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a pû s'apercevoir que depuis longtemps déjà les prétentions, mises en avant par l'Allemagne, ont formé un sujet de vive appréhension pour Sa Majesté, et qu'elle a prévu que les Puissances signataires du Traité de Londres auraient à s'en occuper.

Quoique nous n'en ayons point été informés, il nous paraît indubitable que la communication faite à ce sujet au Gouvernement du Roi, aura été adressée également aux Cabinets de Paris et de St.-Petersbourg, puisque c'est là une conséquence qui découle tout naturellement du principe sur lequel le Gouvernement de Sa Majesté Britannique fonde le droit de la Grande-Bretagne, de la France, de la Russie et de la Suède d'intervenir dans cette question internationale. Il nous serait d'autant plus précieux d'être renseignés à cet égard qu'il nous paraît évident qu'une démarche identique de la part des quatre Puis-

sances aurait encore plus de poids, en témoignant de l'accord qui règne entre elles au sujet de cette question. Ainsi, quoiqu'en ne voulant point subordonner sa décision à celles que pourront adopter la France et la Russie, le Roi désirerait cependant vivement connaître leur opinion, et je vous engage, Monsieur le Comte, à chercher à vous informer à ce sujet, et à m'en instruire aussitôt que faire se peut, et au moins en substance, au moyen du télégraphe. — Aussitôt que nous soyons renseignés là-dessus, — et à moins d'objections trop graves de la part de ces deux Puissances, que je ne saurais prévoir, — les Ministres du Roi à Berlin et à Vienne recevront l'ordre d'adresser à ces deux Cabinets les trois demandes formulées dans la dépêche de lord Russell du 16 du mois passé.

Vous voudrez bien également demander au noble lord de quelle manière il entend que cette communication soit faite. Croit-il qu'elle devra être collective ou simultanée? que les notes devront être identiques ou bien conçues seulement dans le même sens? En ce qui est de la forme, nous sommes parfaitement disposés à nous régler sur ce que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique croit le plus convenable, et sur ce qui aura pû être convenu avec les autres Puissances concernées.

Vous savez que notre Ministre à Francfort, accrédité également à Bruxelles, réside actuellement dans cette dernière ville : mais rien n'empêcherait qu'il ne reçût l'ordre de se rendre à Francfort, pour s'acquitter de la communication qui lui serait prescrite.

En exprimant à lord Russell tout le prix que le Roi attache à cette ouverture amicale du Gouvernement de Sa Majesté Britannique et à l'intérêt pour le maintien de l'équilibre politique dans le Nord, dont elle offre un témoignage satisfaisant, vous voudrez bien, Monsieur le Comte, employer vos efforts pour accélérer la réalisation d'une démarche dont nous attendons les meilleurs résultats.

Agréé etc.

*Signé : MANDERSTRÖM.*

---

**Le comte Manderström au comte de Platen à Londres.**

Stockholm, 12 octobre 1862.

Nous apprenons, de plus d'un côté, que lord Russell s'est occupé dernièrement d'un projet d'organisation de la Monarchie danoise, dans le but d'aplanir le différend entre le Danemark et l'Allemagne, et que les bases de ce sujet ont été portées préalablement et d'une manière confidentielle à la connaissance des Cabinets de Berlin, de Paris, de St.-Pétersbourg et de Vienne, avant d'être communiquées à celui de

Copenhague sous la forme de conseils à donner à ce dernier pour un règlement définitif et satisfaisant de la question en litige.

Le Gouvernement du Roi ne saurait être que reconnaissant de l'intérêt bienveillant que porte celui de Sa Majesté Britannique à cette affaire, et ne met point en doute, un seul instant, les vues élevées et impartiales qui auront infailliblement dicté les conseils que veut donner lord Russell. Ceux-ci, cependant, ne nous étant connus que par un résumé fort restreint, il nous est impossible de juger en combien ils pourront offrir au Gouvernement Danois cette utilité pratique, qui seule pourra motiver leur adoption de sa part. Nous n'hésitons pas à dire que dans leur ensemble, tel qu'il nous a été représenté, nous nourrissons quelque appréhension sur la possibilité de leur mise à exécution en Danemark, de même que, peut-être, quant à leur adoption pleine et entière du côté de l'Allemagne. Nous pouvons nous tromper; mais nous craignons que l'édifice de la monarchie entière,—du *Heelstaat*, comme disent les Danois,—qu'on tâche de reconstruire, ne pèche trop essentiellement par la base pour que les fondements puissent jamais devenir bien solides.

D'un autre côté, les nouvelles qui me parviennent de Copenhague m'affirment positivement que M. Hall, qui depuis longtemps s'occupe d'un projet pour la réorganisation de la Monarchie Danoise, — œuvre soumise à de grandes difficultés et qui a exigé une étude préparatoire prolongée, — a déclaré que ce projet allait être incessamment achevé, et qu'il avait l'intention d'en faire part aussitôt aux Puissances amies et alliées du Danemark, dans le but si désirable d'obtenir en sa faveur leur assentiment. Cette nouvelle organisation devra être fondée sur une séparation administrative complète du Duché de Holstein du reste de la monarchie : elle devra donner pleine satisfaction à toutes les exigences de la Confédération Germanique en ce qui concerne ce Duché, et remplir en même temps, tous les engagements pris à l'égard de celui de Slesvig.

Dans cet état des choses, il a paru au Gouvernement du Roi, que si deux projets d'arrangement venaient ainsi à se croiser, ils pourraient facilement se traverser, et que le résultat attendu de l'un comme de l'autre pourrait en être compromis. Ce ne serait point là, évidemment, l'intention du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, qui ne repose que sur le désir d'amener un arrangement propre à satisfaire les deux parties. Me fondant sur cette supposition, qui pour moi est incontestable, je crois devoir vous engager, Monsieur le Comte, à fixer l'attention de S. Exc. lord Russell sur ce point, en lui soumettant, de la part de votre Gouvernement, ces idées sur l'opportunité de surseoir à la communication officielle de ce projet jusqu'à ce que le Gouvernement Danois ait eu l'occasion de porter à la connaissance du Gouver-

nement de Sa Majesté Britannique, ainsi qu'à celle des autres Gouvernements alliés et amis, le projet que lui-même a élaboré. Il s'entend que ce dernier ne devrait pas tarder à être présenté, et que le délai proposé au Gouvernement Britannique ne pourrait être prolongé au delà du terme de peu de semaines.

Vous êtes autorisé, Monsieur le Comte, à faire lecture de la présente à M. le Comte Russell, et à en laisser une copie entre ses mains, si Son Excellence en exprimait le désir.

Agréé etc.

*Signé* : MANDERSTRÖM.

---

**Le comte Manderström au baron de Wedel-Jarslsberg,  
Ministre du Roi à Saint-Pétersbourg,**

*(Extrait.)*

Stockholm, le 30 décembre 1862.

M. Daschkoff vient de me communiquer dernièrement une dépêche de M. le Prince Gortchakoff, en date du 1<sup>er</sup> de ce mois, v. st., par rapport au différend entre le Danemark et la Confédération Germanique, et dont j'ai l'honneur de vous transmettre ci-après une copie.

Je vous engage, Monsieur le Baron, à profiter de la première occasion pour exprimer à S. Exc. M. le Vice-Chancelier toute la reconnaissance du Gouvernement du Roi de cette communication si bienveillante et si amicale. Ainsi que le remarque cet homme d'État, nous avons souvent échangé, avec le Cabinet Impérial, pendant la longue durée de ce regrettable différend, des explications à ce sujet, et nous nous félicitons sincèrement de nous être, la plupart du temps, rencontré avec ce Cabinet dans les vues que nous lui avons exposées, ou dont il a bien voulu nous faire part. M. le Prince Gortchakoff ne se trompe point en supposant que nous suivons toujours les phases de cette question avec cette même sollicitude que commandent non-seulement nos sentiments pour une Puissance amie et voisine, mais aussi nos propres intérêts, et il vient de donner, lui-même, une preuve de celle qu'il voue à cette affaire, en nous entretenant aujourd'hui de sa situation actuelle, et des ouvertures faites par le Cabinet de Sa Majesté Britannique pour en amener une solution, à la réussite de laquelle, plus que toute autre Puissance tierce, nous sommes intéressés, et que nous serions heureux de voir aboutir. Nous sommes sensibles à la confiance que nous témoigne le Gouvernement Impérial, en nous faisant part de ses vues et de ses démarches, et ce serait mal y répondre que de ne point aller à sa rencontre avec une pleine et entière franchise. Si nous ne sommes pas assez heureux pour pouvoir partager de tout point les vues du Gouvernement Impérial, nous nourrissons cependant l'intime conviction d'être, au fond, du même avis, malgré



quelque différence d'opinion sur les moyens de parvenir au but qui fait l'objet commun de nos vœux.

Les propositions du Cabinet de Londres n'ayant point été communiquées au Gouvernement du Roi, il n'a point eu jusqu'ici à se prononcer sur elles. Se voyant maintenant dans le cas de le faire, par suite de la communication du Gouvernement Impérial, il n'hésite point à déclarer qu'il ne saurait qu'entretenir des doutes fort sérieux, — non sur les intentions bienveillantes du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, dont il est intimement persuadé, — mais sur la parfaite justesse des vues qu'il a énoncées, tant sous le rapport de la stricte équité, que sous celui de la possibilité d'exécution pratique.

En cherchant à régler, au moyen du Protocole de Londres de 1852, cette affaire épineuse, les Puissances signataires, — dans l'opinion du Gouvernement du Roi, — avaient pour objet, non-seulement de garantir, dans un but d'utilité européenne, l'intégrité de la Monarchie Danoise, mais aussi cette parfaite indépendance de toute ingérence étrangère, qui forme la première condition de l'existence d'un État, reconnu comme faisant partie du concert européen. Nous connaissons les engagements contractés, à la même époque, par le Danemark envers les deux grandes Puissances Allemandes, et il est bien loin de notre façon de penser de pouvoir concevoir l'idée qu'ils ne doivent point être respectés. Mais nous pensons qu'il ne convient point de leur donner une interprétation forcée, de manière à leur accorder une signification, à laquelle jamais un Gouvernement quelconque n'aurait pu consentir, sans abdiquer en même temps son indépendance et cesser de vivre de sa vie propre. Il est entendu que le Duché de Slesvig ne devra point être incorporé au Danemark, et que les sujets de race Allemande de ce Duché doivent jouir des mêmes droits et immunités que les sujets de race Danoise.

En ce qui concerne la possibilité pour le Gouvernement Danois de pouvoir marcher avec des représentations séparées dans les quatre parties distinctes de la monarchie Danoise, dont l'assentiment serait nécessaire pour le vote des dépenses communes à la monarchie entière, nous sommes forcés d'exprimer notre appréhension quant au résultat pratique d'une pareille combinaison. Il se peut que nous nous trompions, et nous devons dire que l'avis d'une Puissance qui jouit de la plus longue expérience de la vie parlementaire, est pour nous d'un grand poids; mais en fondant nos observations sur la pratique du régime constitutionnel, telle qu'elle existe chez nous-mêmes, nous ne saurions arriver à partager la même conviction.

Il est une autre circonstance, à laquelle il nous paraît que l'on n'a point prêté, peut-être, une attention suffisante : ce n'est point seule-

ment la possibilité pour le Gouvernement de Sa Majesté Danoise d'accepter ces propositions, mais aussi celle de les faire agréer au peuple Danois. Celui-ci considérera-t-il les avantages qu'on veut lui assurer comme équivalant au sacrifice qu'ils lui imposeraient d'une Constitution à laquelle il est sincèrement attaché? Tout porte à croire que cette question devra être négativement résolue, et c'est là, cependant, une considération qu'aucune des Puissances qui s'intéressent au règlement de cette affaire ne refusera de mettre dans la balance.

Il n'entre pas dans mon idée, comme il n'est pas de ma compétence, de me livrer à un examen détaillé des propositions du Cabinet de Londres : ce que je viens d'en dire suffira pour convaincre le Gouvernement de S. M. l'Empereur de Russie que celui du Roi n'a pu être surpris en ne les voyant point acceptées par le Cabinet de Copenhague. Nous n'avons point influé sur ses déterminations à cet égard; mais nous les avons présagées d'avance. Ce n'est pas à dire que nous considérons ces propositions comme de tout point rejetables; loin de là, nous pensons qu'au moyen de modifications nécessaires, elles offrent des éléments précieux d'un arrangement satisfaisant. L'excellente intention qui a présidé à cette œuvre ne saurait être méconnue, et nous y puisons l'espoir que les Gouvernements intéressés au maintien de la paix et de la tranquillité dans le Nord, qui forment l'objet de tous nos vœux, s'efforceront de convenir de termes acceptables aux deux parties. Si, de notre côté, nous pouvions y contribuer, rien ne nous serait plus cher : ce que nous pouvons promettre, c'est que nous ne négligerons rien pour tâcher de détourner le Danemark de toute détermination extrême : l'intérêt que nous avons à ne point voir se produire un pareil état de choses, est le meilleur garant de notre sincérité et de notre bonne volonté à cet égard.

En exprimant à S. Exc. M. le Vice-Chancelier la vive reconnaissance que j'éprouve des renseignements qu'il a bien voulu me faire parvenir, Vous lui ferez part, en même temps, de mon regret de ne pouvoir entrer entièrement dans ses vues, ainsi que de mon espoir qu'il voudra bien prendre connaissance, avec la haute sagesse et la véritable impartialité qui le distinguent à un degré si éminent, des considérations que, par Votre organe, je me permets de lui soumettre.

Je Vous invite, Monsieur le Baron, à faire lecture à M. le Prince Gortschakoff de la présente; rien ne s'oppose à ce que Vous en laissiez une copie entre ses mains, si Son Excellence en exprimait le désir.

---

**Le comte Manderstrøm au comte de Hamilton  
à Copenhague.**

Stockholm, le 21 janvier 1863.

M. le Ministre de Danemark m'a entretenu hier de l'impression produite sur S. Exc. M. Hall par la dépêche, qu'en date du 30 décembre dernier, j'ai adressée à M. le Baron de Wedel-Jarlsberg, et dont Vous avez fait lecture à M. le Président du Conseil, qui avait été péniblement affecté de quelques expressions concernant le Duché de Slesvig, auxquelles il avait supposé une extension capable de fortifier l'Allemagne dans ses prétendus droits de s'ingérer dans l'administration de ce Duché. J'ai dit à M. le Comte de Plessen que bien certainement mon idée n'a pu être de cette nature et que, sans parler des vues du Gouvernement du Roi, hautement et publiquement manifestées à toute occasion, à l'égard de cette affaire, les passages précédents de la même dépêche, où je parle des garanties que par le Protocole de Londres, les Puissances européennes avaient en vue d'offrir au Danemark, non-seulement quant à son intégrité, mais aussi par rapport à sa parfaite indépendance de toute ingérence étrangère dans ses affaires intérieures, me paraissaient offrir des preuves bien concluantes du contraire. En effet, quoique le Gouvernement du Roi puisse être fondé à désirer, que les réformes dans le Duché de Slesvig, dont le Gouvernement Danois a reconnu lui-même la nécessité, eussent pu être déjà mises à exécution, et quoique nous soyons persuadés que les avantages qui en eussent découlé pour le Danemark, eussent été bien plus considérables que les inconvénients qu'il redoute, cette circonstance, cependant, n'a jamais pu induire le Gouvernement du Roi dans l'erreur de confondre les engagements que S. M. le Roi de Danemark a contractés envers l'Allemagne et qui peuvent former l'objet de négociations, avec les promesses que Sa Majesté a faites, *proprio motu*, à ses propres sujets. Il m'a paru qu'un Gouvernement dont le Gouvernement Danois ne saurait suspecter les intentions amicales, pouvait fort bien énoncer à cet égard une opinion, dont il a entretenu plus d'une fois le Gouvernement Danois lui-même, sans mettre en question le droit de ce dernier Gouvernement de prendre seul une décision définitive à ce sujet, d'après son appréciation de l'opportunité de l'époque et des circonstances.

Si Vous voulez bien de Votre côté, Monsieur le Comte, offrir ces explications à M. le Président du Conseil, je me flatte que l'appréhension qu'a pu lui inspirer la dépêche en question, sera facilement dissipée.

Agréez, etc.

Signé : MANDERSTRÖM.

---

**Le comte Manderström au baron Adelsward,  
ministre du Roi à Paris<sup>1</sup>.**

Stockholm, le 27 janvier 1863.

M'étant trouvé dans le cas, dans une conversation que j'ai eue, il y a quelques semaines, avec M. Jerningham, d'énoncer mon opinion sur le fait que les propositions Anglaises du 24 septembre de l'année passée, au sujet de la question Danoise, n'avaient point été communiquées dans le temps au Gouvernement du Roi, M. le Ministre de la Grande-Bretagne vient de me faire part dernièrement d'une dépêche de lord Russell en date du 7 de ce mois, dans laquelle ce Ministre constate, que quoique, par des motifs spéciaux, les susdites propositions n'avaient point été communiquées, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique reconnaît pleinement que les Royaumes unis sont en droit de participer à toute négociation entre les Puissances européennes, relativement au Danemark et au Slesvig.

J'ai cru devoir, Monsieur le Baron, Vous en faire part pour votre propre information.

Agréez, etc.

*Signé : MANDERSTRÖM.*

1. Des dépêches identiques ont été adressées sous la même date aux ministres du Roi à Berlin, à Copenhague, à Londres, à Pétersbourg et à Vienne.

---



## DEUXIÈME PARTIE.

---

SUITE DES PRINCIPALES DÉPÊCHES ÉCHANGÉES DANS LA QUESTION DANO-ALLEMANDE, A DATER DU PRINTEMPS DE 1862 JUSQU'À LA RÉOLUTION DE LA DIÈTE DU 9 JUILLET 1863<sup>1</sup>.

---

**Le comte Russell aux Ministres d'Angleterre à Paris,  
Saint-Petersbourg et Stockholm.**

Foreign-Office, 16 avril 1862.

Les résolutions récemment adoptées à Francfort au sujet du Slesvig paraissent mériter au Gouvernement de S. M. l'attention des grandes Puissances de l'Europe.

La Confédération Germanique, dans sa séance du 27 mars, a adopté une résolution approuvant la conduite de l'Autriche et de la Prusse à l'égard du Slesvig. Votre Excellence se souvient que l'été dernier le Gouvernement de la Reine s'est interposé pour empêcher une exécution fédérale dans le Holstein et pour amener une négociation directe entre l'Allemagne et le Danemark sur les questions qui ont été si longtemps débattues.

Cette négociation a été retardée pendant quelque temps à cause du changement de Ministre des affaires étrangères à Berlin. Après que ce changement eut été effectué, le Danemark a fait ses propositions concernant les Duchés Allemands de Holstein et de Lauenbourg. Au lieu de répondre directement à cette ouverture et de dire si les propositions Danoises étaient suffisantes ou non, l'Autriche et la Prusse, qui étaient chargées de la négociation, ont déclaré que toutes les questions débattues, y comprises celles touchant le Duché Danois de Slesvig, devaient être arrangées en même temps.

Le Gouvernement de S. M. aurait préféré que ces questions eussent

1. Voir *Archives*, 1862, t. II, p. 351 et suiv.

été réglées successivement ; que les demandes de l'Allemagne concernant les Duchés Allemands eussent été satisfaites en premier lieu, conformément au droit et au pouvoir de la Confédération Germanique, et que les questions concernant le Slesvig eussent été soumises à un examen calme et impartial, seulement après que l'on aurait trouvé une base d'arrangement.

Le Gouvernement de S. M. craignait que les droits de la Confédération Germanique, touchant le territoire allemand, ne fussent confondus à un certain point avec la question du territoire danois, au sujet duquel l'Allemagne ne peut prétendre qu'à l'accomplissement des obligations internationales.

C'est là, paraît-il, ce qui a lieu dans ce moment, et la Diète de Francfort, en adoptant le rapport des comités, entre autres celui du comité d'exécution, a commencé par approuver en bloc les procédés de l'Autriche et de la Prusse touchant le Holstein, le Lauenbourg et le Slesvig. Il est vrai que la Diète trace une distinction et, qu'au sujet du Slesvig, elle semble admettre qu'elle n'a pas d'autre droit d'ingérence que celui qu'aurait toute autre puissance de demander réparation à une autre en raison de la violation de ses engagements. Mais cette distinction que les résolutions de la Diète ont l'air de faire est aussi vague que chimérique et peut servir de fondement à tous les procédés des Puissances non allemandes.

Quant au Holstein et Lauenbourg, le Gouvernement de S. M. admet sans réserve la juridiction de la Confédération. En agissant ainsi, le Gouvernement de la Reine se conforme à l'article III du Traité de Londres de 1852, ainsi conçu :

« Il est expressément entendu que les droits et obligations réciproques de S. M. le Roi de Danemark et de la Confédération Germanique, touchant les Duchés de Holstein et Lauenbourg, et les droits et obligations établis par l'Acte fédéral de 1815 ne seront pas affectés par le présent Traité. »

Mais en incluant Holstein et Lauenbourg dans cet article on a, par cela même, exclu le Duché de Slesvig.

Les Puissances non allemandes qui ont signé le Traité de 1852 sont tenues d'ailleurs de regarder au but de ce Traité. Dans le préambule il est déclaré que « le maintien de l'intégrité de la monarchie Danoise se rattache à l'équilibre européen, et qu'il est d'une haute importance pour la conservation de la paix. »

Il en ressort dès lors que la Grande-Bretagne, la France, la Russie et la Suède sont tenues de veiller à ce que, dans le cours de ces disputes, l'intégrité de la monarchie danoise ne soit ni détruite ni diminuée. Cela est d'autant plus nécessaire que plusieurs phrases des dernières Notes prussiennes et autrichiennes peuvent être interprétées

dans ce sens que l'intégrité de la monarchie Danoise est de moindre importance que le redressement des griefs du Slesvig.

Le Gouvernement de S. M. propose maintenant que les Gouvernements d'Autriche et de Prusse et le Président de la Diète de Francfort soient priés de déterminer :

1° Ce qu'ils entendent par les engagements du Roi de Danemark envers l'Allemagne en ce qui concerne le Duché de Slesvig ;

2° Sous quels rapports le Roi de Danemark peut être considéré comme ayant violé ces engagements ;

3° Si, en obligeant le Danemark à respecter les engagements allégués, les Puissances en question, nommément l'Autriche, la Russie et la Confédération Germanique ont en vue de détruire ou de diminuer en quelque façon l'intégrité de la monarchie Danoise. Si le Gouvernement de l'Empereur des Français consent à ce que ces questions soient posées, des instructions conformes seront envoyées aux Ministres de S. M. à Vienne, Berlin et Francfort.

*Signé : RUSSELL.*

---

**Le comte Cowley au comte Russell.**

*(Extrait.)*

Paris, 22 avril 1862.

Je n'ai pu communiquer à M. Thouvenel votre dépêche du 16 que ce soir. Il m'a dit qu'il répondrait par M. Flahault à la dépêche de Votre Seigneurie, après avoir pris les ordres de l'Empereur ; mais il a montré une grande répugnance pour les démarches indiquées.

---

**Dépêche du prince Gortschakoff au baron Brunow à Londres,  
en réponse à la dépêche du 16 avril.**

Saint-Petersbourg, 25 avril 1862.

Monsieur le Baron,

L'expédition que j'ai eu l'honneur d'adresser à Votre Excellence le 4, 16 avril s'est croisée avec des dépêches que, sous la même date, le comte Russell a fait parvenir à l'Ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Saint-Petersbourg et qui sont également relatives à l'affaire Dano-Allemande. Lord Napier a bien voulu me les communiquer, et je crois devoir les joindre à la présente.

En prenant connaissance de mes dépêches du 4/16 avril, le Ministre anglais aura déjà pu se convaincre qu'un parfait accord existe entre nos deux Cabinets sur la nécessité, pour les grandes Puissances de l'Europe, de prendre en sérieuse considération la situation où les der-

nières résolutions adoptées à Francfort-sur-Mein ont placé la question Slesvigoise proprement dite ; sur l'essai de la Diète d'étendre la compétence fédérale aux affaires intérieures du Duché de Slesvig ; sur la vraie signification du Traité conclu à Londres le 8 mai 1852 ; enfin, sur la tendance que trahissent certains passages des dépêches Austro-Prussiennes des 8 et 14 février à faire envisager les engagements de Londres comme conditionnellement contractés par les deux Cours allemandes et comme étant à leurs yeux de moindre importance que le redressement de leurs griefs concernant le Slesvig.

Le comte Russell rappelle que les Puissances non allemandes ont, d'accord avec l'Autriche et la Prusse, reconnu « que le maintien de l'intégrité de la Monarchie Danoise, lié aux intérêts généraux de l'équilibre européen, est d'une haute importance pour la conservation de la paix, et qu'en prenant des engagements formels en conséquence elles ont expressément réservé les droits et les obligations réciproques du Danemark et de la Confédération Germanique concernant les Duchés de Holstein et de Lauenbourg, » sans comprendre le Slesvig dans cette réserve ; et il pense que la Russie, la Grande-Bretagne et la France auraient plus particulièrement besoin de s'éclairer tant auprès des Cours de Vienne et de Berlin qu'auprès de la Diète Germanique sur leurs intentions éventuelles dans la poursuite de leur différend avec le Danemark. A cet effet le Ministre anglais propose d'adresser aux deux Puissances allemandes ainsi qu'à la Diète trois questions qui résument en quelque sorte l'ensemble de la situation actuelle de l'affaire Dano-Allemande et les incertitudes et doutes qui en résultent pour les autres Puissances amies du Danemark.

Le Cabinet Impérial se plaît à reconnaître, Monsieur le Baron, qu'une interpellation telle que le Comte Russell l'a formulée avertirait l'Allemagne que des tentatives que font deviner, sinon entrevoir plus clairement, ses réserves et ses insinuations, quelque vagues qu'elles soient d'ailleurs, ne passent point inaperçues chez les autres Grandes Puissances. Mais il nous paraît que pareil avertissement exprimé collectivement ne serait d'une utilité réellement pratique que lorsque les négociations qui se poursuivent encore, seraient définitivement rompues, et qu'il fallût renoncer à l'espoir de voir les parties arriver enfin à un arrangement à l'amiable sans une intervention plus directe des Puissances non allemandes. A en juger par une communication française que nous avons reçue tout récemment, et dont le Cabinet Britannique a, sans aucun doute, eu connaissance, celui des Tuileries inclinerait aussi pour l'ajournement de toute démarche collective, soit protestation, soit simple interpellation, qui engagerait prématurément les Puissances intervenantes au delà du but de conciliation qu'elles ont en vue.



J'aime à croire, M. le Baron, que ces considérations, que Votre Excellence voudra bien présenter à l'appréciation du Ministère Britannique, en lui donnant lecture et copie de la présente dépêche, seront accueillies par lui dans le même esprit qui les a dictées. Ainsi que le Comte Russell a bien voulu l'observer, il est essentiel que les grandes Puissances non allemandes se montrent parfaitement d'accord tant à Copenhague que vis-à-vis de l'Allemagne, dans l'affaire du Holstein et celle du Slesvig.

Recevez, etc.

*Signé : GORSCHAKOFF.*

**Lord Russell à lord Napier.**

*(Extrait.)*

Foreign-Office, 28 mai 1862.

Le Gouvernement de S. M. ne se soucie pas de faire les démarches qu'il a suggérées, sans la participation simultanée de la France et de la Russie. Le Gouvernement de S. M. est heureux de voir que le Gouvernement de l'Empereur de Russie attache la même importance que lui à l'indépendance et à l'intégrité du Danemark. Il est pleinement d'accord de renvoyer toute communication aux Puissances allemandes jusqu'à ce qu'il ait été requis par l'Allemagne ou le Danemark de prendre part à ces discussions. Le Gouvernement de S. M. ne désire point se mêler prématurément d'une affaire aussi ennuyeuse.

**Le comte de Bernstorff au comte de Brandebourg,  
Ministre de Prusse à Londres.**

Berlin, le 13 avril 1862.

M. le Comte,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-après copie d'une circulaire adressée par M. Hall, en date du 12 mars dernier, aux Missions de Danemark à Stockholm, à Paris, à Londres, à Saint-Pétersbourg et à la Haye<sup>1</sup>.

Cette pièce m'étant parvenue sous main, je puis ignorer l'inconvenance du ton et des expressions dont M. Hall a fait usage à cette occasion. Mais la violence du langage ne peut suppléer à la faiblesse de l'argumentation, et c'est pour la réfuter et replacer la question sur son véritable terrain que je viens vous faire cette communication.

Le Ministre danois commence sa dépêche par se féliciter de s'être toujours opposé « à l'extension des négociations pendantes avec les deux grandes Puissances allemandes à la question de savoir quels

1. Voir *Archives*, 1862, t. II, p. 377.

engagements le Gouvernement Danois aurait pris en 1851 à l'égard du Slesvig et à quel point ces engagements ont été remplis. Nous ne voulons pas, dit-il, écarter une discussion à ce sujet, tout oiseuse qu'elle soit d'ailleurs selon nous, mais nous nous opposons à ce qu'elle soit confondue avec des négociations relatives à un pays appartenant à la Confédération, parce que nous avons appris par l'expérience combien il est dangereux de ne pas poser en toute occasion de la manière la plus stricte les limites de la compétence Fédérale de la Diète germanique. »

Avant d'entrer en matière, je ne puis passer sous silence l'aveu significatif, échappé à M. Hall, que toute discussion au sujet des engagements que le Gouvernement danois a pris en 1851 et 1852 à l'égard du Slesvig sera oiseuse. En effet, l'expérience des dix années qui se sont écoulées depuis la conclusion des transactions de 1851 et 1852, n'a que trop démontré le manque de bonne foi avec lequel le Gouvernement danois s'est refusé constamment à remplir ses obligations. Nous pensons néanmoins que M. Hall aura l'occasion de changer d'opinion à ce sujet, et que ces discussions ne resteront pas aussi oiseuses qu'il paraît l'espérer.

Ensuite, pour ce qui concerne la compétence de la Confédération Germanique sur le Slesvig, les inquiétudes que l'adhésion de la Diète à la protestation de la Prusse et de l'Autriche du 14 février dernier semble inspirer au Ministre danois ne sont nullement fondées. Loin de là, le rapport de la commission de la Diète saisie de cette affaire est de nature à tranquilliser complètement M. Hall à cet égard. Il y est dit d'abord que le Gouvernement danois ne s'est pas borné à contester dans des pièces diplomatiques la valeur des stipulations de 1851 et 1852, mais qu'il s'est porté à des actes touchant le droit public qui sont de nature à être préjudiciables aux dites transactions; que les deux projets de loi soumis au conseil suprême au sujet d'une modification de la loi du 2 octobre 1855, concernant la constitution commune, tendent évidemment à altérer la position du Slesvig dans l'ensemble de la monarchie; que le Gouvernement danois ne semble pas avoir pris en considération comment ces mesures pourront se concilier avec les garanties données en 1851 et 1852. Le rapport continue qu'avec pleine raison les Puissances allemandes ont interposé la réserve du 14 février, et que la Commission recommande à la Diète d'y adhérer. Au reste les comités, y est-il dit, ne méconnaissant d'aucune manière que le Duché de Slesvig n'appartient pas à la Confédération Germanique, et que par cette raison la résolution de la Diète du 29 juillet 1852, n'en fait pas directement mention. Mais il ne s'ensuit pas, comme le Ministre danois a voulu établir dans les dépêches précitées, que la Diète germanique n'ait aucun droit relativement

à ce Duché Il s'ensuit seulement que ce droit de la Diète n'a pas le même caractère que celui qu'elle a relativement à Holstein. Dans tous les cas les transactions de 1851 et 1852, ont donné à ce droit une base conventionnelle et internationale. La Couronne de Danemark a pris des engagements par ces stipulations, non-seulement envers l'Autriche et la Prusse, mais au même degré et dans la même étendue envers la Confédération Germanique, au nom de laquelle les deux Puissances étaient chargées de négocier, à laquelle elles soumièrent le résultat de leur commission, et qui alors, par son arrêté du 29 juillet 1852, sanctionna la transaction en vertu de laquelle le différend entre le Danemark et la Confédération Germanique fut terminé.

Voilà la manière dont les comités de la Diète se sont prononcés, et le sens dans lequel la diète a donné son adhésion à la protestation du 14 février.

C'est absolument dans le même esprit que la Prusse s'est énoncée dans le temps. « Je suis tout à fait d'accord avec M. Hall, dit M. le baron de Schleinitz dans sa dépêche du 29 mai 1860, que la Confédération Germanique, aussi peu que tout autre Gouvernement, n'a en principe le droit de s'ingérer dans les affaires intérieures de l'indépendante Monarchie danoise, et par conséquent non plus dans celles du Slesvig. Mais est-ce à dire que, parce que les dispositions du Pacte fédéral allemand ne sauraient s'appliquer à ce dernier pays, la Confédération Germanique n'ait pas le droit de demander que les engagements internationaux dont le Danemark s'est chargé envers elle par rapport au Slesvig restent à tout jamais sans aucun effet? que le Danemark, parce que le Duché de Slesvig ne fait pas partie du corps germanique, soit libre de remplir ou de ne pas remplir les stipulations survenues entre lui et la Confédération relativement au Duché de Slesvig? Je doute, ajoute M. de Schleinitz, que M. Hall, ainsi que le contenu de sa dépêche pourrait le faire croire, ait en effet voulu établir ou soutenir une thèse aussi monstrueuse et aussi contraire aux premières notions du droit public. »

J'ai cité ce passage de la dépêche du 29 mai 1860, pour rappeler qu'à cette époque, comme aujourd'hui, nous n'avons pas donné lieu à des appréhensions dont M. Hall se dit pénétré relativement aux tendances d'empiétement qu'il accuse l'Allemagne de nourrir sur le Slesvig. Peut-être, au reste, ces inquiétudes sont-elles moins réelles qu'elles ne paraissent l'être, car la tactique du Gouvernement danois n'est pas nouvelle, de présenter cette question sous un faux jour et de prêter à l'Allemagne des vues qu'elle n'a pas, pour gagner les sympathies des Puissances non allemandes et se dérober, comme par le passé, aux obligations contractées. C'est ainsi que M. Hall, sous prétexte que la Diète aurait le dessein de traiter le Slesvig comme un

pays appartenant à la Confédération, ne veut discuter que séparément l'affaire du Slesvig et celle du Holstein. Mais les stipulations de 1851 et 1852 n'admettent point cette prétention, d'ailleurs impossible, puisqu'il s'agit d'assigner au Slesvig, comme aux deux Duchés allemands, la position garantie au Slesvig, comme au Holstein et au Lauenbourg, par les transactions de 1851 et 1852, et que, pour apprécier l'ensemble d'une organisation constitutionnelle, il ne suffit pas de s'occuper exclusivement de l'un ou de l'autre de ces pays, alors même que les propositions auraient été moins inadmissibles que ne l'ont été celles que M. Hall nous a présentées par sa dépêche du 26 octobre dernier. Et ce que je viens de dire ne s'applique pas moins à un état provisoire, par la raison que la connexité entre ces questions ne permet pas de discuter l'une sans traiter de l'autre. C'est là ce que l'Allemagne a le droit incontestable d'exiger, et il est évident que le Danemark, s'il persistait à s'y refuser, sous quelque prétexte que se fût, assumerait sur lui la responsabilité des suites qui en résulteraient.

Les considérations auxquelles se livre M. Hall au sujet de la portée des projets de loi soumis au Conseil suprême n'ont guère besoin d'être réfutées ici. Selon lui, la protestation du 14 février n'est qu'un pur prétexte.

« Le roi de Danemark, continue-t-il, a déclaré dans son discours du trône vouloir donner du développement aux institutions provinciales du Slesvig; est-ce là une preuve de l'intention de vouloir ôter à ce Duché sa position de province douée d'une administration et d'une représentation spéciales pour les affaires provinciales? »

Non, sans doute; c'est une preuve qu'on a l'intention de continuer à traiter le Slesvig comme une province danoise, ce qu'il n'est pas, et de priver ce Duché de la position qui lui est assurée par les stipulations de 1851 et 1852. Le Slesvig est en droit, comme le Holstein, de ne point être subordonné au Royaume. Ne l'est-il pas dans le Conseil suprême? Et, d'ailleurs, quel effet peut-on attendre du développement d'une administration qui déjà dans sa sphère d'action actuelle est devenue le fléau du pays? Sous ce rapport je me réserve de vous faire parvenir des renseignements ultérieurs en son temps, et je me bornerai à ajouter ici un mot sur une observation caractéristique de M. Hall.

« L'exclusion du Holstein de la constitution commune est uniquement, assure-t-il, l'œuvre de la Confédération, et la position du Slesvig et du Royaume, formant un ensemble constitutionnel, ne peut avoir été atteinte par cet acte d'autorité de la Diète. » C'est ainsi que parle sérieusement le Président du ministère danois. Est-ce donc la diète qui a empêché le Gouvernement danois de marcher dans une voie légale, et de soumettre la Constitution commune aux délibérations des États du Slesvig, du Holstein et du Lauenbourg? Et, si le



Gouvernement danois a promulgué cette constitution sans l'avoir soumise aux États des duchés, peut-on contester qu'elle n'a pas de base légale? Peut-on contester, en outre, que le contenu de cette Constitution est en contradiction manifeste avec les transactions précitées, et que par cette Constitution les duchés, loin d'avoir obtenu la position de parité qui leur est garantie, ont été subordonnés au Royaume? Et, s'il en est ainsi, comment ose-t-on dire que ce soit la Diète qui ait amené l'exclusion du Holstein de la constitution commune? En octroyant illégalement la Constitution commune, en subordonnant par cette Constitution les Duchés au Danemark, le Gouvernement danois n'a qu'à s'accuser lui-même des complications qui sont résultées.

M. Hall pense que ce qu'il appelle l'ensemble constitutionnel du Slesvig et du Danemark ne peut-être atteint par l'exclusion du Holstein et du Lauenbourg du Conseil suprême. Mais qu'est-ce que c'est que cet ensemble constitutionnel dont parle ce Ministre? On n'en trouve pas de trace dans les transactions de 1851 et 1852. Loin de là, il ne s'agit que d'une Constitution commune pour tous les pays réunis sous le sceptre du Roi de Danemark, et il n'est pas difficile à comprendre qu'elle a perdu son caractère et son but du moment que deux de ces pays n'en font plus partie, et que, par conséquent, elle a cessé d'être commune. Vouloir conserver cette institution pour le Danemark et le Slesvig, ce serait vouloir incorporer ce duché au Royaume, et en persistant dans cette voie le Cabinet de Copenhague romprait les stipulations conclues avec l'Allemagne.

Vous voudrez bien, Monsieur le Comte, vous inspirer de ces considérations pour rectifier les erreurs répandues par la Circulaire danoise, et vous rendre l'interprète, si l'occasion se présente, des vues que je viens de développer. Le mémoire ci-joint servira, d'ailleurs, à présenter sous son véritable jour la position de la Confédération Germanique relativement au Slesvig, et rien ne s'oppose à ce que vous en fassiez part au Gouvernement anglais.

Recevez, etc.,

*Signé :* BERNSTORFF.

P.-S. — J'avais à peine terminé ma dépêche que j'ai eu connaissance d'une nouvelle circulaire danoise ci-jointe en copie, et qui dépasse encore en invectives la circulaire précédente. Le contenu de cette pièce se trouve déjà suffisamment réfuté par la communication que je viens d'avoir l'honneur de vous faire, et je n'ai que peu de mots à y ajouter.

M. Hall s'efforce de démontrer que la Confédération germanique aurait l'intention de traiter la question du Slesvig comme une question Fédérale. Les termes mêmes de l'arrêté de la Diète prouvent le

contraire. Il est superflu de revenir sur ce point. M. Hall a beau jeter les hauts cris, il ne réussira point à imprimer à la politique de l'Allemagne un caractère qui lui est étranger, et à assigner à la Diète une position qu'elle n'accepte pas; mais il ne réussira pas non plus à embrouiller les choses et à se soustraire, par des exclamations de ce genre, aux engagements que le Roi de Danemark a pris et dont la Diète est en droit d'exiger l'accomplissement.

Au reste, pour ce qui concerne les formalités adoptées par la Diète à cette occasion, et auxquelles M. Hall semble attacher un si haut prix, il n'aurait pas eu besoin de se donner tant de peine pour obtenir que la protestation de la Diète fût remise au Cabinet de Copenhague par l'entremise des Représentants de Prusse et d'Autriche. C'est ce qui a eu lieu déjà, et, à l'heure qu'il est, M. Hall doit avoir eu la satisfaction de recevoir ce document par la voie qu'il a désignée comme la plus convenable.

En terminant, je ne puis passer sous silence la prétention renouvelée du Ministre danois, de qualifier le Slesvig de duché danois. Je dois maintenir la réserve que nous avons faite à cet égard par notre dépêche du 29 juin 1860, en déclarant que la dénomination du Duché danois ou de Province danoise pour le Slesvig est en contradiction ouverte avec la position qui revient à ce pays de droit et en vertu des stipulations internationales.

---

**M. Hall à M. de Bille, Ministre de Danemark à Londres.**

Copenhague, le 23 juin 1862.

Monsieur,

Le Ministre d'Angleterre à Hanovre a dernièrement, dans le courant d'une conversation, fait voir à M. J. de Bülow certaines propositions émanées de MM. A. de Blome et C. de Plessen, lesquelles propositions auraient été communiquées aux différentes Cours et nommément à celle de Saint-James. M. Howard a ajouté que, sans doute, le comte Russell les avait soumises au Gouvernement du Roi.

Quoi qu'il en soit du reste, cette dernière supposition est dénuée de fondement. Dans une dépêche du 26 mars, M. de Bille m'a parlé, il est vrai, d'une idée que M. de Kielmansegge avait suggérée à lord Russell, et qui, tout en laissant subsister le Rigsraad, comme Assemblée commune pour toute la Monarchie, et en respectant le principe d'une représentation d'après la population, ferait dépendre tout acte de législation commune de l'assentiment des deux tiers des voix dans le Rigsraad. Mais lord Russell ne trouvait pas que cette solution méritât d'être soumise par lui au Gouvernement du Roi, et il se

borna à la mentionner en causant sur la situation avec M. de Bille. Et lorsque plus tard j'ai cru qu'il convenait d'en toucher un mot à M. Paget, ce Ministre me dit qu'il reconnaissait parfaitement l'impossibilité d'un ordre de choses où une minorité quelconque, impuissante pour faire valoir d'une manière positive ses vues et ses idées, deviendrait pourtant le maître de la situation jusqu'au point de pouvoir rendre impossible, non-seulement toute amélioration, mais même la conduite ordinaire de l'administration.

Aussi suis-je bien loin de vouloir vous inviter à revenir dans vos entretiens sur ces propositions, que personne ne songe à soutenir, et je ne vous envoie ci-joint copie de cette pièce que comme une preuve curieuse des illusions auxquelles l'opposition holsteinoise s'abandonne encore, et de la confusion étrange de ses raisonnements, quand elle croit pouvoir se prévaloir de la correspondance diplomatique de 1851 et 1852, pour mettre en avant les prétentions qui sont formulées dans ce document.

On peut en effet imaginer, ou du moins on connaît deux différentes interprétations de cette égalité de droit qui fut énoncée dans la correspondance mentionnée comme devant former le principe fondamental de la Constitution commune à créer.

Nous croyons l'égalité réalisée dès que chaque citoyen, qu'il soit habitant du Holstein ou du Royaume, se trouve admis, dans la même mesure et aux mêmes conditions, à élire Représentants au Rigsraad, et que mille Holsteinois délèguent exactement le même nombre de députés à cette assemblée que le fait une quantité égale d'habitants du Royaume. L'interprétation opposée soutient, au contraire, que le Holstein, voir même le Lauenbourg, doivent envoyer, chacun, le même nombre de membres au Rigsraad que le Royaume, et elle ne recule pas devant l'inégalité qui en résulterait, et qui serait la plus extravagante des inégalités possibles, attendu que les 1 600 000 habitants du Royaume se trouveraient n'exercer pas une plus grande mesure d'influence que les 540 000 Holsteinois et même que les 50 000 Lauenbourgeois.

Ce sont là les deux seules interprétations auxquelles ce terme « égalité de droit » pourrait, à la rigueur, se prêter. Mais, pour la question de savoir par lequel de ces deux modes l'égalité désirée serait le mieux réalisée, c'est la résoudre. Personne ne s'aviserait, hors de l'Allemagne, de soutenir sérieusement que l'égalité de droits existerait là où un électeur holsteinois équivaldrait à trois électeurs du Royaume, et un Lauenbourgeois exercerait la même influence politique que trente-deux Danois.

Mais le choix une fois fait entre ces deux interprétations, il n'y a plus de place possible pour ces termes moyens que l'opposition

holsteinoise met en avant. Dès qu'on a reconnu que dans l'idée de la correspondance de 1851 et 1852, la représentation des différentes parties de la monarchie serait déterminée d'après la population, on est nécessairement amené à rejeter tous ces expédients qui viennent d'être proposés comme parfaitement arbitraires, et parce que tout fondement leur fait défaut. Que l'opposition holsteinoise dise ouvertement qu'elle aspire à une autre position pour le Holstein que celle qui revient à ce Duché conformément au principe reconnu dans la correspondance de 1851 et 1852, mais qu'elle ne s'attache pas à chercher un appui là où il n'y en a point d'ombre.

J'ai, etc.,

*Signé : G. HALL.*

---

**M. de Bernstorff au Ministre de Prusse à Copenhague,  
en réponse à la note de M. Hall du 8 mai.**

Berlin, le 27 juin 1862.

La circulaire ci-jointe en copie, adressée par M. Hall, en date du 8 mai dernier, aux Missions de Danemark à Paris, à Londres, à Saint-Pétersbourg et à Stockholm, n'est parvenue que récemment à ma connaissance.

Dans son langage et ses insinuations, cette pièce ne diffère pas de celles qui l'ont précédée; mais, cette fois-ci, ce document a été destiné à être communiqué officiellement aux Cabinets, et, ce qui plus est, il a déjà été rendu public par la presse.

Je crois donc ne pas devoir passer sous silence cette nouvelle manifestation danoise, qui ressemble fort peu à un acte diplomatique. Pour qui juge les choses d'un point de vue impartial, l'argumentation du Ministre danois n'a guère besoin de commentaire. Présenter les faits sous un faux jour, déplacer la question, prêter aux paroles un sens qu'elles n'ont pas, pour en tirer des conséquences à sa convenance, c'est là le stratagème que nous voyons mis en scène.

C'est ainsi qu'en citant le passage du rapport de la Commission de la Diète, où il est dit qu'il ne s'agit pas d'étendre l'exécution fédérale sur le Slesvig, le Ministre danois affirme que « cette observation ne le rassure que médiocrement, attendu que l'idée ne s'est jamais présentée à son esprit que l'exécution fédérale pût se faire dans un Pays non fédéral. »

Ce n'est donc plus de cela qu'il s'agit; mais voici ce qui préoccupe M. Hall :

« La combinaison irrégulière de deux questions d'une nature si diverse, *pourrait suggérer* à la Diète le projet d'une exécution dans le Holstein, comme un moyen propre pour forcer la main au Gouver-



nement du Roi à l'égard du Slesvig, et je regrette, assure-t-il, que les explications du rapport n'ont pu me convaincre de la superfluité de la protestation que nous avons formulée contre une exécution soi-disant fédérale, mais qui ne serait en réalité qu'une mesure coercitive d'une nature évidemment internationale. »

Le Ministre danois s'applique donc à démontrer non pas que la Diète veuille étendre son exécution fédérale sur le Slesvig, M. Hall n'y a jamais pensé, mais que la Commission saisie de l'affaire du Holstein, ayant été chargée de faire également son rapport au sujet de la protestation du 14 février, cette circonstance *pourrait suggérer* à la Diète le projet d'une exécution, non pas dans le Slesvig, mais dans le Holstein, pour forcer la main au Gouvernement danois à l'égard du Slesvig.

Cette thèse une fois établie, le Ministre danois proteste contre « une telle conséquence illégitime, et contre une exécution soi-disant fédérale qui serait d'une nature évidemment internationale. »

Ainsi, à en croire cet homme d'État, une exécution fédérale au sein même de l'Allemagne et dans un pays faisant partie de la Confédération Germanique, serait d'une nature internationale du moment qu'il plairait à quelque Ministre danois de supposer à la Diète tel ou tel dessein !

Je renonce à réfuter une doctrine de cette force.

En poursuivant, M. Hall développe ses vues sur le droit des gens. « Si les Souverains, s'écrie-t-il, préférèrent traiter leurs intérêts internationaux avec la Diète dans les formes fédérales, c'est leur affaire ; mais un pareil usage ne peut, en aucune façon, entraver ou obliger le Gouvernement danois dans l'exercice d'un droit qui lui appartient en vertu des premiers principes du droit international de l'Europe. »

La Diète a déjà statué sur ce point que le Ministre danois a exploité avec tant de chaleur.

Mais ce qui surtout a déplu à M. Hall dans le rapport de la Commission, c'est qu'il a relevé la connexité qui existe entre les affaires du Holstein et celles du Slesvig. A ce sujet, il se livre à une expectoration violente, « car, dit-il, tout en ayant l'air de ne vouloir que maintenir dans ce nouvel arrêté la position qu'elle a tenté de prendre dans l'arrêté précédent, la Diète s'attache néanmoins à arriver à une nouvelle étape de la route qu'elle s'est tracée ; et, bien qu'elle répète à plusieurs reprises dans son arrêté du 8 mai que ses prétendus droits à l'égard du Slesvig sont d'une nature internationale, elle essaye néanmoins de jeter une tout autre base pour l'avenir. Cette idée est exprimée incidemment et tout en passant, dans l'exposé des motifs, ainsi qu'il suit :

« Les affaires du Slesvig et celles du Holstein sont dans l'histoire

« aussi bien que dans le droit, de mainte manière connexes; elles se  
« suppléent mutuellement et se combinent, de sorte que certains rap-  
« ports communs entrent jusque dans le droit constitutionnel du  
« Holstein. Cette communauté entre le Duché allemand de Holstein et  
« le Duché danois de Slesvig, que la Diète proclame aujourd'hui, ne  
« se renfermera guère dans les établissements communs que la  
« patente Royale du 28 janvier 1852 admettait, en leur refusant  
« d'ailleurs tout caractère politique; car elle ne ressemble malheu-  
« reusement que trop aux principes Slesvig-Holsteinois, qui déjà  
« une fois ont troublé la paix du Nord. Les expressions du rapport  
« sont vagues, il est vrai; mais elles sont d'autant plus propres à  
« servir plus tard, et elles présentent un cadre assez large, qu'on  
« ne se fera pas faute de remplir dès que le moment opportun arri-  
« vera. »

Qu'y a-t-il donc de surprenant dans cette observation du rapport de la Commission? Que, lors de la conclusion de la paix, quelques institutions, quelques établissements sont restés communs aux deux Duchés, le Ministre danois en fait mention lui-même; que la législation concernant ces établissements est du ressort des États du Slesvig et du Holstein, que, par conséquent, c'est un droit constitutionnel des deux Duchés, M. Hall devrait le savoir. La connexité dont parle la Commission peut ne pas convenir au système du Ministère danois; mais elle n'en est pas moins incontestable, et s'élever contre un fait avec une véhémence que rien ne justifie, c'est trahir des tendances mal cachées sous le voile de ces accusations sans fondement. A toutes ces assertions du Ministre danois, les termes mêmes du rapport de la Commission et des arrêtés de la Diète opposent le démenti le plus formel.

M. Hall reproche à la Diète d'avoir combiné irrégulièrement les affaires des Duchés; mais il ne peut ignorer que ce reproche est sans aucun fondement, puisque la Diète n'a fait que se conformer au règlement en vigueur, attendu que les affaires du Holstein et du Slesvig ont de tout temps été traitées ensemble par les mêmes Commissions, et que nommément les négociations de 1851-52 ont été traitées de la même façon. Il saute donc aux yeux qu'il s'agit ici tout simplement d'une question de règlement, n'ayant d'autre but que de simplifier le maniement des affaires, et que par conséquent les insinuations de M. Hall semblent avoir un autre motif que celui qu'on a allégué. A cette occasion, je ferai observer que ce Ministre, pour appuyer sa tactique, ne cesse de représenter le Slesvig comme un pays danois; mais ce Duché, pour n'être pas un pays appartenant à la Confédération, n'est pas pour cela une province danoise, et c'est déplacer la question que de le qualifier ainsi; c'est se créer une base d'opé-

ration que nous ne saurions admettre, et qui ne s'accorde pas plus avec le droit public du Slesvig qu'avec les transactions de 1851-52.

J'arrive maintenant à un autre passage de la dépêche danoise. « Voyons un instant, dit M. Hall, à quoi nous a servi cette négociation que nous n'avons commencée qu'à cause des instances des Puissances amies, et pour laquelle nous avons fait le sacrifice du 29 juillet dernier. » Le temps viendra où tout le monde verra ce que c'est que ce sacrifice dont on ne craint pas de parler avec tant d'emphase, et que, dans un autre lieu, le Chef du Cabinet danois a fort bien défini, en disant, dans son discours du 15 avril dernier, que, par la concession du 29 juillet, pas un liard de moins n'est entré dans les Caisses de l'État.

En signalant à votre attention cette déclaration de M. Hall, je ferai mention d'un autre fait révélé par la dernière session du « Conseil suprême. » C'est que le Ministère danois a été autorisé, par trois ordonnances royales, à extraire du « fonds de réserve » la somme de 2 400 000 thalers environ, pour couvrir les frais d'armement de terre et de mer, et les dépenses pour l'ameublement d'un château royal. Le fonds de réserve est une caisse commune appartenant à tous les pays qui composent la Monarchie. Le Conseil suprême a approuvé ce procédé du Gouvernement ; mais le consentement à cette mesure n'a point été demandé au Holstein, pour lequel la Constitution dite commune, du 2 octobre 1855, n'est plus en vigueur, et qui, par conséquent, n'est pas représenté au Conseil suprême. Il s'ensuit que le Gouvernement danois a disposé arbitrairement de la quote-part qui revient au Holstein dans le fonds de réserve, et voilà un échantillon de la manière dont on a su rendre illusoire ce que M. Hall se plaît à appeler le sacrifice du 29 juillet.

Tout son récit relativement à la négociation pendant mérite la même appréciation. Les propositions du 26 octobre étaient, d'après son propre aveu, dans leur essence, les mêmes que les États du Holstein venaient de rejeter ; elles n'offraient pas même les garanties que la Diète, dans ses arrêtés du 8 mars 1860 et du 7 février 1861, avait exigées dans l'intérêt du pays. Il ne pouvait d'ailleurs être question d'un provisoire, dont la Diète avait déjà déterminé et la base et l'étendue. Nous n'aurions donc pu entrer en discussion sur les propositions du 26 octobre, que sous une seule condition, savoir : que le Danemark aurait voulu sérieusement amener une solution définitive de cette question, et c'est en ce sens que nous nous sommes adressés au Cabinet de Copenhague pour obtenir des éclaircissements sur ses vues et ses intentions à ce sujet, particulièrement pour ce qui concerne la position du Slesvig. Mais le Gouvernement danois, en re-

fusant toute explication sur ce point, est allé jusqu'à contester la valeur des engagements pris envers nous et la Confédération Germanique, en 1851-52, à l'égard du Slesvig; et, au milieu de ces discussions, il a soumis au Conseil suprême deux projets de loi ayant pour but d'apporter à la Constitution du 2 octobre 1855 des modifications qui devaient altérer sensiblement la position du Slesvig dans la Monarchie.

En agissant de la sorte, en nous faisant des propositions inacceptables, en créant pas à pas de nouvelles difficultés, le Gouvernement danois ne pouvait guère avoir l'intention de faciliter la négociation et d'en accélérer la conclusion. Aussi, sa dernière dépêche du 12 mars, loin de nous fournir les explications claires et positives que nous avions demandées, nous laisse encore dans la même incertitude, et ne peut servir qu'à embrouiller la question.

« Que les négociations ne sauraient continuer longtemps, si elles ne sortent de l'ornière où elles sont engagées; » c'est de toute évidence, et nous sommes parfaitement d'accord avec M. Hall sous ce rapport. Mais qu'est-ce qui empêche le Gouvernement danois de quitter la voie qui l'a conduit dans cette impasse? Qui est-ce qui le pousse dans une politique si contraire aux stipulations conclues, dans un système d'administration si peu conforme à la parole royale, à la justice, à l'humanité? Les plaintes sans cesse renouvelées des États du Slesvig et du Holstein n'ont-elles pas été entendues à Copenhague? En Allemagne elles ont eu du retentissement, et l'on ferait bien de ne pas prendre de la modération et de la longanimité pour de l'indifférence.

En terminant, M. Hall fait une espèce d'appel à l'Europe. Il semble méditer quelque mesure extrême, et réclame d'avance le concours des Puissances, en faisant allusion à des promesses qui lui auraient été faites sous ce rapport. Nous doutons fort qu'il en soit ainsi; mais vous voudrez bien, Monsieur, prendre des informations à cet égard, et faire part, en même temps, de cette dépêche au Gouvernement de Sa Majesté, etc.

Recevez, etc.

*Signé : BERNSTORFF.*

---

**Dépêche-circulaire de M. de Bernstorff en réponse à la dépêche de M. Hall du 12 mars 1862.**

Berlin, le 22 août 1862.

Messieurs,

Nous avons tardé quelque temps à faire connaître notre sentiment au sujet des explications que le Cabinet de Copenhague nous a adressées dans sa dernière dépêche du 12 mars dernier. Nous étions en



effet obligés de nous demander sérieusement, à quoi pouvait encore servir la continuation d'une correspondance qui semble faite pour amener non un rapprochement, mais bien plutôt un désaccord plus marqué, le Gouvernement Danois ne se déterminant pas à une énonciation sur ses intentions définitives. Cette fois encore, ayant à répondre à cette question simple de savoir : s'il reconnaît le caractère obligatoire des arrangements de 1852, tant en général qu'en particulier à l'égard du Slesvig, et s'il les accepte pour base des négociations ultérieures, il s'y soustrait en émettant des déclarations et des protestations ou vagues et abstraites ou contradictoires. Ainsi, quand M. le Ministre Hall admet, dans l'exorde de sa dépêche, que les négociations ont pour objet, entre autres, la position à titre égal des duchés d'Holstein et de Lauenbourg, égalité qui, suivant la nature des choses, ne saurait cependant être déterminée que par rapport à la position des autres fractions de la monarchie ; quand il exprime sa satisfaction de ce que la Prusse entend maintenir l'arrangement de 1852, ajoutant, comme une chose qui s'entend de soi, que le Danemark remplira toute obligation acceptée ; — et quand il déclare malgré cela devoir repousser toute immixtion du Duché de Slesvig, dans les négociations actuelles, nous ne savons pas de quelle manière concilier ces contradictions.

C'est pourquoi il nous est impossible, à notre vif regret, de considérer sa dépêche du 12 mars dernier comme un progrès fait dans la voie de l'arrangement ; et nous devons d'autant plus nous abstenir d'en apprécier le contenu que nous ne jugeons pas convenable de discuter des arguments qui ont souvent été réfutés, et repousser des reproches dont l'inanité nous semble démontrée. Ceci est vrai surtout de l'assertion qui a été répétée cette fois encore, mais qui, nous l'espérons, ne reparaitra plus dorénavant, savoir que la Confédération Germanique veut étendre sa compétence fédérale sur un pays qui ne relève pas de son autorité ; décliner sous ce prétexte toute négociation avec la Confédération sur le Duché de Slesvig, même celle qui s'appuie sur une base concertée et porte le caractère international : voilà ce qui ne réussira pas au Gouvernement danois.

Nous ne voulons pourtant pas encore cesser d'espérer un résultat heureux des négociations actuelles.

Le Gouvernement Danois n'ayant pas jusqu'ici touché le fond matériel de l'arrangement de 1852, et ne nous ayant pas fait connaître ses visées quant à la mise à exécution définitive de cet arrangement, nous allons essayer de nous approcher du but en faisant ressortir, de notre point de vue, quel est ce fond matériel, et montrer les exigences qui en résultent selon nous, et qui sont d'une nature très-simple et très-claire.

Nous ne ferons que poser dans ses traits principaux ce qui a été concerté des deux côtés, et indiquer les principes et les conditions essentielles qui en découlent pour la mise en œuvre. Quant à faire des propositions précises sur le mode d'exécution, voilà ce que nous ne pouvons regarder comme notre tâche. Mais nous n'entendons pas abandonner notre droit incontestable d'examiner si l'exécution donnée ou tentée par le Gouvernement danois répond ou non aux principes qui ont été arrêtés de part et d'autre.

L'arrangement de 1852 promet une position *indépendante et à titre égal* des différentes *fractions* de la Monarchie pour leurs affaires particulières, et énonce également pour les affaires communes une *réunion organique et homogène* de ces parties, de manière à former un tout dans lequel aucune partie ne devra être *subordonnée ni incorporée* à l'autre.

Il s'ensuit de là d'une façon irrécusable que le Duché de Slesvig ne doit pas être placé dans des rapports plus étroits avec le Royaume de Danemark qu'avec le Duché de Holstein, et qu'on ne doit arrêter aucune mesure par laquelle le Gouvernement ou la Représentation du Royaume pourraient prendre une influence quelconque sur les affaires intérieures et particulières du Duché de Slesvig.

Il en résulte ensuite qu'on ne peut enlever au Holstein sa légitime influence sur les affaires communes, et que sa participation à celles-ci ne peut-être restreinte à telle ou telle partie de la législation et à la votation de telle part contributive des crédits, mais que l'étendue de son droit, quant à la fixation du budget commun aussi bien que pour toutes les lois et mesures communes, doit être la même que celle accordée aux autres territoires.

Il va sans dire que la même chose a lieu pour le Slesvig ; déjà par le texte même de l'arrangement intervenu et sans tenir compte de l'influence indirecte que la position du Slesvig doit nécessairement exercer sur celle du Holstein, nous sommes fondés à maintenir cette exigence pour ce Duché aussi.

Des susdits principes, il faut encore nécessairement tirer cette conséquence que, dans les institutions destinées à amener et protéger la communauté d'organisation, tout principe doit être exclu qui, ainsi que celui du simple chiffre de population, détruit l'autonomie des différents territoires *considérés individuellement*, et confère la décision à une majorité numérique dont la domination pourrait être légitime dans une monarchie réellement nue. De quelque espèce que soit la Constitution commune, elle devra toujours contenir un correctif par le moyen duquel chaque territoire soit garanti contre un tel préjudice porté à ses intérêts par une majorité qui lui est étrangère. Ces mêmes principes sont applicables à la direction centrale de l'admi-

nistration. Le Ministère ne doit point se trouver dans d'autres rapports avec le Royaume qu'avec les Duchés, ni avoir une moindre responsabilité envers ces derniers qu'envers le premier. Le préjudice qui serait porté aux Duchés par la double position des Ministres danois a déjà été signalé par le dépêche autrichienne du 26 décembre 1851 ; et nous devons faire observer qu'il est contraire à la nature des choses et à l'esprit des arrangements en question qu'une des portions de la Monarchie ne soit point du tout représentée dans cette direction centrale ou du moins ne le soit pas par un organe qui lui appartienne par sa situation et ses intérêts personnels. Or, le Holstein et le Lauenbourg sont en effet privés d'un tel organe depuis assez longtemps.

A cet égard aussi, le Slesvig est tout à fait en possession des mêmes droits que le Holstein. Pas plus que ce dernier, le Slesvig ne doit prendre la position d'une *Province danoise* ; et cette qualification, dont on a plusieurs fois fait usage à l'égard du Duché de Slesvig, nous la repoussons comme entièrement inadmissible.

Nous voulons aussi rappeler au Gouvernement Danois que les institutions organiques doivent être obtenues par la voie légale et constitutionnelle, c'est-à-dire par le moyen des États consultatifs des Duchés de Holstein et de Slesvig, par les votes de la Diète danoise et par le concours du conseil des nobles et des bourgeois de Lauenbourg.

Nous rappelons en dernier lieu que les rapports communs *non politiques* des Duchés de Slesvig et de Holstein ont été expressément garantis par les négociations, qu'à cette occasion il a été tout spécialement tenu compte de la position de l'université de Kiel, et qu'il a été en même temps promis droits égaux et protection efficace à la nationalité allemande aussi bien qu'à la nationalité danoise.

Voilà quel est le fond essentiel des arrangements de 1852.

Montrer combien peu l'état actuel, c'est-à-dire après un espace de dix ans, répond à ces arrangements, combien au contraire en certaines parties il leur est opposé, c'est une tâche qu'on voudra bien nous épargner. Les rapports notoirement plus intimes du Slesvig avec le Royaume, la prépondérance qui est ainsi procurée à ce dernier, la subordination où le Holstein est maintenu à l'égard des affaires communes et notamment du budget, la dissolution systématique de toutes les relations naturelles de voisinage entre le Slesvig et le Holstein, le mépris des décisions concernant l'université de Kiel, le nombre excessif de fonctionnaires Danois dans l'administration slesvigoise et d'ecclésiastiques danois dans l'église et l'enseignement de ce Duché, et l'esprit général prévalant dans l'administration slesvigoise ; enfin la nationalité allemande opprimée et la véritable situation des choses méconnue et lésée par l'édit concernant les langues, — ce sont là des

faits qui sont évidents à tous les yeux, et dont les preuves se trouvent dans les mains de tous.

Et quelle légalité, même purement formelle, peut être reconnue à la Constitution commune de 1855, quand la seule Diète danoise a voté sur elle (un projet antérieur avait été rejeté par la Diète), quand les États des trois Duchés, au mépris des arrangements de 1852, n'ont pas été entendus, et quand, dans les Constitutions provinciales même, les paragraphes qui se rapportent aux affaires communes ont été expressément soustraits à la discussion et à l'appréciation de ces États?

Nous sommes donc dans notre plein droit, lequel est constaté par un accord mutuel, quand nous exigeons du Gouvernement Danois, qu'il fasse des démarches sérieuses pour amener un état de choses répondant aux points fondamentaux indiqués plus haut, et qu'en attendant il évite et révoque tout au moins les mesures qui se trouvent en opposition diamétrale à ces principes.

C'est à coup sûr nous borner au minimum de ce qui est fondé en droit, que de tirer les conséquences pratiques suivantes des arrangements de 1852 :

1° Que la Constitution commune du 2 octobre 1853 soit complètement abolie, par conséquent pour le Slesvig aussi, attendu qu'elle a été créée de façon illégale, c'est-à-dire sans que les États du Holstein et du Slesvig aient été entendus et sans le concours du conseil des nobles et des bourgeois de Lauenbourg ;

2° Que, en vue d'obtenir une véritable Constitution commune, il soit soumis aux représentations spéciales légalement existantes dans les différentes parties de la Monarchie, ayant les unes, voix consultative, les autres délibérative, un nouveau projet de constitution dans lequel le principe absolu de la représentation suivant le chiffre de la population soit abandonné ;

3° Que, tant qu'un organe représentatif n'aura pas été formé de cette façon pour l'ensemble de la Monarchie, une part d'influence égale sur les affaires communes soit accordée aux représentations spéciales qui existent légalement, et qu'une responsabilité égale à l'égard de ces affaires soit imposée à l'administration centrale vis-à-vis des Représentations spéciales ;

4° Que pour assurer l'égalité de droit des nationalités du Duché de Slesvig, on rétablisse d'abord le statuquo ante 1858 dans la situation relative des langues, et qu'ensuite une régularisation de cette affaire soit amenée par voie législative et avec le concours et l'assentiment de l'assemblée des États Slesvigeois.

A cette énonciation précise et simple, nous attendons qu'on réponde enfin par une déclaration également simple et précise.



M. le Ministre Hall ne pourra pas nous faire le reproche que nous prétendions attribuer à « tel ou tel passage de la correspondance préliminaire » une valeur qui n'appartient qu'à l'arrangement lui-même. Les expressions citées par nous forment justement l'acte d'arrangement lui-même, et ce n'est pas seulement la lettre, mais aussi l'esprit et le but de cet acte qui justifient notre appréciation de sa teneur. Ce but n'était autre que de trouver, au lieu d'une situation antérieure anciennement établie, un équivalent qui pût agréer aux deux parties, la continuation de l'ancien état de choses n'ayant pas paru répondre aux nouvelles circonstances et à la transformation de la Monarchie absolue en une Monarchie représentative. Cet ancien état de choses avait été caractérisé dans la déclaration du 7 septembre 1816 de S. M. le roi Christian VIII ainsi qu'il suit : « Abstraction faite de la qualité du Holstein comme État fédéral ainsi que des assemblées des États distinctifs, et indépendamment du nexus socialis de l'ordre équestre du Slesvig et du Holstein, les deux duchés avec une législation et une administration analogues, — sauf les exceptions dues aux particularités constitutionnelles de chacun des deux duchés — se trouvent avoir de commun tous les éléments de droit public. »

Or, le Gouvernement danois peut-il croire que l'Allemagne consente à faire le sacrifice à la fois de cet ancien état de choses et des garanties qui auraient été offertes à titre de compensation ? Ou est-ce que la dissolution du lien plus étroit, qui jusqu'alors unissait les Duchés de Holstein et de Slesvig, peut entraîner l'abolition d'aucun des droits, indépendants de ce lien, pouvant appartenir soit à ces deux Pays eux-mêmes, soit à des tiers par rapport à ces Pays ? Leur position dans la Monarchie était censée devenir autre, il est vrai ; mais qu'elle ne dût pas être amoindrie, surtout qu'elle ne dût pas l'être relativement au Royaume, c'est ce qui ressort de la nature des choses, et c'est ce que les arrangements de 1852 étaient destinés à assurer d'une manière durable.

Faut-il enfin rappeler aussi que les deux grandes Puissances allemandes, pour leur part, trouvaient en outre dans lesdites garanties la justification de leur participation aux négociations internationales qui eurent lieu au sujet de la succession commune dans la Monarchie, participation à laquelle le Gouvernement danois mettait un si grand prix ?

Il ne nous reste qu'à ajouter deux courtes observations.

Quant à la situation provisoire des Duchés fédéraux de Holstein et de Lauenbourg, il est naturellement entendu, que les arrêtés fédéraux du 8 mars 1859 et du 7 février 1860 restent obligatoires, et qu'il ne peut y avoir de transaction à leur endroit, pas plus qu'une discussion ultérieure sur leur signification et leur exécution n'est né-

nécessaire. Le sens en est clair, la mise en œuvre dépend du Gouvernement danois. Une intervention fédérale qui serait amenée par quelque infraction à ces arrêtés, resterait incontestablement dans le domaine même de la compétence intérieure de la Confédération.

La seconde observation concerne la mention de notre réserve du 11 février que fait M. le Ministre Hall vers la fin de sa dépêche du 12 mars. Nous dirons seulement que cette réserve à laquelle l'Assemblée fédérale s'est dans la suite associée, nous la maintenons dans toute son étendue, et que, en continuant les négociations, nous supposons ceci comme une chose qui s'entend de soi.

Votre Excellence voudra donner connaissance de cette dépêche au Ministre danois des affaires étrangères et lui en remettre une copie.

Recevez, etc.

*Signé*: BERNSTORFF.

---

**Memorandum du comte de Rechberg en réponse  
à la Note de M. Hall du 12 mars.**

Vienne, le 25 août 1862.

Les négociations entamées dans l'automne de l'année dernière entre les Puissances allemandes et le Danemark, n'ont pas jusqu'ici amené un rapprochement entre les vues contraires. Elles ne pourront pas en effet atteindre ce but si désirable tant que la Cour de Copenhague ne sera pas disposée à reconnaître enfin l'impossibilité de réaliser le système qui, inauguré par la loi fondamentale du 2 octobre 1855, a été déjà très-profondément ébranlé par la révocation de cette loi pour le Holstein et le Lauenbourg, révocation qu'avait exigée la Confédération Germanique.

Avant que les Puissances allemandes précisent encore une fois les demandes dont elles réclament l'accomplissement dans les résolutions prochaines du Danemark, il est peut-être opportun de jeter un rapide coup d'œil rétrospectif sur la manière dont ledit système a pris naissance, et ensuite en envisager les conséquences, telles qu'elles apparaissent dans le présent état de choses anormal.

Il est notoire que la loi fondamentale du 2 octobre 1855 a dû être précédée de la chute du ministère qui s'était de bonne foi donné pour mission de réaliser les arrangements de 1851-1852. Ce ministère, qui avait pour chef Oersted, patriote danois à coup sûr, laissa un testament politique dans le rapport avec lequel il soumit au Roi le projet de la loi du 26 juillet 1854. Il y exprimait franchement devant le Monarque cette conviction qu'une constitution commune de la nature de celle qui dans la suite fut proclamée sous la responsabilité d'autres Ministres, conduirait à la subordination des territoires allemands

aux territoires danois, et que par conséquent elle n'était conciliable ni avec la justice ni avec les obligations acceptées envers l'Allemagne. Mais le ministère Oersted succomba à l'influence du parti exalté des Nationalistes danois qui prédominait dans la Diète du Royaume proprement dit. Ce fait matériel, déjà, contient la preuve que l'œuvre des successeurs dudit ministère, savoir la constitution du 2 octobre 1855, vit le jour, non en accord avec les arrangements de 1851-1852, mais bien plutôt en opposition à ces arrangements.

Le prévoyant avertissement de 1854 ne reçut dans la suite qu'une trop grande confirmation nouvelle. Le Danemark s'était engagé vis-à-vis ces Puissances allemandes à élaborer la constitution commune de la Monarchie *par le moyen du vote de la Diète danoise et de l'avis des États consultatifs des Duchés*. La voix de toutes les fractions de la Monarchie devait donc être entendue sur l'œuvre de la constitution de la Monarchie, comme cela n'était que juste et équitable. Mais de quelle façon les nouveaux Ministres ont-ils rempli cette obligation? Ils se sont d'abord entendus avec la Diète du Royaume proprement dit et ont ensuite octroyé aux Duchés le compromis adopté en vue des intérêts spécifiques danois, en restreignant l'influence des États au domaine des constitutions provinciales. Qui ne se souvient de ces séances où de nouvelles constitutions provinciales étaient soumises aux États du Holstein et du Slesvig avec permission de tout discuter, à l'exception bien entendu des paragraphes concernant la loi fondamentale commune? Or ce n'est point sans motif que les États des Duchés étaient privés de leur part d'influence sur la confection de la Constitution commune.

Depuis l'arrangement de 1851-1852, les Duchés devaient, à titre de territoires distincts de la Monarchie, prendre une *position coordonnée* à côté des autres parties. La loi fondamentale du 2 octobre 1855 les poussa, au lieu de cela, dans une situation de minorité permanente vis-à-vis du Royaume proprement dit, en ce sens qu'elle créa un Reichsrath de quatre-vingt membres, desquels quarante-sept devaient appartenir au Royaume, et trente-trois aux Duchés pris ensemble. Enfin, dans le Slesvig, fut entreprise cette campagne administrative qui devait gagner du terrain pour la langue et la nationalité danoises aux dépens de la langue allemande, et qui n'a fait que provoquer des plaintes pleines d'amertume et certes non injustes contre les mesures du Gouvernement.

Voix libre dans l'œuvre de la consolidation de la Monarchie, position égale dans la constitution commune, égalité de droits pour les deux nationalités du Slesvig, — voilà quelle était l'essence même des gages qu'après les tristes luttes de 1848 et 1849 les Puissances allemandes avaient revendiqués en faveur des Duchés. A ces conditions

uniquement, on avait abandonné le lien antérieur du Slesvig et du Holstein, et accordé le concours des Puissances allemandes à l'arrangement de la question de succession. Or, c'est à l'encontre de toutes ces conditions que le Cabinet de Copenhague a agi, sous la pression du parti national danois. Et qu'on n'objecte pas que tout cela n'a été que la conséquence inévitable de la transition au système constitutionnel. La Monarchie danoise avait pris à l'endroit de certains de ses territoires des obligations déterminées envers l'étranger, obligations qui, d'après leur nature, ne pouvaient pas ne point exercer quelque influence sur l'organisation constitutionnelle de l'ensemble. Ces obligations extérieures, un changement du principe gouvernemental à l'intérieur, ne pouvait pas avoir l'effet d'en décharger la Cour danoise. D'ailleurs l'abandon du pouvoir absolu du Roi dans les affaires communes de la Monarchie, était déjà au fond de l'arrangement de 1852, et si le Gouvernement du Roi jugea plus tard nécessaire de munir la représentation de l'ensemble de la monarchie de droits plus étendus qu'il ne se l'était proposé dans l'origine, sa résolution pouvait sans doute prévaloir, quant au *mode d'exécution* dudit arrangement, mais non en renverser arbitrairement un seul point. Les principes constitutionnels ne devaient pas servir de manteau à la tendance qui, à l'encontre de la lettre et de l'esprit des engagements convenus, voudrait assurer à l'élément danois la domination sur l'élément allemand. Or, c'est *cette* tendance-là, et nullement le simple fait du passage à un système de Gouvernement plus libéral, qui jusqu'à ce jour a caractérisé les actes des successeurs du Ministre Oersted.

Depuis le changement de 1855, les hommes d'État danois n'ont jamais, il est vrai, voulu *convenir* que leurs mesures ne fussent pas conformes à l'arrangement du Danemark avec les Puissances allemandes. Au contraire, ils n'ont pas épargné leurs efforts pour démontrer l'accord de ces actions avec ce pacte. Non-seulement les Archives des représentations à Copenhague, à Flensburg et à Itzehoe, mais encore toutes les Chancelleries de l'Europe abondent de ces déductions. Mais ces argumentations n'ont jamais pu atteindre leur but. Les faits les réfutaient trop hautement ; ni les États du Slesvig et du Holstein, ni les Cabinets de Vienne et de Berlin, ni l'Assemblée fédérale germanique ne se laissaient convaincre qu'il eût été donné satisfaction aux arrangements de 1851-1852. Dès lors, au contraire, commença la longue série de réservations et de protestations des États, d'inhibitions et défenses de la part des grandes Puissances allemandes, d'arrêtés fédéraux et menaces d'exécution qui obligèrent enfin le Gouvernement Danois de révoquer dans le Holstein et le Lauenbourg la Constitution du 2 octobre 1855, et qui amenèrent ainsi la situation insoutenable que nous avons aujourd'hui devant les yeux.



Combien est irrégulier cet État en effet !

Avant la patente du 6 novembre 1858, qui abolit ladite constitution de 1855, pour ce qui regarde les Pays fédéraux (le Holstein et le Lauenbourg), le Cabinet de Copenhague s'était, nous l'avons dit, efforcé pour persuader que les stipulations de 1351-1852 étaient remplies. Après la patente, cela n'était plus possible. Rien n'avait été plus clairement arrêté par les stipulations dano-allemandes que ce principe que la participation des différents territoires à la Constitution commune de la Monarchie devait être *de nature égale*. Il ne fallait donc pas que le Slesvig fût engagé dans le lien de l'État d'ensemble dans d'autres formes constitutionnelles que le Holstein. Cette condition indubitable devait, dès le principe, frapper de nullité légale le projet du Gouvernement Danois de laisser continuer à fonctionner pour le Danemark et le Slesvig la constitution qui avait été révoquée pour le Holstein et le Lauenbourg. Aucune combinaison ne pouvait être plus inadmissible qu'un Reichsrath dano-slesvigien, auquel le Holstein ne participerait point. Avec une logique difficile à combattre, les États du Holstein, dans une représentation du 11 mars 1859, ceux du Slesvig, dans une adresse du 11 février 1860, démontrèrent que la constitution, écartée pour le Holstein, devenait nulle et non avenue pour le Slesvig aussi. Il y a plus, si l'on examine bien les déclarations que le Ministre Hall a fait enfin parvenir à Vienne et à Berlin à la date du 12 mars de cette année, on reconnaîtra que le Gouvernement Danois lui-même a la conscience de la disparate complète qu'il y a entre le statu quo et les droits que les Puissances allemandes ont à représenter. Il exprime en effet l'espoir qu'on ne voudra pas le rendre responsable d'un état qui n'a pas été amené par sa volonté, mais par les arrêtés de la Confédération. Les Puissances allemandes ne sauraient jamais admettre que le Cabinet de Copenhague puisse se soustraire à la responsabilité des conséquences du système qu'il suit depuis 1855. Quoi qu'il en soit, toujours est-il certain que l'état actuelle de l'existence constitutionnelle de la Monarchie danoise lèse ouvertement les droits qui, relativement aux duchés, sont acquis à la Confédération Germanique par la transaction de 1851-1852.

Maintenant, quelle conséquence pratique dérive de ce fait ?

Il s'ensuit d'une façon irrécusable qu'un *provisoire* destiné à assurer l'existence du Reichsrath Dano-Slesvigien, dans lequel le Holstein n'est pas représenté, ne pourrait, en tous cas, être continué ou établi à nouveau autrement qu'avec le libre agrément de tous les intéressés, c'est-à-dire, des états des Duchés et de la Confédération Germanique.

Car, toutes les parties intéressées ayant le droit de réclamer la cessation immédiate de l'état de choses actuel et l'exécution définitive des obligations du Danemark, il n'appartient qu'à elles d'indiquer

les conditions auxquelles elles veulent désormais accepter un simple provisoire.

C'est donc en vain que le Cabinet danois allègue qu'il s'est, à plusieurs reprises, efforcé d'arriver à un accord avec les États holsteinois sur la position à ménager *provisoirement* au Holstein par rapport aux affaires communes de la Monarchie. Ces États ne se sont pas prêtés aux propositions qui leur étaient soumises à ce sujet le 2 mars 1861, parce qu'ils ne voyaient pas de raison pour accepter une position imparfaite et non égale du Holstein dans la totalité de la Monarchie, quand la réunion de fait du Slesvig avec le Danemark aurait continué en même temps par le moyen d'un Reichsrath commun, constituant évidemment un commencement d'incorporation. Comment le Cabinet de Copenhague supposait-il que les Puissances allemandes considéreraient comme la base convenable d'une négociation renouvelée ces mêmes propositions que les États du Holstein avaient déjà déclinées ?

A la vérité, le Gouvernement danois a ajouté à ces propositions du 2 mars 1861 un effort, pour se rapprocher du but, de résoudre définitivement la question de la Constitution. Il a invité les États holsteinois à faire connaître, si la division du Reichsrath de la loi du 2 octobre 1855 en deux Chambres, serait le moyen de faire cesser les scrupules des États au sujet de cette forme représentative. Mais l'organisation dont il marquait les traits principaux ne contenait, pas plus que la loi de 1855, une garantie quelconque pour que, dans la Constitution commune, une majorité danoise ne fit pas la loi aux Duchés, sans retour et sans condition. Aussi les États holsteinois répondirent-ils négativement et catégoriquement à la question qui leur était soumise.

Après de si nombreuses expériences, les circonstances ne semblent-elles pas encore assez impérieusement recommander une modification décisive du système suivi jusqu'à ce jour ?

---

Les conditions précises sur lesquelles les Puissances allemandes insistent plus que jamais, en maintenant l'arrangement de 1851-1852 et en vue de l'état de cause actuel, ces conditions ressortent naturellement du résumé que nous venons de donner de l'histoire de cette querelle déplorable. Le Cabinet de Copenhague nous semble se trouver dans l'alternative que voici : ou il lui reste encore à l'heure qu'il est quelque chance de parvenir, avec le libre concours de la représentation du Holstein, à arrêter sur de nouvelles bases un règlement purement provisoire des fonctions constitutionnelles de ce Duché, et en ce cas, il ne doit assurément point tarder à prendre les mesures néces-

saires à cet effet. — Ou toutes les expériences sont épuisées de ce côté. Alors il ne saurait assez tôt se décider à abandonner définitivement, pour toutes les fractions de la Monarchie, la constitution du 2 octobre 1855, et recommencer l'œuvre de constituer la Monarchie à nouveau, mais cette fois *sans les vices formels et matériels du procédé antérieur*.

Le Gouvernement Impérial outrepasserait la ligne de son droit, s'il prétendait mettre en avant des propositions détaillées sur le mode d'exécuter cette œuvre. L'achèvement de cette importante tâche ne pourra réussir qu'à la propre volonté du Cabinet de Copenhague, fermement résolu à agir cette fois indépendamment des influences de parti et strictement dans le sens du pacte international de 1851-52, et jaloux de protéger avec une égale justice et une égale bienveillance les intérêts des Duchés comme ceux du Royaume proprement dit. Le Gouvernement Autrichien peut seulement marquer les conditions fondamentales qui dérivent des arrangements intervenus.

Voici quelles sont ces conditions fondamentales :

1<sup>o</sup> La Diète danoise et les États des Duchés doivent, simultanément et avec un droit égal, être entendus sur un nouveau projet de loi fondamentale pour les affaires communes de la Monarchie ;

2<sup>o</sup> Afin de garantir les duchés contre le danger d'un détriment permanent causé à leurs intérêts par une majorité de voix danoises, il doit être offert dans ce projet un correctif convenable ;

Il n'est pas moins nécessaire ni moins pressé :

3<sup>o</sup> Que l'on renonce dans le Duché de Slesvig aux efforts qui ont pour but de refouler l'élément allemand par le moyen d'ordonnances et de mesures d'administration ; que l'état de choses de 1847 soit rétabli à cet égard, et que, en vue de la régularisation des rapports des idiomes, une loi soit faite avec l'agrément des États du Slesvig.

Telles sont les demandes qu'il appartient à l'Autriche de formuler en se tenant dans les limites du droit acquis à la Confédération Germanique. Le Gouvernement du Danemark ne fera que soigner les intérêts bien entendus de son propre pays, en obtempérant à ces demandes dans toute leur étendue. Il peut, sans aucun sacrifice de sa dignité, y faire droit, car ce qui anime les Puissances Allemandes, ce n'est point l'ambition d'exercer une influence illégitime sur les affaires intérieures d'une Monarchie indépendante, mais le sentiment du devoir de protéger des droits que l'Allemagne s'est fait accorder, au sortir d'événements sérieux, non sans avoir fait des sacrifices et donné des compléments.

Le Cabinet Impérial, à raison de sa qualité de participant au traité de Londres de 1852, ne veut toutefois pas finir cette déduction sans toucher une autre question où il n'est appelé, il est vrai qu'à faire

valoir un point de vue purement politique. Il vient de faire ressortir ce qui est son droit ; mais son conseil, il voudrait l'étendre à un autre point fort important. C'est qu'il se demande en vain, quel intérêt réel le Gouvernement Danois peut avoir, dans les circonstances actuelles, après l'arrangement de la question de la succession, à poursuivre encore avec tant de persévérance la tâche qu'il s'est donnée de trancher tout lien entre le Slesvig et le Holstein, et de briser ainsi avec tout le passé de ces pays. S'il est vrai que les tendances Slesvig-Holsteinoises menaçaient effectivement l'intégrité de la Monarchie Danoise, tant qu'elles pouvaient s'appuyer sur la différence des droits de succession dans la maison régnante, il n'en est plus de même, depuis que l'unité de la succession au Trône dans toute la Monarchie se trouve assurée par un acte européen. Reconnue par le traité de Londres, l'intégrité de la Monarchie ne peut être compromise par le rétablissement d'un état de choses historiquement légitime qu'appellent de leurs vœux les sujets allemands du Roi. Bien au contraire, elle ne peut qu'y gagner encore plus de solidité. Que l'on compare la situation présente des Duchés avec l'état de choses antérieur à 1848. A cette époque, les territoires danois avaient deux assemblées provinciales distinctes, tout comme les territoires allemands. L'équilibre des deux nationalités trouvait déjà dans ce fait une expression nette et une espèce de gage. Présentement, au lieu des deux Assemblées jutlandaises et des îles, fonctionne une Assemblée danoise unique. On a donc fait l'unité politique de l'élément danois. Mais quant à l'élément allemand, bien loin d'en faire autant pour lui, on a au contraire attaché le plus grand prix à trancher jusqu'à ce lien administratif auquel les Duchés étaient habitués depuis des siècles. Ainsi, en face de la nationalité danoise compaste, on a voulu placer la nationalité allemande divisée. Aussi n'est-ce certainement pas une erreur quand on prétend voir dans ce contracte même la cause principale de l'agitation des Duchés et de l'insuccès des essais de constitution qu'on a fait jusqu'ici. Pour cette raison précisément, parmi les moyens de réconciliation que le Gouvernement Danois a en main, on en signifierait difficilement un qui soit plus efficace que la résolution qu'il prendrait de se départir librement de la rigoureuse application des conditions qu'en 1851 les Puissances allemandes lui ont accordées relativement à la dissolution des liens antérieurs entre les Duchés de Slesvig et de Holstein.

Signé : DE RECHBERG.

---



**M. Hall à M. de Bille, ministre de Danemark  
à Londres.**

Glücksbourg, le 5 octobre 1862.

Monsieur,

Si le Gouvernement du Roi n'a pu encore expédier sa réponse — et il n'y en a qu'une possible — aux notes des deux Puissances allemandes, vous devinez, Monsieur, qu'il n'y a d'autre raison à cela que l'absence du Roi de la capitale, qui ne permet pas la réunion du conseil d'État nécessaire pour l'envoi de cette réponse. Car sur le fond de l'affaire la manière de voir du Gouvernement ne saurait être douteuse pour personne, pas même, j'ose le dire, pour les Gouvernements qui ont formulé des demandes si exorbitantes.

Dicté au Gouvernement danois l'abolition de la Constitution commune, qui n'embrasse plus aujourd'hui que les parties de la Monarchie qui sont en dehors de toute compétence de l'Allemagne; nous imposer, pour remplacer le régime constitutionnel, ou l'absolutisme, auquel l'esprit du peuple et le progrès de notre civilisation ne se prêteraient plus, ou l'anarchie, car c'est le seul nom qu'on puisse donner à la proposition d'après laquelle chaque loi commune et chaque dépense de la Monarchie devraient être approuvées préalablement par quatre Assemblées délibératives; vouloir enfin régler les questions purement intérieures d'une province exclusivement danoise; — voilà des exigences auxquelles le Gouvernement du Roi ne pourrait pas accéder sans abdiquer, je ne dis pas notre dignité, mais l'existence même d'un État danois indépendant de la volonté arbitraire de l'Allemagne. Mieux que tout autre Gouvernement, celui de l'Angleterre appréciera l'impossibilité qu'il y a pour le Danemark à se laisser refouler dans les formes surannées d'un pouvoir absolu. Aussi est-ce avec un véritable plaisir que je me rappelle combien de fois lord Russell a reconnu et revendiqué, dans les termes les plus précis l'indépendance des parties non-allemandes de la Monarchie danoise de toute intervention étrangère « qui impliquerait le mépris non-seulement du droit des gens, mais encore les intérêts les plus sacrés du Nord; » et M. Paget a parfaitement bien prévu les aspirations de la Confédération Germanique, lorsqu'il a dit dans sa dépêche du 3 juillet 1860, « qu'elle ne se contenterait pas de moins que du renversement de l'organisation actuelle de la Monarchie pour retourner à l'ordre de choses existant avant 1848, et du rétablissement des rapports antérieurs entre le Stesvig et le Holstein — un arrangement auquel aucun Gouvernement danois ne pourrait être amené à se prêter, en supposant même qu'on voulût le presser pour le faire. »

Je vous prie, Monsieur, d'exprimer à Lord Russell notre espoir qu'il voudra bien continuer à nous prêter son puissant appui auprès des Puissances qui, jusqu'à présent, n'avaient peut-être pas jugé avec la même netteté que la diplomatie anglaise jusqu'où en viendraient les prétentions allemandes, et à quel point cesserait pour le Cabinet danois toute possibilité de céder.

J'ai, etc.

*Signé : C. HALL.*

---

**Le comte Russell à M. Paget, à Copenhague.**

Foreign-Office, le 24 septembre 1862.

D'après des renseignements reçus de diverses sources, il paraît que l'échange de notes entre l'Autriche, la Prusse et le Danemark a conduit à un état de mésintelligence, comme on devait s'y attendre, au sujet des obligations du Danemark dans les affaires du Holstein, Lauenbourg et Slesvig, et en contradiction avec la Constitution commune de la Monarchie danoise. Plus les négociations traîneront, et plus grand sera l'abîme qui sépare les deux parties, et plus violent sera le langage dont ils useront l'un envers l'autre.

Après avoir examiné avec soin et peine cet état peu satisfaisant de la question et les résultats défavorables qui s'ensuivent nécessairement, Sa Majesté a résolu de vous donner des instructions qui, elle l'espère, conduiront à un arrangement satisfaisant. En donnant ces instructions, il convient de toucher aux points qui sont déjà regardés comme réglés.

Le premier de ces points est de savoir si le Holstein et le Lauenbourg peuvent lever des impôts ou décréter des lois sans l'assentiment des États de ces Duchés. Ce point a été réglé par la décision négative de la Confédération Germanique, dont les Duchés de Holstein et Lauenbourg sont membres.

Une autre question à traiter, c'est la Constitution de 1855.

Il est clair qu'une Constitution, qu'elle soit jugée bonne ou mauvaise par les Membres du Royaume ou des Duchés, n'a pas de contrôle soit dans le Holstein, le Lauenbourg ou le Slesvig, si les Duchés ne l'ont pas reconnue.

Et il n'est pas nécessaire de s'appesantir sur les droits du Parlement danois.

Il est très-clair que le Danemark peut lever des impôts et donner des lois à son propre peuple sans le consentement du Holstein, Lauenbourg et Slesvig. Deux questions de grande importance restent à examiner. La première concerne le Slesvig, la seconde toute la Confédération. Le Slesvig était dans une position anormale. Quoique ne

faisant pas partie de la Confédération Germanique, il était rattaché au Holstein, qui est un membre de la Confédération.

Des actes récents ont changé cette union peu satisfaisante, et aujourd'hui le Slesvig n'est lié au Holstein que par des rapports non politiques. Néanmoins, il existe des relations entre l'Allemagne et le Danemark qui ont donné lieu aux différends existants.

La promesse sacrée faite par le Roi de Danemark au Slesvig et communiquée à la Confédération Germanique en 1852 touche principalement à deux points :

Le premier, c'est que le Slesvig ne sera pas incorporé au Danemark ; le second, c'est que les Allemands dans le Slesvig seront placés sur le même pied que les Danois ou les sujets d'autres nations. Les plaintes de l'Allemagne contre la violation de ces promesses sont contenues dans la dépêche prussienne du 22 août.

Destruction systématique des rapports de voisinage et de nationalité entre le Slesvig et le Holstein ; négligence des règlements concernant l'Université de Kiel ; nomination presque exclusive de fonctionnaires danois dans l'Église et les écoles ; enfin mépris absolu des actes relatifs au langage — autant de faits bien connus et qui n'ont pas besoin d'être énumérés davantage.

Il serait inutile de chercher à contrôler en Allemagne la nomination des fonctionnaires danois dans le Slesvig pour les églises et les écoles. Cela ne ferait qu'amener de nouvelles difficultés. Le meilleur moyen de régler cela pour l'avenir serait d'accorder une parfaite indépendance au Slesvig ; de donner à ses États le droit de décider toutes les questions relatives au langage, aux écoles, aux églises et aux universités.

Enfin, il y a la question de la Constitution, la plus compliquée de toutes. Les traités, les protocoles et les dépêches jettent peu de lumière sur ce sujet. Le peu d'éléments qu'on possède ne servent qu'à égarer.

Car, qu'est-ce qui peut être plus nuisible à l'union, à l'action et à l'indépendance, que de maintenir que nulle loi ne sera valide, nul budget acceptable à moins d'avoir été sanctionné par le Parlement de la Monarchie ? Que dirait l'Autriche si elle devait accepter une Constitution qui lierait les mains au Reichsrath de Vienne, à moins que les États séparés de Hongrie, Gallicie et Venise n'y aient acquiescé et sanctionné le budget ? Que dirait la Prusse si ses votes étaient soumis au *veto* des États de Posen par des délibérations en Parlement ?

Si une telle Constitution doit conduire à une rupture prompte et décisive ; si chaque partie voit son indépendance broyée par les rouages de l'ensemble ; si, pour la marine par exemple, le Danemark, qui a 60 p. 100 au budget quand les autres États en ont 30, ne peut pas

voter ses 60 sans le vote des autres États, les Danois regarderont cela comme une oppression, vu la position relative du Roi dans le Lauenbourg.

Le remède à cela a été trouvé dans la proposition d'un budget normal proposé indépendamment de la Diète et des États du Slesvig-Holstein et de Lauenbourg.

Il est évident que le Gouvernement d'un État indépendant comme le Danemark doit demander des crédits pour la liste civile du Souverain, le service diplomatique et la flotte. Cela peut être calculé au plus bas chiffre, en tenant compte de la dignité royale et de l'état de paix.

Le crédit peut être demandé aux quatre corps représentatifs. Un Conseil d'État, composé de deux tiers de Danois et de un tiers d'Allemands, peut décider comment il sera distribué. Ses résolutions seront rendues publiques et son rapport annuel publié.

Le budget normal à octroyer pour dix ans ; la division des dépenses tous les ans.

Les dépenses extraordinaires, dépassant les chiffres du budget normal, seraient votées par le Royaume et les trois Duchés séparément.

Les propositions que j'ai faites peuvent être résumées en quelques mots :

1° Le Holstein et le Lauenbourg auront tout ce que la Confédération Germanique demande pour eux.

2° Le Slesvig aura le pouvoir de se gouverner lui-même et de ne pas être représenté dans le Rigsraad.

3° Un budget normal sera adopté par le Danemark, le Holstein, le Lauenbourg et le Slesvig.

4° Des dépenses extraordinaires seront sanctionnées par la Diète et les Parlements séparés de Holstein, Lauenbourg et Slesvig.

Je vous prie, Monsieur, de donner une copie de cette dépêche au Ministre des Affaires étrangères.

*Signé* : RUSSELL.

---

**Lord Cowley au comte Russell.**

(Extrait.)

Paris, le 3 octobre 1862.

Conformément aux instructions de Votre Seigneurie, en date du 1<sup>er</sup> octobre, j'ai communiqué, à M. Thouvenel, votre dépêche du 24 septembre à M. Lowther.

M. Thouvenel avait déjà reçu de Berlin la nouvelle que Votre Seigneurie avait soumis un plan qui n'avait pas été favorablement ac-



cueilli. Je répliquai que les renseignements, reçus par le Gouvernement de Sa Majesté, étaient conçus dans un autre sens. M. Thouvenel reprit en disant qu'il avait cru que certains détails n'avaient pas été d'abord bien compris, et qu'ils avaient donné lieu à des objections depuis qu'on les avait examinés. S'abstenant lui-même d'exprimer aucune opinion sur le mérite des propositions, M. Thouvenel n'avait aucune objection à recommander les conseils du Gouvernement de Sa Majesté à la sérieuse considération du Gouvernement danois.

---

**M. Paget, ministre britannique à Copenhague,  
au comte Russell.**

(Extrait.)

Octobre, 12.

Mon collègue russe a eu la bonté de me lire deux dépêches qu'il vient de recevoir du Prince Gortschakoff, au sujet des affaires Dano-Allemandes. La première est une réponse à une dépêche adressée par le Baron Nicolay au Prince. Elle a pour but d'insister auprès du Gouvernement danois pour qu'il remplisse tous les engagements pris avec l'Allemagne, lors de la conclusion de la paix, soit par traité soit autrement; elle établit que c'est seulement à cette condition que le Danemark peut s'attendre à être soutenu par le Cabinet russe. Les engagements auxquels il est particulièrement fait allusion sont ceux concernant le Slesvig. Le Baron Nicolay a l'ordre de donner lecture et de laisser copie de cette dépêche à M. Hall.

La seconde dépêche a trait à celle de Votre Seigneurie, du 24 septembre. Le Prince Gortschakoff est d'avis que le plan de Votre Seigneurie offre une base équitable de négociation, que le principal obstacle une fois écarté, à savoir la Constitution de 1855, il ne sera pas difficile d'arriver à une entente, et le Prince observe que l'intérêt témoigné constamment par l'Angleterre, dans cette question, et le fait que les arrangements de la paix ont été conclus sous ses auspices, doivent rendre ses conseils d'autant plus dignes d'attention. Le Baron Nicolay n'a pas reçu d'ordre de laisser copie de cette dépêche à M. Hall, mais d'y conformer son langage dans ses observations avec le Ministre des Affaires Étrangères. M. Dotezac, qui a reçu une copie de la dépêche de Votre Seigneurie, est aussi invité d'informer M. Hall que l'Empereur compte que le Gouvernement danois accordera toute considération à une proposition venant de ce côté.

---

**M. Hall à M. de Bille, à Londres.**

Copenhague, 15 octobre 1862.

Monsieur,

Je crois devoir à l'intérêt que lord Russell a toujours porté au Danemark de répondre, sans délai, à la dépêche ci-jointe, en copie, que M. Paget m'a communiqué hier et qui a dû nous causer d'autant plus de surprise et de regret, que lord Russell avait jusqu'à présent exprimé des vues bien différentes de celles vers lesquelles il semble incliner aujourd'hui.

Le Ministre commence, dans sa dépêche, par écarter la question de la position du Holstein dans la Monarchie comme ne faisant plus objet d'une discussion. A nous aussi cette question paraît épuisée, en ce sens que la solution définitive ne dépend plus que du règlement de quelques points dont la nécessité ne saurait être méconnue.

Vis-à-vis de la demande de la Diète germanique notre attitude est nette et bien déterminée. Nous avons prouvé que la faculté, que la Diète exige pour les États holsteinois de voter le budget commun et les lois communes, en tant qu'ils regardent le Duché, est aussi contraire au droit public que la demande en est insoutenable au point de vue de la compétence de la Diète. Néanmoins, nous avons déclaré que nous serions prêts à y accéder, quelques dangers pour l'intégrité de la Monarchie que cela puisse entraîner, si cette position éventuelle du Holstein pouvait être précisée de telle sorte que le reste de la Monarchie ne fût pas réduit à une dépendance continuelle de l'Allemagne, et si, par ce sacrifice, nos rapports avec la Confédération pouvaient être établis sur une base durable.

C'est pour bien fixer ces points que nous sommes entrés dans les négociations actuelles avec la Prusse et l'Autriche. Et l'opinion que lord Russell émet sur la nécessité de ladite concession de notre part est accompagnée, j'en suis convaincu, d'une entière approbation des deux conditions que je viens d'indiquer.

Pour ce qui est des affaires intérieures du Slesvig, nous avons pu espérer que notre ligne de conduite n'était pas moins propre à nous assurer les sympathies du Gouvernement anglais. Les intentions qu'à l'égard de ce Duché le Roi avait spontanément exprimées dans le temps (l'engagement d'honneur, pour me servir de l'expression employée par lord Russell, que le Roi aurait pris) ont été immédiatement et consciencieusement remplies par lui.

Même pour ce qui concerne le règlement sur l'usage des deux langues qui, je le répète aujourd'hui, n'avait nullement été mentionné dans la correspondance de 1851, le gouvernement a scrupuleusement

gardé la même mesure, puisque les dispositions aujourd'hui en vigueur sont les mêmes qui, en 1851, ne provoquèrent aucune objection. Lorsque ensuite lord Russell recommande l'extension des libertés accordées à la Diète provinciale du Slesvig, le Roi a déjà, dans le discours de la Couronne de cette année, annoncé cette même intention. Toutefois, un tel développement ne pourrait être que l'œuvre de la libre volonté du Roi, et de même c'est Sa Majesté qui peut le mieux juger de l'opportunité d'une telle mesure. Le gouvernement y procédera dès que la situation de la question holsteinoise le permettra; et dans l'organisation nouvelle qu'il compte donner alors aux États provinciaux du Slesvig, il suivra les mêmes principes libéraux qui le guident dans son administration; et principalement il les suivra dans la rédaction de la nouvelle loi électorale qui, de l'aveu de tout le monde, forme l'élément le plus indispensable de tout nouvel ordre de choses dans le Duché.

Lord Russell aborde enfin la question de la constitution commune, en tant qu'elle regarde le Royaume et le Slesvig. Je n'ai, à cet égard, rien à ajouter à ce que vous avez déjà dit au Ministre; et vous prierez Sa Seigneurie de voir dans les explications que vous lui avez déjà présentées, l'expression définitive des vues du gouvernement du Roi.

Je n'entrerais dans aucun détail pour prouver combien peu est fondée cette objection que la Constitution eût dû être soumise au vote des différentes représentations spéciales de la Monarchie. Je l'ai déjà suffisamment démontré; mais quel qu'ait été l'avis de la Diète de Francfort à l'égard du droit des États holsteinois, j'aime à croire que, pour ce qui concerne le Royaume et le Slesvig, lord Russell, tout en émettant un avis, n'entend pas méconnaître le devoir impérieux qui défend au Roi de se soumettre aux arrêts de l'Allemagne dans l'appréciation de ce qu'il doit à ceux de ses États qui n'appartiennent pas à la Confédération. Aussi peu que la Constitution commune est entachée d'aucun défaut formel, aussi peu il serait possible de la remplacer par l'organisation dont lord Russell a voulu déguiser les traits principaux, sans que la Monarchie fût dissoute et sans que cette intégrité même, que le traité de Londres avait pour but de sauvegarder, fût gravement compromise. Dans sa dépêche, lord Russell a fait ressortir lui-même avec une parfaite justesse tout ce qu'une telle organisation comportait de danger pour les Monarchies étendues et puissantes. A plus forte raison, il reconnaîtra sans peine, je le crois, que, pour un État comme le Danemark, cette organisation amènerait l'anarchie et serait suivie de près du démembrement complet de la Monarchie. Le maintien de la Constitution commune pour le Royaume et le Slesvig est donc la question de vie et de mort pour le Danemark, et autant le gouvernement est pénétré de cette certitude, autant il est déterminé à ne point

s'écarter de la ligne de conduite qui lui est tracée par cette conviction.

Je vous prie, monsieur, de donner lecture de cette dépêche au Ministre et de lui en laisser copie. Je suis profondément convaincu que, même en formulant les conseils qu'il vient de nous donner, lord Russell n'a pas cru se mettre en contradiction avec les sympathies qu'il a toujours témoignées envers le Danemark. Cet intérêt sincère et le souvenir des antécédents politiques de Sa Seigneurie me donnent le ferme espoir qu'il trouvera dans nos franches explications des motifs suffisants pour ne plus s'arrêter à des propositions qu'il n'a pu mettre en avant, j'en suis certain, que parce qu'il ne lui est pas aussi évident que pour nous, que leur adoption préluderait à l'anéantissement de la vie constitutionnelle du Danemark, et bientôt mettrait en question l'existence même de la monarchie.

J'ai l'honneur d'être, etc., etc.

*Signé : C. HALL.*

---

**M. de Bismark au comte de Bernstorff, à Londres,  
en réponse à la note du 24 septembre.**

27 octobre 1862.

Votre Excellence connaît déjà la dépêche adressée le 24 septembre à M. Lowther par le secrétaire d'État britannique au département des affaires étrangères, et dans laquelle il communique ses vues sur la manière de terminer la dispute depuis si longtemps pendante entre l'Allemagne et le Danemark. Une communication semblable a été envoyée à Vienne et le comte Russell a recommandé ses vues et les propositions basées sur elles à la considération des deux grandes Puissances allemandes. Il n'est pas nécessaire de vous assurer que, de notre part, cette considération leur a été pleinement accordée. Le différend ne touche sans doute qu'à l'accomplissement des conditions établies par traité entre l'Allemagne et le Danemark ; mais nous comprenons le désir de puissances amicales de voir le règlement d'un différend dont les développements ultérieurs peuvent conduire à des suites très-graves, car il est, comme Votre Excellence le sait, impossible à l'Allemagne d'abandonner des prétentions qui sont liées intimement à toute sa position politique. Si, dans l'intérêt de la paix, nous considérons comme notre devoir de soumettre à un examen sérieux toute opinion mise en avant sur la solution de la question ; à plus forte raison en est-il ainsi lorsqu'il s'agit d'une proposition émanant de l'Angleterre. Je suis heureux de pouvoir exprimer d'emblée la conviction que la dépêche du comte Russell et nommément les quatre points qui résument à la fin, les propositions, offrent la base d'une entente, si le Gouverne-



ment danois les accepte sans réserve et les exécute d'une manière conforme.

Sans doute les propositions du comte Russell ne se meuvent pas strictement sur le terrain des conventions de 1851-1852. Personne ne pourrait nous en faire un reproche si nous demandions simplement que le Danemark ne quitte pas ce terrain, et que, pour le cas où le Danemark se déclarerait incapable de remplir les obligations contractées, ces obligations cessassent pour nous aussi, et que dorénavant l'ancien droit pour lequel un équivalent nous a été offert, mais non accordé, devint la seule base de nos demandes et de nos actes. Mais nous reconnaissons aussi dans les propositions du comte Russell un moyen d'assurer les objets et les intérêts essentiels qui ont prévalu dans les négociations de 1851-1852, et c'est dans cette considération ainsi que dans notre désir sincère du maintien de la paix que nous trouvons la justification de la tentative d'arriver au but par une voie quelque peu déviante.

Nous devons d'abord remercier le secrétaire d'État britannique d'avoir simplifié la question en écartant tous les points sur lesquels le débat ne porte plus; sous ce rapport nous sommes en complet accord avec lui, et nous avons toujours très-profondément regretté d'avoir été forcés de revenir sur des circonstances qui auraient dû être claires en elles-mêmes. La reconnaissance qui en est faite dans la dépêche du 24 septembre nous dispensera d'agir ainsi à l'avenir.

Le premier point qui s'y rapporte, concernant la levée d'impôts ou l'introduction de lois dans le Holstein ou le Lauenburg répond aux conditions que les décisions fédérales connues ont établi même pour l'état provisoire actuel, et dont nous avons exigé le maintien, afin d'écarter l'emploi de mesures fédérales. En déclarant la chose réglée par les décisions de la Diète, le comte Russell donne la preuve de sa compréhension parfaite de ce côté de la question, comme ne regardant que les affaires intérieures de la Confédération.

Le second point ne témoigne pas d'une entente moins claire, et la question au sujet de la nullité de la Constitution d'ensemble de 1855. Cette nullité entraîne la sortie du Slesvig du Rigsraad comme cela est dit du reste expressément dans le second point du résumé à la fin de la dépêche. Il sera difficile au cabinet de Copenhague de combattre ce simple exposé des faits, même par les déductions les plus subtiles.

Enfin le troisième de ces points qui exprime la pleine indépendance et liberté d'impôt et de législation dans le Royaume de Danemark, s'entend de lui-même et nous sommes bien éloignés d'avoir jamais songé à prétendre à un droit d'immixtion en faveur des trois Duchés dans les affaires du Royaume. Après que le comte Russell a écarté ces éléments qui n'ont que trop contribué à obscurcir toute l'affaire, il en

vient à exposer ses propositions positives quant aux deux grandes questions sur la position du Slesvig et sur l'établissement des rapports entre les différentes parties de la Monarchie, qui requèrent une action commune sous quelque forme que ce soit.

En parlant du premier de ces deux points nous n'avancerons pas qu'il s'agit ici d'une dette d'honneur, bien que nous considérions certainement comme telle l'accomplissement des obligations d'un traité. Ici aussi le comte Russell relève clairement les deux côtés essentiels, qui consistent à assurer le Slesvig contre une incorporation et à protéger la nationalité allemande dans les Duchés, et il croit que le moyen convenable pour atteindre ce double but, consiste dans une autonomie complète du Duché, en vertu de laquelle il ne se trouverait pas dans une relation politique plus étroite avec le Royaume qu'avec toute autre partie de la Monarchie, et aurait à décider lui-même d'une manière indépendante de tous les points touchant les empiétements danois qui ont donné lieu jusqu'ici à tant de plaintes justes et jusqu'ici sans résultat, plaintes qui reposent sur des faits si notoires qu'une surveillance, telle que nous ne l'avons pas exercée ni réclamée, serait inutile pour prouver leur réalité.

Nous nous déclarons pleinement d'accord avec les propositions du Comte Russell, mais elles n'atteindront certainement leur but, que si elles sont exécutées avec une parfaite sincérité de la part de S. M. le Roi de Danemark; que si le système de compression qui a prévalu jusqu'ici dans le Slesvig prend réellement fin; et que si une garantie est donnée pour une élection parfaitement libre et pour la liberté des votes de l'Assemblée des États, qui auront à décider sur ces divers points. C'est là une chose de toute évidence, et qui doit paraître telle au Secrétaire d'État Britannique. Mais une expérience aussi fréquente que triste nous pousse de nouveau à en faire mention et à la recommander à l'attention du Comte Russell.

Finalement la dépêche traite le point qu'elle désigne à juste titre comme le plus difficile et le plus compliqué de l'affaire, à savoir le règlement des affaires financières communes.

Sous ce rapport aussi je puis me déclarer d'accord avec les propositions contenues dans les troisième et quatrième paragraphes de la fin de la dépêche. L'union entre les États des diverses parties de la Monarchie pour l'établissement d'un budget normal et le vote libre par ces mêmes États des dépenses extraordinaires dépassant ce budget répond, selon nous, aux droits et aux intérêts de ces territoires comme aussi aux besoins de l'ensemble, et elle ne rencontrera pas de difficultés de la part des Duchés eux-mêmes. Si le Gouvernement danois accepte ces points sans réserve, ainsi que les deux mentionnés d'abord, il sera possible de déterminer aussi par un arrangement ulté-

rieur une forme convenable pour régler les dépenses d'ensemble. Le mode indiqué dans la dépêche du Comte Russell d'établir et de distribuer le budget normal avec la coopération d'un Conseil d'État peut offrir, selon moi, le point de repère pour cet arrangement, pourvu que l'on tienne en principe que, chacun des territoires doit être mis à l'abri de la prépondérance des autres.

En donnant ainsi mon assentiment aux quatre paragraphes dans lesquels le Secrétaire d'État Britannique, résume ses propositions, j'ai à peine besoin d'ajouter l'observation que, pour le moment, nous ne parlons qu'en notre propre nom. Nous n'avons actuellement pas de mandat formel de la Confédération et nous ne pouvons ni préjuger son avis, ni disposer de ses droits; mais il va de soi que si les propositions du Comte Russell étaient acceptées par le Gouvernement Danois, nous présenterions de rechef à la Confédération les vues que nous venons d'exprimer et nous nous efforcerions d'obtenir le consentement de nos Confédérés. Si cet essai d'entente devait échouer par l'absence d'un mouvement correspondant de la part du Gouvernement Danois, les arrangements de 1851 et de 1852 ainsi que les droits et les réclamations de l'Allemagne, resteraient pleinement en force.

Je prie Votre Excellence de vous exprimer en ce sens auprès du Secrétaire d'État Britannique et, en même temps, je vous autorise à lui donner copie de cette dépêche.

Agréez, etc.,

*Signé : DE BISMARCK.*

**Le Comte de Rechberg au Comte de Wimpfen, ambassadeur d'Autriche à Londres, en réponse à la note du 24 septembre.**

Vienne, le 29 octobre 1862.

Monsieur le Comte,

M. Julian Fane m'a communiqué la dépêche ci-jointe en copie, que le Principal Secrétaire d'État pour les Affaires Étrangères lui a adressée par ordre de S. M. la Reine, afin de rendre plus facile d'arriver à un arrangement final du différend qui subsiste entre l'Allemagne et le Danemark.

Ainsi que vous le verrez par cette pièce, le Comte Russell, comme introduction à ses propositions, désigne d'abord les points dans lesquels, selon sa conviction, les discussions qui ont eu lieu jusqu'ici ont livré un résultat incontestable. Il considère comme parfaitement établi :

1. Que dans le Holstein et le Lauenbourg aucune loi ne peut être décrétée et aucun impôt levé sans le consentement des États de ces Duchés.

2. Que la Constitution générale du Royaume du 2 octobre 1855,

déjà formellement suspendue pour le Holstein et le Lauenbourg, doit nécessairement être et rester sans effet aussi pour le Slesvig.

3. Que le Royaume de Danemark, proprement dit, a le droit de se donner des lois et de se décréter des impôts indépendamment de l'assentiment des Duchés.

Prenant ces articles comme point de départ, le Comte Russell a tracé ensuite les lignes fondamentales d'un plan d'après lequel la question de la position du Slesvig, aussi bien que le problème compliqué de l'établissement d'une Constitution commune pour toute la Monarchie Danoise, doivent être résolue à la satisfaction des deux parties.

Ces lignes fondamentales sont résumées par le Principal Secrétaire d'État dans les quatre points suivants :

1. Les Duchés de Holstein et de Lauenbourg doivent obtenir tout ce que la Confédération Germanique a demandé pour eux.

2. Le Slesvig doit avoir le droit de jouir de son autonomie et il ne doit pas être représenté dans le Conseil du Royaume (Rigsraad).

3. Un budget normal doit de dix en dix ans être voté par les quatre corps Représentatifs du Danemark, du Holstein, du Lauenbourg et du Slesvig.

4. Les dépenses communes extraordinaires doivent être approuvées également par la Diète Danoise (Reichstag) et par les États des trois Duchés.

Après avoir examiné attentivement cette importante communication et après nous être concerté avec la Cour de Prusse, à laquelle le Cabinet de Londres a fait parvenir les mêmes ouvertures, je réponds par les observations suivantes au désir du Comte Russell de connaître nos vues sur son plan d'arrangement.

Après une longue et infructueuse discussion entre les Puissances Allemandes et le Cabinet de Copenhague, le Gouvernement Impérial a acquis la conviction que pour trouver la clef d'une solution finale des complications subsistant jusqu'à ce jour, il faut maintenant avant tout persuader le Danemark de l'impossibilité de conserver comme un lien unissant entre elles les autres parties seulement de la Monarchie la Constitution générale du 2 octobre 1855, qui a été établie contrairement aux Conventions de 1851 et 1852, et qui a déjà été abolie pour le Holstein et le Lauenbourg. Ceci formait le point principal de notre Mémoire du mois d'août.

Nous éprouvons donc une satisfaction particulière en voyant la Grande-Bretagne partager ce point de vue, et en prenant acte je n'hésite pas à exprimer la conviction que le Gouvernement Britannique aura le mérite d'avoir contribué fortement à l'apaisement d'un différend menaçant pour le repos de l'Europe, s'il amène le Gouver-



nement Danois, qui a tant de motifs de tenir compte des conseils de l'Angleterre, à renoncer définitivement aussi pour le Slesvig à la Constitution de 1855.

Il n'est pas moins satisfaisant pour nous que le Comte Russell reconnaisse entièrement le droit de la Confédération Germanique de trancher en dernier ressort par ses décisions les questions concernant le Holstein et le Lauenbourg qui sont pendantes à Francfort.

Nous sommes, de notre côté, loin de contester que Royaume de Danemark proprement dit ne puisse user de ses droits particuliers en matière de législation et d'impôts sans être lié au consentement des Corps Représentatifs des Duchés.

Nous nous félicitons donc nous trouver entièrement d'accord avec le Gouvernement Britannique quant aux points qu'il admet comme placés hors de toute discussion ultérieure. Nous nous empressons d'ajouter que, pour notre part, nous sommes également disposés à voir dans les propositions positives qui forment la seconde partie de la dépêche du Comte Russell une base convenable et équitable pour la solution définitive du différend Dano-Germanique.

Pour couvrir la responsabilité du Gouvernement Impérial, je dois cependant observer que dans cette affaire l'intercession d'une Puissance tierce doit trouver ses limites dans le droit de la Confédération Germanique reconnu par le Comte Russell lui-même en tant qu'il est question d'une affaire intérieure de l'Allemagne, d'agir conformément aux lois de la Confédération, indépendamment de toute immixtion étrangère.

Je dois de plus rappeler que les Cabinets de Vienne et de Berlin n'ont pas de mandat précis pour négocier au nom de la Confédération Germanique, et qu'ils ne sont donc pas à même d'accepter un changement quelconque à l'état légal de la question sans l'assentiment de la Confédération.

Les quatre points posés par le Comte Russell comme base d'un arrangement ne concordent pas entièrement avec les stipulations de 1851 et 1852, desquelles la Confédération fait dériver ses demandes ; et il n'appartient pas aux Gouvernements d'Autriche et de Prusse d'accepter, en vertu de leur propre décision, au lieu de l'exécution exacte de ces stipulations, une proposition qui n'est pas parfaitement identique à ces stipulations.

Les deux Gouvernements doivent se borner à exprimer leur opinion individuelle sur la question de savoir s'ils jugent cette base, ainsi modifiée, admissible pour la Confédération, et s'ils peuvent plaider en sa faveur auprès de leurs confédérés Allemands. Cela posé je n'hésite pas à déclarer que, d'après le sentiment du Cabinet Impérial, les droits et les intérêts qu'il a le devoir de défendre dans l'affaire en

question pourraient être sauvegardés par la mise à exécution franche et complète des quatre points posés par le Cabinet de Londres tout aussi efficacement que par l'exécution des stipulations de 1851 et 1852. Le Gouvernement Impérial, dans son amour de la paix, ne peut sûrement qu'accompagner de ses meilleurs vœux une proposition d'accommodement sur laquelle il porte ce jugement, et qui a pour elle l'autorité de l'Angleterre. Dans l'intérêt du succès désiré, le Gouvernement Impérial croit d'ailleurs ne pas pouvoir assez recommander que le même esprit d'équité envers les différentes parties de la Monarchie Danoise qui se montre incontestablement dans les quatre points susmentionnés, préside aussi au traitement des questions qui demanderont à être réglées, soit en dehors de ces quatre points sommaires, soit pour assurer leur mise à exécution. Le Comte Russell a indiqué lui-même une des plus importantes de ces questions, en recommandant dans le texte de sa dépêche l'institution d'un Conseil d'État commun.

Je conclus en répétant que les explications qui précèdent ne peuvent rien enlever à la force et à la validité des engagements qui subsistent entre la Confédération Germanique et le Danemark, et que bien entendu nous réservons non-seulement à la Confédération, mais aussi à nous-mêmes le droit d'en revenir uniquement à ces engagements si l'influence conciliante de l'Angleterre venait à ne pas atteindre son but par suite d'un manque de bonne volonté de la part de la Cour de Copenhague.

Vous voudrez bien, M. le Comte, vous exprimer envers le Principal Secrétaire d'Etat dans le sens de ces observations, et vous pourrez aussi placer à la disposition de son Excellence une copie de la présente dépêche.

Recevez, etc.,

*Signé :* RECHBERG.

---

**M. Hall à M. Quaade, en réponse à la note prussienne  
du 22 août.**

Copenhague, le 6 novembre 1862.

Monsieur,

Par la dépêche du Gouvernement prussien, du 22 août dernier, vous aurez vu que le Cabinet de Berlin évite de s'engager avec nous dans une négociation pratique sur la position constitutionnelle à donner aux Duchés de Holstein et de Lauenbourg, sur la base des arrêtés fédéraux. Au lieu de cela, il s'est donné pour mission d'attaquer les institutions constitutionnelles et les mesures d'administration intérieure qui sont mises en œuvre exclusivement dans les parties de

la Monarchie qui n'appartiennent point à la Confédération germanique, procédé qu'il prétend justifier en se rapportant aux négociations de 1851-52.

Nous croyons que la prompte solution de la question Holstein-Lauenbourgeoise est d'une telle importance pour tous les intérêts qui y sont engagés, qu'on devrait se garder de la compliquer encore davantage en y enveloppant de nouvelles questions qui ne s'y rattachent pas avec nécessité. En outre, nous avons déjà démontré, et nous le répétons aujourd'hui, que la confusion que l'on veut faire d'une question, dont on soutient le caractère exclusivement fédéral, avec une autre dont la dépêche prussienne elle-même reconnaît le caractère purement international, ne manquerait pas d'entraîner des conséquences extrêmement graves. Il n'est pas douteux, en effet, que les formes établies par le droit fédéral pour le règlement d'une affaire litigieuse cessent tout à fait d'être applicables, du moment que cette question a abandonné le terrain fédéral par la combinaison qu'on en établit avec une question internationale.

Pour ces raisons, je dois donc toujours insister pour que les négociations actuelles ne sortent pas d'un terrain qui leur est assigné, par cela même qu'elles procèdent des arrêtés de la Confédération dont toute la série, depuis le 11 février 1858 jusqu'au 7 février 1861, concerne uniquement le Holstein et le Lauenbourg, sans s'occuper par un seul mot ou par une seule allusion des parties de la Monarchie qui ne sont pas de la Confédération germanique. Cependant, vis-à-vis du reproche que l'on adresse cette fois encore, injustement il est vrai, au Gouvernement du Roi, savoir : qu'il ne se serait pas prononcé avec une franchise et une clarté complètes sur tous les points en litige entre nous et la Confédération germanique, nous avons cru devoir examiner aujourd'hui d'une manière détaillée les différents arguments sur lesquels on a voulu appuyer les prétentions allemandes.

A cet effet, vous trouverez dans l'annexe un aperçu complet, et, je l'espère, correct du véritable fond des négociations de 1851-52. Nous avons pu mettre cet aperçu en rapport principalement avec le Mémoire autrichien qui nous fut transmis en même temps que la dépêche prussienne du 22 août, parce que ce Mémoire contenait une argumentation à l'appui des exigences communes des deux puissances. Afin d'éviter des répétitions inutiles, je vous prie, Monsieur, d'en remettre une copie à S. Exc. le Ministre des Affaires Étrangères de Prusse. Cette pièce montrera au Ministre combien est peu soutenable en soi la thèse principale dans laquelle la dépêche prussienne prétend résumer le fond des négociations, et surtout elle lui fera voir combien sont mal fondées en tout cas les conséquences qu'on a voulu tirer de cette thèse, non-seulement pour la position des Duchés de

Holstein et de Lauenbourg, mais aussi à l'égard des autres parties de la Monarchie qui ne sont pas de la Confédération. Et quand la dépêche prussienne invoque l'esprit même des négociations, donnant à entendre que leur but avait été de trouver un équivalent pour l'ancienne union administrative du Slesvig et du Holstein, je crois qu'il va être clair dès à présent que le véritable esprit des négociations allait à sauvegarder les droits souverains de S. M. le Roi, et que leur but reconnu était de prévenir radicalement le renouvellement de déchirements funestes, en consacrant, en étendant même les droits de la Confédération Germanique à l'égard du Holstein et du Lauenbourg, tandis que, de l'autre côté, par rapport au Slesvig, on reconnaissait, non à titre d'une concession accordée au Danemark, mais bien comme une chose existante, en fait comme en droit, que ce dernier Duché n'était et ne pouvait être un objet d'examen et de négociation pour la Confédération Germanique; et que le Holstein n'avait aucun droit plus étendu à la communauté et à l'unité des institutions dans les deux Duchés autre que celui qui se trouvait déjà satisfait par les institutions non politiques qui avaient été accordées par le Roi.

Toutefois la question est beaucoup trop vaste pour qu'elle puisse être décidée par l'interprétation de quelques expressions plus ou moins claires d'une correspondance diplomatique. En effet, la nature et l'essence même d'un État souverain, c'est le droit imprescriptible qu'il a d'organiser sa Constitution et son administration, c'est-à-dire les principales conditions d'une vie propre et individuelle, suivant ses vues et ses besoins. Or, à quoi revient la demande que l'on croit pouvoir faire aujourd'hui au Roi de Danemark? A rien de moins que de renverser la Constitution existante du pays et d'octroyer une Constitution provisoire. Et, finalement, on met en perspective une nouvelle organisation dont on se croit en droit de nous prescrire et les formes d'avénement et la teneur. Tout cela, on ne se contente pas de l'exiger pour les Duchés de Holstein et de Lauenbourg, où la souveraineté du Roi se trouve, par suite de son accession à la Confédération Germanique, restreinte par la compétence de la Diète fédérale, — laquelle compétence d'ailleurs a été étendue, à l'égard de Sa Majesté du moins, bien au delà des limites qu'elle accepta lors de son adhésion volontaire à cette « Confédération internationale des Princes souverains. » On aspire à mieux encore, on en exige autant par rapport à l'organisation des parties mêmes de la Monarchie qui sont complètement étrangères à l'Allemagne. Mais de quelle façon et à quelle époque le Danemark a-t-il fait abandon de ses droits comme un membre indépendant du système des États de l'Europe? Quand et comment l'Allemagne a-t-elle acquis le droit de paralyser à son gré toute existence politique indépendante de la Monarchie danoise? Le Gouvernement



prussien n'a-t-il pas lui-même protesté hautement dans l'année de 1823? « Que toute influence imaginable que la Confédération prétendrait exercer sur le Slesvig devient impossible par ce seul fait que ce Duché n'appartient pas aux territoires fédéraux germaniques, et se trouve, par conséquent, parfaitement en dehors de la sphère d'action de la Confédération. » Et de même qu'à cette époque, la Diète fédérale ne manqua pas de s'associer à cette manière de voir, de même plus tard, ni dans l'arrêté du 17 septembre 1846, ni dans celui du 29 juillet 1852, ni enfin dans toute la série d'arrêtés rendus depuis le 11 février 1858, la Diète ne fait la moindre mention des parties non allemandes de la Monarchie.

Après cela, abstraction faite de la question de droit, quelle est l'organisation que la dépêche du 22 août s'efforce de nous imposer?

L'expérience d'autres pays prouve assez qu'il peut être difficile parfois — même dans des temps de calme et même sans immixtion étrangère — de faire voter un budget par une seule Assemblée représentant l'ensemble d'une Monarchie. Comment peut-on croire alors à la possibilité d'une Constitution, suivant laquelle les crédits nécessaires aux services publics ne pourraient être obtenus que par les votes concordants de quatre Assemblées parfaitement indépendantes les unes des autres et représentant chacune une portion de territoire distincte? Est-ce que le moindre développement des institutions et des lois communes serait imaginable seulement, s'il devait dépendre du consentement de quatre représentations très-diversement organisées et qui, dépourvues de tout lien organique entre elles, seraient nécessairement entraînées au développement excessif de leurs particularismes et de leurs divergences? En vérité, ce serait là le moyen infailible de démolir l'unité la plus compacte, et, à plus forte raison, une Monarchie dont les fractions, en dépit des nombreux liens, soit d'affinité nationale, soit du moins de souvenirs historiques et d'intérêts matériels, ne sont devenues que trop désunies malheureusement dans ces derniers temps sous l'influence de dissensions intestines et d'inspirations étrangères. Pour tout État, et doublement pour la Monarchie danoise au milieu des circonstances actuelles, une pareille organisation serait aujourd'hui l'anarchie et bientôt la dissolution.

Voilà les considérations que le fond et la forme de la dépêche du 20 août m'ont obligé de mettre en avant. En abordant la question qui seule peut donner à ces négociations quelque raison d'être et la possibilité d'un résultat pratique, je tiens à marquer en peu de mots les étapes par lesquelles cette question s'est développée.

Dans l'année de 1851, lorsque le Gouvernement du Roi s'imposa la tâche ardue d'établir une nouvelle organisation de la Monarchie, qui mieux que l'ancienne pût garantir la paix intérieure de l'État et en

même temps répondre aux aspirations des populations vers des institutions constitutionnelles, il crut à la possibilité de comprendre le Holstein et le Lauenbourg dans cette organisation. Le Gouvernement ne se dissimulait cependant pas les dangers d'une pareille expérience, et il jugeait parfaitement qu'elle n'avait de chance de réussir qu'à deux conditions, qui furent en effet expressément formulées dans la correspondance de 1851. D'un côté, il est dit dans la dépêche danoise du 6 décembre 1851 : « Que la résolution éventuelle du Roi repose sur l'espoir auquel il n'a jamais renoncé, que la plus grande partie de ceux de ses sujets qui jusqu'ici s'étaient égarés sous le coup d'une commotion violente, seront revenus maintenant à leur devoir, non en apparence seulement, mais aussi avec le sentiment renaissant de leur ancienne fidélité, et que les pénibles expériences des années qui viennent de s'écouler auront ramené les esprits à des idées et à des jugements plus calmes et plus sensés. » De l'autre côté, le Gouvernement du Roi adressait aux deux Cours allemandes cette déclaration formelle : « Que la possibilité d'une telle communauté constitutionnelle, et en général la possibilité de gouverner ses États comme une Monarchie unitaire, ne pourra exister qu'à la condition que les devoirs que le Roi a acceptés comme membre de la Confédération Germanique ne recevront aucune extension ultérieure, et que sa souveraineté sur les deux Duchés allemands ne sera également ni plus limitée, ni plus restreinte que ne l'exige la législation fédérale actuellement en vigueur et acceptée par le Roi de Danemark, et que finalement la Diète germanique ne prétendra à aucune espèce de compétence directe ou indirecte à l'égard du Duché danois de Slesvig. »

Pour répondre à cette déclaration, on donna la promesse la plus explicite que, du moment qu'une entente serait obtenue, « tout différend ultérieur qui pourrait s'élever à l'avenir entre le Danemark et la Confédération devrait de nouveau s'agiter dans les limites de la question de la compétence fondamentale de la Confédération ; » et c'est alors seulement que le Gouvernement Royal se mit à l'œuvre pour organiser la Monarchie.

Mais, malheureusement, aucune des deux conditions ne s'est réalisée. Au lieu de s'associer à une Constitution commune dont la Diète fédérale a reconnu « la conformité avec les lois et les droits de la Confédération, » et qui ne contrariait en aucune façon le développement individuel de toutes les choses et de tous les besoins particuliers, l'Assemblée des États du Holstein a formellement déclaré que « l'autonomie des territoires différents réunis en une Monarchie était incompatible avec la création d'une représentation commune par un même organe ; » et en agissant ainsi, elle a par avance prononcé la condamnation de toute tentative de renouer le lien commun qui avait

été déchiré. Et pour ce qui concerne la Confédération, — au lieu d'examiner ici si elle est restée vis-à-vis de nous en dedans des limites prescrites par les actes fédéraux, — nous adresserons seulement cette question au Gouvernement prussien, si ce n'est pas le but commun et avoué des efforts des différents Gouvernements allemands de donner à la Confédération un développement plus déterminé dans le sens de l'unité. Les opinions sur les voies et moyens d'atteindre ce but peuvent encore toujours être très-différentes; mais ce qui ne saurait être douteux pour personne, c'est que tôt ou tard, d'une manière ou d'une autre, on parviendra à une pareille organisation de l'Allemagne. Or, plus on réussira à fortifier et à resserrer les liens qui embrassent les différents pays fédéraux, et plus il deviendra impossible qu'un pays fédéral reste dans une intime connexion constitutionnelle avec un État qui vit d'une existence politique indépendante de l'Allemagne. On nous rendra cette justice, sans doute, que cette conviction ne témoigne pas d'un sentiment hostile envers l'Allemagne, mais bien plutôt d'un esprit exempt de préjugés dans l'appréciation du fond réel des choses et du développement historique.

En présence d'une situation aussi changée, le Gouvernement du Roi aurait été dans son droit s'il se fût engagé dans la voie que la dépêche autrichienne, du 26 décembre 1851, nous a elle-même indiquée, en faisant connaître à la Diète les motifs qui pouvaient nous déterminer à chercher à atteindre le but par d'autres moyens que ceux dont je viens de parler. Cependant le Gouvernement du Roi ne choisit pas ce chemin. Il préféra de maintenir, aussi longtemps que c'était humainement possible, l'union constitutionnelle du Holstein avec les autres parties de la Monarchie telle qu'elle avait été conçue dès l'origine. Et même après qu'un arrêté fédéral nous eut contraints, sous peine de procédés exécutoires, de défaire cette union, de nouveaux efforts ont été tentés en vue de la renouer.

De nouveaux arrêtés ont été rendus par la Diète fédérale. Cette fois, ils exigent avec menace d'exécution, « que tous les projets de loi qui sont présentés au Rigsraad, le soient également aux États des Duchés de Holstein et de Lauenbourg; et qu'aucune loi concernant les intérêts communs, et notamment dans les affaires de finances, ne soit promulguée pour les Duchés, si elle n'a d'abord été consentie par les États. »

Il est donc notoire que ce n'est point le Gouvernement du Roi qui a choisi lui-même, mais bien la Confédération qui a imposé une nouvelle voie pour parvenir à un état de choses régulier. Ce fut la Confédération qui défendit de faire participer les Duchés allemands à la représentation commune de toute la Monarchie; c'est encore elle qui exige aujourd'hui pour le Holstein une représentation distincte qui,

coordonnée au Rigsraad, devra traiter les affaires qui à l'avenir pourront rester communes. Or, quelque regret que nous ayons d'avoir été empêchés par les événements de continuer la route sur laquelle nous cherchions à parvenir à une réunion plus étroite de toutes les parties de la Monarchie en une totalité bien ordonnée, nous avons pourtant cédé à la nécessité, et nous nous sommes déclarés prêts, quant au principe, à nous rendre à cette exigence. Seulement, instruits par une triste expérience, nous nous sommes efforcés de préparer à la nouvelle organisation un meilleur sort que celui qui échet à l'ancienne. Nous devons désirer, en effet, de nous entendre avec l'Allemagne sur les dispositions qu'exige une pareille collaboration du Rigsraad et des États du Holstein avant de donner à ceux-ci une telle position nouvelle. Voilà quel est le but des négociations actuelles, et tel est le motif pour lequel nous les avons ouvertes par la présentation d'un projet qui cherchait à concilier la position que la Diète réclame pour le Holstein avec les conditions essentiellement nécessaires pour la conservation et le développement à venir de la Monarchie réunie.

Le Gouvernement du Roi n'a pas été sans pressentir que des objections pourraient être soulevées contre tel ou tel point de son projet, et, en raison de son vif désir d'en arriver à un accommodement définitif, il est disposé à se prêter, autant que cela est possible, à tout autre projet que le Gouvernement prussien pourrait vouloir faire. On nous trouvera constamment portés à concéder aux Duchés allemands tout ce que la Confédération Germanique peut demander pour eux avec la moindre justice ou la moindre équité. Seulement, il y a un point auquel le Gouvernement du Roi doit tenir comme à son principal et irrécusable devoir, c'est que l'indépendance pour le Holstein ne devienne pas la dépendance pour la Monarchie danoise.

En vous engageant, Monsieur, à faire la lecture de cette dépêche au Ministre des Affaires Étrangères de Prusse et à lui en laisser une copie, ainsi que de son annexe, je reste, etc. *Signé : C. HALL.*

---

**M. Hall au général de Bulow, ministre de Danemark à Vienne,  
en réponse au Mémoire autrichien du 25 août 1862.**

Copenhague, le 6 novembre 1862.

Monsieur,

Dans le Mémoire que M. de Jaeger m'a remis à la fin du mois d'août, le Cabinet Impérial et Royal n'a pas voulu formuler les mêmes exigences excessives que contenait la Dépêche prussienne du 22 du même mois, sans nous faire connaître en même temps les arguments avec lesquels il croit pouvoir justifier ces exigences. Le Gouverne-



ment du Roi a vu là une nouvelle preuve en faveur de la conviction qu'il a, que la Cour Impériale n'est nullement portée à pousser ses demandes au delà de ce qu'elle croit avoir le droit d'exiger suivant les négociations de 1851. Ainsi donc, si dans l'annexe ci-jointe je vous fais parvenir, pour la communiquer à S. Exc. le comte de Rechberg, une analyse détaillée et correcte, j'en suis convaincu, desdites négociations, je ne le fais pas uniquement parce que je juge nécessaire d'énoncer une fois complètement la pensée du Gouvernement du Roi à l'égard de ces négociations qui ont été si souvent incorrectement comprises; je le fais aussi dans l'espoir sincère que le Gouvernement Impérial et Royal voudra modifier ses conclusions après en avoir soumis les prémisses à une nouvelle délibération.

Le Mémoire Impérial se termine par un conseil dont il ne faut pas que j'omette de parler ici. Il envisage le rétablissement de l'ancienne liaison administrative entre le Slesvig et le Holstein comme un moyen de tranquilliser la population de ces Duchés, d'autant plus sûr qu'aujourd'hui, après que l'unité de la succession au trône dans l'ensemble de la Monarchie a été garantie par un acte Européen, il n'occasionnerait plus aucun danger pour l'intégrité de la Monarchie. Mais, quelque grande que soit à nos yeux aussi l'importance de l'arrangement définitif qui, à coup sûr, a écarté toute incertitude sur l'indivisibilité de la Couronne danoise, le Gouvernement ne serait jamais en mesure de justifier sa conduite, si par ses actes il donnait un nouvel aliment aux tendances séparatistes qui seules firent naître cette question. Et d'ailleurs, selon sa profonde conviction, la liaison administrative en question ne serait pas un moyen de tranquilliser ou de satisfaire d'autres fractions de la population que celles qui, malheureusement, n'ont pas encore cessé d'espérer dans les révolutions que l'avenir pourrait amener. Et du moment que le Gouvernement du Roi se déciderait à remplir les exigences de la Confédération Germanique, au sujet d'une position autre et plus indépendante à donner au Holstein que celle qui appartient à une simple province, il semblerait bien plus naturel de tout point de contrebalancer d'une autre manière le relâchement qui s'en suivrait dans la cohésion des pays fédéraux avec le reste de la Monarchie, c'est-à-dire en augmentant dans une mesure égale la force attractive des pays non fédéraux par la concentration plus étroite de ces derniers. En tout cas, toute liaison plus intime du Holstein avec le Slesvig augmenterait considérablement le danger de la propagation insensible des tendances qui ont pour but la séparation d'avec la Monarchie danoise et l'association à d'autres combinaisons politiques, qui jusqu'ici ont toujours dépendu de la possession du Slesvig et continueront toujours à en dépendre.

Toutefois, si le Gouvernement du Roi ne peut pas, pour ces raisons,

suivre le conseil qui lui a été donné, il ne méconnaît nullement pour- tant que ce conseil a été inspiré aussi par cet intérêt bienveillant pour la conservation et la prospérité de la Monarchie danoise dont le Gouvernement Impérial et Royal nous a toujours donné des preuves. Précisément cet intérêt me fait espérer que le comte de Rechberg saura apprécier l'importance des considérations que j'ai fait valoir. Et certes, pour les lui faire paraître dans une lumière claire et convaincante, une comparaison avec les situations analogues dans d'autres pays aura plus d'effet que mes courtes remarques ne sauraient en avoir.

En vous invitant, Monsieur, à donner lecture de cette dépêche au Ministre des Affaires Étrangères d'Autriche et à lui en laisser la copie, ainsi que de son annexe, je vous prie d'agréer, etc.

*Signé : C. HALL.*

---

ANNEXE A LA PRÉCÉDENTE DÉPÊCHE DU 6 NOVEMBRE 1862.

Quelque vif qu'ait été le regret du Gouvernement Royal à voir le Ministre des Affaires Étrangères d'Autriche reprocher au Ministère actuel sa position vis-à-vis des prétendus partis politiques, ainsi que son interprétation des transactions intervenues, et à l'entendre révoquer en doute même la « bonne foi » de ce Ministère, je n'aurai garde après tout de me plaindre de ce que le Mémorandum autrichien avance à ce sujet. Car en faisant, par antithèse, l'éloge de la « bonne foi dans l'exécution des transactions de 1851-52 » dont aurait fait preuve un Ministère danois antérieur, le Gouvernement Impérial et Royal vient singulièrement en aide aux efforts que je vais faire pour l'amener à voir sous un jour différent les mesures mêmes qu'il a si fort blâmées.

Toutes les démarches, en effet, que le Ministre autrichien juge à présent avoir été faites « non en conformité, mais bien plutôt à l'encontre des transactions de 1851, » supposant, il est vrai, qu'elles sont dues au Cabinet actuel, toutes ces démarches ont été uniquement l'œuvre de ce Ministère antérieur dans la parfaite loyauté duquel le Gouvernement autrichien place une confiance si complète et, à notre avis, si légitime, pour ce qui était d'observer la terre et l'esprit des transactions.

C'est ce Ministère qui, connaissant à fond les négociations, se tint dès le principe pour convaincu qu'il demeurerait en parfait accord avec elles, en ne soumettant aux Assemblées provinciales que le seul projet des modifications devenues nécessaires dans les constitutions particulières, tandis qu'il réservait à la Souveraineté Royale d'octroyer

la Constitution commune. Ainsi parurent d'un côté les Constitutions pour les Duchés de Slesvig et de Holstein du 15 février et du 11 juin 1854, dont les premiers paragraphes furent exemptés de la discussion des États, attendu qu'ils se rapportaient aux affaires communes. De même émana pour le Lauenbourg la patente du 20 décembre 1853, dont le préambule annonce expressément que le Roi se réservait de fixer lui-même les mesures ultérieures nécessaires pour l'introduction de la Constitution commune dans le Duché. De l'autre côté le Roi, de son autorité souveraine, *octroya* la Constitution commune pour toute la Monarchie, à la date du 26 juillet 1854.

C'est le même Ministère qui créa une Représentation commune, basée sur le chiffre des populations et l'importance des contributions au trésor public ; car l'avènement de ce principe naturel ne date pas de la Constitution du 2 octobre 1855, il avait été reconnu seul conforme à la justice, déjà dans la Constitution du 26 juillet 1854.

Même le règlement des langues en vigueur en Slesvig, qui est qualifié de « campagne administrative contre la langue et la nationalité allemandes », est resté absolument tel qu'il avait été, après mûre délibération, adopté et introduit dans la loi fondamentale même du Slesvig, par le fait dudit ministère et particulièrement de l'homme d'État que le Gouvernement Impérial et Royal avait signalé et recommandé au Roi, comme offrant une garantie personnelle suffisante pour que la nationalité allemande fût traitée avec justice.

Ainsi, de toute la série de mesures dont le Gouvernement Impérial et Royal croit avoir déjà suffisamment démontré l'illégalité, en affirmant que le Ministère actuel en est l'auteur, de toutes ces mesures il n'en reste qu'une dont la responsabilité appartienne audit Ministère, savoir : la Constitution du 2 octobre 1855. Et même à l'égard de celle-ci, le Gouvernement Impérial et Royal se trompe tout à fait, s'il croit avoir constaté un désaccord entre les vues du cabinet alors en fonction et celles de ses prédécesseurs. Car ces derniers ne s'étaient pas prononcés, comme le suppose le Mémoire autrichien, « contre une Constitution de la nature de celle qui fut proclamée plus tard, » mais bien « contre une Charte constitutionnelle proprement dite d'après le modèle moderne. » Et les dispositions relatives au budget normal, à l'initiative exclusive de la Couronne, à la faculté absolue du Gouvernement de déterminer le mode de présentation définitive des projets de loi, à la nomination par le Roi d'un certain nombre de députés, ainsi que les autres prescriptions de la loi électorale — toutes ces dispositions prouvent suffisamment que l'égard pour la Confédération et le droit fédéral, qui avait provoqué l'avis susmentionné, n'a pas été méconnu non plus dans la rédaction de la Constitution du 2 octobre 1855, pour donner une autre preuve encore de ce qu'il

n'existait réellement pas de contraste sensible entre l'ancien et le nouveau Ministère dans l'appréciation du caractère de la Constitution du 2 octobre, j'ajouterai que l'homme d'État qui, ayant été chargé du Ministère des Affaires Étrangères et de la présidence du Conseil, peut être regardé comme l'organe le plus immédiat des vues de l'ancien Ministère, a expressément déclaré dans le Rigsraad que, quelle que pût être son opinion sur le détail de ladite Constitution, il se réjouissait de l'accomplissement de cette œuvre et de ce « que notre avenir était assuré par les mesures et les actes qui avaient, de cette façon, légalement acquis l'approbation et la consécration nécessaires. »

Ainsi donc, si le Ministère actuel ne s'arroge nullement le privilège de s'inspirer à un plus haut degré que ses prédécesseurs d'un patriotisme légitime, il aime à espérer que le Gouvernement Impérial et Royal trouvera dans les explications présentes quelque motif pour ne point mettre en doute la bonne foi du Ministère actuel (car ce n'est qu'à cette condition que les négociations peuvent aboutir à un résultat), et qu'il voudra examiner sans prévention l'aperçu suivant des négociations de 1851-52, dans lequel je vais tâcher de montrer d'une façon succincte que le Gouvernement royal a agi non-seulement avec une entière bonne foi, mais encore en parfaite conformité des transactions intervenues.

La correspondance diplomatique qui eut lieu en 1851 est à coup sûr d'une nature particulière. Le but immédiat en était de mettre un terme à l'exécution fédérale dans le Holstein; et de même que celle-ci avait été entreprise sur la requête du Roi de Danemark et en vue du rétablissement de son pouvoir souverain dans le Holstein, de même la continuation de cet état exceptionnel contre la volonté et le vœu de Sa Majesté se serait trouvée en contradiction évidente avec la législation fédérale. Mais, si à ce compte les Puissances allemandes n'avaient aucun droit de faire dépendre l'évacuation du Holstein de notifications ultérieures du Gouvernement Royal, il existait cependant des raisons d'un ordre moral qui devaient leur faire désirer que de telles notifications précédassent le dernier acte d'un épisode auquel l'Allemagne avait pris une part importante. Voilà ce qui a donné un caractère tout particulier à la correspondance en question. Le Gouvernement Royal ne pourrait certes pas prétendre qu'il ne se soit en aucune manière engagé par ses déductions adressées aux deux Cours allemandes; mais ces dernières auraient tout aussi peu le droit d'y chercher le fondement de prétentions et d'exigences d'un caractère sacré et international. Entre ces deux extrêmes se trouve un moyen terme qui a été défini de la façon la plus précise dans les communications mutuelles. Le Gouvernement du Roi commence la négociation par cette déclaration : « pour ce qui



est de garanties de droit au delà de cette limite, notre partie adverse ne peut donc pas nous en demander et nous ne saurions en donner. » Mais il ajoute qu'il « nous sera possible dans un avenir prochain d'augmenter les garanties morales sur lesquelles repose la paix à l'intérieur et à l'extérieur »; et il clot les négociations en annonçant certaines « intentions du Roi », non en conséquence d'une obligation internationale quelconque, mais « de son libre arbitre » et uniquement « en vertu de son Souverain Pouvoir »; non d'une manière officielle, mais « confidentiellement »; non comme des promesses internationales et obligatoires, mais simplement à titre de communication. Et les Cours allemandes répondent à cela (voir la dépêche autrichienne du 26 décembre 1851) : « Les droits de souveraineté du Roi nous sont sacrés, mais ils *ne souffriraient pas*, nous en sommes convaincus, le moindre préjudice, quand Sa Majesté se trouverait amenée à devoir des renseignements à ses collègues de la Confédération; et de tels renseignements ne sauraient, dans les circonstances actuelles, être remplacés par une simple allégation des droits de Souveraineté, des lois fédérales et de la confiance que le Gouvernement du Roi mérite. » Pour montrer par un exemple pratique quelle serait la signification d'une notification telle qu'on la désirait de la part du Roi, la dépêche autrichienne se rapporte ensuite au temps passé en ces termes : « La déclaration du Gouvernement danois du 7 septembre 1846 était spontanée; elle fut donnée pour apaiser des inquiétudes que la Lettre-Patente du Roi Christian VIII avait fait naître, et elle fut dans une pareille intention acceptée par l'arrêté fédéral auquel elle servit de base. Ni les Cours d'Autriche et de Prusse, ni la Diète fédérale n'ont réclamé pour cet incident le caractère d'acte synallagmatique, obligatoire de part et d'autre, qu'il n'avait réellement pas; ils n'ont pas non plus refusé de tenir convenablement compte des changements survenus dans l'état des choses. Mais, du côté danois, on ne veut sans doute pas soutenir qu'immédiatement après cette déclaration, le Roi ait pu, en vertu de sa Souveraineté, agir aussi bien en sens opposé, sans donner d'autre explication là-dessus à la Confédération, que cette assertion que son droit souverain ne se trouve borné que par les limites jusqu'où va la compétence de la Confédération. Mais si cela ne pouvait se faire alors sans léser les droits de la Confédération, il doit assurément encore en être de même dans les circonstances actuelles. »

C'est au point de vue de ces explications si précises et si claires que les soi-disant transactions de 1851 doivent être envisagées. Or, en les envisageant ainsi, il viendra difficilement à l'esprit de personne de douter que le Gouvernement Royal ne se sente moralement lié dans ses actions, jusqu'à un certain point, et n'éprouve un besoin encore

plus fort de voir naître une conformité aussi complète que possible entre ses vues et celles de ses alliés allemands. *Mais, pour ce qui est d'obligation internationale ou de droit international, à coup sûr, il n'en saurait être question à ce propos.*

Lorsque, se confiant dans les promesses qu'on lui avait données, le Gouvernement Royal consentit à annoncer ses « intentions » d'une façon plus précise que par le passé, il eut soin de choisir une forme qui indiquât, elle aussi, qu'elles n'avaient aucun caractère international; laquelle forme fut reconnue satisfaisante par les Cours allemandes. (Voir la dépêche prussienne du 13 janvier 1852.) Le Gouvernement adressa en effet au peuple danois une Patente où la base de l'organisation projetée de la Monarchie dans son ensemble se trouvait fixée. Il s'ensuit de là que les Cours allemandes ne peuvent avoir qu'un droit limité à se prévaloir contre nous de la teneur de cette patente. Il n'y a que les vœux exprimés par les Cours allemandes, dans la correspondance en question, qui par leur admission dans la Patente du 28 janvier 1852 aient pris le caractère qui appartient en général à cette négociation. Mais tout le reste du contenu de la Patente doit demeurer également étranger à l'Allemagne, de quelque partie de la Monarchie qu'il y soit question. Cette observation générale est applicable entre autres au règlement des langues dans le Slesvig. De ce que dans la Patente il est fait mention de la loi fondamentale du royaume, la Confédération Germanique ne songerait certes pas à déduire un droit de s'immiscer dans l'exécution de cette loi. Mais n'est-elle pas tout aussi mal fondée à s'occuper d'un point de l'administration intérieure du Slesvig dont il est parlé dans la Patente, sans doute, mais dont il n'a pas été fait mention par un seul mot dans la correspondance diplomatique. Nous l'avons déjà dit, le règlement des langues existait dans toute son étendue au moment déjà où cette correspondance s'échangeait. Il avait déjà été mis en vigueur en 1850 par le commissaire extraordinaire du Roi dans le Slesvig; et si d'un côté la déclaration du Roi, dans sa Patente, de vouloir continuer la même protection aux deux nationalités, s'appuyait évidemment à l'état de choses déjà existant et se proposait de le maintenir, il est clair de l'autre côté que le silence gardé par l'Allemagne à ce sujet ne saurait être considéré que comme la preuve qu'elle reconnaissait la justice et la convenance du régime adopté pour les langues. Au surplus, il se trouve dans la correspondance même une reconnaissance expresse du maintien des règles existantes. Car après que la dépêche danoise du 6 décembre avait déclaré : « Sa Majesté ne veut pas qu'aucune des ordonnances qui ont été publiées depuis la conclusion de la paix, qu'elles l'aient été directement par le Roi ou indirectement par l'organe du commissaire extraordinaire, vienne à être soumise à une dis-

cussion quelconque dans les États provinciaux, à moins toutefois qu'il ne plaise au Roi d'en décider autrement dans tel ou tel cas spécial » ; il fut répondu dans la dépêche autrichienne du 26 décembre que l'on ne croyait pas « devoir anticiper sur les intentions de Sa Majesté danoise dans cette question de savoir : si les ordonnances émanées depuis la conclusion de la paix doivent être soumises aux délibérations des États provinciaux, car ces intentions royales ont sans doute le double but de sauvegarder la dignité de la Couronne et de dissiper les inquiétudes des populations. »

Je passe au résultat positif des négociations, tel que le montre la correspondance rapprochée, de la façon indiquée, du manifeste Royal.

Voici quelle était la situation à cette époque : le Slesvig était au pouvoir du Roi, l'ancienne institution des États était abolie de fait et de droit, l'Assemblée des États Slesvigeois s'étant d'une manière tout à fait illégale réunie avec celle du Holstein en une Assemblée soi-disant nationale (Landesversammlung), et ayant tenté de séparer le Slesvig de la Monarchie. L'expérience avait ainsi suffisamment prouvé à quels résultats pouvait conduire l'autonomie qui auparavant avait été accordée au Slesvig. C'est pourquoi le préambule de la loi fondamentale du Royaume, qui fut proclamée au mois de juin 1849, avait expressément « réservé le règlement de toutes choses concernant la position du Slesvig », ce qui signifiait : que la loi fondamentale devait aussitôt que possible être étendue à cette province, et que l'on allait enfin procéder à accomplir tout à fait l'incorporation qui en 1720 avait été arrêté en principe, mais qui en réalité avait été laissée inachevée ou du moins avait été plus tard partiellement suspendue. Le Gouvernement pouvait donc, en fait comme en droit, procéder à l'incorporation du Slesvig dans le Royaume ; mieux que cela, il avait déclaré qu'il le voulait faire et s'y était en quelque sorte engagé.

Or, c'était là ce que les Puissances allemandes redoutaient et à quoi elles voulaient mettre obstacle en profitant de ce qu'elles se trouvaient de fait en possession du Holstein ; et *c'est sur ce point-là que le Gouvernement du Roi fit une concession signalée afin de mettre définitivement un terme à la lutte avec l'Allemagne*. Sa Majesté déclara en effet : « L'incorporation du Slesvig dans le Royaume proprement dit n'aura pas lieu », mais « en se décidant à gouverner non-seulement le duché de Holstein mais encore celui de Slesvig, jusqu'à nouvel ordre, en qualité de Roi absolu et avec le concours d'États provinciaux consultatifs, Sa Majesté agit ainsi, pour ce qui concerne le Duché de Slesvig, uniquement en vertu de son libre et souverain pouvoir. » (Dépêche du 6 décembre 1851, annexe II.)

Les Cours allemandes jugèrent avec raison ce point si important

qu'elles cherchèrent à s'en assurer encore davantage. « Si nous avons déjà plusieurs fois été amenés à nous énoncer à l'encontre de l'intention qu'annonçait le Gouvernement danois de ne reconvoquer les États provinciaux qu'en vue de leur abolition définitive, et d'accommoder la Charte de la Monarchie exclusivement d'après la loi fondamentale du Royaume, nous devons encore aujourd'hui tenir à nous prémunir expressément contre la possibilité d'une interprétation d'après laquelle cette intention même serait implicitement comportée par l'esprit du programme qu'on vient de nous faire connaître. Le maintien d'institutions politiques et administratives dans les différentes fractions du pays, sans préjudice de la direction centrale de leurs affaires communes, voilà ce que nous considérons comme une condition nécessaire pour l'affermissement du repos intérieur de la Monarchie. (Dépêche autrichienne du 26 décembre 1851). En déclarant « que cette manière de voir était conforme à sa pensée » et en en faisant la base de la Patente du 28 janvier 1852, le Gouvernement du Roi avait donc fait cette concession importante : *qu'il ne procéderait pas à l'incorporation du Slesvig, qu'il rétablirait au contraire l'institution des États provinciaux et ferait dépendre le développement des intérêts provinciaux des Duchés du concours des États provinciaux, lesquels, de consultatifs qu'ils avaient été, deviendraient délibératifs.*

La Constitution générale à donner à la Monarchie devait naturellement se ressentir dans son essence même des conséquences de cette concession. La nouvelle base sur laquelle le Gouvernement du Roi crut pouvoir élever l'édifice de l'État devint la communauté et la représentation commune pour toutes les parties de la Monarchie y compris le Holstein et le Lauenbourg. Quoiqu'il soit parfaitement évident que, dans la réalisation de cette intention il n'était gêné par aucun droit de la Confédération, il déclara pourtant « qu'il lui importait de savoir d'avance non-seulement que les résolutions que le Roi pourrait vouloir prendre seraient approuvées par les puissances alliées, spécialement par les Cours de Vienne et de Berlin, mais encore qu'elles ne rencontreraient d'obstacles d'aucun côté lorsqu'elles seraient mises en œuvre » (voir la dépêche du 6 déc. 1851).

A ce sujet on communiqua donc aux Cours allemandes que le Roi avait l'intention « d'établir entre les différents pays une union constitutionnelle organique et homogène de manière à en former une Monarchie unitaire, » et il fut indiqué d'une manière précise quelles affaires seraient communes pour toute la Monarchie et ressortiraient à la Représentation commune (annexe II de la dite dépêche). La réponse de l'Autriche et de la Prusse fut ce qui suit : « La Cour Impériale doit reconnaître que cette volonté du Roi est dirigé vers l'accomplissement d'une tâche qu'il n'y a pas moyen de récuser » (dépêche



autrichienne du 26 déc. 1851); et « les Puissances allemandes reconnaissent qu'en vertu du principe consacré de l'intégrité de la Monarchie danoise unitaire une représentation de toutes les parties de cette Monarchie, dans une Assemblée législative, convoquée pour la discussion et la délibération sur les intérêts communs, n'est pas incompatible avec les droits particuliers des Duchés allemands de Holstein et de Lauenbourg (dépêche prussienne du 30 déc. 1851, annexe).

Ainsi de son côté, *l'Allemagne s'était engagée à ne point soulever de difficultés par rapport à l'introduction du Holstein et du Lauenbourg dans une telle Constitution commune, et il convient ici de faire remarquer deux choses. D'abord ce n'est pas l'Allemagne qui acquerrait le droit d'exiger qu'une pareille Constitution fût réalisée; c'est au contraire le seul Danemark qui acquit le droit de pouvoir, sans rencontrer d'objections de la part de l'Allemagne, associer le Holstein à l'organisation commune projetée; ensuite, dans toute la négociation relative à ce point, il va de soi qu'il n'a pas été fait mention par un seul mot d'un consentement à donner à l'adjonction du Slesvig au Royaume dans une telle Constitution commune.*

Plus tard deux points principaux ont été l'objet des attaques, et ils doivent par conséquent être examinés spécialement. Je veux parler du mode d'avènement de la Constitution commune, celle-ci n'ayant pas été présentée préalablement aux Représentations particulières; et en second lieu du principe de la Représentation. A l'égard de ces deux questions, les actes de la négociation ne contiennent que des remarques incidentes. Elles suffisent pourtant, quand on les rapproche du silence gardé d'ailleurs, pour que nous y trouvions la réponse suffisante. Dans l'annexe II de la dépêche danoise du 6 décembre 1851 il est dit : que le Gouvernement danois « s'est donné pour mission d'établir, entre les différents pays, une union constitutionnelle, organique et homogène, de manière à en former une Monarchie unitaire, en procédant d'après les lois et la Constitution, c'est-à-dire : à l'aide des États provinciaux consultatifs de chacun des Duchés séparément; pour ce qui regarde le Royaume, conformément aux résolutions de la Diète; et enfin dans le Duché de Lauenbourg avec le concours du Conseil de la noblesse et des campagnes. » Par ces paroles on avait promis, il est vrai, qu'une Constitution commune serait établie avec le concours des Représentations spéciales, mais ne fixait nullement *quel serait l'objet* de leurs décisions et de leurs avis, ni dans quelles limites elles seraient entendues.

Les détails de ce point que le Gouvernement du Roi s'était ainsi réservés, ne sont pas non plus déterminés dans les dépêches des Cours allemandes; elles se bornent à répéter correctement les expressions employées dans la dépêche danoise. Le manifeste du 28 janvier

1852 montre enfin clairement, par le contraste, que les décisions ultérieures sur ce point étaient complètement laissées au Gouvernement du Roi. Car d'un côté, là où il s'agit des Constitutions particulières, il est dit en paroles claires : « Il ne peut s'élever aucun doute sur notre ferme volonté de maintenir inviolables les dispositions de la loi fondamentale danoise; de même nous voulons par les voies constitutionnelles faire participer à un développement analogue les États provinciaux de nos Duchés de Slesvig et de Holstein; en sorte que chacun de ces Duchés aura une Représentation d'états avec voix délibérative, en ce qui concerne ses propres affaires, lesquelles avaient été placées précédemment dans les attributions des états provinciaux ayant voix consultative seulement. » *De l'autre côté il est dit à l'égard de la Constitution commune seulement ceci, que* « Sa Majesté s'occupera le plus promptement qu'il sera possible d'introduire cette Constitution. » Suivant ces données il n'est pas douteux que le Gouvernement Royal n'avait rien dit, et que les Puissances allemandes n'avaient rien cru entendre, qui ressemblât à une promesse de soumettre la Constitution commune elle-même aux Assemblées particulières. Et quand plus tard, conformément à la réserve qu'il avait faite de se déterminer librement, le Gouvernement du Roi s'est borné à présenter aux Assemblées spéciales les changements rendus nécessaires dans les Constitutions particulières par l'établissement de la Constitution commune, il était guidé d'un côté par cette considération toute pratique qu'un autre procédé aurait singulièrement ralenti et entravé l'avènement de la Constitution, de l'autre côté par ce motif que les États du Holstein et ceux du Slesvig se seraient trouvés sans cela, dans une position défavorable, attendu que leur compétence n'eût pu leur donner qu'une voix consultative dans l'affaire, tandis qu'en vertu de ses attributions la Diète danoise aurait eu voix délibérative. Aussi l'Allemagne reconnut-elle parfaitement à cette époque le droit du Gouvernement de tenir cette ligne de conduite et l'équité qui l'avait guidé dans son choix. C'est ce qui ressort suffisamment, je crois, du silence même que garda la Confédération germanique à la vue des différentes mesures du Gouvernement danois.

Quant au principe de la représentation, rien absolument n'avait été prévu ou esquissé dans les négociations. Or ce silence prouve assez qu'on ne s'imaginait pas le moins du monde, ni de l'un ni de l'autre côté, que ce principe pût être un autre que le principe naturel, c'est-à-dire le principe de la représentation suivant le nombre de la population et suivant la charge de l'impôt qui est basée sur ce nombre. Personne ne voudra contester en effet qu'une organisation de la représentation, selon laquelle une population de 50 000 Lauenbourgeois et celle de 500 000 Holsteinois enverraient chacune un aussi grand

nombre de représentants à l'assemblée commune que les 1 600 000 habitants du Royaume, serait une chose tellement inaccoutumée — pour me servir de la plus douce expression — que pour admettre que ç'avait été là la pensée des négociateurs, il eût fallu au moins qu'elle eût été expressément formulée. Mais cela ne s'est pas fait; bien au contraire il n'y a que ces mots : l'union doit être « organique et homogène. » Et le Gouvernement du Roi a complètement satisfait à cette dernière condition, il en est persuadé, en réalisant le même principe de représentation à l'égard de toutes les parties du pays. Afin de parvenir à donner un autre sens à cette expression « homogène » on a cherché à l'interpréter en y ajoutant cette phrase relative : « où aucune partie ne doit être subordonnée ni incorporée à l'autre. » Mais il convient de faire remarquer que *ce complément du mot homogène ne se trouve point dans les pièces des négociations de 1851-52, non plus que dans le Manifeste Royal du 28 janvier 1852.* La dépêche autrichienne du 26 décembre 1851 contient cette phrase, il est vrai, mais à une autre place et dans un autre contexte, savoir dans le passage où elle exprime la satisfaction de la Cour de Vienne au sujet du système d'administration provisoire que le Roi avait adopté en attendant l'organisation définitive de la Monarchie. Il n'est pas permis évidemment de vouloir, d'une phrase employée de cette façon, déduire une restriction essentielle du sens naturel des mots. Aussi reconnaissons-nous avec plaisir que dans son Mémoire le cabinet de Vienne n'a pas prétendu donner au dit passage une autre signification que celle qu'il a effectivement.

Ainsi rien dans les négociations ne plaide pour l'admission d'un principe de représentation aussi contraire à la nature, et qui ne répondrait certes pas aux notions d'un « ensemble bien organisé » et « d'une seule assemblée législative, » et dans les années de 1851-52 personne n'a pu se figurer qu'un pareil état dût assurer la paix et le développement heureux de la Monarchie.

*Le véritable contenu des négociations de 1851-52 est donc ce qui suit : d'un côté le Gouvernement royal rétablissait les États slesvicois aussi bien que les États holsteinois et faisait ainsi dépendre du concours de ces États, qui devaient dans la suite avoir voix délibérative, le développement à venir des affaires provinciales. De l'autre côté l'Allemagne s'obligeait à évacuer le Holstein et à ne point susciter d'obstacles à l'admission du Holstein et du Lauenbourg dans une Constitution commune avec le reste de la Monarchie.*

Il reste à parler d'un point encore, savoir l'abolition des anciens liens administratifs entre le Slesvig et le Holstein, puisque l'on affecte de la présenter comme une *concession* qui nous aurait été faite, et qu'il serait, dans certaines circonstances, loisible de retirer. Les expres-



sions des négociations ne laissent aucune espèce de doute sur la fausseté de cette affirmation. Dans la dépêche danoise du 6 décembre il avait été prouvé, « qu'il est par conséquent évident qu'il ne saurait être question à l'heure qu'il est ni d'un état de choses légal, mutuellement reconnu ou fondé sur la décision fédérale du 17 septembre 1846 ou sur la déclaration de l'envoyé du Roi, ni d'une compétence à l'égard du Duché de Slesvig qui eût été réservée par l'arrêté fédéral susmentionné ou reconnue par la dite déclaration; » et en conséquence le Roi manifesta sa résolution que « la communauté qui a existé depuis l'année 1834 entre les deux Duchés à l'égard de l'administration, restera supprimée pour toujours, comme elle a été supprimée déjà de fait. » A ce sujet le Gouvernement autrichien déclara dans sa dépêche du 26 décembre que dans le dit arrêté fédéral la Diète n'avait pas entendu regarder la déclaration du Gouvernement danois autrement que comme un acte de sa libre volonté. « Ni les Cours d'Autriche et de Prusse ni la Diète fédérale n'ont réclamé pour cet incident le caractère d'un acte synallagmatique, obligatoire de part et d'autre, qu'il n'avait réellement pas; » et cette manière de voir se trouve définitivement formulée dans l'annexe. Du côté de la Cour impériale il est reconnu « que les déclarations citées du 7 septembre 1846 avaient pour base la situation qui existait à cette époque et n'avaient point pour effet légal de faire dépendre de l'assentiment de la Confédération les résolutions que des circonstances modifiées pouvaient amener le Roi à prendre, en vertu de ses droits souverains, à l'égard de la connexité en question; attendu que ces résolutions n'intéresseraient pas la compétence légale de la Confédération germanique. » Et l'annexe de la dépêche prussienne du 30 décembre 1851 déclare que « les affaires du Duché de Slesvig en sa qualité de pays non allemand ne sauraient en soi devenir l'objet des délibérations et des recherches de la Confédération germanique. C'est seulement en supposant que, par le fait de l'existence de certaines institutions communes entre les deux Duchés, le Duché allemand de Holstein possède des droits à voir maintenir ces institutions mêmes, c'est dans cette mesure uniquement qu'il peut être question d'établir une entente à ce sujet entre les Puissances mandataires de la Confédération et la Couronne danoise. Il est reconnu du côté de la Prusse et de l'Autriche que le Duché de Holstein ne possède point un droit plus étendu à la communauté et à la solidarité des institutions des deux Duchés, » que celui que le Roi avait déjà rempli en laissant subsister certaines institutions non politiques (ordre équestre, université, pénitenciers, etc.).

Ce qui ressort de ces citations, c'est que l'abolition des anciens liens administratifs n'a pas été une concession de la Confédération et encore



moins une concession conditionnelle. Il a été reconnu au contraire que toute cette affaire ne se trouve pas en rapport avec la compétence légale de la Confédération, qu'elle ne relève que de l'autorité souveraine du Roi et que par conséquent elle n'avait point besoin de l'assentiment de la Confédération. Dans la dite annexe de la dépêche prussienne le point de vue légal a été marqué avec une précision que nous aimons à reconnaître. D'abord on établit ce principe général que la Confédération n'a rien à voir aux affaires du Slesvig. Puis vient cette réserve au sujet de certains rapports qui ont existé jusqu'ici entre les deux duchés, que la Confédération a qualité pour examiner s'ils reposent sur un droit positif. Enfin, comme résultat de l'examen qui était réservé de cette façon, on reconnaît que le Duché de Holstein n'a point de titre fondé en droit pour réclamer la connexion en question.

Si l'on compare les résultats de la présente analyse des négociations de 1851-52 avec les points dans lesquels les deux Puissances allemandes ont résumé leurs exigences définitives, voici ce qui en ressort.

1. La constitution commune a été promulguée d'une manière égale pour toutes les parties de la Monarchie en vertu de la souveraine autorité du Roi, et en parfaite harmonie avec l'intention qui en 1851 et 1852 avait été annoncée aux deux Puissances. L'élimination du Holstein et du Lauenbourg de cette communauté de constitution a eu lieu par suite d'un arrêté fédéral qui l'exigeait avec menace d'exécution et à l'encontre de la volonté du Roi. Dans aucun cas elle ne saurait avoir de l'influence sur la validité de la constitution dans des provinces qui ne sont ni directement ni indirectement soumises à l'autorité de la Confédération.

2. Il ne peut être question d'une organisation à créer à nouveau qu'autant que le Gouvernement du Roi s'est déclaré prêt, en conformité des arrêtés fédéraux du 8 mars 1860 et du 7 février 1861 et sous les réserves nécessaires, à attribuer aux États provinciaux du Holstein (à côté de et en corrélation avec le *Reigsraad* existant pour les parties non fédérales de la Monarchie) le droit de voter les lois et le budget pour les affaires communes.

3. Les affaires intérieures du Duché de Slesvig, y compris le règlement des langues, lequel n'a point du tout été mentionné dans les négociations de 1851-52, ne sont pas susceptibles de devenir l'objet de la discussion et de la délibération de la Confédération germanique.

**Patente royale relative à l'organisation d'un gouvernement  
local particulier au Holstein.**

Nous, Frédéric VII, roi de Danemark, etc., nous faisons savoir ce qui suit :

Pour faciliter au Duché de Holstein la marche des affaires du ressort de l'administration intérieure, nous nous sommes plu à établir dans ledit Duché une autorité supérieure basée sur les dispositions suivantes :

1° L'autorité qui, à partir du 1<sup>er</sup> décembre prochain, entrera en activité sous le nom d'Administration royale du Holstein, sera composée d'un président et de quatre conseillers que nous venons de nommer en date d'aujourd'hui. Ledit gouvernement aura son siège dans le Duché de Holstein, et le personnel dont il aura besoin va lui être assigné.

2° Le gouvernement est dans tous les rapports subordonné à notre ministère des Duchés de Holstein et de Lauenbourg. La gestion de ses affaires sera faite conformément à l'instruction qui lui sera communiquée par ledit Ministère, après en avoir acquis notre très-haute sanction.

3° Toutes les autorités et tous les fonctionnaires de notre Duché de Holstein, dépendant de notre ministère des Duchés de Holstein et de Lauenbourg, seront soumis à ce gouvernement comme à leur autorité immédiate.

4° La compétence du gouvernement embrassera toutes les affaires du Duché de Holstein, ressortissant à notre ministère des duchés de Holstein et de Lauenbourg, à moins que la qualité spéciale de l'affaire ne réclame la décision du ministère agissant directement sous nos ordres.

5° A l'égard du traitement des affaires par le gouvernement agissant collectivement ou par ses membres particuliers, de même qu'à l'égard des devoirs spéciaux du président, de ses compétences et de l'organisation du personnel qui lui aura été joint, l'instruction que l'on va rédiger en déterminera les règles à suivre. Le gouvernement aura à disposer du grand sceau royal pour toutes les expéditions qui lui auront été confiées dans la même étendue où elles en ont eu besoin jusqu'à présent. Pour les expéditions courantes, on usera du petit sceau à couronne portant la légende de *Gouvernement Royal de Holstein*.

6° Le gouvernement entrera provisoirement en activité dans notre ville de résidence de Copenhague, jusqu'à ce que notre très-haute résolution ait assigné l'endroit du Duché de Holstein où il aura à établir son siège.

Notre ministère des Duchés de Holstein et de Lanenbourg est chargé d'exécuter les dispositions précitées.

Fait à notre palais de Christiansbourg, le 12 novembre 1862.

FRÉDÉRIC R.

*Contre-signé* : C. HALL.

NOTE. — La présidence du gouvernement de Holstein a été confiée au comte de A. F. A. Moltke, préfet de Reinbeck.

---

**Le comte Russell à M. Paget.**

Foreign-Office, le 20 novembre.

Monsieur,

Depuis ma conversation avec M. de Bille, rapportée dans ma dépêche du 11 du mois dernier, ce Ministre a placé entre mes mains la copie d'une dépêche adressée à lui par M. Hall, en date du 15 du mois dernier. Je suis fâché de voir par cette dépêche que le Gouvernement danois montre une forte répugnance à l'adoption des conseils que lui a donnés le Gouvernement de Sa Majesté. Je suis convaincu que le Gouvernement danois n'a pas suffisamment réfléchi aux maux de la position présente, et s'est exagéré les conséquences qui suivraient son consentement au plan d'arrangement esquissé par le Gouvernement de Sa Majesté.

Le Gouvernement de Sa Majesté, en conséquence, désire, dans l'intérêt du maintien de la Monarchie danoise, indiquer plus explicitement les obligations du roi de Danemark et les moyens de les remplir.

On ne niera pas que le roi de Danemark a le Duché de Holstein comme duc de Holstein, et le Lauenbourg comme duc de Lauenbourg, et qu'en cette double qualité il est membre de la Confédération germanique, lié par ses lois, et relevant des autorités constituées par l'acte fédéral. On ne niera pas non plus que, comme duc de Slesvig, le roi de Danemark est engagé vis-à-vis de l'Autriche, de la Prusse et de la Confédération germanique collectivement, comme États souverains de l'Europe, par certaines promesses faites en 1851, et que, dans mes déclarations réitérées, je regarde Sa Majesté Danoise comme engagée d'honneur à remplir.

Telles étant la position et les obligations du Roi de Danemark, je suis sûr que M. Hall sera d'accord avec moi, quand je dis que nul argument *ab inconveniente* ne peut prévaloir contre ces stipulations positives et ces engagements honorables. Il ne suffira pas de dire que, par l'arrangement proposé, la marche du Gouvernement danois sera retardée, et qu'il est difficile d'obtenir la sanction du Holstein à des

mesures que les Ministres danois trouvent expédientes. Des considérations de ce genre doivent céder devant les demandes de la justice, et devant la bonne foi due par un prince à ceux envers qui il a contracté des engagements.

Prenant donc ces obligations dans cet ordre, je dois rappeler à M. Hall que le Gouvernement de Sa Majesté a toujours refusé de donner son opinion sur les questions appartenant à la compétence de la Confédération germanique. Parlant en général, le Gouvernement de Sa Majesté ne voit rien de déraisonnable dans la demande que nulle taxe ni loi ne soit imposée au Holstein, avant le consentement du peuple représenté dans les États de ce Duché.

Mais, d'autre part, quand M. Hall déclare que le Gouvernement danois est prêt à accéder aux demandes de la Diète, « quels que soient les dangers qui en résultent pour l'intégrité de la Monarchie, si cette position éventuelle du Holstein peut être définie de telle manière que le reste de la Monarchie ne soit pas réduit à une dépendance constante de l'Allemagne, et si par ce sacrifice nos relations avec la Confédération peuvent être rétablies sur une base permanente, » le principe ainsi affirmé a l'assentiment cordial et l'approbation du Gouvernement de Sa Majesté.

Avant d'aller plus loin, je vous prie de dire à M. Hall que c'est avec grande satisfaction que j'ai vu que, en ce qui concerne Holstein et Lauenbourg, nul différend de principe n'empêchera l'adoption des vues exposées dans ma dépêche du 24 septembre. Il n'y aura de différend que sur des questions de détail.

Nous en venons ensuite à la question du Slesvig, le vrai obstacle à un arrangement final et solide. Sur ce sujet aussi, il y a peu de différence entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement de Danemark quant aux principes généraux. M. Hall ne désavoue pas les deux principaux articles des déclarations faites par le Roi de Danemark, par lesquelles, en substance, il a assuré à son peuple du Duché de Slesvig que ce Duché ne serait pas incorporé dans le Danemark, et que ses sujets slesvigéois d'origine allemande seraient placés sur le même pied que ceux d'origine danoise. M. Hall ne nie pas l'existence ou la validité de ces promesses, mais il maintient qu'elles n'ont pas été remplies.

Il a été de mon devoir, à diverses reprises, de donner au Gouvernement danois le conseil de porter remède aux griefs du Slesvig, de remplir complètement toutes les promesses du Roi sur cette question et d'enlever ainsi tout prétexte à l'intervention de l'Allemagne. Le Gouvernement de Sa Majesté a agi, dans ces représentations, de concert avec les Gouvernements de France et de Russie; il n'a pas été tenu compte des avis de ces trois Gouvernements puissants et amis, et les



oppressions et les inégalités dont on s'est plaint n'ont été que faiblement amoindries. Il a donc été nécessaire de chercher et d'adopter une autre ligne de conduite.

Les choses étant telles, il y a différentes politiques à suivre : 1° permettre que l'état actuel de malaise et de danger dure jusqu'à ce qu'il aboutisse à une explosion violente; 2° adopter une constitution commune dans laquelle l'élément allemand aurait plus de poids que ne lui donnerait l'importance numérique des populations; 3° diviser le Slesvig en deux parties; dont l'une serait allemande et étroitement liée au Holstein, et l'autre danoise et incorporée au Danemark; 4° adopter un plan fondé sur la base que j'ai conseillée.

La dernière de ces mesures paraît au Gouvernement de Sa Majesté la plus favorable à l'intégrité et à l'indépendance du Danemark, et par conséquent la plus conforme aux Traités de Londres.

M. Hall rend justice au Gouvernement de Sa Majesté lorsqu'il dit qu'il ne pense pas que j'aie l'intention de renoncer aux sentiments de sympathie et de sincère intérêt que j'ai toujours exprimé envers le Danemark ou de me mettre en contradiction avec ces sentiments. Le Gouvernement de Sa Majesté est toutefois tenu d'apprécier la position du Danemark sans se laisser influencer par les passions qui, dans le cours d'une longue controverse, peuvent avoir gagné de l'ascendant sur toutes les parties qui ont pris part à la discussion. Le Gouvernement de Sa Majesté n'est pas seul de son opinion dans ces questions, car la Russie partage les vues de la Grande-Bretagne, et la France est d'avis qu'elles méritent la plus sérieuse considération.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut donc qu'exprimer l'espoir que la voix d'amis impartiaux soit entendue même au milieu des orages de la controverse, et que cette longue et amère discussion puisse enfin se terminer d'une manière compatible avec l'honneur et conforme aux intérêts de toutes les parties engagées dans la question. Le Gouvernement de Sa Majesté a la confiance que l'aplanissement de ce long différend contribuera à augmenter la stabilité et à fortifier l'indépendance du Danemark.

Je vous prie de lire cette dépêche à M. Hall et de lui en laisser copie.

Je suis, etc.

*Signé : RUSSELL.*

---

**M. Hall à M. de Bille, ministre de Danemark à Londres,  
en réponse à la note du 20 novembre.**

Copenhague, le 5 janvier 1862.

Monsieur,

La dépêche de lord Russell du 20 novembre de l'année passée a été placée sous les yeux du Roi, et il a plu à Sa Majesté de me donner

ses ordres pour la réponse dans la dernière séance du Conseil d'État intime.

Pour ce qui concerne le Holstein, le Gouvernement du Roi s'est déclaré prêt à concéder à cette province la position que la Confédération germanique réclame pour elle, mais sous les conditions formulées dans ma dépêche du 15 octobre, savoir que par cette concession la Monarchie entière ne soit pas réduite à une continuelle dépendance de l'Allemagne et que par ce sacrifice nos rapports avec la Confédération soient établis sur une base durable. Le Gouvernement du Roi a trouvé avec satisfaction dans la dépêche de lord Russel du 20 novembre une approbation cordiale de ces conditions indispensables pour le maintien de la Monarchie danoise. Le but des négociations que, sur l'invitation de lord Russell, nous avons entamées avec les Cours de Berlin et de Vienne, c'était de trouver les moyens de concilier les exigences de la Confédération avec ces conditions légitimes. En prenant acte de l'adhésion complète que leur a donnée lord Russell, nous aimons à croire que s'il s'agissait un jour de les maintenir vis-à-vis de la Confédération, Sa Seigneurie n'hésiterait pas plus dans son appréciation de leur nécessité qu'il ne le fait aujourd'hui.

Mais, s'il y a conformité pour l'objet définitif entre les vues de lord Russell et les résolutions relatives au Holstein auxquelles le Gouvernement du Roi s'est déclaré prêt à se déterminer au besoin, je regrette de ne pas pouvoir en dire autant quant à la signification qu'il faudrait attribuer à une telle démarche. Lord Russell paraît regarder comme un simple acte de devoir pour le Gouvernement du Roi ce qui est en réalité un notable sacrifice arraché par la force des circonstances.

Vis-à-vis de cette étrange manière de voir, il me sera permis de rappeler à Sa Seigneurie que l'acte fondamental de la Confédération qualifie expressément ses membres de « Princes souverains, » de même que l'acte final de Vienne constate textuellement que la Confédération est composée d'États « souverains et réciproquement indépendants, » dont l'union a précisément pour but de « garantir les droits souverains de chacun. » En accédant à ce système, les membres de la Confédération se sont imposé certaines obligations définies par les actes, mais ils n'ont nullement transféré leur souveraineté à la Diète de Francfort. Le Roi de Danemark est tenu de remplir fidèlement ses obligations fédérales, mais il n'a cédé à personne le droit de régler les affaires intérieures du Holstein, pas plus que les autres membres de la Confédération ne l'ont fait pour leurs États. Et ce serait gravement méconnaître le droit public de l'Europe, que de prétendre ériger en principe que les membres de la Confédération germanique doivent obéissance absolue aux décrets de la Diète, de quelle nature que puisse en être l'objet.

Avec le Danemark l'observation des limites assignées à la compétence de la Diète devient une nécessité d'autant plus irrécusable que le Holstein, en devenant une partie de la Confédération, n'a pas cessé d'être une province de la Monarchie danoise. En se constituant l'arbitre suprême des affaires intérieures du Holstein, la Diète n'empiète pas seulement sur le droit souverain du Roi relativement à cette province, mais elle porte atteinte aux rapports constitutionnels qui existent entre le Holstein et le reste de l'État, et à l'indépendance de la Monarchie danoise elle-même. Il est évident, quelque jugement que l'on porte d'ailleurs sur la compétence de la Diète au sujet des affaires intérieures du Holstein, que toutes les autres questions rentrent uniquement dans le domaine du droit international. Ici, en effet, il ne s'agit plus par conséquent d'arrêtés fédéraux, ni d'exécution fédérale, mais simplement de transactions de Puissance à Puissance et, en dernier lieu, de moyens coercitifs internationaux. Ce qu'on fait aujourd'hui vis-à-vis du Danemark à cause du Holstein, on pourrait le faire contre les Pays-Bas au sujet de Limbourg, voire contre la Prusse et l'Autriche elles-mêmes pour leurs provinces allemandes, qui, bien plus que le Holstein, se trouvent comprises dans une forte centralisation avec des provinces non-fédérales. Il est vrai que la force matérielle est un argument qu'on ne méconnaît pas aussi impunément que le bon droit.

A ses visées sur le droit fédéral lord Russell ajoute cette observation qu'en général il ne trouve rien que de raisonnable dans la demande qu'aucune loi ni aucune taxe ne deviennent obligatoires dans le Holstein, sans qu'elles aient été approuvées par les États provinciaux. Il me suffit à cet égard de faire observer que pour toute nouvelle taxe et pour toute loi provinciale les États provinciaux du Holstein sont déjà investis du vote délibératif. Quant aux affaires communes de la Monarchie, il est notoire que le système constitutionnel est non-seulement reconnu, mais qui plus est franchement pratiqué; et si les Holsteinois ne siègent plus dans le « Rigsraad » pour y exercer leur part légitime des droits législatifs, on sait assez que ce n'est pas au Gouvernement du Roi qu'il faut en attribuer la faute. Mais ce qu'il eût fallu prouver, c'est qu'une province peut réclamer la jouissance de ces droits constitutionnels de manière à les exercer séparément, et que l'étranger, que notamment la Diète de Francfort a le droit de contraindre le Roi de Danemark à donner suite à une telle demande.

Après avoir épuisé tous les moyens de défendre son droit, et se voyant placé vis-à-vis de l'alternative : ou d'affaiblir les attaches qui lient la province de Holstein à la Monarchie ou de réduire la Monarchie entière au vasselage de la Confédération, le Gouvernement du Roi n'a plus eu de choix. Mais en cédant à une exigence aussi excès-

sive et aussi mal fondée, il croit pouvoir attendre que les grandes puissances européennes qui, en insérant dans l'acte du Congrès de Vienne les principes fondamentaux de la Confédération germanique, ont acquis le droit de veiller à leur maintien, lui tiendront au moins compte de son sacrifice. Elles ont proclamé le principe de l'intégrité de la Monarchie. Il convient donc au moins qu'elles garantissent la Monarchie contre tout empiétement dépassant les limites géographiques de la Confédération, contre toute tentative ultérieure de saper les bases de l'État.

Lord Russell s'occupe ensuite du Slesvig, et il prend pour point de départ de ses observations l'accord qui existerait, selon lui, sur la question de droit, de sorte qu'il ne s'agirait plus que d'un examen des faits. Je ne puis pas suivre lord Russell dans cette manière par trop pratique de simplifier la question. Le grand point qui domine tout, et l'examen des faits et l'appréciation des moyens de modifier un état de choses qui ne correspond pas aux désirs de l'Allemagne, est précisément celui-ci : la Confédération a-t-elle réellement le droit de s'immiscer dans les affaires d'une province danoise pour laquelle le Roi n'a jamais accédé à la Confédération ? Nous avons établi — et jusqu'à présent la Diète germanique n'a pas même essayé sérieusement de prouver le contraire, préférant, avec trop de succès malheureusement, le procédé plus commode d'ignorer nos arguments — nous avons établi que tout ce à quoi le Roi s'était engagé pour le Slesvig, il l'a immédiatement et complètement accompli. Ces engagements ne comprenaient aucune clause ayant trait aux langues dans le Slesvig. Mais ce que le Roi a fait, le voici. Dans une ordonnance adressée à tous ses sujets, il a annoncé les principes qu'il comptait suivre entre autres aussi pour le règlement des langues et pour le maintien égal des deux nationalités. Or, ce fait ne peut certes pas justifier une intervention quelconque de l'étranger pour contrôler le Gouvernement du Roi dans l'exercice de ses fonctions. Cette ordonnance a été communiquée à la Diète de Francfort ; mais en la communiquant, l'envoyé du Roi ajouta expressément que la Diète y verrait quelle position le Gouvernement assignait au Holstein, et c'est avec la même restriction que la Diète prit acte de ce document, par son arrêté du 29 juillet 1852. Tout le reste de l'ordonnance ne regarde donc pas la Diète, et le même prétexte de droit dont elle use aujourd'hui afin de s'immiscer dans la question des langues dans le Slesvig, elle pourrait un jour l'invoquer pour contrôler la manière dont le Gouvernement du Roi tient compte des dispositions de la loi fondamentale du Royaume ; car le maintien de cette loi se trouve tout aussi bien promis dans l'ordonnance que l'égalité des langues.

Ainsi, ni le droit public général ni la correspondance diplomatique



de 1851 n'autorisent une intervention quelconque de la Confédération dans les affaires du Slesvig; et le Gouvernement du Roi trahirait les intérêts les plus sacrés de l'État, s'il transigeait sur ce principe capital : que l'autorité de la Confédération germanique ne peut en aucun cas dépasser la frontière du Holstein.

Ce principe, le Gouvernement du Roi l'a toujours maintenu. Mais en même temps il a eu trop d'égards pour l'opinion publique en Europe pour vouloir s'exposer au blâme qu'encourrait un Gouvernement qui, tout en ne sortant pas des strictes limites de son droit, serait censé ne pas tenir suffisamment compte de la liberté et du progrès moral de ses sujets. C'est pourquoi il n'a épargné aucune peine pour dévoiler et réfuter les erreurs et les défigurations de la vérité sur l'état des choses dans le Slesvig auxquelles on a eu intérêt à donner cours. Mais, pour prix de sa bonne volonté, il a pu constater que, plus il s'attachait à élucider et à expliquer les faits, plus le point de droit était perdu de vue par ceux auxquels il s'adressait. On a cru pouvoir balancer nos explications, qui s'appuyaient sur une connaissance de cause complète, par les assertions contraires des Puissances allemandes, qui avaient pourtant reconnu elles-mêmes la difficulté où elles se trouvent pour discerner la vérité. Dernièrement lord Russell a même préféré asseoir son jugement sur le rapport secret d'un agent subalterne dont la bonne volonté n'a pu suppléer aux autres conditions nécessaires pour connaître et juger ces détails si compliqués.

En raison de cette triste expérience, le Gouvernement du Roi croit devoir s'en tenir désormais au seul point de droit, lequel justifie suffisamment son refus d'entrer dans aucune négociation sur les affaires intérieures du Slesvig.

D'ailleurs, qu'aurais-je eu à ajouter sur les différents projets que mentionne la dernière dépêche de lord Russell? Je ne me serais assurément pas étendu longuement sur les propositions au sujet desquelles Sa Seigneurie reconnaît elle-même, qu'elles sont moins acceptables pour le Danemark que celle à laquelle elle a cru pouvoir donner sa préférence. Quant à celle-ci, je m'en suis déjà expliqué dans ma dépêche du 15 octobre. Cette fois encore lord Russell renouvelle l'assurance du désir du Cabinet britannique de conserver l'existence et l'intégrité du Danemark. Mais cette intégrité, la proposition de lord Russell aurait infailliblement pour résultat de l'anéantir, en divisant la Monarchie en plusieurs parties qui, jouissant chacune en réalité de toutes les attributions de la Souveraineté, ne se trouveraient reliées entre elles que par un Conseil d'État, lequel serait une espèce de représentation commune, il est vrai, mais qui, frappé d'impuissance dès le principe, ne tarderait certes pas à s'éteindre dans un avenir peu éloigné. Il m'en coûte de le constater, mais ce démembrement de la

Monarchie, la dernière dépêche de lord Russell a tout l'air de le regarder comme un fait acquis. L'idée qu'il prend pour point de départ, c'est en effet celle d'une union d'États rattachés entre eux par la seule personne du Souverain, et nullement le principe uniquement reconnu jusqu'ici par le droit public de l'Europe, celui de l'unité de la Couronne danoise. Cette Monarchie enfin que le Cabinet britannique veut conserver, l'arrangement proposé par lord Russell la priverait de l'indépendance, l'essence même de la vie, en appuyant un règlement des affaires constitutionnelles qui n'a d'autre titre pour se recommander que celui d'être inspiré par les Puissances allemandes.

Il ne reste qu'une voie ouverte, c'est celle que le Gouvernement du Roi a déclaré vouloir suivre. D'un côté, il faut subir la nécessité d'accorder aux États holsteinois la position que la Diète de Francfort exige, mais avec les réserves nécessaires pour que cette province ne devienne pas le maître et l'arbitre des destinées du reste de la Monarchie. De l'autre côté, le Slesvig doit rester en dehors de l'action de la Confédération et conserver ses rapports constitutionnels avec le Royaume pour les affaires communes. Le premier point écartera tout prétexte d'une exécution fédérale dans le Holstein. Le second point est la condition indispensable pour l'existence d'un État danois, et si lord Russell redoute que le développement de l'état des choses légalement existant pour le Slesvig et le Royaume n'aboutisse à quelque violente explosion, le Gouvernement du Roi est fermement convaincu qu'une telle explosion ne pourrait se produire que par suite d'instigations et de violences étrangères. Et une telle éventualité, le Gouvernement l'envisage avec le calme et la résolution que lui inspire la conscience de son bon droit.

Veillez, Monsieur, lire cette dépêche à lord Russell et lui en laisser copie.

J'ai l'honneur d'être etc.

*Signé : C. HALL.*

---

**Le comte Russell à M. Paget.**

Foreign-Office, le 21 janvier 1863.

Monsieur, je vous transmets copie d'une dépêche de M. Hall à M. de Bille. Elle m'a été remise le 10 courant par M. de Bille. Je n'ai pas discuté avec M. de Bille les arguments contenus dans cette dépêche; ils n'ont rien de nouveau. Je lui ai seulement signalé qu'elle ne faisait aucune allusion à ce fait, admis par lui-même, qu'il n'est pas permis aux habitants du Slesvig de se réunir plus de trois pour adresser des pétitions au Souverain, et que les journaux allemands ne sont pas admis à circuler dans le Slesvig. M. de Bille m'a répondu qu'il supposait que M. Hall avait regardé ces points comme sans importance.

M. Hall désire que cette controverse ne soit pas poussée plus loin, et le Gouvernement de Sa Majesté ne voit pas d'avantages à la prolonger.

Il est quelques points cependant que je désire que vous ayez bien présents à l'esprit dans le cas où M. Hall amènerait la conversation sur les duchés allemands et sur la situation du Slesvig. La convention récemment conclue entre l'Autriche, la Prusse et le Danemark, a été mise à effet en 1861 par le Gouvernement de Sa Majesté afin d'éviter l'exécution fédérale que voulait faire la diète de la confédération germanique au commencement de l'année. Le Gouvernement de Sa Majesté a déclaré alors que tant que les frontières du Holstein et du Slesvig ne seraient pas fixées et feraient l'objet d'une contestation, tant que les passions des Allemands et des Danois seraient surexcitées, l'occupation du Holstein par des troupes allemandes mettrait en danger la paix entre l'Allemagne et le Danemark et pourrait amener une guerre dans laquelle serait impliquée toute l'Europe.

Après quelque temps, les deux parties se rendirent à ces représentations, et une négociation directe eut lieu dans l'automne de 1861. Mais au milieu de l'été de 1862, le Gouvernement de Sa Majesté s'aperçut qu'au lieu d'amener une solution, les négociations avaient de plus en plus envenimé la querelle et finiraient par aboutir à une rupture. Vous devez vous rappeler qu'en causant avec vous à Bruxelles, au commencement de septembre, à l'époque où je me rendais en Allemagne avec Sa Majesté, je vous signalai cet état de choses, et je vous donnai un aperçu du mode de solution qui était présent à mon esprit. Je vous développai cette idée dans ma dépêche du 24 septembre, que vous avez trouvée à Copenhague à votre retour dans cette capitale.

Si ce mode de solution avait été adopté par le Gouvernement danois, il est probable qu'un budget normal suffisant pour les besoins ordinaires de la Monarchie eût été voté pour dix ans par le Danemark, le Slesvig, le Holstein et le Lauenbourg. Les sommes ainsi votées eussent été dépensées sous le contrôle d'un Conseil composé pour les deux tiers de Danois et pour l'autre tiers d'Allemands. L'Allemagne n'eût pas pu avoir le droit d'intervenir dans les arrangements intérieurs de la Monarchie danoise, et il est probable qu'au bout de dix ans, les passions excitées eussent été calmées et la querelle se fût apaisée à la satisfaction générale.

Il n'a pas plu au Gouvernement danois de prendre ce parti. Le Gouvernement danois a parfaitement le droit de refuser cette proposition de l'Angleterre, qui avait été dictée par l'esprit le plus amical pour le Danemark. Mais le Gouvernement anglais, tout en maintenant l'intégrité et l'indépendance du Danemark, doit encore soutenir qu'il a certains engagements du Roi de Danemark que celui-ci est tenu en honneur de remplir. Le comte Manderström, tout en étant favorable

au Gouvernement danois, reconnaît que le Danemark n'a pas encore rempli les engagements qu'il avait pris de placer ses sujets allemands sur un pied d'égalité avec ses sujets danois.

Le Gouvernement de la Reine ajoute que le Roi de Danemark, autant dans son propre intérêt que dans celui de sa réputation, ne doit pas tenir ses sujets allemands dans une situation inférieure à celle de ses sujets d'origine danoise, quant au privilège ou à la faveur.

Je suis, etc.

*Signé : RUSSELL.*

---

**Adresse au Roi votée par les États du Holstein, 10 février 1863.**

Très-sérénissime, très-puissant, très-gracieux Roi et maître !

Les États du Duché de Holstein, réunis par ordre de Votre Majesté, osent respectueusement s'approcher du trône et s'exprimer ouvertement et franchement sur la funeste position du pays. Ils se trouvent d'autant plus amenés à cette résolution, qu'ils ont vu avec une profonde tristesse, par le message royal, qu'il n'y a aucun espoir d'arriver à une prompte solution des regrettables dissentiments qui, depuis un grand nombre d'années, menacent la paix intérieure et extérieure de la Monarchie, et d'autant plus également que le commissaire de Votre Majesté a notifié à l'Assemblée que ce n'est qu'exceptionnellement, et seulement pour la période financière actuelle, que les États obtiennent le droit de concourir à la fixation du budget.

Des concessions exceptionnelles de ce genre manquant de toute espèce de garantie pour l'avenir indiquent déjà suffisamment la position où se trouve le pays; mais, malheureusement, il y a encore beaucoup d'autres circonstances fâcheuses que les États ne peuvent passer sous silence.

Depuis deux ans environ, la représentation des intérêts du Holstein dans le Conseil de Votre Majesté est entre les mains d'un homme qui, par sa manière d'agir lors des débats sur le fameux paragraphe 13, a perdu entièrement la confiance du Duché. Cet homme, malgré l'assurance donnée, en 1861, aux deux grandes Puissances allemandes d'exonérer provisoirement, pour l'année financière courante, le Duché de Holstein de contributions extraordinaires prélevées sur ses revenus particuliers et en dehors des limites du budget normal, cet homme, disons-nous, a cru pouvoir éluder ces assurances que, dans les pièces officielles, on dépeint comme un sacrifice fait à l'amour de la paix, en disposant, sans le consentement des États, du restant en caisse et du fonds de réserve.

En présence d'une pareille illégalité, les représentants du Duché ne sauraient garder le silence ; ils le peuvent d'autant moins que les dé-



penses extraordinaires, pour le remboursement desquelles on a employé des millions, pris également sur les fonds appartenant au Holstein, sont manifestement contraires aux intérêts du Duché. En effet, pendant que les principales branches de l'administration du Holstein souffrent d'une économie trop excessive, des millions ont été dépensés pour des armements qui ne peuvent avoir d'autre but que de faire prévaloir par la force une politique qui, non-seulement menace les intérêts du Duché, mais encore ceux de toute la monarchie.

Sire, les représentants des duchés sont forcés de protester hautement contre cette manière de procéder.

Il y a quelques mois, aux approches de la convocation même des États, le Ministre a de nouveau surpris le pays dont l'administration lui est confiée, en prenant une mesure qui montre encore le manque d'égards dont il croit pouvoir user dans les affaires les plus importantes. Un nouveau gouvernement a été institué et pourvu d'instructions qui ne sont certainement pas propres à servir les vrais intérêts du pays. Nous ne saurions considérer ce nouveau Gouvernement que comme une mesure inspirée par des raisons politiques et hostiles aux intérêts du pays. Il est incontestable que cette institution n'aurait pas dû être créée sans le consentement des États, et si les États s'abstiennent de formuler une plainte contre le Ministre, c'est qu'ils savent par expérience que notre Charte contient des dispositions peu claires sur la responsabilité ministérielle.

Mais ces mesures isolées ne sont que des témoignages visibles de la forte pression exercée sur le pays. Toutes les propositions de l'Assemblée, relativement à la suppression de l'article 8 de la Charte, qui subordonne la justice à l'administration civile, sont demeurées sans résultat. Les principales garanties de la liberté politique, de la liberté de la presse, du droit de réunion et d'association, ont été refusées au pays. L'Université nationale de Kiel, que les Duchés de Slesvig et de Holstein honorent comme le centre de leur vie intellectuelle, est négligée à dessein. La conscience publique est profondément blessée par la nomination de plusieurs fonctionnaires.

Très-gracieux Roi ! Si, dans leur conscience, les États se sentent appelés à se plaindre hautement à leur Souverain de pareilles violations et de l'arbitraire avec lequel on porte préjudice aux plus sérieux intérêts du pays, ces violations ne sont cependant pas la source principale à laquelle s'alimentent leurs douleurs et leurs alarmes. Le grief le plus grave est la fatale politique des Ministres de Votre Majesté, dont la funeste influence, jusqu'à ce jour, a paralysé le dénouement des tristes complications qui minent la Monarchie et la menacent des plus sérieux dangers. Cette politique a pour but, au mépris des traités, de créer un royaume de Danemark-Slesvig, de maintenir pour

ce royaume la constitution de 1855, et de séparer complètement de la communauté l'élément allemand lorsqu'on n'espère pas pouvoir l'opprimer.

Très-gracieux Roi ! Sur les quatre pays qui composent la Monarchie danoise et qui devaient être réunis par cette constitution, trois ont solennellement protesté contre la légalité de cette constitution. La Confédération Germanique s'est associée à ces protestations, et, dans ces derniers temps, un homme d'État anglais, dont les vœux pour la prospérité de la Monarchie danoise ne peuvent être mis en doute, s'est prononcé pour la suppression du conseil supérieur (reichsrath) dano-slesvigéois. Néanmoins le gouvernement de Votre Majesté continue de maintenir une politique dont les tristes résultats se sont déjà révélés sous beaucoup de rapports. Des peuples voisins qui, pendant plus de quatre cents ans ont vécu l'un à côté de l'autre sous le même sceptre en paix et en bonne intelligence, sont maintenant en présence et prêts à se combattre, et des canons séparent ceux que les liens les plus intimes avaient unis pendant plusieurs siècles.

Tels sont, Sire, les fruits du système politique qui, bien que condamné par toute l'Europe, est poursuivi avec une opiniâtre persévérance. Ce n'est qu'attristés profondément que les États du Holstein ont vu que dans la réponse faite récemment à une adresse du Landsting danois, sur le conseil des Ministres de Sa Majesté, cette politique a été caractérisée comme l'expression d'un sentiment loyal et patriotique.

Les États ont souvent déclaré à Votre Majesté qu'ils ne pourront trouver une solution satisfaisante des complications actuelles que dans la réunion du Slesvig avec le Holstein. Ils croient qu'il est de leur devoir de déclarer de nouveau à Votre Majesté que dans leur profonde conviction le rétablissement d'une paix durable et vraie n'est possible que par cette voie, et ils n'abandonnent pas l'espoir que le temps viendra où l'on finira par reconnaître que, loin de menacer la Monarchie, l'union des Duchés en serait le plus ferme soutien. Que si la fermeté avec laquelle ils conservent cette conviction est mal comprise et interprétée dans ce sens que les États ont toujours rejeté les propositions qui leur ont été soumises et qui du moins auraient pu faire espérer un état de choses meilleur que celui qui existe, les États n'ont qu'à renvoyer aux dernières sessions pour fournir la preuve que ce ne sont pas eux qui ont fait opposition à un arrangement, mais que c'est le Gouvernement de Sa Majesté qui, en repoussant non-seulement nos propositions, mais encore les conseils de toutes les grandes Puissances, a réduit la Monarchie à la situation critique où elle se trouve maintenant.

Il n'appartient pas aux États de préjuger les négociations des grandes Puissances et de la Confédération Germanique avec le Gouvernement de Votre Majesté, mais ils croient de leur devoir d'exprimer leur ferme conviction, que ce n'est que par un changement complet dans le système politique suivi jusqu'à présent qu'on parviendra à rétablir la paix et à consolider la prospérité de la Monarchie.

C'est avec le plus profond respect, Sire, que nous sommes, de Votre Majesté, les très-humbles, très-fidèles et très-obéissants États provinciaux du Duché de Holstein.

NOTE. — Cette adresse n'a pas été acceptée par le commissaire royal. On sait de plus que le Gouvernement danois avait soumis aux États du Holstein, au commencement de la session, une série de projets de lois sur les affaires communes, notamment sur les questions financières relatives à la quote-part du Holstein dans le budget de la monarchie.

Les comités chargés par l'assemblée d'examiner ces divers projets de lois ont fait connaître les conclusions qu'ils ont adoptées. Ils déclarent que les propositions du gouvernement manquent d'une base légale, la Constitution commune du 2 octobre n'existant pas en droit, que la prétention du gouvernement de ne laisser aux États, qu'à titre de faveur exceptionnelle et seulement pour cette session, la faculté de voter, en ce qui les concerne, les projets de lois d'un intérêt commun, ne saurait être admise. Ils proposent, en résumé, de s'abstenir d'examiner les projets de lois d'un intérêt général dont le commissaire général a fait le dépôt sur le bureau de l'Assemblée.

Les résolutions proposées par les comités ont été acceptées par les États, et ne sauraient manquer d'être une cause d'embarras pour le gouvernement qu'elles privent, en dehors du budget normal, de la quote-part du Holstein pour le service de l'administration commune.

---

**Ordonnance royale, en date du 30 mars 1863, relative  
à la position constitutionnelle du duché de Holstein.**

Nous Frédéric VII, Roi de Danemark, etc., etc.

Faisons savoir :

Lorsque dans notre ordonnance du 28 janvier 1852, nous annonçâmes l'intention de relier les différentes parties de notre Monarchie en un ensemble bien organisé, par le moyen d'une constitution commune, nous avions pleine conscience, comme cela ressort suffisamment des négociations précédentes, qu'une semblable Constitution commune n'était possible qu'à cette condition que notre Souveraineté dans nos deux Duchés allemands ne subirait d'autres limites et restrictions que celles dérivant des lois fédérales existantes, et que la population de ces Duchés se rallierait sincèrement à la nouvelle organisation de l'État.

Ces conditions ne se sont point réalisées. La Diète germanique s'est immiscée dans nos affaires constitutionnelles intérieures et a formulé

des prétentions qui ne trouvent pas de fondement dans les lois fédérales, et ne sont pas non plus conciliables avec l'indépendance de notre Couronne et les droits de ceux de nos pays qui n'appartiennent pas à la Confédération ; d'autre part, les États provinciaux du Holstein ont non-seulement décliné toute proposition faite en vue d'arriver à un accord, mais ils se sont même, quant au principe, déclarés contre toute Constitution commune qui serait fondée sur une représentation commune.

Cet état de dissensions intérieures qui paralyse déjà depuis dix ans le développement de notre Monarchie, ne peut et ne doit pas continuer. Après les résultats peu satisfaisants de la dernière session des États Holsteinois, nous devons donc considérer comme notre devoir de Souverain de prendre, à l'égard de la position constitutionnelle du Holstein dans la Monarchie, des décisions qui puissent répondre, autant que cela est possible, aux exigences de la Confédération Germanique. En quoi nous nous sommes borné au strict nécessaire, afin de réserver le développement ultérieur et l'organisation définitive au libre concours de notre peuple et de ses représentants constitutionnels.

C'est pourquoi nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le contingent de troupes levé dans les Duchés de Holstein et de Lauenbourg formera — à l'exception des hommes choisis pour nos gardes du corps — une partie séparée de notre armée, placée toutefois sous la direction suprême de notre Ministre de la guerre. Ce corps de troupes devra être pourvu de tout le matériel nécessaire à son complet équipement, et constituera notre contingent fédéral, sous l'observation de la constitution militaire de la Confédération Germanique. Toutes dépenses pour le corps d'armée Holsteino-Lauenbourgeois seront défrayées par les finances particulières du Duché de Holstein, lesquelles recevront à cet effet un appoint sur les revenus du Duché de Lauenbourg.

Art. 2. Le Duché de Holstein continuera à participer aux dépenses communes de la Monarchie qui, dans le budget normal provisoire du 28 février 1856, se trouvent indiquées pour la période biennale sous les chapitres 1-6 et 8-11, savoir :

	rixdales
1° Notre liste civile . . . . .	1 600 000
2° Les apanages de la Maison royale. . . . .	706 600
3° Le Conseil d'État intime. . . . .	106 000
4° Le service des intérêts et de l'amortissement de la dette publique commune . . . . .	12 290 000
5° Le service des pensions de retraite . . . . .	2 833 400
6° Le Ministère des affaires étrangères. . . . .	422 490



8° Le Ministère de la marine (en y comprenant deux sommes se montant à 113 873  $\frac{1}{3}$  rixdales qui, dans le budget normal, n'étaient pas placées en ligne de compte, et qui le sont aujourd'hui, le fonds qui avait été affecté au service de ces sommes ayant été plus tard supprimé. . . . . 3 037 578  $\frac{1}{3}$ ,

10° Le Ministère des finances, y compris l'ancien Ministère pour les affaires intérieures communes de la Monarchie. . . . . 821 818

11° Différentes dépenses . . . . . 261 000

Par contre, la somme biennale de 6 394 097 portée au 7° chapitre du budget normal (Ministère de la guerre), doit être réduite à 770 000 rixdales, affectés à l'administration supérieure de l'armée, à nos gardes du corps et aux établissements centraux d'enseignements lesquels resteront communs.

Les sommes qui, dans un exercice financier, seront épargnées à un de ces chapitres, ne pourront pas être affectées à couvrir un excédant de dépense dans un autre. Les crédits supplémentaires à ajouter aux allocations susmentionnées du budget normal, seront, en ce qui concerne le Holstein, soumis à l'adoption des États holsteinois.

Les dépenses communes seront défrayées moyennant les recettes communes. S'il y a un excédant de recettes, la part afférente du Holstein, fixée, suivant le chiffre de la population, à 21, 31 p. c., passera aux finances particulières de ce Duché. Si les dépenses communes excédaient les recettes, les finances particulières du Holstein contribueraient dans la même proportion à couvrir le déficit.

Art. 3. Si les dépenses pour l'administration locale des domaines et forêts holsteinois, ainsi que pour l'administration locale des douanes, postes et télégraphes du Holstein, ne peuvent pas être défrayées avec les sommes qui figurent au budget normal pour chacune de ces allocations, les projets de crédits supplémentaires seront soumis au vote des États holsteinois. Ces dépenses seront prélevées sur les recettes correspondantes, de sorte que le seul excédant passe aux recettes communes.

Art. 4. L'administration des finances particulières du Duché de Holstein passera à notre Ministère pour les Duchés de Holstein et de Lauenbourg.

Art. 5. Pour ce qui concerne notre Duché de Holstein, nous exerçons le pouvoir législatif dans toutes les affaires communes avec le concours des États holsteinois. Quand nous promulguerons une loi de cette nature avec l'assentiment des États holsteinois, sans qu'une loi de la même teneur puisse en même temps être rendue dans les autres parties de la Monarchie, nous aviserons aux mesures devenues néces-

saires par cette circonstance, dans le cas où la loi concernerait une affaire dans laquelle la diversité des législations est incompatible avec le maintien de la communauté existante jusqu'ici.

Art. 6. La disposition contenue dans l'article 5 entrera immédiatement en vigueur, les autres seulement à partir du 1<sup>er</sup> avril 1864, à l'expiration de l'exercice financier actuel.

Les règles ultérieures concernant la position du Duché de Holstein et de sa Représentation par rapport aux affaires communes de la Monarchie, seront soumises à l'adoption des États holsteinois.

Dans le projet de loi qui sera élaboré à ce sujet, il sera tenu compte, non-seulement des vœux qui se sont manifestés relativement à une plus grande liberté religieuse et civile, mais il sera encore donné place aux dispositions nécessaires pour l'extension du droit d'élection et d'éligibilité, ainsi que pour le vote délibératif à accorder à la Représentation holsteinoise en ce qui regarde les finances particulières du Holstein.

---

**Le comte de Rechberg au baron Brenner, à Copenhague.**

Vienne, le 13 avril 1863.

Par les ordonnances danoises du 30 mars, les complications entre l'Allemagne et le Danemark se sont rapprochées d'une manière inattendue d'une phase décisive. La Confédération Germanique aura à se prononcer sur ces ordonnances, et, comme membre de la Confédération, l'Autriche n'est pas appelée à préjuger ses résolutions. Mais nous sommes touchés de si près en notre qualité individuelle, aussi par le procédé de la Cour de Copenhague que nous ne pouvons tarder, même indépendamment de ce qui se fera à Francfort, à appeler l'attention du Cabinet danois sur toute la gravité de la situation qu'elle a évoquée par ses mesures.

Sous un double rapport, nous croyons avoir le motif le plus légitime pour élever sans délai notre voix contre ces mesures.

La marche des événements de 1850 avait eu pour conséquence que ce fut principalement le Gouvernement autrichien qui, quand le traité de paix du 2 juillet de la même année laissait ouvertes toutes les questions litigieuses, négocia avec la Cour de Danemark les arrangements de 1851-1852, ces mêmes arrangements avec lesquels le Gouvernement de S. M. le Roi Frédéric VII trouve bon désormais de rompre ouvertement.

Il ne nous est donc pas possible de ne pas nous souvenir que nous avions alors en mains le Duché de Holstein et notamment la forteresse de Rendsbourg comme un gage que, de concert avec la Prusse et con-

formément à nos déclarations expresses de cette époque, nous étions résolu à faire servir pour obtenir, après le rétablissement des droits gouvernementaux du roi-duc, des conditions justes et équitables aussi pour la Confédération Germanique. Se fiant en la parole donnée : que le Danemark considérerait comme obligatoires les points exactement déterminés dans la dépêche du Prince Schwartzemberg du 26 décembre 1851, l'Autriche remit alors le gage : mais le Danemark n'a jamais acquitté la dette alors contractée et de fait il s'en dégage définitivement aujourd'hui.

La Cour impériale se croit donc en droit, sans préjuger en rien les résolutions fédérales qui pourront être prises contre les ordonnances danoises du 30 mars, comme contraires aux arrangements convenus en 1851-51 avec l'Autriche et la Prusse au nom de la Confédération, à faire toutes protestations et réserves comme elle le fait par ces présentes.

Elle se voit déterminée en même temps par la situation présente à se réserver le droit d'exiger le règlement de sa créance contre le Danemark, provenant de son expédition d'exécution contre le Holstein et dûment notifiée à la Diète germanique dans la séance du 11 août 1853, et de demander, s'il y a lieu, que la Diète prenne les mesures préparatoires nécessaires pour faire régler cette indemnité. Mais, non-seulement des raisons de droit, des motifs politiques, même l'intérêt souvent manifeste que nous prenons à la prospérité de la vieille monarchie danoise, nous font regretter profondément les résolutions danoises du 30 mars.

L'an passé, lorsque la stérilité de la polémique sans fin sur l'interprétation des conventions sus-mentionnées parut clairement démontrée, nous crûmes nécessaire d'exposer franchement dans notre Mémoire du 12<sup>1</sup> août, que nous devons voir la cause de l'insuccès de toutes les tentatives faites jusqu'alors pour arriver à une entente dans tout le système de gouvernement suivi à Copenhague depuis 1855.

Nous prévenions en paroles sérieuses et bienveillantes contre les dangers évidents de la tentative de faire sortir de la Monarchie danoise un État de l'Eider national danois avec un Holstein complètement séparé, au lieu de donner à toutes les parties du pays une Constitution qui les embrasse toutes. La Cour de Copenhague n'a pas adhéré à notre manière de voir ; elle a fait au contraire un pas décisif pour réaliser le programme du parti de l'Eider.

Sans aucun doute elle est mieux en état de juger ce qui convient à la Monarchie danoise, mais nous n'en sommes pas moins trop complètement convaincus que la voie dans laquelle on est entré ne peut conduire à aucun bon résultat, pour ne pas constater expressément en ce

1. Alias, 25 août.

moment, que les ordonnances du 30 mars sont en opposition diamétrale avec les conseils que nous avons donnés.

Votre Excellence voudra bien communiquer la présente dépêche à M. le Président du Conseil des Ministres de Danemark. S'il est à croire que M. Hall regrettera d'entendre de notre bouche des observations si catégoriques contre des résolutions auxquelles il a prêté l'autorité de son nom, il nous rendra certainement la justice que notre langage est toujours resté le même, et il nous croira quand nous dirons que nous sommes sincèrement affligés de voir les relations de l'Allemagne et du Danemark prendre une tournure de plus en plus défavorable, quand ces relations pourraient porter le caractère le plus intime et le plus amical au si grand avantage des deux nations.

Recevez, etc.

*Signé* : RECHBERG.

---

**M. de Bismark au baron de Bulow, à Copenhague.**

Berlin, le 15 avril 1863.

Votre Excellence a déjà été chargée, par une autre dépêche en date d'aujourd'hui, de porter à la connaissance de M. le Ministre Hall la protestation à laquelle nous oblige le manifeste du Roi de Danemark, du 30 mars, relatif à l'affaire constitutionnelle du Duché de Holstein, autant au nom de la Confédération germanique qu'en notre propre nom, par une note qu'à notre satisfaction le représentant de l'Autriche a reçu l'ordre d'accompagner d'une démarche exactement analogue.

Je pourrais me borner à cela, la communication dudit manifeste à l'Assemblée fédérale par le député du Holstein, qui nous dispense de la nécessité où nous aurions été dans le cas contraire de porter nous-même cette affaire devant la Diète, devant mettre l'Assemblée fédérale en état d'examiner et de juger une mesure qui touche d'aussi près aux institutions intérieures d'un pays fédéral qu'aux droits de la Confédération germanique établis sur des arrangements de nature internationale. Aussi suis-je bien éloigné de vouloir préjuger l'examen de la Diète et les résolutions à prendre dans une question qui n'est pas spécialement prussienne, mais qui est une affaire fédérale commune.

Mais je ne puis oublier que c'est la Prusse et l'Autriche qui ont préparé et amené ces arrangements par leurs négociations avec le Gouvernement danois. Après que les arrangements ont été conclus entre ces trois Puissances, la Prusse et l'Autriche ont ordonné la retraite des troupes du Holstein, sous réserve de l'approbation définitive de la Confédération Germanique dont elles étaient mandataires et la remise de tous les pouvoirs gouvernementaux entre les mains du Roi-Duc; elles ont recommandé à la Confédération l'acceptation des



engagements pris ; et c'est sur leur proposition que la Diète les a acceptées en effet dans la séance du 29 juillet 1862 et a sanctionné la modification d'un état légal que peu avant l'explosion des troubles le Roi de Danemark lui-même avait considéré comme existant et ancien, et que la Prusse venait de sauvegarder en entier dans le traité du 2 juillet 1850.

Le Gouvernement du Roi n'a pu se dissimuler, dès lors, qu'en recommandant les propositions et promesses de S. M. le Roi de Danemark à l'acceptation de la Diète, il s'est chargé d'une grave responsabilité vis-à-vis de la Confédération, et qu'il ne pourrait même échapper à des reproches, si la confiance exprimée alors se montrait illusoire.

Dans le sentiment de cette responsabilité, il a toujours été de son devoir, après avoir rendu son mandat à la Diète et remis toute l'affaire aux mains de celle-ci, d'agir par tous les moyens dont il disposait, dans la voie des conseils amicaux et des avertissements sérieux dans les dix dernières années, en vue de l'exécution réelle de ces propositions et de l'accomplissement de ces promesses. Notamment il a fait, l'année dernière encore, de concert avec le Cabinet de Vienne, une tentative pour déterminer le Gouvernement danois à reconnaître les droits de la Confédération germanique sur la base des Conventions de 1851 à 1852.

La réponse à ces efforts inspirés par la plus grande modération est contenue dans la publication du 30 mars.

Si jusqu'ici le Gouvernement danois s'était borné à ne pas accomplir les promesses faites en 1851 et 1852, il a agi d'une manière directement contraire par ces ordonnances, et s'en est affranchi sur des points essentiels.

La prétention exprimée de rejeter sur la Confédération germanique et les États du Holstein la faute de la non-exécution est de trop peu de valeur en elle-même et a été réfutée trop souvent et trop complètement pour qu'il ne suffise pas de la repousser purement et simplement. Nous laissons à la Diète à rappeler la patience avec laquelle elle a attendu pendant dix ans l'exécution de ses promesses.

Mais nous ne pouvons faire autrement que de déclarer dès aujourd'hui au Gouvernement danois, en notre propre nom, que nous trouvons que les conditions sous lesquelles nous avons consenti, au printemps 1852, à la remise des pouvoirs gouvernementaux entre les mains du Roi-Duc, et demandé, à cet effet, l'été suivant, la sanction de la Diète, sont violées par le procédé actuel du Gouvernement danois, et que nous ne pouvons concéder à ce dernier, ni vis-à-vis de nous-même, ni vis-à-vis de la Confédération, le droit de se départir unilatéralement des obligations qu'il a contractées d'abord vis-à-vis de

la Prusse et de l'Autriche et ensuite vis-à-vis de la Confédération, et que le Gouvernement de la Grande-Bretagne désignait, il y a des années déjà, comme une dette d'honneur.

C'est dans ce sens que nous avons formé notre protestation dans la Note remise par Votre Excellence, et nous le répétons de nouveau en notre propre nom.

Nous ne pouvons que déplorer profondément que, par les nouvelles mesures qui répondent complètement aux tendances d'un parti qui demande l'incorporation complète du Slesvig, tout le résultat des négociations de 1851-52 soit remis en question, et que l'on ait même contredit directement par là les dernières tentatives de médiation d'une Puissance aussi amie et impartiale que la Grande-Bretagne.

Mais nous devons rejeter tout entière la faute des complications qui pourraient s'y rattacher au Gouvernement danois, qui a préféré aux conseils de cette Puissance, appuyés encore par d'autres États, les inspirations d'un parti qui, sous le prétexte d'intérêts spécialement danois, a cherché à troubler le bon accord si désirable et si naturel entre le Danemark et l'Allemagne.

Votre Excellence voudra bien donner lecture de la présente dépêche à M. le Ministre des Affaires Étrangères de Danemark et lui en laisser copie.

*Signé : DE BISMARCK.*

---

**Note identique des ministres d'Autriche et de Prusse à Copenhague  
accompagnant les notes des 13 et 15 avril 1863.**

Le soussigné, ..., Ministre..., a l'honneur de faire la communication suivante à S. Exc. M. Hall. Les ordonnances et rescrits du 30 mars de cette année, relatifs à la situation constitutionnelle du Duché de Holstein, ont été communiqués, sans autre document écrit, par le Ministre royal du Danemark à Vienne (Berlin) au Gouvernement I. R. autrichien (R. prussien). Par suite, le soussigné a été chargé de déclarer à M. le Ministre Hall que son Gouvernement, de concert avec le Gouvernement prussien (autrichien), réserve à la Haute Diète fédérale allemande le soin de juger les mesures énoncées dans les ordonnances, et maintient expressément, tant pour la Diète que pour lui-même, tous les droits et toutes les prétentions de nature fédérale ou internationale, reposant sur les conventions de 1852 ou sur toute autre base.

En exécutant la mission qui lui est confiée, le soussigné profite, etc.

*(Signature du Ministre autrichien ou prussien.)*

Copenhague, le 17 avril 1863.

---

**Discours du trône prononcé par M. Hall, président du conseil,  
le 20 avril, à l'ouverture de la session du Rigsraad.**

Nous, Frederik VII, Roi de Danemark, etc., etc., faisons au Rigsraad notre salut royal.

L'événement si heureux pour nous qu'une Princesse de notre Maison royale a épousé l'Héritier de la couronne de l'Empire britannique, a provoqué les plus vives sympathies dans notre fidèle peuple. Nous sommes persuadé que notre Rigsraad consentira facilement le crédit qui va lui être demandé pour le trousseau de la Princesse.

Les négociations qui, lors de la dernière session du Rigsraad, avaient été entamées avec les grandes Puissances allemandes, n'ont point conduit au but qui leur était assigné. Par les arrêtés de la Confédération Germanique, et par l'attitude des États provinciaux du Holstein, nous avons été placé dans la nécessité de déterminer décidément la position constitutionnelle de notre Duché de Holstein dans la Monarchie.

Bien que l'ordonnance du 30 mars de cette année ait pour objet de donner satisfaction, dans la mesure du possible, aux exigences de la Confédération, en accordant à ce Duché une autonomie et une liberté plus grandes, les communications qui nous sont déjà parvenues à ce sujet de la part des grandes Puissances allemandes, ne permettent pas de douter que ladite mesure ne soit attaquée. Rien n'ébranlera pourtant notre ferme résolution de maintenir l'indépendance et le libre développement des parties de notre Monarchie qui n'appartiennent point à la Confédération Germanique.

Toute loi adoptée par le Rigsraad, et sanctionnée par nous, sera donc mise en vigueur, sans délai, dans le royaume et dans le duché de Slesvig, quand la teneur même de la loi n'exigera pas qu'une loi analogue soit en même temps promulguée pour le Holstein; et tout crédit supplémentaire au budget normal, qui aura été voté par le Rigsraad, pourra être employé, au cas même où la somme correspondante pour le Holstein ne serait pas votée, si toutefois le contraire n'a pas été expressément arrêté par la teneur même du vote.

C'est en conformité de ce principe que sont rédigés les projets de lois dont l'urgente importance nous a déterminé à convoquer notre Rigsraad pour la présente session extraordinaire.

Après avoir résolu que les parties de notre armée qui se recrutent dans le Holstein et le Lauenbourg recevraient une organisation distincte, il est nécessaire non-seulement de fixer un budget normal pour les institutions militaires qui, jusqu'à nouvel ordre, continue-

ront à être communes, mais encore de mettre en œuvre la nouvelle organisation longtemps ajournée de l'armée danoise séparée. Le but en sera de donner une augmentation de force à cette armée, en mettant sagement à profit une période d'instruction abrégée, et en développant régulièrement le système des réserves dont l'essai a déjà été fait.

La réforme de notre législation douanière, que réclament les intérêts matériels du pays, ne saurait être plus longtemps différée. Dans la rédaction du projet de loi qui sera soumis au Rigsraad, il a été tenu si amplement compte des opinions et des vœux exprimés dans la Chambre, qu'un accord pourra être obtenu sans difficulté. Quoique ce projet ait déjà une fois été soumis à la délibération des États holsteinois, il leur sera donné une nouvelle occasion, avant que la loi ne soit mise en vigueur, de l'adopter et de nous mettre ainsi en état de réaliser les mêmes mesures pour toute la circonscription douanière actuelle.

Pendant la dernière session, nous avons fait soumettre au Rigsraad des projets de modifications à la loi fondamentale du 2 octobre 1855. Bien que les conjonctures survenues depuis contiennent un nouveau motif pour procéder à une révision générale des dispositions fondamentales actuelles, nous avons cru plus utile de différer une telle révision jusqu'à la prochaine session ordinaire du Rigsraad, laquelle sera la dernière de la présente période électorale, et aura lieu dans quelques mois.

Ce sont des projets de loi d'une grande importance qui vont être discutés pendant la session qui s'ouvre. Leur rapide et heureuse adoption secondera utilement nos efforts pour maintenir l'indépendance de notre patrie au milieu de circonstances difficiles et périlleuses.

Nous conservons au Rigsraad notre faveur et grâce royale.

Écrit en notre château de Christiansborg, le 20 avril 1863.

*Signé : FREDERIK.*

*Contre-signé : HALL.*

---

**Compte rendu officiel de la séance du 23 avril  
de la Diète germanique.**

Les envoyés d'Autriche et de Prusse, se référant à leurs votes émis dans la dernière séance sur la motion présentée par le Président de la Diète, relativement à la communication faite par l'Envoyé de Danemark et de Holstein-Lauenbourg au sujet de la proclamation



royale concernant la question constitutionnelle du Holstein, déclarent :

« Les deux très-hauts Gouvernements d'Autriche et de Prusse, après avoir, sans préjudicier aux résolutions de la Confédération Germanique, fait au nom du droit, dans des instructions adressées le 13 et le 15 de ce mois à leurs Envoyés à Copenhague, des représentations au Cabinet danois au sujet de la proclamation du 30 mars, ont fait parvenir au Président du Ministère danois et Ministre des affaires étrangères, M. Hall, une nouvelle protestation, sous forme de Notes identiques de leurs représentants à Copenhague. »

Dans ces Notes identiques du 17 de ce mois, les envoyés d'Autriche et de Prusse déclarent à M. Hall :

« Que les très-hauts Gouvernements sont d'accord pour réserver à la Confédération germanique l'appréciation des mesures prises en vertu des ordonnances royales danoises, et pour sauvegarder tous les droits revenant à la Confédération et à eux-mêmes, d'après les conventions passées en 1852, ou pour toute autre raison, de par le droit fédéral ou le droit des gens. »

Cette communication est renvoyée aux comités chargés de l'examen de la question du Holstein.

Suit une motion relative aux ordonnances royales danoises, et concernant les rapports des Duchés de Holstein et de Lauenbourg avec l'ensemble de la Monarchie danoise, motion que le Gouvernement de Hanovre s'était réservé de faire dans la dernière séance. L'envoyé royal de Hanovre fait une déclaration détaillée, par laquelle il motive l'opinion de son Gouvernement, que la proclamation danoise du 30 mars est en contradiction avec les conventions de 1851 et 1852, et avec les lois fondamentales de la Confédération germanique.

L'envoyé de Hanovre fait ressortir en même temps les désavantages qui peuvent résulter pour les Duchés de Holstein et de Lauenbourg de l'application des mesures projetées, et formule la motion suivante :

1<sup>o</sup> La fixation des rapports des Duchés avec l'ensemble de la Monarchie, telle qu'elle résulte de la proclamation danoise du 30 mars, est à considérer comme nulle et non avenue, parce qu'elle est en contradiction avec les conventions de 1851 et 1852, avec les lois fondamentales de la Confédération germanique et avec les résolutions de la Diète germanique, relatives à la question de Holstein-Lauenbourg.

2<sup>o</sup> On invitera le Gouvernement danois à rapporter la proclamation et à faire, dans un délai de six semaines, telle déclaration que les résolutions fédérales du 11 février et du 12 août 1858 exigeaient comme *definitivum*.

3° On ne reconnaîtra pas la validité légale aux lois, ordonnances et mesures pour les Duchés de Holstein et de Lauenbourg, émanées du Gouvernement danois depuis la résolution fédérale du 8 mars 1860, et contraires à cette résolution. En outre, on invitera le Gouvernement danois à tenir compte des résolutions fédérales du 8 mars 1860 et du 7 février 1861, jusqu'au règlement définitif de la question constitutionnelle de Holstein-Lauenbourg.

4° On protestera solennellement contre toute tentative qui aurait pour but de séparer, sous le rapport de la constitution et de l'administration des affaires communes, le Duché de Slesvig du Holstein plus qu'il n'a été convenu en 1851 et 1852; on sauvegardera les droits de la Confédération germanique qui s'opposent à toute incorporation du Slesvig au Danemark, et l'on se réservera de prendre les mesures convenables si des démarches illicites sont faites par le Gouvernement danois.

5° On chargera les comités réunis (comité pour le Holstein et comité exécutif) de discuter et de signaler sous peu à la Diète les démarches à faire, dans le cas où le Gouvernement danois refuserait de déférer aux demandes ci-dessus formulées.

Au moment où il est question de renvoyer cette motion aux Comités réunis, l'envoyé danois déclare ce qui suit :

« L'envoyé danois se référant, relativement aux réserves générales faites par son très-haut Gouvernement au sujet de complications internationales pouvant naître de la confusion d'un droit international avec une question devant être considérée comme exclusivement fédérale, à la Note adressée par son prédécesseur, à la date du 19 mars de l'année dernière, au Président de la Diète impérial royal autrichien, l'envoyé, disons-nous, croit devoir protester solennellement dès à présent contre toute extension de la compétence fédérale, et cela à propos de la motion de l'envoyé royal de Hanovre, laquelle, en tant qu'elle concerne une province de la Monarchie danoise ne faisant point partie de la Confédération germanique, a un caractère purement international et ne saurait former l'objet de délibérations fédérales.

« Quant à la chose en elle-même, l'envoyé fait remarquer que le Gouvernement Royal, dans sa dépêche du 12 mars de l'année dernière aux envoyés royaux à Vienne et à Berlin, dépêche que la Diète connaît, a exprimé ses vues invariables sur la situation politique des provinces de la Monarchie ne faisant point partie de la Confédération.

« L'envoyé se voit obligé en même temps, en sa qualité de membre de cette haute Assemblée, et comme ayant droit de voter sur la marche à suivre à propos de cette question, de protester contre le vice

de forme qui aurait lieu, si l'on renvoyait aux comités réunis, qui n'ont à s'occuper que d'affaires fédérales, une question qui doit être considérée en partie comme purement internationale.

« Ce vice de forme pourrait créer à la Confédération une situation difficile et que rien ne justifierait. »

Le Président combat les vues exprimées dans cette déclaration, et observe que la Note du 19 mars de l'année dernière, de l'envoyé de Danemark et de Holstein-Lauenbourg, Note qui a été invoquée dans la déclaration, a été soigneusement examinée par la Diète, mais que les assertions qu'elle contenait ont été repoussées comme non fondées par une résolution fédérale du 1<sup>er</sup> mai de l'année dernière, en même temps qu'on insistait sur les droits de la Confédération.

La motion de l'envoyé royal de Hanovre est renvoyée aux comités réunis, qui devront présenter un rapport sur la question.

---

**M. Hall aux ministres du Roi à Vienne et à Berlin,  
en réponse aux notes du 17 avril.**

Copenhague, le 16 mai 1863.

Le Gouvernement du Roi vient d'apprendre avec une vive douleur par les notes remises à la date du 17 avril, par les envoyés de Prusse et d'Autriche à Copenhague, que ces deux grandes Puissances se sont crues obligées par la patente et les rescrits du Roi, en date du 30 mars, de revendiquer au nom de la Confédération germanique, ainsi que pour leur propre compte, tous les droits et titres de nature fédérale ou internationale reposant sur les arrangements de 1852 ou sur n'importe quelle autre base.

L'appréciation des mesures qui ont été prises par les dits actes, les deux Puissances la réservent toutefois à la Confédération; et il va de soi, en effet, que des droits et des titres, devant dériver de négociations qui ont été conduites au nom et avec l'autorisation de la Confédération, ne sauraient être revendiqués que par celle-ci. Or, selon notre ferme conviction, une telle appréciation ne servira qu'à montrer que la patente royale du 30 mars, si elle est comprise suivant sa teneur réelle, ne donne aucun prétexte à une revendication quelconque. En effet, ni par cet acte, ni par aucun autre, le Gouvernement n'a eu l'intention de méconnaître des obligations qui peuvent incomber au Roi, en vertu des lois fédérales acceptées par Sa Majesté pour ses territoires fédéraux, ou par suite des négociations de 1851-52 avec la Confédération germanique.

Les mesures royales en question se rapportent exclusivement à la

position du Holstein dans la Monarchie, et par elles, une compétence plus large a été accordée aux États du Holstein.

Il n'est pas besoin de dire, que ce nouvel arrangement ne saurait avoir pour effet d'empêcher le Gouvernement royal de remplir consciencieusement les obligations fédérales pour le Holstein : tout au contraire, le Gouvernement prévoit qu'il sera plus complètement en mesure de satisfaire les vœux et les exigences de la Confédération, depuis que la position du Holstein dans la Monarchie est devenue plus indépendante. Et, s'il est vrai, que la patente royale accorde aux États holsteinois cette compétence délibérative dans la législation et dans les votes de crédit, qui, suivant les principes des négociations de 1851, devait être exercée, pour ce qui concerne le Holstein aussi, par la Représentation commune, on ne saurait en rendre responsable le Gouvernement royal. Les deux grandes Puissances allemandes savent que des résolutions fédérales répétées et accompagnées de menaces d'exécution, combinées avec l'insuccès de tous nos essais de conciliation, n'ont laissé aucun choix au Gouvernement royal à cet égard. Tel conflit éventuel entre les États de Holstein et le Rigsraad qu'il ne serait pas possible de concilier, devra, il est vrai, déterminer une dissolution partielle de la communauté existante; mais il n'y a là qu'une conséquence nécessaire de cette exigence de la Confédération, que les États holsteinois soient investis d'une compétence législative dans la catégorie d'affaires qui, d'après les arrangements de 1851, devait pourtant exclusivement relever de la Représentation commune; et cette conséquence ne saurait être évitée, à moins qu'on ne consente à frapper de paralysie toute l'existence de la Monarchie.

Je vous prie, Monsieur, de donner lecture de cette dépêche à M..., et de lui en laisser copie.

J'ai, etc.,

*Signé : C. HALL.*

---

**Réponse du ministère des affaires étrangères de Prusse  
à la dépêche de M. Hall du 16 mai.**

Je transmets ci-joint à Votre Excellence copie de deux dépêches du 16 de ce mois, que M. le Ministre Hall a adressées à l'envoyé Royal danois près notre Cour, relativement à la note du 17 de ce mois de Votre Excellence, et à ma dépêche du 15 courant et dont il m'a été laissé copie.

La teneur de ces dépêches ne saurait me déterminer à rien ajouter aux exposés contenus dans ces deux documents; je vous ferai remarquer seulement que, si ses dépêches donnent à entendre que le Gouvernement royal danois a été contraint de prendre ses dernières



mesures en suite des résolutions de la Diète germanique et de la résistance des États holsteinois, résistance fomentée par les sympathies des Gouvernements allemands, une pareille assertion n'est justifiée par rien et que je me vois obligé de repousser énergiquement le reproche indirect qu'elle implique.

J'ai répondu à M. de Quaade que toute la question, d'après le caractère allemand de son ensemble, était du ressort de la Diète germanique et que je m'abstenais en conséquence de la discuter au nom de notre Gouvernement.

Je prie Votre Excellence de faire part oralement à M. le Ministre Hall de la réception de ses deux dépêches et de s'exprimer en même temps dans le sens indiqué.

*Le Ministre des Affaires Étrangères.*

Par ordre, *Signé* : THILE.

Berlin, 23 mai 1863.

---

**Le comte de Rechberg au baron de Brenner, à Copenhague,  
en réponse à la note du 16 mai.**

Vienne, juin 1860.

Le Cabinet de Copenhague a répondu par la dépêche dont vous trouverez ci-joint la copie, et qui m'a été communiquée par l'envoyé royal danois, général de Bulow, à la note par laquelle Votre Excellence a protesté, au nom des droits de la Confédération germanique, contre la proclamation royale et les ordonnances du 30 mars.

De même que dans des circonstances précédentes, le Gouvernement Royal danois déclare aujourd'hui qu'il n'est pas responsable d'un état de choses qu'il n'a pas amené librement, mais qui lui a été imposé par les résolutions de la Confédération germanique. Je regrette, pour ma part, d'être obligé de répéter que, d'après la conviction intime du Gouvernement Impérial, la Cour Royale de Copenhague ne peut faire peser sur la Confédération Germanique la responsabilité d'une situation dont elle-même ne se dissimule pas l'irrégularité, puisque les résolutions de la Diète germanique ont été provoquées par des mesures qui étaient en contradiction avec l'arrangement de 1851-52, et qu'elles n'avaient d'autre but que de faire observer cet arrangement.

Le Gouvernement Impérial croit devoir s'abstenir d'entrer dans de plus longues explications, puisque, comme le sait M. Hall, c'est à la Diète germanique, comme organe de toute l'Allemagne, à sauvegarder et à faire valoir dans cette question les droits constitutionnels ou fondés sur les traités de la Confédération.

Votre Excellence voudra bien se prononcer dans ce sens auprès du Président du Conseil danois.

Recevez, etc.

Juin.

*Signé : RECHBERG.*

---

**Compte rendu officiel de la séance du 18 juin  
de la Diète germanique.**

D'après une communication faite par l'envoyé royal de Wurtemberg, le Gouvernement wurtembergeois a chargé le major-général de Rupplin de prendre part à l'inspection du contingent fédéral prussien, et a désigné le quartier-maître général major-général de Wiedershold pour l'inspection de la 2<sup>e</sup> division du 10<sup>e</sup> corps d'armée.

La commission pour les pétitions présente un rapport sur la demande formulée par un ancien employé de la marine, en vue d'obtenir une place ou une subvention. La Diète se prononcera à ce sujet dans une prochaine séance.

Une résolution est prise à propos d'une question militaire.

Les comités réunis, c'est-à-dire le comité pour les affaires constitutionnelles des Duchés de Holstein et de Lauenbourg et la commission exécutive, auxquels avait été renvoyée la communication faite par le Gouvernement Royal de Danemark, dans la séance du 16 avril de cette année, relativement aux ordonnances royales danoises du 30 mars, présentent aujourd'hui un rapport détaillé au sujet de ladite communication et formulent la motion suivante :

Plaise à la haute Assemblée décider : Considérant :

1<sup>o</sup> Que le Gouvernement Royal et Ducal de Danemark et de Holstein-Lauenbourg n'a pas répondu à l'invitation qui lui a été faite dans les résolutions fédérales des 11 février et 12 août 1858, du 8 mars 1860 et du 7 février 1861 ; qu'au contraire il a agi dans un sens hostile à ces résolutions en décrétant diverses mesures législatives, et que, en publiant les ordonnances du 30 mars de cette année, lesquelles ont été officiellement communiquées à la Diète dans la séance du 16 avril, il a manifesté l'intention de ne pas tenir compte dans la question de Holstein-Lauenbourg des résolutions fédérales mentionnées plus haut ;

2<sup>o</sup> Que le Gouvernement danois, au moyen des ordonnances du 30 mars, cherche à donner au Duché de Holstein une position qui serait en pleine contradiction avec l'arrangement sanctionné par une résolution fédérale du 29 juillet 1852, et avec les conditions sous lesquelles la Confédération germanique s'est désistée de son action fédérale dans le Holstein et a placé ce pays sous l'administration de S. M. le Roi de Danemark, Duc de Holstein ;

3° Que les ordonnances royales, indiquées ensuite de la manière dont elles réagissent sur le duché de Slesvig, sont aussi en contradiction avec l'engagement pris par le Danemark de ne point incorporer le Slesvig au Royaume proprement dit de Danemark, *et de ne faire aucune démarche tendant à cette incorporation*, engagement contracté envers les Gouvernements d'Autriche et de Prusse comme fondés de pouvoirs de la Confédération Germanique, et cela en vertu des déclarations du 29 janvier 1852 et conformément à la teneur du manifeste royal du 14 juillet 1850, ainsi que de la proclamation du 28 janvier 1852 ;

4° Que, par conséquent, la Confédération Germanique, dans le cas où le Gouvernement Royal danois maintiendrait les ordonnances du 30 mars de cette année, se verrait obligée, pour sauvegarder ses droits lésés, en ce qui touche les Duchés de Holstein et de Lauenbourg, de revenir aux mesures exécutives décrétées par la résolution fédérale du 12 août 1858, et, relativement au Duché de Slesvig, d'employer tous les moyens propres à faire valoir les droits qu'elle a acquis en vertu d'une convention basée sur le droit des gens ;

5° Que le Gouvernement Royal de la Grande-Bretagne a fait, au mois de septembre de l'année dernière, des propositions de médiation que la Confédération Germanique, partageant les vues exprimées à ce sujet par l'Autriche et la Prusse, serait disposée à prendre pour base d'une entente, en tant que le Gouvernement Royal danois adhérerait de tous points à ces propositions ;

La Diète germanique décide :

I. Le Gouvernement Royal et Ducal de Danemark et de Holstein-Lauenbourg sera invité à ne pas donner suite aux ordonnances du 30 mars de cette année, à rapporter plutôt ces ordonnances et à faire savoir à la Diète, dans un délai de six semaines, qu'il a pris les mesures nécessaires pour promulguer une Constitution qui devra relier par un lien uniforme le Holstein-Lauenbourg au Slesvig et au Royaume proprement dit de Danemark, soit au moyen de l'exécution complète des engagements contractés en 1851-52, soit sur la base des propositions de médiation du Gouvernement Royal de la Grande-Bretagne.

II. Cette résolution, relative aux Duchés de Holstein et de Lauenbourg, sera portée à la connaissance du Gouvernement Royal-Duca par l'intermédiaire de son envoyé, conformément à l'article III du règlement exécutif, et en réponse à la communication danoise du 16 avril de cette année.

III. Les très-hauts Gouvernements d'Autriche et de Prusse seront priés de faire transmettre cette résolution, au nom de la Confédération Germanique, à la Cour Royale danoise par leurs représentants

accrédités près cette Cour, et cela à cause des passages de la résolution relatifs au Slesvig.

IV. Le Comité pour les affaires de Holstein-Lauenbourg et la Commission exécutive seront chargés de discuter et de proposer les mesures auxquelles il faudrait recourir si le Gouvernement Royal danois ne répondait pas aux demandes ci-dessus formulées.

---

**Protestation formulée par l'envoyé de Danemark dans la séance du 18 juin de la Diète Germanique.**

Pour le moment, l'envoyé de Danemark doit se borner à protester contre les assertions de fait et de droit et contre les raisonnements du rapport qui vient d'être lu, ainsi que contre les conclusions qui y sont déposées, et qui, selon lui, sont essentiellement contraires à la situation actuelle qu'on aurait dû prendre en considération. Il doit faire remarquer en même temps que la publication royale du 30 mars 1863 a été souvent, dans le rapport dont il s'agit, l'objet d'une appréciation erronée, et que des explications demandées à l'envoyé du Danemark auraient facilement écartée.

En se référant aujourd'hui aux déclarations que le Gouvernement de Sa Majesté a faites antérieurement sur la matière, tant au point de vue du droit international qu'au point de vue de la loi fédérale, l'envoyé réserve à sa Cour, avec toute liberté pour ses décisions ultérieures, tous les droits qu'a pu toucher le rapport susdit, non moins que la faculté complète de fournir plus tard les explications et les déclarations qu'elle jugera nécessaires.

---

Dans sa séance du 9 juillet la Diète a adopté les propositions des comités réunis présentées dans la séance du 18 juin.

A la suite de cette votation l'envoyé de Danemark pour les duchés de Holstein et Lauenbourg a fait inscrire au protocole les protestations suivantes :

**Protestation de l'envoyé de Danemark contre l'adoption par la Diète des propositions des deux comités réunis, formulée dans la séance du 9 juillet.**

Au moment où le rapport des deux Comités ci-dessus a été soumis à la Diète, l'Envoyé de S. M. le Roi de Danemark, Duc de Holstein et de Lauenbourg, a fait remarquer qu'il contenait des erreurs fondamentales qui pouvaient donner lieu à de graves malentendus. Ceci s'appliquait soit aux considérations historiques qui y étaient conte-



nues, soit à la manière dont l'ordonnance royale du 30 mars dernier, qui est la cause la plus rapprochée de la délibération actuelle, s'y trouvait interprétée. L'Envoyé de S. M. le Roi-Duc regrette vivement qu'une résolution aussi importante se base sur des considérants en partie inexacts, et qu'on ne lui ait pas fourni l'occasion d'éclaircir ces inexactitudes. Pour aujourd'hui, il se bornera toutefois à établir brièvement la position de son Gouvernement, en présence des propositions sur lesquelles la Diète vote en ce moment.

Le rapport des Comités réunis parle du Duché de Slesvig, qui est un pays non allemand, ainsi que des deux Duchés de Holstein et de Lauenbourg qui appartiennent à la Confédération Germanique. Il reconnaît cependant, d'une manière expresse, que les réclamations élevées au sujet du premier de ces Duchés ne sont pas de nature fédérale, et qu'elles reposent exclusivement, au contraire, sur le droit international. En prenant acte de ce fait, qui n'a pas été contesté, l'Envoyé doit protester contre la pensée de faire entrer des questions qui touchent au Slesvig dans le domaine des délibérations fédérales et régulières de la Diète Germanique, et se réserve, sous ce rapport, tous les droits qui appartiennent à son Gouvernement.

Il est vrai que le rapport des Comités réunis a fait remarquer que ce caractère différent des droits prétendus de la Confédération doit se montrer dans la manière différente d'agir envers le Slesvig, auquel on ne saurait appliquer une procédure purement fédérale. Mais l'Envoyé de Danemark doit ajouter qu'une occupation même du Holstein, en vue de faire valoir d'une manière forcée les prétentions de la Confédération sur le Duché de Slesvig, ne saurait pas avoir davantage le caractère d'une procédure fédérale régulière.

Quant à ce qui concerne d'ailleurs le Duché de Holstein, l'Envoyé est d'avis que, pour compléter et rectifier les considérations historiques contenues dans le rapport des deux Comités, il peut se référer aux explications et aux déclarations antérieures émanées, à ce sujet, de la part de son Gouvernement. Mais il doit protester de nouveau, d'une manière formelle, contre le double point de vue où les Comités cherchent à se placer quand ils s'appuient, d'une part, sur les négociations de 1851 et de 1852, dont ils réclament l'application, et quand ils demandent, d'un autre côté, la mise en vigueur des résolutions fédérales du 8 mars 1860 et 7 février 1861, bien que ces deux points de vue soient tout à fait opposés. Les délibérations de 1851 et 1852 présupposaient une Constitution générale et valable pour toute la Monarchie, tandis que l'établissement d'une Constitution pareille est devenu impossible pour les Duchés de Holstein et de Lauenbourg, par suite des résolutions qu'a prises la Diète Germanique. Le Gouvernement Royal a donc été forcé de chercher une solution d'une autre

manière, et c'est conformément aux résolutions du 8 mars 1860 et du 7 février 1861 que l'ordonnance du 30 mars dernier promet au Duché de Holstein une vaste autonomie et qu'elle lui donne ainsi des garanties complètes pour l'indépendance de sa législation et la bonne administration de ses intérêts financiers.

La double représentation établie ainsi au sein de la Monarchie pourra rendre nécessaire de supprimer la communauté qui a eu lieu jusqu'à présent, et le Gouvernement du Roi espère que la Confédération ne voudra pas s'arroger le droit d'empêcher l'autonomie et le libre développement des parties du Royaume qui ne lui appartiennent pas ; car la tentative d'amener de force une situation pareille ne saurait être considérée comme une exécution fédérale bien fondée.

Le rapport des Comités cherche à mettre la sommation qu'a faite la Diète dans la catégorie des conditions que la loi a demandées pour une exécution fédérale. Mais le Gouvernement danois doit faire observer que le pouvoir exécutif et judiciaire de la Confédération se trouve limité par les traités fondamentaux, auxquels S. M. le Roi a donné son adhésion, tandis que les réclamations qui cherchent à s'appuyer sur les arrangements de 1851 et 1852 reposent, au contraire, sur une base différente et qui n'est pas d'une nature fédérale. Or, pour faire valoir les droits internationaux que la Confédération prétend posséder au sujet du Duché de Holstein, il faut un point de départ, une base exclusivement internationale. En votant, par les motifs susdits, contre les propositions actuelles, et en réservant à son Gouvernement, à côté de la présente protestation, tous les droits qu'il possède, l'Envoyé doit ajouter enfin, quant à la partie du rapport qui parle du Slesvig, qu'il ne saurait se charger de faire parvenir à son Gouvernement les résolutions éventuelles de la Diète qu'à l'égard des passages de ce rapport qui ont trait aux Duchés de Holstein et de Lauenbourg.

---

**Seconde déclaration faite par l'envoyé de Danemark à la séance  
de la Diète Germanique du 9 juillet.**

En se référant à la protestation contenue dans le vote qu'il vient de donner sur les propositions des Comités réunis, l'Envoyé de S. M. le Roi de Danemark, Duc de Holstein et de Lauenbourg, croit devoir faire les observations qui suivent sur les votes motivés que MM. les Envoyés de Bade, des Maisons Grand-Ducale et Ducales de Saxe, d'Oldenbourg et de la Hesse Grand-Ducale viennent d'émettre au sujet de ces mêmes propositions.

Comme le premier de ces votes adhère, en tout ce qui est essentiel,

à la proposition d'Oldenbourg, qui contient le passage suivant : « La Diète Germanique arrête que toutes les concessions qui ont été faites au Gouvernement de Sa Majesté Danoise (lors des arrangements de 1851 et de 1852) sont retirées ; »

Comme il résulte d'ailleurs de cette proposition que ces prétendues concessions consistent dans la dissolution de l'ancienne communauté administrative et législative du Holstein et du Slesvig ;

Comme, enfin, le vote de l'Envoyé de la Hesse Grand-Ducale va même jusqu'à insinuer qu'il convient de rétablir éventuellement cette communauté, l'Envoyé de S. M. le Roi-Duc ne peut s'abstenir de rappeler ici le paragraphe 2 de l'annexe, très-importante dans l'espèce, de la dépêche autrichienne du 26 décembre 1851, qui a été approuvée par le Gouvernement prussien, et qui a joué un rôle décisif lors de la résolution fédérale du 29 juillet 1851.

Ce passage est ainsi conçu :

« Quant aux autres déclarations que, dans la séance du 7 septembre 1846, le Roi Christian a données, *motu proprio*, à la Diète, que celle-ci a reconnues pour satisfaisantes, et suivant lesquelles il n'était pas dans la pensée du Roi d'apporter aucun changement aux rapports qui reliaient alors le Duché de Holstein au Duché de Slesvig, le Gouvernement actuel estime qu'elles ne conviennent plus, sous tous les rapports, à l'état de choses actuel. Il est convenu que la communauté des deux Duchés, relativement à l'administration et au tribunal suprême, qui avait existé depuis 1834, et que les événements récents ont abolie par le fait, doit rester abolie à l'avenir. A l'égard de ces points, la Cour impériale reconnaît que les déclarations citées du 7 septembre 1846 avaient pour base la situation qui existait à cette époque, et n'avaient point pour effet légal de faire dépendre de l'assentiment de la Confédération les résolutions que des circonstances modifiées pouvaient amener le Roi à prendre, en vertu de ses droits souverains, à l'égard de la connexité en question, attendu que ces résolutions n'intéressaient pas la compétence légale de la Confédération Germanique. Le Gouvernement Impériale, pour sa part, n'élèvera donc pas d'objections à l'abolition de ladite communauté, et il emploiera même son influence pour que ladite mesure ne rencontre pas de difficulté de la part de la Diète fédérale. »

Après cette citation, l'Envoyé ne croit pas nécessaire de faire remarquer qu'il ne s'est point agi ici d'une concession, mais de la reconnaissance formelle et sans condition d'un droit de souveraineté, qui appartenait déjà à cette époque à Sa Majesté, et qui a continué de lui appartenir sans aucune restriction.

---

## TROISIÈME PARTIE.

---

### PIÈCES RELATIVES AU DIFFÉREND ENTRE LE MONTÉNÉGRÔ ET LA TURQUIE.

---

**Dépêche du Grand-Vizir à Omer-Pacha, en date du 9 avril 1862.**

Nous avons pris connaissance des dépêches télégraphiques échangées entre Votre Altesse et le prince Nicolas, concernant les empiétements des Monténégrins. L'un des motifs allégués par ces derniers à l'appui de leurs agressions, c'est que, malgré la publication de l'amnistie accordée aux populations des villages de Kernitcha et de Seltcha, sis dans le cercle de Scutari, qui s'étaient déclarés pour les Monténégrins, des troupes ont été expédiées dans ces localités; l'autre motif, c'est que l'exportation des céréales a été prohibée, il y a six mois, dans ces mêmes localités pour cause de disette, et que des mesures défensives ont été prises pour arrêter les incursions des Monténégrins.

D'abord, lorsqu'une population insurgée demande grâce, personne n'a ouï dire jusqu'à ce jour qu'il existe un principe, une loi quelconque, énonçant que du moment où l'amnistie serait accordée pour les fautes précédentes de cette population, il n'y ait plus de droit d'envoyer des troupes sur les lieux. Si l'autorité, après avoir promis le pardon, tentait de punir les amnistiés, elle pourrait être, comme de droit, répréhensible, attendu qu'elle aurait, dans ce cas, violé ses engagements. Mais le Gouvernement impérial n'a eu, en aucun temps, l'habitude de recourir à un moyen si déloyal.

En outre, c'est un fait connu et constaté que les habitants dudit village de Kernitcha avaient spécialement délégué leurs primats auprès du commandant des troupes irrégulières en garnison à Chistan, pour le prier d'envoyer un poste à leur village dans le but de les défendre contre les Montagnards; que les troupes, qui ne s'étaient rendues sur les lieux qu'à la suite de cette demande et de ce désir,



n'ont commis aucun acte contraire à l'amnistie, et que les Monténégrins ont surpris le village en grand nombre.

Le Monténégro n'ayant aucune garantie, aucune protection à exercer vis-à-vis de ces localités, n'est-il pas très-surprenant de le voir soutenir que l'établissement d'un poste porte atteinte à son honneur? Il est donc évident qu'une prétention de cette nature ne peut, suivant la raison et le droit, être discutée ni admise. Aussi les réponses de Votre Altesse à ce qui a été dit sur les questions des mesures défensives et de la prohibition de l'exportation des céréales, ont-elles été trouvées conformes à la vérité et à la justice.

Faire rentrer dans l'obéissance les insurgés de certains districts de l'Herzégovine, et défendre Scutari, telle est, Votre Altesse ne l'ignore pas, la ligne de conduite que le Gouvernement Impérial s'est tracée par rapport à ces pays.

Or, au moment où les populations ont plusieurs fois penché vers cette obéissance, et où l'affaire a été sur le point d'être résolue, les Monténégrins en ont empêché la réalisation par leurs instigations et menaces occultes ou publiques; ce sont encore eux qui ont en particulier amené l'insuccès de la proclamation publiée par Votre Altesse au début de sa mission dans l'Herzégovine, proclamation contenant les concessions à toutes les demandes exposées antérieurement par les habitants, proclamation dont la teneur avait été appuyée par les délégués des puissances amies et alliées de la Sublime-Porte.

Le Gouvernement Impérial tolère enfin, depuis plus de cinq ans, les empiètements journaliers, ainsi que les instigations publiques ou secrètes des Monténégrins; il supporte des dépenses considérables et ferme les yeux sur les actes trop connus commis par eux sur les soldats et autres individus qu'ils rencontrent isolément.

Néanmoins, tout le monde se rappelle combien la Sublime-Porte, malgré cet état de choses, a fait preuve de conciliation, en voulant élargir le cercle de la Montagne et en déterminer les limites de concert avec les puissances amies.

En présence de cet état de choses, les Monténégrins rompent aujourd'hui en visière, en basant sur les susdits motifs, dénués de fondement, leurs actes agressifs, qu'ils commettaient jusqu'à ce jour d'une manière officieuse, et qu'ils niaient au besoin, en leur donnant de la sorte un caractère officiel. Ils se permettent, d'un côté, d'envahir les villages en question, et de porter secours publiquement et en masse aux habitants de Wassowitch, et continuent, de l'autre, à intervenir ostensiblement dans les affaires des districts de l'Herzégovine.

Dans cette circonstance, le Gouvernement Impérial ne saurait plus garder le silence, et voir d'un œil indifférent l'effusion prolongée du sang de tant de créatures humaines, musulmanes ou chrétiennes : il

ne peut plus tolérer le pillage de leurs biens, l'incendie de leurs propriétés, et laisser ses soldats l'arme au bras spectateurs de ces méfaits.

On a mille fois eu le preuve qu'il n'a jamais outrepassé jusqu'ici la ligne de démarcation, et que l'agression a toujours eu lieu du côté des Monténégrins ; entre autres, leur séjour, à l'heure qu'il est, dans les localités situées en deça des limites, vient à l'appui de cette assertion. En conséquence, le Gouvernement Impérial croit avant tout de son devoir d'exiger de l'administration du Monténégro l'engagement péremptoire et officiel avec les garanties suffisantes :

1° De ne plus aider en aucune manière les habitants du district de Wassowitch, et de s'abstenir totalement de leur prêter le concours actif qu'il prépare actuellement ;

2° De se retirer immédiatement des villages de Kernitza et de Selkché, ainsi que des autres endroits qui se trouvent en dehors des parties délimitées ;

3° De restituer sains et saufs, et sans retard, les soldats irréguliers et leurs officiers se trouvant à Kernitza, et qu'ils ont transférés à Gettigne ;

4° De s'abstenir de toute assistance matérielle et morale aux districts précités de l'Herzégovine, et d'en retirer dans le plus bref délai les Monténégrins qui s'y trouvent ;

5° De ne plus désormais se permettre des actes d'agression.

Vous voudrez bien porter officiellement ce qui précède à la connaissance du Prince, en lui communiquant une copie de cette dépêche. J'ai, en même temps, l'honneur de vous faire part que si, dans un délai de cinq jours, à partir de la notification de la présente, vous ne recevez pas une réponse contenant la pleine adhésion du Prince à cet égard, d'ordre impérial, Votre Altesse est entièrement autorisée à prendre toutes les mesures que vous croyez nécessaires, uniquement pour repousser les agressions susmentionnées en deça des limites tracées, et pour rétablir l'ordre et la sécurité des habitants, sans intention tendant à modifier le *statu quo* de la Montagne par rapport à sa possession administrative et territoriale.

---

**Réponse du Prince du Monténégro à la communication  
de la Sublime-Porte.**

J'ai lu avec la plus grande attention la note émanée de la Sublime-Porte, que Votre Atesse m'a fait l'honneur de me communiquer officiellement.

Je ne puis me dissimuler au caractère comminatoire de cette pièce,

l'intention, que semble nourrir le Gouvernement Impérial, de vouloir marcher en avant, en rejetant entièrement sur le Monténégro la responsabilité des événements qui pourraient se produire dans l'avenir. Je le regrette d'autant plus, que les faits qu'elle articule et qui me sont imputés, sont susceptibles de justification, et que pour la plupart ils ne reposent que sur de simples préventions de coopération morale, puisque la coopération matérielle du Gouvernement Monténégrin ne peut être admise, par la raison péremptoire qu'elle n'a pas eu lieu, et qu'en passionnant le débat on ferme la porte à tout arrangement pacifique, désirable cependant dans l'intérêt de l'humanité et dans celui des relations ultérieures entre les deux peuples. Je nourris encore l'espoir que la Sublime-Porte, après avoir pris connaissance des explications que j'ai l'honneur de transmettre à Votre Altesse, reviendra à des sentiments plus équitables, et dans sa haute sagesse daignera me tenir compte des efforts que je n'ai pas cessé de faire pour éviter le conflit qui se prépare.

La Sublime-Porte, en affirmant que toutes les promesses faites aux insurgés des villages de Kuitza et de Seltza ont été fidèlement observées, après leur rentrée en grâce, rejette sur le Monténégro tous les torts dans la fâcheuse affaire qui a eu lieu. Elle reproche au Monténégro d'avoir saisi l'envoi de quelques troupes ottomanes dans ces villages, pour faire acte d'autorité sur ce district. Votre Altesse possède entre ses mains les dépêches échangées entre elle et moi à l'occasion de cette négociation; elle sait que j'ai le premier, dans l'intention d'éloigner tout sujet de conflit, conseillé la soumission à ces populations; elle sait aussi que, d'après ses promesses, je me suis porté personnellement garant et que j'ai donné l'assurance aux délégués de ces villages, qu'en aucune manière ils ne seraient inquiétés pour les faits accomplis, comme aussi je lui avais promis que les Turcs n'auraient à craindre aucune infraction aux stipulations convenues de la part des révoltés. Qu'est-il advenu? c'est qu'un soir, pendant l'obscurité, ces villages ont été envahis par des masses indisciplinées, dont les intentions étaient loin d'offrir le caractère inoffensif qu'on leur attribue, qu'alors ces populations se croyant trahies, craignant d'être détruites et saccagées, ont couru aux armes pour se défendre, en même temps qu'elles s'adressaient à moi, me reprochant de les avoir endormies pour les livrer ensuite sans défense à leurs ennemis. Tout ceci n'aurait pas eu lieu si, au lieu de troupes irrégulières, l'autorité eut envoyé sur les lieux des troupes disciplinées et habituées à obéir militairement aux ordres de leurs supérieurs. Le Monténégro ne s'est pas arrogé dans cette occasion le droit d'intervenir dans les affaires d'administration intérieure de la province de Scutari. Il sait que ce droit n'appartient qu'aux autorités locales; s'il

s'est ému de cet état de choses, c'est qu'il a compris que malgré le bon vouloir de ces autorités, de graves malheurs pouvaient arriver dont il aurait assumé la responsabilité vis-à-vis de ces populations; il est accouru pour prouver à ces malheureux qu'ils pouvaient compter sur la parole donnée et se laver du soupçon qui pesait déjà sur lui.

Le Monténégro est accusé d'avoir méconnu le véritable intérêt de la mesure prise par les autorités turques, dans le but prévoyant de défendre l'exportation des céréales et parer à l'insuffisance de la dernière récolte. Le Monténégro, Votre Altesse me pardonnera de le lui répéter encore une fois, n'a jamais eu la prétention de contraindre l'administration de la province de Scutari à lui sacrifier ses intérêts; si la mesure avait ce caractère et cette signification exclusivement, elle se serait bornée à défendre l'exportation des céréales ou de toute autre denrée alimentaire, comme cela se pratique partout et en tout temps, lorsque les circonstances l'exigent; mais elle n'aurait pas interdit, ainsi que cela a eu lieu et sous les peines les plus sévères, toute communication entre les habitants de la province de Scutari et les Monténégrins. Dans l'intérêt de la vérité, j'insiste sur cette différence pour me laver du reproche d'avoir voulu mettre des limites à la liberté d'action des autorités ottomanes et pour restituer à cette mesure toute politique son véritable caractère.

La Sublime-Porte attribue aux menées occultes ou publiques du Monténégro d'avoir empêché la réussite des plans de Votre Altesse en Herzégovine et d'avoir amené l'insuccès de sa proclamation publiée au début de sa mission. Je ne prétends pas et ne peux cacher mes sympathies pour la cause des insurgés de l'Herzégovine, j'avouerai en toute franchise que j'ai toujours fait des vœux pour eux, tout m'y poussait; il y a entre les insurgés de l'Herzégovine et mon peuple des liens dont on ne s'affranchit pas aisément; il y a conformité de croyance, communauté de race et identité de langage, mais là s'est bornée mon assistance, j'avoue ma coopération morale; mais je décline ma coopération matérielle, en tant qu'on entend par ces mots l'appui ouvert et effectif prêté à une cause dont on désire la réussite.

Je ne nierai pas davantage que des Monténégrins n'aient pu être remarqués dans les rangs des insurgés; mais si cela a eu lieu, ces individus s'y trouvaient à mon insu et n'obéissaient pas à un ordre émané de moi. Je ferai observer que la configuration du pays se prête à ces désobéissances aux volontés les mieux arrêtées de l'autorité; ensuite, chez moi, tout citoyen est soldat, est en possession de ses armes et de ses munitions; il vit malgré cela chez lui, dans sa famille; il n'est soumis à aucune inspection régulière; il peut, par conséquent, quand bon lui semble, s'échapper, aller faire la guerre



pour son compte personnel et rentrer ensuite dans ses foyers, sans que l'autorité en ait nullement connaissance.

« Le Gouvernement Impérial tolère depuis cinq ans les empiètements des Monténégrins et a fermé les yeux sur des actes connus, commis par eux sur des soldats et d'autres individus rencontrés isolément. »

Ce rôle de provocateur perpétuel que l'on m'attribue, je ne puis l'accepter; que la Sublime-Porte daigne examiner les faits avec plus d'impartialité. Elle en retirera la conviction que si quelquefois les Monténégrins ont été les premiers agresseurs, le plus souvent ils n'ont eu recours aux armes que pour leur défense. Elle m'accordera aussi que des faits isolés, individuels et éloignés n'engagent par directement la responsabilité du Gouvernement. Ai-je besoin de faire ressortir davantage ce qui est à la connaissance de tout le monde, savoir les nombreuses occasions de conflit qui s'offrent aux deux populations voisines; parlerai-je également de ces haines particulières et séculaires qui les divisent et du caractère si peu endurant des uns et des autres. Quel Gouvernement, fût-il le plus central et le plus sévère, fût-il animé des intentions les plus sincères, pourrait-il promettre de déraciner de bien longtemps de l'esprit de ces populations les idées de vengeance personnelle si regrettables et si funestes? Ici je l'avoue en toute humilité, je reconnais mon impuissance et je me borne à faire des vœux.

La Sublime-Porte ajoute dans sa note « que malgré tout cela, elle a voulu faire acte de conciliation en élargissant et en déterminant, de concert avec les Puissances, le cercle de la Montagne. »

Si la Sublime-Porte, comme je n'en ai jamais douté, était alors animée de cet esprit de conciliation dont elle parle, le Monténégro de son côté désirait avec la plus grande sincérité clore l'ère des dissensions. Ce dernier pays ne méconnaîtra jamais une bonne intention et encore moins un bienfait; aussi il saisit une occasion pour témoigner de toute sa reconnaissance envers les puissances et la Sublime-Porte, pour tout ce qui a été tenté en cette occasion.

« Le Monténégro est accusé aussi de rompre aujourd'hui en visière à la Turquie, de commettre des actes agressifs, de soutenir les Vassovitch, et d'intervenir ostensiblement dans les affaires des districts de l'Herzégovine. »

Le Monténégro n'a jamais rompu en visière à la Turquie, son audace n'a jamais été poussée aussi loin; il connaît trop la puissance de cet Empire pour se permettre de la braver de propos délibéré. S'il eût eu les intentions qu'on lui attribue, il aurait aussi profité des occasions qui se sont présentées, et à la faveur des complications présentes et à venir, il aurait tiré parti des avantages que la configura-

tion du sol lui offrait pour faire, dans la limite de ses forces, aux Turcs, tout le mal qu'il pourrait leur faire. Telle, cependant, n'a pas été sa conduite, parce qu'il était loin, comme il l'est toujours, de désirer prolonger une effusion inutile de sang.

Quant aux secours portés aux Vassovitch, j'avancerai sans crainte d'être démenti, que jamais un seul Monténégrin ne s'est mêlé à eux; j'en appelle, s'il le faut, au témoignage des officiers turcs eux-mêmes et aux habitants de la frontière, qu'on peut interroger à cet effet.

Je passe enfin aux conclusions de la Note et je m'efforcerai de répondre catégoriquement aux demandes qui m'ont été posées et qui sont :

1° De s'abstenir de toute coopération aux affaires des Vassovitch, de ne plus les aider en aucune manière et de suspendre tous les préparatifs qui se font en vue de leur prêter un concours actif.

Je répondrai, comme j'ai eu l'honneur de l'exposer plus haut; que les Vassovitch ont agi seuls, sans aucune coopération du Monténégro et qu'aucun préparatif ne se fait dans l'intention de leur prêter un secours quelconque.

2° De se retirer immédiatement des villages de Kernitza et de Seltza, ainsi que des autres endroits qui se trouvent en dehors des parties délimitées.

Il est facile de répondre de la manière la plus satisfaisante à cette seconde demande, en disant qu'immédiatement après le combat, les villages ont été évacués totalement, et que le soir même de l'affaire, pas un seul Monténégrin ne demeurerait sur le territoire désigné.

3° De restituer sain et sauf et sans retard les soldats irréguliers et leurs officiers se trouvant à Kernitza qu'ils avaient transférés à Cettigne.

Les prisonniers qui ont été conduits à Cettigne, y ont été reçus avec tous les égards dus au courage malheureux, 300 ont été mis en liberté immédiatement et sans condition aucune. Ceux qui s'y trouvent encore seront rendus à leur patrie dans le plus bref délai. Je laisse à Son Altesse le soin d'apprécier la valeur des sacrifices que leur séjour à Cettigne m'a imposés; je suis heureux d'avoir pu, en cette occasion épargner la vie de beaucoup de gens qui n'ont rendu les armes qu'après avoir pleinement satisfait aux exigences de l'honneur le plus scrupuleux.

4° De s'abstenir de toute assistance matérielle et morale aux districts précités de l'Herzégovine et d'en retirer, sous le plus bref délai, les Monténégrins qui s'y trouvent.

J'ai eu l'honneur d'expliquer plus loin de quelle manière des Monténégrins isolés pouvaient se trouver parmi les insurgés des districts précités. Je répéterai de nouveau que je n'ai jamais prêté aucun aide

matériel aux insurgés et qu'aucun corps de troupes n'a jamais reçu de moi l'ordre de se rendre parmi eux. N'ayant aucune autorité directe sur des gens qui ne se trouvent plus sur mon territoire, il me sera tout à fait impossible, quelque désir que j'en aie, de faire rentrer dans leurs foyers ceux qui les ont abandonnés et qui sont toutefois en nombre insignifiant. Quant à refuser ma coopération morale, ce qui, en d'autres termes, reviendrait à m'interdire à l'avenir de désirer un meilleur sort aux habitants de l'Herzégovine, je reconnais tout le poids de la tâche qu'on voudrait m'imposer et je doute de pouvoir jamais parvenir à ce degré d'indifférence. Je ne désire qu'une chose c'est que l'Herzégovine soit heureuse et en possession d'une Constitution administrative qui lui permette d'exercer ses forces intellectuelles et morales et qui lui donne l'égalité devant les lois. Si la Turquie réalise ses vœux et les miens, qu'elle la conserve et la pacifie.

5° De ne plus me permettre d'actes d'agression.

J'ai l'intime conviction de n'avoir jamais commis, ni donné ordre de commettre aucun des actes agressifs qui me sont reprochés; aussi, c'est sans hésitation que je ferai la promesse de n'en pas commettre à l'avenir. Mon plus grand désir ayant toujours été de vivre en paix et en bonne harmonie avec la Turquie, c'est sans efforts que j'exécuterai ce que j'avance. Si quelques actes isolés se sont produits ou se reproduisaient encore, je prie la Sublime-Porte de les juger d'après leur valeur et de ne pas leur accorder une portée qu'ils ne peuvent avoir.

Voulant sincèrement la paix et ne reculant point devant aucune concession compatible avec l'honneur et l'indépendance de mon pays, je m'empresse de répondre à la communication qui m'a été faite, malgré ce qu'il pouvait y avoir de dur dans sa forme impérative. Ce sera une nouvelle preuve que j'aurai donnée de mes intentions toutes de conciliation. J'espère que la Sublime-Porte accueillera favorablement ces éclaircissements et que mieux renseignée, elle voudra bien faire la part des graves difficultés qui m'environnent et me tenir compte des efforts que je ne cesse de faire pour apaiser les esprits et éloigner toute cause de discorde sur notre frontière.

Cettigne, 23 avril 1862.

Le Prince de Monténégro

*Signé : NICOLAS.*

---

**Conditions imposées au Monténégro au moment  
de l'armistice.**

Art. 1<sup>er</sup>. L'administration intérieure du Monténégro restera telle qu'elle a été avant l'entrée des troupes impériales sur son territoire.

Art. 2. La ligne de démarcation, tracée par la Commission mixte en 1859, constituera à l'avenir la limite du Monténégro. (Grahovo est comprise dans ces limites.)

Art. 3. Le Gouvernement Ottoman permettra aux Monténégrins l'exportation et l'importation des marchandises dans le port d'Antivari sans prélever aucun droit de douane. L'importation d'armes et de munitions de guerre est prohibée.

Art. 4. Les Monténégrins auront la faculté de prendre à ferme des terrains en dehors du Monténégro, dans le but d'y faire de l'agriculture.

Art. 5. Mirko quittera le Monténégro et n'y pourra plus retourner. (Cet article a été modifié. Mirko a le droit de rester au Monténégro, à la condition d'y vivre en simple particulier.)

Art. 6. La route de l'Herzégovine à Scutari, passant par l'intérieur du Monténégro, sera ouverte au commerce. Sur le trajet de cette route, plusieurs points seront occupés par des troupes impériales, qui tiendront garnison dans des blokhaus. Les points à occuper seront désignés plus tard.

Art. 7. Les Monténégrins ne devront plus faire d'excursions hostiles hors de leurs frontières.

En cas de soulèvement d'un ou de plusieurs districts voisins du Monténégro, les Monténégrins ne leur accorderont aucun appui ni moral ni matériel.

Tous les sénateurs, chefs des nahies et autres dignitaires du Monténégro, devront donner au Serdar-Ekrem leur engagement par écrit d'observer cette condition.

Art. 8. Tous les différends de moindre importance qui pourraient survenir sur les confins, seront réglés d'un commun accord. Chacune des puissances limitrophes du Monténégro aura un représentant chargé de régler ces différends, et, dans le cas où une question importante ne pourrait recevoir une solution satisfaisante, les deux parties s'adresseront directement à la Sublime-Porte.

Art. 9. Aucune famille ne pourra entrer au Monténégro sans un passe-port délivré par les autorités turques. Tout contrevenant devra être rigoureusement renvoyé.

Art. 10. Il sera permis aux Monténégrins, dans l'intérêt de leur commerce, de voyager dans toute l'étendue de l'Empire Ottoman. Les voyageurs auront la protection du Gouvernement.

Art. 11. Tous les criminels seront arrêtés et consignés à leurs autorités respectives sur la base d'une extradition réciproque.

Art. 12. De part et d'autre, les prisonniers devront être mis en liberté et renvoyés dans leurs foyers. Tous les réfugiés raïas seront renvoyés dans leurs familles.



Art. 13. En vertu du même principe de réciprocité, tous les objets volés seront restitués et les auteurs des vols seront punis.

Art. 14. Les Monténégrins s'engageront à ne construire aucun koulé ni aucun ouvrage de fortification sus les confins de l'Albanie, de la Bosnie et de l'Herzégovine.

Scutari, 31 août 1862.

*Le Serdar-Ekrem.*

---

**Dépêches échangées entre les Gouvernements d'Angleterre  
et de Russie, au sujet des affaires du Monténégro.**

*Le comte Russell à M. J. Savike Lumley, esquire, à Saint-Pétersbourg.*

Foreign-Office, le 30 septembre 1862.

Monsieur, j'ai lu et placé sous les yeux de la Reine vos dépêches des n<sup>os</sup> 88 et 93, en date du 2 et du 5 courant, relativement aux affaires du Monténégro.

Le Gouvernement de Sa Majesté doit exprimer ses regrets de ne pouvoir adhérer aux vues du prince Gortschakoff, quant à la question générale d'intervention dans les affaires de Turquie, ni quant à l'affaire particulière du Monténégro.

Le Gouvernement de Sa Majesté a toujours entendu que du moment où la Turquie a été admise à faire partie du système européen, elle devait aussi participer à tous les avantages et à tous les devoirs qui incombent à un État indépendant. En un mot, elle devait être aussi indépendante que le sont la Prusse, le Portugal, la Suisse ou la Saxe, et d'un autre côté elle devait être liée, comme ces États, par la foi des traités et les rapports internationaux de courtoisie et de bon vouloir.

Si tel est le cas, il n'est pas juste, lorsque les traités se taisent, d'intervenir sans nécessité ni provocation, dans le cas où une insurrection a éclaté en Turquie, et où cette insurrection a été soutenue par un prince voisin.

Tel a été le cas en Herzégovine, où une insurrection avait éclaté, et dans le Monténégro, par qui cette révolte avait été fomentée et soutenue.

Si le prince du Monténégro était un vassal, le Sultan avait le droit de le réduire à l'obéissance et de lui imposer telles conditions qui pussent assurer toute obéissance dans l'avenir; si, au contraire, il était un prince indépendant, le Sultan avait le droit de lui imposer telles conditions de paix qui pussent prévenir le renouvellement d'une agression de sa part.

Quant aux conditions particulières exigées par la Turquie, le Gou-

vernement de Sa Majesté ne prétend ni les justifier ni les condamner.

Il appartient à la Porte de déclarer quelles sont les garanties nécessaires à sa tranquillité à venir.

Les conditions qu'elle propose ne sont pas cependant sans exemple.

Au commencement du dernier siècle, les Highlanders d'Ecosse avaient essayé de renverser le trône de la maison hanovrienne et d'y substituer une autre dynastie. Les conseillers de la couronne d'Angleterre prirent des mesures pour dompter cette résistance.

Ils défirent les rebelles à deux reprises; ils établirent de bonnes routes à travers les montagnes d'Ecosse, et ils érigèrent des forts pour tenir les révoltés en respect.

Aujourd'hui, Sa Majesté n'a pas de sujets plus loyaux que les Highlanders d'Ecosse.

Je ne veux pas terminer sans exposer en peu de mots le point de vue du Gouvernement de Sa Majesté sur ce qui se passe en Turquie.

Si les sujets slaves et grecs du Sultan se révoltent et que l'insurrection soit réprimée, le poids de l'autorité deviendra plus lourd, des privilèges seront retirés, et les sommes destinées à la construction de routes et de ports, et à l'introduction des améliorations, seront distraites pour le paiement et le maintien d'une force militaire imposante.

Si, au contraire, la chimère caressée dans certaines provinces de renverser le pouvoir ottoman se réalisait, — les Grecs et les Slaves entreraient en lutte; chaque province réclamerait la suprématie; la guerre civile ravagerait les pays où l'autorité du Sultan aurait été renversée, et un appel serait fait aux grandes Puissances de l'Europe pour mettre une fin à l'anarchie en partageant entre elles les provinces turques. Mais les Puissances européennes seraient difficilement en état d'accomplir cette tâche sans donner lieu à de nouveaux conflits et probablement à une guerre générale.

Telles sont les vues qui engagent le Gouvernement de Sa Majesté, sincèrement désireux d'ailleurs d'améliorer la situation des sujets chrétiens de la Porte à refuser toute coopération à la réalisation des projets connus en Grèce sous le nom de la « grande idée, » projets qui, tant chez les Grecs que chez les Slaves, tendent à la dissolution des liens d'obéissance dans l'empire ottoman, et sont plus ou moins en relation avec les intrigues criminelles dont la Turquie éprouve les effets en Serbie, et qui ne visent pas moins au renversement de toute monarchie en Europe qu'à la destruction de l'intégrité de l'Empire ottoman.

Vous êtes autorisé à donner copie de cette dépêche au prince Gortschakoff.

J'ai l'honneur, etc.

---

RUSSELL.

*Le Prince Gortschakoff au baron de Brunnow, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Russie à Londres.*

Saint-Petersbourg, le 28 septembre = 10 octobre 1862.

Monsieur le baron,

J'ai l'honneur de transmettre ci-après à Votre Excellence la copie d'une dépêche de lord Russell dont M. l'ambassadeur d'Angleterre m'a donné communication, d'après l'ordre du principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique.

Elle a trait aux événements du Monténégro ainsi qu'à la question générale d'intervention dans les affaires de Turquie, et exprime le regret du cabinet anglais de ne point pouvoir adhérer aux vues que nous avons énoncées à cet égard.

Le prix que nous attachons à nous trouver autant que possible d'accord avec le gouvernement de Sa Majesté Britannique m'engage à examiner de plus près la question, afin de constater les points sur lesquels cet accord peut exister et ceux sur lesquels nous devons maintenir une opinion différente.

Nous ne contestons nullement le point de vue général émis par lord Russell que, du moment où la Turquie a été admise à faire partie du système européen, elle a droit aux mêmes avantages que tout autre État indépendant, et est liée par les mêmes devoirs résultant des traités et des rapports internationaux de convenance et de bon vouloir. Lord Russell en infère que dès lors le gouvernement ottoman était parfaitement libre d'agir à son gré à l'égard du Monténégro; de le réduire à l'obéissance si c'était un État vassal, à telles conditions qui pouvaient assurer à l'avenir le maintien de cette obéissance; et si c'était un État indépendant, de lui imposer telles conditions de paix qui pouvaient prévenir de nouvelles agressions.

Ici, je ferai observer incidemment que l'Angleterre a toujours professé des doctrines politiques tendantes à la reconnaissance des gouvernements de fait, c'est-à-dire de ceux dont l'existence se manifeste par des faits assez notoires et assez durables pour constater leur vitalité.

D'après cette doctrine, il nous semble que le cabinet anglais ne devrait pas contester au Monténégro un droit à l'indépendance que ce pays a maintenu depuis plus d'un siècle avec une indomptable énergie, à moins d'admettre que le principe en question ne cesse d'être applicable du moment où il s'agit de réduire un État chrétien sous la domination turque.

Quant à l'opinion que la Porte, étant en guerre avec le Monténégro comme avec un État indépendant, était en droit de lui imposer des

conditions ressortant de la situation respective des belligérants à l'issue de la guerre, nous ne le contestons nullement.

Nous rappellerons seulement à lord Russell qu'en insistant avec raison sur les droits qui appartiennent à la Turquie comme membre de la famille européenne, il a lui-même indiqué les devoirs correspondant à ces droits et découlant des rapports internationaux.

Or, dans la question présente, à côté de la Porte et du Monténégro comme belligérants, il y a un troisième élément : les puissances de l'Europe. Indépendamment de l'intérêt profond qu'elles doivent vouer à des événements dont les conséquences, en affectant le repos de l'Orient, rejaillissent sur la sécurité générale, et sans parler des antécédents qui ont amené leur participation solennelle à des actes publics concernant les rapports entre la Turquie et le Monténégro, les grandes puissances ont vu leur sollicitude appelée sur ce débat par la Porte elle-même, qui, en prenant spontanément vis-à-vis d'elles l'engagement de ne modifier en rien le *statu quo* territorial et administratif de la montagne, a posé de sa propre initiative une limite à son droit de belligérante.

Il nous paraît impossible d'admettre qu'elle en soit dégagée par le fait que le prince Nicolas n'a accepté que d'une manière évasive le premier ultimatum d'Omer pacha.

Lorsque la Porte a fait la déclaration dont nous parlons, la réponse du prince Nicolas lui était parfaitement connue, et c'est même à la suite de cette réponse qu'elle s'est décidée aux opérations militaires, sur les conséquences desquelles elle a pris soin de rassurer d'avance les grandes puissances intéressées à ce débat.

Il en eût sans doute été autrement si, dans le cours de la guerre, le gouvernement ottoman avait déclaré qu'il ne se considérait plus comme lié par sa promesse antérieure. En pareil cas, les puissances auraient été à même de combiner en conséquence leur attitude et leurs conseils.

Ce n'est pas ainsi que les choses se sont passées. Aucune déclaration semblable n'a été faite. Pas une parole n'a été prononcée qui fût de nature à affaiblir l'engagement primitif spontanément contracté par le gouvernement ottoman. Les grandes puissances ont été tenues jusqu'au dernier moment dans l'ignorance des conditions envoyées à Omer pacha, et lorsqu'elles ont pu les apprécier, elles se trouvaient en présence d'un fait accompli qui ne saurait invalider le droit que la Porte elle-même leur avait concédé.

C'est donc à ces puissances à juger si ces conditions sont d'accord avec les engagements pris à leur égard, si notamment la clause qui stipule la construction d'une route militaire avec des blockhaus gardés par des garnisons turques n'équivaut pas à une véritable occupation militaire, à une prise de possession réelle du pays ; si elle n'introduit pas dans la montagne un principe dangereux, celui du contact



immédiat des races, principe qui vient précisément d'être condamné d'après ces résultats, et définitivement aboli en Serbie, comme incompatible avec le maintien des relations pacifiques que l'Europe désire voir s'établir et se consolider en Orient pour la sécurité générale; si, par conséquent, cette clause ne détruit pas entièrement le *statu quo* que la Porte s'était engagée à maintenir, et si enfin elle n'est pas de nature à constituer un état de guerre permanent là où les efforts collectifs des Puissances qui sont intervenues dans la Convention de 1858 ont eu pour but de prévenir des conflits.

Nous croyons, quant à nous, que l'examen de ces questions est, pour ces Puissances, un devoir de prévoyance et de dignité.

Lord Russell cite comme un exemple à l'appui des derniers actes de la Porte à l'égard du Monténégro, un fait historique du siècle dernier, la révolte des Highlanders d'Écosse contre la maison de Hanovre, révolte qui fut domptée par les mêmes moyens dont le Gouvernement ottoman prétend user envers les Monténégrins.

Lord Russell nous permettra de lui faire observer que l'Écosse se trouvait réunie depuis longtemps à l'Angleterre, lorsqu'une fraction du pays, les Highlanders, essaya de renverser la dynastie hanovrienne; tandis que le Monténégro n'a jamais reconnu ni souveraineté, ni suzeraineté de la part de la Porte, et a su maintenir son indépendance de fait à travers une lutte de plus d'un siècle.

J'ajouterai qu'en employant la rigueur à l'égard des Highlanders, la dynastie du Hanovre les ralliait sous un Gouvernement qui leur apportait les lumières et le bien-être; c'est pourquoi ses efforts ont abouti à faire aujourd'hui des Highlanders de loyaux sujets de S. M. la Reine.

Quelques convaincus que nous soyons des bonnes intentions qui prévalent dans les conseils du Gouvernement turc, le respect que nous professons pour le haut degré de civilisation dont s'honore à juste titre la nation britannique, ne nous permet pas d'établir sous ce rapport une analogie qui, d'ailleurs n'existe, quant aux faits, ni dans leur principe, ni dans leurs conséquences probables.

Lord Russell aborde en terminant la question plus générale soulevée par l'état présent de la Turquie.

Il n'y voit que deux solutions possibles: ou bien des insurrections permanentes des sujets slaves ou grecs du Sultan, dont la répression devrait avoir pour effet de restreindre leurs privilèges, de rendre plus lourd le poids de l'autorité et d'obliger celle-ci à dépenser en armements militaires les ressources qui pourraient être affectées à l'établissement de routes ou de ports; ou bien le succès définitif des entreprises tentées par les populations chrétiennes pour secouer la domination musulmane, résultat qui aboutirait à l'anar-

chie, à la lutte des races, et finalement à l'intervention de l'Europe et au partage des provinces turques au prix d'une guerre générale.

Le principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique nous permettra d'abord de lui rappeler que les privilèges dont jouissent les provinces chrétiennes du Sultan reposent sur la garantie des grandes puissances de l'Europe, et que par conséquent, elles ne sauraient être restreintes sans violer une des stipulations les plus solennelles du Traité du 18 (30 mars) 1856.

Mais, en outre, nous ne pouvons pas nous résigner à admettre que la solution d'un problème d'un si haut intérêt pour la sécurité, le repos, la prospérité générale, les principes modernes de civilisation et de progrès, et les sentiments d'humanité des grandes puissances de l'Europe, ne puisse se trouver ailleurs que dans les termes extrêmes où le principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique la cherche exclusivement, en ne laissant d'autre alternative aux deux parties en présence qu'une lutte d'extermination réciproque, et d'autre rôle aux grandes puissances de l'Europe que de se diviser en appuyant selon leurs vues particulières, les unes des répressions à outrance de la part de la Porte, les autres des aspirations passionnées de la part des populations chrétiennes.

A notre avis, cette solution doit plutôt être cherchée dans les voies de la conciliation mieux appropriées aux intérêts en conflit et aux besoins de notre époque.

La conservation de l'Empire ottoman est pour nous, comme pour les grandes puissances, un principe essentiel d'équilibre européen. Mais en présence des éléments de désordre et de lutte légués à ces contrées par les siècles passés, un pareil résultat ne saurait être atteint d'une manière solide et durable que par un système de Gouvernement qui tendrait à concilier au Sultan l'affection et la reconnaissance de ses sujets chrétiens, en donnant à leurs besoins et à leurs vœux une satisfaction légitime, et en les dotant, à cet effet, des conditions d'existence indispensables à une vie sociale heureuse et prospère.

Sous ce rapport, nous accueillons avec plaisir l'assurance de lord Russell, que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique désire sincèrement l'amélioration du sort des sujets chrétiens du Sultan.

C'est là, en effet, la voie que nous n'avons pas cessé de recommander, comme la seule qui puisse conduire à l'affermissement et à la prospérité de l'Empire ottoman dans des conditions compatibles avec les Traités existants comme avec les sympathies, les convictions et les intérêts généraux de l'Europe.

C'est également dans ce but que nous n'avons pas cessé de convier les grandes puissances à un accord qui, en écartant tous les calculs fondés sur leur rivalité politique, aurait exercé une salutaire influence,

d'un côté sur les chrétiens, en leur inspirant confiance et espoir, de l'autre, sur le Gouvernement turc, en le fortifiant dans les bonnes intentions manifestées à plusieurs reprises par S. M. le Sultan.

Nous avons la conviction que si nos conseils avaient été écoutés, ils eussent prévenu les calamités qu'on a aujourd'hui à déplorer.

Nous ne voulons pas porter un jugement trop sévère sur les actes du Gouvernement ottoman. Nous savons qu'il a à lutter avec de grandes difficultés, et nous sommes tout disposés à lui tenir compte de ses moindres efforts. Mais nous devons aussi reconnaître que des faits tels que la guerre qui vient de s'accomplir en Herzégovine et dans le Monténégro, ou le bombardement d'une cité sans défense, ne sont pas les moyens qui peuvent conduire au but désiré.

Ce sont précisément ces mesures violentes qui, en exaltant à la fois les prétentions des vainqueurs et les ressentiments des vaincus, amènent les choses à un point où il n'y a plus de recours possible qu'à la force, et plus de solution que l'une ou l'autre des deux extrémités signalées par lord Russell.

C'est parce que nous croyons qu'un pareil résultat n'est conforme ni à l'intérêt des chrétiens, ni à celui du Gouvernement turc, ni à celui des grandes puissances de l'Europe, que nous persistons à recommander aux premiers la prudence, aux seconds la modération, aux dernières le bon accord qui peut seul donner à leurs conseils l'autorité nécessaire.

Le jour où le Gouvernement de Sa Majesté Britannique voudra entrer dans cette voie de conciliation, vous pouvez l'assurer qu'il nous trouvera à ses côtés, pourvu, toutefois, qu'il ne se renferme pas dans un optimisme que nous ne pourrions pas partager, et qu'il consacre avec nous ses efforts à remener les populations chrétiennes à la confiance par le sentiment réel d'une amélioration pratique.

Quant à l'éloignement exprimé par lord Russell, à la fin de sa dépêche, pour toute coopération à des intrigues criminelles tendantes à la dissolution des liens d'obéissance des sujets envers le Souverain et au renversement de toute monarchie en Europe, nous prenons acte de cette assurance avec une sincère satisfaction, et je n'ai pas besoin d'ajouter qu'elle rencontrera toujours la plus complète adhésion de la part du cabinet Impérial.

Votre Excellence est autorisée à donner lecture et à laisser copie de la présente dépêche à M. le principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique.

Recevez, etc.

*Signé : GORTCHAKOFF.*

## QUATRIÈME PARTIE.

---

### PIÈCES TOUCHANT L'AMÉRIQUE DU SUD.

---

#### ÉQUATEUR.

##### **Réponse du gouvernement de l'Équateur à l'ultimatum qui lui fut adressé par le Pérou le 24 août 1861.**

Quito, le 5 octobre 1861.

Le Gouvernement du soussigné n'a pas pu s'empêcher d'éprouver un vif sentiment de regret à la lecture de la note que lui a adressée Votre Excellence sous la date du 24 août dernier, et dont l'unique objet est d'exiger l'exécution du projet de traité conclu à Guayaquil le 25 janvier 1860. Le sentiment ci-dessus énoncé devient plus vif encore, lorsque l'on considère qu'une exigence si inattendue implique une violation du droit des gens et des constitutions politiques promulguées dans les deux États.

Le Gouvernement éclairé de Votre Excellence, sait aussi bien que celui du soussigné, que les principes du droit international enseignent que la faculté de célébrer des traités publics appartient exclusivement au Souverain ; que ces traités ne sont pas valides sans l'approbation du Pouvoir législatif dans les pays régis par des Constitutions qui le prescrivent de la sorte ; et que l'échange des ratifications ne peut se faire qu'autant qu'il est précédé de l'approbation susmentionnée.

Le projet de traité dont Votre Excellence réclame l'accomplissement fut conclu par un général dont l'autorité ne s'exerçait que sur la fraction minime de l'État, pendant que le Gouvernement Provisoire, siégeant dans la Capitale, étendait la sienne sur la majorité de la population. Ce général ne se contenta pas de traiter au nom de la République entière, il passa outre et ratifia son prétendu traité, sans que ce traité eût été préalablement revêtu de l'approbation indispensable



qui correspondait au Congrès. Ainsi donc le susdit projet de traité ne saurait être valide, à quelque point de vue qu'on l'envisage.

Le soussigné ne fera de réflexions ni sur la nature de cette autorité locale, ni sur les irrégularités que précédèrent la formation de ce pacte sous la pression des armes péruviennes, ni sur les protestations qui surgirent de tous les points de l'Équateur : il se bornera à exposer que les provinces de Cuença, Loja, Guayquil, Manabi et Esmeraldas, occupées dans leur plus grande partie par les forces aux ordres du négociateur équatorien n'ont qu'une population de 385 189 habitants, tandis que celle des provinces d'Imbabura, Pichincha, Leon, Funguragua, Chimborazo et Orientale, qui s'étaient spontanément soumises au Gouvernement de la Capitale, s'élevait à 723 893 âmes, comme on peut s'en assurer en consultant la géographie de Villavicencio et le recensement de la République. Il est donc incontestable que l'autorité qui représentait la minorité fut celle qui signa le susdit projet, et qu'elle était par conséquent inhabile à traiter au nom de la nation tout entière.

Que l'on n'aille pas alléguer la doctrine *qu'un traité de paix ne laisse pas que d'être obligatoire quoique ayant été célébré par une autorité incompétente, irrégulière et usurpatrice, si cette autorité a la possession apparente du pouvoir qu'elle exerce* : car cette doctrine d'un publiciste américain enseigne également que le Souverain a seul le privilège de conclure les traités de paix ; or, c'est à ce souverain seul que se rapportent les qualifications antérieures, et non pas à une autorité locale dont on ne saurait dire qu'elle représente seule la nation. Cela ne pourrait non plus s'entendre autrement, parce qu'alors les plus chers intérêts des États se trouveraient à la merci de tous les subalternes qui voudraient se prêter à célébrer un traité de paix ; prétention tellement monstrueuse qu'elle répugne au plus simple bon sens.

Mais, par bonheur, il existe une preuve claire et convaincante que l'autorité signataire du projet de traité dont il est question ne représentait pas la nation équatorienne : cette preuve, c'est que les Représentants des Puissances neutres ne reconnurent pas l'Agent diplomatique accrédité par cette autorité près le cabinet de Lima. Ce fait suffirait à lui seul pour dispenser de recourir à d'autres raisons.

Après avoir ainsi effleuré ce qui démontre la nullité du traité, quant à la forme, le soussigné demandera à Votre Excellence la permission d'aborder d'une manière moins superficielle la question de fond.

Il suffit de copier textuellement l'article 29 pour prouver tout ce qu'il renferme de vicieux. En voici les termes :

« Conformément à l'article cinq de la Convention du quatre décembre mil huit cent cinquante-neuf, le Gouvernement du Pérou reconnaît le devoir où il est d'appuyer celui de l'Équateur par tous les moyens

dont il peut disposer, jusqu'à ce que l'ordre soit consolidé et la République constituée, et en échange le Gouvernement de l'Équateur s'engage envers celui du Pérou à lui rendre des services d'égale nature, dans le cas où les circonstances imposeraient à celui-ci la nécessité de les réclamer. »

Ainsi par l'article qui précède se trouve stipulée l'intervention des deux Gouvernements dans les affaires domestiques de l'un ou de l'autre pays, et il n'est pas admissible que le Pérou adhère à cette clause, pas plus que n'y a adhéré l'Équateur. Si l'Angleterre protesta en 1821, et à son exemple diverses autres monarchies occidentales de l'Europe, contre le droit d'intervention que voulut s'arroger la ligue dénommée Sainte-Alliance, les Républiques hispano-américaines pourront-elles aujourd'hui s'y soumettre ? Le soussigné laisse au jugement de Votre Excellence l'appréciation de cette grave difficulté qui par elle-même est insoluble.

Les arguments que fait valoir Votre Excellence pour exiger l'accomplissement du traité sont au nombre de trois ; mais heureusement ils reposent sur des prémisses erronées, comme Votre Excellence ne pourra s'empêcher de le remarquer. Le premier de ses arguments, c'est que la reconnaissance du Chargé d'Affaires du Pérou équivalait à reconnaître la validité du traité. Le Gouvernement équatorien avait pénétré sous les vives instances employées pour l'obtention de cette reconnaissance l'intention secrète d'en tirer plus tard la déduction que l'on allègue aujourd'hui ; aussi refusa-t-il de s'y prêter, et il eut la franchise de faire connaître à l'intéressé les motifs de son refus par l'entremise de personnes avec lesquelles celui-ci avait des relations. Ainsi, il ne consentit à le recevoir en cette qualité, qu'après promesse faite par lui aux membres du Gouvernement que l'exécution du traité ne serait pas exigée, et qu'après avoir pris la précaution significative de lui faire refaire des copies de ses lettres de créance pour qu'il eût à se présenter de nouveau. L'honorable chargé d'affaires d'Espagne a déjà prêté son témoignage irrécusable sur les assurances que donna celui du Pérou que sa mission n'avait aucun rapport avec le projet du traité. Mais il y a plus encore. Après avoir été reçu en son caractère public, il demanda officiellement si le traité serait soumis à la convention, et sur la réponse négative qui lui fut faite, en vertu de ce que le traité était nul et que toutes les provinces avaient protesté contre, il se déclara satisfait, retira sa note et nous rendit la nôtre.

Le deuxième argument se tire de la promesse faite par le Gouvernement du soussigné dans une dépêche officielle du 21 février dernier, de ne pas disposer de territoires qui ne lui appartiendraient pas, et d'attendre, pour disposer des siens propres, que la question de limites fût résolue. Mais le soussigné se croit permis de dire que cet

argument se rétorque contre la conséquence qu'en déduit celui qui le fait, car si le traité eût été reconnu, la promesse aurait été inutile, attendu qu'elle y est stipulée. Si celle-ci a été jugée nécessaire, c'est parce que celui-là était reconnu et non avenu.

Le troisième argument consiste en ce que le Gouvernement provisoire n'accorde pas de députation particulière à la province Orientale, afin qu'elle aussi fût représentée dans la dernière convention. Et comment pouvait-on lui en accorder une, lorsqu'elle n'en a eu à aucune époque, composée qu'elle est dans sa totalité de tribus sauvages qui se gouvernent par des lois spéciales? Pourrait-on dire que le territoire araucanien n'appartient pas au Chili, ni celui de la Guajira au Vénézuëla, parce que les lois de ces deux pays considèrent les sauvages qui habitent ces contrées comme étant dans l'incapacité d'être électeurs et éligibles? Le soussigné prie Votre Excellence de peser la valeur que peut avoir un semblable argument.

Il n'entre pas dans la pensée du soussigné de répondre à toutes les allégations que contient la note de Votre Excellence, désirant omettre tout ce qui pourrait contribuer à éloigner une bonne entente que réclament l'honneur et le bien-être des deux nations; mais il ne peut se dispenser de soumettre quelques réflexions importantes à la considération du Gouvernement de Votre Excellence.

Il semble que le Gouvernement constitutionnel de Votre Excellence n'a pas le droit d'exiger que le Gouvernement constitutionnel du soussigné accomplisse ce que n'ont voulu approuver ni les législateurs de l'Équateur, ni ceux du Pérou; et cette prétention paraît d'autant plus étrange qu'il est requis par le projet du traité même dans son article 32, qu'il soit soumis à l'approbation des Chambres législatives de l'une et de l'autre république. Si donc aucune des deux ne l'a favorisé de la sienne, il demeure réduit, conformément aux principes du droit constitutionnel, à l'état de simple projet de traité partiel sans validité aucune.

L'ultimatum de 1859 ne subsiste pas, parce que la question, suscitée alors en conséquence de la question de limites, en fut une d'honneur pour le Pérou à prétexte de l'offense faite à son Ministre. Ce fut ainsi que le déclara Son Excellence le président de la République péruvienne à la Légation de l'Équateur, en ajoutant que les limites se fixeraient par arbitres: ainsi fut-il écrit alors au Pérou et hors du Pérou, dans les dépêches officielles et dans la presse périodique, et c'est aussi ce que dictait la saine raison, car les différends relatifs aux limites furent terminés par le traité de 1829 et ne pouvaient occasionner rupture entre les deux États. S'il survenait quelque difficulté, le moyen d'y parer était que le Gouvernement de l'Équateur nommât la Commission qui lui correspondait en exécution de ce pacte, et qu'en cas de doute,

il se soumet à la décision de l'arbitre désigné. Tout autre procédé était attentatoire au traité et inutile, parce que, dans la question de limites, les intérêts des trois États qui composaient la Colombie sont solidaires, et plus particulièrement ceux de l'Équateur de la Nouvelle-Grenade.

Pour mettre terme à la question que l'on fait revivre, le Gouvernement du soussigné propose à celui de Votre Excellence de nommer le plus tôt possible les Commissions qui doivent délimiter les portions de territoire appartenant aux deux nations, et en cas de dissentiment ou désaccord, de s'en rapporter à la décision de l'arbitre nommé, lequel est le Gouvernement Chilien, ami constant du Pérou, et qui mérite toute confiance par sa rectitude non moins que par ses lumières.

Dans l'intervalle, le Gouvernement du Soussigné promet de se borner à la possession unique du territoire qu'il a toujours occupé, et de ne l'aliéner ni en totalité ni en partie, jusqu'à ce que les Commissions terminent leurs travaux. Il se comble aussi à déclarer qu'il n'a ni la prétention de s'emparer de ce qui ne lui appartient pas, ni l'ambition de posséder des déserts insalubres; qu'il ne considère pas comme cause légitime de guerre une question qui a été terminée par le traité de 1829, approuvé par les Corps législatifs des deux nations et échangé entre les deux Gouvernements contractants; que dans cette conviction, il a désarmé pour employer ses faibles revenus à des améliorations utiles, et les bras des Équatoriens à des travaux productifs; qu'il ne veut point de guerres fratricides, qui déciment et ruinent les peuples, qui les démoralisent et les corrompent, et qui discréditent les nouvelles Républiques aux yeux des autres Nations civilisées, et finalement, qu'il désire rétablir et resserrer les rapports de bonne amitié entre l'Équateur et le Pérou, qu'une communauté d'origine, de religion et de langue convie à l'union la plus intime.

Mais si le Gouvernement de Votre Excellence n'est pas satisfait de la sincérité de ces déclarations; s'il n'est pas convaincu par les raisons exposées pour lui démontrer qu'il n'existe pas de causes légitimes de guerre; s'il ne juge pas acceptable l'arrangement que nous proposons, et si nous sommes forcés de nous défendre contre des hostilités qui seront des attentats, l'Équateur ne pourra se dispenser d'employer les moyens les plus convenables pour repousser l'offense.

Le Soussigné ne laissera pas échapper cette occasion sans en profiter pour offrir à Votre Excellence les sentiments d'estime particulière et de considération distinguée avec lesquels il a l'honneur d'être

Son très-humble et très-obéissant serviteur,

*Signé* : RAFAEL CARVAJAL.

A Son Excellence le Ministre des Affaires Étrangères de la République du Pérou.



**Note de M. Rafaël Carvajal, Ministre de l'Extérieur de la République de l'Équateur à M. José Fabio Melgar, Ministre des Affaires Étrangères du Pérou sur les prétendus projets qu'il lui attribue.**

Quito, le 5 octobre 1861.

J'ai reçu la Note du 24 août<sup>1</sup>, dans laquelle Son Excellence M. José Fabio Melgar, Ministre des Affaires étrangères du Pérou, exige des explications sur le projet d'incorporation de l'Équateur à une Puissance Européenne, révélé dans des lettres particulières adressées à M. Trinité, en 1859, sur l'annulation du traité du 25 janvier 1860, et sur la promulgation de la nouvelle Loi de division territoriale, qui, d'après M. le Ministre, adjuge à l'Équateur des territoires d'autrui sans la volonté de son souverain légitime, comme pour amener leur transmission à un autre puissance.

Comme je réponds à Son Excellence M. Melgar dans des notes séparées sur l'annulation du traité du 25 janvier, sur la vigueur conséquente de celui de 1829, et sur la loi de division territoriale, qui ne peut diminuer en aucune manière les droits du Pérou, je me bornerai seulement à ce que dit Son Excellence touchant l'accusation fondée dans des lettres particulières d'une date déjà très-éloignée.

Il me serait facile de répondre satisfaisamment à Son Excellence M. Melgar, si ladite réponse n'impliquait pas la reconnaissance du droit que s'arrogé le Gouvernement Péruvien pour s'ériger en même temps en accusateur et juge d'un Gouvernement indépendant, représentant légitime d'un peuple souverain et libre. Il ne peut pas se cacher à la pénétration de M. le Ministre que du moment qu'un Gouvernement se soumettrait à donner ces explications qu'on lui demande dans des termes humiliants, l'Équateur descendrait au rang de Province Péruvienne; et il est à espérer que Son Excellence M. Melgar fera à mon Gouvernement la justice de le croire incapable d'un acte pareil, acte de dépendance contraire à la souveraineté de la République.

La Constitution et les lois que le peuple équatorien s'est données, et que mon Gouvernement observe avec une fidèle ponctualité, marquent la conduite qu'il doit suivre et la responsabilité à laquelle il est assujéti devant ses juges compétents. Conforme à cette Constitution et à ces lois, la Convention nationale de cette année avait le droit d'exiger la responsabilité du Gouvernement, et quoiqu'on lui

1. *Archives*, 1861, t. IV, p. 261.

adressa la même accusation fondée dans les mêmes lettres auxquelles se rapporte Son Excellence M. Melgar, n'en fit pas attention, mettant avec ceci en évidence la foi que méritent l'accusation et les accusateurs.

Veuillez agréer, Excellence, les assurances de la considération méritée avec laquelle je suis votre très-obéissant serviteur.

*Signé : RAFAEL CARVAJAL.*

---

## BOLIVIE.

**Message du Président de la République bolivienne à l'Assemblée des députés de la République, réunis à Oruro en session extraordinaire, le 5 mai 1865.**

Honorables Députés, l'empire de la paix et de l'ordre étant rétabli comme il l'est par les sacrifices des peuples et l'héroïsme de l'armée nationale, dont nous avons tous été témoins et dont vous représentants du peuple, avez eu une grande part en prêtant votre appui au Gouvernement par votre proclamation du 25 août dernier, des intérêts moraux et matériels de grande importance pour la nation m'ont placé dans la nécessité de vous convoquer à la session extraordinaire que vous venez d'installer sous les auspices du régime constitutionnel.

Une grave responsabilité eût pesé sur moi, si, en présence des problèmes nationaux que je vais vous exposer et confiant seulement en mes propres forces et en ma foi, j'eusse prétendu leur donner une solution outrepassant peut-être les limites que la charte a imposées à l'action du pouvoir exécutif.

Vous savez, messieurs, que le Gouvernement du Chili, foulant aux pieds les droits de possession et de domination que, de temps immémorial a, eus la république sur le littoral du désert d'Atacama, a envahi depuis quelques années nos côtes et s'en est emparé progressivement, excitée par la soif des richesses que renferme ce territoire, tant en guano qu'en matières minérales. Ce fut en octobre 1842 que fut patente pour la première fois cette prétention de notre voisin, formulée en loi émanée de ses chambres. La Bolivie constitua immédiatement une légation pour réclamer les territoires dont le Chili s'arrogeait le domaine, et solliciter la révocation formelle de cet acte législatif. Persévérants depuis lors à réclamer nos droits et modérés dans la manière de les faire valoir, confiants en même temps dans la justice et les sentiments fraternels que nous devons supposer dans le Cabinet d'une

République voisine et sœur, nous n'avons pas employé d'autres moyens que les moyens diplomatiques, et cinq légations se sont succédé les unes aux autres sans avoir obtenu aucun résultat. Nous aurions suivi cette même voie de douceur et de modération, si le Gouvernement du Chili ne fut arrivé au comble de l'injustice en s'appropriant, comme il l'a fait, la baie de Mejillones, située par le 23° degré de latitude méridionale, et les considérables et riches dépôts de guano qui y ont été découverts récemment.

Le sentiment national ayant été blessé au vif par cette violence, vous avez entendu, messieurs, le cri d'indignation qu'a arraché de toute poitrine bolivienne une si injustifiable spoliation de notre territoire et de ses richesses, aggravée par l'outrage à la souveraineté d'une nation que le Chili appelle sa sœur, et consommée sans respecter l'état de négociations pendantes sur les limites, dont le résultat seul pouvait désigner le légitime propriétaire des guaneras, et le rendre habile à les aliéner. Malgré le vif sentiment de patriotisme que cette offense imméritée du Gouvernement Chilien a excité en moi, je me suis borné, en cette matière et avec la sollicitude que j'apporte à mes devoirs, à réclamer opportunément et à protester de la violation de nos droits, accréditant un agent diplomatique près du cabinet de Santiago, avec les instructions que vous exposera le Ministre des relations extérieures.

Si le Gouvernement du Chili refusait d'entendre nos justes demandes et persistait à s'emparer de l'antique littoral du désert d'Atacama et de la baie de Mejillones, fixant par lui seul, comme il l'a fait, sa limite au 23° degré, de grands devoirs nous seraient imposés, messieurs, pour la dignité, l'honneur et les chers intérêts de notre patrie. Vous vous montrerez à leur hauteur, et le Gouvernement, fortifié par les autorisations que, dans vos conseils, vous croiriez convenable de lui octroyer, pourrait terminer cette désagréable affaire d'une manière juste et digne pour la République. Votre sagesse et votre prudence me signaleront le chemin que je dois suivre pour sauver nos droits et l'honneur national, quelles que soient les éventualités que nous avons à affronter.

Le message parle ensuite des diverses améliorations à introduire dans l'administration du pays et se termine ainsi :

« Les intérêts les plus vitaux de la Bolivie réclament maintenant votre attention. La revendication du territoire et le salut de l'honneur national, la consolidation de la paix et des institutions, la fin de notre crise financière et le retour du crédit, le bien-être du peuple garanti par une sage administration de justice exercée avec des formes adaptées au pays et par des magistrats dont vous allez rendre l'inamovi-

bilité effective par leur nomination constitutionnelle, une organisation administrative qui rend efficace et prompte l'action du pouvoir sur la société, un heureux choix des membres du Conseil d'État pour donner à ce corps colégislateur l'importance que lui donne la Constitution, en faisant un Sénat permanent et toujours ouvert pour exercer son action régularisatrice sur tous les objets de son institution ; une convenable délibération sur les concessions faites ou à faire par le Gouvernement pour l'ouverture de nouveaux chemins de fer qui appellent la Bolivie à une vie industrielle et commerciale, qui est la vie que donne aux peuples le génie puissant de la civilisation moderne : voilà, messieurs, les vastes horizons ouverts à votre patriotique activité et des champs fertiles où vous pourrez placer la bienfaisante semence de vos travaux pour obtenir le fruit savoureux des progrès et de l'avenir de la République.

« Oruro, 5 mai 1863.

« JOSÉ MARIA DE ACHA. »

**Déclaration du Corps diplomatique de Lima au sujet de la conduite adoptée par le Gouvernement du Pérou envers les colons polynésiens.**

Lima, le 13 mai 1863.

Le corps diplomatique et le corps consulaire résidant dans cette capitale, s'étant réunis, ont déclaré :

1° Que le corps diplomatique et le corps consulaire déplorent tout autant que le Gouvernement du Pérou les faits abusifs et horribles qui se sont perpétrés dans les îles de la Polynésie, en contravention des lois et des autorisations concédées dans le but d'obtenir des colons afin de les transporter sur le territoire de cette République ;

2° Qu'ils se complaisent à manifester leur satisfaction pour les promptes mesures que le Gouvernement du Pérou a prises pour prohiber ce trafic qui se faisait en violant les lois et autorisations concédées ;

3° Que de la même manière ils se complaisent à assurer à leurs Gouvernements respectifs, en leur rendant compte de tout ce qui est relatif à cette affaire, que, grâce aux mesures prises par le Gouvernement du Pérou, la cause de la morale, de la justice et de l'humanité sera satisfaite.

Ils ont décidé également que cet acte serait copié au registre des résolutions du corps diplomatique ; qu'une copie signée serait présentée à S. Exc. le Président du Conseil et Ministre des affaires étrangères du Pérou par les chargés d'affaires et Consuls généraux



de France et des États-Unis de Colombie, nommés à l'effet, et que chacun des membres des deux corps en remettrait une copie à son Gouvernement.

CHRISTOPHE ROBINSON, *envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des États-Unis de l'Amérique du Nord*; THOMAS ELDREDGE, *chargé d'affaires et Consul de Hawaï*; EDMOND-FERDINAND DE LESSEPS, *chargé d'affaires et Consul général de France*; GUILLAUME STAFFORD JEWINGHAM, *chargé d'affaires et Consul général de la Grande-Bretagne*; JEAN DUARTE DU PONTE-RIBETRO, *chargé d'affaires du Brésil*; PROSPER PEREIRA GAMBA, *chargé d'affaires et Consul général des États-Unis de Colombie*; CELEDONIO URRERA, *chargé d'affaires de la République de l'Équateur*; JOSEPH CANEVARO, *Consul général d'Italie*; GUILLAUME BRAUNS, *Consul général de Hambourg*; GRÉGOIRE ESCARDO, *Consul général de la Confédération Argentine*; ANTONIO EVARISTA DE ORNELLAS, *Consul général de Portugal*; JEAN GIL DE MAESTER, *Consul général de Brême*; JOSEPH-VINCENT DERAGUE, *Consul général de Belgique*; ADAM GRENLICH, *Consul de Francfort*; THÉODORE MULLER, *Consul de Hanovre*; FRANÇOIS OYAGUE, *Consul de Venezuela*.

Pour copie conforme :

TH. R. ELDREDGE.

---

F. AMYOT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES



Duc de MONTEBELLO  
AMBASSADEUR  
DE FRANCE A SAINT PÉTERSBOURG.

Amyot, édit. Paris

Imp. Hadingue, Paris

# ARCHIVES

## DIPLOMATIQUES

### 1863

---

### III

#### PREMIÈRE PARTIE.

---

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

---

**Convention télégraphique entre la Grèce et la Turquie,  
signée à Constantinople le 17—29 juillet 1859.**

S. M. le Roi de Grèce et S. M. Impériale le Sultan, désirant établir une communication télégraphique entre leurs États, par l'union de Chio à Syra, au moyen d'un câble sous-marin, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires :

S. M. le Roi de Grèce, Son Chargé d'Affaires près la Sublime-Porte, *M. P. Zanos*, Chevalier de l'Ordre-Royal du Sauveur de Grèce, et Commandeur de l'Ordre Impérial du Médjidié ;

S. M. Impériale le Sultan, *Mohammed-Fuad-Pacha*, Muchir et Visir de l'Empire, décoré des Ordres Impériaux du Medjidié et du mérite personnel de première classe, de l'Ordre Militaire, et des Grands-Cordons du Sauveur de Grèce, de la Couronne de Fer d'Au-

triche, de l'Ordre de Léopold de Belgique, de l'Ordre de Cruzéira du Brésil, d'Isabelle la Catholique d'Espagne, de la Légion-d'Honneur de France, du Lion Néerlandais de Hollande, de la Tour et de l'Épée du Portugal, de l'Aigle Rouge de Prusse, de l'Aigle Blanc, de Sainte-Anne et de Saint-Stanislas de Russie, des Saints-Maurice-et-Lazare de Sardaigne, de l'Étoile-Polaire de Suède et de Norvège, Son Ministre des Affaires Étrangères actuel.

Lesquels, après s'être communiqué leurs Pleins-Pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement de S. M. le Sultan ayant établi une ligne sous-marine entre Alexandrie et le Cap Hellés, unie à Constantinople par une ligne aérienne et passant par Chio ; et ayant accordé au Gouvernement Hellénique la faculté d'unir Syra à cette ligne, celui-ci établira un câble sous-marin, qui, partant de cette dernière île, aboutira à Chio.

Le Gouvernement Ottoman donnera, dans ses domaines, toute protection à ce dernier câble.

Art. 2. Chacun des deux Gouvernements contractants aura soin de faire entretenir et fonctionner et de faire réparer, aussitôt que possible, en cas de dérangement, les lignes qui lui reviennent d'après l'article 1<sup>er</sup>.

Art. 3. La station télégraphique du Gouvernement Ottoman à Chio sera chargée de la transmission des dépêches entre la Turquie et la Grèce, comme le Bureau télégraphique Hellénique à Syra sera chargé de la transmission des messages entre la Grèce et la Turquie.

Le Gouvernement Hellénique aura le droit d'avoir deux ingénieurs dans l'île de Chio, qui seront chargés de veiller à ce que le câble sous-marin, existant entre Syra et Chio et appartenant au Gouvernement Hellénique, soit maintenu en bon état, et de pourvoir aux réparations nécessaires.

Comme l'appareil Morse sera provisoirement adopté pour la transmission des correspondances internationales sur les lignes aériennes, on se servira de même pour les lignes sous-marines de l'appareil Morse, avec la modification faite par MM. Siemens et Halske, à Berlin, qui permette d'effacer le courant de retour par l'action d'une pile voltaïque séparée.

Art. 4. Les communications télégraphiques entre la Grèce et la Turquie seront réglées par les dispositions adoptées dans la Convention conclue le 9/21 janvier 1857 entre la Sublime-Porte et l'Autriche.

Quant aux taxes à prélever sur les lignes télégraphiques sous-marines des Hautes Parties contractantes pour la correspondance entre les deux pays, elles seront fixées par chacune d'elles à volonté sur ses propres lignes.



Seront considérées comme lignes appartenant à chacune des Hautes Parties contractantes celles qui unissent des parties de son territoire, ainsi que la ligne qui, étant établie à ses frais, unit les deux pays.

Art. 5. Il est explicitement entendu et stipulé par les deux Hautes Parties contractantes que la correspondance télégraphique entre les Indes et l'Europe, ne sera pas transmise par la ligne hellénique, excepté les dépêches qui ont destinée pour la Grèce et qui proviennent d'elle.

Art. 6. En cas d'interruption dans la communication télégraphique signalée après l'acceptation d'une dépêche, le bureau, à partir duquel la transmission télégraphique sera devenu impossible, aura soin de faire parvenir la dépêche à sa destination dans le plus bref délai possible.

A cet effet, il adressera la dépêche par une autre voie, selon les circonstances, soit au bureau télégraphique au delà du point d'interruption le plus tôt à atteindre et en mesure de lui faire continuer la voie télégraphique, soit directement au bureau de destination, qui la traitera comme dépêche ordinaire.

Si l'interruption avait lieu dans les câbles sous-marins, on se servira du bâtiment en partance le plus propre à remplir le but de prompt communication ; si l'interruption survenait dans les lignes aériennes, on emploiera, pour l'envoi de la dépêche, des estafettes et des exprès où ces moyens d'expédition seraient à portée, ou la poste ordinaire, ou des gardiens à cheval ou à pied de la ligne dont le service sera organisé de manière à ce que de main en main la dépêche puisse être transmise sans interruption.

Aussitôt que la communication sera rétablie, la dépêche sera transmise de nouveau, au moyen du télégraphe par le bureau qui l'aura expédiée par une autre voie.

Art. 7. L'envoi des dépêches pour des localités situées en dehors des lignes télégraphiques, sera fait au choix de l'expéditeur, par lettres recommandées ou par exprès ou par estafettes, si ce moyen d'expédition existe. Les taxes à percevoir pour ces modes d'envoi différents seront les mêmes qui sont fixées par la Convention Austro-Ottomane.

Art. 8. Si le destinataire est inconnu, ou si une dépêche, pour une autre raison quelconque, ne pouvait être remise au destinataire, le bureau d'origine en sera prévenu par notice de service, ainsi que des motifs qui en ont empêché la remise. Il en informera l'expéditeur, s'il est possible.

Si le destinataire est inconnu, l'adresse sera affichée au bureau de destination. La dépêche sera anéantie au bout de six semaines, si le destinataire ne s'est pas présenté pour la réclamer.

Ni la réclamation tardive ni l'anéantissement d'une dépêche ne sera notifié au bureau de départ par dépêche de service.

Art. 9. Les taxes perçues en moins, par erreur, pour les dépêches, devront, si on le demande, être complétées par les expéditeurs.

Les taxes perçues en plus, par erreur, leur seront remboursées.

Art. 10. Si, lors de la liquidation des comptes entre les Administrations, il se présente des erreurs dans le nombre des mots, elles ne donneront pas lieu à des répétitions de taxes contre l'office expéditeur. Dans ce cas, on prendra pour base de la taxe des dépêches le nombre des mots indiqués par le bureau d'origine.

Art. 11. Les minutes des dépêches présentées, les bandes de papier portant les signaux télégraphiques et les copies des dépêches seront conservées au moins pendant une année. Après ce délai, on pourra les anéantir.

Art. 12. La réduction des monnaies, tant pour la perception des taxes que pour le décompte, se fera aux taux suivants :

Un franc équivaut à une drachme onze leptos ;

Vingt-cinq centimes équivalent à vingt-huit leptos.

Les fractions de moins d'un demi-centime et d'un demi-lepto, ou d'un demi-centime et d'un demi-lepto ne seront pas comptées ; celles au-dessus comptent pour un centime ou un lepto.

Art. 13. Les comptes mutuels seront dressés par l'Administration Hellénique, en drachmes, avec réduction de totaux en francs, et par l'Administration Ottomane, en francs, avec réduction de totaux en drachmes.

Art. 14. Les comptes pour les dépêches qui passent par les lignes sous-marines de MM. R. S. Newall et C<sup>ie</sup>, seront, en ce qui concerne le passage par ces lignes, réglés par des liquidations directes entre chacun des États contractants et MM. R. S. Newall et C<sup>ie</sup>.

Art. 15. Tout avantage relatif à la communication télégraphique, plus grand ou autre que ceux contenus dans la présente Convention, qui serait accordé par l'une des Hautes Parties contractantes à la communication télégraphique avec un autre pays quelconque, sera immédiatement et sous les mêmes conditions acquis, sur la demande de l'autre Partie contractante, à la communication télégraphique entre la Grèce et la Turquie.

Art. 16. La présente Convention sera mise à exécution le plus tôt que faire se pourra, et demeurera en vigueur pendant deux ans à compter du jour de l'échange de ses ratifications.

Toutefois, les Hautes Parties contractantes pourront, d'un commun accord, en prolonger les effets au delà de ce terme.

Dans ce dernier cas, elle sera considérée comme étant en vigueur

pour un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où la dénonciation en sera faite.

Art. 17. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications respectives en seront échangées à Constantinople, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Constantinople, en double expédition, le 17/29 juillet 1859.

(L. S.) *Signé* : P. A. ZANOS. (L. S.) *Signé* : FUAD.

Article additionnel.

Les communications télégraphiques entre la Grèce et la Turquie seront réglées par les dispositions de la Convention conclue à Bruxelles, le 30 juin 1858, entre la Belgique, la France et la Prusse.

Le présent Article est destiné à remplacer le premier alinéa de l'Article 4 de la Convention conclue à Constantinople, le 17-29 juillet 1859, entre la Grèce et la Turquie; il fera partie intégrante de cette Convention, et aura la même force et valeur que s'il y était inséré mot à mot. Il sera ratifié, et ses ratifications seront échangées à Constantinople dans le plus bref délai.

(L. S.) *Signé* : P. A. ZANOS. (L. S.) *Signé* : AALI.

---

**Convention télégraphique entre la Belgique, la France  
et la Prusse, conclue à Bruxelles, le 30 juin 1858.**

Art. 1<sup>er</sup>. Tout individu aura le droit de se servir des télégraphes électriques internationaux des États contractants : mais chaque Gouvernement se réserve la faculté de faire constater l'identité de tout expéditeur.

Art. 2. Le service des lignes de télégraphes électriques établis ou à établir par les États contractants sera soumis, en ce qui concerne la transmission et la taxe des dépêches internationales, aux dispositions ci-après, chaque Gouvernement se réservant expressément le droit de régler à sa convenance le service et le tarif télégraphiques pour les correspondances à transmettre, dans les limites de ses propres lignes et restant, dans ce cas, entièrement libre quant au choix des appareils à employer.

Chaque État reste également juge des mesures à prendre pour la sécurité de ses lignes, et pour la police et le contrôle des correspondances de toute nature.

Les dépêches internationales sont celles qui empruntent, pour être

transmises à destination, les lignes de deux, au moins, des États contractants.

Art. 3. Les Hautes Parties contractantes prennent l'engagement de se communiquer réciproquement tous les documents relatifs à l'organisation et au service de leurs lignes télégraphiques, aux appareils qu'elles emploient, comme aussi tout perfectionnement qui viendrait à avoir lieu dans le service.

Chacune d'elles enverra à toutes les autres, savoir :

1° A la fin de chaque semestre, un tableau indiquant le nom des stations et le nombre des fils affectés à la correspondance publique ou privée, sur les diverses sections de son réseau ;

Et 2°, au commencement de chaque année, une carte résumant les changements survenus à cet égard dans toute l'étendue de son réseau, pendant la dernière période annuelle.

L'appareil Morse reste provisoirement adopté pour la transmission des correspondances internationales.

Art. 4. Chaque Gouvernement conserve la faculté d'interrompre le service de la télégraphie internationale pour un temps indéterminé, s'il le juge convenable, soit pour toutes les correspondances, soit seulement pour certaines natures de correspondances, soit, enfin, pour certaines lignes ; mais aussitôt qu'un Gouvernement aura adopté une mesure de ce genre, il devra en donner immédiatement connaissance à tous les autres Gouvernements contractants.

Art. 5. Les États contractants s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour que les dépêches ne soient communiquées qu'aux ayants droit et pour assurer le secret rigoureux des correspondances.

Art. 6. Les bureaux télégraphiques seront divisés, quant aux heures de service, en trois catégories, savoir :

- a. Service permanent ;
- b. Service de jour complet ;
- c. Service de jour limité.

Les bureaux de la première catégorie seront ouverts le jour et la nuit sans interruption.

Les heures du service de jour complet sont :

1° Du 1<sup>er</sup> avril à la fin de septembre, depuis sept heures du matin jusqu'à neuf heures du soir ;

2° Du 1<sup>er</sup> octobre à la fin de mars, depuis huit heures du matin jusqu'à neuf heures du soir.

Les heures de service de jour limité sont, pour tous les jours (fêtes comprises) autres que les dimanches : de neuf heures à midi, et de deux à sept heures du soir ; les dimanches, de deux à cinq heures du soir.



L'heure de tous les bureaux d'un même État, est celle du temps moyen de la capitale de cet État.

Dans les bureaux où le service n'est pas permanent, la transmission d'une dépêche commencée avant l'heure de fermeture, sera achevée entre les deux bureaux où elle est engagée.

Art. 7. Les dépêches télégraphiques seront acceptées pour toutes les destinations.

S'il n'y a pas de bureau télégraphique au lieu de destination indiqué, ou si l'expéditeur désire que la transmission par voie télégraphique n'ait pas lieu jusqu'au bureau le plus rapproché du lieu de destination, la dépêche sera expédiée par *poste*, *exprès* ou *estafette*, à partir du bureau désigné par l'expéditeur.

Les télégraphes des chemins de fer, dont l'usage est autorisé, seront employés, le cas échéant, conformément aux prescriptions spéciales sur cette matière. Si, toutefois, le bureau destinataire reconnaît que la dépêche arrivera plus promptement par *poste* ou par *exprès*, il emploiera l'un de ces deux moyens sans avoir égard à la taxe perçue.

Lorsque le bureau destinataire n'aura reçu aucune indication sur le mode de transport, il emploiera la *poste*.

La taxe correspondante sera supposée perçue.

Art. 8. La minute de la dépêche à transmettre devra être écrite lisiblement et en caractères que les appareils télégraphiques puissent reproduire. Elle devra être rédigée avec clarté et dans un langage intelligible.

Elle ne pourra renfermer ni combinaisons de mots, ni constructions inusitées, ni abréviations.

En tête devra se trouver l'adresse et, s'il y a lieu, le mode de transport au delà du dernier bureau télégraphique, ensuite le texte, et, à la fin, la signature, et, le cas échéant, la légalisation de la signature.

L'adresse devra indiquer le destinataire et sa résidence, de manière à ne laisser aucun doute. L'expéditeur supportera les conséquences d'une adresse inexacte ou incomplète. Il ne pourra compléter, après coup, une adresse insuffisante, qu'en présentant et en payant une nouvelle dépêche.

L'expéditeur sera admis à faire ajouter à sa signature telle légalisation qu'il jugera convenable.

Art. 9. Les dépêches seront classées dans l'ordre suivant :

1<sup>o</sup> Dépêches d'État, c'est-à-dire celles qui émanent du chef de l'État, des Ministres, des commandants en chef des forces de terre ou de mer et des agents diplomatiques ou consulaires des Gouvernements qui ont pris part à la présente Convention, ou qui y auront ultérieurement adhéré.

Cet avantage de priorité et les autres privilèges ci-après consacrés

en faveur des dépêches d'État, seront étendus de plein droit, mais sous réserve de réciprocité, aux dépêches d'État des pays avec lesquels l'une ou l'autre des Parties contractantes aurait déjà conclu ou viendrait à conclure des conventions télégraphiques particulières.

Les dépêches diplomatiques des autres Puissances seront considérées et traitées comme celles des particuliers.

2° Dépêches de service exclusivement consacrées au service des télégraphes internationaux, ou relatives à des mesures urgentes ou à des accidents graves sur le chemin de fer.

3° Enfin, les dépêches des particuliers.

Art. 10. Les dépêches d'État pourront être conçues en toutes langues, mais elles seront toujours écrites en caractères romains dans les pays où ces caractères sont généralement employés.

Elles pourront être écrites en chiffres arabes ou en caractères alphabétiques en usage. Elles devront être désignées comme dépêches d'État par l'expéditeur, et revêtues de son sceau et de son cachet.

Art. 11. Dans les dépêches privées, l'allemand et le français sont admis par tous les bureaux. Les bureaux admettant une autre langue, seront spécialement désignés.

L'emploi d'un chiffre secret sera interdit, mais il sera permis de transmettre, en chiffres seulement, les cours de la Bourse, des marchandises, etc., sauf les restrictions que chaque Gouvernement jugera nécessaires pour prévenir les abus.

Les dépêches privées devront être écrites en caractères romains dans les pays où ces caractères sont généralement employés.

Les dépêches de service échangées entre les chefs des administrations centrales pourront être écrites en chiffres.

Art. 12. Toute dépêche privée, dont le contenu est contraire aux lois, ou semble inadmissible au point de vue de la sûreté publique ou des bonnes mœurs, pourra être refusée par le bureau d'origine ou par le bureau de destination. Le recours contre une semblable décision, sera adressé à l'administration centrale dont relève le bureau qui aura arrêté la dépêche, laquelle prononcera sans appel. Les administrations centrales de chaque État, auront la faculté d'arrêter la transmission de toute dépêche qui leur paraîtrait offrir quelque danger. Si le refus n'a lieu qu'après l'acceptation, l'expéditeur en sera informé sans retard. Les bureaux télégraphiques n'ont aucun contrôle à exercer sur le contenu des dépêches d'État.

Art. 13. Toutes les taxes sans distinction devront être acquittées par l'expéditeur.

Art. 14. Les Hautes Parties contractantes adoptent, pour la formation des tarifs, dont la réunion constituera le tarif international, les bases dont la teneur suit :

## BASES.

TAXE pour une dépêche de 1 à 20 mots.				TAXE SUPPLÉMENTAIRE par série de 10 mots en sus.			
En France et en Belgique.		En Prusse.		En France et en Belgique.		En Prusse.	
fr. c.		th. sbg.		fr. c.		th. sbg.	
1 50	.....	0 12		0 75	.....	0 06	
3 00	.....	0 24		1 50	.....	0 12	
4 50	.....	1 06		2 25	.....	0 18	
6 00	.....	1 18		3 00	.....	0 24	
7 50	.....	2 00		3 75	.....	1 00	
9 00	.....	2 12		4 50	.....	1 06	
10 50	.....	2 24		5 25	.....	1 12	
12 00	.....	3 06		6 00	.....	1 18	
13 50	.....	3 18		6 75	.....	1 24	
15 00	.....	4 00		7 50	.....	2 00	

Art. 15. Pour l'application des taxes, la distance parcourue par une dépêche, sera comptée en ligne droite sur le territoire de chaque État, depuis le lieu de départ jusqu'au point frontière où elle arrive, et de celui-ci au point de sa destination. Il en sera de même pour son transit de frontière à frontière dans chaque État.

Afin de rendre immuables les bases du tarif, les États contractants conviennent d'adopter un ou deux points d'entrée ou de sortie déterminés, d'un commun accord, par les administrations intéressées.

Lorsque, par suite d'interruption ou d'encombrement des correspondances, les dépêches emprunteront les lignes d'un État, non compris dans le parcours qui a servi de base à la taxe, l'office qui aura détourné la dépêche tiendra compte à cet État de la taxe d'une zone pour le transit, plus la taxe jusqu'à destination à partir de la frontière qui suit.

Art. 16. Les règles suivantes seront observées pour appliquer la taxe au nombre de mots.

1° Tout ce que l'expéditeur a inscrit sur sa minute pour être transmis, entre dans le compte des mots.

Tout mot qui n'a pas plus de sept syllabes est compté pour un mot ; dans les mots plus longs, l'excédant est compté encore pour un mot.

2° Tout mot composé, écrit en un seul mot, est compté pour un, lorsqu'il n'a pas plus de sept syllabes.

Si les parties sont écrites séparément, elles comptent pour autant de mots, lors même qu'elles seraient réunies par des traits d'union.

3° Tout caractère alphabétique ou numérique isolé, tout mot ou particule suivi de l'apostrophe, est compté pour un mot. Les signes

de la ponctuation, les alinéas, les apostrophes, traits d'union, guillemets et parenthèses ne sont pas comptés.

Les soulignés sont comptés pour deux mots. Tous les signes, que l'appareil doit exprimer par des mots sont comptés pour le nombre de mots employés à les exprimer.

4° Les nombres écrits en chiffres, sont comptés pour autant de mots qu'ils contiennent de fois cinq chiffres, plus, un mot pour l'excédant. Les virgules et les barres de division comptent pour autant de chiffres.

Les nombres écrits en toutes lettres sont comptés pour le nombre de mots employés à les exprimer, dans les limites fixées par le premier paragraphe du présent article.

Dans les dépêches chiffrées, tous les chiffres et lettres, ainsi que les virgules et autres signes employés dans le texte chiffré sont additionnés; le total, divisé par trois, donne pour quotient le nombre de mots à taxer dans le texte chiffré. L'excédant est compté pour un mot. Au nombre de mots du texte chiffré est ajouté le nombre de mots en langage ordinaire compté d'après la règle générale.

6° Sont comprises dans le compte des mots : l'adresse, la signature, les indications sur le mode de transport au delà des lignes télégraphiques, la légalisation de la signature et les mots : *Réponse payée pour.....mots.*

7° Les noms propres des personnes, des villes, places, rues, boulevards, etc. les titres, prénoms, particules et qualifications sont comptés pour le nombre de mots employés à les exprimer.

8° Les mots, nombres ou signes ajoutés par le bureau dans l'intérêt du service ne sont pas taxés.

La date, l'heure et la minute du dépôt et le lieu d'origine sont transmis d'office au destinataire. Ces indications ne sont pas taxées, à moins que l'expéditeur ne les ait inscrites en outre sur sa dépêche.

Art. 17. Lorsque les dépêches pourront être transmises par plusieurs voies, les taxes seront calculées d'après la moins coûteuse, à moins que l'expéditeur n'en ait expressément désigné une autre.

Si le bureau sait, à l'instant de la présentation, que la voie la moins coûteuse, ou celle qu'a désignée l'expéditeur, n'est pas disponible, par suite de dérangement, d'interruption ou d'encombrement, l'expéditeur devra être prévenu et laissé libre de choisir une autre voie en payant la taxe correspondante.

La transmission d'une dépêche par une voie insolite ou s'écartant de la voie désignée par l'expéditeur, ne pourra donner droit au remboursement de la taxe.

Si, pour un motif quelconque, un des États contractants fait suivre à une dépêche, sans qu'il en soit fait mention dans le préambule,



une voie plus coûteuse, il ne pourra réclamer la différence de taxe à l'office d'origine.

Art. 18. Les frais de transport au delà des lignes télégraphiques seront perçus au bureau d'origine d'après le tarif uniforme suivant :

a. *Poste* (lettre recommandée), un franc (huit gros) pour toutes les destinations de l'Europe, et deux francs cinquante centimes (vingt gros) pour les autres parties du monde.

Ces taxes seront applicables aux dépêches qui doivent être déposées *poste restante*.

b. *Exprès*, trois francs (vingt-quatre gros). Ce mode de transport ne sera admis que dans un rayon maximum de quinze kilomètres (deux meilen).

c. *Exprès à plus de quinze kilomètres (deux meilen) ou estafette*. Prix à déposer, quatre francs par myriamètre (vingt-quatre gros par meile). Dans ce cas, le bureau destinataire informe le bureau d'origine, par télégraphe et dans le plus bref délai, du montant des frais déboursés.

A défaut d'estafette, le bureau destinataire emploiera le moyen le plus prompt dont il puisse disposer.

Art. 19. Une dépêche pourra être adressée à plusieurs destinataires ; pour les copies à délivrer par le même bureau, il sera perçu en sus de la taxe de la première dépêche un droit d'ampliation de soixante et quinze centimes (six gros) pour chaque copie supplémentaire.

Lorsque la dépêche est destinée à plusieurs bureaux, la taxe sera perçue autant de fois qu'il y a de bureaux de destination.

Art. 20. L'expéditeur sera admis à payer d'avance la réponse à la dépêche qu'il présente, en fixant à son gré le nombre de mots. En pareil cas, la dépêche portera immédiatement avant la signature, l'indication : *Réponse payée pour.....mots*.

Si la réponse a moins de mots qu'il n'en a été payé, l'excédant ne sera pas restitué ; si elle en a plus, elle sera considérée comme une nouvelle dépêche et devra être payée par celui qui présente la réponse.

Lorsque la réponse sera expédiée par une autre voie que celle qu'a suivie la dépêche première, la différence de taxe sera supportée par l'office qui aura employé cette autre voie.

La réponse sera toujours portée en compte comme dépêche ordinaire par l'office qui l'aura transmise. A cet effet, l'office d'origine, qui aura perçu la somme déposée, en portera le montant intégral au compte de l'office expéditeur de la réponse.

La réponse devra être accompagnée de l'indication : *Réponse payée à n°...*, qui n'entrera pas dans le compte des mots.

Toute réponse, qui n'est pas présentée dans les huit jours qui

suivent la date de la dépêche première, sera refusée comme réponse par le bureau destinataire de cette dépêche. Si la réponse n'est pas arrivée dans les dix jours, ou si l'expéditeur de la réponse, dépassant le nombre de mots, l'a payée lui-même, l'expéditeur de la demande peut réclamer la taxe déposée sous déduction d'un droit à fixer par chaque administration et qui sera acquis au bureau d'origine. Cinq jours en sus du premier délai de dix jours, seront accordés, pour réclamer la taxe déposée ; après ce dernier délai, elle sera acquise à l'office d'origine.

L'expéditeur pourra comprendre dans sa dépêche la demande de collationnement ou d'accusé de réception, par le bureau de destination ou par le destinataire lui-même.

La taxe du collationnement sera égale à celle de la dépêche. La taxe de l'accusé de réception sera fixée d'après le nombre de mots indiqué par l'expéditeur. Ces taxes seront perçues et comptées comme pour les réponses payées d'avance.

Les noms propres et les groupes de lettres et de chiffres, seront répétés d'office, de bureau à bureau, sans augmentation de taxe. Cette disposition est spécialement applicable aux dépêches d'État chiffrées.

Art. 21. La transmission des dépêches aura lieu dans l'ordre de leur remise par les expéditeurs, ou de leur arrivée dans les bureaux intermédiaires ou de destination, en observant les règles de priorité ci-après :

1<sup>o</sup> Dépêches d'État ;

2<sup>o</sup> Dépêches de service spécifiées à l'article 9 ;

3<sup>o</sup> Dépêches des particuliers.

Une dépêche commencée ne pourra être interrompue, à moins qu'il n'y ait urgence à transmettre une communication d'un rang supérieur.

Entre deux bureaux en relation immédiate, et quand il s'agit de dépêches du même rang, on passera ces dépêches dans l'ordre alternatif. Il est convenu qu'une dépêche d'État ou de service, ne sera pas comptée dans l'ordre alternatif que suivent les dépêches privées entre deux bureaux correspondants.

Art. 22. Lorsqu'à l'instant de la présentation ou après, il est constaté que la transmission ne peut être effectuée sans retard notable, l'expéditeur devra, autant que possible, en être averti. Il pourra alors retirer sa dépêche, et la taxe sera remboursée intégralement.

Art. 23. Lorsqu'une interruption dans les communications sera signalée après l'acceptation d'une dépêche, le bureau à partir duquel la transmission sera devenue impossible, mettra à la poste et par lettre recommandée, une copie de la dépêche, sous chargement d'of-

fice, ou la transmettra en service par le plus prochain convoi. Il l'adressera, selon les circonstances, soit au bureau le plus rapproché en mesure de lui faire continuer la voie télégraphique, soit au bureau de destination qui la traitera comme dépêche ordinaire.

Aussitôt que la communication sera rétablie, la dépêche sera transmise de nouveau, au moyen du télégraphe et comme ampliation, par le bureau qui aura employé la poste ou le chemin de fer. Cette transmission n'aura pas lieu si le bureau qui a reçu la dépêche par une autre voie, en a accusé réception dès le rétablissement de la correspondance.

Art. 24. Toute dépêche pourra, avant transmission commencée, être retirée par l'expéditeur ou son délégué contre remise du récépissé. En pareil cas, la taxe sera restituée sous déduction de soixante et quinze centimes (six gros).

Une transmission commencée pourra être arrêtée, mais sans que la dépêche puisse être retirée. On pourra également demander qu'une dépêche déjà transmise ne soit pas remise au destinataire s'il en est encore temps. Le réclamant devra justifier de sa qualité d'expéditeur ou de sa délégation par ce dernier.

L'arrêt ou la suppression d'une dépêche en cours de transmission ne sera pas soumis à une taxe spéciale, mais la taxe perçue demeurera acquise.

Par contre, la demande de ne point remettre une dépêche transmise, devra se faire au moyen d'une nouvelle dépêche adressée par l'expéditeur au bureau destinataire et passible de la taxe.

La taxe de la dépêche primitive ne sera pas restituée.

Art. 25. Les dépêches seront portées sans frais aux destinataires. En cas d'absence du destinataire, elles pourront être remises aux membres adultes de sa famille, à ses employés, domestiques, locataires ou hôtes, à moins qu'il n'ait désigné par écrit au bureau un délégué spécial.

La personne qui reçoit ainsi une dépêche au nom du destinataire devra signer le reçu en ajoutant le mot *pour*, suivi du nom du destinataire.

Art. 26. Lorsqu'une dépêche ne peut être remise au destinataire, le bureau d'origine en sera prévenu par dépêche de service; il en informera l'expéditeur.

Si le destinataire est inconnu, l'adresse sera affichée au bureau de destination. La dépêche sera anéantie au bout de six semaines si le destinataire ne s'est pas présenté pour la réclamer. La réclamation tardive ne sera pas notifiée au bureau d'origine par dépêche de service.

Art. 27. Les administrations télégraphiques ne garantissent en

aucune façon l'exactitude et la promptitude des transmissions, et n'ont pas à supporter les dommages résultant de la perte, de l'altération ou du retard des dépêches.

Le remboursement de la taxe aura lieu si la dépêche a été perdue ou bien s'il est constaté qu'elle a été dénaturée au point de ne pouvoir remplir son objet, ou enfin si elle a été remise entre les mains du destinataire plus tard qu'elle n'y serait parvenue par la poste avec la même adresse. Il faut que la réclamation soit présentée dans les six mois qui suivent le jour de l'acceptation. Les frais de restitution seront supportés par les administrations auxquelles les négligences ou les erreurs seront imputables.

La restitution des taxes des dépêches perdues, dénaturées ou retardées, pourra être refusée, si le fait est imputable aux télégraphes des chemins de fer ou aux lignes étrangères aux États contractants. Dans ce dernier cas, l'administration en cause s'emploiera auprès des administrations étrangères pour obtenir le remboursement des taxes.

Les retards survenus dans le transport par poste, exprès ou estafette ne donneront pas droit au remboursement de la taxe ni des frais accessoires.

Lorsqu'une dépêche sera interceptée par l'un des motifs indiqués à l'article 12; il ne sera restitué sur la taxe perçue que la somme payée pour la distance que la dépêche n'aurait pas parcourue.

Art. 28. Les taxes perçues en moins, par erreur, pour des dépêches transmises, devront être complétées par les expéditeurs.

Les taxes perçues en plus, par erreur, leur seront remboursées.

Art. 29. Les minutes des dépêches présentées, les bandes de papier portant les signaux télégraphiques et les feuillets de réception ou copies de dépêches seront conservés au moins pendant une année, avec les précautions voulues pour assurer le secret des correspondances. Après ce délai, on pourra les anéantir.

Art. 30. Dans les rapports internationaux, il n'y aura de franchise de taxe que pour les dépêches relatives au service des télégraphes.

Art. 31. Les droits perçus pour expédition de copies seront dévolus à l'office télégraphique sur le territoire duquel cette expédition aura été faite.

Il en sera de même des taxes accessoires perçues pour le transport des dépêches au delà des bureaux télégraphiques.

Art. 32. Le règlement réciproque des comptes aura lieu au plus tard à l'expiration de chaque mois. Le décompte et la liquidation du solde se feront à la fin de chaque trimestre.

La réduction des monnaies se fera au taux suivant :

Trois francs soixante et quinze centimes pour un thaler; douze centimes cinq dixièmes pour un gros.



Les fractions de moins d'un demi-gros ne seront pas comptées ; celles d'un demi-gros et au-dessus compteront pour un gros.

Art. 33. Le solde résultant de la liquidation trimestrielle sera payé en monnaie courante dans l'État au profit duquel le solde sera établi.

Art. 34. Deux ans après l'échange des ratifications de la présente Convention, des conférences auront lieu à Paris, entre les délégués des États contractants, à l'effet de proposer les modifications que l'expérience aurait suggérées pour étendre les avantages que les Gouvernements et les particuliers doivent se promettre de la télégraphie électrique.

Ces modifications devront être consenties de commun accord par tous les États contractants, le refus de l'un d'eux entraînant nécessairement le maintien des dispositions en vigueur.

Art. 35. Le Gouvernement de S. M. le Roi de Prusse déclare conclure la présente Convention tant en son nom qu'au nom de tous les États qui font actuellement partie de l'union télégraphique austro-allemande et de ceux qui y adhéreront par la suite.

Art. 36. La présente Convention sera mise à exécution le plus tôt que faire se pourra, et demeurera en vigueur pendant trois ans, à compter du jour de l'échange des ratifications.

Toutefois, les Hautes Parties contractantes pourront, d'un commun accord, en prolonger les effets au delà de ce terme.

Dans ce dernier cas, elle sera considérée comme étant en vigueur pour un temps indéterminé, et jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où la dénonciation en sera faite.

Art. 37. Les États qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis, sur leur demande, à y accéder.

Art. 38. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications respectives en seront échangées à Bruxelles dans le plus bref délai possible.

Toutefois, le Gouvernement Prussien ne s'engage à ratifier la présente Convention qu'après avoir reçu l'adhésion des divers États faisant partie de l'union télégraphique austro-allemande.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le cachet de leurs armes. Fait à Bruxelles, le 30 juin de l'an de grâce 1858.

(L. S.) *Signé* : P. BOURÉE. (L. S.) *Signé* : MASUI

(L. S.) *Signé* : ALEXANDRE. (L. S.) *Signé* : FRANZ CHAUVIN.

**Convention de poste entre la Grèce et l'Italie,  
conclue à Athènes, le 12 = 24 octobre 1861.**

S. M. le Roi de Grèce et S. M. le Roi d'Italie, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux Pays, et de développer, en même temps, les rapports internationaux par la conclusion d'une Convention Postale entre la Grèce et l'Italie, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, à cet effet :

S. M. le Roi de Grèce, *M. Théodore Léonardos*, Chevalier de Son Ordre Royal du Sauveur, Commandeur de l'Ordre de Sainte-Anne et de Saint-Stanislas de Russie, de la deuxième classe, Directeur de l'Administration-Générale des Postes de S. M. Hellénique;

S. M. le Roi d'Italie, *M. Terenzio Mamiani Della Rovere*, Comte de Saint-Ange, Grand Officier de Son Ordre Royal des Saints-Maurice-et-Lazare, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants :

Art. 1. Il y aura entre l'Administration des Postes du Royaume d'Italie et l'Administration des Postes du Royaume de Grèce un échange périodique et régulier des dépêches pour la transmission réciproque des lettres, journaux et imprimés de toute nature, originaux des États respectifs ou provenant des Pays auxquels les Administrations des deux Parties contractantes servent ou pourraient servir d'intermédiaire.

Art. 2. L'échange de ces dépêches aura lieu au moyen des paquebots-poste Français et des paquebots du Lloyd Autrichien, en vertu des conventions conclues ou à conclure par la suite entre le Royaume d'Italie ou de la Grèce, d'une part, et la France et l'Autriche, d'autre part.

Art. 3. Les droits de transit revenant aux Administrations des Postes de France ou d'Autriche pour le transport en dépêches closes des correspondances expédiées du Royaume d'Italie en Grèce, seront entièrement à la charge de l'Administration des Postes Italiennes.

Réciproquement, les droits de transit pour le transport en dépêches closes des correspondances expédiées de la Grèce en Italie, seront à la charge de l'Administration des Postes Helléniques.

Art. 4. Il est entendu, toutefois, que les frais de transit en dépêches closes des correspondances expédiées de part et d'autre, c'est-à-dire de l'Italie en Grèce et de la Grèce en Italie, seront acquittés entièrement par celle des deux Administrations qui aura obtenu de la France ou de l'Autriche des conditions plus avantageuses dans le prix de transit.

Dans ce cas, celle des deux Administrations qui aura soldé la totalité de ces frais, portera en compte à l'autre Administration sa quote part, conformément aux stipulations de l'article 3.

Art. 5. Dans le cas où l'une des deux Parties contractantes viendrait à établir un service de navigation à vapeur reliant les ports des deux États, soit au moyen des paquebots de leur Marine Royale, soit par d'autres paquebots qu'elles pourraient juger à propos de fréter ou de subventionner, le prix de transport des correspondances échangées par ce moyen sera calculé en raison de dix centimes par kilogramme de lettres et par kilomètre en ligne droite, et d'un franc par kilogramme d'imprimés.

Ce prix sera au profit ou pour le compte de celle des deux Administrations qui supportera les frais de transport par mer des dites correspondances.

Art. 6. Les deux Gouvernements s'engagent à faire transporter, en dépêches closes, par les paquebots dont il est parlé à l'article précédent, les correspondances que les bureaux de poste respectifs pourraient avoir à échanger avec les pays où toucheront ces paquebots, moyennant le prix de dix centimes par kilogramme de lettres et par kilomètre en ligne droite, et d'un franc par kilogramme d'imprimés.

Art. 7. Les frais d'armement, d'équipement et d'entretien des paquebots à vapeur employés au transport des correspondances entre les deux Pays, seront à la charge des Gouvernements respectifs.

Art. 8. Les dits paquebots seront exempts, dans les ports des deux Pays où ils aborderont pour faire le service de poste, d'après l'article 5 de la présente Convention, tant à leur entrée qu'à leur sortie, de tout droit de navigation et de port, ainsi que les droits de transit et de douane sur le charbon destiné à leur consommation, et jouiront aussi de tous les honneurs et privilèges que réclament les intérêts et l'importance du service qui leur est confié. Ils ne pourront à aucun titre être détournés de leur destination ni être sujets à saisie, arrêt, embargo ou arrêt de prince.

Art. 9. Les paquebots des deux Administrations pourront embarquer et débarquer, dans les ports où ils aborderont pour le service postal susmentionné, des espèces d'or ou d'argent, ainsi que des passagers, de quelque nation qu'ils puissent être, sous la condition que les capitaines de ces paquebots se soumettront aux règlements sanitaires, de police et de douane de ces ports concernant l'entrée et la sortie des voyageurs et des marchandises.

Toutefois, les passagers admis sur ces paquebots qui ne jugeraient pas à propos de descendre à terre pendant la relâche dans un des ports susdits, ne pourront être, sous aucun prétexte, enlevés du bord,

ni assujettis à aucune perquisition, ni soumis à la formalité du visa de leurs passeports.

Art. 10. En cas de sinistres ou d'avaries survenues dans le cours de leur navigation aux paquebots régulièrement employés par les deux Administrations aux transports des correspondances, les deux Parties contractantes s'engagent à donner réciproquement à ces bâtiments tous les secours et toute l'assistance que leur position réclamera, et à faire exécuter par leurs arsenaux, aux prix des tarifs de leurs établissements, toutes les réparations qui seront dans les limites des moyens de ces établissements.

Art. 11. Il est défendu aux Commandants des paquebots employés au transport des dépêches respectives des deux Administrations de se charger d'aucune lettre en dehors de ces dépêches, excepté, toutefois, les dépêches officielles émanant des Agents Diplomatiques des deux nations et adressées à leurs Gouvernements.

Art. 12. Le Gouvernement Italien se réserve la faculté de régler l'itinéraire, ainsi que les jours et les heures de départ et d'arrivée des paquebots qu'il jugerait à propos d'entretenir, de frêter ou de subventionner.

Réciproquement, le Gouvernement Grec se réserve la même faculté pour les services maritimes qu'il serait dans le cas d'établir.

Les deux Administrations seront tenues à se donner avis, en temps utile, des modifications qu'elles jugeraient nécessaires d'introduire dans l'itinéraire ou l'horaire des paquebots.

Art. 13. Il est entendu que les communications intérieures d'un port à l'autre du Royaume d'Italie au moyen des paquebots Grecs, et d'un port à l'autre du Royaume de la Grèce par les paquebots Italiens, ne pourront avoir lieu qu'autant que le permettront les lois des deux Pays ou les traités en vigueur.

Art. 14. L'affranchissement des lettres ordinaires, c'est-à-dire non chargées, qui seront expédiées de l'Italie en Grèce, et de la Grèce en Italie, est libre. Les envoyeurs pourront, à leur choix, en payer le port d'avance jusqu'à destination ou le laisser à la charge des destinataires.

Art. 15. La taxe à percevoir sur les lettres internationales échangées entre l'Italie d'une part et la Grèce d'autre part, est fixée à un franc par dix grammes ou fraction de dix grammes.

Cette taxe sera perçue sur toutes lettres sans distinction qui seront transportées soit au moyen des paquebots Français ou des paquebots Autrichiens, soit avec les paquebots des deux Parties contractantes.

Art. 16. Il est convenu que dans le cas où l'une des deux Administrations viendrait à obtenir une réduction dans le prix de transit revenant aux Administrations des Postes de France et d'Autriche pour le



transport des dépêches closes au moyen de leurs paquebots, ou si, par la suite, les deux Gouvernements contractants avaient apporté quelque réduction dans les tarifs intérieurs respectifs, une réduction correspondante serait apportée, d'un commun accord, à la taxe fixée par l'article précédent, tant pour les lettres internationales que pour celles qui transitent leur territoire.

Art. 17. Des lettres chargées pourront être expédiées de l'un des deux États dans l'autre, et autant que possible, à destination des pays auxquels les deux Administrations servent ou pourraient servir d'intermédiaire.

Toute lettre chargée, expédiée d'Italie en Grèce et de la Grèce en Italie, supportera la taxe double de celle des lettres ordinaires établie dans l'article 15.

La taxe des lettres chargées devra toujours être payée d'avance par les envoyeurs.

Art. 18. Les échantillons de marchandises, quoique placés sous bande, seront considérés et traités comme lettres ordinaires.

Art. 19. Les journaux et imprimés de toute nature, y compris les livres reliés, expédiés de l'un des deux États dans l'autre, devront être affranchis jusqu'à destination, moyennant une taxe de dix centimes par trente grammes ou fraction de trente grammes.

Art. 20. Pour jouir de la modération de port dont il est parlé à l'article précédent, les journaux et les imprimés devront être placés sous bande et de manière à ce que l'on puisse facilement les reconnaître.

Ils ne devront porter aucune écriture ou signe à la main, soit intérieurement soit extérieurement, si ce n'est la date, la signature et l'adresse.

Les journaux et les imprimés qui ne rempliraient pas ces conditions ou qui n'auront pas été affranchis, n'auront pas cours et seront restitués aux envoyeurs, autant qu'il sera possible.

Art. 21. Les taxes perçues sur les lettres et sur les imprimés en vertu des articles 15, 17, 18 et 19 précédents, seront acquises à l'office expéditeur.

Art. 22. Les correspondances originaires des Pays désignés au tableau qui, après une entente préalable des deux Administrations postales, serait rédigé et annexé à la présente Convention, à destination de la Grèce ou de la Grèce pour ces mêmes Pays, qui seront échangées à découvert par l'intermédiaire de l'Administration Italienne, seront livrées, de part et d'autre, aux conditions établies par le tableau précité.

Il est bien entendu que le port étranger pour les correspondances mentionnées sera égal à celui auquel sont soumises les correspondances Italiennes pour ces mêmes pays, et vice versa.

Il est convenu que, dans le cas où l'un des deux Gouvernements viendrait à obtenir une réduction de taxes par des conventions à conclure avec des États étrangers qui empruntent leur territoire, cette réduction sera immédiatement appliquée aux taxes indiquées dans le tableau susmentionné.

Il est de même convenu que les conditions d'échange à fixer par le tableau précité, pourront être modifiées, d'un commun accord, entre les Administrations des deux Parties contractantes, toutes les fois qu'elles en reconnaîtront la nécessité.

Art. 23. Il est formellement convenu que les lettres et les imprimés de toute nature qui seront livrés, de part et d'autre, affranchis jusqu'à destination en vertu de la présente Convention, ne pourront être frappés, à quelque titre que ce soit dans le pays de destination, d'une surtaxe ou droit quelconque.

Art. 24. L'affranchissement des correspondances de toute nature pourra s'effectuer dans les deux Pays au moyen des timbres-poste respectifs.

Art. 25. Lorsque le montant des timbres-poste dont une lettre est revêtue est inférieur à la taxe établie pour en opérer l'affranchissement, cette lettre est considérée comme non affranchie et traitée en conséquence.

Toutefois, le montant de timbres-poste insuffisamment employés sera remboursé au destinataire par les bureaux de destination sur la simple remise de l'enveloppe de la lettre à laquelle ils sont apposés. Les deux Administrations devront se bonifier réciproquement le montant des timbres-poste remboursés par leurs bureaux respectifs.

Art. 26. Dans le cas où une lettre chargée viendrait à s'égarer, celle des deux Administrations sur le territoire de laquelle l'égarement a eu lieu, payera à l'autre, à titre de dédommagement à l'envoyeur, la somme de cinquante francs.

Les deux Administrations, toutefois, ne seront tenues au paiement de ladite indemnité qu'autant que la réclamation sera faite dans les trois mois qui suivront la date du dépôt du chargement.

Art. 27. Les correspondances de toute nature mal dirigées seront renvoyées, de part et d'autre, pour le prix auquel elles auront été originellement comptées.

Les correspondances pour destinataires ayant changé de résidence, seront livrées, de part et d'autre, grevées de la taxe qui aurait dû être payée par les destinataires.

Art. 28. Les correspondances refusées par les destinataires ou adressées à des personnes inconnues, seront conservées pendant trois mois dans les bureaux de destination. Passé ce terme, elles seront renvoyées aux Administrations respectives.

Celles qui auront été livrées en compte, seront rendues pour le prix et port auquel elles auront été originairement comptées.

Art. 29. Les Administrations des Postes des deux Parties contractantes n'admettront, dans les dépêches échangées entre elles, en vertu de la présente Convention, aucune lettre contenant soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou tout autre objet précieux sujet aux droits de douane.

Art. 30. La correspondance officielle relative au service de poste, les pièces de comptabilité et les rebuts seront livrés réciproquement en franchise.

Art. 31. De petites sommes d'argent jusqu'à la concurrence de cent francs pourront être déposées dans les bureaux de poste de la Grèce et de l'Italie, pour être payées dans les bureaux de poste des États respectifs au moyen de mandats de poste.

Art. 32. Pour l'émission de ces mandats le déposant devra payer une taxe de dix centimes par dix francs ou fraction de dix francs. Cette taxe sera répartie par moitié entre l'Administration des Postes de Grèce et l'Administration des Postes d'Italie.

Les dispositions contenues dans les articles 31 et 32 seront mises en vigueur aussitôt que le système de la transmission d'argent par des mandats de poste sera introduit dans l'intérieur du Royaume de Grèce.

Art. 33. Les Gouvernements Italien et Grecs s'engagent à faire transporter sur leurs territoires les dépêches closes que les bureaux de poste respectifs pourront avoir à échanger avec des bureaux étrangers.

L'Administration des Postes de Grèce payera à l'Administration des Postes Italiennes, pour prix de transit, la somme de soixante centimes pour chaque trente grammes de lettres, poids net, et la somme de cinquante centimes par chaque kilogramme pour les imprimés, aussi poids net.

De son côté, l'Administration des Postes Italiennes payera à l'Administration des Postes Helléniques, pour prix de transit, la somme de soixante centimes pour chaque trente grammes de lettres, poids net, et la somme de cinquante centimes par chaque kilogramme d'imprimés, aussi poids net.

Art. 34. Il est entendu que le poids des correspondances de toute nature tombées en rebut, ainsi que celui des feuilles d'avis et autres feuilles de comptabilité résultant de l'échange des correspondances en dépêches closes et qui sont mentionnées dans les articles 6 et 33, ne sera pas compris dans la pesée des lettres, journaux et imprimés de toute nature, sur lesquels devront être assis les prix de transport fixés pour les dits articles.

Art. 35. A la fin de chaque mois, les deux Administrations dresse-

ront les comptes pour la transmission des correspondances et des sommes à payer au moyen de mandats sur la poste dans le cas prévu par le dernier paragraphe de l'article 32.

Les dits comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés par celle des deux Administrations qui résulterait débiteur.

Art. 36. Les deux Administrations désigneront, d'un commun accord, les bureaux par lesquels devra avoir lieu l'échange des correspondances et ceux qui seront autorisés à émettre et à payer les mandats dont il est question dans l'article 31. Elles arrêteront la forme des comptes et toute autre mesure de détail et d'ordre nécessaire pour assurer l'exacte exécution de la présente Convention.

Il est entendu que les mesures désignées ci-dessus pourront être modifiées par les deux Administrations, toutes les fois que, d'un commun accord, elles en reconnaîtront la nécessité.

Art. 37. La présente Convention aura effet et valeur un mois après l'échange des ratifications.

Elle demeurera obligatoire pendant une année. Passé ce terme, elle durera d'année en année jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes ait annoncé à l'autre, une année à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Art. 38. Cette Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Athènes, le dix-sept (vingt-neuf) Juillet mil huit cent soixante-un.

(L. S.) Signé : TH. LÉONARDOS. (L. S.) Signé : TERENCE MAMIANI.

---

**Protocole explicatif des articles 17 et 19 de la Convention  
Postale conclue entre la Grèce et le Royaume d'Italie.**

Les soussignés Plénipotentiaires, *Th. Léonardos*, Directeur-Général des Postes Grecques, et *Terenzio Mamiani de la Rovere*, Comte de Saint-Auge, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Royaume d'Italie ;

Considérant que la taxe sur les lettres chargées et sur les imprimés étant payée en entier par les envoyeurs et au seul profit de l'Administration qui la perçoit, peut et doit être regardée comme exactement locale et d'administration intérieure, d'après l'autorisation de leurs Gouvernements respectifs, déclarent que la disposition de l'article 17,



qui concerne la taxe sur les lettres chargées, a pour but unique de déterminer le maximum de cette taxe de part et d'autre, et que la disposition de l'article 19, concernant le poids de chaque port d'imprimés, a pour but unique de fixer le minimum de ce poids, et que, par conséquent, ces dispositions n'infirment d'aucune manière le droit qu'ont les deux Gouvernements contractants de réduire chez eux, par l'effet des réformes introduites dans leurs propres tarifs, la taxe sur les lettres chargées, et d'établir une progression de poids plus large pour le port des journaux et des imprimés.

En foi de quoi, ils ont signé le présent Protocole, fait en double, et y ont apposé leurs sceaux.

Athènes, le 12/24 Octobre 1861.

(L. S.) *Signé* : TH. LÉONARDOS. (L. S.) *Signé* : TERENCE MAMIANI.

---

*Tableau indiquant les conditions auxquelles seront échangées entre l'Administration des Postes Helléniques et l'Administration des Postes Italiennes les correspondances originaires des Pays ci-dessus désignés.*

## LETTRES.

## Envois de l'Office Italien.

PAYS D'ORIGINE.	CONDITIONS de L'AFFRANCHISSEMENT.	Poids de chaque port simple.		Prix à payer par l'Office grec à l'Office italien sur les lettres non-affranchies par port simple.										Taxe à payer par le public de la Grèce.
		Prix à payer par l'Office italien à l'Office grec sur les lettres affranchies par port simple.												
		gr.	fr. c.	Taxe étrangère.		Transit italien.		Port de voie de mer.		Total.				
Suisse.....	Facultatif à destination..	10	» 10	» 20	» 10	» 80	1	10	1	20				
Allemagne.....	Facultatif à destination..	10	» 10	» 40	» 10	» 80	1	30	1	40				
Etats du Pape....	Forcé à la frontière ita- lienne d'entrée.....	10	» »	» »	» 10	» 80		90	1					
Tunis.....	Facultatif à destination..	10	» 10	» 20	» 10	» 80	1	10	1	20				
Danemark.....	Facultatif à destination..	10	» 10	» 65	» 10	» 80	1	55	2	65				
Suède et Norvège..	Facultatif à destination..	10	» 10	» 10	» 10	» 80	2		2	10				
Russie et Pologne	Facultatif à destination..	10	» 10	» 80	» 10	» 80	1	70	1	80				
Espagne, Portugal et Gibraltar.....	Forcé à la frontière fran- co-espagnole.....	7 $\frac{1}{2}$	» »	» 40	» 10	» 80	1	30	1	40				

## IMPRIMÉS.

## Envois de l'Office Italien.

PAYS D'ORIGINE.	CONDITIONS de L'AFFRANCHISSEMENT.	Prix à payer par l'Office italien à l'Office grec pour chaque paquet affranchi et par port simple.		Prix que doit payer l'Office grec à l'Office italien pour chaque paquet non-affranchi et par port simple de 30 grammes.									
		fr.	c.	Taxe étrangère.		Transit italien.		Port de voie de mer.		Total.			
Suisse .....	Forcé à destination. ....	»	02	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.
Allemagne.....	Forcé à destination.....	»	02										
États du Pape ....	Forcé à la frontière desortie pontificale .....	»	»				» 02		» 08		» 10		
Tunis.....	Forcé à destination.....	»	02										
Danemark.....	Forcé à destination.....	»	02										
Suède et Norvège..	Forcé à destination.....	»	02										
Russie et Pologne..	Forcé à destination.....	»	02										
Espagne, Portugal et Gibraltar.....	Forcé à la frontière franco-espagnole .....	»	»	» 05		» 02		» 08		» 15			

Tableau indiquant les conditions auxquelles seront échangées entre l'Administration des Postes helléniques et l'Administration des Postes italiennes les correspondances à destination des Pays ci-dessus désignés.

## LETTRES.

## Envois de l'Office grec.

PAYS de DESTINATION.	CONDITIONS de L'AFFRANCHISSEMENT.	Poids de chaque port simple.	Prix à payer par l'Office grec à l'Of- fice italien sur les lettres affranchies par port simple de 10 grammes.						Prix à payer par l'Of- fice italien à l'Office grec sur les lettres non-affranchies par port simple de 10 grammes.					
			Taxe italienne.		Taxe étrangère.		Total.	Taxe grecque.		Port de voie de mer.	Total.			
			fr.	c.	fr.	c.		fr.	c.			fr.	c.	
Suisse .....	Facultatif à destination.	10	»	10	»	20	»	30	»	10	»	80	»	90
Allemagne.....	Facultatif à destination.	10	»	10	»	40	»	50	»	10	»	80	»	90
États du Pape.....	Forcé à la frontière ita- lienne de sortie.....	10	»	10	»	»	»	10	»	»	»	»	»	»
Tunis.....	Facultatif à destination.	10	»	10	»	20	»	30	»	10	»	80	»	90
Danemark.....	Facultatif à destination.	10	»	10	»	65	»	75	»	10	»	80	»	90
Suède et Norvège..	Facultatif à destination.	10	»	10	»	10	1	20	»	10	»	80	»	90
Russie et Pologne..	Facultatif à destination.	10	»	10	»	80	»	90	»	10	»	80	»	90
Espagne, Portugal et Gibraltar.....	Forcé à la frontière es- pagne d'entrée.....	7 $\frac{1}{2}$	»	10	»	40	»	50	»	10	»	80	»	90

## IMPRIMÉS.

## Envois de l'Office grec.

PAYS de DESTINATION.	CONDITIONS de L'AFFRANCHISSEMENT.	Prix que doit payer l'Office grec à l'Office italien pour chaque paquet affranchi et par port simple de 30 grammes.					
		Taxe italienne.	Taxe étrangère.		Taxe italienne.	Taxe étrangère.	
		fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.
Suisse.....	Forcé à destination.....	»	02	»	02	»	04
Allemagne.....	Forcé à destination.....	»	02	»	10	»	12
Etats du Pape.....	Forcé à la frontière d'entrée pon- tificale.....	»	02	»	»	»	02
Tunis.....	Forcé à destination.....	»	02	»	08	»	10
Danemark.....	Forcé à destination.....	»	02	»	20	»	22
Suède et Norvège..	Forcé à destination.....	»	02	»	30	»	32
Russie et Pologne..	Forcé à destination.....	»	02	»	55	»	57
Espagne, Portugal et Gi- braltar.....	Forcé à la frontière franco-espä- gnoie.....	»	02	»	05	»	07

**Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grèce et la Perse, conclu à Constantinople, le 16 = 28 octobre 1861.**

Au nom du Dieu clément et miséricordieux !

S. H. M. Othon I<sup>er</sup>, Roi de Grèce, le Monarque Illustre et Libéral, et Sa Majesté, dont l'étendard est le Soleil, l'Auguste, le Grand Monarque, l'Empereur de toute la Perse, l'Un et l'Autre également et sincèrement désireux d'établir des rapports d'amitié entre les deux États, ont voulu les consolider par un Traité d'amitié, de commerce et de navigation, réciproquement avantageux et utile aux sujets des deux Hautes Parties contractantes.

A cet effet, ont désigné pour leurs Plénipotentiaires :

Sa Majesté le Roi de Grèce, S. Exc. le Sieur *Marc Renieri*, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Sublime-Porte-Ottomane, Chevalier de l'Ordre Royal du Sauveur, etc., etc.

Et Sa Majesté l'Empereur de toute la Perse, S. Exc. *Hadji-Mirza-Houssein-Khan*, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Sublime-Porte-Ottomane, décoré de l'Ordre Impérial du Lion et du Soleil, de première classe, avec grand cordon vert ; de l'Ordre Impérial de Sertipi et Serhenki, de première classe, avec leurs cordons spéciaux ; de l'Ordre Impérial du Medjidié, de première classe ; Grand'Croix de l'Ordre de l'Épée, de Suède et Norwége ; Grand'Croix de l'Ordre de Léopold ; Commandeur de l'Ordre de Sainte-Anne, de Russie, en brillants, et porteur de la Ceinture en diamants, etc.

Et les deux Plénipotentiaires, réunis à Constantinople, ayant échangé leurs pleins-pouvoirs, et les ayant trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura, désormais, amitié sincère et une constante bonne intelligence entre l'Auguste Royaume de Grèce et les sujets de ce Royaume et l'Auguste Empire de Perse et les sujets de cet Empire.

Art. 2. Les Envoyés ou Agents Diplomatiques qu'il plairait à chacune des deux Hautes Puissances contractantes d'envoyer et d'entretenir près de l'autre, y seront reçus et traités, eux et tout le personnel de la Mission, comme sont reçus et traités par cet État les Envoyés ou Agents Diplomatiques des autres Puissances amies les plus favorisées, et ils y jouiront, de tous points, des mêmes honneurs, immunités et privilèges.

Art. 3. Les sujets des deux Hautes Parties contractantes pourront désormais parcourir, en pleine liberté, les territoires respectifs, et les traverser pour se rendre dans les pays voisins, sans qu'ils en soient empêchés par les Autorités locales, qui, de leur côté, mettront



la plus vive sollicitude à les préserver de tout désagrément, en veillant continuellement à leur sûreté personnelle, en les traitant avec tous les égards possibles, afin qu'ils n'éprouvent ni dommage, ni entrave ou vexation quelconque dans leur voyage, et en les munissant, à cet effet, de sauf-conduits, firmans ou autres documents.

Art. 4. Les sujets des deux Hautes Cours qui, en leur qualité de commerçants, industriels ou voyageurs, se rendraient sur les territoires respectifs pour leurs affaires, y seront accueillis et traités, dès leur entrée jusqu'à leur sortie, avec les mêmes égards et sur le même pied que les sujets des nations les plus favorisées.

En conséquence, les sujets des deux Hautes Parties contractantes pourront, soit par terre soit par mer, librement importer dans les pays respectifs, en exporter ou y transporter des marchandises, et exercer le commerce dans toute l'étendue des deux Empires, conformément aux règlements et aux lois en vigueur dans les pays respectifs, y louer des maisons, des magasins et des boutiques pour leurs affaires, et ils ne seront soumis, sous aucun nom ou prétexte, à un impôt quelconque auquel ne seraient point soumis les sujets des nations les plus favorisées.

Il est bien entendu que tout avantage, droit ou privilège que les deux Hautes Parties contractantes accorderont à une nation tierce, ce même avantage, droit ou privilège sera aussi accordé aux sujets des deux États respectifs, sauf les avantages que l'une des Parties contractantes accorderait sur l'assurance d'avantages particuliers. Il est entendu pourtant que chacune des Hautes Parties contractantes est en droit de demander ces mêmes avantages sur la concession d'un équivalent, à condition que cet équivalent soit de nature à être agréé et accepté par l'autre Partie.

Les sujets des deux Hautes Parties contractantes qui voudraient faire le commerce intérieur dans les deux pays, seront soumis, quant à ce commerce, aux lois du pays où ce commerce se fait.

Les officiers, employés ou sujets de la Haute Cour d'Iran ne pourront entrer de force dans le domicile d'un sujet Grec, ni dans ses magasins ou boutiques, et, en cas de nécessité, il faudra en prévenir l'Agent Diplomatique ou le Consul de Grèce, là où il y en a, qui, de leur côté, s'empresseront de se conformer à la demande de l'Autorité locale, et toute perquisition domiciliaire ne pourra se faire qu'en présence des commissaires délégués par le dit Agent ou Consul.

Dans les localités où il n'y a pas d'Agent ou Consul de Grèce, les sujets de cette Puissance seront traités, à cet égard, sur le même pied que le sont les sujets des nations les plus favorisées, dans les endroits où il n'y a pas d'Agent ou Consul de leur Gouvernement.

Art. 5. Les sujets Grecs qui importeront des marchandises en

Perse ou en exporteraient, seront traités, à l'égard des droits de douane, sur le même pied que les sujets des nations chrétiennes les plus favorisées.

Pareillement, les sujets Persans qui importeraient des marchandises dans les États du Royaume de Grèce ou en exporteraient, seront traités, à l'égard des droits de douane et impôts, sur le même pied que les sujets des nations les plus favorisées.

Art. 6. Les bâtimens de commerce qui entreront et séjourneront dans les ports de l'un ou de l'autre État, qu'ils soient sur lest ou chargés de marchandises, jouiront, dès leur arrivée jusqu'à leur départ, de tous les égards et privilèges, et ne seront assujettis à d'autres ni à de plus forts droits que ceux acquittés par les navires des nations les plus favorisées.

Les marchandises et produits de toute espèce, sans distinction de leur provenance ni de leur destination, qui seraient importés ou exportés par les navires respectifs des deux Hautes Parties contractantes, payeront, dans l'un et l'autre État, les mêmes droits de douane que payent les navires de commerce des Puissances chrétiennes les plus favorisées, soit à l'entrée des marchandises et produits dans les États respectifs, soit à leur sortie.

Art. 7. S'il arrive que quelque navire hellène ou persan fasse naufrage dans les ports ou sur les côtes des territoires respectifs, tout secours possible lui sera donné de la même manière qu'aux navires des Puissances les plus favorisées.

Art. 8. Pour la protection de leurs sujets et de leur commerce respectifs, et pour faciliter de bonnes et équitables relations entre les sujets des deux États, les deux Hautes Parties contractantes se réservent la faculté de nommer chacune trois Consuls.

Les Consuls de Perse résideront à Athènes, Syra et un autre port de la Grèce, à désigner plus tard.

Les Consuls de Grèce résideront à Téhéran, Tabris et dans un port situé sur le Golfe persique, à désigner plus tard.

Les Consuls des deux pays jouiront, tant pour leur personne et l'exercice de leurs fonctions que pour leurs maisons, les employés de leurs Consulats et les personnes attachées à leur service, des mêmes honneurs et des mêmes privilèges dont jouissent les Consuls du même rang et les Agents commerciaux des nations les plus favorisées.

En cas de désordres publics, il devra être accordé aux Consuls, sur leur demande, une sauvegarde chargée d'assurer l'inviolabilité du domicile consulaire.

Les Agents Diplomatiques et Consuls de Grèce ne devront pas protéger, ni en secret ni publiquement, aucun sujet Persan qui ne serait

pas employé par la Mission Royale, ou par les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires de la Grèce.

Il est bien entendu que, si un Consul, Vice-Consul ou Agent Consulaire de la Grèce, en Perse, s'engageait dans des affaires commerciales, il serait soumis, en ce qui concerne son commerce, aux mêmes lois et usages que les particuliers de sa nation.

Les Ministres et les Consuls des deux Hautes Parties contractantes se serviront de tels drogmans et emploieront pour le service de leur maison tel huissier et gens qu'ils voudront, sans distinction de nationalité; mais s'il arrive qu'un ou plusieurs employés ou gens de service soient d'une conduite déréglée, le Ministre ou le Consul auprès duquel ils se trouvent, doit le congédier à la demande de l'Autorité locale compétente, si cet employé ou gens de service relèvent de cette Autorité.

Art. 9. Les procès, contestations et disputes qui s'élèveraient, dans l'Empire de Perse, entre sujets Hellènes, ou Hellènes et étrangers, ou, dans le Royaume de Grèce, entre sujets Persans, ou Persans et étrangers, seront jugés selon le mode adopté dans chacun de ces États à l'égard des sujets des Puissances les plus favorisées.

Les procès, contestations et disputes qui seraient soulevés, en Perse, entre des sujets Grecs et des sujets Persans, seront portés devant les tribunaux Persans; mais ces différends et procès ne pourront être discutés et jugés qu'en présence de l'Agent Diplomatique ou Consulaire Hellénique, ou, au nom de celui-ci, en présence du Drogman Hellénique, le tout conformément à ce qui se pratique à l'égard des nations les plus favorisées.

Quant aux affaires de la juridiction criminelle, dans lesquelles seraient compromis des sujets Grecs, en Perse, ou des sujets Persans, en Grèce, elles seront instruites et jugées, en Grèce et en Perse, suivant la loi adoptée dans les deux pays envers les étrangers les plus favorisés.

En cas de décès d'un de leurs sujets respectifs sur le territoire de l'un ou de l'autre État, sa succession sera remise intégralement à la garde de l'Agent ou du Consul de la nation du sujet décédé, pour que celui-ci en fasse l'usage convenable, conformément aux lois et coutumes de son pays.

Art. 10. En cas de guerre de l'une des deux Parties contractantes avec une autre Puissance, il ne sera porté, pour cette seule cause, atteinte, préjudice ou altération à la bonne intelligence et à l'amitié sincère qui doivent exister à jamais entre les Hautes Cours de Grèce et d'Iran.

Art. 11. Le Traité d'amitié et de commerce qui a été conclu en considération de la sincère amitié et confiance qui règnent entre les deux

États de Grèce et de Perse, sera, avec l'aide de Dieu, fidèlement observé et maintenu de part et d'autre pendant douze ans, à dater du jour de l'échange des ratifications; et si, douze mois avant l'expiration de ce terme, l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes n'avait pas annoncé à l'autre, par une notification officielle, son intention d'en faire cesser les effets, ce Traité demeurera en vigueur une année au delà, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront une pareille notification, à quelque époque qu'elle ait lieu.

Les Plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes s'engagent à échanger les ratifications de leurs Souverains à Constantinople, dans l'espace de trois mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs des deux Hautes Parties contractantes ont signé le présent Traité et ont apposé leurs sceaux.

Fait en double, en Persan et en Français, le seize Octobre, mil huit cent soixante-un (le vingt-quatre du mois Rebi-oul-akhir de l'Hégire, l'année douze cent soixante dix-huit, à Constantinople).

(L. S.) *Signé* : M. RENIERI.

(L. S.) *Signé au texte persan* : MIRZA HOUSSEIN KHAN.

---

Les soussignés, munis de pleins-pouvoirs de leurs Gouvernements respectifs à l'effet de négocier et signer un Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les États de Grèce et de Perse, entendent, d'un commun accord, sur la portée du sixième alinéa du huitième article du Traité signé en ce jour, que cet alinéa ne peut, en aucune manière, accorder aux Ministres, aux Consuls-Généraux, aux Vice-Consuls ou aux Agents Consulaires de l'une des Hautes Parties contractantes le droit de protéger, comme étant leurs employés, des sujets de l'autre Partie en nombre supérieur à celui que les traités antérieurs ont accordé à la nation la plus favorisée.

La présente interprétation est signée en double; les Plénipotentiaires la transmettront à leurs Gouvernements respectifs, afin que, par l'échange des Ratifications, cette interprétation acquière et possède la même valeur que si elle était insérée dans le texte même du Traité signé en ce jour.

Fait double à Constantinople, le seize Octobre mil huit cent soixante-un (vingt-quatre Rebi-oul-Akhir mil deux cent soixante dix-huit).

L. S.) *Signé* : MIRZA HOUSSEIN KHAN. (L. S.) *Signé* : M. RENIERI.

---



**Traité de commerce et d'amitié conclu le 12 septembre 1862  
entre la France et Madagascar, ratifié le 11 avril 1863.**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi de Madagascar, voulant établir sur des bases stables les rapports de bonne harmonie qui existent si heureusement entre eux et favoriser le développement des relations commerciales entre leurs États respectifs, ont résolu de conclure un traité d'amitié et de commerce.

S. M. l'Empereur des Français a nommé, à cet effet, le capitaine de vaisseau *Jules Dupré*, commandant en chef de la division navale des côtes orientales d'Afrique ;

Et S. M. le Roi de Madagascar, *Rainilaiarivony*, commandant en chef, *Rahaniraka*, Ministre des affaires étrangères ; *Rainiketaka*, Ministre de la justice ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre S. M. l'Empereur des Français, ses héritiers et successeurs, d'une part, et S. M. le Roi de Madagascar, ses héritiers et successeurs, d'autre part, et entre les sujets des deux États, sans exception de personnes ni de lieux.

Art. 2. Les sujets des deux pays pourront librement entrer, résider, circuler, commercer dans l'autre pays, en se conformant à ses lois ; ils jouiront respectivement de tous les privilèges, immunités, avantages, accordés dans ce pays aux sujets de la nation la plus favorisée.

Art. 3. Les sujets français jouiront de la faculté de pratiquer ouvertement leur religion. Les missionnaires pourront librement prêcher, enseigner, construire des églises, séminaires, écoles, hôpitaux et autres édifices pieux où ils le jugeront convenable, en se conformant aux lois du pays ; ils jouiront de droit de tous les privilèges, immunités, grâces ou faveurs accordés à des missionnaires de nation ou de secte différente. Nul Malgache ne pourra être inquiété au sujet de la religion qu'il professera, en se conformant aux lois du pays.

Art. 4. Les Français auront la faculté d'acheter, de vendre, de prendre à bail, de mettre en culture et en exploitation des terres, maisons et magasins dans les États de S. M. le Roi ; ils pourront choisir librement et prendre à leur service, à quelque titre que ce soit, tout Malgache non esclave et libre de tout engagement antérieur, ou traiter avec les propriétaires pour s'assurer les services de leurs esclaves ; le propriétaire, dans ce cas, sera responsable de l'exécution

du traité. Les baux, contrats de vente et d'achat, d'engagement de travailleurs, seront passés par actes authentiques par-devant les Magistrats du pays et le Consul de France, et leur stricte exécution garantie par le Gouvernement.

Nul ne pourra pénétrer dans les établissements, maisons ou propriétés possédés ou occupés par les Français ou par des personnes au service des Français, ni même les visiter, sans le consentement de l'occupant, à moins que ce ne soit avec l'intervention du Consul.

Art. 5. Les Malgaches au service des Français jouiront de la même protection que les Français eux-mêmes; mais si les dits Malgaches étaient convaincus de quelque crime ou infraction punissable par la loi de leur pays, ils seraient livrés, par l'intervention du Consul, à l'Autorité locale.

Art. 6. Les Français ne pourront être retenus contre leur volonté dans les États du Roi, à moins qu'ils ne soient convaincus de crime.

Art. 7. Les Français voyageant dans l'intérêt de la science, géographes, naturalistes et autres, recevront des Autorités locales toute la protection et l'aide susceptibles de favoriser l'accomplissement de leur mission.

Le Gouvernement de l'Empereur s'engage à fournir au Roi de Madagascar les instructeurs militaires, ingénieurs civils, conducteurs de travaux qui lui seront demandés.

Art. 8. Les Hautes Parties contractantes se reconnaissent le droit réciproque d'avoir un Agent politique résidant auprès de chacune d'elles, et celui de nommer des Consuls ou Agents consulaires partout où les besoins du service l'exigeront. Cet Agent politique, ces Consuls et Agents consulaires jouiront des mêmes droits et prérogatives qui pourront être accordés aux Agents de même rang de la Puissance la plus favorisée; ils pourront arborer le pavillon de leur nation respective sur leur habitation.

Art. 9. Les Autorités dépendant du Roi n'interviendront pas dans les contestations entre Français, ou entre Français et autres sujets chrétiens.

Dans les différends entre Français et Malgaches, la plainte ressortira au Consul et au Juge malgache jugeant ensemble.

Dans les différends de ce genre, la déposition d'un individu convaincu de faux témoignage dans une précédente occasion sera récusée, à moins qu'il ne soit prouvé qu'il dit la vérité.

Art. 10. L'Autorité locale n'aura aucune action à exercer sur les navires de commerce français, qui ne relèvent que de l'Autorité française et de leurs capitaines. Toutefois, en l'absence de bâtiments de guerre français, les Autorités malgaches devront, si elles en sont requises par un Consul ou un Agent Consulaire français, lui prêter

mainforte pour faire respecter son autorité par ses nationaux, pour rétablir et maintenir la concorde et la discipline parmi les équipages de navires de commerce français.

Si des matelots ou autres individus désertent leur bâtiment l'Autorité locale fera tous ses efforts pour découvrir et remettre sur-le-champ le déserteur entre les mains du requérant.

Art. 11. Si un Français fait faillite à Madagascar, le Consul de France prendra possession de tous les biens du failli et les remettra à ses créanciers pour être partagés entre eux.

Cela fait, le failli aura droit à une décharge complète de ses créanciers. Il ne saurait être ultérieurement tenu de combler son déficit, et l'on ne pourra considérer les biens qu'il acquerra par la suite comme susceptibles d'être détournés à cet effet.

Mais le Consul de France ne négligera aucun moyen d'opérer, dans l'intérêt des créanciers, la saisie de tout ce qui appartiendra au failli dans d'autres pays, et de constater qu'il a fait l'abandon, sans réserve, de tout ce qu'il possédait au moment où il a été déclaré insolvable.

Art. 12. Si un Malgache refuse ou élude le paiement d'une dette envers un Français, les Autorités locales donneront toute aide et facilité au créancier pour recouvrer ce qui lui est dû ; et, de même, le Consul de France donnera toute assistance aux Malgaches pour recouvrer les dettes qu'ils auront à réclamer des Français.

Art. 13. Les biens d'un Français décédé à Madagascar, ou d'un Malgache décédé sur territoire français, seront remis aux héritiers ou exécuteurs testamentaires ou, à leur défaut, au Consul ou Agent consulaire de la nation à laquelle appartenait le décédé.

Art. 14. Les navires français jouiront de plein droit, dans les ports de Madagascar, de tous les privilèges et immunités accordés à ceux de la nation la plus favorisée.

Art. 15. Aucun article de commerce ne sera prohibé, soit à l'importation, soit à l'exportation, dans les ports de Madagascar.

Art. 16. Les marchandises importées ou exportées par navires malgaches dans les ports ou des ports de France y jouiront de tous les privilèges et immunités accordés à la nation la plus favorisée.

Art. 17. Si un navire français en détresse entre dans un port de Madagascar, l'Autorité locale lui donnera toute l'aide et les facilités possibles pour se réparer, se ravitailler et continuer son voyage. Si un navire français fait naufrage sur les côtes de Madagascar, les naufragés seront accueillis avec bienveillance et secourus. Les Autorités locales donneront tous leurs soins au sauvetage ; et les objets sauvés seront intégralement remis au propriétaire ou au Consul français. Les navires malgaches auront droit à la même protection de la part des Autorités françaises.

Art. 18. Si quelque navire de commerce français était attaqué ou pillé dans des parages dépendant du Royaume de Madagascar, l'Autorité du lieu le plus voisin, dès qu'elle aura connaissance du fait, en poursuivra activement les auteurs et ne négligera rien pour qu'ils soient arrêtés et punis.

Les marchandises enlevées, en quelque lieu et en quelque état qu'elles se retrouvent, seront remises au propriétaire ou au Consul, qui se chargera de leur restitution.

Il en sera de même pour les actes de pillage ou de vol qui pourront être commis à terre sur les propriétés des Français résidant à Madagascar.

Les Autorités locales, après avoir prouvé qu'elles ont fait tous leurs efforts pour saisir les coupables et recouvrer les objets volés, ne sauraient être rendues pécuniairement responsables.

La même protection sera accordée aux propriétés malgaches pillées ou volées sur les côtes ou dans l'intérieur de l'Empire français.

Art. 19. Le présent traité ayant été rédigé en français et en malgache, et les deux versions ayant exactement le même sens, le texte français sera officiel et fera foi sous tous les rapports, aussi bien que le texte malgache.

Art. 20. Tous les avantages résultant du présent traité d'amitié et de commerce seront étendus, de plein droit et sans traité particulier, à toutes les nations qui en réclameront le bénéfice.

Art. 21. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Madagascar dans l'intervalle d'un an, à dater du jour de la signature, ou plus tôt, si faire se peut, et le traité sera en vigueur dès que cet échange aura lieu.

Fait à Tananarive, le 12 septembre 1862.

(L. S.) *Signé* : DUPRÉ.

(L. S.) *Signé* : RADAMA II.

RAINILAIARIVONY.

RAHANIRAKA.

RAINIKETAKA.

#### Article additionnel.

Les droits de douane sur toutes marchandises sont supprimés, tant à l'entrée qu'à la sortie, par la volonté expresse de S. M. le Roi Radama II ; ils ne seront pas rétablis pendant la durée de son règne.

Le présent Article additionnel, parafé par les signataires du traité, a la même valeur que les articles insérés dans le corps du traité lui-même.



Fait à Tananarive, les jour, mois et an que dessus.

(L. S.) Signé : DUPRÉ. (L. S.) Signé : R. R.

RAINILAIARIVONY.

R. H. K.

RAINIKETAKA.

Le *Moniteur universel* du 20 avril 1863 accompagne le Traité avec Madagascar de l'observation qui suit :

Les clauses du Traité d'amitié et de commerce conclu entre la France et Madagascar, et ratifié le 11 avril par l'Empereur, sont empruntées en grande partie à nos conventions antérieures avec le roi de Siam et l'iman de Mascate. Mais ce Traité offre, sous le rapport des dispositions douanières, une différence qui mérite d'être signalée. En effet, les avantages qu'il consacre doivent profiter non-seulement au commerce de la France, mais encore à celui du monde entier. En s'engageant vis-à-vis du Gouvernement de l'Empereur à faire participer toutes les nations civilisées, sur leur simple demande, au bénéfice d'un arrangement qui stipule la suppression de tous droits de douane à Madagascar, le roi Radama II les appelle à concourir, par leurs capitaux, leurs lumières et leur industrie, à l'exploitation des richesses que renferme cette vaste et intéressante contrée.

---

**Traité de paix et d'amitié conclu à Salgon, le 5 juin 1862, entre la France et l'Espagne, d'une part, et le royaume d'Annam, d'autre part, et ratifié à Hué le 14 avril 1863.**

LL. MM. NAPOLÉON III, Empereur des Français, ISABELLE II, Reine d'Espagne, et Tu-Duc, Roi d'Annam,

Désirant vivement que l'accord le plus parfait règne désormais entre les trois nations de France, d'Espagne et d'Annam ; voulant aussi que jamais l'amitié ni la paix ne soient rompues entre elles ;

A ces causes,

Nous, *Louis-Adolphe Bonard*, contre-amiral, commandant en chef le corps expéditionnaire franco-espagnol en Cochinchine, Ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur des Français, commandeur des Ordres impériaux de la Légion d'honneur et de Saint-Stanislas de Russie, commandeur de Saint-Grégoire le Grand de Rome, et chevalier de l'Ordre royal de Charles III d'Espagne ;

*Don Carlos Palanca-Gutières*, colonel commandant général du corps expéditionnaire espagnol en Cochinchine, commandeur de l'Ordre royal américain d'Isabelle la Catholique, et de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur, chevalier des Ordres royaux et militaires de Saint-Ferdinand et Saint-Herménégilde, Ministre plénipotentiaire de S. M. C. Dona Isabelle II, Reine des Espagnes,

Et nous, *Phan-Tanh-Gian*, vice-grand-censeur du Royaume d'Annam, Ministre-Président du tribunal des Rites, Envoyé plénipotentiaire de S. M. Tu-Duc, assisté de

*Lam-Gien-Tiep*, Ministre-Président du tribunal de la guerre, Envoyé plénipotentiaire de S. M. Tu-Duc ;

Tous munis de pleins et entiers pouvoirs pour traiter de la paix et agir selon notre conscience et volonté, nous sommes réunis, et, après avoir échangé nos lettres de créance que nous avons trouvées en bonne et due forme, nous sommes convenus, d'un commun accord, de chacun des articles qui suivent et qui composent le présent Traité de paix et d'amitié :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura dorénavant paix perpétuelle entre l'Empereur des Français et la Reine d'Espagne, d'une part, et le Roi d'Annam, de l'autre. L'amitié sera complète et également perpétuelle entre les sujets des trois nations, en quelque lieu qu'ils se trouvent.

Art. 2. Les sujets des deux nations de France et d'Espagne pourront exercer le culte chrétien dans le Royaume d'Annam, et les sujets de ce Royaume, sans distinction, qui désireront embrasser la religion chrétienne, le pourront librement et sans contrainte ; mais on ne forcera pas à se faire chrétiens ceux qui n'en auront pas le désir.

Art. 3. Les trois provinces complètes de Bien-Hoa, de Gia-Dinh et de Dinh-Tuong (Mitto), ainsi que l'île de Pulo-Condor, sont cédées entièrement par ce Traité en toute souveraineté à S. M. l'Empereur des Français.

En outre, les commerçants français pourront librement commercer et circuler sur des bâtiments, quels qu'ils soient, dans le grand fleuve du Cambodge et dans tous les bras de ce fleuve ; il en sera de même pour les bâtiments de guerre français envoyés en surveillance dans ce même fleuve ou dans ses affluents.

Art. 4. La paix étant faite, si une nation étrangère voulait, soit en usant de provocation, soit par un Traité, se faire céder une partie du territoire annamite, le Roi d'Annam préviendra par un envoyé l'Empereur des Français, afin de lui soumettre le cas qui se présente, en laissant à l'Empereur pleine liberté de venir en aide ou non au Royaume d'Annam ; mais si, dans ledit Traité avec la nation étrangère, il est question de cession de territoire, cette cession ne pourra être sanctionnée qu'avec le consentement de l'Empereur des Français.

Art. 5. Les sujets de l'Empire de France et du Royaume d'Espagne pourront librement commercer dans les trois ports de Tourane, de Balat et de Quang-An.

Les sujets annamites pourront également librement commercer dans les ports de France et d'Espagne, en se conformant toutefois à la règle des droits établis.

Si un pays étranger fait du commerce avec le Royaume d'Annam, les sujets de ce pays étranger ne pourront pas jouir d'une protection plus grande que ceux de France ou d'Espagne, et si cedit pays étran-

ger obtient un avantage dans le Royaume d'Annam, ce ne pourra jamais être un avantage plus considérable que ceux accordés à la France ou à l'Espagne.

Art. 6. La paix étant faite, s'il y a à traiter quelque affaire importante, les trois Souverains pourront envoyer des Représentants pour traiter ces affaires dans une des trois capitales.

Si, sans affaire importante, l'un des trois Souverains désirent envoyer des félicitations aux autres, il pourra également envoyer un Représentant. Le bâtiment de l'Envoyé français ou espagnol mouillera dans le port de Tourane, et l'Envoyé ira de là à Hué par terre, où il sera reçu par le Roi d'Annam.

Art. 7. La paix étant faite, l'inimitié disparaît entièrement; c'est pourquoi l'Empereur des Français accorde une amnistie générale aux sujets, soit militaires, soit civils, du Royaume d'Annam, compromis dans la guerre, et leurs propriétés séquestrées leur seront rendues.

Le Roi d'Annam accorde également une amnistie générale à ceux de ses sujets qui se sont soumis à l'autorité française, et son amnistie s'étend sur eux et sur leurs familles.

Art. 8. Le Roi d'Annam devra payer à titre d'indemnité, dans un laps de dix ans, la somme de quatre millions de dollars. Quatre cent mille dollars seront, en conséquence, remis chaque année au Représentant de l'Empereur des Français à Saïgon. Cette somme est destinée à indemniser la France et l'Espagne de leurs dépenses de guerre. Les cent mille ligatures déjà payées seront déduites de cette somme. Le Royaume d'Annam n'ayant pas de dollars, le dollar sera représenté par une valeur de soixante et douze centièmes de taël.

Art. 9. Si quelque brigand, pirate ou fauteur de troubles, annamite, commet quelque brigandage ou désordre sur le territoire français, ou si quelque sujet européen, coupable de quelque délit, s'enfuit sur le territoire annamite, aussitôt que l'autorité française aura donné connaissance du fait à l'autorité annamite, celle-ci devra faire ses efforts pour s'emparer du coupable afin de le livrer à l'autorité française.

Il en sera de même en ce qui concerne les brigands, pirates ou fauteurs de troubles annamites qui, après s'être rendus coupables de délits, s'enfuiraient sur le territoire français.

Art. 10. Les habitants des trois provinces de Vinh-Long, d'An-Gian et de Ha-Tien pourront librement commercer dans les trois provinces françaises, en se soumettant aux droits en vigueur; mais les convois de troupes, d'armes, de munitions ou de vivres entre les trois susdites provinces devront se faire exclusivement par mer.

Cependant l'Empereur des Français permet à ces convois d'entrer dans le Cambodge par la passe de Mitto dite *Cua-Tieu*, à la condition toutefois que les autorités annamites en préviendront à l'avance le

Représentant de l'Empereur, qui leur fera délivrer un laissez-passer. Si cette formalité était négligée, et qu'un envoi pareil entrât sans un permis, ledit convoi, et ce qui le compose, sera de bonne prise, et les objets saisis seront détruits.

Art. 11. La citadelle de Vinh-Long sera gardée jusqu'à nouvel ordre par les troupes françaises, sans empêcher pourtant en aucune façon l'action des Mandarins annamites. Cette citadelle sera rendue au Roi d'Annam aussitôt qu'il aura mis fin à la rébellion qui existe aujourd'hui par ses ordres dans les provinces de Gia-Dinh et de Dinh-Tuong, et lorsque les chefs de ces rébellions seront partis et le pays tranquille et soumis comme il convient à un pays en paix.

Art. 12. Ce Traité étant conclu entre les trois Nations, et les Ministres plénipotentiaires desdites trois Nations l'ayant signé et revêtu de leurs sceaux, ils en rendront compte, chacun à son Souverain; et, à partir d'aujourd'hui, jour de la signature, dans l'intervalle d'un an, les trois Souverains ayant examiné et ratifié ledit Traité, l'échange des ratifications aura lieu dans la capitale du Royaume d'Annam.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs susnommés ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

A Saïgon, l'an mil huit cent soixante-deux, le cinq juin.

TU-DUC,

Quinzième année, cinquième mois, neuvième jour.

(L. S.) *Signé* : BONARD.

(L. S.) *Signé* : CARLOS PALANCA GUTIERRES.

(Cachet et signatures des Plénipotentiaires annamites).

**Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu  
le 9 avril 1863 entre la Belgique et l'Italie.**

S. M. le Roi des Belges, d'une part, et S. M. le Roi d'Italie, d'autre part, voulant améliorer et étendre les relations commerciales et maritimes entre leurs États respectifs, ont résolu de conclure un Traité à cet effet, et ont nommé leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges, le Sieur *Henry Solvyns*, officier de l'Ordre de Léopold, etc., etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi d'Italie.

Et S. M. le Roi d'Italie, le chevalier *Jean Manua*, grand-officier de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare, Sénateur du Royaume et Ministre d'agriculture et du commerce;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :



Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura, entre la Belgique et l'Italie, liberté réciproque de commerce, et les sujets de chacune des deux hautes parties contractantes jouiront, dans toute l'étendue des territoires de l'autre, des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités et exemptions en matière de commerce et de navigation, dont jouissent ou jouiront les nationaux.

Art. 2. Les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes seront respectivement libres de régler, comme les nationaux, leurs affaires par eux-mêmes, ou de les confier aux soins de toutes autres personnes, telles que courtiers, facteurs, agents ou interprètes.

Ils ne pourront être contraints dans leur choix et ils ne seront tenus de payer aucun salaire ni aucune rétribution à ceux qu'ils n'auront pas jugé à propos d'employer à cet effet, étant absolument facultatif aux vendeurs et acheteurs de contracter ensemble leur marché, et de fixer le prix de toutes denrées ou marchandises importées ou destinées à l'exportation, sous la condition de se conformer aux règlements et aux lois de douanes du pays.

Art. 3. Les sujets de chacune des deux Hautes Parties contractantes auront le droit de posséder dans le territoire de l'autre, des biens de toute espèce et d'en disposer de la même manière que les nationaux, par testament, donation ou autrement.

Les Belges jouiront, dans tout le territoire du Royaume d'Italie, du droit de recueillir et de transmettre les successions, *ab intestat* ou testamentaires, à l'égal des Italiens, selon les lois du pays et sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étranger, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû par les nationaux.

Réciproquement, les Italiens jouiront en Belgique du droit de recueillir et de transmettre les successions *ab intestat* ou testamentaires, à l'égal des Belges, selon les lois du pays, et sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû par les nationaux.

Dans le cas d'absence des héritiers, on devra suivre la même règle qui, en semblable cas, est prescrite à l'égard des propriétés des nationaux, jusqu'à ce que les ayants droit aient fait les arrangements nécessaires pour en prendre possession.

Si des contestations s'élevaient entre les divers postulants au sujet du droit qu'ils auraient à ces propriétés, elles devront être résolues par les juges suivant les lois du pays où les propriétés sont situées, et sans autre appel que celui prévu par les mêmes lois.

Art. 4. Les Hautes Parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les Compagnies et autres Associations commerciales, industrielles ou financières, constituées et autorisées suivant les lois particulières à l'un des deux Pays, la faculté d'exercer tous

leurs droits et d'estimer en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre dans toute l'étendue des États et possessions de l'autre Puissance, sans autre condition que de se conformer aux lois desdits États et possessions.

Il est entendu que la disposition qui précède s'applique aussi bien aux Compagnies et Associations constituées et autorisées antérieurement à la signature du présent Traité, qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

Art. 5. Les Belges en Italie et les Italiens en Belgique sont exempts, tant du service militaire de terre et de mer, que du service dans les gardes ou milices nationales, et ne pourront être assujettis, pour leurs propriétés mobilières ou immobilières, à d'autres charges, restrictions, taxes ou impôts que ceux auxquels seront soumis les nationaux eux-mêmes.

Art. 6. Seront considérés comme belges en Italie et comme italiens en Belgique, les navires qui navigueront sous les pavillons respectifs, et qui seront porteurs des papiers de bord et des documents exigés par les lois de chacun des deux États pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce.

Art. 7. Les navires belges qui entreront sur lest ou chargés dans les États italiens, ou qui en sortiront, et réciproquement les navires italiens qui entreront sur lest ou chargés en Belgique, ou qui en sortiront, soit par mer, soit par rivière ou canaux, quel que soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, ne seront assujettis, tant à l'entrée qu'à la sortie et au passage, à des droits de tonnage, de port, de balisage, de pilotage, d'ancrage, de remorque, de fanal, d'écluse, de canaux, de quarantaine, de sauvetage, d'entrepôt, de patente de navigation, de péage, enfin à des droits ou charges de quelque nature ou dénomination que ce soit, perçus ou établis au nom et au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de communes ou d'établissements quelconques, autres ou plus forts que ceux qui sont actuellement ou pourront par la suite être imposés aux bâtiments nationaux à l'entrée, pendant leur séjour dans les ports, à leur sortie, ou dans le cours de leur navigation.

Art. 8. Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition :

1° Les navires qui, rentrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest ;

2° Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux États, dans un ou plusieurs ports du même État, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté les droits ;

3° Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volon-

tairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait des opérations de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce, le débarquement, le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement de l'équipage, et la vente des marchandises avariées, lorsque l'Administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 9. Le pavillon italien étant par le présent Traité complètement assimilé au pavillon belge, il est entendu qu'il continuera à jouir du remboursement du droit de péage sur l'Escaut, tant que celui-ci en jouira lui-même.

Art. 10. A partir, au plus tard, du jour où la capitalisation du péage de l'Escaut sera assurée par un arrangement général :

1° Le droit de tonnage prélevé dans les ports belges cessera d'être perçu;

2° Les droits de pilotage dans les ports belges et dans l'Escaut, en tant qu'il dépendra de la Belgique, seront réduits :

De 20 p. 100 pour les navires à voile;

De 25 p. 100 pour les navires remorqués;

De 30 p. 100 pour les navires à vapeur;

3° Le régime des taxes locales, imposées par la ville d'Anvers, sera, dans son ensemble, dégrevé.

Art. 11. En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires du commerce, leur équipage et leur chargement, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilège, ni aucune faveur, qui ne le soit également à ceux de l'autre État, la volonté des Hautes Parties contractantes étant que sous ce rapport aussi leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 12. Les objets de toute nature importés dans les ports italiens sous pavillon belge, quelle que soit leur origine, et de quelque pays qu'ait lieu l'importation, n'acquitteront d'autres ni de plus forts droits d'entrée, et ne seront assujettis à d'autres charges que s'ils étaient importés sous pavillon italien.

Réciproquement les objets de toute nature importés dans les ports de Belgique sous pavillon italien, quelle que soit leur origine, et de quelque pays qu'ait lieu l'importation, n'acquitteront d'autres ni de plus forts droits d'entrée, et ne seront assujettis à d'autres charges que s'ils étaient importés sous pavillon belge.

Les objets de toute nature quelconque exportés par navires belges

ou par navires italiens, des ports de l'un des deux États vers quelque pays que ce soit, ne seront pas assujettis à des droits ou à des formalités autres que les formalités ou les droits imposés à l'exportation par pavillon national.

Les primes, restitutions ou autres faveurs de même nature, qui pourraient être accordées dans les États des deux parties contractantes à des marchandises importées ou exportées par navires nationaux, seront aussi et de la même manière accordées aux marchandises importées de l'un des deux pays sur ses navires dans l'autre, ou exportées de l'un des deux pays par les navires de l'autre vers quelque destination que ce soit.

Art. 13. Il est néanmoins dérogé aux dispositions qui précèdent pour l'importation des produits de la pêche nationale, les deux Pays se réservant la faculté d'accorder des privilèges spéciaux au pavillon national pour le commerce de ces produits.

Il est convenu que si les sels marins français raffinés en Belgique venaient à obtenir une réduction de plus de 7 p. 100 du droit général de l'accise, le sel italien raffiné en Belgique jouira, à l'instant même, d'une déduction de l'accise qui ne pourra être inférieure de plus de 7 p. 100 à la réduction accordée aux sels marins français.

Art. 14. Les marchandises importées dans les ports de la Belgique ou d'Italie par les navires de l'un ou de l'autre État pourront être mises en entrepôt, livrées au transit ou à la réexportation, sans être assujetties à des droits d'entrepôt, de magasinage, de vérification, de surveillance, ou à d'autres charges de même nature plus forts que ceux auxquels seront soumises les marchandises apportées par les navires nationaux.

Art. 15. Les navires belges entrant dans un port d'Italie, et réciproquement les navires italiens entrant dans un port de Belgique, et qui n'y viendraient débarquer qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des États respectifs, conserver à bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront mutuellement être perçus qu'aux taux fixés pour la navigation nationale.

Art. 16. Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux États, ou y allant, seront réciproquement exemptes dans l'autre État de tout droit de transit.

Toutefois, la prohibition est maintenue pour la poudre à tirer, et les deux Hautes Parties contractantes se réservent desoumettre à des autorisations spéciales le transit des armes de guerre.



Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pour tout ce qui concerne le transit.

Art. 17. Pour ce qui concerne le cabotage, il est convenu entre les hautes parties contractantes que les sujets et les navires de chacune d'elles jouiront dans les États de l'autre des mêmes privilèges et seront traités à tous égards sur le même pied que les sujets et navires nationaux.

Art. 18. Les règles consacrées pour la perception des droits sur les marchandises importées de France en Belgique, par les art. 18 à 27 inclus du traité de commerce conclu entre ces deux États, le 1<sup>er</sup> mai 1861, s'appliqueront également en Belgique aux mêmes marchandises importées de l'Italie.

Réciproquement, les règles consacrées pour le même objet par les art. 13 à 22 inclus du traité de commerce conclu entre l'Italie et la France, du 17 janvier 1863, seront appliquées aux marchandises de même nature importées de Belgique en Italie.

Art. 19. Ni l'une ni l'autre des deux parties contractantes n'imposera sur la marchandise provenant du sol, de l'industrie, ou des entrepôts de l'autre partie, d'autres ni de plus forts droits d'importation ou de réexportation, que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes marchandises provenant de tout autre État étranger.

Il ne sera imposé sur les marchandises exportées de l'un des deux pays vers l'autre, d'autres ni de plus forts droits que si elles étaient exportées vers tout autre pays étranger.

Ces dispositions s'appliquent aux marchandises qui seront expédiées de l'un des deux pays vers l'autre, tant par la voie maritime que par la voie de terre, en empruntant le territoire d'un État intermédiaire.

Aucune restriction, aucune prohibition d'importation ou d'exportation n'aura lieu dans le commerce réciproque des parties contractantes, qu'elle ne soit également étendue à toutes les autres nations.

Les Hautes Parties contractantes ne pourront accorder aucun privilège, faveur ou immunité concernant le commerce ou la navigation à aucun autre État qui ne soit aussi, et à l'instant étendu à leurs sujets respectifs.

Art. 20. Indépendamment de l'application aux produits de l'Italie des droits de douane fixés dans le tarif *B* du traité entre la Belgique et la France, du 1<sup>er</sup> mai 1861, il sera accordé aux produits italiens ci-après énumérés, à partir de la mise en vigueur du présent traité, des dégrèvements par suite desquels les droits d'entrée en Belgique seront fixés comme suit :

Fruits confits au sucre.....	60 fr. les 100 kil.
Conserves alimentaires au vinaigre, au sel ou à l'huile, y compris les sardines marinées à l'huile.....	10 —

Moutarde en graines. — Graine oléagineuse.....	Libres.
Tourteaux.....	—
Graisses.....	—
Huile d'olive pour fabriques.....	—
Huile d'olive alimentaire .....	3 fr. les 100 kil.
Anchois frais, fumés ou salés.....	1 —
Sardines fumées ou salées.....	1 —
Jus de réglisse.....	10 —
Safran.....	15 0/0 <i>ad valorem</i> .

Le Gouvernement belge se réserve la faculté de taxer séparément le sel contenu dans les conserves alimentaires, lorsque sa quantité dépasse 25 pour 100 du poids total.

Le droit d'accise établi en Belgique sur les vins d'origine italienne, sera réduit à fr. 22 50 l'hectolitre.

Le droit d'entrée en Belgique sur les vins d'origine italienne est fixé ainsi qu'il suit :

Vins en cercles.....	0 fr. 50 c. l'hect.
Vins en bouteilles.....	1 fr. 50 —

Ne seront pas réputés vins, les liquides contenant une quantité d'alcool supérieure à 21 pour 100.

Art. 21. Les voyageurs de commerce belges voyageant en Italie pour compte d'une maison établie en Belgique, seront traités, quant à la patente, comme les voyageurs nationaux ou comme ceux de la nation la plus favorisée.

Il en sera de même pour les voyageurs italiens en Belgique.

Art. 22. Les objets passibles d'un droit d'entrée, qui servent d'échantillons et qui sont importés en Belgique par des commis voyageurs de maisons italiennes ou en Italie par des commis-voyageurs de maisons belges, seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt; ces formalités seront les mêmes en Belgique et en Italie, et elles seront réglées d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

Art. 23. Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes, jouiront, dans les États de l'autre, de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce, ainsi que des dessins ou modèles industriels et de fabrique de toute espèce.

Le droit exclusif d'exploiter un dessin ou modèle industriel ou de fabrique ne peut avoir, au profit des Belges en Italie, et réciproquement au profit des Italiens en Belgique, une durée plus longue que celle fixée par la loi du pays à l'égard des nationaux.

Si le dessin ou modèle industriel ou de fabrique appartient au do-

maine public dans le pays d'origine, il ne peut être l'objet d'une jouissance exclusive dans l'autre pays.

Les dispositions des deux paragraphes qui précèdent sont applicables aux marques de fabrique ou de commerce.

Les droits des citoyens de l'une des Hautes Parties contractantes dans les États de l'autre ne sont pas subordonnées à l'obligation d'y exploiter les modèles ou dessins industriels ou de fabrique.

Le présent article ne recevra son exécution dans l'un et l'autre pays, à l'égard des modèles ou dessins industriels ou de fabrique, qu'à l'expiration d'une année à dater du jour de la signature du présent traité.

Art. 24. Les Belges ne pourront revendiquer, dans le Royaume d'Italie, la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, s'ils ne se sont préalablement conformés aux règlements, s'il en existe, qui sont en vigueur pour le dépôt, par les nationaux, de marques, modèles ou dessins.

Réciproquement les citoyens italiens ne pourront revendiquer, en Belgique la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, s'ils ne se sont préalablement conformés aux lois et aux règlements sur cette matière, qui sont ou seront en vigueur en Belgique.

Art. 25. Il pourra être établi des Consuls et des Vice-Consuls de chacun des deux pays dans l'autre, pour la protection du commerce. Ces agents n'entreront en fonctions et en jouissance des droits, privilèges et immunités qui leur reviendront, qu'après en avoir obtenu l'autorisation du Gouvernement territorial. Celui-ci conservera d'ailleurs le droit de déterminer les résidences où il ne lui conviendra pas d'admettre les Consuls; bien entendu que sous ce rapport les deux Gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leur pays à toutes les nations.

Art. 26. Les Agents consulaires italiens dans les États de Belgique jouiront de tous les privilèges, exceptions et immunités dont jouissent les agents de même qualité de la nation la plus favorisée.

Il en sera de même, en Italie, pour les Agents consulaires de Belgique.

Art. 27. Les Consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les matelots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation dans un des ports de l'autre. A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux Autorités locales compétentes, et justifieront par l'exhibition, en original ou en copie dûment certifiée, des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament, faisaient partie du dit équipage; sur cette demande, ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée. Il leur sera donné toute aide pour la recherche et

l'arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des Consuls, jusqu'à ce que les Agents aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause. Il est entendu que les marins, sujets de l'autre partie, seront exceptés de la présente disposition, à moins qu'ils ne soient naturalisés citoyens de l'autre Pays.

Si le déserteur avait commis quelque délit, son extradition serait différée jusqu'à ce que le tribunal, qui a droit d'en connaître, ait rendu son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

Art. 28. Les navires, marchandises, effets appartenant aux sujets belges ou italiens qui auraient été pris par des pirates dans les limites de la juridiction de l'une des deux parties contractantes, ou en haute mer, et qui seraient conduits ou trouvés dans les ports, rivières, rades, baies de la domination de l'autre partie contractante, seront remis à leurs propriétaires en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise, qui seront déterminés par les tribunaux compétents, lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant les tribunaux et sur la réclamation qui devra en être faite, dans le délai d'un an, par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoirs ou par les Agents des Gouvernements respectifs.

Lorsqu'un navire appartenant aux citoyens du Pays de l'une ou de l'autre des parties contractantes fera naufrage, échouera ou souffrira quelque avarie sur les côtes ou dans les domaines de l'autre partie contractante, celle-ci lui donnera toute assistance et protection comme aux navires de sa propre nation, lui permettant de décharger, en cas de besoin, ses marchandises, sans exiger aucun droit, ni impôt, ni contribution quelconque, jusqu'à ce que ces marchandises puissent être exportées, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation intérieure.

Ce navire, en toutes ses parties ou débris, et tous les objets qui y appartiendront, ainsi que tous les effets et marchandises qui auront été sauvés, ou le produit de leur vente, s'ils sont vendus, seront fidèlement rendus aux propriétaires sur leur réclamation ou sur celle de leurs agents, à ce dûment autorisés, et dans le cas où il n'y aurait pas de propriétaire ou d'agents sur les lieux, lesdits effets ou marchandises, ou le produit de la vente qui en sera faite, ainsi que tous les papiers trouvés à bord du vaisseau naufragé, seront remis au Consul belge ou italien, dans l'arrondissement duquel le naufrage aura eu lieu, et le Consul, les propriétaires ou les agents précités n'auront à payer que les dépenses faites pour la conservation de ces objets.



Art. 30. Le présent Traité sera en vigueur pendant dix années à compter du dixième jour après l'échange des ratifications, et si un an avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des deux parties contractantes n'annonce par une déclaration officielle son intention d'en faire cesser les effets, ledit traité restera encore obligatoire pendant une année pour les deux parties, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la déclaration officielle en question à quelque époque qu'elle ait lieu.

Art. 31. Le présent Traité sera ratifié par S. M. le Roi des Belges et par S. M. le Roi d'Italie, et les ratifications en seront échangées à Turin dans le délai de quatre mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Turin, en double expédition, le 9 avril de l'an de grâce 1863.

(L. S.) Signé : HENRY SOLVYNS. (L. S.) Signé : GIOVANNI MANNA.

**Convention additionnelle, du 12 mai 1863, au Traité de commerce et de navigation du 1<sup>er</sup> mai 1861<sup>1</sup> entre la France et la Belgique, en suite de l'adhésion de la France au rachat du péage de l'Escaut.**

Exposé des motifs présenté aux Chambres belges.

MESSIEURS,

Par l'art. 40 du Traité de commerce conclu entre la Belgique et la France, le 1<sup>er</sup> mai 1861, les deux parties contractantes se sont réservé d'introduire, d'un commun accord, dans cet acte international, toutes modifications qui seraient conformes à son esprit et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

La mise en vigueur des tarifs conventionnels a révélé, dans la pratique, des difficultés de détails qui ont donné lieu à des réclamations fondées.

D'un autre côté, à l'époque où furent conclus nos derniers arrangements avec la France, la question du rachat du péage de l'Escaut et des autres mesures qui en seront le complément, ne pouvaient encore faire l'objet de stipulations expresses.

On s'est ainsi trouvé dans le cas prévu par l'art. 40 du Traité, et les deux Gouvernements se sont entendus pour arrêter la Convention additionnelle que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

Les relations maritimes entre la Belgique et la France n'ont pris

1. Voir *Archives*, 1861, t. III, p. 161.

jusqu'ici qu'un faible développement. La Convention de navigation du 1<sup>er</sup> mai 1861, en laissant subsister un droit de tonnage, onéreux surtout pour les navires qui ne font qu'un voyage ou deux par année, n'avait pu, sous ce rapport, améliorer sensiblement la situation. L'art. 1<sup>er</sup> de la Convention dispose qu'à partir du jour où la capitalisation du péage de l'Escaut sera assurée par un arrangement général, le droit de tonnage prélevé dans les ports belges sera aboli. Cette mesure aura pour conséquence la suppression dans les ports français du droit de tonnage perçu, à titre de réciprocité, sur les navires belges.

Le même article stipule la réduction de nos droits de pilotage et le remaniement des taxes locales imposées par la ville d'Anvers ; nous avons pris des engagements analogues envers la plupart des nations maritimes.

La France s'oblige à contribuer à la capitalisation du péage de l'Escaut d'après les bases également adoptées par les autres Puissances.

Le reste de la Convention s'applique à des dispositions douanières.

Le sel brut est libre à l'entrée en Belgique, mais l'importation ne pouvait en être effectuée par les rivières et canaux. L'article 2 supprime cette prohibition, en réservant au Gouvernement la faculté de prendre les mesures nécessaires pour empêcher la fraude des droits d'accise.

Quelques modifications au tarif belge sont indiquées dans le tableau B annexé à la Convention. Les unes vous sont déjà connues ; elles figurent dans des arrangements qui vous ont été récemment présentés ; les autres répondent à des réclamations de commerce et à des besoins industriels ou tendent à la simplification de notre tarif. Les droits sont supprimés ou réduits sur les laines teintes ou peignées, les peaux de chevreau mégies en croûte, les couleurs préparées à l'huile, les pelleteries apprêtées, les caractères d'imprimerie, les fruits non spécialement tarifés, le houblon, la levûre, les drogueries.

La Convention stipule qu'à l'entrée en Belgique des tissus de laine purs ou mélangés de fabrication française, l'importateur aura la faculté de payer, au lieu des droits *ad valorem* stipulés par le Traité du 1<sup>er</sup> mai 1861, un droit spécifique de 260 fr. par 100 kilogrammes.

Pour certaines qualités de tissus de laine, en effet, il a été reconnu que les droits *ad valorem* du traité de 1861 sont plus élevés que le tarif qui a été en vigueur pendant toute la durée des Conventions de 1845 et de 1854 entre la Belgique et la France.

Le Gouvernement français, de son côté, nous garantit une série de dégrèvements qui sont énumérés dans le tableau A joint à la Convention. Plusieurs de ces réductions sont d'un intérêt réel pour des produits de notre agriculture ou de notre industrie, tels que les fro-

mages, certaines catégories de bois, les chapeaux de paille, l'or et l'argent en feuilles, les gants, et surtout les peaux tannées ou préparées, pour lesquelles le droit d'entrée en France est abaissé de 15 à 10 francs par 100 kilogrammes.

La Convention renferme, en outre, une stipulation d'un sérieux intérêt pour notre industrie linière. Les toiles dites *ardoisées* entraient pour une part très-notable dans nos exportations vers la France. Les expéditions ont été entravées depuis plusieurs mois, par suite des saisies auxquelles elles ont donné lieu. L'art. 6 de la Convention règle cet objet d'une manière qui, nous l'espérons, évitera à l'avenir toute difficulté. La solution qu'il consacre ne peut manquer d'être accueillie avec satisfaction par les industriels des Flandres.

L'art. 8 ne fait que reproduire la disposition insérée dans notre récent traité avec la Prusse, concernant le rapatriement des marins déserteurs.

Telles sont, Messieurs, les dispositions destinées à compléter les arrangements intervenus entre la Belgique et la France, le 1<sup>er</sup> mai 1861. Ces arrangements ont déjà produit d'utiles résultats pour les deux pays : les améliorations qui viennent d'y être apportées amèneront de nouveaux progrès. Mais, dans l'appréciation du nouvel accord, vous attacherez sans doute une importance particulière au concours que nous prête la France pour le rachat du péage de l'Escaut.

*Le Ministre des Affaires étrangères,*

CH. ROGIER.

#### Convention.

S. M. le Roi des Belges et S. M. l'Empereur des Français, ayant jugé utile de compléter par de nouvelles stipulations le traité de commerce et la Convention de navigation signés le 1<sup>er</sup> mai 1861 entre la Belgique et la France, ont résolu de conclure à cet effet une Convention additionnelle à ces deux arrangements, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges,

Le sieur *Charles Rogier*, grand officier de l'Ordre de Léopold, décoré de la Croix de Fer, grand-croix de l'Ordre de la Branche Ernestine de la maison de Saxe, grand-croix de l'Étoile Polaire, grand cordon de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare, grand-croix de l'Ordre de Notre-Dame de la Conception de Villa Viçosa, grand cordon de l'Ordre de la Légion d'honneur, membre de la Chambre des Représentants, son Ministre des Affaires étrangères, etc.

Sa Majesté l'Empereur des Français,

Le sieur *Joseph-Alphonse Paul*, baron de Malaret, officier de la Lé-

gion d'honneur, grand-croix de l'Ordre des Guelphes et de Henri le Lion de Brunswick, commandeur de nombre extraordinaire de l'Ordre de Charles III d'Espagne, etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près de Sa Majesté le Roi des Belges;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. A partir du jour où la capitalisation du péage de l'Escaut sera assurée par un arrangement général :

1° Le droit de tonnage prélevé dans les ports belges cessera d'être perçu;

2° Les droits de pilotage dans les ports belges et dans l'Escaut, en tant qu'il dépendra de la Belgique, seront réduits :

De 20 p. 100 pour les navires à voile,

De 25 p. 100 — remorqués,

De 30 p. 100 — à vapeur

3° Le régime des taxes locales imposées par la ville d'Anvers sera dégrevé dans son ensemble.

Art. 2. Les sels bruts d'origine française seront admis en Belgique en franchise de droits d'entrée par les voies navigables.

Le Gouvernement belge se réserve de désigner les bureaux d'importation et d'en limiter le nombre. La vérification de la marchandise se fera au lieu de destination, s'il y existe un bureau de déchargement ouvert à cette fin, l'administration belge ayant la faculté de soumettre les bateaux à la formalité du plombage, et même de les faire convoier.

Art. 3. Les articles d'origine ou de manufacture française, énumérés dans le tableau *B* annexé à la présente Convention, et importés directement par terre ou par mer sous pavillon belge ou français, seront admis en Belgique aux droits fixés par ledit tarif, centimes additionnels compris.

Art. 4. A l'entrée en Belgique des tissus de laine purs ou mélangés, de fabrication française, autres que les châles et écharpes de cachemire des Indes, l'importateur aura la faculté de payer, au lieu des droits *ad valorem* stipulés par le Traité du 1<sup>er</sup> mai 1861, le droit de 260 fr. par 100 kilog.

L'importateur devra faire connaître son option entre les droits *ad valorem* et le droit spécifique au moment même de sa déclaration en douane.

Art. 5. Les articles d'origine ou de manufacture belge, énumérés dans le tableau *A* annexé à la présente Convention, et importés directement par terre ou par mer, sous pavillon français ou belge, seront admis en France aux droits fixés par ledit tarif, décimes compris.

Art. 6. Les toiles dites ardoisées, importées de Belgique en France,



et conformes aux types qui seront établis d'un commun accord entre les deux Gouvernements, seront admises aux droits fixés par le Traité du 1<sup>er</sup> mai 1861 pour les toiles écruës.

Art. 7. Prenant en considération les propositions faites par la Belgique pour régler, d'un commun accord, la capitalisation du péage de l'Escaut, la France consentirait à contribuer à cette capitalisation sous les conditions suivantes :

A. Le capital n'excéderait pas une somme de 36 millions de francs;

B. La Belgique prendrait à sa charge le tiers de ce capital ;

C. Le reste serait réparti entre les autres États dans la proportion de leur navigation dans l'Escaut ;

D. La quote-part de la France, devant être fixée d'après cette règle, ne pourrait s'élever au-dessus d'une somme de 1 542 720 fr.

E. Le paiement de ladite quote-part serait effectué en cinq annuités, qui comprendront le capital et les intérêts à 4 p. 100 des parties du capital non échues.

Le Gouvernement français se réserve toutefois d'opérer l'extinction anticipée de sa quote-part.

Les conditions ci-dessus énoncées pour la capitalisation du péage de l'Escaut seront insérées dans un traité général qui sera conclu entre tous les États maritimes intéressés, dans une conférence à laquelle la France se fera représenter.

Art. 8. Les paragraphes 4 et 5 de l'art. 15 de la Convention de navigation, du 1<sup>er</sup> mai 1861, entre la Belgique et la France seront remplacés par les dispositions suivantes :

Les marins déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition des Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires, et pourront même être détenus et gardés dans les prisons du pays à la réquisition et aux frais des Agents précités, qui, selon l'occasion, les réintégreront à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou les renverront dans leur pays sur un navire de la même ou de toute autre nation, ou les rapatrieront par la voie de terre.

Le rapatriement par la voie de terre se fera sous escorte de la force publique, à la réquisition et aux frais des agents précités, qui devront, à cet effet, s'adresser aux Autorités compétentes.

Si, dans les deux mois à compter du jour de leur arrestation, les marins déserteurs n'étaient pas réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou s'ils n'étaient pas rapatriés par la voie de mer ou de terre, ou enfin si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation aura été opérée, lesdits marins déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Art. 9. La présente Convention additionnelle aura la même durée que le Traité de commerce et la Convention de navigation conclus entre les Hautes Parties contractantes le 1<sup>er</sup> mai 1861.

Les ratifications en seront échangées dans le délai de deux mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double original et signé à Bruxelles, le douzième jour du mois de mai mil huit cent soixante-trois.

(L. S.) *Signé* : CH. ROGIER.

(L. S.) *Signé* : MALARET.

---

## DEUXIÈME PARTIE.

---

### PRUSSE.

---

#### CONFLIT CONSTITUTIONNEL.

Séance de la Chambre des députés du 11 mai 1863.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur la loi militaire. A l'ouverture de la séance, M. de Roon et deux Commissaires du Gouvernement sont seuls au banc des Ministres. Plus tard, arrive M. de Mühler.

*M. Becker* (progressiste avancé) parle contre le rapport de la Commission et contre les amendements Forckenbeck, dont il demande le dépôt aux Archives. L'orateur estime que la situation ne comporte que le rejet pur et simple du projet de loi du Gouvernement.

*M. Hoverbeck* (progressiste) dit que la Commission a suivi l'ancien usage parlementaire. Elle substitue à un projet de loi dont elle ne pouvait recommander l'adoption un autre projet qui répond aux vœux du pays. Il n'y a pas de divergence de principes entre les différentes fractions de la Chambre : c'est pourquoi les auteurs des résolutions devraient les retirer. M. le Ministre de la guerre a semblé regarder comme une concession au Gouvernement la levée annuelle de 60 mille hommes ; mais il ne faut pas oublier que nous l'avons combinée avec le service de deux ans pour l'infanterie, tandis que le Gouvernement persiste à demander le service de trois ans. Le Ministre de la guerre prétend, il est vrai que le pays n'est pas d'accord avec la Chambre, et qu'il veut la réorganisation complète ; mais, dans ce cas, pourquoi ne pas employer le moyen constitutionnel, pourquoi ne pas nous dissoudre ? L'orateur combat ensuite les amendements qui ont été présentés en dehors du rapport de la Commission.

*M. Duncker* défend la résolution négative qu'il a proposée de commun accord avec M. Schultze-Delitzsch.

*M. de Sybel* (centre gauche). M. le Ministre de la guerre a demandé ce que la Chambre offrait pour tant demander. Je lui réponds que la Chambre offre une base légale. Elle veut la fin de l'arbitraire et le rétablissement du règne de la loi. (Approbation.) La Chambre a appris beaucoup depuis l'année dernière, et les discours du Ministre de la guerre surtout ont été instructifs. Pendant la dernière session, j'ai conseillé un compromis, afin d'éviter le conflit constitutionnel. A l'heure qu'il est, je ne sais s'il ne faut pas nous féliciter qu'aucun accord ne soit intervenu. Une bonne organisation militaire ne saurait être fondée que sur une bonne et saine base politique. Celle que projette le Gouvernement est une plante de serre chaude, sans racines dans le pays. Aucun Roi de Prusse n'a songé jusqu'ici à *réformer* l'armée comme on l'essaye à présent, ni Frédéric le Grand, ni Frédéric-Guillaume III et ses grands hommes d'État. Mainte fois nos rois ont licencié des régiments parce que la situation des finances semblait recommander la mesure. Si quelqu'un avait dit au grand Frédéric, que l'autorité de l'armée dût en souffrir, il se serait servi de sa béquille pour réduire son interlocuteur au silence !

La réforme actuelle telle qu'elle a été effectuée n'est pas une œuvre prussienne pour voiler ce que l'on fait. On a imaginé de dire que la landwehr devait être rapprochée de la ligne, mais la vérité est qu'on a fait sortir la landwehr de son cadre populaire. C'est la politique rétrograde de 1819. Dès lors on tendait à neutraliser la landwehr. Et pourtant nous ne saurions faire une grande guerre sans 116 bataillons de la landwehr. Où en sont-ils ! S'ils sont capables de servir et d'entrer en campagne, à quoi bon la réorganisation avec une augmentation du Budget de la guerre de 9 millions de thalers ? S'ils ne sont pas capables, pourquoi nous dit-on toujours que ces bataillons sont intacts ? Le Ministre de la guerre nous engage toujours à faire preuve de patriotisme. A cela nous devons répondre, qu'il n'y a personne dans cette Chambre qui ait moins de patriotisme que lui, personne qui le cède en patriotisme à M. le Ministre de la guerre. On ne saurait avoir le droit de reprocher à la Chambre de manquer de patriotisme lorsqu'on a violé la Constitution. La meilleure preuve de patriotisme que les Ministres pourraient donner, ce serait leur retraite des affaires.

*M. de Roon*, Ministre de la guerre. Je ne voulais pas prendre une part ultérieure à la discussion générale, à moins d'y être obligé par des assertions relatives à la question émise par les divers orateurs. Mais aujourd'hui un autre motif m'engage à prendre la parole, c'est la couleur personnelle que les discours d'aujourd'hui et un de ceux qui ont été prononcés samedi dernier donnent aux débats.

Je doute complètement que la majorité de ces Messieurs qui par-



lent de la violation de la Constitution soient réellement convaincus qu'une violation de la Constitution ait eu lieu. (Mouvement.) Mais je dois faire observer que quand des assertions comme celles qui ont été émises ici, que : « la Constitution est violée, le Ministère a violé la Constitution ; » ou dans lesquelles, comme le préopinant l'a fait, on me conteste le droit de parler de patriotisme, parce que j'aurais semé la division dans le pays ; lorsque des assertions personnelles de ce genre sont lancées contre le Ministère ou l'un de ses membres, c'est là, à mon avis, un acte d'arrogance que rien ne justifie.

*M. le Président* (M. Bockum Dolffs, vice-président). Je dois interrompre M. le Ministre de la guerre....

*M. de Roon*. Je prie de ne pas m'interrompre....

*M. le Président*, en agitant sa sonnette : J'ai à parler et j'interromps le Ministre de la guerre.

*M. de Roon*. Je demande pardon : j'ai la parole et ne la céderai pas. (Le Président sonne.) J'ai la parole, elle m'appartient d'après la Constitution, il n'y a pas de sonnette, pas de signes, pas d'interruption.... (Le Président sonne ; on crie : A l'ordre.)

*M. le Président*. Lorsque j'ai besoin d'interrompre le Ministre de la guerre, il doit se taire (Voix à droite : Oh ! oh ! — Bravos à gauche), et à cette fin je me sers de la sonnette, et si M. le Ministre ne veut pas obéir à cette invitation, je demande maintenant qu'on apporte mon chapeau.

*M. de Roon*. Je n'ai absolument rien à dire à ce que M. le Président se fasse apporter son chapeau. (Voix à gauche : Taisez-vous !) Mais je crois devoir faire observer.... (Tumulte, cris nombreux à gauche.) Messieurs, 350 voix parlent plus haut qu'une seule. J'invoque mon droit constitutionnel ; la Constitution m'accorde le droit de parler et personne n'a le droit de m'interrompre.

*M. le Président* (en agitant à plusieurs reprises sa sonnette). J'interromps M. le Ministre de la guerre. Lorsque le Président parle, chacun doit se taire ici, et toute personne qui est dans la Chambre, soit là, en bas ou sur la tribune, doit obéir au Président. Je voulais déclarer que si M. de Sybel avait parlé de la façon désignée par M. le Ministre, j'aurais dû le rappeler à l'ordre ; mais je n'ai pas considéré ses paroles comme ayant ce caractère, et, par conséquent, je ne l'ai pas rappelé à l'ordre. — Maintenant, je rends la parole à M. le Ministre de la guerre. (Bravos.)

*M. de Roon*. Je dois faire observer que je proteste de nouveau contre le droit que M. le Président s'arroge vis-à-vis du Gouvernement du Roi. Je crois que les attributions de M. le Président vont, comme cela a déjà été dit dans une occasion précédente, jusqu'à cette table (la table des Ministres), et pas plus loin. (Vives contradictions, grand tumulte.)

Le Président se couvre, tous les Ministres se lèvent. (Bravos prolongés à gauche.)

*M. le Président.* La séance est suspendue pour une heure. (Il est midi 50 minutes.)

La séance est reprise à une heure trois quarts sous la présidence de M. Bockum-Dolffs. Personne ne se trouve au banc des Ministres; on propose de suspendre la séance et de demander la présence des Ministres, aux termes de l'art. 60 de la Constitution; mais avant que l'on passe au vote, les deux Commissaires du Ministère de la guerre entrent dans la salle. Le colonel Boosc déclare que les Ministres sont empêchés, pour le moment, d'assister à la discussion. (M. de Bodelschwingh, Ministre des Finances, est arrivé, dans l'intervalle, au banc des Ministres.)

*M. Kerst* demande l'ajournement de la séance, mais M. de Vincke ayant obtenu la parole en attendant, il n'est fait droit à sa demande qu'après le discours de cet orateur.

Séance de la Chambre des députés du 12 mai.

La séance est ouverte à neuf heures et demie. Au banc des Ministres ne se trouvent que les deux Commissaires du Gouvernement. Le Président communique à la Chambre un écrit du Ministère d'État ainsi conçu :

Berlin, 11 mai.

« Dans la séance d'aujourd'hui, le Ministre de la guerre co-sousigné s'est vu obligé de repousser personnellement des expressions blessantes de divers membres de la Chambre, parce que le Président ne les avait pas relevées. Il a été interrompu en cette circonstance du haut du fauteuil du Président. Il a prié de ne pas l'interrompre et a invoqué le droit constitutionnel des Ministres; mais ses demandes n'ont pas été écoutées. On lui a même ordonné du haut du fauteuil du Président de se taire. La séance a été suspendue ensuite. Le Ministère croit devoir examiner ce procédé du Président, à cause de l'importance qu'il a en principe.

« D'après l'article 60 de la Constitution, les Ministres doivent être entendus chaque fois qu'ils le demandent. Chacune des Chambres peut demander la présence des Ministres. D'après les articles 78 et 81, chaque Chambre règle ses délibérations et sa discipline par un règlement et les membres des Chambres ne peuvent être rendus responsables des opinions qu'ils n'ont exprimées qu'au dedans de la Chambre, d'après les dispositions du Règlement.

« Ces dispositions de la Constitution, et ce sont les seules qui régissent la matière, ne soumettent que les Chambres à la discipline

établie par le Règlement, mais supposent le maintien rigoureux de cette discipline, en excluant en vue du Règlement, l'application des lois pénales ordinaires contre les assertions illégales que peuvent émettre les Députés. Les Ministres ne sont pas protégés par le même privilège; voilà aussi pourquoi aucune disposition ne les soumet à la discipline de la Chambre.

« Ce procédé, dont la présidence a fait usage aujourd'hui, est en contradiction avec ces principes établis par la Constitution. Le Président, invoquant les prétendues attributions disciplinaires qui lui appartiennent, a interrompu un Ministre et lui a imposé silence. Si l'article 60 de la Constitution accorde aux Chambres le droit de demander la présence des Ministres, le droit corrélatif qui résulte pour les Ministres de ce devoir est d'être entendus en tout temps. Mais ce droit devient illusoire, si le Président s'arroge la faculté de limiter d'après son jugement l'étendue et la mesure de la liberté de paroles des Ministres.

« Tant que cette prétention qui sert de base au procédé suivi aujourd'hui par la Présidence, sera maintenue, le Ministère croira ne pas pouvoir remplir l'obligation d'être présent aux délibérations des Chambres lorsque celles-ci le demandent, obligation qui ne lui est imposée que sous la supposition que ses droits seront complètement respectés. Le Ministère devra au contraire s'abstenir de toute participation aux délibérations de la Chambre des Députés jusqu'à ce qu'il ait reçu de la Présidence la déclaration, demandée par le présent écrit, que le procédé dénué de fondement légal suivi aujourd'hui contre un membre du Ministère ne se renouvellera pas. »

*(Suivent les signatures de tous les ministres.)*

M. le Président propose de renvoyer cet écrit à la Commission du Règlement, afin qu'elle en fasse un rapport le plus promptement possible.

La Chambre adopte cette proposition.

Séance du 15 mai.

Le Président fait part à la Chambre de la lettre suivante adressée par lui au Ministère :

La Chambre des Députés, dans sa séance prochaine fixée à vendredi 15 mai, neuf heures du matin, discutera le rapport de la Commission pour le Règlement relatif à la lettre du 11 mai, par laquelle le Ministère fait part de sa résolution de ne plus assister aux délibérations de la Chambre, et elle continuera la discussion sur le rapport de la treizième Commission concernant les modifications et additions

à faire à plusieurs dispositions de la loi du 3 septembre relative au service militaire.

J'ai l'honneur d'en donner connaissance au Ministère du Roi et de l'inviter en même temps à prendre part aux délibérations.

Berlin, 13 mai 1863.

*Le Président de la Chambre des Députés,*

GRABOW.

La réponse suivante, continue le Président, nous est parvenue hier :

J'ai l'honneur de répondre à votre honorée du 13 de ce mois que le Ministère, ainsi qu'il l'a déclaré dans sa lettre du 11, doit refuser d'assister aux séances de la Chambre jusqu'à ce qu'il soit fait droit à sa demande, et qu'il soit garanti pour l'avenir contre toute atteinte aux prérogatives ministérielles qui résultent de l'article 60 de la Constitution.

Berlin, 14 mai.

*Le Président du Ministère,*

DE BISMARCK.

Séance de la Chambre des députés du 20 mai.

La séance est ouverte à neuf heures un quart. M. de Bismark est présent au banc des Ministres et donne lecture d'un message du Roi dont voici le texte :

« Nous, GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Roi de Prusse, etc.

« La Présidence de la Chambre des Députés ayant élevé, dans la séance du 11 de ce mois, la prétention de soumettre nos Ministres à son pouvoir disciplinaire et de leur imposer le silence, les droits qui, aux termes de l'article 60 de la Constitution, appartiennent à nos Ministres ont été violés ainsi et mis en question.

« Notre Ministère, en demandant par ses écrits du 11 et du 16 de ce mois, à être assuré contre le retour de procédés analogues, a en même temps et de nouveau offert à la Chambre des Députés l'occasion d'enlever au procédé du 11 toute influence fâcheuse sur les rapports réciproques, et d'en réduire l'importance à celle d'un incident isolé. La Chambre des Députés ne s'est pas prêtée, de sa part, à cette démarche conciliante, mais a refusé la déclaration qu'on lui demandait, et s'est approprié indirectement la prétention de la Présidence à un pouvoir disciplinaire sur nos Ministres, réalisée le 11 de ce mois.

« Une prétention pareille est dépourvue de la base légale, et nous ne pouvons considérer comme compatible avec la dignité de notre



Gouvernement que nos Ministres, comme Représentants de la Couronne, assistent aux débats de la Chambre en renonçant à la position indépendante qui leur appartient de droit, et sous la garantie de la Constitution vis-à-vis de la Chambre des Députés et de son Président.

« Nous ne pouvons donc qu'inviter la Chambre des Députés à mettre fin à une situation de choses dont souffrent les intérêts les plus essentiels du Pays, en accordant à nos Ministres la reconnaissance qu'ils demandent de leurs droits constitutionnels, et en rendant possible ainsi l'action commune ultérieure sans laquelle on ne peut espérer un résultat des délibérations de la Chambre.

« Donné à Berlin, le 20 mai 1863.

« GUILLAUME.

« DE BISMARCK, DE BODELSCHWINGH, DE ROON, ITZENPLITZ, DE MUHLER, COMTE DE LIPPE, DE SELCHOW, COMTE D'EULENBORG. »

Après avoir donné lecture de ce message, M. de Bismark quitte la salle.

Le Président propose de renvoyer le message à la Commission du règlement et de passer à l'ordre du jour.

*M. de Bethas* trouve que cette manière de procéder serait peu respectueuse. Il demande la suspension de l'ordre du jour et le renvoi du message à une Commission spéciale.

*M. de Virchow.* Il résulte du message que les Ministres ont induit le Roi en erreur sur les faits, puisque le message parle d'un recours du Président à son pouvoir disciplinaire. C'est l'affaire de l'adresse de constater ce nouveau fait propre à caractériser les Ministres. L'orateur propose de renvoyer le message à la Commission de l'adresse, et d'ajourner pour le moment la délibération de l'adresse.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

La séance est levée.

**Adresse au Roi, votée le 22 mai par la Chambre des Députés,  
par 239 voix contre 61.**

Très-illustre, très-puissant Roi! Très-gracieux Roi et Seigneur!

Le message de Votre Majesté du 20 de ce mois a été reçu avec respect par la Chambre des Députés. Ce message se rapporte à l'incident dont la relation est reproduite dans la copie respectueusement ci-jointe du compte-rendu sténographique.

Nous ne pouvons qu'en conclure que les débats de la Chambre n'ont pas été rapportés fidèlement à Votre Majesté. Notre Président n'a pas

élevé la prétention, dans la séance du 11 de ce mois, de soumettre les Ministres de Votre Majesté à son pouvoir disciplinaire. Il n'a pas imposé le silence aux Ministres en invoquant son pouvoir disciplinaire, mais il n'a fait usage que du droit qu'il a exercé constamment et sans contradiction de la part des Ministres, de prendre lui-même chaque fois la parole et de demander le silence dans ce but.

Conformément à ce fait, la Chambre des Députés a pris, dans sa séance du 15, la décision que le Président, en vertu du droit qui appartient à lui seul de diriger les débats et de maintenir l'ordre dans la Chambre, peut interrompre tout orateur, même les Ministres.

La Chambre n'a donc demandé aux Ministres aucune renonciation à la position indépendante que leur accorde la Constitution; elle s'est rigoureusement bornée au cas présent et pour éviter toute contestation que ni cet incident ni les circonstances ne conseillaient, elle s'est abstenue avec soin de prendre aucune décision sur le droit du rappel à l'ordre, sur celui de retirer la parole ou sur un prétendu pouvoir disciplinaire.

Par contre, les Ministres de Votre Majesté, contrairement au texte de la Constitution qui accorde à chacune des deux Chambres le droit de demander la présence des Ministres, ont subordonné leur apparition à la condition impossible du retrait d'une prétention qui n'avait été exprimée dans cet incident ni par le Président, ni par la Chambre.

La Chambre des Députés était sur le point, lorsqu'elle a reçu le message de Votre Majesté, d'exposer ouvertement et respectueusement à Votre Majesté, et en même temps que ses Représentations contre ce procédé, ses griefs généraux contre les Ministres de la Couronne.

Depuis, il s'est écoulé plus de trois mois sans que la violation de la Constitution ait cessé, sans qu'on ait acquis la garantie qu'elle ne se renouvellerait plus. Les Ministres de Votre Majesté continuent au contraire à exprimer ouvertement des principes opposés à la Constitution et à les mettre en œuvre.

Ne se bornant pas à cela, ils ont refusé de participer, de concert avec la Chambre, à la délibération de la loi sur la responsabilité des Ministres, promise par la Constitution; ils n'ont pas même craint de déclarer devant la Chambre assemblée qu'ils ne pouvaient soumettre leur responsabilité au jugement de la Cour judiciaire désignée par la Constitution.

Enfin, ils se sont soustraits, sous le prétexte le plus futile, aux délibérations de la Chambre, et, contrairement à la disposition la plus claire de la Constitution qui reconnaît aux deux Chambres le droit de demander la présence des Ministres, ils ont subordonné leur appari-

tion dans la Chambre à une condition qui n'a pour but que d'élever une nouvelle contestation sur notre droit constitutionnel.

Aux dissentiments intérieurs s'est joint, en croissant toujours, le danger extérieur. Sous le Gouvernement de Votre Majesté, la situation extérieure de la Prusse était devenue plus favorable qu'elle ne l'avait été depuis longtemps. L'espérance du rétablissement de la puissance et de l'unité de l'Allemagne s'était ranimée de nouveau. A la place des tendances particularistes et de la défiance entre les divers peuples allemands, commence à se manifester un vif sentiment de coopération vers le seul et grand but national. Notre auguste Maison Royale paraissait appelée à réaliser les plus hautes tâches de la Nation.

Les Ministres actuels de Votre Majesté ont rendu vaines ces espérances. Par leur politique au dehors, leurs actes contraires à la Constitution au dedans, ils ont perdu la confiance des Peuples et des Gouvernements. Eux-mêmes ont dû reconnaître au sein de la Chambre des Députés que la Prusse avait des ennemis tout autour d'elle, qu'elle était menacée de complications guerrières. La Prusse est presque isolée en Allemagne et même en Europe.

La Chambre des Députés a élevé la voix à diverses reprises pour arrêter les Ministres de Votre Majesté dans les voies dangereuses où ils sont entrés dans la politique extérieure. Son conseil a été repoussé. Les Ministres ont déclaré qu'ils feraient la guerre, s'ils le jugeaient utile, avec ou sans l'assentiment de la Représentation nationale.

En attendant, la Chambre des Députés a continué, conformément à ses devoirs, les délibérations qui pouvaient et devaient conserver au pays son organisation militaire populaire, assurer à l'armée une base légale, rétablir l'ordre des finances et rendre au pays son droit constitutionnel et sa paix intérieure. La conviction qu'il s'agissait des biens les plus précieux de la Couronne et du Pays pouvait seule inspirer aux Députés l'abnégation avec laquelle ces débats ont été conduits. Par la nouvelle interprétation de l'article 60 de la Constitution, par la rupture des rapports personnels avec la Chambre, les Ministres se sont soustraits même à la dernière possibilité d'une entente. Ils ont fait échouer le dernier but de la session.

Très-illustre et très-puissant Roi !

Très-gracieux Roi et Seigneur !

La Chambre des Députés s'approche du Trône dans un moment où, malheureusement, elle ne peut plus douter que les intentions de la Chambre et les vœux du Pays n'ont pas été exposés à Votre Majesté conformément à la vérité. Elle remplit encore une fois un devoir de

conscience en déclarant respectueusement devant Votre Majesté : La Chambre des Députés n'a plus de moyen d'arriver à une entente avec ce Ministère; elle décline sa coopération avec la politique actuelle du Gouvernement. A l'intérieur et à l'extérieur, dans la forme et au fond, il subsiste entre les Conseillers de la Couronne et le Pays un abîme qui, d'après notre ferme conviction, ne peut être comblé que par un changement de personnes, et plus encore par un changement de système.

Majesté Royale! le Pays demande avant tout le respect de son droit constitutionnel.

Depuis que la Constitution existe, la Représentation nationale a constamment respecté consciencieusement les droits et les intérêts de la Couronne, n'a jamais contesté aux Ministres la reconnaissance et l'exercice de leurs droits constitutionnels. Mais les droits plus importants de la Représentation sont délaissés et violés. Le Pays attend vainement les lois promises par la Constitution.

Puisse Votre Majesté mettre un terme à cette situation qui renferme de graves dangers pour l'État et la Royauté.

Puisse Votre Majesté, comme aux jours glorieux de notre passé, chercher et trouver l'éclat de la Maison Royale, la puissance et la sûreté du Gouvernement, dans le lien réciproque de confiance et de fidélité entre le Prince et le Peuple!

Ce n'est que dans cette union que nous sommes forts. A cette condition, mais à cette condition seulement, nous pouvons attendre sans crainte toute attaque, de quelque part qu'elle vienne.

Nous restons avec le plus profond respect, de Votre Majesté la très-fidèle et très-obéissante Chambre des Députés.

---

Séance de la Chambre des députés du 27 mai.

M. le président Grabow fait savoir à la Chambre que M. le président du Conseil lui a envoyé une lettre du Roi en réponse à l'adresse, et qu'il a annoncé en outre un message portant clôture de la session. Le Président donne lecture de la lettre du Roi, qui est ainsi conçue :

« J'ai reçu l'adresse de la Chambre des Députés du 22 de ce mois.

« Si la réponse à mon message du 20 de ce mois n'a été ajoutée que comme introduction à l'adresse déjà mise en délibération, ce procédé n'est pas en harmonie avec les assurances de sentiments respectueux à mon égard données précédemment et répétées en cette circonstance.

« Je ne puis davantage trouver une preuve de ces sentiments dans la supposition exprimée par la Chambre que les intentions de la



Chambre et les vœux du pays ne m'ont pas été rapportés fidèlement. La Chambre des Députés devrait savoir que la situation du pays m'est bien connue, que les rois de Prusse vivent dans et avec leur peuple, et qu'ils ont un regard clair et un cœur chaleureux pour les vrais besoins du pays.

« Sur les incidents de la séance du 11 aussi, j'étais exactement et fidèlement renseigné. Il n'était donc pas besoin de m'en faire remettre le compte rendu sténographique.

« Le fait est certain que le Président, non-seulement a interrompu un de mes Ministres et lui a imposé silence, mais qu'il lui a enlevé immédiatement la parole qu'il lui avait rendue, en levant la séance. Cet acte ne pouvait être interprété autrement que comme une application du pouvoir disciplinaire du Président.

« Dans ses réponses aux écrits du Ministère du 11 et du 16 de ce mois, la Chambre des Députés a évité de se prononcer sur le point principal. L'adresse aussi a essayé de le tourner. Il y est dit néanmoins : « La Chambre n'a demandé aux Ministres aucune renonciation à la position indépendante que leur accorde la Constitution. » J'y vois que la Chambre, tout en reconnaissant, comme cela s'entend de soi, que les Ministres de la couronne ne sont pas soumis au pouvoir disciplinaire du Président, ne continue pas à élever une prétention non fondée à cet égard.

« Si la Chambre avait fait une déclaration pareille à temps, elle n'aurait pas eu lieu d'élever l'accusation injuste, que mes Ministres ont empêché d'accomplir le but de cette session, en rompant leurs relations personnelles avec la Chambre.

« Alors j'aurais pu inviter mes Ministres à reprendre les délibérations avec la Chambre et à tenter de nouveau de les conduire à un résultat satisfaisant. Mais la Chambre a coupé court elle-même dans son adresse à tout espoir d'un résultat utile de la continuation des délibérations.

« L'adresse se plaint que dans les trois derniers mois on ne soit pas revenu à une situation constitutionnelle. Mes Ministres ne se sont pas fait faute de présenter les projets nécessaires pour arriver à un budget réglé. Ils ne peuvent être responsables de ce qu'aucune décision n'ait été prise à cet égard. Au contraire, la Chambre a employé son temps et ses forces à des délibérations et à des discussions dont la forme et la tendance devaient depuis longtemps faire douter d'un résultat utile aux intérêts du pays.

« L'assertion que mes Ministres ont exprimé des principes contraires à la Constitution et les ont pratiqués et qu'ils ont méconnu et violé les droits les plus importants de la Représentation du peuple est dénuée de tout fondement réel. C'eût été l'affaire de la Chambre de ten-

ter au moins la preuve de cette assertion et de désigner les prétendues prescriptions de la Constitution qui auraient été violées. Mais sous ce rapport, on se borne à dire que mes Ministres ont refusé pour le moment de coopérer à une loi sur la responsabilité ministérielle ; mais on ne peut reprocher aux Ministres actuels pas plus qu'à leurs prédécesseurs d'avoir violé la Constitution parce qu'ils ont jugé conforme aux intérêts du pays d'ajourner encore cette œuvre législative pour laquelle aucune époque déterminée n'est fixée.

« L'attitude qu'a observée la majorité de la Chambre chaque fois que les rapports de la Prusse avec l'étranger ont été l'objet de ses discussions m'a rempli d'une profonde affliction. On a jugé la politique extérieure de mon Gouvernement au point de vue étroit de l'intérêt de parti intérieur, et plusieurs membres de la Chambre se sont oubliés au point de menacer du refus des voies et moyens, même pour une guerre juste. A cette attitude répondent les assertions de l'Adresse sur les affaires extérieures de la Prusse et les accusations contre mon Gouvernement qui s'y rattachent. Elles ne répondent pas à la réalité. La position de la Prusse n'est pas plus isolée que celle des autres États européens ; mais, pas plus que les autres Puissances la Prusse ne peut se soustraire à la nécessité de maintenir, sans l'altérer, l'état actuel de ses forces défensives.

« Quoique je n'aie pas la pensée de repousser des conseils patriotiques, même dans les questions extérieures, ces conseils, néanmoins, ne peuvent avoir de la valeur que lorsqu'ils s'appuient sur la parfaite connaissance de toutes les circonstances et négociations qui s'y rapportent. Mais si l'on se plaint du défaut de suite donné à ces conseils, cela constitue une tentative non justifiée de la Chambre d'augmenter ses attributions constitutionnelles.

« Dans toutes les circonstances, c'est mon droit royal, exclusif, consacré par l'article 48 de la Constitution, de décider de la guerre et de la paix.

« Sous ce rapport, comme sous tout autre, c'est mon devoir de maintenir entière l'étendue du pouvoir royal tracé par la loi et la Constitution, et de préserver le pays des dangers qu'aurait pour suite une translation du centre de gravité de tout notre droit public. Je dois résister, de la façon la plus sérieuse à la tendance de la Chambre des Députés de se servir de son droit constitutionnel de participer à la législation comme d'un moyen pour limiter la liberté constitutionnelle des résolutions royales. Une telle tendance se manifeste dans le refus que fait la Chambre de coopérer à la politique extérieure actuelle du Gouvernement et à la demande qu'elle fait d'un changement dans la personne de mes Conseillers et dans mon système de Gouvernement. Contrairement à l'article 45 de la Constitution, d'après lequel le Roi

nomme et renvoie les Ministres, la Chambre des Députés veut me forcer à m'entourer de Ministres qui lui sont agréables; elle veut par là préparer, contrairement à la Constitution, la domination unique de la Chambre des Députés. Je repousse cette demande. Mes Ministres possèdent ma confiance, leurs actes se sont faits avec mon assentiment, et je leur sais gré de s'opposer à la tendance inconstitutionnelle de la Chambre des Députés d'augmenter son pouvoir.

« Sous la coopération que la Chambre déclare refuser à mon Gouvernement, je ne puis comprendre que celle à laquelle la Chambre est appelée constitutionnellement, puisqu'elle ne peut prétendre à aucune autre, et qu'une autre ne lui a pas été demandée par mon Gouvernement.

« Vis-à-vis d'un tel refus, sur la portée duquel la teneur générale et le langage de l'Adresse, ainsi que l'attitude de la Chambre, dans les quatre derniers mois, ne laissent aucun doute, il n'est pas possible d'espérer un résultat de la continuation de la présente session; elle ne répondrait ni aux intérêts du pays, ni à sa position intérieure, ni à ses rapports extérieurs.

« Moi aussi, comme mes ancêtres, je cherche la gloire, la puissance et la sûreté de mon Gouvernement dans le lien réciproque de confiance entre le Prince et le peuple. Avec le secours du Tout-Puissant, je parviendrai à faire échouer les tentatives coupables qui ont pour but de relâcher ce lien. La confiance et l'attachement fidèle du peuple prussien à sa maison royale sont trop fortement empreints dans mon cœur pour qu'ils puissent être ébranlés par la teneur de l'Adresse de la Chambre des Députés.

« Signé : GUILLAUME.

« Berlin, 26 mai 1863. »

*M. Hoverbeck*, fait remarquer que cette lettre n'est pas contre-signée par les Ministres, et que par conséquent elle ne peut faire l'objet d'une discussion de la Chambre.

*Le comte Eulenburg*, ministre de l'intérieur, entre dans la salle et donne lecture d'un message, contre-signé par M. de Bismark, qui annonce que la session sera close aujourd'hui et invite les Députés à venir à cet effet, à 2 heures, au château royal.

Le Président déclare que, vu le peu de temps qui reste, il n'y a pas lieu de commencer aucune délibération. Il donne un aperçu rapide des travaux de la Chambre, remercie l'Assemblée de la confiance qu'elle lui a montrée, et termine par ces paroles :

« Je lève actuellement la séance d'aujourd'hui, dans la ferme confiance que, dans la lutte constitutionnelle qui est devenue si ardente, la Prusse, sans abandonner un moment les voies de la plus stricte lé-

galité, se ralliera fermement et fidèlement autour de sa Constitution jurée, et qu'elle garantira et protégera le palladium des droits qu'elle a acquis et qu'elle défend contre toute tentative de lui octroyer des lois contraires à la Constitution, en répétant le cri que tout le pays et ses représentants pousseront toujours avec joie, malgré la confusion du moment. Vive La Majesté de notre Roi Guillaume ! »

La Chambre répète trois fois ce cri, et le Président ajoute : Que Dieu protège la patrie.

M. Cetto, le membre le plus âgé de la Chambre, remercie le Président de l'Assemblée.

Toute la Chambre se lève. Le Président remercie la Chambre et exprime le vœu de la revoir dans des temps plus heureux.

#### Séance de clôture de la Chambre des députés.

La session a été close le 27 mai, à 2 heures, dans la salle blanche du château, par le discours suivant, dont M. de Bismark a donné lecture :

Illustres nobles et honorés Messieurs des deux Chambres, S. M. le Roi a daigné me charger de clore en son nom les séances des deux Chambres de la Monarchie. Le Gouvernement de Sa Majesté avait exprimé, à l'ouverture de cette session, le vœu et l'intention de rétablir une coopération de bon accord avec les deux Chambres de la Diète. La Constitution existante et le dévouement commun à la prospérité du pays et à l'honneur de la Couronne avaient été désignés comme la base sur laquelle ce but pourrait être atteint. Mais, d'après le résultat des travaux des Chambres dans les quatre derniers mois, ce but n'a pas été atteint dans ces parties essentielles. Des lois spéciales, qui améliorent la législation existante, ont été votées en effet. Les propositions relatives à l'amélioration du sort des invalides nécessitent également reçu l'assentiment des Chambres. De même, on peut rappeler avec satisfaction que la Convention avec les États riverains de l'Elbe, sur le règlement des péages de l'Elbe, ainsi que les traités de commerce et de navigation avec le Gouvernement belge, ont reçu un accueil favorable. Mais la délibération du budget pour l'année courante, bien qu'il ait été présenté dès le commencement de la session, n'a pas été terminée.

Déjà, par les manifestations qui ont accompagné le commencement de ses travaux, et notamment par l'Adresse à Sa Majesté du 29 janvier de cette année, la Chambre s'est mise en opposition tranchée avec le Gouvernement, et, bien que, par le rescrit royal du 3 février dernier, elle ait été invitée sérieusement à rendre possible l'œuvre de l'entente en reconnaissant les limites posées aux divers pouvoirs par la Constitution et en se prêtant aux intentions paternelles de Sa Majesté, la



Chambre a persisté néanmoins dans son attitude contraire à toute entente ; notamment, elle a cherché à paralyser l'action du Gouvernement de Sa Majesté par des discussions étendues sur la politique extérieure et augmenté considérablement ainsi l'agitation des provinces limitrophes de la Pologne.

La Chambre des Députés n'a pas hésité à se faire l'organe des men songes et des attaques des adversaires du Gouvernement prussien et d'exciter les craintes relatives à des dangers extérieurs et des complications guerrières que les rapports du Gouvernement de Sa Majesté avec les puissances étrangères ne justifiaient nullement. Enfin, la Chambre des Députés a déclaré, dans son Adresse du 22 de ce mois, qu'elle refusait au Gouvernement la coopération à laquelle elle est tenue constitutionnellement, et ainsi la clôture de ses délibérations se trouve commandée inévitablement.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut que regretter profondément que le vote des lois financières soumises à la Chambre et notamment la fixation à temps du budget de 1863 ait été rendu impossible de cette façon, et il se réserve ses résolutions sur les voies à prendre pour arriver à ces fixations.

Le Gouvernement de Sa Majesté reconnaît toute la gravité de sa tâche et la grandeur des difficultés en face desquelles il se trouve ; mais il se sent fort par la conscience qu'il s'agit de sauvegarder les biens les plus précieux de la patrie, et continuera aussi à croire avec confiance qu'une appréciation réfléchie de ces intérêts conduira finalement à une entente durable avec la Représentation Nationale et rendra possible un développement prospère de notre vie constitutionnelle. Au nom de S. M. le Roi, je prononce par la présente la clôture des deux Chambres de la Diète.

---

#### **Ordonnance modifiant le régime de la presse en Prusse.**

Nous, Guillaume, par la grâce de Dieu Roi de Prusse, etc., ordonnons, sur la proposition de notre Ministre d'État et en vertu de l'article 63 de la Constitution du 31 janvier 1850, ce qui suit :

1. Les autorités administratives ont le droit d'interdire, temporairement ou pour toujours, la publication d'un journal ou d'une revue indigène ayant une attitude compromettante pour la prospérité publique.

Un danger pour la prospérité publique doit être regardé comme existant, non-seulement lorsque quelques articles donnent lieu par leur contenu à des poursuites judiciaires, mais aussi quand l'attitude

générale de la feuille trahit la tendance ou travaille à miner le respect et la fidélité envers le Roi ; à compromettre la paix publique en excitant les uns contre les autres les sujets de l'État ; à exposer les autorités et leurs mesures à la haine ou au mépris, soit par l'assertion de faits dénaturés ou présentés d'une façon malveillante, soit par des injures ou du dénigrement ; à pousser à la désobéissance aux lois ou aux ordonnances de l'autorité ; à rabaisser par des moqueries les doctrines, les rites ou les usages de l'une des Églises chrétiennes ou d'une communauté religieuse reconnue ; à affaiblir la piété et la moralité.

2. L'interdiction est prononcée, après deux avertissements préalables à l'éditeur, par résolution plénière du Gouvernement dans le ressort duquel se publie le journal ou la revue.

3. Quand le Président du Gouvernement acquiert la conviction que l'attitude d'un journal ou d'une revue a le caractère indiqué dans le paragraphe 1, il adresse d'abord à l'éditeur un avertissement motivé et par écrit. Si cet avertissement, puis un second, demeurent infructueux, la procédure relative à l'interdiction peut être entamée auprès dudit Gouvernement dans l'espace des deux mois qui suivent le dernier avertissement.

Si la procédure n'a pas eu lieu dans ce délai, un nouvel avertissement préalable devient nécessaire avant de la commencer.

4. Le Président de Gouvernement ordonne, le cas échéant, l'ouverture de l'instruction et désigne le fonctionnaire qui sera chargé des attributions du ministère public.

Ce dernier remet au Gouvernement l'acte d'accusation.

L'accusé (l'éditeur) reçoit copie de cet acte et est cité à comparaître devant une réunion plénière de l'Autorité gouvernementale, à convoquer par le Président de Gouvernement. Dans cette délibération, qui n'a pas eu lieu en séance publique, de même que pour la décision de l'affaire, on procède d'après les paragraphes 35 à 39 et 31 de la loi sur les délits des fonctionnaires non judiciaires du 21 juillet 1852. Mais la décision ne peut porter que rejet de la plainte ou interdiction, soit passagère, soit durable, du journal ou de la revue.

5. Le ministère public comme l'éditeur sont libres d'en appeler, dans les dix jours, de la décision du Gouvernement provincial au ministère. Dans le premier cas, le recours du ministère public doit être communiqué à l'éditeur, avec un délai de dix jours pour la réponse. Mais l'appel interjeté n'arrête pas l'exécution de la décision gouvernementale portant l'interdiction.

6. S'il résulte d'informations publiques ou d'autres faits notoires qu'un journal ou qu'une revue interdits continuent à paraître sous le même nom ou sous un autre, le Président de Gouvernement a le droit de l'interdire sans autre forme de procès.

7. Quiconque vend, expose en vente, distribue ou propage d'une façon quelconque un journal ou une revue, contrairement à une interdiction rendue en vertu de cette ordonnance et publiée ou à lui connue, est puni d'une amende de dix à cent thalers, ou d'une détention d'une semaine à un an, pour chaque numéro ainsi vendu, distribué ou propagé.

L'application des autres peines encourues par la propagation d'écrits répréhensibles n'est pas exclue par cette disposition.

8. Pour la circonscription de police de Berlin et Charlottenbourg, les fonctions attribuées par cette ordonnance au Président de Gouvernement seront remplies par le Président de la police de Berlin, et la procédure aura lieu près la présidence de police.

9. Des feuilles étrangères peuvent être interdites par résolution ministérielle pour attitude compromettant le bien-être de l'État prussien (voir § 1) et se prolongeant.

10. La présente ordonnance entre en vigueur à dater d'aujourd'hui.  
Donné à Berlin, le 1<sup>er</sup> juin 1863.

GUILLAUME,

DE BISMARCK, DE BODELSCHWINGH, DE ROON,  
comte d'IZENPLITZ, DE MUHLER, comte DE  
LA LIPPE, DE SELCHOW comte d'EULENBORG.

Voici le texte des articles de la Constitution prussienne sur lesquels se fonde l'ordonnance qui vient d'être rendue contre les journaux par le Gouvernement prussien :

« Art. 62. Le pouvoir législatif est exercé en commun par le Roi et les deux Chambres. L'accord du Roi et des deux Chambres est nécessaire pour toute loi.

« Art. 63. Dans le cas seulement où le maintien de la sûreté publique, *où la nécessité de remédier à une calamité extraordinaire* l'exigera d'une manière urgente, *il pourra être rendu, si les deux Chambres ne sont pas réunies*, et sous la responsabilité de tout le ministère, des ordonnances non contraires à la Constitution, ayant force de loi. Ces ordonnances devront être immédiatement soumises à l'approbation des Chambres lors de leur première réunion <sup>1</sup>. »

#### **Ordonnance contre les adresses des conseils municipaux.**

Plusieurs conseils municipaux ont essayé récemment d'entrer en délibération sur des affaires concernant la Constitution de l'État, la Diète de la Monarchie et la politique générale, et, en particulier, aussi sur l'Ordonnance Royale du 1<sup>er</sup> juin 1863, et de prendre, à cette occa-

1. Un grand nombre de journaux, ayant protesté contre l'ordonnance ci-dessus, ont reçu un avertissement.

sion des résolutions sur la rédaction d'adresses, l'envoi de députations et d'autres démonstrations.

Des objets de ce genre n'appartiennent pas à la sphère des affaires communales dont, aux termes des règlements municipaux, les conseils municipaux ont à s'occuper, et ces objets ne leur ont pas été déférés par des lois spéciales ou des actes de l'autorité supérieure. (Art. 35, etc., des règlements municipaux.)

Des délibérations et résolutions des conseils municipaux relatives à ces objets ne peuvent donc être tolérées, parce qu'elles sont contraires à la loi, et les résolutions qui pourraient avoir été prises ne doivent pas être exécutées.

J'attends des autorités chargées de la surveillance des communes qu'elles s'opposeront à ces tendances illégales de la façon la plus énergique et qu'elles prendront les mesures nécessaires pour les comprimer.

Je les invite notamment à faire usage des moyens d'exécution que l'article 48 de l'Ordonnance du 26 décembre 1808 accorde aux régences contre les Présidents des conseils municipaux et leurs remplaçants, afin de ne pas permettre aux conseils municipaux d'agir dans la direction indiquée, et j'attends une application énergique des pouvoirs disciplinaires dont sont investies les autorités chargées de la surveillance communale contre les magistrats municipaux, notamment les bourguemestres et leurs lieutenants, en tant qu'ils coopèrent aux actes illégaux.

Lorsqu'un conseil municipal a pris une résolution qui dépasse sa compétence, l'autorité de surveillance devra, aux termes des articles 77, etc., des règlements communaux, empêcher l'exécution de cette résolution et prendre des mesures ultérieures.

Je rends responsables les autorités de surveillance communale de l'application rigoureuse et attentive des prescriptions existantes, afin que les représentations communales soient maintenues dans les limites légales.

Berlin, 6 juin 1863.

*Le Ministre de l'Intérieur,*

Comte EULENBURG.

A toutes les régences royales.

---



## TROISIÈME PARTIE.

---

### AFFAIRES DE GRÈCE.

---

PREMIÈRE PÉRIODE : DE LA CHUTE D'OTHON JUSQU'AU REFUS  
DE LA COURONNE OFFERTE AU PRINCE ALFRED.

---

#### **Décret de la Nation du 22 octobre 1862.**

Les maux de la patrie ont cessé. Toutes les provinces et la capitale s'étant entendues avec l'armée y ont mis fin. Par décision unanime du peuple grec il est arrêté et décrété ce qui suit :

1° Othon est déchu du trône ;

2° Amalie est déchue de la régence ;

3° Un Gouvernement provisoire est établi pour gouverner l'État jusqu'à la réunion de l'Assemblée Nationale.

Il est ainsi composé : Démétrius Boulgaris, Président ; Constantin Canaris, Benizelo Rouffos ;

4° Une Assemblée Constituante sera convoquée immédiatement pour constituer le Gouvernement et faire l'élection d'un Roi.

Vive la nation ! Vive la patrie !

Athènes, le 22 octobre 1862.

---

#### **Proclamation du Gouvernement provisoire aux Grecs, du 23 octobre 1862.**

Hellènes, les vœux de la nation ont été exaucés par la divine Providence : le peuple et l'armée ont, d'un commun accord, supprimé la dynastie d'Othon, et ont établi un Gouvernement provisoire, composé des citoyens D. G. Boulgaris, Président ; C. Canaris, et B. Rouffos.

Athènes, le 23 octobre 1862.

*Le Président,*

Signé : D. G. BOULGARIS.

---

**Procès-verbal du serment des Membres du Ministère formé par  
le Président du Gouvernement provisoire, 23 octobre 1862.**

Ce jourd'hui, 23 octobre 1862, le jour de jeudi, à dix heures avant midi, dans la salle de l'Université Hellénique, ont comparu devant nous, Archevêque d'Athènes et Président du Saint Synode de la Grèce, MM. Tatsis Manghinas, Ministre des finances; Démétrius Callifronas, Ministre de la marine; Démétrius Mavromichalis, Ministre de la guerre, Thrasybule Zaïmis, Ministre de l'intérieur; Alexandre Coumoundouros, Ministre de la justice; Basile Nicolopoulos, Ministre du culte; Adam Diamantopoulos, Ministre des affaires étrangères, et Épaminondas Déligeorgis, Ministre de l'instruction publique; et ils ont prêté sur le saint Évangile le serment suivant :

Je jure de garder fidélité à la patrie, d'obéir aux lois de l'Etat et au Gouvernement provisoire, et de remplir avec honneur et conscience la charge qui m'est confiée.

*L'Archevêque d'Athènes, Président du Saint Synode,*

Signé : THÉOPHILOS.

Les Ministres :

*Signés : TATSIS MANGHINAS, D. CALLIFRONAS, D. MAVROMICHALIS, THRAS. ZAIMIS, B. NICOLOPOULOS, EP. DELIGEORGIS, ADAM DIAMANTOPOULOS, AL. COULMOUNDOUROS.*

**Proclamation du Gouvernement provisoire aux Grecs,  
23 octobre 1862.**

Un système de politique qui humiliait la dignité nationale, qui conduisait à la dégradation morale; un système de Gouvernement qui foulait aux pieds le respect dû aux lois et aux consciences, devait avoir pour effet de soulever contre lui l'opinion de la nation et de la pousser à une révolution. Aussi, à peine plusieurs provinces avaient-elles entrepris depuis quelques jours cette grande œuvre, que presque toutes les autres provinces du royaume se sont soulevées, ont renversé les autorités constituées, et avec le concours de notre noble et brave armée elles ont établi de nouvelles autorités locales.

Dans la nuit du 22 au 23, le même besoin, le même désir a fait lever l'étendard de la révolte au peuple de la capitale, qui, rivalisant de patriotisme avec le peuple des provinces, a demandé par acclamation le renversement de l'ordre de choses établi. L'armée, fidèle gardienne du dépôt qui lui a été confié par la nation pour assurer la foi

du serment et maintenir la force des lois, digne du nom d'armée grecque, a soutenu l'entreprise du peuple; et c'est ainsi que d'un commun accord l'ordre des choses établi a été renversé par le fait de la déchéance prononcée contre celui qui occupait le trône de Grèce, et par l'abrogation des droits à la régence qui avaient été conférés à son épouse. Il a été établi un Gouvernement provisoire, composé de MM. D. G. Boulgaris, président, C. Canaris, et B. Rouffos.

Le Président du nouveau Gouvernement a, en conséquence, formé un Ministère qui est ainsi composé : MM. T. Manghinas, aux finances; Th. A. Zaïmis, à l'intérieur; Alexandre Comoundouros, à la justice; D. Mavromichalis, à la guerre; E. Déligeorgis, à l'instruction publique; D. Callifronas, à la marine; B. Nicolopoulos, aux cultes; A. Diamantopoulos, aux affaires étrangères.

La mission que le Gouvernement provisoire a reçue du peuple et de l'armée est de maintenir le régime monarchique constitutionnel; de témoigner aux trois Puissances protectrices la déférence et la reconnaissance inaltérables de la Grèce envers elles; de conserver intactes les relations amicales de l'État avec toutes les autres Puissances, de convoquer promptement l'Assemblée nationale; de sauvegarder, pendant cet intervalle, l'ordre et la sécurité publics, et de mettre à exécution les lois de l'État.

Nous accomplirons ce devoir avec une entière fidélité et avec zèle, prêts à remettre le pouvoir entre les mains de l'Assemblée Nationale.

Mais pour que cette grande œuvre sacrée s'accomplisse, il faut que le patriotisme de tous se maintienne dans toute sa force. Nous faisons donc appel à votre patriotisme, Hellènes, et nous attendons de votre part, non-seulement le maintien de l'ordre et de la tranquillité, mais encore cette abnégation qui a toujours distingué, par le passé, la nation grecque dans les circonstances critiques; et nous espérons que le Tout-Puissant, qui n'a jamais abandonné la Grèce, soutiendra nos faibles mais sincères efforts, et qu'il bénira notre œuvre, en affermissant le nouvel ordre de choses, pour la gloire du nom grec.

Athènes, le 23 octobre 1862.

*Le Président du Gouvernement provisoire de la Grèce,*

Signé : D. G. BOULGARIS.

*Les Ministres Secrétaires d'État,*

Signé : T. MANGHINAS, TH. A. ZAIMIS, ALEX. COMOUNDOUROS, D. MAVROMICHALIS, E. DELIGEORGIS, D. CALLIFRONAS, A. DIAMANTOPOULOS, B. NICOLOPOULOS.

*Le Secrétaire général du Gouvernement provisoire,*

Signé : N. A. CHATSOPOULOS.

**Proclamation du Gouvernement provisoire aux Grecs,  
24 octobre 1862.**

Concitoyens, la principale mission qui nous a été confiée, dans la nuit du 22 au 23 octobre, par la volonté manifeste de la nation, était de convoquer l'Assemblée Nationale, à qui il appartient de régler définitivement ce qui concerne la composition du Gouvernement et l'élection d'un Prince, et d'achever l'œuvre nationale dont le commencement a été béni par la main du Seigneur. Pour remplir cette mission, nous convoquons à Athènes l'Assemblée de Représentants de la nation, et nous en fixons l'ouverture au 10 du mois de décembre, en bénissant le Très-Haut, qui a fortifié le sentiment de l'amour pour la patrie dans les cœurs de tous nos concitoyens, et qui a daigné permettre que nous voyions l'œuvre commencée se continuer jusqu'à présent au milieu de l'enthousiasme et dans des sentiments de fraternité.

L'accomplissement de cette mission nous imposait en même temps le devoir de nous occuper de la loi suivant laquelle doivent être élus les Représentants de la nation. Dans nos délibérations à ce sujet, nous n'avons pas perdu de vue la volonté que la nation a toujours manifestée par ses protestations réitérées dans le passé, qu'elle entend qu'une liberté absolue soit assurée aux électeurs pour former leur conviction ; que leur conviction même soit protégée contre toute influence matérielle ou morale, afin qu'elle se manifeste pleine et entière, et qu'une fois manifestée elle reste inaltérable dans sa sincérité.

Le décret du 16 mars 1829, concernant les élections de Représentants de la quatrième Assemblée, qui répondait peut-être à ces besoins à l'époque où il fut rendu, a été depuis reconnu insuffisant dans l'application ; et nous avons jugé qu'il ne peut pas satisfaire ces désirs de la nation ; car il était basé sur un système électoral qui, aujourd'hui, n'est plus regardé comme pouvant exprimer fidèlement la volonté des électeurs. Quant à la loi du 30 mars, concernant les élections des Députés, quoique établie sur des principes justes et vrais, et telle que l'a jugé convenable l'Assemblée Nationale du 15 septembre, néanmoins il est incontestable qu'elle contient des imperfections ; et c'est précisément à cause de ces imperfections que, sous le Gouvernement déchu, la volonté nationale a été altérée par la violation de ses dispositions avec une inconcevable hardiesse.

C'est pour cela que nous devons nécessairement, non pas nous borner à déterminer la loi suivant laquelle doivent s'opérer les élections des Représentants, mais aussi en étendre les dispositions, de manière à combler les lacunes qu'une longue expérience y a fait reconnaître,



afin que l'expression de la conviction des électeurs soit environnée d'une force protectrice invincible.

Par ces nouvelles dispositions, d'un côté, le vote universel de tout le peuple est appliqué; de l'autre, le vote primitif et sincère des électeurs est maintenu : un besoin urgent de la nation se trouve ainsi satisfait par les élections, auxquelles il ne sera apporté aucun retard, vu que les listes électorales qui ont été dressées d'après la loi du 30 mars 1844, pour l'élection des Députés, sont maintenues, tandis que si l'on eût voulu faire de nouvelles listes électorales, pour les vérifier, on aurait été obligé de remettre à un long délai les élections des Représentants. Néanmoins ces dispositions, qui modifient et complètent la loi, font disparaître les inconvénients qu'offre l'état vicieux avoué de ces listes, attendu qu'on a la faculté de remédier à ces fautes pendant le vote même et de découvrir la vérité, toutes les garanties possibles étant données à ce sujet. Pendant les élections, les droits des parties qui sont en lutte entre elles sont sauvegardés; mais l'intérêt de l'ordre public est aussi représenté. Enfin, ce ne sont pas seulement les citoyens grecs qui habitent le pays qui sont appelés à envoyer des Représentants à l'Assemblée, mais encore ceux qui en étant éloignés, travaillent à honorer le nom grec et qui s'occupent avec une constante sollicitude à la prospérité de la patrie; l'importance de la mission qui est confiée aux Représentants est sauvegardée en appelant des diverses provinces de l'État dans l'Assemblée un nombre de membres doubles de celui des Députés dans les Chambres du régime précédent.

Ainsi, en mettant en vigueur pour l'élection des Représentants de la nation la loi du 30 mars 1844, modifiée et complétée par le décret joint à la présente, nous appelons nos concitoyens à élire leurs Représentants suivant ses dispositions. Il est impossible que l'imperfection inhérente aux ouvrages des hommes ne se trouve dans ce décret même qui a pour objet de modifier et de compléter cette loi; toutefois, nous espérons que le respect pour la liberté, que l'histoire de notre pays nous offre comme étant sans contredit dans le caractère du Grec, fera hésiter nos concitoyens à influencer la liberté du vote des électeurs, et leur fera respecter la conviction de ces derniers une fois exprimée par leur vote.

Concitoyens! puisse le Tout-Puissant, qui n'a jamais abandonné la Grèce, vous unir dans la fraternité et la concorde pendant que vous exercerez votre droit souverain, afin que notre chère patrie n'ait point à se voiler la face pendant ce mouvement électoral.

Athènes, le 24 octobre 1862.

*Le Gouvernement provisoire,*

Signé : D. G. BOULGARIS, *Président*, C. CANARIS.

*Les Ministres Secrétaires d'État,*

Signé : TH. A. ZAIMIS, T. MANGHINAS, A. DIAMANTOPOULOS, A. COUMOUNDOUROS,  
D. CALLIFRONAS, D. MAVROMICHALIS,  
B. C. NICOLOPOULOS.

*Le Secrétaire général,*

Signé : N. A. CHATZOPOULOS

---

**Proclamation du Roi Othon, 23 octobre.**

Le 23 octobre 1862.

Hellènes, convaincu qu'après les événements douloureux survenus récemment en différents points du Royaume, et particulièrement dans la capitale, mon séjour actuel en Grèce pourrait jeter les habitants dans des complications sanglantes et difficiles à résoudre, j'ai résolu de quitter quant à présent le pays que j'ai aimé, et que j'aime cordialement, et au bonheur duquel pendant près de trente ans j'ai péniblement et instamment travaillé.

Loin de toute ostentation je ne visais qu'aux intérêts bien entendus de la Grèce, encourageant de toutes mes forces votre développement matériel et moral, et veillant surtout à ce que justice soit rendue à tous. Toutes les fois d'ailleurs qu'il s'agissait de délits politiques contre moi j'ai montré une clémence et une générosité sans bornes.

Je fais des vœux pour que le Dieu de Miséricorde protège toujours vos destinées.

En rade de Salamine.

Signé : OTHON.

---

**Décret du Gouvernement provisoire concernant l'élection  
des Représentants de la Nation, 4 novembre 1862.**

Sur l'avis du conseil des Ministres Secrétaires d'État, et sur la proposition du Ministre de l'Intérieur nous décrétons :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions de la loi du 30 mars 1844, concernant l'élection des Députés, sont également en vigueur pour l'élection des Représentants, en tant qu'elles ne sont pas modifiées par les dispositions suivantes.

Art. 2. Le nombre des représentants à élire dans chaque province pour l'Assemblée Nationale sera double de celui des Députés déterminé dans le § 2 de l'article 1 de la loi du 30 mars 1844.

Art. 3. Il sera élu un Représentant dans chacune des Colonies (grou-

pes coloniaux) établies à Adamante, à Minoa, et à la Nouvelle Pella, selon les dispositions de la loi.

Art. 4. Les sujets grecs domiciliés hors du royaume, en quelque endroit que ce soit, éliront un Représentant sur une population de cent à mille âmes; ils en éliront deux si la population est de mille à dix mille, et trois si elle dépasse ce dernier nombre.

Les Grecs habitant la même ville, ne formant pas le plus petit nombre déterminé ci-dessus, peuvent se rendre dans une autre ville du même État, afin de compléter par leur réunion avec les Grecs domiciliés dans cette ville, le dit nombre requis suivant l'article ci-dessus, pour élire un Représentant.

L'élection des Représentants des sujets grecs qui habitent à l'étranger aura lieu au Consulat compétent, d'après un décret qui sera publié à cet effet.

Art. 5. Dans l'espace de cinq jours à partir de celui de la réception du présent décret, les Sous-Préfets dresseront et enverront au Préfet de la province une liste exacte et complète des habitants de chaque commune qui ont les qualités déterminées dans l'article 18 de la loi du 30 mars 1844. Dès que les Préfets auront réuni les listes de toutes les communes de leur département, ce qui doit s'effectuer dans l'intervalle de huit jours au plus, à partir de l'expiration du terme de cinq jours ci-dessus mentionné, ils les transmettront dans un tableau sommaire au Président du tribunal de première instance du département.

Si avant l'envoi de ces listes au Président du tribunal, des réclamations sont présentées au Préfet au sujet de l'omission d'individus ayant les qualités requises pour être portés sur la liste, ou d'individus qui y auraient été inscrits sans posséder ces qualités, ou qui les auraient perdues, le Préfet, avant l'expiration du terme susdit de huit jours, examine immédiatement ces réclamations, et juge sans appel en motivant sa décision.

Si quelque Sous-Préfet ne fait pas parvenir ponctuellement au Préfet les listes des communes du ressort de son arrondissement, le Préfet expédie aussitôt un exprès à la sous-préfecture, afin de presser l'envoi des listes. Ces exprès reçoivent par jour une indemnité de cinq à dix drachmes, qui est à la charge du Sous-Préfet, ainsi que les frais de voyage.

Art. 6. Le tirage au sort des membres de la Commission, d'après l'article 18 de la loi du 30 mars 1844, a lieu au tribunal de première instance, en séance publique, sous la direction du Président, à la première audience qui suit l'envoi des listes au Président.

Art. 7. Outre le Comité de Surveillance, il y en aura un autre qui sera composé de quatre membres s'il y a deux candidats en concu-

rence. Ces membres seront nommés en nombre égal de chaque côté par les parties adverses elles-mêmes. Si les candidats en lutte sont plus de deux, alors chacun d'eux désigne un électeur pour le représenter dans le Comité, dont toutefois les membres ne pourront, dans aucun cas, être plus de cinq.

Art. 8. L'urne sera faite, à la diligence du Sous-Préfet et aux frais de la commune, avec des planches sans nœuds ni trous, et bien jointes ensemble; elle peut aussi être faite en fer blanc, mais le plus épais possible; les parois seront soudés exactement, de manière à ne laisser ni trous ni fente.

Art. 9. L'urne est exposée dans l'endroit fixé pour la votation : elle est posée sur une table placée au milieu du local. Le Comité de Surveillance, ainsi que les membres du second Comité formé d'après l'article 7, ne se placeront pas à côté de l'urne, mais à une certaine distance.

Art. 10. Chaque électeur, en entrant dans le lieu où se déposent les suffrages, s'adresse au Président du Comité de Surveillance et lui présente son bulletin. Le Président, après l'avoir examiné au moyen du toucher pour s'assurer qu'il n'est pas double, mais sans l'ouvrir ni le regarder pour apercevoir les noms qui y sont inscrits, y appose son chiffre et le rend au votant, qui s'approche de l'urne placée au milieu de la table et y dépose son suffrage.

Art. 11. Si des doutes sont exprimés sur l'identité et les qualités du votant qui se présente, il suffit que celui-ci affirme son identité ou prouve au moyen de deux témoins qu'il possède les qualités requises par la loi, pour qu'il soit immédiatement admis à voter.

Ceux qui par hasard ne se trouveraient pas portés sur la liste définitive sont de même admis à voter, si deux témoins présentés par eux affirment qu'ils font partie de la commune et qu'ils possèdent les qualités exigées par la loi du 30 mars 1844, et qu'ils ne se trouvent dans aucun des cas d'incapacité prévus par la même loi.

Les témoins qui affirmeraient des faits faux comme vrais, dans les cas des deux paragraphes précédents, sont poursuivis criminellement et punis suivant l'article 270 du Code Pénal.

Art. 12. Les Comités formés par les parties adverses, d'après le susdit article 7, doivent présenter toute opposition, réclamation ou observation qu'elles peuvent avoir à faire, les inscrire dans le procès-verbal de la séance, suivant l'article 20 de la loi du 30 mars 1844, apposer chaque jour, à la fin de la séance, leurs sceaux sur l'urne, et s'ils le veulent, en imprimer aussi en même temps l'empreinte dans les procès-verbaux, avec une description succincte de l'emblème qu'elle porte, et examiner les sceaux chaque jour à l'ouverture de l'urne au commencement de la séance.



Art. 13. L'urne ne sort pas du lieu des séances pendant tout le temps de la durée de la votation; et elle ne peut non plus être déplacée de dessus la table où elle a été déposée.

Chaque jour, lorsque la séance est terminée, les procès-verbaux sont placés par le Secrétaire sur la table où se trouve l'urne; tout le monde se retire du lieu des séances, dont les portes sont soigneusement fermées; mais il est sous la sauvegarde du Comité de Surveillance, de celui qui est formé en vertu de l'article 7 du présent Décret, sous celle de la garde nationale et de la force publique. Mais dans les localités où la garde nationale n'est pas encore formée, et où il n'y a pas de force publique, chacune des parties adverses placera un nombre égal d'hommes armés pour former la garde.

Art. 14. Les procès-verbaux des séances seront rédigés dans un cahier bien cousu, numéroté, et paraphé par le Sous-Préfet; il aura des colonnes distinctes contenant : 1. Le numéro d'ordre des votants; 2. Leurs noms et prénoms; 3. Le numéro de la liste définitive sous lequel l'électeur est inscrit, ou les signatures des deux témoins qui ont affirmé que la personne admise à donner son suffrage avait les qualités requises pour voter, ou qu'elle était bien celle dont on avait contesté l'identité.

Art. 15. Pour pouvoir être élu représentant d'une province ou d'un groupe colonial, il faut :

1. Être citoyen grec établi en Grèce;
2. Être âgé de vingt-cinq ans accomplis;
3. N'être point soumis aux incapacités déterminées dans le § 2, de l'article 5 de la loi du 30 mars 1844.

Art. 16. Les délits et les crimes commis pendant les élections sont poursuivis d'office, sans égard à la qualité du délinquant et indépendamment de la validité de l'élection.

Art. 17. La durée des opérations électorales est de quatre jours, dont un doit être un dimanche.

Mais dans les communes de première classe, les opérations électorales se divisent en sections électorales, suivant ce qui a été réglé à ce sujet par un Décret particulier.

Art. 18. L'ouverture des opérations électorales aura lieu le même jour dans tout l'État.

Art. 19. Les professeurs de l'Université élisent un représentant parmi eux ou hors du corps universitaire.

Art. 20. Il est défendu que des hommes armés ou portant des instruments offensifs approchent du lieu où se font les opérations électorales. Les auteurs et les complices d'infraction à cette défense seront

punis d'un emprisonnement de six mois au moins, et ils seront privés pendant trois ans de leurs droits civils.

Athènes, le 4 novembre, 1862.

Le Gouvernement Provisoire. *Signé* : D. G. BOULGARIS, *Président*.

C. CANARIS.

Les Ministres Secrétaires d'État, *Signé* : T. MANGHINAS. TH. A. ZAIMIS.

A. COUMOUNDOUROS. B. NICOLOPOULOS. A. DIAMANTOPOULOS. D. CAL-

LIFRONAS. D. MAVROMICHALIS.

Le Secrétaire-Général, N. A. CHATSOPOULOS.

Les élections ont eu lieu le 6 décembre 1862.

---

**Décret du Gouvernement provisoire, concernant les élections,  
11 novembre 1862.**

Sur la proposition des Ministres de l'intérieur et des affaires étrangères, vu le Décret du 4 novembre concernant l'élection des Représentants de la nation, et sur l'avis du Conseil des Ministres, nous décrétons :

Article 1<sup>er</sup>. Les Hellènes domiciliés dans la circonscription de chaque Consulat-général et de chaque Consulat éliront un représentant sur cent à mille âmes ; ils en éliront deux sur mille à dix mille ; et trois, si leur population dépasse dix mille.

Art. 2. Les Consuls-généraux, les Consuls et les vice-Consuls, chacun dans leur circonscription, prendront sur la liste des principaux électeurs deux individus désignés par la voie du sort, et dresseront la liste des sujets grecs jouissant du droit électoral.

Art. 3. La liste susdite sera affichée au Consulat, et il en sera dressé procès-verbal par la Commission mentionnée dans l'article 2.

Art. 4. Après la publication de listes, les réclamations se font devant un Comité de trois membres, désignés par la voie du sort, et pris dans la liste des électeurs les plus importants, de laquelle auront été retranchés les noms de ceux qui auront été choisis pour dresser la liste.

Art. 5. La liste reste exposée pendant trois jours. Les réclamations se font à partir du quatrième jour jusqu'au sixième y compris, et elles sont jugées par le jury *ad hoc*, à la pluralité des votes.

Art. 6. Dans l'intervalle de trois jours les listes sont rectifiées, comme il est dit plus haut, par la Commission, et il est formé un Comité de Surveillance, composé de l'autorité Consulaire et de deux membres désignés par la voie du sort et pris parmi les noms restants

des électeurs les plus importants ; et trois jours après que la proclamation a été affichée au Consulat, l'ouverture des opérations électorales est proclamée, et il en est dressé procès-verbal.

Art. 7. Dans les Consulats où il n'existe pas de liste des principaux sujets grecs, il en sera dressé une ; à cet effet, on mettra dans l'urne les noms des vingt-quatre principaux d'entre eux, dont douze seront tirés au sort. S'il n'y a pas vingt-quatre sujets grecs dans la localité, on met dans l'urne les noms de ceux qui s'y trouvent. Mais s'il y en a moins de douze, l'autorité Consulaire choisit deux membres avec lesquels il dresse la liste de ceux qui ont le droit de suffrage, et il juge les réclamations qui peuvent avoir lieu.

Il choisit deux autres membres dont il forme le Comité de surveillance.

Art. 8. La durée des opérations électorales est de quatre jours pour les localités où l'on doit élire plus d'un représentant, et de trois jours dans les autres endroits.

Le vote se fait publiquement ; chaque votant se présente en personne devant le Comité de surveillance, et écrit de sa propre main son suffrage dans le registre destiné *ad hoc*. Quant aux électeurs qui ne savent pas écrire, ils chargent un autre, devant le Comité de surveillance, d'écrire à leur place.

Le registre susdit doit être relié, numéroté et paraphé par le Comité de surveillance. Les pages sont divisées en quatre colonnes ; dans la première, chaque votant écrit le numéro d'ordre, dans la deuxième son nom et prénom, dans la troisième, le nom et le prénom du candidat, dans la quatrième l'électeur ou son fondé de pouvoirs met sa signature.

Chaque jour après la clôture de la séance, le registre où sont consignés les suffrages est clos par un procès-verbal du Comité de surveillance, dans lequel est inscrit le nombre des électeurs qui ont voté jusqu'à ce jour.

Art. 9. Après la clôture du vote il est procédé au dépouillement du scrutin par le Comité de surveillance, qui dans les Consulats-généraux et les Consulats n'ayant pas de vice-Consulats dans leur ressort, fait connaître au candidat élu le résultat du dépouillement du scrutin ; mais dans les Consulats-généraux et les Consulats qui ont dans leurs ressorts des vice-Consulats, devant lesquels ont été faites les opérations électorales, chaque Comité de surveillance fait, de son côté, le dépouillement du scrutin, en envoie le résultat au Consulat-général ou au Consulat compétent ; et le Comité de surveillance qui y siège réunit les résultats du dépouillement du scrutin de toutes les Commissions, il en fait le relevé, et notifie le résultat général au candidat élu.

Art. 10. Le tirage au sort des Comités se fait publiquement, et chaque fois, tous les principaux sujets grecs y sont invités.

Art. 11. Les Consuls-généraux, les Consuls, les vice-Consuls et les employés Consulaires ne peuvent être élus dans le ressort de l'endroit où ils font leur service.

Art. 12. Les procès-verbaux des opérations électorales sont envoyés au Ministère de l'Intérieur et sont accompagnés de la liste des sujets grecs domiciliés dans le ressort de chaque Consulat-général ou simple Consulat, laquelle doit désigner leurs familles et les membres dont chacune d'elles se compose. Cette liste est revue par les vice-Consuls compétents.

Art. 13. Pour tout ce qui n'est pas prévu spécialement dans le présent décret, on fera l'application des dispositions du décret du 23 octobre = 4 novembre, et de la loi du 30 mars, 1844, qui y sont relatives.

Athènes, le 31 octobre = 12 novembre 1862.

*Le Gouvernement provisoire*, Signé : D. G. BOULGARIS, *Président*.  
C. CANARIS.

*Les Ministres*, Signé : A. DIAMANTOPOULOS, T. MANGHINAS, A. COUMOUNDOUROS, TH. ZAIMIS, D. CALLIFRONAS,  
D. MAVROMICHALIS, C. NICOLOPOULOS.

---

**Ordonnance des Ministres de l'intérieur et de la guerre,  
concernant l'organisation de la garde nationale.**

24 octobre 1862.

Vu le décret sous le N° 4 du Gouvernement provisoire, relatif à l'organisation provisoire de la garde nationale d'Athènes et du Pirée, nous ordonnons :

Art. 1<sup>er</sup>. L'organisation des volontaires se fera par quartier en prenant pour base la loi sur la garde nationale, mais seulement jusqu'aux pelotons dont la force se composera d'un commandant, de deux caporaux, et de 20 à 30 gardes nationaux.

Art. 2. Les commandants et les caporaux des pelotons seront nommés par les Commissions chargées de l'organisation des volontaires.

Art. 3. Les commandants et les caporaux des pelotons du corps des étudiants de l'Université seront de même nommés par la Commission d'Athènes.

Art. 4. La distribution des armes aux gardes nationaux, aux caporaux et aux commandants des pelotons, sera faite par les Commissions de chaque commune : chacun en recevant son arme, de l'entretien de



laquelle il est responsable, signera comme l'ayant reçue, dans la colonne des observations des matricules qui doivent être établies.

Art. 5. La garde nationale de la capitale est placée sous les ordres du commandement militaire d'Athènes, et elle fait le service qui lui est ordonné par ce commandement. Celle du Pirée est sous les ordres du commandant de place de cette ville.

Art. 6. L'appel à un service, soit de la part du commandement militaire, soit de celle du commandant de place du Pirée, est envoyé au commandant du peloton.

Art. 7. Les gardes nationaux, dès qu'ils reçoivent l'ordre de leur commandant, doivent se réunir sous les armes et se mettre sous ses ordres ; et aussitôt qu'ils ont terminé leur service, il doivent de même, sur l'ordre de leur commandant, se séparer, et déposer chacun leur arme dans l'endroit où peut l'ordonner le commandement militaire ou le commandant du Pirée.

Art. 8. Chaque commandant d'un peloton de gardes nationaux, dès qu'il reçoit un appel de la part des autorités compétentes, suivant l'article 5, doit rassembler les gardes nationaux qui sont sous son commandement, et agir suivant les ordres qui lui ont été donnés ; et aussitôt que le service dont il a été chargé est terminé, il doit de même, d'après le même article, ordonner aux gardes nationaux de se séparer et de déposer leurs armes.

Art. 9. La garde nationale ne peut pas se rassembler ni prendre les armes sans l'appel prescrit par l'article 4.

Art. 10. Chaque commandant d'un peloton établira une matricule, par lettres alphabétiques, des gardes nationaux sous ses ordres ; et il les appellera à leur service à tour de rôle.

Art. 11. Le pouvoir disciplinaire sur les gardes nationaux et les caporaux appartient aux commandants des pelotons. Elle consiste : 1<sup>o</sup> à être réprimandé ; 2<sup>o</sup> à être rayé du rôle avec retrait de l'arme (*sic*).

Art. 12. Le commandement militaire d'Athènes et le commandant de place du Pirée ont le même pouvoir disciplinaire sur les commandants de pelotons.

Athènes, le 24 octobre 1862.

*Le Ministre de l'intérieur, Le Ministre de la guerre,*

Signé : TH. ZAIMIS.      Signé : D. MAVROMICHALIS.

**Décret du Gouvernement provisoire abolissant la mort civile,  
12 novembre 1862.**

Après avoir pris l'avis du Conseil des Ministres secrétaires d'État, et sur la proposition du Ministre de la justice, nous décrétons :

Art. 1<sup>er</sup>. La mort civile avec tous ses effets est abolie.

Art. 2. Dès que la sentence définitive est publiée, l'individu condamné à la peine de mort ou aux fers à perpétuité est en état d'interdiction légale. Les dispositions du Code de procédure criminelle relatives aux effets de la condamnation à toute autre peine infamante sont également appliquées à son égard.

Art. 3. Les dispositions des articles ci-dessus s'appliquent également à ceux qui ont été condamnés à mort ou aux fers à perpétuité avant la publication du présent décret, sans préjudice aux droits des tiers.

Art. 4. Le paragraphe 2 de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 10 juillet 1846, l'article du Code pénal, et l'article 468 du Code de procédure criminelle, de même que toute autre disposition contraire au présent décret, sont rapportés.

Le Ministre de la justice est chargé de la publication et de l'exécution du présent décret.

Athènes, le 12 novembre 1862.

*Le gouvernement provisoire*, Signé : D. G. BOULGARIS, *Président*.

C. CANARIS.

*Les Ministres secrétaires d'État*, Signé : TH. A. ZAIMIS, D. CALLIFRONAS, D. MAVROMICHALIS, etc., etc.

**Décret du Gouvernement provisoire prononçant l'amnistie  
pour délits politiques, 24 octobre 1862.**

Sur l'avis du Conseil des Ministres, nous déchargeons tous les accusés et les condamnés pour délits politiques, des poursuites ou des peines qu'ils avaient encourues sous le système déchu.

Nous ordonnons à toutes les autorités civiles et militaires de leur notifier sans délai le présent décret, et de leur prêter toute assistance dont ils pourraient avoir besoin.

Athènes, le 24 octobre 1862.

*Le Président*, Signé : D. G. BOULGARIS.

*Les Ministres secrétaires d'État*, Signé : T. MANGHINAS, TH. A. ZAIMIS,  
A. COUMOUNDOUROS, B. C. NICOLOPOULOS, D. CALLIFRONAS,  
A. DIAMANTOPOULOS,  
A. DELIGEORGIS, D. MAVROMICHALIS.

*Le Secrétaire général*, N. A. CHATZOPOULOS.

**Adresse du Saint Synode de l'Eglise de Grèce à tous les chrétiens  
pieux orthodoxes du Royaume. Dieu veille sur la Grèce. 27 oc-  
tobre 1862.**

Dans ses décrets impénétrables la divine Providence, en réglant les choses humaines, a daigné sauver son peuple bien aimé dans la révolution mémorable du 22 du présent mois d'octobre. Glorifions son saint nom, et levant nos mains suppliantes au ciel, invoquons son assistance pour la prospérité de la Grèce.

Mais pour que nos prières et nos vœux soient agréés de Dieu, nous devons par des œuvres chrétiennes nous rendre dignes de son amour. C'est pourquoi, nos chers enfants en Jésus-Christ, éloignons de nous toute inimitié, toute querelle, toute cupidité et toute injustice ; faisons régner en nous la charité, la concorde, l'abnégation et la justice ; car c'est par de telles vertus que toute tentation de Satan reste vaine, et que l'on obtient tout ce qui est bon et salutaire.

Respectons les lois de la patrie, parce que ce sont elles qui sauvegardent les droits de chaque citoyen, et qui maintiennent les sociétés. Respect et obéissance aux autorités de l'État, car tout pouvoir vient de Dieu, suivant le saint Apôtre, et c'est par les autorités que les lois sont mises en exécution, que l'ordre est maintenu, et que nos actions atteignent la fin désirée.

Par cette conduite nous nous rendons agréables à Dieu ; et si nous invoquons avec ferveur le secours d'en haut, nous l'obtiendrons. Que la grâce de Dieu, la charité, la paix et la justice soient toujours avec nous. Ainsi soit-il.

Athènes, le 27 octobre 1862.

Signé : † THEOPHLOS, Archevêque d'Athènes, Président.

† GERASIMOS, Archevêque de l'Argolide.

† KALLINICOS, Archevêque de la Phiotide.

† PROCOPIOS, Evêque d'Octyle.

† NEOPHITE, Evêque d'Hydra et de Spetzia.

**Dépêche du comte Russell à M. Scarlett, ministre  
d'Angleterre à Athènes.**

(Extrait.)

Foreign-Office, 6 novembre 1862.

Votre télégramme du 25 octobre, reçu le 27 par voie de Corfou, a instruit le Gouvernement de Sa Majesté de l'insurrection qui a éclaté à Athènes dans la nuit du 22, de l'arrivée du Roi et de la Reine le

jour suivant et de la détermination prise par Leurs Majestés, sur les représentations générales du Corps diplomatique, de quitter le pays..

Vous dites ensuite que la proclamation du Gouvernement Provisoire ne prononce pas l'exclusion du trône de la Maison de Bavière.

Je vous ai répondu que le prince à choisir comme souverain de la Grèce nedoit appartenir à aucune des Maisons régnantes dans les États qui sont parties au traité du 6 juillet 1827<sup>1</sup> et qui ont pris part aux protocoles du 4 avril 1826<sup>2</sup>, et 6 juillet 1827, et qu'en conséquence S. A. I. le Duc de Leuchtenberg et S. A. R. le Prince Alfred, auxquels vous faites allusion comme candidats possibles, doivent être exclus.

Je vous ai dit que j'avais été heureux d'apprendre que la proclamation du Gouvernement Provisoire n'exclut pas la Maison de Bavière, que j'avais déclaré au Ministre de Bavière que les Puissances alliées n'interviendraient pas par la force pour restaurer le roi Othon, et que le Gouvernement de Sa Majesté conseillera même d'appeler un Prince Bavarois au trône de Grèce, si ce conseil avait quelque chance d'être suivi.

J'ai dit que le Gouvernement de Sa Majesté désirerait voir la Grèce libre et prospère, qu'une occupation étrangère n'était pas nécessaire, mais que l'Assemblée nationale devait être choisie dans la Grèce seule, et que le Gouvernement de Sa Majesté s'en tenait au traité du 15 avril 1856<sup>3</sup> entre l'Angleterre, la France et l'Autriche.

### Dépêche du comte Russell à M. Scarlett.

(Extrait.)

Foreign-Office, le 6 novembre 1862.

Le Gouvernement de Sa Majesté a appris sans surprise les événements qui se sont passés en Grèce. Il déplore depuis longtemps la politique aveugle suivie par le Roi Othon, et il prévoyait que la catastrophe qui vient d'arriver aurait lieu tôt ou tard. Ce n'est pas faute

1. Voir *Archives*, 1862, t. IV, p. 377.

2. Voir *Archives*, 1862, t. IV, p. 375.

3. *Traité entre l'Autriche, la France et la Grande-Bretagne, signé à Paris le 15 avril 1856.*

Art. 1. Les Hautes Parties contractantes garantissent solidairement entre elles l'indépendance et l'intégrité de l'Empire ottoman consacrées par le Traité conclu à Paris le 30 mars 1856.

Art. 2. Toute infraction aux stipulations dudit Traité sera considérée par les Puissances signataires du présent Traité comme *casus belli*. Elles s'entendront avec la Sublime Porte sur les mesures devenues nécessaires et détermineront sans retard, entre elles, l'emploi de leurs forces navales et militaires.



de bons conseils et d'exhortations souvent répétées que ce malheureux Souverain a perdu sa couronne. Pendant une longue suite d'années, le Gouvernement Britannique s'est efforcé, par l'organe de ses Représentants à Athènes, Sir Edmund Lyons, M. Wyse, et M. Elliot, de convaincre le Roi des erreurs de son système de gouvernement. Ces efforts ont été inutiles; les prévisions du Gouvernement Britannique se sont réalisées. Le Royaume de Grèce ayant été reconnu par les transactions de 1832 comme un État indépendant, le peuple Grec a le droit d'user des droits de son indépendance nationale, et dont l'histoire européenne offre plusieurs exemples, à savoir, de changer de dynastie par des motifs valables et suffisants.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut nier que les Grecs aient eu des motifs valables et suffisants pour agir comme ils l'ont fait; et en conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté ne saurait trouver aucune raison, pour laquelle des Puissances étrangères interviendraient dans le but d'inviter les Grecs à revenir de leur décision.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne veut pas influencer la décision des Grecs, quant au choix de leur nouveau Souverain, sauf pour leur rappeler les arrangements et engagements conclus en 1832 entre l'Angleterre, la France et la Russie, d'après lesquels aucune personne alliée (*connected*) avec les Maisons Royale ou Impériale de l'une des trois Puissances ne peut être placée sur le trône de Grèce.

Vous communiquerez cette dépêche à M. Diamantopoulos.

---

Communication de la dépêche ci-dessus a été donnée aux Cours de France et de Russie.

---

#### Dépêche du comte Russell à M. Scarlett.

(Extrait.)

Foreign-Office, le 7 novembre 1862.

Il m'a été assuré que les députés des provinces appartenant légitimement (*legally*) à la Turquie seraient admis dans l'Assemblée Nationale, qui va être convoquée à Athènes, pour examiner la situation actuelle de la Grèce. Je dois vous informer qu'une Assemblée pareille comptant dans son sein des députés des provinces Turques, ne serait pas reconnue par le Gouvernement de Sa Majesté, comme représentant légalement (*law fully*) le Royaume de Grèce.

---

**Note de M. Diamantopoulos à M. Scarlett en réponse à la dépêche  
du comte Russell du 7 novembre.**

Athènes, ce 14 = 26 novembre 1862.

Monsieur,

J'ai l'honneur de répondre à la lettre que vous avez bien voulu m'adresser sous la date du 10 = 22<sup>1</sup> de ce mois au sujet des élections des représentants à la prochaine Assemblée Nationale.

Vous avez, Monsieur, sous les yeux le Décret rendu par le Gouvernement Provisoire, et vous y avez sans doute remarqué qu'il n'est nullement question de représentants à élire par des provinces se trouvant sous la domination Ottomane.

Après la promulgation de ce Décret l'on a agité, il est vrai, la question des corporations, et à ce sujet, je vous demande la permission d'entrer dans quelques détails afin d'en fixer la portée et le véritable sens.

Le droit réclamé par les corporations de se faire représenter à l'Assemblée Nationale n'a rien de commun avec l'idée de donner des représentants à des provinces Turques, et en effet, il n'est entré dans la pensée de personne en Grèce de donner des représentants ni à l'Épire ni à la Thessalie ni à aucune autre des susdites provinces.

Seulement les originaires de ces provinces, citoyens Grecs, émigrés en Grèce en vertu des Protocoles, avaient exercé jusqu'à présent le droit de former des corporations distinctes et d'élire représentants. L'Assemblée Constituante convoquée à la suite de la révolution du 3 septembre comptait parmi ses membres plusieurs de ces députés de corporations, choisis et envoyés à l'Assemblée non par des provinces appartenant à la Turquie, mais par des citoyens Grecs ayant le droit de former des corporations qui se faisaient seulement distinguer par l'origine de leurs membres, comme par exemple corporations de Psariotes, Candiotes, etc.

C'est ce même droit qui a été revendiqué récemment par la plupart des corporations. Toutefois, le Gouvernement Provisoire n'a cru jusqu'à présent devoir accéder à cette demande.

Veillez, etc.

A. DIAMANTOPOULOS.

---

**Dépêche de M. Scarlett au comte Russell.**

(Extrait.)

Athènes, 31 octobre 1862.

Bien que l'espoir d'amener un Prince anglais à monter sur le trône

1. La lettre de M. Scarlett du 22 est écrite en suite de la dépêche du 7 novembre qui précède.

de Grèce soit un sentiment prédominant, à ce que je crois, parmi les classes instruites, personne ne m'a encore entretenu de ce sujet et je l'évite soigneusement moi-même en toute occasion, soit dans les conversations avec les Grecs, soit avec mes collègues.

---

**Dépêche de lord Napier au comte Russell.**

(Extrait.)

Saint-Petersbourg, 31 octobre.

<sup>1</sup> Le Prince Gortschakoff déclare que le Gouvernement de l'Empereur s'en tiendra aux obligations des traités existants, et spécialement à l'engagement par lequel les Puissances protectrices ont déclaré les membres des familles régnantes respectives incapables d'occuper le trône de Grèce, à moins que cet engagement ne soit supprimé d'un commun accord.

Son Excellence a ajouté qu'il était un point sur lequel l'Empereur ne manquerait pas d'insister, à savoir que le futur Souverain quel qu'il fût, appartiendrait à la religion nationale, conformément aux stipulations en vigueur à ce sujet. Il termina en disant que la dernière catastrophe provenait de causes qui étaient depuis longtemps visibles pour le cabinet Impérial, et au sujet desquelles il n'a rien caché au Gouvernement Hellénique.

Je remerciai le Prince Gortschakoff pour son obligeante communication et lui posai la question suivante : Si un Prince de la maison de Bavière se présentait lui-même, professant la religion orthodoxe, et remplissant toutes les obligations des traités, pourrait-il compter sur l'appui moral du Gouvernement Impérial, exercé de façon à ne pas produire une contrainte injuste sur le peuple Grec, appui qui paraîtrait conforme à l'esprit du traité par lequel les trois Puissances ont reconnu la dynastie Bavaroise et réglé la succession.

Le Vice-Chancelier répondit qu'il ne ressentait aucun mauvais vouloir à l'égard de la maison de Bavière. Il verrait, le cas échéant, ce qui pourrait être fait, mais, tout dépendant des circonstances, il ne pouvait s'exprimer avec décision sur ce sujet.

J'observai alors au Prince Gortschakoff qu'il se pourrait qu'il n'y eût pas de Prince de Bavière disposé à accepter le trône dans les conditions du traité, ou bien que les Grecs fussent si absolument contraires à cette dynastie qu'un Gouvernement pareil ne pût être établi avec quelque chance de succès. Le trône serait ainsi virtuellement vacant par l'une ou l'autre de ces raisons. Dans ce cas, si j'avais bien

1. Voir p. 375 la fin de la seconde dépêche du 6 novembre à M. Scarlett, communiquée à Paris et à Saint-Petersbourg.

compris, le Gouvernement Impérial déclarait en vigueur la stipulation par laquelle des membres des familles régnantes des trois Puissances protectrices étaient exclus du trône de Grèce. Le Prince Gortschakoff répondit que telle avait toujours été la résolution de l'Empereur et de son Gouvernement. La stipulation en question ne pouvait être annulée que du consentement mutuel des trois Parties contractantes. Je terminai en disant au Prince Gortschakoff que j'étais persuadé que Votre Seigneurie serait hautement satisfaite de la teneur de la lettre écrite au Baron Brunnow, et que le Gouvernement de Sa Majesté serait heureux de se trouver d'accord avec le Gouvernement Russe.

---

**Programme du Gouvernement provisoire au sujet des élections  
de l'Assemblée nationale, 5 novembre 1862.**

Concitoyens! la mission principale dont la volonté de la nation glorieusement manifestée nous a chargé dans la nuit du 10/22 au 11/23 Octobre, était la convocation de l'Assemblée Nationale, à laquelle appartient le droit de régler définitivement (ce qui concerne) la constitution de l'État, de se prononcer sur le choix du Prince, et accomplir l'œuvre nationale dont la main du Seigneur a sanctifié le commencement. En remplissant cette tâche nous convoquons à Athènes l'Assemblée des Plénipotentiaires de la nation pour le 10/22 du mois de Décembre, en bénissant en même temps le Très-Haut, qui a donné de la force et de la consistance à l'amour de la patrie dans le cœur de tous nos concitoyens, et qui nous a accordé le bonheur de voir l'œuvre commencée marcher jusqu'à présent avec enthousiasme et fraternité.

L'accomplissement de cette mission nous impose en même temps le devoir de nous occuper de la rédaction de la Loi concernant les élections des Plénipotentiaires de la nation. Dans nos délibérations sur ce sujet présidait toujours la conscience de la volonté que la nation avait toujours déclarée et manifestée par des protestations souvent répétées dans le passé, de la volonté, disons-nous, d'assurer aux électeurs une liberté absolue concernant les convictions; de protéger cette conviction contre toute influence matérielle et morale, afin qu'elle soit manifestée pleine et parfaite, et qu'une fois énoncée elle puisse se conserver pure et inaltérable.

Mais le Décret concernant l'élection des représentants de la quatrième Assemblée Nationale du mois de Mars 1829 peut-être satisfaisait-il aux besoins de l'époque où il avait été publié, mais dans la suite des temps son application a prouvé son imperfection, et nous croyons



qu'il ne pourrait remplir les vœux de la nation, fondé qu'il était sur un système d'élection qui ne pourrait plus interpréter fidèlement la volonté des électeurs. La loi du 18/30 Mars 1844, concernant l'élection des Députés, quoique fondée d'après le jugement de l'Assemblée Nationale du 3/15 Septembre, sur des bases vraies et justes, n'est pas moins imparfaite que le Décret ci-dessus mentionné; et c'est à cause de ses imperfections que la volonté nationale a été altérée et falsifiée dans le passé avec une audace inconcevable dans la violation de ses dispositions.

Il était donc de toute nécessité que notre œuvre ne se bornât pas à établir seulement la Loi d'après laquelle doivent être faites les élections des Plénipotentiaires, mais qu'elle s'étendit aussi à la rédaction des dispositions qui puissent remplir les lacunes de la loi qu'une longue expérience a mises au jour, afin que l'expression de la conviction des électeurs soit garantie par une force irrésistible.

Par ces dispositions on observe le vote général, et l'on maintient libres et intacts les suffrages des électeurs; on satisfait à un grand besoin national, sans le moindre retard, dans l'exécution des élections puisqu'on conserve les listes électorales d'après la Loi du 18/30 Mars 1844, concernant l'élection des Députés, tandis que leur nouvelle rédaction et leur vérification pourrait retarder les élections des Plénipotentiaires; mais on pourra remédier aux inconvénients qu'offrirait l'état vicieux, car il est permis pendant la votation de rectifier les listes défectueuses et de découvrir la vérité, après avoir établi des garanties suffisantes. On protégera pendant les élections les droits des partis adverses sans toutefois perdre de vue l'ordre et l'intérêt public. Enfin, on invite à l'Assemblée Nationale des Plénipotentiaires non-seulement des citoyens Grecs habitant la Grèce, mais aussi ceux qui, quoique loin de la patrie commune, travaillent avec beaucoup de zèle à relever le nom Grec (à son ancienne splendeur) et qui ont à cœur le honneur de la mère patrie. L'importance de la mission dont les Plénipotentiaires seront chargés sera bien observée, chaque province étant tenue de fournir un double nombre de Plénipotentiaires de celui qu'elle envoyait de Députés.

En déclarant dans toute sa vigueur pour les élections des Plénipotentiaires la Loi du 18/30 Mars 1844, modifiée et complétée par le Décret annexé à notre programme, nous invitons nos concitoyens à élire leurs Plénipotentiaires d'après ces dispositions. Il est bien probable toutefois que l'imperfection qui se rattache toujours à toute œuvre humaine se trouve aussi dans le susdit Décret qui modifie et complète à la fois cette Loi; cependant nous espérons que la vénération pour la liberté, que l'histoire de notre patrie nous offre comme caractère irrécusable du Grec, fera que nos concitoyens s'abstiennent

de toute influence dans les élections et qu'ils respectent leur conviction manifestée par le vote.

Concitoyens! puisse le bon Dieu, qui n'a jamais abandonné la Grèce, vous unir par le sentiment de fraternité et de concorde dans l'exercice de votre droit souverain, afin que notre chère patrie conserve pendant le mouvement de cette élection son front pur et noble.

Athènes, le 23 Octobre (5 Novembre) 1862.

Le Gouvernement Provisoire, *Signé* : D. G. BOULGARIS, *Président*.  
C. CANARIS.

Les Ministres de l'État, *Signé* : TH. A. ZAIMIS, T. MANGHINAS,  
A. DIAMANTOPOULOS, A. COUMOUNDOUROS, D. CALLIFRONAS,  
D. MAVROMICHALIS, B. C. NICOLOPOULOS.

Le Secrétaire-Général, N. A. CHATZOPOULOS.

**Dépêche du comte Russell à lord Napier,  
et au comte Cowley.**

(*Extrait.*)

Foreign-Office, le 17 novembre 1862.

Milord, j'ai informé Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté attache de l'importance à ce que les Ministres des trois Puissances protectrices à Athènes y fassent connaître sans délai leurs vues quant aux obligations qui ressortent des Protocoles auxquels elles sont parties en ce qui concerne l'élection au trône de Grèce d'un Prince faisant partie des Maisons régnantes dans les États qui ont signé le Traité de 1827.

J'ai informé Votre Excellence que la Grande-Bretagne, pour ce qui la regarde, et pourvu que les autres parties du Traité soient d'accord pour faire une déclaration semblable, est prête à donner pour instructions au Ministre de Sa Majesté à Athènes de déclarer que la Grande-Bretagne ne consentira pas, non plus que les deux autres Puissances protectrices, à ce que le trône de Grèce soit accepté par un de ses Princes.

Votre Excellence apprendra probablement, avant de recevoir cette dépêche, si la Cour de Russie (de France) est d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté dans cette affaire. Si vous n'en étiez pas instruit, vous insisteriez auprès du Ministre russe pour qu'il soit pris au plus tôt une décision.

*Signé* : RUSSELL.

P. S. Cette déclaration s'appliquerait naturellement à S. A. I. le Duc de Leuchtenberg, Prince Romanowski, aussi bien qu'à S. A. R. le Prince Alfred.

**Le comte Russell à lord Napier.**

Foreign-Office, le 21 novembre 1862.

Votre télégramme du 19 courant annonce le refus du Gouvernement russe de se joindre à la déclaration que le Gouvernement de Sa Majesté proposait de faire à Athènes, par les trois Puissances au sujet de la continuation de la validité de leurs engagements mutuels en suite des Traités et Protocoles qui s'opposent à l'élection d'un Prince des Maisons régnantes respectives pour le trône de Grèce.

Dans ce cas, il est superflu de dire quoi que ce soit de plus au Prince Gortschakoff au sujet de la succession grecque. S'il vous entretenait de cette affaire, vous l'engageriez, sans exprimer aucune opinion, à répéter ses observations au Gouvernement de Sa Majesté.

---

**Note verbale de M. Drouyn de Lhuys, en réponse à la dépêche du comte Russell du 17 novembre.**

S. Exc. le Comte Cowley a lu au Ministre des affaires étrangères de France, le 18 de ce mois, deux dépêches de lord Russell, adressées sous la date du 15 et 17, l'une à lord Napier, Ambassadeur d'Angleterre à Saint-Petersbourg, l'autre à l'Ambassadeur de Sa Majesté britannique à Paris.

Il résulte de cette communication que lord Russell propose aux Cabinets de Paris et de Saint-Petersbourg de déclarer à Athènes que les trois Cours protectrices considèrent comme étant toujours valables les engagements stipulés dans le protocole du 3 février 1830, et que si un Prince appartenant à l'une de ces trois familles souveraines était appelé au Trône par le vote des Grecs, ce Prince ne serait pas reconnu par elles.

Le Gouvernement de l'Empereur est prêt à faire connaître à Athènes les déclarations qu'il a échangées sur ce sujet avec les Cabinets d'Angleterre et de Russie, et à se considérer comme lié par ces engagements antérieurs. Mais il ne se croirait pas autorisé à refuser indéfiniment sa reconnaissance à un Prince que la nation Hellénique, sans tenir compte de ces déclarations, aurait élu par un suffrage libre.

Aujourd'hui le cas n'est pas le même qu'en 1830. En 1830 les trois Cours agissaient en vertu d'une délégation expresse de la Grèce en nommant un Roi. Elles ont pu alors mettre à leur choix certaines restrictions et exclure ainsi formellement certaines candidatures. Aujourd'hui, au contraire, la Grèce exerce directement son droit, et ce serait

le méconnaître que de lui imposer telle ou telle exclusion sous la clause comminatoire d'un déni absolu de reconnaissance.

Dans le cas où les autres Cours protectrices, ne s'accordant pas à maintenir comme valables les engagements consignés dans le protocole du 3 février 1830, viendraient à présenter ou appuyer la candidature de Princes appartenant à l'une des trois familles, la France se considérerait comme dégagée aussi et reprendrait sa liberté d'action.

Désireuse d'ailleurs de prévenir de fâcheuses complications, Sa Majesté Impériale serait disposée à s'entendre immédiatement avec les trois Cours protectrices pour rechercher un Prince dont l'élection assurerait la prospérité de la Grèce sans compromettre la sécurité des États voisins, et pour le désigner officieusement au suffrage des Hellènes, répondant ainsi à un vœu indiqué déjà par le Gouvernement provisoire et qui pourrait être exprimé d'une manière plus formelle.

Palais de Compiègne, le 20 novembre 1862.

La politique suivie par la France dans les affaires de Grèce est exposée dans les deux dépêches de M. Drouyn de Lhuys en date du 4 décembre et du 21 décembre 1862. (Voir Archives de 1863, t. I, p. 253 et suivantes.)

La politique du cabinet de Saint-Petersbourg est exposée dans la dépêche du prince Gortschakoff du 14 décembre. (Voir Archives de 1863, t. II, p. 88 et suivantes.) Cette dépêche, qui fait l'historique de la conduite suivie par la Russie, rend superflue la reproduction des lettres échangées entre lord Napier et son gouvernement du 19 au 28 novembre. Ces dépêches roulent sur le refus de la Russie de faire une déclaration collective antérieurement à l'élection (by anticipation) par les ministres des trois puissances protectrices à Athènes, et sur la question de savoir si le duc de Leuchtenberg était exclu du trône de Grèce en vertu des traités. Sur ce dernier point le prince Gortschakoff déclinait un débat juridique; il se bornait à déclarer que la Russie ne soutenait aucune candidature au trône de Grèce. Les déclarations faites par le prince Gortschakoff à cette occasion sont conformes au texte de sa dépêche du 14 décembre.

Lord Napier, dans sa dépêche du 20 novembre, s'exprime comme suit sur la qualité du duc de Leuchtenberg : « Il peut être mis en doute si le duc de Leuchtenberg est, dans le sens rigoureux du mot, un prince de la famille impériale. Il est prince russe, prince Nicolas Romanowski en vertu d'une création impériale, et il a reçu, ainsi que ses frères et sœurs, le titre d'Altesse Impériale, avec le droit de le transmettre à ses descendants jusqu'à la troisième génération; mais il n'est pas placé exactement sur la même ligne que les enfants des fils puînés de Nicolas. Par exemple, on ne prie pas pour lui dans la liturgie russe. Il est sujet russe par sa naissance, sa résidence, son baptême et par déclaration officielle; mais il est possible qu'il soit aussi sujet bavarois conformément aux lois de la Bavière, en vertu de son père et de son titre bavarois. Il y a quelque chose de mixte dans sa qualité. Il n'est pas impossible qu'aux yeux d'un juriste allemand le duc soit d'abord prince allemand, et qu'un juriste russe puisse spécieusement soutenir qu'il n'est pas un prince de la famille impériale. »



Le bluebook sur les affaires de Grèce, communiqué au parlement en 1863, joint aux dépêches ci-dessus mentionnées les documents suivants :

---

**Manifeste de Sa Majesté l'Empereur du 14 juillet 1839.**

Par la grâce de Dieu, Nous Nicolas, premier Empereur et Autocrate de toutes les Russies,

Savoir faisons à tous nos fidèles sujets le 2 de ce mois, avec l'aide de la Providence divine, la célébration du mariage de notre très-aimée fille la Grande Duchesse Marie Nicolaïewna avec S. A. Séréniss. le Duc Maximilien de Leuchtenberg a eu lieu, d'après le rite de notre Église orthodoxe. En rendant grâces au Très-Haut d'un si heureux événement pour notre Maison, nous éprouvons la conviction que tous nos fidèles sujets aimeront d'autant plus à y prendre part qu'en formant cette alliance nous avons eu à cœur de fixer en Russie le séjour de Son Altesse Sérénissime avec son époux, désirant par là assurer leur bonheur au sein de notre chère patrie, ainsi qu'ils en avaient mutuellement exprimé l'intention, à la vive satisfaction de notre épouse très-aimée l'Impératrice Alexandra Feodorowna.

Voulant manifester combien cette intention nous est agréable et offrir en même temps une nouvelle preuve d'affection à notre fille très-aimée, ainsi qu'un témoignage des sentiments d'égards que nous inspirent les qualités distinguées du Duc de Leuchtenberg, nous avons résolu de donner à sa personne le titre d'Altesse Impériale. En lui accordant ce titre dès à présent et pour toujours, nous ordonnons au Sénat dirigeant, de préparer à cet effet le diplôme et les armes correspondants à ce titre, et de les soumettre à notre confirmation.

Après avoir ainsi formé les liens d'une alliance qui nous est si chère, nous appelons nos fidèles sujets, partageant avec nous la joie de notre cœur paternel, à adresser leurs ferventes prières au Très-Haut, qui règle les destinées du monde, afin qu'il daigne accorder aux nouveaux époux un bonheur et une paix inaltérables et assurer le bien-être de toute notre Maison.

Fait à Saint-Petersbourg, le 2 juillet de l'an de grâce 1839, et de notre règne le quatorze.

*Signé : NICOLAS.*

---

**Documents reçus de Munich.**

Le soussigné, Ministre de la maison de l'Empereur, certifie que d'après le testament de feu S. A. I. Mgr le Duc de Leuchtenberg (Maxi-

milien-Eugène-Joseph) en date du 3 juin 1851, déposé aux Archives du Ministère de la maison de l'Empereur, les héritiers de feu S. A. I. Mgr le Duc de Leuchtenberg sont :

Pour les Majorats de France et de Bavière :

S. A. I. Mgr le Prince *Nicolas* Maximilianowitch ;

S. A. I. Mme la Princesse *Marie* Maximilianowna ;

S. A. I. Mme la Princesse *Eugénie* Maximilianowna ;

S. A. I. Mgr le Prince *Eugène* Maximilianowitch ;

S. A. I. Mgr le Prince *Serge* Maximilianowitch ;

S. A. I. Mgr le Prince *George* Maximilianowitch.

Qui tous les six sont membres de la famille Impériale de Russie et sous la tutelle de leur auguste mère S. A. I. Mme la Grande Duchesse Marie Nicolaewna.

Saint-Pétersbourg, le 25 novembre — 7 décembre 1852.

Comte WLADIMIR D'ADLERBERG,

Ministre de la Maison de Sa Majesté l'Empereur de  
Russie.

Le soussigné, Ministre de la maison de l'Empereur, certifie que d'après les lois qui régissent l'Empire de Russie, tout membre de la famille Impériale, appelé à exercer une tutelle sur des enfants mineurs, peut disposer librement des biens de ces mineurs sans aucun contrôle et sans aucune des formalités auxquelles sont soumis les particuliers dans le même cas.

Saint-Pétersbourg, le 25 novembre — 7 décembre 1852.

Comte WLADIMIR D'ADLERBERG.

---

Un décret du 25 février 1854 du Roi Maximilien de Bavière autorise la transformation des Majorats constitués en faveur du Duc de Leuchtenberg en biens libres et allodiaux, et en permet la vente en réservant à la Couronne de Bavière le privilège de premier acheteur ; enfin le Roi donne son consentement à la renonciation faite par la Grande-Duchesse Marie, veuve du Duc de Leuchtenberg, au nom de ses enfants « de tous les avantages personnels, honneurs, droits et privilèges conférés à la maison ducal de Leuchtenberg par les déclarations royales du 15 novembre 1817 et résolutions subséquentes à ses membres dans le Royaume de Bavière. »

---

#### Oukase de l'Empereur de Russie du 12 décembre 1852.

Prenant en considération que nos bien-aimés petits enfants LL. AA. II. les Princes Nicolas Maximilianowitch, Serge Maximiliano-

witch et Georges Maximilianowitch, et les Princesses Marie Maximilianowna et Eugénie Maximilianowna, enfants de notre fille bien-aimée S. A. I. la Grande-Duchesse Marie Nicolaïewna et de feu S. A. I. le Duc Maximilien de Leuchtenberg, nés en Russie et baptisés dans le sein de l'Église orthodoxe catholique de l'Orient, appartiennent par là même à notre chère patrie, Nous avons jugé convenable de leur conférer, en témoignage de leur descendance de l'auguste fondateur de notre dynastie, le nom de Princes et Princesses Romanowsky. Le titre « Altesse Impériale » qui leur a été accordé se conservera dans leur descendance mâle jusqu'aux fils de nos arrière-petits-fils inclusivement. Le Sénat dirigeant ne manquera pas de faire les dispositions nécessaires à cet égard. Nous avons ordonné au Ministre de notre maison de transmettre au Sénat dirigeant les armoiries confirmées par Nous pour LL. AA. II. les Princes et Princesses Romanowsky.

**Extrait de l'Annuaire Diplomatique de l'Empire de Russie, pour l'année 1862, 2<sup>e</sup> année; Saint-Petersbourg, imprimerie de Hogenfelden et C<sup>ie</sup>. 1862.**

FAMILLE IMPÉRIALE. (Page 3.)

S. M. l'Empereur et S. M. l'Impératrice.

Puis suivent : —

ENFANTS. — 1. S. A. I. Mgr le Césaréwitch, Grand-Duc héritier Nicolas Alexandrowitch, né le 8 septembre 1843, and many others.

Ensuite : — FILS.

Ensuite :

SOEURS DE L'EMPEREUR. — 1. S. A. I. Mme la Grande Duchesse Marie Nicolaïewna, née le 6 août 1819.

*Enfants* de S. A. I. Mme la Grande-Duchesse Marie Nicolaïewna, issus de son mariage avec feu le Duc Maximilien de Leuchtenberg : —

*Fils.* — LL. AA. II. les Princes Romanowsky, Ducs de Leuchtenberg :

Mgr le Prince Nicolas Maximilianowitch, né le 23 juillet 1843;

Mgr le Prince Eugène Maximilianowitch, né le 27 janvier 1847;

Mgr le Prince Serge Maximilianowitch, né le 8 décembre 1849;

Mgr le Prince Georges Maximilianowitch, né le 17 février 1852.

*Filles.* — LL. AA. II. les Princesses Romanowsky, Duchesses de Leuchtenberg :

Mme la Princesse Marie Maximilianowna, née le 4 octobre 1841;

Mme la Princesse Eugénie Maximilianowna, née le 20 mars 1845.

2. S. A. I. Mme la Grande-Duchesse Olga Nicolaïewna, née le 2 août 1822; mariée à S. A. R. le Prince Royal de Wurtemberg, Charles Frédéric Alexandre.

Puis suivent : — *Tantes de l'Empereur.*

Et ensuite : — *Fille.*

---

**Note du baron Brunnow au comte Russell.**

Chesham-House, le 2 décembre 1862.

M. le Comte,

Les directions de ma Cour confirment en entier les explications que j'ai eu l'honneur d'offrir à Votre Excellence confidentiellement.

Elles m'autorisent à vous donner la certitude que l'éventualité de voir Mgr le Duc de Leuchtenberg appelé au Trône Hellénique ne s'accorde point avec les intentions de ma Cour.

Je suis chargé, en même temps, de vous réitérer l'assurance que le Cabinet Impérial est prêt à délibérer, de concert avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et avec le Cabinet des Tuileries, sur une candidature qui remplirait les conditions désirables pour obtenir l'adhésion unanime des trois Puissances dont les efforts réunis ont contribué, en commun, à fonder l'existence du Royaume Hellénique et à garantir son indépendance.

J'ai, etc.

BRUNNOW.

---

**Note du baron Brunnow au comte Russell.**

Londres, le 22 novembre — 4 décembre 1862.

Le soussigné, Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, a eu l'honneur d'annoncer à S. Exc. M. le Comte Russell, principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique ayant le département des Affaires Étrangères, que la Cour Impériale de Russie maintient dans toute sa force et valeur l'engagement en vertu duquel les membres des trois familles régnantes en France, en Angleterre et en Russie, sont exclus du Trône Hellénique.

En conséquence de cet engagement, il est mutuellement convenu de déclarer nulle et non avenue l'élection de S. A. I. Mgr le Prince Romanowski, Duc de Leuchtenberg, neveu de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, de même que celle de S. A. R. Mgr le Prince Alfred, fils de S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, dans le cas où l'un ou l'autre de ces Princes serait appelé au Trône Hellénique par l'expression d'un vœu de la nation grecque.

Le soussigné, etc.

Signé : BRUNNOW.

---



**Note du comte Russell au baron Brunnov, en réponse  
à sa communication du même jour,**

Foreign-Office, le 4 décembre 1862.

Le soussigné a l'honneur d'accuser réception de la note de Son Excellence le baron de Brunnov, en date de ce jour, et il a l'honneur d'annoncer, en réponse à Son Excellence, qu'il a reçu de Sa Majesté l'ordre de déclarer que l'engagement en vertu duquel les membres des trois maisons régnantes dans la Grande-Bretagne, en France et en Russie, sont exclus du trône de Grèce, est tenu par le Gouvernement de Sa Majesté en pleine force et vigueur.

En conséquence de cet engagement, il a été mutuellement convenu de déclarer nulle et non avenue l'élection de S. A. R. le prince Alfred, fils de S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, aussi bien que celle de S. A. I. le prince Romanowski, Mgr le Duc de Leuchtenberg, neveu de S. M. I. l'Empereur de toutes les Russies, dans le cas où l'un des deux Princes serait appelé au trône de Grèce par le vote du peuple grec.

*Signé : RUSSELL.*

---

**Proclamation du gouvernement provisoire, 22 novembre 1862.**

Hellènes, un décret a fixé au 6 décembre le jour de l'ouverture des opérations électorales dans toutes les provinces de l'État pour l'élection des représentants. Ce jour est critique, car l'intérêt de la patrie exige qu'il soit le prélude solennel de grandes choses. En détrônant un roi de trente ans de règne, au milieu d'une extrême modération et de la concorde, sans qu'aucune atteinte ait été portée à la morale, et avec une extrême sagesse unie à cet enthousiasme universel qu'inspire aux nations une conviction réfléchie, dès qu'il s'agit du salut de la patrie; sans qu'il se soit élevé une voix contraire et qu'il soit survenu d'anarchie; sans qu'aucune violence ait été faite à l'honneur ni à la propriété des citoyens, la Grèce a reconquis parmi les nations le rang illustre où l'avait élevée la lutte sacrée de la révolution. Mais si l'exercice du droit souverain d'élire des Représentants est heureusement appliqué, il changera en conviction l'idée aujourd'hui universelle, de la grandeur à venir de la nation hellénique.

Par sa révolution, le peuple grec a fait voir qu'il ne veut pas un état de choses qui soit opposé à la civilisation et au progrès moral et matériel des nations; qu'il répudie une politique rétrograde et ennemie de la morale : mais c'est à l'Assemblée Constituante qu'il appartient, tout en assurant l'avenir, de doter le pays de ce dont a pu le

priver le régime déchu : car la révolution, qui a entièrement détruit le passé, n'a décidé aucune question, si ce n'est celle du maintien du régime monarchique constitutionnel pour forme de gouvernement.

Les maux causés par le régime passé ont été si grands et ont duré si longtemps qu'il n'est pas possible que le peuple s'égare dans le choix de ses Représentants. Aussi le Gouvernement croit-il inutile toute recommandation. Nous sentons tous que l'Assemblée doit prendre des sûretés à l'égard du Gouvernement, afin de prévenir le retour de cette triste époque de trente années qui vient de s'écouler, époque où les lois étaient foulées aux pieds, où des machinations étaient ourdies contre les droits et la morale du peuple. C'est pourquoi les Représentants dont l'Assemblée sera composée, apporteront sans doute dans leurs délibérations les principes de la Révolution.

Il est un seul devoir que l'intérêt de la patrie impose au Gouvernement, c'est qu'il s'abstienne strictement de toute intervention directe ou indirecte dans les élections ; et ce devoir, il le remplit avec respect comme un devoir sacré. Considérant avec une conviction inébranlable que l'intervention, même morale, de la part du Gouvernement pendant l'élection des Représentants serait, pour ainsi dire, une impiété, il s'abstiendra non-seulement de désigner des candidats et de s'immiscer de quelque manière que ce soit dans aucune candidature, mais même d'exercer une influence morale quelconque sur les électeurs. Il faut que la volonté du peuple arrive dans l'Assemblée, pure, et sans avoir été influencée.

Dans ce but, le Gouvernement a ordonné le licenciement de toute Garde nationale recevant une paye, afin qu'elle ne serve pas à exercer une pression sur quelqu'un des partis : et il a même fait remplacer la garde non payée par une garde de volontaires, qui seule garantit une vraie impartialité dans le maintien de l'ordre.

Il a de même, par un décret, déclaré momentanément suspendu le pouvoir des Maires et de toutes les autorités municipales, afin de faire disparaître les moyens d'influencer les électeurs par l'intimidation, et c'est pourquoi il a ordonné qu'il soit procédé à de nouvelles élections des autorités municipales, dans tout le Royaume, dès que l'élection des Représentants sera terminée.

Le Gouvernement a aussi ordonné aux employés de toute branche administrative de s'abstenir de s'immiscer dans les élections de quelque manière que ce soit, en leur déclarant que d'un côté ils seraient stigmatisés par l'opinion publique, et que de l'autre ils seraient destitués et punis sévèrement par l'autorité s'ils se rendaient coupables de ce qu'elle regarde comme un des plus grands crimes, l'altération de la volonté nationale. Que nul électeur n'ajoute donc foi à aucun employé qu'il pourrait entendre dire le contraire ; mais que,

fort de sa conscience, il donne son suffrage en se rappelant que c'est l'Assemblée qui décidera de l'avenir de la patrie.

Citoyens et soldats ! c'est entre vos mains que la patrie remet ses destinées. N'oubliez pas que les temps de révolution sont toujours critiques et que c'est toujours dans ces conjonctures que les nations font voir ce qu'elles valent.

Si l'ordre public est troublé et que les élections soient entachées d'altération et de violence, les effets en seront redoutables ; car tout en luttant dans les élections dans le seul but de reconstituer la patrie, nous l'exposerions à un danger funeste et sans remède.

La patrie réclame de vous de la conscience dans votre vote, et de la modération en donnant votre suffrage. Elle demande que vous observiez, comme vous l'avez fait jusqu'à ce jour, l'ordre public, que vous vous respectiez vous-mêmes et que vous respectiez les droits des autres ; que vous montriez la même dignité dans votre vie particulière et dans votre vie politique. Tout ce que vous voyez autour de vous est provisoire et soumis à votre propre décision, par l'intermédiaire de l'Assemblée Nationale. Le Gouvernement provisoire ne pouvait cicatriser aucune des plaies qu'a laissées à la nation le régime déchu ; il a reçu d'elle une autre mission, celle de maintenir la paix à l'intérieur et de convoquer l'Assemblée.

Reconstituer l'Église ; assurer le présent et l'avenir de l'armée et les droits politiques des citoyens ; constituer l'indépendance des municipalités et y apporter des améliorations ; accomplir les vœux persévérants de la nation ; établir la morale dans la politique et dans la société, — tout cela est dans vos mains. Envoyez dans l'Assemblée nationale des Représentants qui aient vu les souffrances de la nation et qui désirent consciencieusement y apporter un remède.

Les générations futures qui vous devront leur bonheur se souviendront avec respect et une profonde reconnaissance d'une génération qui en aura établi le fondement. Quant à nous, qui n'avons d'autre ambition que de voir juger nos actes avec impartialité par le public, nous déposerons en les mains de l'Assemblée notre pouvoir momentané, intact et digne de notre patrie.

*Athènes, le 22 novembre, 1862.*

*Le Gouvernement provisoire, Signé D. G. BOULGARIS, Président,*

*C. CANARIS.*

*B. ROUPHOS.*

*Les Ministres secrétaires d'État, Signé T. MANGHINAS, TH. A. ZAIMIS,*

*ALEX. COUMOUNDOUROS, D. MAVROMICHALIS, E. DELIGEORGIS,*

*D. CALLIFRONAS, A. DIAMANTOPOULOS, NICOLOPOULOS.*

*Le Secrétaire Général du Gouvernement provisoire,*

*Signé : CHATSOPoulos.*

**Décret du Gouvernement provisoire, au sujet de l'élection  
d'un Roi.**

Le Gouvernement provisoire,

Considérant que la volonté du peuple grec a été manifestée de tout côté et de diverses manières, et voulant qu'il procède lui-même immédiatement à l'élection du Roi, décrète :

Art. 1. Le peuple est invité à élire le Roi de Grèce par élection directe.

Art. 2. Dans chaque mairie est exposé publiquement un registre dans lequel chaque citoyen grec ayant accompli sa vingtième année inscrit le nom du Roi auquel il donne son suffrage.

Art. 3. L'ouverture d'élection dans chaque commune est fixée au troisième jour qui suivra la publication du présent Décret. La durée de l'élection sera de dix jours.

Art. 4. Une Commission composée du Maire, du plus âgé des prêtres de la commune et de l'instituteur communal, surveillera la votation. Les électeurs qui ne savent pas écrire feront inscrire leur nom par le prêtre.

Chaque soir la Commission rédigera sur le registre et signera un procès-verbal. L'élection étant terminée, le registre de chaque commune sera envoyé respectivement à chaque Sous-Préfet ou Préfet, qui le transmettra au Ministère de l'Intérieur, par qui ils seront transmis à l'Assemblée Nationale qui en fera le dépouillement.

L'ouverture du vote aura lieu chaque jour à neuf heures du matin et se terminera à quatre heures après midi.

Art. 5. Hors de l'État seront exposés, suivant l'article 2, dans les Consulats, les Vice-Consulats et les Agences consulaires, des registres dans lesquels chaque citoyen grec demeurant à l'étranger inscrira le nom du Roi auquel il donne son suffrage.

Les Consuls, les Vice-Consuls, ou Agents consulaires respectifs s'adjoindront deux des principaux sujets grecs et rempliront les fonctions attribuées à la Commission.

Les autres dispositions du présent Décret sont également applicables à la votation hors de l'État.

*Athènes, le 1<sup>er</sup> décembre 1862.*

*Le Gouvernement provisoire, D. G. BOULGARIS, Président, C. CANARIS, B. ROUPHOS.*

*(Suivent les signatures des ministres.)*

---



**Note collective adressée au Gouvernement provisoire de la Grèce  
par les représentants de France, d'Angleterre et de Russie.**

Les soussignés, etc., ont l'honneur de porter à la connaissance de M. Bulgaris l'engagement pris, le 4 de ce mois, par les trois Cours, et revêtu le même jour de la signature de leurs Plénipotentiaires.

La France, la Grande-Bretagne et la Russie se déclarent liées par l'engagement qu'aucun membre des familles impériales et royales régnant sur les trois États ne pourra accepter ni porter la couronne de Grèce.

En conséquence, ni S. A. R. Mgr le Prince Alfred, membre de la famille royale d'Angleterre, ni S. A. I. le Prince Romanowski, Duc de Leuchtenberg, membre de la famille impériale de Russie, ne pourraient accepter la couronne de Grèce si elle leur était offerte par la nation hellénique.

Les soussignés saisissent cette occasion d'offrir à M. Bulgaris l'assurance de leurs sentiments distingués.

*Athènes, le 13 décembre 1862.*

*Signé : P. BOURRÉE, J.-C. SCARLETT, BLODOFF.*

Malgré cette déclaration collective, qui avait été précédée de déclarations isolées de MM. Scarlett et Bloudow, le prince Alfred fut élu roi de Grèce à une immense majorité, dans le mois de décembre. L'Assemblée nationale, élue presque en même temps, se réunit le 22 décembre. Le 12 décembre, sir Elliot reçut l'ordre de se rendre à Athènes avec les instructions contenues en substance dans le mémorandum suivant, qu'il remit au Gouvernement provisoire dès le lendemain de son arrivée à Athènes.

---

**Mémorandum remis par M. Henri Elliot au Président  
du Gouvernement provisoire de Grèce.**

Le 24 décembre 1862.

Le désir le plus cher du Gouvernement de Sa Majesté est de contribuer au bien-être et à la prospérité de la Grèce.

Les traités de 1827 et de 1832 sont une preuve de ce désir de la Grande-Bretagne.

Le Gouvernement provisoire des Grecs a déclaré, au sujet du départ du Roi Othon de la Grèce, que sa mission est de maintenir en Grèce la Constitution monarchique et les relations de paix avec les autres États.

Si la nouvelle Assemblée des Représentants de la nation grecque se montre fidèle à cette déclaration, si elle maintient le régime constitutionnel, si elle s'abstient de toute agression contre les États voisins,

et si elle choisit un souverain contre lequel il ne peut être soulevé d'objection fondée, le Gouvernement de Sa Majesté verra dans cette conduite, une promesse de liberté future et de prospérité pour la Grèce.

Dans ce cas Sa Majesté, en vue de donner plus de force à la monarchie grecque, serait disposée à annoncer au Sénat et aux Représentants des îles Ioniennes, son désir de voir ces îles unies à la monarchie grecque, et former avec la Grèce un État uni; et si la législation ionienne exprimait le même désir, Sa Majesté prendrait des mesures pour obtenir le concours des Puissances qui ont été parties au traité en vertu duquel les îles Ioniennes et leurs dépendances ont été placées, comme État distinct et séparé, dans le protectorat de la Couronne britannique.

D'après les communications qui m'ont été adressées à ce sujet, je dois prendre soin de faire comprendre que l'élection d'un Prince qui serait le symbole et le précurseur de troubles révolutionnaires, ou l'adoption d'une politique agressive vis-à-vis de la Turquie, empêcheraient tout abandon du protectorat des îles Ioniennes par Sa Majesté.

Le Gouvernement de Sa Majesté a la ferme confiance que l'Assemblée grecque choisira pour régner sur la Grèce un Prince dont on peut attendre un respect religieux pour la liberté et pour les libertés constitutionnelles, et un amour sincère de la paix. Un prince possédant ces qualités sera apte à assurer le bonheur de la Grèce, et il sera honoré de l'amitié et de la confiance de S. M. la Reine.

---

**Dépêche du comte Russell à M. Elliot.**

Foreign-Office, le 22 janvier 1863.

Monsieur, la grande confiance des Grecs dans les principes constitutionnels qui ont toujours guidé Sa Majesté a été sans doute la principale cause du grand enthousiasme qui s'est manifesté par l'élection du prince Alfred, comme roi de Grèce.

Comme cependant les trois Puissances protectrices ont déclaré que le protocole de février 1830 a toujours force de loi, vous déclarerez au Conseil exécutif de Grèce que S. A. R. le prince Alfred ne peut ni accepter, ni porter la couronne de Grèce. Vous voudrez bien, en faisant cette déclaration, exprimer combien Sa Majesté apprécie cette marque non sollicitée d'amitié et de confiance de la part du peuple grec. Vous voudrez bien, en même temps, déclarer qu'aux yeux du Gouvernement de Sa Majesté, le but des Grecs doit être d'élire un roi qui ne renverse pas sa Constitution par la violence, et qui ne la pervertisse point par la corruption.

Les princes sur lesquels on peut le plus compter à cet égard sont ceux qui ont acquis en Europe la réputation d'être restés constamment fidèles aux principes libéraux et ceux qui ont été accoutumés à vivre dans un pays libre. Nul, à cet égard, n'a plus de titres que le duc de Cobourg.

Sa Majesté a la ferme confiance que cette suggestion de sa part sera considérée par le Gouvernement et le peuple grecs comme une preuve qu'elle apprécie dignement leur confiance dans la famille royale d'Angleterre et dans les principes de liberté politique sur lesquels sont fondées les institutions de la Grande-Bretagne; et comme il est impossible que son fils, le prince Alfred, accepte la couronne de Grèce, Sa Majesté considère qu'elle ne fait que rendre confiance pour confiance, en présentant à l'examen des Grecs un Prince qui, par une alliance étroite et ancienne de l'Angleterre, peut être regardé comme possédant quelques-unes des conditions que les Grecs paraissent désirer de trouver dans leur souverain.

Je suis, etc.

RUSSELL.

*P. S.* Vous lirez cette dépêche au Président du Gouvernement provisoire, et, s'il le désire, vous lui en laisserez copie.

Malgré la dépêche qui précède et qui fut portée à la connaissance de l'Assemblée, celle-ci décréta que l'élection serait maintenue et que la couronne serait offerte au prince Alfred. M. Tricoupi, chargé d'affaires de Grèce à Londres, donna communication de ce décret au comte Russell. Celui-ci lui répondit par un nouveau refus qui clôt la première phase de la question grecque, la phase négative.

---

#### **Note du comte Russell à M. Tricoupi.**

Foreign-Office, le 9 février 1862.

Le soussigné, principal Secrétaire d'État de Sa Majesté pour les Affaires Étrangères, a eu l'honneur de recevoir la communication du chargé d'affaires de Grèce, en date du 6 de ce mois, contenant le décret de la deuxième Assemblée Nationale des Grecs à Athènes. Il a pris les ordres de Sa Majesté à cet égard. Sa Majesté a éprouvé une vive satisfaction de la confiance et de l'amitié manifestées à l'égard de Sa Majesté, de sa famille et de la nation anglaise, par l'élection de son fils le prince Alfred au trône de Grèce. Sa Majesté voit dans cette élection une preuve de confiance placée par la Grèce dans les fruits de l'éducation donnée au prince Alfred par son illustre père, de si regrettable mémoire, le prince époux. Mais Sa Majesté est obligée, par les engagements diplomatiques de sa Couronne, et par d'autres puissantes considérations, de décliner de la part, et au nom de son fils, cet honneur distingué.

Toutefois, Sa Majesté et sa famille royale se souviendront toujours avec satisfaction et orgueil, du vote spontané du peuple grec, si honorable à la fois pour ceux qui offrent la couronne, et si agréable pour la reine et le prince Alfred à qui l'offre a été faite.

Le soussigné prie M. Tricoupi de recevoir les assurances de sa haute considération.

*Signé : RUSSELL.*

DEUXIÈME PÉRIODE. DEPUIS LE REFUS DU PRINCE ALFRED JUSQU'À L'ÉLECTION DU ROI GEORGES ET SA RÉGULARISATION PAR LES PUISSANCES PROTÉCTRICES.

**Décret de l'Assemblée nationale reprenant le pouvoir exécutif**

**21 février 1863.**

L'Assemblée Nationale reprend à elle le pouvoir exécutif qu'elle retiendra et exercera par le Vice-Président faisant en ce moment les fonctions de Président de l'Assemblée, jusqu'à ce qu'elle ait pris une décision concernant la formation d'un nouveau Gouvernement.

Athènes, le 21 février 1863.

*Le Vice-Président remplissant les fonctions de Président.*

MORAÏTINIS.

**Proclamation adressée par le nouveau Gouvernement provisoire au peuple grec, 23 février 1863.**

Concitoyens, l'Assemblée Nationale nous a confié aujourd'hui le Gouvernement de l'État.

Mandataires de cette Assemblée qui se trouve investie de la Souveraineté nationale, et chargés de faire exécuter ses décisions, nous avons la conscience de la responsabilité que nous assumons sur nous, et nous sentons l'importance de notre mandat.

Nous regardons comme le premier de nos devoirs le maintien de l'ordre public; pour accomplir ce devoir, pour affermir le respect dû aux lois et aux droits qu'elles consacrent, nous userons avec une grande justice, mais aussi avec une grande sévérité, du pouvoir dont nous sommes investis, et que nous avons le devoir et la ferme résolution de faire respecter.

L'époque présente n'est pas une époque d'organisation; la conservation du présent, la préparation de l'avenir, voilà son caractère.

Constituer d'une manière plus parfaite la garde nationale, cette conquête de belles espérances, due à la Révolution, sera l'objet de notre ardente sollicitude; car c'est dans la garde nationale, comme dans l'armée, que se trouvent la garantie la plus sérieuse de l'ordre



public et la condition la plus essentielle de la prospérité de l'avenir.

Améliorer l'état de nos finances sera pour nous encore l'objet d'études et de soins tout particuliers, auxquels nous nous appliquerons sans retard. On entend de tous côtés recommander la diminution des dépenses, nous nous empresserons de l'effectuer, car nous comprenons parfaitement combien la situation des finances de l'État est étroitement liée avec l'ordre public et avec la sécurité.

Mais l'heureuse issue de notre révolution, le parfait rétablissement des choses, l'avenir de la patrie, dépendent de la bonne et prompte élection d'un roi. Nous aussi nous éprouvons le désir ardent qu'éprouvent tous les Grecs; nous souhaitons vivement de voir le plus tôt possible au sein de notre pays un prince digne de lui et de ses destinées, et nous travaillerons avec zèle et circonspection, de tout notre pouvoir, à venir en aide à l'Assemblée pour la solution de cette grande question nationale.

Concitoyens, voilà la voie que nous suivrons. La sagesse et le patriotisme du peuple hellénique sont pour nous une garantie de succès. Cependant, si nous rencontrons quelque part des obstacles, nous ferons tout ce qui dépendra de nous pour les surmonter, car nous avons le devoir et la ferme résolution d'accomplir la haute et respectée volonté de l'Assemblée Nationale.

Athènes, le 23 février 1863.

Z.-J. VALBIS, *président*; C.-N. DOSSIOS, D.-S. BOUDOURIS,  
D. CHARALAMBIS, D. MAVROCORDATO, A. ARGUÉRINOS, L.  
SMOLENSK, J. PAPAZAPHIROPOULOS.

---

**Circulaire adressée par M. Demetrius Mavrocordato, ministre des Affaires Étrangères, aux agents diplomatiques de la Grèce à l'étranger.**

Athènes, le 27 février 1863.

La malveillance, dans le but d'alarmer l'opinion publique en Grèce et de compromettre l'ordre et la tranquillité de l'État, a perfidement répandu que des hommes toujours prêts à se vendre au premier venu et à servir les plus mauvaises causes, ourdissent dans les ténèbres, contre l'honneur et la sûreté de la patrie, d'odieuses trames qui auraient pour but, à ce qu'on assure, la restauration de la dynastie bavaroise, que la nation et l'Assemblée de ses Représentants ont solennellement et à jamais exclue de la succession au trône de Grèce, déclaré vacant par décret de l'Assemblée Nationale.

Quoique une pareille tentative soit aussi insensée qu'impossible devant le patriotisme des Grecs, le Gouvernement provisoire suit néanmoins d'un œil vigilant les démarches de ces hommes, et saura bien déjouer avec fermeté et résolution leurs coupables menées.

Je vous autorise donc, Monsieur, à déclarer formellement à tous et à chacun, aux étrangers comme aux nationaux du lieu de votre résidence, que toute tentative de restauration de la dynastie déchue serait vaine et insensée, qu'aucun Prince de la maison de Bavière ne saurait dorénavant régner en Grèce, à moins qu'il ne se fraye un chemin vers le trône à travers des flots de sang et sur des monceaux de cadavres; que tout Hellène qui songerait à une pareille restauration ou qui s'associerait à des étrangers qui en auraient le désir, commettrait un crime de haute trahison dont il serait puni suivant la rigueur des lois. La nation hellénique ne peut permettre à aucun citoyen de désobéir à sa volonté unanime et souveraine.

Je saisis cette occasion pour vous inviter aussi à démentir, de la manière la plus formelle, les allégations contenues dans une correspondance publiée dernièrement par la *Gazette d'Augsbourg*, qui reproduisait le texte d'une prétendue proclamation qui aurait été répandue à Athènes et accueillie favorablement par le *parti modéré*.

Rien n'est plus chimérique, Monsieur, que cette assertion de la feuille bavaroise. Personne en Grèce, ni individu, ni parti, n'a jamais songé à publier une proclamation de ce genre; c'eût été un crime au premier chef ou un acte de folie.

Je vous autorise, Monsieur, et vous invite à donner à la présente circulaire la plus grande publicité possible.

Agréez, etc.

D.-C. MAVROCORDATO.

---

**Circulaire du Gouvernement grec à ses agents à l'étranger,  
13 mars 1863.**

A la suite des débats qui ont occupé deux de ses séances, l'Assemblée Nationale a décidé que la recherche d'un Roi sera dévolue à la Commission diplomatique déjà existante, qui s'occupera, conjointement avec le Gouvernement, de cet important objet, en rendant compte de ses démarches toutes les fois qu'elle en sera requise par l'Assemblée.

Dans la séance du 7 mars (23 février), l'Assemblée a décrété que les gardes nationales d'Athènes et du Pirée auront un commandant en chef. Ce commandant devra être élu, à la majorité absolue des voix, par les officiers du bataillon de l'Université et ceux des autres bataillons composant les gardes nationales d'Athènes et du Pirée.

L'élection aura lieu dimanche prochain.

Le Gouvernement a envoyé dans les dix départements du royaume dix officiers supérieurs et un nombre proportionné d'officiers inférieurs, pour y organiser les gardes nationales.

Vingt et un mille fusils avaient été distribués jusqu'ici aux gardes nationales d'Athènes et des provinces; on vient d'en distribuer six mille autres dans les provinces.

Pour rétablir dans l'armée la discipline, fortement ébranlée, le Gouvernement a résolu de remettre des officiers à la tête des différents corps. M. le chef d'escadron Papadiamantopoulos a été nommé commandant de l'artillerie.

Une proposition faite à l'Assemblée tendait à faire élire dans son sein une Commission qui aurait eu pour mission de surveiller l'enquête qui se poursuit au sujet des menées récemment découvertes en faveur de la dynastie déchue. L'Assemblée a rejeté cette proposition et a décidé que l'autorité judiciaire restera seule chargée de continuer l'instruction.

Les dernières nouvelles reçues des provinces continuent d'être relativement meilleures et signalent le retour de l'ordre et de la tranquillité.

Athènes, 1/13 mars 1863.

---

**Note adressée, le 6 février, au Gouvernement provisoire, par M. le comte de Bloudow, ministre de Russie en Grèce, au sujet de la correspondance particulière du roi Othon.**

Athènes, 6 février 1863.

Monsieur, lorsque j'ai eu l'honneur, d'ordre du Cabinet Impérial, de représenter par votre entremise au Gouvernement provisoire combien il serait équitable de délivrer au fondé de pouvoirs du Roi Othon sa correspondance particulière, vous avez bien voulu me répondre que la décision de cette question de droit et d'étiquette internationale serait déférée à l'Assemblée Nationale.

Partant de l'idée que le Cabinet Royal pouvait contenir des documents officiels, vous pensiez qu'il serait nécessaire d'y faire faire un triage par des délégués de la Constituante. Si les représentants de la nation adoptaient cette résolution, il serait urgent, Monsieur, de leur rappeler, au point de vue national, l'inviolabilité du secret des lettres consacrée par la législation de la Grèce, et au point de vue de la politique générale, ce que j'ai déjà eu l'honneur de signaler à l'attention de M. Boulgaris.

Une lettre appartient à celui auquel elle est adressée, et après lui au signataire. Ce principe est si bien reconnu dans tous les pays civilisés, qu'au décès d'un membre d'une famille régnante, on s'empresse de restituer, par l'entremise des Légations, toutes les pièces écrites par des Princes étrangers.

Du moment où, par des raisons d'État, vous ne jugez opportun ni de conserver la correspondance intacte jusqu'à l'arrivée d'un Souverain nouveau, ni de la restituer en entier au mandataire du Roi Othon, les usages diplomatiques vous imposent l'obligation de prendre des mesures pour empêcher les communications de famille et les lettres confidentielles des Princes et des Souverains de l'Europe de tomber sous les yeux de personnes auxquelles elles n'étaient pas destinées. C'est pourquoi je crois devoir revenir réclamer des précautions pour en sauvegarder le secret.

Il me semble que le moyen le plus simple consisterait à faire assister au triage, s'il était décrété, des délégués des différentes Légations présentes à Athènes. Ils seraient chargés de retirer les pièces émanées des Gouvernements ou des Princes appartenant à leur Cour et aux Cours parentes, quand celles-ci n'auraient pas de Représentants diplomatiques.

Il est entendu que ces employés n'auraient le droit de prendre connaissance d'aucun document relatif aux affaires intérieures de la Grèce ou à celles des autres Puissances.

Si le principe que j'ai l'honneur de proposer était adopté, il serait facile de poser, d'un commun accord, des règles pour mettre à couvert toutes les exigences et même toutes les susceptibilités. Il n'est jamais entré dans mes intentions de vouloir m'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays indépendant. Mais la question que je soulève en ce moment est une question européenne et qui ne peut qu'exercer une influence sérieuse sur les relations à venir des Maisons souveraines avec la nouvelle Monarchie hellénique.

La gravité de la question vous fera sentir, Monsieur, je n'en doute nullement, la convenance de porter cette communication à la connaissance de l'Assemblée avant qu'elle soit appelée à prendre une décision définitive.

Veillez, etc.

Comte BLOUDOW.

---



## RÉCLAMATIONS ET PROTESTATIONS DE LA BAVIÈRE.

**Note du baron de Cetto, ministre de Bavière à Londres,  
au comte Russell.**

Londres, le 23 décembre 1862.

Monsieur le Comte, des nouvelles dignes de foi, reçues d'Athènes, donnent à craindre que l'Assemblée Nationale, dont la réunion est prochaine, ne déclare propriété de l'État ce qui est propriété particulière du Roi Othon, nommément le palais qui servait de résidence à Sa Majesté, bien qu'il soit notoire que tout ce qui constitue le domaine privé du Roi, tant en meubles qu'en immeubles, a été acquis des deniers de la liste civile, du produit de l'apanage en Bavière, et des revenus provenant du Grand Duché d'Oldenbourg.

Comme pour prévenir un procédé aussi inique et aussi contraire à des droits tenus pour sacrés par la législation de tous les pays, le seul moyen efficace à employer serait que les trois Puissances fondatrices du Royaume de Grèce consentissent à placer sous leur protection la propriété susdite, le Roi, mon auguste Souverain, m'a chargé d'en faire la demande au Gouvernement de Sa Majesté Britannique et de solliciter l'envoi au Ministre d'Angleterre à Athènes d'instructions conformes au but qu'il s'agit d'atteindre.

En m'acquittant par la présente près Votre Excellence des ordres de mon auguste maître,

Je saisis, etc.

*Signé : A. DE CETTO.*

---

**Le Ministre des Affaires Étrangères de Bavière au Ministre  
de la même Puissance à Paris.**

Munich, 12 avril 1863.

Monsieur le baron, les événements dont la Grèce a été le théâtre depuis le mois d'octobre de l'année passée sont marqués par les actes les plus attentatoires aux droits de S. M. le Roi Othon, ainsi qu'à ceux des Princes de notre Maison Royale appelés à lui succéder au trône.

Nous n'avons pas protesté, jusqu'à présent, contre ces actes entachés de nullité, fondés que nous étions à attendre que la voix de la justice et du droit, que le sentiment du devoir fussent enfin écoutés, et que la majorité des Grecs, fidèle à son Roi et à la Charte constitutionnelle, finit par s'affranchir de la tyrannie funeste d'une minorité parjure.

Malheureusement, le peuple grec, sous l'action oppressive des

partis, n'a pas encore répondu à notre attente, et les démarches que nous avons faites dans l'intérêt de notre cause auprès des Puissances protectrices de la Grèce n'ont pas, jusqu'à présent, obtenu le succès que nous avons cru pouvoir espérer.

Loin de supposer que S. A. R. le prince Guillaume de Schleswig-Holstein-Sonderbourg-Glucksbourg veuille bien accepter l'offre faite par une Assemblée révolutionnaire de la couronne du Roi légitime de Grèce, héréditaire dans notre dynastie, S. M. le Roi, mon auguste maître, n'a pas voulu, dans ces circonstances, garder plus longtemps une attitude expectante, qui pourrait être interprétée d'une manière contraire à ses intentions.

Considérant que par la Convention conclue à Londres, le 7 mai 1832, entre la Bavière et les trois Puissances protectrices de la Grèce, agissant au nom de la nation grecque, le prince Othon de Bavière a été légitimement et régulièrement élevé au trône de Grèce, solennellement reconnu par l'Assemblée Nationale à Pronia, le 27 juillet 1832, et que la Maison Royale de Bavière se trouve éventuellement appelée à la succession du Royaume hellénique;

Considérant que la Charte constitutionnelle de la Grèce reconnaît et confirme les susdites dispositions de la Convention de Londres;

Le Roi, en sa qualité de chef de la Maison Royale de Bavière, ne fait qu'user d'un droit incontestable; il accomplit en même temps un devoir impérieux, en protestant solennellement contre leurs actes attentatoires ou préjudiciables aux droits de sa Maison au trône de Grèce, de même que contre toutes les conséquences que ces actes pourront avoir, et en réservant à sa Maison Royale les droits qui lui sont conférés, tant par la susdite Convention de Londres que par la constitution de la Grèce.

Je vous invite, monsieur le baron, à donner lecture et à laisser copie de cette dépêche à M. le Ministre des Affaires Étrangères.

Agréez, etc.

*Signé* : baron DE SCHRENCK.

---

NOTES ADRESSÉES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE PAR LES MINISTRES DE FRANCE ET DE GRANDE-BRETAGNE A LA SUITE DE DIVERS ACTES DE DÉSORDRES COMMIS EN GRÈCE.

#### **Légation impériale de France en Grèce,**

Athènes, le 4 mai 1863.

Monsieur le Président, un meurtrier, condamné par un conseil de guerre pour avoir tenté d'assassiner et blessé à coups de sabre un officier de la marine française, a été mis en liberté par le Ministre de la Guerre.

Avant-hier, un sous-officier grec a été signalé par moi comme ayant

frappé un citoyen français et levé le sabre contre lui. Son arrestation préventive a été refusée par le Ministre de la Guerre.

Hier, un domestique français a été assailli à coups de sabre par des sous-officiers grecs, s'est dérobé par la fuite à ses meurtriers; puis, dix minutes après, il a été rejoint par eux dans la pharmacie où on lui faisait les premiers pansements. Là, ses assassins se sont mis en devoir de l'achever. Ce malheureux n'a été arraché à la mort que par l'énergie de mon fils, attaché de la Légation de France, et du pharmacien qui le soignait. Ce crime était commis à trois heures; trois cents personnes étaient témoins; à sept heures et demie, les meurtriers étaient encore sur le boulevard, se targuant de leur impunité, libres et provocateurs: je les ai vus moi-même.

De pareils actes devaient en engendrer d'autres, quand l'impunité leur était assurée d'une manière si éclatante: dans la nuit, un plus abominable forfait était accompli.

Une femme était enlevée en pleine rue d'Athènes, entraînée par trente hommes ayant l'uniforme des soldats et des sous-officiers. Après d'affreuses menaces de mort; ils lui ont successivement fait subir les derniers outrages et l'ont laissée dans un terrain abandonné, où une patrouille de gardes nationaux l'a trouvée sans connaissance et demi-morte à quatre heures de la nuit.

Ces faits se passent, Monsieur le Président, à quelques pas de l'Assemblée à laquelle la Grèce a confié le soin de ses destinées et de son avenir. Il importe que les Représentants soient informés sans retard. Je vous prie donc de donner connaissance de cette lettre et de provoquer les mesures que nécessite la sécurité publique et qu'inspirera le soin de l'honneur de ce pays.

Recevez, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

BOURÉE.

---

Voici la réponse que l'Assemblée Natinoale a faite à la note ci-dessus:

« L'Assemblée a entendu avec une profonde affliction la lecture de la note du Ministre de France sur le déplorable attentat de la nuit dernière. Elle en témoigne au Gouvernement son vif mécontentement, et lui ordonne de punir les coupables suivant toute la rigueur des lois, et d'exercer dorénavant, sous son entière responsabilité, une active surveillance pour prévenir de pareils crimes. »

---

**Légation de la Grande-Bretagne.**

Athènes, le 4 mai 1863.

Monsieur le Ministre, les voies de fait qui ont eu lieu depuis quelque temps à Athènes et à plusieurs reprises, de la part des soldats de l'armée grecque, ont, il y a quelques heures, pris un caractère si grave que ma qualité de Représentant de Sa Majesté Britannique ne me permet plus de les taire, et de ne pas faire voir au Gouvernement Hellénique les funestes conséquences qui seront certainement les résultats de ces indignités. Il est inutile maintenant d'examiner si ces actes ont pour cause des desseins politiques, ou s'ils sont encouragés par de l'argent et des intrigues étrangères, comme souvent on l'a dit, ou s'ils viennent d'une rivalité, de dissentiments intérieurs, ou s'ils ont pour cause l'incurie égoïste et si peu patriotique de la part de ces Grecs indignes qui peut-être seraient prêts à sacrifier l'intérêt de leur patrie à leur vile ambition personnelle. Et sans me reporter particulièrement à d'autres faits d'une nature criminelle impardonnable, qui ont eu lieu, il y a quelque temps, dans le Cirque d'Athènes et ailleurs, je me borne à faire allusion à cet acte perpétré contre une malheureuse femme autrichienne qui figurait dans les représentations du Cirque et qui fut outragée par une bande de soldats, bien qu'elle se trouvât sous la protection d'un officier grec, et qui, devenue victime d'un rapt, fut emmenée dans les champs, puis abandonnée là, et qui, à ce moment, est sur le point de mourir, par suite des derniers outrages que lui ont fait subir ses brutaux ravisseurs.

Maintenant, Monsieur, j'ai le devoir d'attirer l'attention du Gouvernement Hellénique et de l'Assemblée sur la nécessité de prendre immédiatement des mesures, non-seulement pour que ces malfaiteurs soient sévèrement punis, mais encore pour que des garanties de sûreté personnelle soient données aux étrangers qui habitent Athènes ou tout autre endroit du Royaume. Il y a peu de temps encore, j'avais des raisons de croire que la conduite du Gouvernement et de la nation grecque était digne de tout éloge, pour la patience et la modération qu'ils ont montrées pendant la durée des épreuves politiques qu'ils ont eues à subir. L'assurance que le trône vacant serait bientôt occupé par un Prince dont le choix a été approuvé par la Grande-Bretagne, la France et la Russie, aurait dû contribuer, non à augmenter, mais au contraire à faire cesser les divisions politiques et à consolider la sûreté publique. Mon désappointement par la non-réalisation de mes espérances est grand; l'anarchie sous la forme la plus hideuse règne à Athènes. La considération de la Grèce est marquée d'une tache,



par suite de ces actes d'une nature si impardonnable qui ont été perpétrés, et, qui plus est, qui l'ont été contre des sujets étrangers, de façon que les sujets de toutes les Puissances, en Grèce, se trouvent dans des craintes et des périls continuels.

Cette situation peut être attribuée à des manœuvres étrangères, dont des hommes vils et malveillants se font les instruments ; elle peut être attribuée à l'extrême incapacité des autorités civiles et militaires à contenir les soldats indisciplinés et turbulents. Quelle qu'en soit la cause, quant à moi, comme Représentant de Sa Majesté Britannique, je ne puis consacrer par ma présence de pareilles indignités et de pareils crimes.

C'est pourquoi je vous prie, Monsieur, de porter sans retard à la connaissance de l'Assemblée Nationale le contenu de la présente et de lui faire savoir que je suis décidé à quitter la capitale, s'il n'est mis fin à cet état de choses par des mesures immédiates et énergiques.

J'ai l'honneur, etc.

P. CAMPBELL SCARLETT.

L'Assemblée Nationale s'est empressée de faire à la note ci-dessus la réponse suivante :

« L'Assemblée Nationale charge le Ministre des Affaires Étrangères d'exprimer dans sa réponse à la note que lui a fait parvenir hier S. Exc. l'Ambassadeur de la Grande-Bretagne, son indignation et ses regrets pour le déplorable événement dont il est question dans cette note. Elle exige du Gouvernement une prompte punition des coupables selon toute la rigueur des lois, et elle se flatte que S. Exc. l'Ambassadeur d'Angleterre ne saurait douter un seul moment de la sollicitude de l'Assemblée Nationale pour la sûreté des citoyens et surtout des sujets étrangers vivant sous la protection des lois. »

---

**Circulaire du Ministre des Affaires Étrangères de Grèce aux agents du Gouvernement Hellénique à l'étranger, 7 mai 1863.**

Quelques attentats déplorables ayant été dernièrement commis à Athènes contre des sujets étrangers, attentats qui y ont soulevé la plus vive indignation parmi l'Assemblée Nationale, les membres du Gouvernement provisoire et la population tout entière de la ville, un échange de notes s'en est suivi entre le Président de l'Assemblée et le Ministre des Affaires Étrangères, d'une part, et les Représentants de France et d'Angleterre, d'autre part.

Dans l'intérêt de la vérité, nous croyons devoir faire ici un exposé fidèle et détaillé de ces faits, sur la base de pièces authentiques.

Cet exposé nous a paru d'autant plus nécessaire, qu'au moment où les affaires de Grèce se discutent dans les Cabinets et dans les journaux européens, il est juste que la vérité se fasse jour sur la situation actuelle de ce pays, et que l'opinion publique de l'Europe ne soit pas induite en erreur par des relations inexactes ou exagérées.

Voici les faits tels qu'ils se sont passés.

I. Le 7 janvier 1863, un soldat avait frappé, au Pirée, M. Roubaud, officier de santé français. A la suite de la plainte déposée par ce dernier, trois militaires furent arrêtés et emprisonnés comme coupables de cet acte; mis en accusation après l'instruction qui fut conduite contre eux, ils furent jugés par le Conseil de guerre siégeant à Athènes.

Ce tribunal ayant déclaré coupable l'un d'eux, le nommé Jean Koumoundji, le condamna à six mois de prison; il acquitta les deux autres. Le Ministre des Affaires Étrangères ayant communiqué, par sa note en date du 7 avril, la sentence du Conseil de guerre au Ministre de France, celui-ci crut devoir formuler une demande de révision; mais, avant que le Ministre des Affaires Étrangères eût eu le temps de se concerter avec son collègue de la Guerre, et de répondre à cette demande, M. Bourée lui transmit, en exprimant de sérieuses plaintes, une lettre de M. Roubaud, assurant qu'il avait rencontré le soldat condamné dans les rues d'Athènes, en complète liberté, et qu'il lui avait même parlé. Le Ministre des Affaires Étrangères, ému à juste titre d'une semblable assertion, s'empressa de demander des explications à son collègue du Département de la Guerre.

M. le lieutenant-colonel Botzaris fit observer en réponse :

1° En ce qui concerne la révision de la sentence du Conseil de guerre, qu'elle n'était plus possible, d'après la loi, par la raison qu'elle ne fut demandée ni par le Commissaire du Gouvernement (qui, aux termes du code militaire, devait la demander dans un délai de quarante-huit heures, à partir de la publication de la sentence), ni par le condamné;

2° Relativement aux faits avancés par M. Roubaud, qu'aussitôt instruit de ce fait, il s'empressa d'ordonner une enquête rigoureuse; que, d'après le résultat de cette enquête, le soldat en question n'était jamais sorti de la prison, et, par conséquent, il était à supposer que M. Roubaud avait vu quelqu'un des soldats co-accusés; mais que, néanmoins, lui, le Ministre de la Guerre, prenant en considération l'assertion formelle de cet officier français, donna l'ordre de rendre plus sévère la peine prononcée contre le soldat sus-mentionné, en le faisant transporter dans les prisons du fort Palamède, à Nauplie, et

que cet ordre fut ponctuellement exécuté; enfin que, faisant usage de son pouvoir disciplinaire, il ordonna que les deux autres soldats, dont il est fait plus haut mention, fussent emprisonnés dans le même fort pour deux mois, ce qui est le maximum de la peine qui puisse être infligée par le Ministre de la Guerre.

Ces renseignements furent aussitôt communiqués au Ministre de France; mais comme celui-ci, dans cet intervalle, avait aussi demandé que le soldat condamné fût transporté de Nauplie à Athènes pour être confronté avec M. Roubaud, le Ministre des Affaires Étrangères lui fit remarquer, en réponse, que l'on ne pouvait pas faire droit à une pareille demande, attendu que, non-seulement elle constituait une sorte d'ingérance dans les affaires de l'administration intérieure, mais qu'on ne pouvait plus y donner suite du moment que la peine prononcée contre le soldat avait été aggravée malgré le résultat de l'enquête, relativement au fait avancé par M. Roubaud, et que les deux autres militaires coaccusés avaient été, malgré leur acquittement, condamnés à un emprisonnement disciplinaire de deux mois dans le fort Palamède.

II. Le Ministre de France, par sa note en date du 3 mai, s'est plaint qu'un soldat, voulant forcer l'entrée du Cirque dirigé par M. Soulié, avait frappé du poing, puis menacé de son sabre, un employé français de ce dernier.

En exprimant cette plainte, M. Bourée a exigé que le coupable fût arrêté sans délai et gardé à bord d'un des bâtiments de guerre hellénique mouillés au Pirée. Le Ministre des Affaires Étrangères s'étant empressé de donner connaissance de cette note à son collègue du Département de la Guerre, en a reçu, avec l'assurance que le militaire accusé avait été arrêté et livré aux mains de la justice, un rapport du Commandant de la place d'Athènes, dont il résulte que les choses s'étaient passées autrement, à savoir que c'était le militaire accusé qui, voulant se munir d'un billet, avait été assailli par les gens du Cirque.

III. Par sa note en date du même jour, M. Bourée, en dénonçant deux sous-officiers de l'armée grecque comme coupables d'avoir brutalement assailli un nègre, sujet français au service de M. Soulié, et de l'avoir blessé à coups de sabre, demandait qu'ils fussent arrêtés et sévèrement gardés à bord d'un des bâtiments de l'État mouillés au Pirée. De l'enquête faite à ce sujet par le Ministre de la Guerre, il est résulté que le nègre avait provoqué ces militaires en blessant l'un d'eux à la joue avec son couteau.

Néanmoins, le Ministre de la Guerre, par sa dépêche en date du 5 mai, fit savoir à M. Théodore P. Delyanny, Ministre des Affaires Étrangères, que les militaires, aussi bien que le caporal qui avait frappé du poing le domestique de M. Soulié, avaient été arrêtés et

emprisonnés à bord du brick de l'État la *Minerve*, en station au Pirée, et qu'une instruction en règle était ouverte relativement à ces actes. M. Delyanny s'empessa de communiquer ces détails, par sa note, en date du 7 mai, à M. Bourée.

IV. Le soir du même jour, entre dix et onze heures, quelques soldats ayant enlevé une femme autrichienne, du nom d'Anne Eigelsperger, faisant partie de la troupe de M. Soulié, au moment où elle sortait du Cirque après la fin de la représentation, se livrèrent sur elle aux derniers outrages. Cet acte odieux a soulevé, comme de raison, l'indignation de la population tout entière d'Athènes, et, particulièrement, de l'Assemblée Nationale et du Gouvernement. Le lendemain, le Ministre des Affaires Étrangères, s'étant présenté à l'Assemblée, a cru devoir donner sa démission et suggérer le changement immédiat du Ministère, afin que le Gouvernement provisoire reconstitué fût à même de réprimer d'une manière plus efficace ces actes criminels et d'en prévenir le retour. L'Assemblée a ajourné à une autre séance la délibération sur la question du remaniement et de la modification du Ministère; mais son indignation ainsi que celle du public pour les attentats commis était si grande, que lorsque, quelques moments plus tard, elle eut connaissance de M. le Ministre de France, elle lui adressa par le Président une réponse qui interprétait de la manière la plus expressive ses sentiments.

Lecture ayant été donnée ensuite de la lettre adressée, sur le même sujet par le Ministre de la Grande-Bretagne au Ministre des Affaires Étrangères, l'Assemblée vota un acte responsif que M. Delyanny s'empessa de faire parvenir à M. Campbell Scarlett par sa note en date du 7 mai.

Il est à remarquer que, d'après les certificats des deux médecins qui avaient donné les premiers soins à la dame autrichienne Anne Eigelsperger, et dont l'un était Grec et l'autre Autrichien, l'état de santé de cette personne ne fut pas sérieusement affecté des outrages qu'elle avait subis et que ses mœurs n'étaient pas irréprochables.

V. Cependant, le Ministre de France adressait, le 5 mai, au Ministre des Affaires Étrangères une note par laquelle, en disant que les personnes composant la troupe de M. Soulié avaient rompu leur engagement et quitté Athènes à la suite de la frayeur que les violences et les crimes commis leur avaient causée, et que, par conséquent, M. Soulié subissait par là de grandes pertes, il réclamait pour lui une somme de 20,000 fr. à titre d'indemnité (somme à laquelle, ajoutait-il, il l'amena à consentir, bien que les dommages fussent plus grands) et 300 fr. par jour en sus dans le cas où M. Soulié serait obligé d'attendre cet argent. M. Bourée se réservait expressément dans sa note



de demander les dommages et intérêts dus au nègre dont il est question plus haut, déclarait laisser au Ministre d'Autriche le soin de réclamer une indemnité pour la dame Anne Eigelsperger, et terminait en exigeant que les coupables des attentats dont la compagnie Soulié avait été victime fussent sévèrement gardés jusqu'au moment où les intentions de son Gouvernement lui seraient connues.

M. Delyanny répondit, par sa note en date du 8 mai, que l'attentat commis sur l'actrice autrichienne avait soulevé l'indignation de l'Assemblée Nationale, des Ministres et de tous les habitants d'Athènes; que, par suite des mesures énergiques de l'Administration, presque tous les coupables avaient été arrêtés et livrés aux mains de la justice, et qu'ils seraient sévèrement gardés et punis conformément aux lois de l'État, mais que le principe de l'indemnité réclamée pour M. Soulié ne pouvait pas être admis, cet industriel, outre qu'il n'avait pas de contract avec la municipalité, ayant manifesté, quelques jours après son arrivée à Athènes, l'intention de retourner à Constantinople immédiatement après le 3 mai.

Par ce qui précède, on pourra aisément se convaincre que quelques crimes isolés ne sauraient rejaillir sur le pays ni former l'opinion publique sur les conditions de l'ordre social existant en Grèce.

De pareils actes arrivent malheureusement dans tous les pays du monde et dans ceux même qui marchent en tête de la civilisation. Ils arrivent non-seulement pendant les époques de crise révolutionnaire comme celle que la Grèce traverse depuis six mois déjà, mais aussi dans les temps ordinaires. Les passions poussent souvent l'homme à des actes attentatoires à la liberté et aux droits d'autrui; mais, lorsque les écarts sont tout à fait isolés et individuels, lorsqu'ils sont punis et réprimés de suite, l'ordre social et politique pas plus que la réputation d'un pays n'en sauraient être affectés.

Les Grecs, en faisant la révolution du 11/23 octobre dernier, n'avaient qu'un seul but : faire respecter les lois que le régime renversé avait foulées aux pieds.

La conduite qu'ils ont tenue depuis lors leur a valu les suffrages du monde civilisé.

Quelques crimes isolés et individuels comme il s'en commet partout, ne changeront pas le verdict de l'opinion publique.

---

**Note de M. Scarlett à M. Th. P. Délyanni, ministre  
des affaires étrangères.**

Athènes, 8 mai 1863.

Monsieur, j'ai l'honneur d'accuser réception de votre Note en date du 7 de ce mois, à laquelle était annexée une communication de la part de l'Assemblée Nationale, en réponse à ma Note du 4 mai.

J'ai observé avec quelque peine et surprise que vous avez traité ma Note comme si elle se rattachait uniquement à l'acte de violence dont une femme autrichienne fut victime dans la nuit du 4 de ce mois; tandis qu'en faisant attention au contenu de cette communication, vous auriez vu que mes remarques s'appliquent également à une suite de crimes de même nature pour la plupart impunis, qui ont été commis à Athènes et ailleurs pendant un laps de temps assez long pour causer un sentiment général d'alarme et d'inquiétude quant à la sécurité personnelle dans tout le pays.

Je suis bien aise d'apprendre par votre Note que l'Assemblée est résolue d'employer tout son pouvoir pour prévenir le retour de crimes si honteux pour la civilisation, et que quelques-uns au moins des auteurs de ces atrocités pourraient recevoir la punition qu'ils méritent. Je ne saurais, toutefois, me dispenser de faire remarquer que si des mesures administratives plus énergiques avaient été prises de bonne heure, ces outrages à la société auraient pu être prévenus.

L'Assemblée me fera, j'en suis sûr, la justice de croire que personne n'est plus sincèrement désireux que moi, tant personnellement que comme Représentant de la Reine, de voir le maintien d'un bon Gouvernement, et de l'ordre, affermi dans un pays destiné à occuper, à l'avenir, une position honorable parmi les nations européennes et à se montrer digne des noms illustres qui ornent son histoire ancienne.

Je vous prie de donner communication de cette Note à l'Assemblée Nationale.

Je suis, etc.

*Signé :* CAMPBELL SCARLETT.

---

**Décrets du 20 mars = 1<sup>er</sup> avril 1863, relatifs à l'élection  
du Roi George I<sup>er</sup>.**

La seconde Assemblée Nationale des Grecs, siégeant à Athènes, décrète ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le prince de Danemark Chrétien-Guillaume-Ferdinand-

Adolphe George, fils puîné du prince Chrétien de Danemark, est proclamé par l'Assemblée, à l'unanimité, Roi constitutionnel des Grecs, sous le nom de George I<sup>er</sup>, roi des Grecs.

Art. 2. Les successeurs légitimes du roi George devront professer les dogmes de l'Église orthodoxe d'Orient.

Art. 3. Une commission de trois membres, choisis par l'Assemblée, se rendra à Copenhague, et lui offrira la couronne au nom de la nation hellénique. »

---

**Second décret rendu par l'Assemblée nationale, relativement à la cession des îles Ioniennes.**

La seconde Assemblée Nationale des Hellènes, à Athènes,

Prenant en considération ce qui a été déclaré dans le discours de S. M. la Reine de la Grande-Bretagne, prononcé à l'ouverture des Chambres britanniques, en ce qui concerne la cessation du protectorat de l'Angleterre sur les îles Ioniennes, ainsi que les communications sur le même sujet faites au Gouvernement provisoire par l'Envoyé extraordinaire de la susdite Puissance, bienfaitrice de la Grèce;

Se rendant, après l'élection qui vient d'être faite du Roi des Hellènes, l'interprète des désirs de la nation, décrète:

1<sup>o</sup> La nation hellénique exprime son vœu ardent de voir l'État grec des Sept-Îles réuni le plus tôt possible sous le sceptre constitutionnel de George I<sup>er</sup>, roi des Hellènes, à la Grèce aujourd'hui libre;

2<sup>o</sup> Des remerciements sont offerts à S. M. la Reine de la Grande-Bretagne, pour la bienveillante intention qu'elle a déjà manifestée par rapport à l'accomplissement de ce désir ardent de la nation grecque;

3<sup>o</sup> Le pouvoir exécutif est chargé de communiquer le présent décret à qui de droit.

---

**Circulaire adressée par M. Mavrocordato, ministre des Affaires Étrangères, aux Agents diplomatiques de la Grèce à l'étranger, donnant communication du décret du 1<sup>er</sup> avril relatif à l'abandon des îles Ioniennes.**

Athènes, le 3 avril 1863.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, en traduction française, le décret que l'Assemblée Nationale a voté, à l'unanimité, dans sa séance du 20 mars (1<sup>er</sup> avril), relativement à l'annexion des îles Ioniennes au royaume grec.

Par ce décret, l'Assemblée, en rendant grâces à S. M. la Reine de la

Grande-Bretagne, pour avoir manifesté l'intention de faire cesser son protectorat sur les Iles Ioniennes, exprime le vœu ardent du peuple hellénique de voir, le plus tôt possible, ces îles réunies à la Grèce libre.

Je vous invite, Monsieur, à donner la plus grande publicité possible à ce décret, qui fait connaître d'une manière si solennelle un des vœux les plus constants et les plus unanimes du peuple grec.

Recevez, monsieur, etc.

D. MAVROCORDATO.

Suit le décret.

---

**Réponse de lord Elliot à la suite de la communication  
du décret et de la circulaire.**

Monsieur, j'ai l'honneur d'accuser réception de votre Note en date d'aujourd'hui, contenant deux copies et une traduction du décret de l'Assemblée Nationale, qui exprime des remerciements à Sa Majesté la Reine pour l'intention qu'elle a fait connaître d'abandonner le protectorat des Iles Ioniennes, afin que ces îles puissent être incorporées au royaume de Grèce.

Conformément à votre demande, je profiterai de la première occasion pour transmettre ce décret au Gouvernement de Sa Majesté ainsi qu'au lord haut-commissaire des Iles Ioniennes.

Je ne doute pas que le Gouvernement de Sa Majesté ne prenne de promptes mesures pour la réalisation de l'annexion des îles en question, annexion qui, dans la conviction du Gouvernement britannique, contribuera au bien-être des deux parties et pourra conduire à la prospérité du royaume de Grèce, pour lequel Sa Majesté et son Gouvernement sont animés d'un intérêt si sincère.

Je profite de cette occasion pour réitérer à Votre Excellence les assurances de ma très-haute considération.

HENRY HELLIOU.

---

**Lettre du Ministre des Affaires Étrangères de Danemark  
à la députation grecque.**

Copenhague, 1<sup>er</sup> juin 1863.

Messieurs, c'est avec une sincère satisfaction que je me vois en état de pouvoir vous annoncer préalablement que S. M., mon auguste Souverain, après s'être entendu avec S. A. R. le prince Christian de Danemark, a pris la résolution d'accepter, au nom de S. A. R. le prince Guillaume-George, la couronne à laquelle ce dernier Prince a été appelé par les voix et les suffrages du peuple hellénique.



Pénétré de la conviction que l'annexion des Iles Ioniennes serait d'une grande importance pour le bonheur et la prospérité du peuple grec, S. M. a cru devoir faire de la cession de ces îles la condition indispensable pour l'acceptation de la couronne. Les trois Puissances protectrices, réunies en conférence à Londres, ont reconnu la valeur de ces considérations et la Grande-Bretagne s'est montrée disposée à se démettre, en faveur de la Grèce, du protectorat qu'elle a exercé jusqu'à présent sur ces îles, en subordonnant la cession à des conditions qui, il faut l'espérer, ne tarderont pas à se réaliser. Le Ministre de S. M. à Londres a, par conséquent, été autorisé à déclarer à la conférence que le Roi accepte, au nom de S. A. R., la couronne, dans les prévisions toutefois que la cession des Iles Ioniennes aura effectivement lieu dans un avenir très-rapproché, comme elle doit précéder le départ du Prince pour la Grèce.

Je me suis empressé de porter dès à présent cette décision à votre connaissance, Messieurs, et j'ajoute que vous recevrez une communication ultérieure et formelle, qui fixera le jour où vous serez admis à vous acquitter officiellement de l'objet de votre mission auprès de S. M. et à recevoir la réponse officielle du Roi.

Recevez, etc.

Copenhague, 1<sup>er</sup> juin 1853.

*Signé: HALL.*

---

#### **Lettre de George I<sup>er</sup>, Roi des Grecs, à l'Assemblée Nationale.**

Messieurs, obéissant à l'élan de mon cœur, je voudrais accompagner du témoignage personnel de mes sentiments le message par lequel S. M. le roi de Danemark accepte pour moi la couronne que la nation hellénique m'a appelé à porter. Je me rendrai dans ma nouvelle patrie avec transport, pour vous prouver que dès à présent je ne connais plus d'autre devoir que de vivre et de mourir en bon Grec pour le bonheur et l'indépendance de la nation ; et j'ai la conviction, Messieurs, que par votre aide, par l'amitié des Puissances, et surtout et avant tout par le secours de Dieu, les intérêts de la patrie, qui désormais seront toujours et partout les miens, vont prospérer à son avantage.

Je suis heureux et fier, Messieurs, de pouvoir vous saluer par la voix de ces bons et nobles patriotes, qui, nommés par votre confiance, se sont rendus ici, loin de la patrie, pour me saluer les premiers comme votre Roi. Ils vous diront qu'ils m'ont trouvé plein de sympathie pour ma nouvelle patrie, et que je désire ardemment pouvoir bientôt me trouver au milieu de vous. Acceptez-moi, Messieurs, avec la même confiance dont mon cœur est animé pour vous, et enseignez-

moi à travailler avec vous pour le bonheur de ma belle patrie, que Dieu protège !

Copenhague, le 11 juin 1863.

GEORGE I<sup>er</sup>.

---

**Réponse de l'Assemblée à la lettre du Roi George I<sup>er</sup>.**

Sire, c'est avec joie et avec enthousiasme que l'Assemblée Nationale a lu la lettre de Votre Majesté, qui a accompagné l'acte solennel de l'acceptation de la couronne et a entendu les explications de la députation concernant l'affection de Votre Majesté envers sa nouvelle patrie et la noble assistance de S. M. le Roi de Danemark, ainsi que celle de S. A. R. votre auguste Père, en accomplissement des vœux communs de la nation. Ces sentiments exprimés si royalement par Votre Majesté sont ceux que la nation s'attendait de trouver chez son Roi lorsqu'elle lui offrit unanimement la couronne grecque. L'annexion des Iles Ioniennes à la Grèce est le meilleur augure de la grandeur de la patrie.

En attendant avec le plus ardent désir la prompte arrivée de Votre Majesté, qui offre toutes les garanties de la sûreté et de l'ordre, l'Assemblée confiante encore dans les vertus dont Votre Majesté est douée, vous déclare dès à présent majeur. Votre Majesté trouvera dans la nation grecque une réception enthousiaste, cette foi, cette affection et cet appui qui rendent les peuples heureux et les trônes glorieux.

L'Assemblée, convaincue que la nation et le Roi béniront à jamais le jour du 18 (30) mars, adresse ses vœux au Très-Haut, afin qu'il rende puissant le trône et glorieux le nom de Votre Majesté.

Juin 1863.

---

**Décret d'acceptation.**

Nous Frédéric VII, par la grâce de Dieu, roi de Danemark, etc.

Faisons savoir :

Vu le décret de l'Assemblée Nationale de la Grèce, en date du 18/30 mars de cette année, par lequel S. A. R. le Prince Christian-Ferdinand-Adolphe-George, fils puîné de S. A. R. le Prince Christian de Danemark, a été élu et proclamé Roi constitutionnel des Hellènes, lequel décret nous a été remis par une Députation envoyée à Copenhague par ladite Assemblée ;

Et considérant que les Cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie, dans leur qualité de Puissances protectrices de la Grèce, ont fait acte d'adhésion à cette élection par l'organe de leurs Représentants réunis en conférence à Londres ;

Nous avons accepté et acceptons par ces présentes au nom de S. A. R. le Prince Christian-Guillaume-Ferdinand-Adolphe-George, la souveraineté héréditaire du royaume de Grèce à cette condition que les Iles Ioniennes seront annexées au Royaume.

Fait à notre château de Christiansborg, le 10 juin de l'an de grâce 1863, de notre règne le seizième.

Sous notre main et sceau royal.

*Signé* : FRÉDÉRIK, R.

*Contresigné* : C. HALL.

---

**Dépêche adressée par le comte Russell aux Ambassadeurs de Sa Majesté près les cours d'Autriche, de France, de Prusse et de Russie.**

Foreign-Office, le 10 juin 1863.

Mylord, le temps est venu où la déclaration faite par le Gouvernement de Sa Majesté, qu'il est prêt à consentir à l'union des Iles Ioniennes avec la Grèce, si les Ioniens désirent cette union, doit être suivie de mesures pratiques, et le Gouvernement de Sa Majesté, avant d'aller plus loin, désire dégager le sujet de toute ambiguïté. Comme on a, sur ces îles, quelques notions dénuées de fondement, il peut être utile que je signale à Votre Excellence la vérité sur la position des droits et la future condition des Iles Ioniennes.

Les îles Ioniennes ne font pas, comme certaines personnes paraissent le croire, partie des possessions de la Couronne anglaise ; elles forment la république des Sept-Iles placées, par le traité, sous la protection du Souverain du Royaume-Uni et de ses héritiers et successeurs. La manière dont ces îles ont été mises sous la protection de la Couronne anglaise est bien connue de ceux qui connaissent les négociations de 1815. Des clauses relatives aux Iles Ioniennes ne furent pas insérées parmi les articles du traité général conclu à Vienne au mois de juin de cette même année 1815 ; mais, le 14 du même mois, les Plénipotentiaires d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, étant réunis, rappelèrent, dans un protocole, ce qui s'était passé dans leur conférence de ce jour.

Le plénipotentiaire d'Autriche déclara que la question de la possession des îles Ioniennes étant liée à la tranquillité de l'Italie et des Provinces vénitiennes, la Cour d'Autriche se chargerait de la protection de ces îles et leur garantirait le maintien de leurs lois et privilèges.

Mais les plénipotentiaires de Russie dirent que ne désirant pas autre chose que d'assurer aux habitants de ces îles le sort le plus heureux et le plus approprié à leur situation, ils pensaient que leur devoir était de déférer au vœu des Ioniens et de les laisser

sous la protection de la Grande-Bretagne. Les plénipotentiaires de Russie firent aussi remarquer que le comte Capo d'Istria, qui avait été spécialement chargé de l'affaire, étant absent, on ne pouvait parfaire un arrangement définitif, et ils proposèrent un ajournement qui fut adopté.

C'est un fait bien connu que le comte Capo d'Istria, qui alors était en grande faveur auprès de l'Empereur Alexandre, était très-ardent pour la nationalité et la liberté de ses concitoyens. Sachant que les îles Ioniennes ne pouvaient pas se maintenir seules comme État indépendant, le comte Capo d'Istria désirait les placer sous la protection de la Grande-Bretagne, dont il désirait établir les institutions basées sur des principes de liberté parmi un peuple parlant la langue grecque. Les désirs du comte d'Istria, par l'influence de la Russie et du consentement de la Grande-Bretagne, furent accomplis par le traité de Paris du 5 novembre 1815, conclu entre la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Russie et la Prusse.

Le préambule de ce traité dit que les Puissances intéressées, animées par le désir de poursuivre les négociations ajournées au congrès de Vienne, dans le but de fixer la destinée des sept îles Ioniennes, et d'assurer l'indépendance, la liberté et le bonheur de ces îles, en les plaçant, elles et leur constitution, sous la protection de l'une des grandes Puissances de l'Europe, ont résolu de régler, par un traité spécial, tout ce qui y est relatif, etc.

Le premier article de ce traité déclare que les îles de Corfou, Céphalonie, Zante, Santa Maura, Ithaque, Cythère et Paphos avec leurs dépendances, telles qu'elles sont décrites dans le traité du 21 mars 1800, entre S. M. l'Empereur de Russie et la Porte-Ottomane, formeront un seul État libre et indépendant sous la dénomination d'États unis des îles Ioniennes.

Le quatrième article déclare que le Lord haut commissaire de la puissance protectrice réglera les formes de convocation d'une Assemblée législative dont il dirigera la marche afin de rédiger pour le nouvel État une Charte que le Roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande sera prié de ratifier.

Le cinquième article est ainsi conçu :

« Afin d'assurer, sans restriction, aux habitants des États unis des îles Ioniennes les avantages résultant de la haute protection sous laquelle ces États ont été placés, aussi bien que pour l'exercice des droits inhérents à cette protection, Sa Majesté Britannique aura le droit d'occuper les forteresses et les places de ces États et d'y tenir garnison. Une clause semblable place sous les ordres du commandant en chef des forces de Sa Majesté Britannique desdits États. »

D'après ces clauses, il paraît clair que l'intention des hautes Puis-



sances alliées était de fonder dans les Sept-Iles un État libre, indépendant, qui sous la protection d'un aussi puissant pays que la Grande-Bretagne, pourrait développer ses ressources sans crainte d'agression extérieure ou d'anarchie intérieure. Il paraît aussi, par le 5<sup>e</sup> article, que le but principal de la stipulation qui plaçait les forteresses entre les mains de la Grande-Bretagne était d'assurer aux habitants des États unis des îles Ioniennes les avantages résultant de la haute protection sous laquelle les États sont placés.

La Constitution établie, en exécution des articles du traité, contenait, dans son 4<sup>e</sup> article, une disposition portant que la langue usuelle des États est la langue grecque, ce qui faisait voir péremptoirement que l'intention du comte de Capo d'Istria, de créer une nationalité grecque, n'était point perdue de vue par la Grande-Bretagne, comme étant la Puissance investie du protectorat.

Le Gouvernement britannique, après avoir reçu ce fidéi-commis, s'est fidèlement attaché à remplir la mission que lui avaient imposée les Puissances alliées. Il a, malgré de nombreux obstacles, amélioré la condition des habitants. Toutefois, à l'égard de l'exercice des fonctions constitutionnelles du Lord haut-commissaire et du Corps législatif, une complète harmonie a rarement existé entre eux. Mais le grand changement qui s'est opéré dans la condition de quelques provinces turques voisines, lorsque le peuple grec revendiqua son indépendance, a matériellement changé la condition politique des Sept-Iles.

A partir de cette époque, les sympathies de la population ionienne commencèrent à se tourner vers la Grèce, et lorsque le Royaume grec devint un État reconnu de l'Europe, le vœu de se trouver politiquement réuni aux hommes de sa race prit racine parmi le peuple des îles Ioniennes. Ce vœu a souvent servi de prétexte à l'opposition factieuse; il a été exprimé depuis 1850 à un moment où l'Angleterre ne pouvait pas y prêter l'oreille sans céder à des vues d'ambition très-étrangères au Royaume de Grèce.

Mais, dans son origine et sa tendance, il y a quelque chose en ce vœu ionien d'union avec la Grèce qui a commandé le respect de la nation anglaise. L'amour de l'indépendance dans l'union avec une race homogène a en soi des droits à l'estime d'une nation qui se glorifie de son amour de la liberté. C'est ainsi que dans le but de fortifier la Monarchie grecque, d'accomplir l'objet primitif de la fondation des îles Ioniennes comme État et de satisfaire aux vœux fréquemment, quoique irrégulièrement exprimés dans les îles Ioniennes, le Gouvernement de la Reine a proclamé sa disposition à consentir à la réunion des îles Ioniennes à la Grèce.

Le Gouvernement de Sa Majesté n'est pas insensible à la valeur de

Corfou comme station militaire et navale, il n'ignore pas les appréhensions que fait naître en Autriche et en Turquie la perspective de l'abandon des îles Ioniennes par la Grande-Bretagne. On a dit en Angleterre que nous pouvions garder Corfou, tout en abandonnant les autres îles. Mais le Gouvernement de Sa Majesté pense que ce serait abuser du dépôt qui lui a été confié par l'Europe et manquer de bonne foi vis-à-vis des îles Ioniennes, si la Grande-Bretagne rangeait parmi ses possessions militaires une seule portion d'un État placé sous son protectorat et faisant de Corfou un des éléments de sa puissance en Europe.

En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté propose, aujourd'hui qu'un nouveau roi de Grèce a été reconnu par les Puissances protectrices, de consulter, de la manière la plus formelle et la plus authentique, les vœux des habitants des îles Ioniennes sur leur destinée future. Si ces vœux, nettement exprimés, sont en faveur d'une union avec la Grèce, le Gouvernement de Sa Majesté proposera qu'en vue d'examiner la condition future des îles Ioniennes, une conférence soit assemblée, composée des représentants des Puissances qui ont signé au traité de novembre 1815 et de ceux des Puissances protectrices qui, en 1827 et en 1832, ont signé les traités par lesquels le Royaume de Grèce a été constitué.

Je suis, etc.

*Signé : RUSSELL.*

**Note du ministre des affaires étrangères de Danemark  
à M. Delyannis, ministre des affaires étrangères de Grèce.**

Copenhague, 11 juin 1863.

Monsieur le Ministre,

Lorsque la députation à laquelle l'Assemblée nationale de la Grèce avait confié la tâche honorable d'offrir à S. A. R. le Prince Guillaume-Georges la couronne de la Grèce est venue ici, des circonstances qui ne dépendaient pas de l'action directe de Sa Majesté, rendaient désirable au Roi, mon auguste souverain, de différer la résolution définitive que Sa Majesté était appelée à prendre au nom de son jeune parent.

Les Puissances qui dans le temps ont si énergiquement contribué à la création du Royaume grec et qui plus tard n'ont pas cessé de donner des preuves de leur intérêt pour sa prospérité, s'étaient réunies en conférence à Londres pour délibérer sur les moyens les plus propres à faire traverser à la Grèce la phase pénible dans laquelle étaient entrées ses destinées. Entre autres points qui avaient fait l'objet des délibérations de la conférence, il y en avait un qui devait tout particulièrement fixer l'attention des cabinets auxquels le développement de

la Grèce tient à cœur. La généreuse intention exprimée par la Grande-Bretagne de vouloir se démettre, en faveur de la Grèce, du protectorat qu'elle a exercé jusqu'ici sur les îles Ioniennes avec de si heureux résultats, avait mis en perspective l'adjonction prochaine de ces îles au pays auquel elles appartiennent par la nationalité de leurs habitants aussi bien que par leur position géographique. Le Roi, mon auguste souverain, croyait devoir attendre l'issue de ces délibérations. Appréhendant notamment l'importance que la cession des îles Ioniennes aurait pour la Grèce, Sa Majesté voulait faire subordonner sa résolution à ce fait et contribuer autant qu'il dépendait de lui à ce qu'il se réalisât le plus tôt possible. Mue par cette considération, Sa Majesté a insisté auprès de la Conférence pour que cet agrandissement de la Grèce fût promis d'une manière formelle et obligatoire, en vue de faciliter à la nouvelle royauté la tâche ardue mais glorieuse qu'elle est appelée à accomplir.

Votre Excellence connaît sans doute déjà les résultats auxquels les délibérations de la conférence ont abouti. Elle sait que les trois Puissances, guidées par leur noble intérêt pour le bonheur de la nation grecque, ont déjà arrêté en principe ce point essentiel, et Sa Majesté peut se livrer dès à présent avec confiance à l'espoir que les efforts communs des trois puissances conduiront bientôt à la réalisation de la magnanime intention du gouvernement de la Grande-Bretagne.

Le moment était ainsi venu, où le Roi, mon auguste souverain, pouvait accepter pour S. A. R. le Prince Guillaume-Georges la couronne glorieuse à laquelle la Grèce l'appelait. Le 6 de ce mois la députation hellénique s'est présentée à Sa Majesté en audience solennelle et, après avoir reçu de ses mains le décret de l'Assemblée nationale de la Grèce, le Roi a déclaré accepter pour S. A. R. le Prince Guillaume-Georges la couronne qui lui était offerte. En même temps Sa Majesté a pourtant cru devoir formuler encore une fois son désir de voir s'exécuter dans un terme rapproché la cause relative aux Sept-Îles.

Cette acceptation, le Roi, mon auguste maître, a voulu la consigner dans un acte formel que j'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence en original, accompagné d'une traduction française.

Il ne me reste que le devoir agréable, d'après l'ordre exprès du Roi, d'exprimer à Votre Excellence la haute satisfaction de la manière digne et parfaite dont la députation a su s'acquitter de sa haute mission. Quant à moi personnellement, j'ai tout lieu de me louer d'avoir eu à traiter cette affaire, d'une importance si exceptionnelle, avec des hommes qui ont représenté leur patrie dans cette occasion avec une distinction et un mérite généralement appréciés.

Je prie Votre Excellence de me permettre d'ajouter encore combien je suis flatté et combien je me félicite d'avoir eu le bonheur de nouer

des relations avec elle dans une occasion si intéressante pour les deux royaumes, relations qui, il est permis de l'espérer, ne manqueront pas de se développer et de se fortifier dans l'avenir, non-seulement par suite de la fraternelle union des deux Cours, mais aussi en raison des sympathies qui s'établiront nécessairement entre les deux nations.

Je saisis, etc., etc., etc.

*Signé : C. HALL.*

---

**Dépêche circulaire aux missions du roi de Danemark,  
en date du 18 juin 1863.**

Monsieur, c'est avec regret que notre auguste souverain a vu s'écrouler soudainement, par suite des événements qui s'accomplirent l'année dernière en Grèce, une royauté européenne qui avait été érigée trente ans auparavant, au milieu des sympathiques espérances de la chrétienté entière. Et ce sentiment du Roi était augmenté encore par la crainte des nouvelles difficultés politiques dont cette crise pouvait compliquer les questions de droit public, déjà si nombreuses, dont l'Europe cherchait laborieusement la solution.

Le Roi ne tarda pas à reconnaître cependant, avec la plupart des cours et des peuples, que le dénouement où venaient d'aboutir les péripéties nombreuses de cette première période de la renaissance hellénique impliquait fatalement la déchéance définitive de la Dynastie fondée en 1832. Il n'était que trop évident que la situation que faisait à cette dynastie la force même des circonstances devait l'empêcher de réaliser désormais les intentions bienfaisantes des Puissances protectrices à l'égard de la Grèce et les vœux que tous les peuples avaient formés pour la prospérité de ce royaume.

Aussi Sa Majesté n'a-t-elle pu méconnaître la justesse des raisons qui déterminèrent les trois Puissances à renoncer au maintien de la première œuvre de leur sollicitude pour le peuple grec, et à chercher une issue de la crise par une nouvelle combinaison, qui pût donner satisfaction à la fois aux vœux de la Grèce et aux intérêts généraux de l'Europe.

Les phases successives d'attente et de déception que ces efforts eurent à traverser sont présentes à toutes les mémoires, et je n'ai pas à les retracer ici. Vous vous souvenez aussi, monsieur, du concours de circonstances qui amena si soudainement l'Assemblée nationale d'Athènes à élire et proclamer Roi de Grèce le Prince Guillaume-Georges de Danemark, et vous savez que ce choix était assuré d'avance de l'agrément et de l'appui des Puissances protectrices.

Les considérations qui ont notoirement engagé les Puissances à tenir



cette conduite devaient nécessairement avoir une grande valeur aux yeux de Sa Majesté; et lorsqu'elles lui ont adressé la demande de donner suite pour ce qui la concernait à l'élection qui appelait au trône vacant un Prince de sa maison, elle a pensé que sa position, comme membre de la grande famille européenne, lui imposait le devoir de faire tout ce qui pouvait dépendre d'elle pour amener une solution heureuse de l'importante question des destinées de la Grèce.

Le Roi n'a pu se dissimuler qu'il y avait urgence de terminer, sans longs délais, les négociations préalables à son consentement. Sans doute, il lui eût été agréable de pouvoir différer son acceptation jusqu'à ce que la maison de Bavière, s'inspirant de sa compassion naturelle pour les souffrances du pays dont le Gouvernement lui avait échappé, eût consenti à reconnaître le fait accompli par son abdication formelle; mais, en raison de la nécessité d'en finir promptement avec un état de choses qui eût pu gravement compromettre les destinées de la Grèce, Sa Majesté n'a pas eu de choix quant à la ligne de conduite qu'elle devait adopter.

C'est pourquoi, après s'être entendue avec S. A. R. le jeune Prince Guillaume-Georges et son tuteur naturel S. A. R. le Prince Christian de Danemark, Sa Majesté n'a plus hésité à prendre la résolution de se rendre à l'invitation desdites Puissances et d'accepter, pour le Prince Georges, la glorieuse couronne que le peuple grec lui a offerte.

En prenant cette importante détermination, le Roi n'a pas été sans s'apercevoir des difficultés qui hérissent la tâche confiée au nouveau règne; pourtant, avec la bonne volonté du peuple hellénique, le soutien si efficace des Puissances protectrices et le concours précieux des autres nations, il croit pouvoir espérer que le jeune souverain de la Grèce sortira victorieux de l'épreuve. Il s'est dit d'ailleurs que, si le régime inauguré en Grèce en 1832 fut impuissant à produire tout le bien que l'Europe s'en était promis, il faut chercher une des causes principales de cette impuissance dans l'étendue restreinte du Royaume et dans l'insuffisance de ses ressources actuelles. Afin de remédier à cette cause de faiblesse, il lui a donc semblé très-nécessaire de tâcher de fortifier autant que possible l'assiette du Gouvernement, en développant et en augmentant les ressources de l'Etat.

Aussi, lorsque la Grande-Bretagne a exprimé la généreuse intention de se démettre, en faveur de la Grèce, du protectorat qu'elle exerce depuis longtemps sur les îles Ioniennes avec de si heureuses conséquences pour le développement des aptitudes de la race hellénique, cette manifestation a fait concevoir à Sa Majesté le ferme espoir que l'annexion des Sept-Iles au territoire grec porterait remède de la façon la plus heureuse aux insuffisances qui affligent le Royaume grec, dans l'ordre moral comme dans l'ordre matériel, et faciliterait singulière-

ment au souverain futur la tâche ardue et glorieuse qu'il est appelé à accomplir.

Sous l'empire de cette pensée, le Roi a cru devoir insister, avant d'adhérer à la nomination du Prince Guillaume, pour que cet agrandissement de la Grèce fût considéré comme une condition expresse de l'acceptation, et il a exprimé aux trois Puissances le vif désir qu'il a de voir se réaliser cette adjonction dans un délai assez rapproché pour que le début du nouveau régime soit entouré de tout le prestige dérivant d'un événement si ardemment désiré et d'un si heureux augure.

Sa Majesté reconnaît avec une vraie satisfaction la noblesse des sentiments qui ont déterminé la Grande-Bretagne, la France et la Russie à accéder à sa demande à cet égard, et elle se livre avec confiance à cet espoir que les démarches communes des trois Puissances conduiront prochainement à la réalisation des intentions de la Reine Victoria.

Sa Majesté serait bien heureuse si la bienveillance dont les trois Puissances protectrices ont prodigué déjà les preuves à la Grèce et à son jeune souverain, pouvait ne jamais leur faire défaut, et si elle pouvait être partagée par les autres Puissances que l'avenir de la Grèce intéresse et dont le sympathique appui pourrait beaucoup contribuer à fonder un règne heureux et durable.

Dans les pièces que vous avez déjà reçues, vous trouverez tous les renseignements détaillés que vous pouvez désirer sur la marche et les résultats des négociations relatives à l'élection du Roi Georges I<sup>er</sup>. Dans le § 6 du protocole 3, vous verrez que les cours de France, de la Grande-Bretagne et de la Russie déclarent vouloir employer dès à présent leurs bons offices pour faire reconnaître le nouveau Roi des Grecs par tous les souverains et par les États avec lesquels elles se trouvent en relation.

En présence de cette promesse, le Gouvernement du Roi n'a aucune raison d'adresser une communication officielle aux autres Gouvernements relativement à l'acceptation de la couronne grecque par le jeune Prince. Toutefois, j'ai cru devoir vous faire connaître par cette dépêche les motifs qui ont déterminé la conduite de notre auguste souverain dans cette occasion, et je vous invite à les faire valoir dans les entretiens que vous pourrez avoir à ce sujet.

J'ai l'honneur, etc.

HALL.

---

**Protocole de la conférence tenue au Foreign-Office,  
le 16 mai 1863.**

Présents :

Les Plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne et de Russie.

Le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les affaires étrangères a ouvert la séance par un exposé historique des événements qui ont mis fin à l'ordre de succession établi en Grèce par la Convention conclue à Londres le 7 mai 1832, entre les cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie, d'une part, et de l'autre S. M. le Roi de Bavière, agissant en qualité de tuteur de son fils puîné le prince Frédéric-Othon de Bavière.

Les plénipotentiaires ont pris en sérieuse considération ces événements, accomplis sous des circonstances entièrement étrangères à l'action de leurs cours.

En présence de ces faits, ils ont reconnu, avec un sentiment unanime de regret, qu'après trente années d'épreuve, l'ordre de choses établi en 1832 n'est point parvenu à se consolider en Grèce sous la dynastie que la Convention du 7 mai a appelée au Trône, en vertu du pouvoir déferé alors par la nation grecque aux cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie.

Leur mandat est donc actuellement éteint ; mais les négociations qui ont précédé la signature de ladite Convention, ainsi que celle de l'article explicatif et complémentaire du 30 avril 1833, ayant été conduites avec le concours du Ministre de S. M. le Roi de Bavière, les Plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne et de Russie ont cru devoir constater l'intention de leurs cours respectives d'offrir à l'auguste chef de la maison de Bavière un juste témoignage d'égards en l'invitant à autoriser son représentant à Londres à prendre part à leurs délibérations.

Et après la lecture du présent protocole, rédigé d'un commun accord, les Plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne et de Russie y ont apposé leurs signatures.

*Signé : Baron GROS, RUSSELL, BRUNNOW.*

---

**Protocole de la conférence tenue au Foreign-Office,  
le 27 mai 1863.**

Présents :

Les Plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne et de Russie.

Les Plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne et de Russie se sont réunis pour prendre connaissance de la démarche faite à Munich par les représentants des trois Puissances protectrices, conformément aux résolutions arrêtées en conférence le 16 mai.

Le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les affaires étrangères a annoncé que la cour de Bavière n'a pas autorisé son ministre accrédité près Sa Majesté Britannique à prendre part aux délibérations ouvertes à Londres.

Dans l'absence de ce Ministre, le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique a cru devoir rappeler toutefois les réserves établies au mois d'avril dernier par la cour de Bavière en faveur des branches cadettes de la famille royale de Bavière, que l'art. 8 de la Convention du 7 mai 1832 a substituées éventuellement à S. M. le Roi Othon, si ce souverain venait à décéder sans postérité directe et légitime.

Il a été convenu, d'un commun accord, d'insérer cette déclaration dans le présent protocole

Considérant, néanmoins, que l'impossibilité de mettre désormais à exécution les stipulations de l'art. 8 précité résulte d'un événement de force majeure, dont les trois Puissances protectrices ne sont nullement responsables, les Plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne et de Russie ont reconnu que leurs Cours, dégagées de leur mandat par des circonstances que la Convention de 1832 n'a point prévues, ne sauraient différer indéfiniment l'époque où il conviendrait de replacer la Grèce sous un régime conforme aux principes monarchiques qu'elles ont intérêt à maintenir dans le nouvel État fondé par leurs efforts.

En conclusion, ils ont constaté que les événements qui viennent de s'accomplir en Grèce ne sauraient altérer la ferme intention de leurs cours de veiller, d'un commun accord, au maintien du repos, de l'indépendance et de la prospérité du Royaume hellénique, que la France, la Grande-Bretagne et la Russie ont contribué à fonder dans un intérêt général de civilisation, d'ordre et de paix.

*Signé* : BARON GROS, RUSSELL, BRUNNOW.

---



**Protocole de la conférence tenue au Foreign-Office,  
le 5 juin 1863.**

Présents :

Les Plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Russie et de Danemark.

Les Plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne et de Russie, reconnaissant la nécessité d'aviser sans délai aux moyens de replacer la Grèce sous un régime conforme aux principes dont le protocole du 27 mai maintient l'inviolabilité dans l'intérêt général de l'ordre et de la paix, se sont réunis en conférence pour s'entendre sur les arrangements à prendre d'un commun accord, afin de réaliser les vœux de la nation grecque, qui appellent le prince Guillaume de Danemark au trône hellénique.

Pour atteindre ce but, les Plénipotentiaires ont résolu, conformément aux ordres de leurs cours, d'inviter le Ministre de S. M. le Roi de Danemark à prendre part à leurs délibérations.

Le Plénipotentiaire de Danemark, en vertu de l'autorisation qu'il a reçue de sa cour, s'est rendu à cette invitation.

Sur la proposition du principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les affaires étrangères, les plénipotentiaires ont procédé à prendre lecture :

1. Du décret en date du 18/30 mars 1863, par lequel l'Assemblée nationale a unanimement proclamé le prince Guillaume, fils puîné de S. A. R. le Prince Christian de Danemark, roi constitutionnel des Grecs, sous le titre de Georges 1<sup>er</sup>, Roi des Grecs;

2. De la note en date du 4 juin, par laquelle le Ministre de Danemark accrédité près Sa Majesté Britannique annonce que, d'accord avec S. A. R. le Prince Christian, agissant en qualité de tuteur de son fils puîné le Prince Christian-Guillaume-Adolphe-Georges, encore mineur, S. M. le Roi de Danemark accepte pour le Prince Christian-Guillaume-Ferdinand-Adolphe-Georges la souveraineté héréditaire de la Grèce, mais à la condition expresse que les îles Ioniennes soient effectivement réunies au Royaume hellénique.

Après avoir mûrement examiné la teneur de ces documents annexés au protocole, sous litt. A et B, les Plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne et de Russie ont annexé l'adhésion de leurs cours aux actes en vertu desquels le Prince Guillaume de Danemark, du consentement de S. M. le Roi de Danemark et de son père le Prince Christian, est appelé au Trône hellénique sous le titre de Georges I<sup>er</sup>, Roi des Grecs.

Désirant faciliter la réalisation des vœux de la nation grecque, les

cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie ont autorisé leurs représentants à émettre les résolutions suivantes :

§ 1<sup>er</sup>. — Le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique a déclaré que si la réunion des îles Ioniennes au Royaume hellénique, après avoir été trouvée d'accord avec les vœux du Parlement ionien, obtenait l'assentiment des cours d'Autriche, de France, de Prusse et de Russie, Sa Majesté Britannique recommanderait au Gouvernement des États-Unis des îles Ioniennes d'affecter annuellement une somme de 10 000 liv. st. à augmenter la liste civile de S. M. Georges I<sup>er</sup>, Roi des Grecs.

§ 2. — Les Plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne et de Russie ont déclaré que chacune des trois cours serait disposée à faire abandon en faveur du Prince Guillaume de 4 000 liv. st. par an, sur les sommes que le Trésor grec s'est engagé à payer annuellement à chacune d'elles en vertu de l'arrangement proposé à Athènes par les représentants des trois Puissances et consenti par le Gouvernement grec, avec le concours des Chambres, au mois de juin 1860.

Il est expressément entendu que ces trois sommes, formant un total de 12 000 liv. st. annuellement, seront destinées à constituer une dotation personnelle de S. M. le Roi, en sus de la liste civile par la loi de l'État.

§ 3. — Conformément au principe de la Constitution hellénique reconnu par le traité signé à Londres le 20 novembre 1852 et proclamé par le décret de l'Assemblée nationale du 18/30 mars 1863, les successeurs légitimes du Roi Georges I<sup>er</sup> devront professer les dogmes de l'Église orthodoxe d'Orient.

§ 4. — Dans aucun cas, la Couronne grecque et la Couronne du Danemark ne pourront se trouver réunies sur la même tête.

§ 5. — Les plénipotentiaires réservent à leurs Cours de donner aux dispositions ci-dessus énoncées la forme d'une convention.

§ 6. — Les cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie emploieront dès à présent leurs bons offices pour faire reconnaître le Prince Guillaume comme Roi des Grecs, sous le nom de Georges I<sup>er</sup>, par tous les souverains et par les États avec lesquels elles se trouvent en relation.

Après avoir arrêté les résolutions énoncées dans le présent protocole, les Plénipotentiaires y ont apposé leurs signatures.

*Signé : Baron GROS, RUSSELL, BRUNNOW, BILLE, sub spe rati.*

---

**Annexe A au protocole (N° 3) de la conférence du 5 juin 1862.**

Athènes, le 31 mars 1863.

Monsieur l'envoyé,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint la traduction française du décret<sup>1</sup> que l'Assemblée nationale a rendu hier à l'unanimité, et par lequel le Prince Christian-Guillaume-Ferdinand-Adolphe-Georges, fils puîné du Prince Christian de Danemark, a été proclamé Roi constitutionnel des Hellènes, sous le nom de Georges I<sup>er</sup>.

Cette élection, qui a été accueillie avec le plus grand enthousiasme par le peuple de la capitale, en mettant fin à la révolution du 24 octobre, va ouvrir une nouvelle ère de bonheur et de prospérité pour la Grèce.

En vous priant, monsieur l'envoyé, de vouloir bien porter ledit décret à la connaissance du Gouvernement de S. M. la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande, je ne doute pas que celui-ci, animé de sentiments d'amitié pour la Grèce, ne voie avec plaisir la fin de la crise que nous avons traversée.

Agréé, etc.

*Signé : D. E. MAVROCORDATO**A monsieur l'honorable Henri Elliot.*

---

**Annexe B au protocole (N° 3) de la conférence du 5 juin 1863.**

Légation de Danemark, Londres, 4 juin 1863.

Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Danemark, a l'honneur, par ordre de son Gouvernement, de déclarer que, d'accord avec S. A. R. le Prince Christian de Danemark, agissant en qualité de tuteur de son fils puîné le Prince Christian-Guillaume-Ferdinand-Adolphe-Georges, encore mineur, S. M. le Roi de Danemark accepte pour ce Prince la souveraineté héréditaire de la Grèce, qui lui a été offerte par un décret de l'Assemblée nationale hellénique en date du 18/30 mars dernier. Cette acceptation a toutefois été donnée dans l'attente et à la condition expresse que les îles Ioniennes soient effectivement réunies au Royaume hellénique.

*Signé : TORBEN BILLE.*

---

1. Voir ce décret plus haut.

**Protocôle de la conférence tenue au Foreign-Office,  
le 26 juin 1863.**

Présents : les Plénipotentiaires de France, Grande-Bretagne et Russie. Après avoir signé le protocole du 5 courant, relatif aux arrangements à prendre pour faciliter l'avènement du Prince Guillaume au trône de Grèce, les Plénipotentiaires de France, Grande-Bretagne et Russie ont jugé nécessaire de consigner par écrit l'arrangement conclu entre leurs cours touchant les points ci-après :

1° En ce qui regarde la garantie de l'existence politique du royaume de Grèce, les trois puissances protectrices maintiennent simplement les termes dans lesquels elle est énoncée à l'article 4 de la convention du 7 mai 1832. Il est convenu que les îles Ioniennes seront comprises dans cette garantie, lorsque leur réunion au royaume de Grèce aura obtenu l'assentiment des parties intéressées.

2° En ce qui regarde les obligations financières que la Grèce a contractées vis-à-vis des trois puissances protectrices pour compte de l'emprunt, en vertu de l'article 12 de la convention du 7 mai 1832, il est entendu que les Cours de France, d'Angleterre et de Russie veilleront de concert à la stricte exécution de l'engagement proposé à Athènes par les représentants des trois puissances et accepté par le Gouvernement Grec, avec le concours des Chambres au mois de juin 1860. Les représentants des trois puissances en Grèce recevront à cette fin des instructions rédigées dans le même esprit pour leur servir de règle de conduite. Les trois cours se communiqueront entre elles ces instructions destinées à protéger leurs intérêts par des efforts combinés.

*Signé : Baron GROS, RUSSELL, BRUNNOV.*

---

**Convention signée à Londres, le 13 juillet 1863, entre le Danemark, et les puissances alliées, la France, la Grande-Bretagne et la Russie, pour l'accession du roi Georges I<sup>er</sup> au trône de Grèce.**

Art. 1<sup>er</sup>. S. M. le Roi de Danemark, d'accord avec le Prince Christian de Danemark, agissant comme tuteur de son deuxième fils, le Prince Christian-Guillaume-Ferdinand-Adolphus-Georges, accepte, pour ce prince encore mineur, la souveraineté héréditaire de la Grèce, offerte à lui par l'Assemblée nationale des Grecs, au nom de la nation Grecque.



Art. 2. Le prince Guillaume de Danemark prend le titre de Georges I<sup>er</sup>, roi des Grecs.

Art. 3. La Grèce, sous la souveraineté du prince Guillaume de Danemark et la garantie des trois cours, formera un État monarchique, indépendant, constitutionnel.

Art. 4. Les frontières de l'État grec fixées par la convention signée à Constantinople, le 21 juillet 1832, entre les trois cours alliées et la Porte-Ottomane, seront élargies par l'annexion des îles Ioniennes au royaume Grec, dès que cette annexion, proposée par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, aura été reconnue conforme aux vœux du Parlement ionien et aura eu l'adhésion des cours de l'Autriche, de la France, de la Prusse et de la Russie.

Art. 5. Les îles Ioniennes, dès que sera accomplie leur annexion au royaume Grec, seront comprises dans la garantie contractée par l'article 3 de ladite convention.

Art. 6. En aucun cas ne seront réunies sur la même tête la couronne de Grèce et celle du Danemark.

Art. 7. En conformité des principes de la Constitution hellénique reconnue par le traité signé à Londres, le 20 novembre 1852, et proclamé par décret de l'Assemblée nationale de la Grèce, les successeurs légitimes du roi Georges I<sup>er</sup> doivent professer la foi de l'Église orthodoxe d'Orient.

Art. 8. La majorité du prince Guillaume de Danemark, fixée par loi de la maison Royale à la dix-huitième année accomplie, c'est-à-dire le 24 décembre 1863, sera considérée accomplie avant cette époque, si un décret de l'Assemblée nationale des Grecs en avait reconnu le besoin.

Art. 9. Lorsque l'annexion des îles Ioniennes au royaume Grec aura lieu selon les conditions de l'article 3 de la convention présente, Sa Majesté Britannique recommandera au Gouvernement des États unis des îles Ioniennes d'affecter annuellement une somme de dix mille livres sterling à l'augmentation de la liste civile de S. M. Georges I<sup>er</sup>, Roi des Grecs.

Art. 10. Chacune des trois cours fera remise, en faveur du Prince Guillaume de Danemark, de quatre mille livres sterling par an, sur la somme que le trésor grec s'est engagé à payer par an à chacune d'elles, en conformité de l'arrangement fait à Athènes au mois de juin 1860, par le Gouvernement Grec, avec le consentement des Chambres.

Il est expressément entendu que ces trois sommes, formant un total de douze mille livres sterling annuelles, seront destinées à constituer une dotation personnelle de S. M. le Roi, en outre de la liste civile fixée par la loi de l'État.

Art. 11. L'avènement au trône de Grèce du prince Guillaume de Danemark n'apportera aucun changement aux engagements financiers que la Grèce a contractés, par l'article 12 du traité signé à Londres le 7 mai 1832, envers les trois Puissances alliées, qui ont garanti l'emprunt.

Il est bien entendu que les trois Puissances surveilleront ensemble l'exécution de l'engagement pris par le Gouvernement Grec au mois de juin 1860 sur les représentations des trois cours.

Art. 12. Les trois cours, dès à présent, travailleront à ce que le prince Guillaume de Danemark soit reconnu comme Roi des Grecs par tous les Souverains avec lesquels elles sont en relations.

Art. 13. S. M. le roi de Danemark se réserve d'employer tous les moyens propres à faciliter le départ du roi Georges I<sup>er</sup> pour ses États le plus tôt possible.

Art. 14. Les trois cours communiqueront la présente convention au Gouvernement Grec et lui prêteront tout leur appui jusqu'à l'arrivée prochaine de S. M. le roi Georges I<sup>er</sup>.

Art. 15. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres dans le courant de six semaines, ou plus tôt s'il est possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets portant leurs armoiries.

Fait à Londres, le 13 juillet de l'an de grâce 1863.

(L. S.) *Signé* : BARON GROS, RUSSELL, BRUNOW, BILLE.

FIN DU TROISIÈME VOLUME DE LA TROISIÈME ANNÉE.

---

F. AMYOT.

# TABLES DES MATIÈRES

DU TROISIÈME VOLUME DE LA TROISIÈME ANNÉE.

(1863)

## I. TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

	Pages.
(a) Traités, Conventions, Protocoles, Déclarations, etc., etc. ....	433
(b) Correspondances, Dépêches, Notes, Mémoires, etc., etc. ....	434

## II. TABLE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES PUISSANCES.

(c) Traités, Conventions, Protocoles, Déclarations, etc., etc. ....	442
(d) Correspondances, Dépêches, Notes, Mémoires, etc., etc. ....	445

## I

### TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

#### (a) TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, DÉCLARATIONS, ETC., ETC.

	1858	Pages.
Juin..... 30. <b>Belgique, France, Prusse.</b> Convention télégraphique conclue à Bruxelles.....		293
	1859	
Juillet... 29. <b>Grèce, Turquie.</b> Convention télégraphique signée à Constantinople.....		289
	1860	
Mars.... 28. <b>Haïti, Saint-Siège.</b> Concordat avec les pièces y relatives.....		5
	1861	
Octobre.. 24. <b>Grèce, Italie.</b> Convention de poste conclue à Athènes.....		304
— 28. <b>Grèce, Perse.</b> Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu à Constantinople.....		314
	1862	
Juin..... 5. <b>France, Espagne, Cochinchine.</b> Traité de paix et d'amitié signé à Saigon.....		323
— 13. <b>France, Italie.</b> Convention de navigation.....		18
Septembre. 5. <b>France, Russie, Turquie.</b> Protocole signé à Constantinople par les Représentants de la France, de la Russie et de la Turquie pour la reconstruction de la grande coupole.....		80
— 12. <b>France, Madagascar.</b> Traité de commerce et d'amitié signé à Tananarive.....		319

	1863	Pages.
Janvier ..	17. <b>France, Italie.</b> Traité de commerce.....	23
Février ..	17. <b>États-Unis, Grande-Bretagne.</b> Article additionnel au Traité du 7 avril 1862 pour la suppression de la traite des nègres d'Afrique	17
Avril ....	9. <b>Belgique, Italie.</b> Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu à Turin.....	326
Mai.....	12. <b>Belgique, France.</b> Convention additionnelle au Traité de commerce et de navigation du 1 <sup>er</sup> mai 1861, conclue à la suite de l'adhésion de la France au rachat du péage de l'Escaut, avec l'exposé des motifs.....	335
—	16. <b>France, Grande-Bretagne, Russie.</b> Premier protocole de Londres relatif aux affaires de Grèce.....	421
—	27. <b>France, Grande-Bretagne, Russie.</b> Deuxième protocole de Londres relatif aux affaires de Grèce.....	422
Juin.....	5. <b>France, Grande-Bretagne, Russie.</b> Troisième protocole de Londres relatif aux affaires de Grèce.....	423
—	26. <b>France, Grande-Bretagne, Russie.</b> Dernier protocole relatif aux affaires de Grèce.....	425
Juillet... 13.	<b>Danemark, France, Grande-Bretagne, Russie.</b> Convention de Londres pour l'accession du Roi Georges de Danemark au trône de Grèce.....	425

## (b) CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTÉS, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

	1839	Pages.
Juillet... 14.	<b>Russie.</b> Manifeste de l'Empereur Nicolas accordant au duc de Leuchtenberg le titre d'Altesse Impériale.....	383
	1852	
Décembre. 7.	<b>Russie.</b> Documents relatifs aux Héritiers du duc de Leuchtenberg.....	383
—	12. <b>Russie.</b> Oukase conférant aux enfants du duc de Leuchtenberg le nom de princes et princesses Romanowsky.....	384
	1859	
Septembre. 6.	<b>Principautés-Unies.</b> Protocole relatif à l'union des Principautés-Unies.....	99
	1861	
Mars..... 14.	<b>Suède.</b> Dépêche du comte de Manderstroem, Ministre des affaires étrangères, au comte de Wachtmeister, Ministre du Roi à Copenhague, exposant pour quelles raisons les propositions faites au Holstein, les 2 et 6 mars, par le Gouvernement danois ne paraissent pas complètement satisfaisantes au Cabinet de Stockholm.....	129
—	14. <b>Suède.</b> Dépêche de M. de Manderstroem à M. Jaerta, Ministre du Roi à Berlin, appuyant les propositions faites les 2 et 6 mars par le Gouvernement danois aux États du Holstein.....	132
—	29. <b>Suède.</b> Dépêche du comte de Manderstroem au comte de Platen, Ministre de Suède à Londres, au sujet du refus des États du Holstein d'admettre les propositions du gouvernement danois des 2 et 6 mars 1861, et proposant une solution de la question.....	133
Mai..... 12.	<b>Suède.</b> Dépêche du comte de Manderstroem au comte de Platen, à Londres, répondant aux objections soulevées par lord Russell contre la solution proposée dans la dépêche du 29 mars.....	141
—	12. <b>Suède.</b> Mémoire sur la réorganisation de la Monarchie danoise..	144
Octobre.. 5.	<b>Équateur.</b> Note de M. Rafael Carvajal, Ministre des relations de l'extérieur, à M. Jose Fabio Melgar, Ministre des affaires étrangères du Pérou.....	278



1861

Pages.

Octobre. . . 5.	<b>Équateur.</b> Réponse du Gouvernement de l'Équateur à l'ultimatum du Péron daté du 24 août.....	283
Décembre. 2.	<b>Turquie.</b> Note aux représentants des Puissances garantes à Constantinople au sujet de l'union des Principautés-Unies.....	101
— 2.	<b>Turquie.</b> Firman sur l'organisation administrative et législative des Principautés-Unies.....	102
—	<b>France.</b> Réserves de la France relativement à l'union des Principautés-Unies.....	104
—	<b>Russie.</b> Réserves de la Russie relativement à l'union des Principautés-Unies.....	105
—	<b>Grande-Bretagne.</b> Réserve de la Grande-Bretagne relativement à l'union des Principautés-Unies.....	106
—	<b>Prusse.</b> Réserves de la Prusse relativement à l'union des Principautés-Unies.....	107
—	<b>Italie.</b> Réserves de l'Italie relativement à l'union des Principautés-Unies.....	108
— 29.	<b>Suède.</b> Dépêche de M. Manderstroem au Ministre de Suède à Londres, au sujet de la dépêche de M. de Bernstorff du 5 décembre 1861.....	154

1862

	<b>Russie.</b> Extrait de l'Annuaire diplomatique de l'Empire de Russie donnant les membres de la famille impériale.....	385
Janvier. 12.	<b>Suède.</b> Dépêche du comte de Manderstroem au comte Hamilton, Ministre de Suède à Copenhague, au sujet de la dépêche danoise du 26 décembre 1861.....	156
— 31.	<b>France.</b> Dépêche de M. Thouvenel au marquis de Moustier, lui annonçant que l'affaire de la reconstruction de la coupole du Saint-Sépulcre va être reprise avec le cabinet de Saint-Petersbourg.....	74
Février. 17.	<b>Suède.</b> Dépêche du comte de Manderstroem au Ministre de Suède à Berlin, maintenant la politique suivie par le Cabinet de Stockholm dans la question des Duchés.....	156
— 28.	<b>Autriche.</b> Circulaire de l'Autriche en réponse à celle de la Prusse du 24 janvier, relativement à la réforme fédérale allemande....	71
Mars..... 28.	<b>France.</b> Dépêche de M. Thouvenel au marquis de Moustier, approuvant la note rédigée en commun avec le prince Labanoff relativement à la grande coupole du Saint-Sépulcre.....	75
Avril.....	<b>Chine.</b> Requête du prince Kong à l'Empereur de Chine au sujet de la libre pratique de la religion chrétienne.....	85
— 5.	<b>Chine.</b> Édit impérial en faveur des chrétiens.....	87
— 9.	<b>France.</b> Dépêche du marquis de Moustier à M. Thouvenel annonçant qu'il a présenté, avec le prince Lobanoff, à Aali-Pacha la Note identique relative à la grande coupole du Saint-Sépulcre....	76
— 9.	<b>Turquie.</b> Dépêche du Grand-Vizir à Omer-Pacha au sujet des affaires du Montenegro.....	262
— 10.	<b>France.</b> Dépêche de M. de Bourboulon à M. Thouvenel au sujet des affaires des chrétiens en Chine.....	82
— 16.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell aux Ministres britanniques à Paris, Saint-Petersbourg et Stockholm, au sujet des décisions prises par la Diète de Francfort, le 27 mars 1862, dans la question dano-allemande.....	167
— 25.	<b>France.</b> Réponse de M. Thouvenel à la dépêche du marquis de Moustier du 9 avril, lui annonçant que l'Angleterre a été informée de la demande adressée à la Porte de concert avec la Russie relativement à la coupole du Saint-Sépulcre.....	76
— 22.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Cowley à lord Russell en réponse à la dépêche du 16 avril sur les affaires dano-allemandes.	169

	1862	Pages.
Avril....	23. <b>Montenegro.</b> Réponse du Prince Nicolas à la dépêche du Grand-Vizir datée du 9 avril.....	264
—	25. <b>Russie.</b> Dépêche du prince Gortschakoff au baron Brunow, à Londres, en réponse à la dépêche de lord Russell du 16 avril...	169
—	28. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Russell à lord Napier, Ministre britannique à Saint-Petersbourg, l'avisant qu'il renonce au projet énoncé dans la dépêche du 16 avril.....	171
Mai.....	6. <b>Suède.</b> Dépêche du comte de Manderstroem au Ministre de Suède à Londres, au sujet de la dépêche de lord Russell du 16 avril 1862.....	158
—	13. <b>Prusse.</b> Dépêche du comte de Bernstorff au Ministre de Prusse à Londres, en réponse à la Note de M. Hall du 12 mars 1862.....	171
—	16. <b>France.</b> Dépêche de M. Thouvenel au marquis de Moustier l'autorisant d'accepter l'offre du Sultan de s'associer aux dépenses de la reconstruction de la coupole du Saint Sépulcre.....	77
—	23. <b>France.</b> Dépêche de M. Thouvenel au marquis de Moustier discutant la proposition de la Turquie relative à la reconstruction de la coupole du Saint-Sépulcre.....	77
—	27. <b>France.</b> Dépêche du marquis de Moustier à M. Thouvenel annonçant qu'il a fait informer Aali-Pacha qu'il pouvait adresser officiellement la réponse à la Note collective dont il avait communiqué confidentiellement le projet.....	79
—	28. <b>Turquie.</b> Réponse d'Aali-Pacha à la Note collective de l'Ambassadeur de France et du Ministre de Russie au sujet de la reconstruction de la grande coupole.....	79
Juin....	20. <b>France.</b> Dépêche de M. Thouvenel au marquis de Moustier lui envoyant le projet de protocole relatif à la reconstruction de la grande coupole.....	79
—	23. <b>Danemark.</b> Dépêche de M. Hall à M. de Bille, Ministre de Danemark à Londres, au sujet des vues de l'opposition holsteinoise..	176
—	27. <b>Prusse.</b> Dépêche de M. de Bernstorff au Ministre de Prusse à Copenhague, en réponse à la Note de M. Hall du 8 mai.....	178
Juillet...	14. <b>Grande-Bretagne.</b> Réponse du comte Russell à la Note en date du 8 du comte de Flahault assurant que la convention relative à Portendik et Albreda sera fidèlement observée.....	93
Août....	7. <b>Autriche.</b> Dépêche du comte de Rechberg au comte Karolyi à Berlin, au sujet de l'entente des Gouvernements qui ont pris part aux conférences sur deux motions à présenter à la Diète germanique.....	49
—	13. <b>Prusse.</b> Réponse du comte de Bernstorff à la dépêche du 7 août du comte de Rechberg relative au projet de réforme fédérale....	51
—	14. <b>Confédération Germanique.</b> Motion présentée, dans la séance de la Diète, concernant la composition et la convocation d'une assemblée issue par délégation des diverses Chambres allemandes, et appelée tout d'abord à discuter les projets de loi sur la procédure civile et le droit relatif aux obligations.....	52
—	14. <b>Confédération Germanique.</b> Déclarations des représentants des divers Gouvernements accrédités près la Diète germanique sur la motion présentée dans la séance du même jour.....	55
—	14. <b>Confédération Germanique.</b> Protocole officiel de la séance de la Diète relativement à l'institution d'un tribunal fédéral.....	58
—	14. <b>Autriche.</b> Mémoire à l'appui du projet d'institution d'un tribunal fédéral.....	59
—	22. <b>France.</b> Dépêche de M. Thouvenel au duc de Grammont en réponse à la proposition du Saint-Siège de contribuer à la reconstruction de la grande coupole.....	81
—	22. <b>Prusse.</b> Dépêche-circulaire de M. le comte de Bernstorff en réponse à la dépêche de M. Hall du 12 mars.....	182

1862

Pages.

Août....	24.	<b>France.</b> Dépêche du comte Kleczkowski à M. Thouvenel envoyant un décret de l'Empereur de Chine concernant le général Tienn-Ching-Chou, l'assassin de l'abbé Néel.....	88
—	25.	<b>Autriche.</b> Memorandum du comte de Rechberg en réponse à la Note de M. Hall du 12 mars.....	188
—	27.	<b>France.</b> Dépêche du marquis de Moustier à M. Thouvenel au sujet d'un paragraphe addit onnel proposé par Aali-Pacha au protocole relatif à la reconstruction de la grande coupole.....	80
—	31.	<b>Turquie.</b> Conditions imposées au Montenegro au moment de l'armistice.....	268
Septembre. 5.		<b>Danemark.</b> Dépêche de M. Hall à M. de Bille, Ministre de Danemark à Londres, exprimant son avis sur la dépêche prussienne du 22 août et sur le Memorandum autrichien du 25 août, et exprimant l'espoir que le Gouvernement britannique n'appuiera pas les prétentions des Puissances allemandes.....	195
—	20.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Russell à M. Savile Lumley, à Saint-Petersbourg, au sujet de la situation du Montenegro vis-à-vis de la Porte.....	271
—	24.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Russell à M. Paget, à Copenhague, proposant une solution de la question dano-allemande.....	196
Octobre. 3.		<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Cowley à lord Russell indiquant l'avis du Gouvernement français sur la dépêche du 24 septembre.....	198
—	10.	<b>Russie.</b> Réponse du prince Gortschakoff à la dépêche de lord Russell du 30 septembre.....	273
—	12.	<b>Suède.</b> Dépêche du comte de Manderstroem au Ministre de Suède à Londres, au sujet de la dépêche de lord Russell du 24 septembre.....	160
—	12.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de M. Paget, Ministre britannique à Copenhague, au comte Russell, faisant connaître l'opinion du prince Gortschakoff sur la dépêche du 24 septembre.....	199
—	15.	<b>Danemark.</b> Réponse de M. Hall à la dépêche de lord Russell du 24 septembre.....	200
—	19.	<b>Chine.</b> Edit impérial prononçant la destitution du général Tienn-Ching-Chou, un des auteurs du meurtre de l'abbé Néel.....	89
—	20.	<b>Grèce.</b> Décret prononçant la déchéance du Roi et la nomination d'un Gouvernement provisoire.....	359
—	23.	<b>Grèce.</b> Proclamation aux Grecs donnant les noms des membres du Gouvernement provisoire.....	359
—	23.	<b>Grèce.</b> Procès-verbal du serment des membres du Ministère formé par le Président du Gouvernement provisoire.....	360
—	23.	<b>Grèce.</b> Proclamation du Gouvernement provisoire aux Grecs annonçant la formation d'un Ministère et faisant appel au patriotisme de la nation.....	360
—	23.	<b>Grèce.</b> Proclamation du Roi Othon annonçant qu'il quitte la Grèce.....	364
—	24.	<b>Grèce.</b> Proclamation du Gouvernement provisoire relativement à la convocation de l'Assemblée nationale.....	362
—	24.	<b>Grèce.</b> Ordonnance des Ministres de l'intérieur et de la guerre concernant l'organisation de la garde nationale.....	370
—	24.	<b>Grèce.</b> Décret du Gouvernement provisoire prononçant l'amnistie pour tous les délits politiques.....	370
—	27.	<b>Prusse.</b> Réponse de M. de Bismark au comte de Bernstorff, Ambassadeur de Prusse à Londres, en réponse à la dépêche du 24 septembre.....	202
—	27.	<b>Grèce.</b> Adresse du saint synode de l'Eglise grecque aux Grecs orthodoxes du Royaume.....	373

	1862	Pages.
Octobre.. 29. <b>Prusse.</b> Dépêche du comte de Rechberg au comte de Wimpffen, Ambassadeur d'Autriche à Londres, en réponse à la Note de lord Russell du 24 septembre.....		205
— 31. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de M. Scarlett au comte Russell au sujet du choix d'un prince anglais pour le trône de Grèce.....		376
— 31. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de M. Scarlett au comte Russell, rapportant une conversation avec le prince Gortschakoff dans laquelle celui-ci a déclaré que la Russie s'en tenait, relativement au choix d'un Souverain pour la Grèce, aux Traités existants dont les stipulations ne pourraient être changées que d'un commun accord des Puissances garantes.....		377
Novembre. 4. <b>Grèce.</b> Décret du Gouvernement provisoire concernant l'élection des Représentants de la nation.....		364
— 5. <b>Danemark.</b> Memorandum de M. Hall en réponse au Memorandum de M. de Rechberg du 25 août, annexé à la dépêche du 6 novembre.....		216
— 5. <b>Grèce.</b> Programme du Gouvernement provisoire au sujet des élections à l'Assemblée nationale.....		378
— 6. <b>Danemark.</b> Dépêche de M. Hall au Ministre de Danemark à Berlin en réponse à la dépêche prussienne du 22 août.....		208
— 6. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell à M. Scarlett au sujet des événements de Grèce, déclarant que le Gouvernement de la Reine s'en tient aux Traités du 6 juillet 1827 et du 15 août 1856.....		373
— 6. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell à M. Scarlett déclarant que le Gouvernement de la Reine avait prévu la révolution grecque, qu'aucune Puissance ne devait intervenir et qu'aucun membre allié aux trois Puissances signataires des Traités de 1832 ne pourra être appelé au trône de Grèce.....		374
— 6. <b>Danemark.</b> Dépêche de M. Hall à M. de Bulow, Ministre de Danemark à Vienne, en réponse au Memorandum autrichien du 25 août.....		214
— 7. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell à M. Scarlett contre l'admission dans l'Assemblée nationale de Grèce de députés des provinces appartenant légalement à la Turquie.....		375
— 11. <b>Grèce.</b> Décret du Gouvernement provisoire fixant le chiffre des représentants à élire et la mode de dresser les listes électorales..		368
— 12. <b>Danemark.</b> Patente royale relative à l'organisation d'un gouvernement local particulier au Holstein.....		221
— 12. <b>Grèce.</b> Décret du Gouvernement provisoire abolissant la mort civile.		371
— 15. <b>France.</b> Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier au sujet des restrictions apportées au commerce par le Gouvernement de Washington.....		90
— 17. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell à lord Napier et au comte Cowley demandant que les Puissances garantes déclarent d'un commun accord qu'elles n'accepteront le trône de Grèce pour aucun des princes de leur Maison.....		380
— 20. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Russell à M. Paget, Ministre britannique à Copenhague, en réponse à la dépêche de M. Hall du 15 octobre.....		222
— 20. <b>France.</b> Note verbale de M. Drouyn de Lhuys en réponse à la dépêche du comte Russell du 17 novembre.....		381
— 21. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell à lord Napier en réponse au télégramme annonçant que la Russie refuse de se joindre à la déclaration proposée par la dépêche du 17 novembre.		381
— 22. <b>Grèce.</b> Proclamation du Gouvernement provisoire au sujet des élections .....		387
— 26. <b>Grèce.</b> Note de M. Diamantopoulos à M. Scarlett en réponse à la dépêche du comte Russell du 7 novembre.....		376



1862

Pages.

Décembre.	1.	<b>Grèce.</b> Décret du Gouvernement provisoire au sujet de l'élection d'un Roi.....	390
—	2.	<b>Russie.</b> Note du baron Brunnow au comte Russell que l'éventualité du choix du duc de Leuchtenberg pour le trône de Grèce ne s'accorde pas avec les intentions du Cabinet de Saint-Petersbourg.....	386
—	4.	<b>Russie.</b> Note du baron Brunnow au comte Russell, déclarant qu'il est convenu que ni le duc de Leuchtenberg ni le prince Alfred ne pourront accepter le trône de Grèce.....	386
—	4.	<b>Grande-Bretagne.</b> Réponse du comte Russell à la Note du baron Brunnow du même jour.....	387
—	7.	<b>Russie.</b> Documents relatifs aux héritiers du duc de Leuchtenberg.....	387
—	9.	<b>Serbie.</b> Note de M. Callimaki à Aali-Pacha au sujet de la saisie des armes.....	108
—	13.	<b>France, Grande-Bretagne, Russie.</b> Note collective adressée au Gouvernement provisoire par les trois Puissances déclarant qu'elles n'accepteront pas le trône de Grèce pour un membre de leurs familles.....	391
—	17.	<b>Turquie.</b> Lettre de Fuad-Pacha au Prince des Principautés-Unies en réponse à la Note du 9 décembre.....	109
—	17.	<b>Serbie.</b> Circulaire de M. Callimaki adressée aux Représentants des six Puissances garantes.....	111
—	23.	<b>Bavière.</b> Note du baron de Cetto demandant de placer les propriétés particulières du Roi Othon sous la protection des trois Puissances.....	399
—	24.	<b>Grande-Bretagne.</b> Memorandum de M. Elliot au Président du Gouvernement provisoire de Grèce.....	391
—	30.	<b>Suède.</b> Dépêche du comte de Manderstroem au Ministre de Suède à Saint-Petersbourg, au sujet d'une dépêche du prince Gortschakoff du 1 <sup>er</sup> décembre 1862.....	172

1863

Janvier..	6.	<b>Danemark.</b> Dépêche de M. Hall à M. de Bille, Ministre de Danemark à Londres, en réponse à la dépêche de lord Russell du 20 novembre.....	231
—	21.	<b>Suède.</b> Dépêche du comte de Manderstroem au comte de Hamilton, Ministre de Suède à Copenhague, expliquant la dépêche du 30 décembre.....	165
—	21.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Russell à M. Paget en réponse à la dépêche de M. Hall du 5 janvier.....	236
—	22.	<b>Confédération Germanique.</b> Procès-verbal de la séance de la Diète germanique au sujet des propositions présentées par la commission du Conseil fédéral sur la convention d'une assemblée de délégués.....	62
—	22.	<b>Autriche.</b> Note sur la question des délégués dans la séance de la Diète.....	63
—	22.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell à M. Elliot déclarant que le prince Alfred ne peut accepter le trône de Grèce et recommandant le duc de Cobourg.....	392
—	24.	<b>Prusse.</b> Circulaire à ses Agents diplomatiques accrédités en Allemagne au sujet de ses rapports avec l'Autriche.....	66
—	27.	<b>Suède.</b> Dépêche du comte de Manderstroem au baron Adelswaerd, Ministre de Suède à Paris, au sujet de la non-communication de la dépêche du 24 septembre au Cabinet de Stockholm.....	16
Février..	6.	<b>Russie.</b> Note du comte de Bloudow au Gouvernement provisoire grec au sujet de la correspondance particulière du Roi Othon.....	397
—	9.	<b>Grande-Bretagne.</b> Note du comte Russell à M. Tricoupi, accusant réception du décret du Gouvernement provisoire de Grèce, maintenant l'élection du prince Alfred, mais déclinant cet honneur au nom de la Reine.....	393

	1863	Pages.
Février...	10. <b>Danemark.</b> Adresse au Roi votée par les États du Holstein.....	238
—	17. <b>France.</b> Ordre du jour du général Forey avant de marcher sur Puebla.....	93
—	21. <b>Turquie.</b> Hatt du Sultan au Grand-Vizir sur l'administration des finances.....	120
—	21. <b>Grèce.</b> Décret de l'Assemblée nationale reprenant le pouvoir exécutif à la suite du refus du prince Alfred.....	394
—	23. <b>Grèce.</b> Proclamation du nouveau Gouvernement provisoire au peuple grec.....	394
—	27. <b>Grèce.</b> Circulaire de M. Mavrocordato aux Agents diplomatiques de la Grèce à l'étranger déclarant qu'aucun prince de la maison de Bavière ne sera accepté par la nation pour Roi.....	395
—	29. <b>France, Grande-Bretagne, Italie, Prusse, Russie.</b> Dépêche identique des Représentants à Constantinople des Puissances garantes à leurs Consuls généraux et Consuls à Bucharest au sujet du désaccord entre le prince Couza et l'Assemblée moldovalaque.....	112
Mars....	2. <b>Serbie.</b> Adresse de l'Assemblée.....	112
—	13. <b>Grèce.</b> Circulaire du Gouvernement provisoire aux Agents grecs à l'étranger sur diverses résolutions votées par l'Assemblée nationale.....	396
—	14. <b>Serbie.</b> Message de clôture de la session de l'Assemblée.....	118
—	30. <b>Danemark.</b> Ordonnance royale relative à la position constitutionnelle du duché de Holstein.....	241
Avril....	1. <b>Grèce.</b> Décret de l'Assemblée nationale proclamant le prince Georges de Danemark Roi des Grecs.....	408
—	1. <b>Grèce.</b> Décret de l'Assemblée nationale relatif à la cession des îles Ioniennes.....	409
—	3. <b>Grèce.</b> Circulaire de M. Mavrocordato aux Agents de la Grèce à l'étranger pour leur communiquer le décret du 1 <sup>er</sup> avril relatif à la cession des îles Ioniennes.....	409
—	3. <b>Grande-Bretagne.</b> Réponse de lord Elliot à la Circulaire du même jour et au décret de l'Assemblée nationale du 1 <sup>er</sup> avril....	410
—	5. <b>Turquie.</b> Dépêche d'Ali-Pacha aux Représentants de la Turquie à Paris et à Londres au sujet du canal de Suez.....	121
—	9. <b>Serbie.</b> Lettre du prince Alexandre-Jean au président du conseil des Ministres donnant, sur sa liste civile, une somme destinée aux établissements de bienfaisance.....	120
—	12. <b>Bavière.</b> Dépêche du Ministre des affaires étrangères de Bavière au baron de Wendtland, à Paris, protestant, au nom de Sa Majesté Bavaroise, contre les actes attentatoires aux droits de sa Maison au trône de Grèce.....	399
—	13. <b>Autriche.</b> Dépêche de M. de Rechberg au sujet de l'ordonnance du 30 mars.....	244
—	15. <b>Prusse.</b> Dépêche de M. de Bismark au sujet de l'ordonnance du 30 mars.....	249
—	17. <b>Prusse, Autriche.</b> Note identique d'envoi des Notes prussienne et autrichienne des 13 et 15 avril.....	248
—	20. <b>Danemark.</b> Discours du Trône prononcé par M. Hall à l'ouverture de la session du Rigsråd.....	246
—	21. <b>Autriche.</b> Rescrit impérial convoquant la Diète de Transylvanie..	43
—	23. <b>Confédération Germanique.</b> Compte rendu de la séance de la Diète.....	250
Mai.....	3. <b>Brazil.</b> Discours d'ouverture de la session législative.....	48
—	4. <b>France.</b> Note de M. Bourée au président de l'Assemblée nationale de Grèce au sujet d'actes de désordre commis en Grèce.....	400
—	4. <b>Grande-Bretagne.</b> Note de M. Scarlett sur le même sujet.....	402
—	5. <b>Bolivie.</b> Message du Président de la République bolivienne à l'Assemblée des députés réunis à Oruro.....	284

1863

Pages.

Mai.....	7. Grèce. Circulaire du Gouvernement à ses Agents à l'étranger au sujet des désordres commis en Grèce.....	403
—	8. Grande-Bretagne. Note de M. Scarlett au Ministre des affaires étrangères de Grèce au sujet des explications données en réponse à sa Note du 4 mai.....	408
—	11. Prusse. Séance de la Chambre des députés.....	341
—	12. Prusse. Communication du Ministère d'Etat à la Chambre des députés.....	344
—	13. Prusse. Lettre au Ministère par M. Grabow, président de la Chambre des députés.....	345
—	13. Pérou. Déclaration du Corps diplomatique de Lima au sujet de la conduite adoptée par le Gouvernement du Pérou envers les colons polynésiens.....	286
—	4. Prusse. Réponse de M. de Bismark à la lettre de M. Grabow.....	346
—	16. Danemark. Circulaire de M. Hall en réponse aux Notes du 17 avril.....	253
—	10. Prusse. Message du Roi à la Chambre des députés.....	346
—	22. Prusse. Adresse au Roi votée par la Chambre des députés.....	347
—	23. Prusse. Réponse du Ministère des affaires étrangères de Prusse à la dépêche de M. Hall du 16 mai.....	254
—	26. Prusse. Réponse du Roi à l'Adresse de la Chambre des députés.....	350
—	27. Prusse. Discours de M. de Bismark lors de la clôture de la session de la Chambre.....	354
—	Haiti. Discours d'ouverture de la Chambre des représentants.....	95
Juin.....	1. Prusse. Ordonnance royale modifiant le régime de la presse.....	355
—	1. Danemark. Lettre de M. Hall à la Députation grecque annonçant l'acceptation de la couronne de Grèce pour le prince Georges... ..	410
—	4. Autriche. Réponse de M. de Rechberg à la dépêche de M. Hall du 16 mai.....	255
—	6. Prusse. Ordonnance du Ministère de l'intérieur contre les Adresses des conseils municipaux.....	357
—	10. Danemark. Décret du Roi acceptant la couronne de Grèce pour le prince Georges.....	412
—	10. Grande Bretagne. Dépêche du comte Russell aux Ambassadeurs d'Angleterre à Paris, Berlin et Saint-Petersbourg au sujet de la cession des îles Ioniennes.....	413
—	11. Grèce. Lettre de George I <sup>er</sup> , Roi des Grecs, à l'Assemblée nationale.....	411
—	11. Danemark. Note de M. Hall à M. Delgannis, Ministre des affaires étrangères de Grèce, lui envoyant le décret d'acceptation du Roi de Danemark.....	416
—	12. France. Lettre de l'Empereur au général Forey à la suite de la prise de Puebla.....	94
—	15. Autriche. Discours de l'archiduc Charles-Louis à l'ouverture de la deuxième session du Reichsrath.....	44
—	18. Confédération Germanique. Compte rendu de la séance de la Diète.....	256
—	18. Confédération Germanique. Protestation de l'Envoyé danois à la Diète de Francfort contre les propositions des Comités réunis.....	258
—	18. Danemark. Circulaire de M. Hall aux Agents diplomatiques du Danemark à l'étranger, en pesant les motifs qui ont déterminé la conduite du Roi en acceptant le trône de Grèce pour le prince Georges.....	418
—	Grèce. Réponse de l'Assemblée nationale à la lettre du Roi Georges I <sup>er</sup> .....	415
Juillet...	8. France. Note du comte Flahault au comte Russell au sujet d'une infraction au traité relatif à Portendik et Albreda.....	92
—	9. Confédération Germanique. Protestations de l'Envoyé danois à la Diète de Francfort contre les résolutions de la Diète adoptées dans la séance du même jour.....	258

	1863	Pages.
Juillet....	9. <b>Confédération Germanique.</b> Seconde protestation de l'Envoyé danois à la Diète contre les décisions de la Diète en date de ce jour.....	260
—	22. <b>Grèce.</b> Réponse du président de l'Assemblée nationale à la Note collective des trois Puissances en date du 3 juillet.....	429

## II

### TABLE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES PUISSANCES.

(c) TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, DÉCLARATIONS, ETC., ETC.

	AUTRICHE.	Pages.
1859, Septembre	6. <b>France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Italie, Turquie.</b> Protocole relatif à l'union des Principautés...	99
	BELGIQUE.	
1858, Juin.....	30. <b>France, Prusse.</b> Convention télégraphique conclue à Bruxelles.....	293
1863, Avril....	9. <b>Italie.</b> Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu à Turin.....	326
Mai.....	12. <b>France.</b> Convention additionnelle au Traité de commerce et de navigation du 1 <sup>er</sup> mai 1861 entre la France et la Belgique, conclue à la suite de l'adhésion de la France au rachat du péage de l'Escaut, avec l'exposé des motifs..	335
	COCHINCHINE.	
1862, Juin.....	5. <b>France, Espagne.</b> Traité de paix et d'amitié, signé à Saïgon.....	323
	DANEMARK.	
1863, Juillet....	13. <b>France, Grande-Bretagne, Russie.</b> Convention signée à Londres, au sujet de l'avènement du roi Georges I <sup>er</sup> au trône de Grèce.....	430
	ESPAGNE.	
1862, Juin.....	5. <b>France, Cochinchine.</b> Traité de paix et d'amitié, signé à Saïgon.....	323
	ÉTATS ROMAINS.	
1860, Mars....	28. <b>Haïti.</b> Concordat, avec les pièces y relatives.....	5
	ÉTATS-UNIS.	
1863, Février..	17. <b>Grande-Bretagne.</b> Article additionnel au Traité du 7 avril 1862 pour la suppression de la traite des nègres d'Afrique.....	17
	FRANCE.	
1858, Juin.....	30. <b>Belgique, Prusse.</b> Convention télégraphique conclue à Bruxelles.....	293
1859, Septembre	6. <b>Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Italie, Turquie.</b> Protocole relatif à l'union des Principautés.....	99
1852, Juin....	5. <b>Espagne, Cochinchine.</b> Traité de paix et d'amitié, signé à Saïgon.....	323



1852, Septembre.	5.	<b>Russie, Turquie.</b> Protocole signé à Constantinople par les représentants de la France, de la Russie et de la Turquie pour la reconstruction de la grande coupole....	80
—	12.	<b>Madagascar.</b> Traité de commerce et d'amitié, signé à Tananarive.....	319
1863, Janvier...	17.	<b>Italie.</b> Traité de commerce.....	23
Mai.....	12.	<b>Belgique.</b> Convention additionnelle au Traité de commerce et de navigation du 1 <sup>er</sup> mai 1861, entre la France et la Belgique, conclue à la suite de l'adhésion de la France au rachat du péage de l'Escaut, avec l'exposé des motifs.....	335
—	16.	<b>Grande-Bretagne, Russie.</b> Premier protocole de Londres relatif aux affaires de la Grèce.....	421
—	27.	<b>Grande-Bretagne, Russie.</b> Deuxième protocole de Londres, relatif aux affaires de la Grèce.....	422
Juin.....	5.	<b>Grande-Bretagne, Russie.</b> Troisième protocole de Londres relatif aux affaires de la Grèce.....	423
—	13.	<b>Italie.</b> Convention de navigation.....	18
—	26.	<b>Grande-Bretagne, Russie.</b> Dernier protocole de Londres relatif aux affaires de la Grèce.....	426
Juillet...	13.	<b>Danemark, Grande-Bretagne, Russie.</b> Convention signée à Londres au sujet de l'avènement du roi Georges I <sup>er</sup> au trône de Grèce.....	426

GRANDE-BRETAGNE.

1859, Septembre	6.	<b>Autriche, France, Prusse, Russie, Italie, Turquie.</b> Protocole relatif à l'union des Principautés.....	99
1863, Février...	17.	<b>États-Unis.</b> Article additionnel au Traité du 7 avril 1862 pour la suppression de la traite des nègres d'Afrique....	17
Mai.....	16.	<b>France, Russie.</b> Premier protocole de Londres relatif aux affaires de la Grèce.....	421
—	27.	<b>France, Russie.</b> Deuxième protocole de Londres relatif aux affaires de la Grèce.....	422
Juin.....	5.	<b>France, Russie.</b> Troisième protocole de Londres relatif aux affaires de la Grèce.....	423
—	26.	<b>France, Russie.</b> Dernier protocole de Londres, relatif aux affaires de la Grèce.....	426
Juillet...	13.	<b>Danemark, France, Russie.</b> Convention signée à Londres au sujet de l'avènement du roi Georges I <sup>er</sup> au trône de Grèce.....	426

GRÈCE.

1859, Juillet...	29.	<b>Turquie.</b> Convention télégraphique, signée à Constantinople.....	289
1861, Octobre..	24.	<b>Italie.</b> Convention de Poste, conclue à Athènes.....	304
—	28.	<b>Perse.</b> Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu à Constantinople.....	314

HAÏTI.

1860, Mars.....	28.	<b>États-Romains.</b> Concordat avec les pièces y relatives...	5
-----------------	-----	----------------------------------------------------------------	---

ITALIE.

1859, Septembre.	6.	<b>Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Turquie.</b> Protocole relatif à l'union des Principautés.....	99
1861, Octobre..	24.	<b>Grèce.</b> Convention de Poste, conclue à Athènes le 12 — 24 octobre 1861.....	304
1863, Janvier...	17.	<b>France.</b> Traité de commerce.....	23
Avril.....	9.	<b>Belgique.</b> Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu à Turin.....	326
Juin.....	13.	<b>France.</b> Convention de navigation.....	18

## MADAGASCAR.

- 1862, Septembre 12. **France.** Traité de commerce et d'amitié, signé à Tananarive..... 319

## PERSE.

- 1861, Octobre.. 28. **Grèce.** Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu à Constantinople..... 314

## PRUSSE.

- 1858, Juin..... 30. **Belgique, France.** Convention télégraphique..... 293  
1859, Septembre 6. **Autriche, France, Grande-Bretagne, Russie, Italie, Turquie.** Protocole relatif à l'union des Principautés..... 99

## RUSSIE.

- 1859, Septembre 6. **Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Italie, Turquie.** Protocole relatif à l'union des Principautés..... 99  
1862, Septembre 5. **France, Turquie.** Protocole signé à Constantinople pour la reconstruction de la grande coupole..... 80  
1863, Mai..... 16. **France, Grande-Bretagne.** Premier protocole de Londres relatif aux affaires de la Grèce..... 421  
— 27. **France, Grande-Bretagne.** Deuxième protocole de Londres relatif aux affaires de la Grèce..... 422  
Juin..... 5. **France, Russie.** Troisième protocole de Londres relatif aux affaires de la Grèce..... 423  
— 26. **France, Grande-Bretagne.** Dernier protocole de Londres relatif aux affaires de la Grèce..... 426  
Juillet... 13. **Danemark, France, Grande-Bretagne.** Convention signée à Londres au sujet de l'avènement du roi Georges I<sup>er</sup> au trône de la Grèce..... 426

## TURQUIE.

- 1859, Juillet... 29. **Grèce.** Convention télégraphique signée à Constantinople. 289  
Septembre 6. **Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Italie.** Protocole relatif à l'union des Principautés-Unies... 99  
1862, Septembre 5. **France, Russie.** Protocole signé à Constantinople pour la reconstruction de la grande coupole..... 80

## (d) CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

## AUTRICHE.

- 1862, février... 28. Circulaire de l'Autriche en réponse à celle de la Prusse du 24 janvier..... 71  
Août..... 7. Dépêche du comte de Rechberg au comte Karolyi à Berlin au sujet de l'entente des Gouvernements qui ont pris part aux conférences sur deux motions à présenter à la Diète germanique..... 49  
— 14. Mémoire autrichien à l'appui du projet d'institution d'un tribunal fédéral..... 59  
— 25. Mémoire du comte de Rechberg en réponse à la Note de M. Hall du 12 mars..... 188  
1863, Janvier... 22. Note de l'Autriche sur la question des délégués dans la séance de la Diète..... 63  
Avril..... 13. Dépêche de M. de Rechberg au sujet de l'Ordonnance du 30 mars..... 244  
— 21. Rescrit impérial convoquant la Diète de Transylvanie..... 43

1863, Juin . . . . .	4. Réponse de M. de Rechberg à la dépêche de M. Hall du 16 mai . . . . .	255
—	15. Discours de l'archiduc Charles-Louis à l'ouverture de la deuxième session du Reichsrath . . . . .	44

## BAVIÈRE.

1862, Décembre	22. Note du baron de Cetto à Londres, demandant de placer les propriétés particulières du roi Othon sous la protection des trois Puissances . . . . .	399
1863, Avril . . . . .	12. Dépêche du ministre des Affaires étrangères de Bavière au baron de Wendland à Paris, protestant, au nom du roi de Bavière, contre les actes attentatoires aux droits de sa maison au trône de Grèce . . . . .	399

## BOLIVIE.

1863, mai . . . . .	5. Message du Président de la République bolivienne à l'Assemblée des députés réunis à Oruro . . . . .	284
---------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

## BRÉSIL.

1863, Mai . . . . .	3. Discours d'ouverture de la session législative . . . . .	48
---------------------	-------------------------------------------------------------	----

## CHINE.

1862, Avril . . . . .	Requête du prince Kong à l'Empereur de Chine au sujet de la libre pratique de la religion chrétienne . . . . .	85
—	5. Édit impérial en faveur des chrétiens . . . . .	87
Octobre . . . . .	19. Édit impérial prononçant la destitution du général Tienn-Ching-Chou, un des auteurs du meurtre de l'abbé Néel . . . . .	89

## CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

1862, août . . . . .	14. Motion présentée, dans la séance de la Diète, concernant la composition et la convocation d'une assemblée issue par délégation des diverses Chambres allemandes et appelée tout d'abord à discuter les projets de loi sur la procédure civile et le droit relatif aux obligations . . . . .	52
—	14. Déclarations des représentants des divers Gouvernements accrédités près la Diète germanique sur la motion présentée dans la séance du même jour . . . . .	55
—	14. Protocole officiel de la séance de la Diète relativement à l'institution d'un tribunal fédéral . . . . .	58
1863, Janvier . . . . .	22. Procès-verbal de la séance de la Diète germanique au sujet des propositions présentées par la commission du conseil fédéral sur la convocation d'une Assemblée de délégués . . . . .	62
Avril . . . . .	23. Compte rendu de la séance de la Diète . . . . .	250
Juin . . . . .	18. Compte rendu de la séance de la Diète . . . . .	256

## DANEMARK.

1862, Septembre	5. Dépêche de M. Hall à M. de Bille, ministre de Danemark à Londres, exprimant son avis sur la dépêche prussienne du 22 août et sur le Memorandum autrichien du 25 août, et exprimant l'espoir que le Gouvernement britannique n'appuiera pas les prétentions des puissances allemandes . . . . .	195
Octobre . . . . .	13. Réponse de M. Hall à la dépêche de lord Russell du 24 septembre . . . . .	200
Novembre	5. Memorandum de M. Hall en réponse au Memorandum de M. de Rechberg du 25 août, annexé à la dépêche du 6 novembre . . . . .	216
—	6. Dépêche de M. Hall au ministre de Danemark à Berlin, en réponse à la dépêche prussienne du 22 août . . . . .	208
—	6. Dépêche de M. Hall à M. de Bulow, ministre de Danemark à Vienne, en réponse au Memorandum autrichien du 25 août . . . . .	214

	Pages.
1862, Novembre. 12. Patente royale relative à l'organisation d'un gouvernement local particulier au Holstein.....	221
1863, Janvier... 6. Dépêche de M. Hall à M. de Bille, ministre de Danemark à Londres, en réponse à la dépêche de lord Russell du 20 nov.	231
Février... 10. Adresse au Roi votée par les États du Holstein.....	238
Mars..... 30. Ordonnance royale relative à la position constitutionnelle du Duché de Holstein.....	241
Avril..... 17. <b>Prusse, Autriche.</b> Note identique d'envoi des Notes prussienne et autrichienne des 13 et 15 avril.....	248
— 20. Discours du Trône, prononcé par M. Hall à l'ouverture de la session du Rigsraad.....	246
Mai..... 16. Circulaire de M. Hall en réponse aux Notes du 17 avril.....	253
Juin..... 1 <sup>re</sup> Lettre de M. Hall annonçant à la députation grecque l'acceptation de la couronne par le prince Georges.....	410
— 10. Décret du Roi acceptant la couronne de Grèce pour le prince Georges.....	412
— 11. Note de M. Hall à M. Delyannis, ministre des affaires étrangères de Grèce, lui envoyant le décret d'acceptation du roi de Danemark.....	416
— 18. <b>Confédération germanique.</b> Protestation de l'Envoyé danois à la Diète de Francfort contre les propositions des Comités réunis.....	258
— 18. Circulaire de M. Hall aux Agents diplomatiques du Danemark à l'étranger, exposant les motifs qui ont déterminé la conduite du Roi en acceptant le trône de Grèce pour le prince Georges.....	418
— 23. Dépêche de M. Hall à M. de Bille, ministre de Danemark à Londres, au sujet des vues de l'opposition holsteinoise...	176
Juillet... 9. <b>Confédération germanique.</b> Protestation de l'Envoyé danois à la Diète de Francfort contre les résolutions de la Diète adoptées dans la séance du même jour.....	258
— 9. <b>Confédération germanique.</b> Seconde protestation de l'Envoyé danois à la Diète contre les décisions de la Diète en date de ce jour.....	260

## ÉQUATEUR.

1861, Octobre... 5. Note de M. Rafael Carvajal, ministre des relations de l'extérieur, à M. José Fabio Melgar, ministre des affaires étrangères du Pérou.....	278
— 5. Réponse du Gouvernement de l'Équateur à l'ultimatum du Pérou daté du 24 août.....	283

## FRANCE.

1862, Janvier... 31. Dépêche de M. Thouvenel au marquis de Moustier, lui annonçant que l'affaire de la reconstruction de la coupole du Saint-Sépulcre va être reprise avec le cabinet de Saint-Pétersbourg.....	74
Mars..... 28. Dépêche de M. Thouvenel au marquis de Moustier, approuvant la note rédigée en commun avec le prince Labanoff, relativement à la grande coupole du Saint-Sépulcre.....	75
Avril..... 9. Dépêche du marquis de Moustier à M. Thouvenel, annonçant qu'il a présenté, avec le prince Labanoff, à Aali-Pacha, la Note identique relative à la grande coupole du Saint-Sépulcre.....	76
— 10. Dépêche de M. de Bourboilon à M. Thouvenel au sujet des affaires des chrétiens en Chine.....	82
— 25. Réponse de M. Thouvenel à la dépêche du marquis de Moustier du 9 avril lui annonçant que l'Angleterre a été informée de la demande adressée à la Porte de concert avec la Russie.....	76



1862, Mai.....	16. Dépêche de M. Thouvenel au marquis de Moustier, l'autorisant à accepter l'offre du Sultan de s'associer aux dépenses de la reconstruction de la coupole du Saint-Sépulcre ....	77
—	23. Dépêche de M. Thouvenel au marquis de Moustier discutant la proposition de la Turquie relative à la reconstruction de la coupole du Saint-Sépulcre.....	77
—	27. Dépêche du marquis de Moustier à M. Thouvenel annonçant qu'il a fait informer Aali-Pacha qu'il pouvait adresser officiellement la réponse à la Note collective dont il avait communiqué confidentiellement le projet.....	79
Juin.....	20. Dépêche de M. Thouvenel au marquis de Moustier lui envoyant le projet de protocole relatif à la reconstruction de la grande coupole.....	79
Août.....	22. Dépêche de M. Thouvenel au duc de Grammont en réponse à la proposition du Saint-Siège de contribuer à la reconstruction de la grande coupole.....	81
—	24. Dépêche du comte Kleczkowski à M. Thouvenel envoyant un décret de l'Empereur de Chine concernant le général Tienn-Ching-Chou, l'assassin de l'abbé Néel.....	88
—	27. Dépêche du marquis de Moustier à M. Thouvenel au sujet d'un paragraphe additionnel proposé par Aali-Pacha au protocole relatif à la reconstruction de la grande coupole..	80
Novembre.	15. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier, au sujet des restrictions apportées au commerce par le gouvernement de Washington.....	90
—	20. Note verbale de M. Drouyn de Lhuys en réponse à la dépêche du comte Russell du 17 novembre.....	381
Décembre.	13. <b>Grande-Bretagne, Russie.</b> Note collective adressée au Gouvernement provisoire pour déclarer que les trois puissances n'acceptent pas le trône de Grèce pour un des membres de leur famille.....	391
1863, Février...	17. Ordre du jour du général Forey avant de marcher sur Puebla.....	93
Mai.....	4. Note de M. Bourée au Président de l'Assemblée nationale de Grèce à la suite d'actes de désordre commis en Grèce....	400
Juin. ....	12. Lettre de l'Empereur au général Forey à la suite de la prise de Puebla.....	94
Juillet. ..	8. Note du comte de Flahault au comte Russell au sujet d'une infraction au traité relatif à Portendik et Albreda.....	92

## GRANDE-BRETAGNE.

1862, avril.....	16. Dépêche du comte Russell aux Ministres britanniques à Paris, Saint-Petersbourg et Stockholm, au sujet des décisions prises par la Diète de Francfort le 27 mars 1862..	167
—	22. Dépêche de lord Cowley à lord Russell en réponse à la dépêche de lord Russell du 16 avril.....	169
—	28. Dépêche de lord Russell à lord Napier, ministre britannique à Saint-Petersbourg, l'avisant qu'il renonce au projet énoncé dans la dépêche du 16 avril.....	171
Juillet....	14. Réponse du comte Russell à la Note en date du 8 du comte de Flahault assurant que la convention relative à Portendik et Albreda sera fidèlement observée.....	93
Septembre	20. Dépêche de lord Russell à M. Savike Lumley à Saint-Petersbourg, au sujet de la situation du Montenegro vis-à-vis de Porte.....	271
—	24. Dépêche de lord Russell à M. Paget, à Copenhague, proposant une solution de la question dano-allemande.....	196

		Pages,
1862, Octobre. . .	3. Dépêche de lord Cowley à lord Russell indiquant l'avis du Gouvernement français sur la dépêche du 24 septembre...	198
—	12. Dépêche de M. Paget, ministre britannique à Copenhague, au comte Russell, faisant connaître l'opinion du prince Gortschakoff sur la dépêche du 24 septembre.....	199
—	31. Dépêche de M. Scarlett au comte Russell au sujet du choix d'un prince anglais pour le trône de Grèce. . . . .	376
—	31. Dépêche de lord Napier au comte Russell rapportant la déclaration du prince Gortschakoff que la Russie s'en tenait pour le choix d'un souverain en Grèce aux stipulations des traités existants.....	370
Novembre	6. Dépêche du comte Russell à M. Scarlett déclarant l'intention du Gouvernement de la Reine de s'en tenir aux Traités existants.....	373
—	6. Dépêche du comte Russell à M. Scarlett déclarant qu'aucune puissance ne devra intervenir en Grèce et qu'aucun membre allié aux trois Puissances signataires du Traité de 1832 ne pourra être appelé à régner.....	374
—	7. Dépêche du comte Russell à M. Scarlett contre l'admission dans l'Assemblée nationale de Grèce de députés de provinces appartenant légalement à la Turquie... . . . .	375
—	17. Dépêche du comte Russell à lord Napier et au comte Cowley demandant que la Russie et la France, d'accord avec l'Angleterre, déclarent qu'elles n'accepteront le trône de Grèce pour aucun de leurs princes.....	380
—	20. Dépêche de lord Russell à M. Paget, à Copenhague, en réponse à la dépêche de M. Hall du 15 octobre.....	222
—	21. Dépêche du comte Russell à lord Napier, en réponse au télégramme que la Russie refuse de se joindre à la déclaration proposée par dépêche du 17 novembre.....	381
Décembre	4. Réponse du comte Russell à la note du baron Brunnow du même jour.....	387
—	13. <b>France, Russie.</b> Note collective au Gouvernement de Grèce, déclarant que les trois Puissances n'accepteront pas le trône pour un des membres de leur famille.....	391
—	24. Memorandum de M. Elliot au Gouvernement de Grèce. . . . .	391
1863, Janvier...	21. Dépêche du comte Russell à M. Paget, en réponse à la dépêche de M. Hall du 5 janvier.....	236
—	22. Dépêche du comte Russell à M. Elliot, déclarant que le prince Alfred ne peut régner en Grèce et recommandant le duc de Cobourg.....	392
Février...	9. Note du comte Russell à M. Tricoupi accusant réception du décret du Gouvernement de Grèce, qui maintient l'élection du prince Alfred, mais déclinant cet honneur.....	393
Avril....	3. Réponse de lord Elliot à la circulaire du Gouvernement grec du même jour, et au décret de l'Assemblée nationale grecque du 1 <sup>er</sup> avril.....	410
Mai.....	4. Note de M. Scarlett au président de l'Assemblée nationale, à la suite d'actes de désordre commis en Grèce.....	402
—	8. Note de M. Scarlett au Ministre des affaires étrangères de Grèce au sujet des explications données en réponse à sa Note du 4 mai	408
Juin ....	10. Dépêche du comte Russell aux Ambassadeurs de la Grande-Bretagne à Paris, Berlin et Saint-Petersbourg au sujet de la cession des îles Ioniennes.....	413

## GRÈCE.

1862, Octobre. . .	20. Décret prononçant la déchéance du Roi Othon et la nomination d'un Gouvernement provisoire.....	359
--------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

		Pages.
1862, Octobre...	23. Proclamation donnant les noms des membres du Gouvernement provisoire.....	359
—	23. Procès-verbal du serment des membres du Ministère formé par le Président du Gouvernement provisoire.....	360
—	23. Proclamation annonçant la nomination d'un Ministère...	360
—	23. Proc. amation du Roi Othon en quittant la Grèce.....	364
—	24. Proclamation relative à la convocation de l'Assemblée...	362
—	24. Ordonnance des Ministres de l'intérieur et de la guerre concernant l'organisation de la garde nationale.....	370
—	24. Décret du Gouvernement provisoire annonçant amnistie pour les délits politiques.....	370
—	27. Adresse du saint synode de l'Eglise grecque aux orthodoxes du Royaume.....	373
Novembre	4. Décret du Gouvernement provisoire concernant l'élection des représentants de la nation.....	364
—	5. Programme du Gouvernement au sujet des élections.....	378
—	11. Décret fixant le chiffre des représentants à élire et le mode de formation des listes électorales.....	368
—	12. Décret abolissant la peine de mort civile.....	371
—	22. Proclamation du Gouvernement provisoire à l'approche des élections.....	387
—	26. Note de M. Diamantopoulos à M. Scarlett en réponse à la dépêche du comte Russell du 7 novembre.....	376
Décembre.	1. Décret du Gouvernement provisoire au sujet de l'élection d'un Roi.....	390
1863, Février...	21. Décret de l'Assemblée nationale reprenant le pouvoir exécutif à la suite du refus du prince Alfred.....	394
—	23. Proclamation du nouveau Gouvernement à la nation.....	394
—	27. Circulaire de M. Mavrocordato aux Agents diplomatiques de la Grèce déclarant qu'aucun prince de la maison de Bavière ne sera admis à régner dorénavant en Grèce.....	395
Mars....	13. Circulaire du Gouvernement grec à ses Agents à l'étranger sur diverses résolutions de l'Assemblée nationale.....	396
Avril....	1. Décret de l'Assemblée nationale proclamant le prince Georges de Danemark roi des Grecs.....	408
—	1. Décret de l'Assemblée nationale relatif à la cession des îles Ioniennes.....	409
—	3. Circulaire de M. Mavrecordato aux Agents diplomatiques de la Grèce à l'étranger pour leur communiquer le décret du 1 <sup>er</sup> avril relatif à la cession des îles Ioniennes.....	409
Mai.....	7. Circulaire du Gouvernement grec à ses agents à l'étranger au sujet des désordres commis en Grèce.....	403
Juin....	11. Lettre de Georges I <sup>er</sup> , Roi des Grecs, à l'Assemblée nationale.....	411
—	Réponse de l'Assemblée nationale à la lettre de Georges I <sup>er</sup> .....	412

HAITI.

1863, Mai ....	Discours d'ouverture de la Chambre des représentants.....	95
----------------	-----------------------------------------------------------	----

MONTÉNÉGRO.

1862, Avril....	23. Réponse du Prince Nicolas à la dépêche du Grand-Vizir datée du 9 avril.....	264
-----------------	---------------------------------------------------------------------------------	-----

PÉROU.

1863, Mai.....	13. Déclaration du Corps diplomatique de Lima au sujet de la conduite adoptée par le Gouvernement du Pérou envers les colons polynésiens.....	286
----------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

## PRINCIPAUTES-UNIES.

1859, Septembre.	Réserves de la France, de la Russie, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et de l'Italie.....	104
1862, Décembre.	9. Note de M. Callimaki à Aali-Pacha au sujet de la saisie des armes.....	108
—	17. Circulaire de M. Callimaki adressée aux Représentants des six Puissances garantes.....	141
1863, Février..	29. Dépêche identique des Représentants à Constantinople des Puissances garantes à leurs Consuls généraux et Consuls à Bucharest au sujet du désaccord entre le prince Couza et l'Assemblée moldo-valaque.....	112
Mars.....	2. Adresse de l'Assemblée.....	112
—	14. Message de clôture de la session de l'Assemblée.....	118
Avril.....	9. Lettre du prince Alexandre-Jean au président du conseil des Ministres donnant, sur sa liste civile, une somme destinée aux établissements de bienfaisance.....	120

## PRUSSE.

1862, Mai.....	13. Dépêche du comte de Bernstorff au Ministre de Prusse à Londres, en réponse à la Note de M. Hall du 12 mars 1862	171
Juin.....	27. Dépêche de M. de Bernstorff au Ministre de Prusse à Copenhague, en réponse à la Note de M. Hall du 8 mai.....	178
Août.....	13. Réponse du comte de Bernstorff à la dépêche du 7 août du comte de Rechberg relative au projet de réforme fédérale.	51
—	22. Dépêche-circulaire de M. le comte de Bernstorff en réponse à la dépêche de M. Hall du 22 mars.....	182
Octobre..	27. Réponse de M. de Bismark au comte de Bernstorff, à Londres, en réponse à la dépêche du 24 septembre.....	202
—	29. Dépêche du comte de Rechberg au comte de Wimpffen, à Londres, en réponse à la Note de lord Russell du 24 sept.	205
1863, Janvier...	24. Circulaire de la Prusse à ses Agents diplomatiques accrédités en Allemagne au sujet de ses rapports avec l'Autriche.	66
Avril.....	15. Dépêche de M. de Bismark au sujet de l'ordonnance du 30 mars.....	249
Mai.....	11. Séance de la Chambre des députés de Berlin.....	341
—	12. Communication du Ministère d'Etat à la Chambre des députés.....	344
—	13. Lettre de M. Grabow, président de la Chambre au Ministère.	345
—	14. Réponse de M. de Bismark à la lettre de M. Grabow.....	346
—	20. Message du Roi à la Chambre des députés.....	346
—	22. Adresse au Roi votée par la Chambre des députés.....	347
—	23. Réponse du Ministère des affaires étrangères de Prusse à la dépêche de M. Hall du 16 mai.....	254
—	26. Réponse du Roi à l'Adresse de la Chambre des députés....	350
—	27. Discours de M. de Bismark pour la clôture de la session....	354
Juin.....	1. Ordonnance royale modifiant le régime de la presse.....	355
—	6. Ordonnance du Ministère de l'intérieur contre les Adresses des conseils municipaux.....	357

## RUSSIE.

1839, Juillet....	14. Manifeste de l'Empereur Nicolas accordant au duc de Leuchtenberg le titre d'Altesse Impériale.....	383
1852, Décembre.	7. Documents relatifs aux héritiers du duc de Leuchtenberg...	383
—	12. Oukase conférant aux enfants du duc de Leuchtenberg le nom de princes et princesses Romanoffsky.....	384
1862.	Extrait de l'annuaire diplomatique de l'Empire de Russie donnant les membres de la famille impériale.....	385



	Pages.
1862, Avril.... 15. Dépêche du prince Gortschakoff au baron Brunow, à Londres, en réponse à la dépêche de lord Russell du 18 avril.	169
Octobre.. 10. Réponse du prince Gortschakoff à la dépêche de lord Russell du 30 septembre.....	273
Décembre. 2. Note du baron Brunow au comte Russell sur l'éventualité du choix du duc de Leuchtenberg pour le trône de Grèce.	386
— 4. Note du baron Brunow au comte Russell déclarant qu'il est convenu que ni le duc de Leuchtenberg ni le prince Alfred ne pourront monter sur le trône de Grèce.....	386
— 13. <b>France, Grande-Bretagne.</b> Note collective des trois Puissances déclarant qu'elles n'accepteront pas le trône de Grèce pour un membre de leurs familles.....	391
1863, Février... 6. Note du comte de Bloudow au Gouvernement provisoire au sujet de la correspondance particulière du Roi Othon....	397

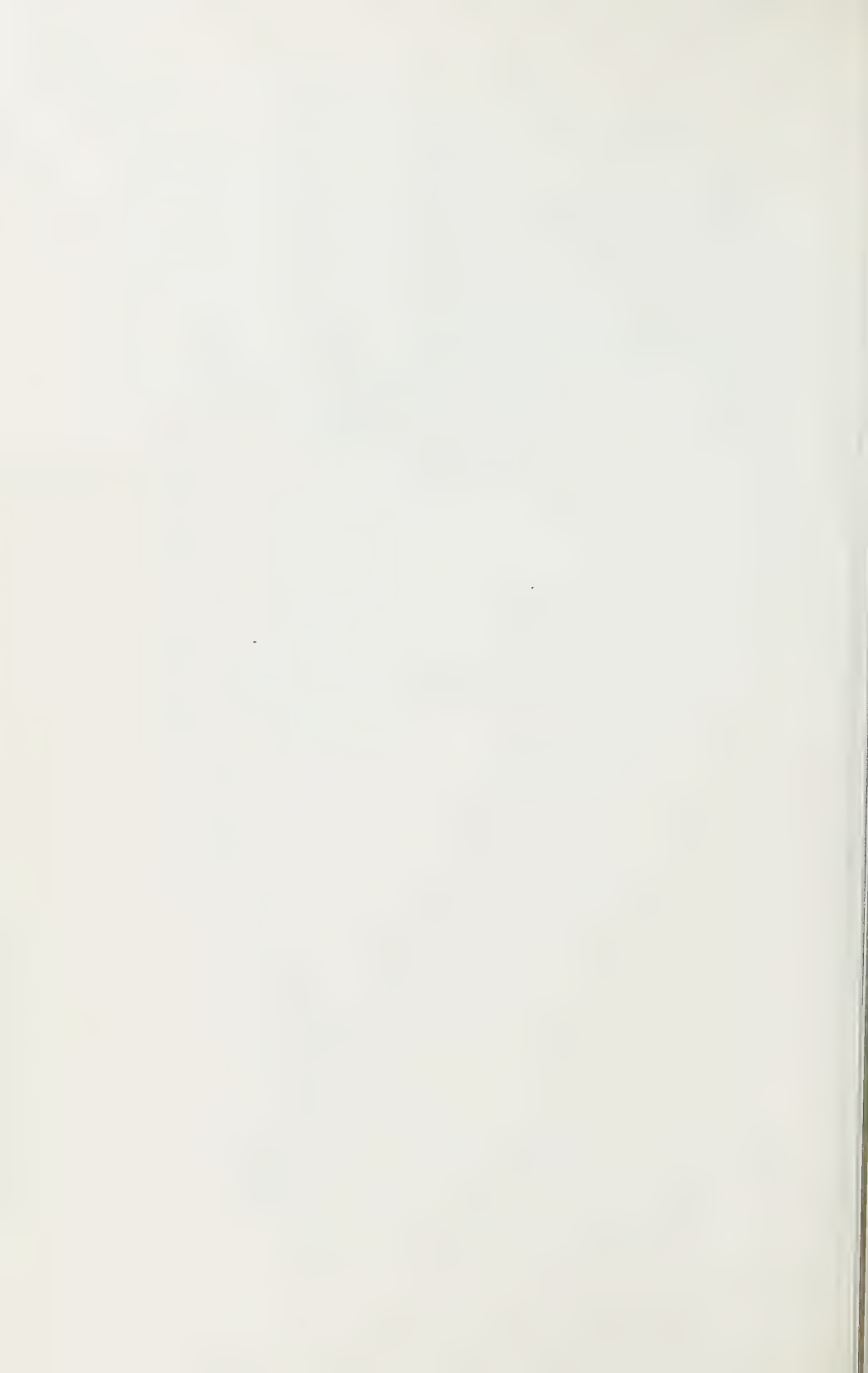
## SUÈDE.

1861, Mars..... 14. Dépêche du comte de Manderstroem, au comte de Wächmeister, Ministre du Roi à Copenhague, exposant pour quelles raisons les propositions faites au Holstein, les 2 et 6 mars, par le Gouvernement danois ne paraissent pas complètement satisfaisantes au Cabinet de Stockholm.....	129
— 14. Dépêche de M. de Manderstroem à M. Jaerta, Ministre du Roi à Berlin, appuyant les propositions faites les 2 et 6 mars par le Gouvernement danois aux États du Holstein.	132
— 29. Dépêche du comte de Manderstroem au comte de Platen, à Londres, au sujet du refus des États du Holstein d'admettre les propositions du Gouvernement danois des 2 et 6 mars 1861, et proposant une solution de la question..	133
Mai..... 12. Dépêche du comte de Manderstroem au comte de Platen, répondant aux objections de lord Russell contre la solution proposée dans la dépêche du 29 mars.....	141
— 12. Mémoire sur la réorganisation de la Monarchie danoise....	144
Décembre 29. Dépêche de M. de Manderstroem au Ministre de Suède à Londres au sujet de la dépêche de M. de Bernstorff du 5 décembre 1861.....	154
1862, Janvier... 12. Dépêche du comte de Manderstroem au comte Hamilton, à Copenhague, sur la dépêche danoise du 26 décembre 1861.	156
Février... 17. Dépêche du comte de Manderstroem au Ministre de Suède à Berlin, maintenant la politique suivie par le Cabinet de Stockholm dans la question des Duchés.....	156
Mai... 6. Dépêche du comte de Manderstroem au Ministre de Suède à Londres, au sujet de la dépêche de lord Russell en date du 16 avril 1862.....	158
Octobre.. 12. Dépêche du comte de Manderstroem au Ministre de Suède à Londres, au sujet de la dépêche de lord Russell du 24 septembre.....	160
Décembre 30. Dépêche du comte de Manderstroem au Ministre de Suède à Saint-Petersbourg, au sujet d'une dépêche du prince Gortschakoff du 1 <sup>er</sup> décembre 1862.....	162
1863, Janvier... 21. Dépêche du comte de Manderstroem au comte de Hamilton, Ministre de Suède à Copenhague, expliquant la dépêche du 30 décembre.....	165
— 27. Dépêche du comte de Manderstroem au baron Adelswaerd, à Paris, au sujet de la non-communication de la dépêche du 24 septembre au Cabinet de Stockholm.....	166

## TURQUIE.

1859, Septembre	6. Firman sur l'organisation administrative et législative des Principautés-Unies .....	102
—	6. Note de la Turquie aux Représentants des Puissances garantes à Constantinople au sujet des Principautés-Unies..	101
1862, Avril.....	9. Dépêche du Grand-Vizir à Omer-Pacha.....	262
Mai.....	28. Réponse d'Aali Pacha à la Note collective de l'Ambassadeur de France et du Ministre de Russie au sujet de la reconstruction de la grande coupole... ..	79
Août.....	31. Conditions imposées au Monténégro lors de l'armistice....	268
Décembre	17. Lettre de Fuad-Pacha au Prince des Principautés-Unies en réponse à la Note du 9 décembre.....	109
1863, Février...	21. Hatt du Sultan au Grand-Vizir sur l'administration des finances .....	120
Avril.....	5. Dépêche d'Aali-Pacha aux Représentants de la Turquie à Paris et à Londres au sujet du canal de Suez.....	121







# ARCHIVES

# DIPLOMATIQUES

IV

ARCHIVES DIPLOMATIQUES



Lord PALMERSTON.

Amyot, édit. Paris.

Imp Hadingue, Paris.

# ARCHIVES

# DIPLOMATIQUES

1863

---

## RECUEIL

## DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

---

TOME QUATRIÈME

3<sup>e</sup> ANNÉE

OCTOBRE, NOVEMBRE, DECEMBRE

1863

---

PARIS

KRAUS REPRINT  
A Division of  
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED  
Neudeln/Liechtenstein  
1969`

Reprinted from a copy in the collections of the  
University of Illinois Library

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden



# ARCHIVES

## DIPLOMATIQUES

1863

---

### IV

#### PREMIÈRE PARTIE.

---

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,  
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

---

AUTRICHE.

**-Adresse de la seconde Chambre du Reichsrath.**

Fin juin.

« Majesté Apostolique, la Chambre des Députés a entendu avec fidélité et dévouement au pied du trône les paroles bienveillantes que Votre Majesté a daigné adresser à ses membres, par l'organe de son Auguste Représentant<sup>1</sup>.

« Nous nous sommes rendus avec joie, après la clôture de la session des Diètes provinciales, à l'appel de Votre Majesté, pour coopérer

1. Voir *Archives*, 1863, t. III, p. 44.

de nouveau à l'avancement des grandes tâches que nous impose inévitablement le soin de la prospérité et du développement de l'Empire. Nous avons trouvé dans cet appel une nouvelle garantie des institutions libérales dont Votre Majesté a établi les fondements par le Diplôme du 20 octobre 1860 et la Patente du 26 février 1861, institutions qui commencent à développer de toutes parts leurs effets bien-faisants dans diverses branches de la vie publique.

« La pensée qui réside au fond de nos lois constitutives, de sauvegarder avec l'unité nécessaire de l'ensemble le mouvement le plus libre et le plus indépendant possible des parties, a déjà porté des fruits féconds.

« Les Diètes provinciales ont pu, dans le court espace de leurs derniers travaux, résoudre, à la satisfaction des populations, des questions importantes, et poser par leurs résolutions en matière communale, les bases durables d'une vie autonome s'harmonisant avec les exigences de l'unité de l'Empire. Une de ces Diètes a été interrompue, il est vrai, dans l'exercice de son action constitutionnelle; mais la Chambre des Députés ne méconnaît pas la raison suffisante des circonstances qui ont rendu cette exception inévitable.

« Nous regrettons sincèrement que, dans les travaux qui nous attendent, nous manquions encore de la coopération de divers pays de l'Empire, d'autant plus que l'interruption de la vie constitutionnelle qui en résulte pour ces pays entraîne aussi les conséquences les plus préjudiciables pour les intérêts les plus élevés de tout l'État, et en particulier de ces pays.

« La Chambre des Députés désire donc vivement que le Gouvernement parvienne à rétablir bientôt la vie constitutionnelle là aussi où elle repose actuellement. Nous nous prêterons volontiers à contribuer, sans quitter le terrain de la Constitution, à lever les difficultés qui peuvent encore s'opposer à la coopération commune des Représentants de tous les pays en vue des buts également précieux pour tous les habitants de l'Empire. Mais ce regret ne peut nous empêcher de vouer notre activité, en marchant loyalement en avant, aux affaires de la communauté; il ne pourra nous déterminer à mettre en question le bien précieux de la Constitution de l'Empire.

« Nous saluons avec joie aussi l'expression des sentiments d'unité et de confraternité qui nous vient des peuples frères des frontières éloignées de l'Empire.

« Après la grâce de Dieu et la sagesse de Votre Majesté, c'est la force la plus grande que l'Empire a puisée dans ses institutions qui lui a assuré les bénédictions de la paix; et si la parole de l'Autriche a repris son ancienne autorité dans les Conseils de l'Europe, c'est grâce à la confiance qu'a suscitée le réveil de ses forces et à l'attente de développements ultérieurs dans sa vie constitutionnelle. Puissent ces bé-

nédictions de la paix lui être conservées longtemps; puisse le Gouvernement de Votre Majesté, appréciant justement la situation extérieure, conduire toujours ses forces nouvellement éveillées vers des buts bienfaisants.

« La Chambre des Députés reconnaît dans l'action commune de l'Autriche avec l'Angleterre et la France, relative aux affaires du royaume de Pologne qui émeuvent actuellement toute l'Europe, l'expression d'une politique extérieure juste et sage; et quand le Gouvernement impérial élève la voix avec d'autres puissances au nom des exigences de l'humanité et des justes prétentions d'un peuple voisin gravement maltraité à la garantie de ses besoins nationaux et religieux, il ne répond pas seulement aux sympathies et aux vœux des habitants de l'Autriche, mais il favorise aussi par ces moyens les vrais intérêts de l'Empire et de la paix universelle. Nous voyons avec joie dans ces actes une nouvelle preuve que le Gouvernement Impérial, s'attachant invariablement au maintien de l'intégrité de l'Empire, a adopté un système de politique extérieure qui ne prend pour règle que les intérêts des Peuples de l'Empire.

« La Chambre des Députés suit avec une vive sympathie les efforts que fait le Gouvernement Impérial pour développer d'une manière convenable ses rapports avec la Confédération Germanique et ses territoires douaniers, et pour donner satisfaction ainsi aux opinions d'un grand nombre de ses citoyens et à la position politique de l'Empire.

« L'essor heureux de la vie intellectuelle et matérielle à l'abri d'institutions libérales, ne manquera pas de produire ses effets; plus ses institutions se développeront et passeront dans les habitudes, plus leur esprit pénétrera les organes du Gouvernement, plus ces effets seront assurés.

« Mais la vie intellectuelle a besoin d'une réforme plus étendue de l'instruction publique, et la Chambre des Députés ne peut s'empêcher de signaler la nécessité urgente de régler le droit d'association répondant aux institutions actuelles, de même que les rapports des confessions entre elles et vis-à-vis de l'État.

« Les intérêts économiques exigent que l'on s'occupe définitivement des modifications déjà prévues dans la dernière session sur la législation du taux de l'intérêt; les chemins de fer ont besoin d'être complétés et de recevoir plus d'extension, et il faut de nouvelles dispositions législatives pour mettre plus à la portée de la population les avantages de ces moyens de communication, sans paralyser l'esprit d'entreprise et notamment pour assurer à la représentation nationale l'influence qui lui est due pour la création de lignes nouvelles.

« L'amélioration décidée du crédit de l'État constitue en même temps un signe visible de l'accroissement de la confiance et une con-

séquence des modifications introduites dans la gestion des finances de l'État. Les peuples de l'Autriche se prêteront d'autant plus volontiers aux sacrifices nécessaires pour rétablir l'équilibre que l'emploi de ces sacrifices est contrôlé; mais ils comptent aussi sur les régularisations du système des contributions directes que le Reichsrath a déjà jugées indispensables dans sa session précédente, sur une répartition plus uniforme et plus équitable des charges publiques, et notamment aussi sur les améliorations nécessaires dans les lois qui régissent le timbre et les droits d'enregistrement.

« La Chambre examinera avec un soin consciencieux les projets de loi sur le mode de délibération des lois étendues sur les réformes dans l'administration de la justice, l'organisation judiciaire, le droit de domicile. La Chambre des Députés croit que les réformes du droit pénal sont plus nécessaires encore que toutes les autres relatives à l'administration de la justice; et si l'on ne peut espérer pour l'avenir le plus prochain l'adoption d'un code pénal tout à fait nouveau, des améliorations capables d'être opérées sans une révision complète du Code pénal paraissent d'autant plus urgentes. La sainteté du droit et la dignité de l'administration de la justice exigent aussi que la position des juges soit changée et qu'une indépendance complète leur soit assurée.

« Majesté Apostolique, Votre Majesté n'aura pas compté vainement sur le dévouement et l'appui patriotique de la Chambre des Députés dans l'accomplissement de ses devoirs.

« Encouragés et fortifiés par la Grâce Impériale, nous nous mettons à l'œuvre pour laquelle nous ont envoyés les peuples, et espérons avec la bénédiction divine une heureuse réussite pour l'éclat de la couronne, le bien des peuples, la puissance et l'honneur de l'Empire. Dieu conserve, Dieu protège, Dieu bénisse Votre Majesté! »

---

**Passages principaux de l'Adresse de la Chambre Haute,  
adoptée le 24 juin.**

« Les travaux du Reichsrath se rattachent presque immédiatement à ceux des Diètes provinciales. Ces rapports réciproques suffisent déjà pour établir peu à peu la conscience de l'union intime de toutes les parties de l'Empire, et nous espérons que ce sentiment deviendra si ferme et si général que l'unité nécessaire de l'ensemble ne sera pas compromise par la diversité des parties, et que la variété des formes sera animée par un esprit d'unité vivifiante.

« Le terrain d'un travail parlementaire, sincère et persévérant est



des plus féconds, et parmi les meilleurs fruits que nous en attendons, nous compterons les convictions dont la force victorieuse réalisera, pour le bonheur de tous, l'union de tous les Peuples de l'Autriche dans une seule représentation nationale, union qui forme aujourd'hui notre vœu le plus cher.

« Nous saluons avec joie et espérance comme un pas significatif fait vers ce but, la convocation de la Diète de Transylvanie, qui appelle définitivement tous les Pays réunis sous le sceptre de l'Autriche à participer aux délibérations communes. Nous souhaitons avec bonheur la bienvenue aux populations loyales qui, des frontières éloignées de l'est de l'Empire, nous tendent la main.

« Envisageant l'avenir avec confiance, nous désirons avec Votre Majesté le maintien de la paix dont nous jouissons en commençant la dernière session. Il est vrai que des combats funestes dans un Empire voisin jettent leurs ombres menaçantes par-dessus nos frontières; mais nous avons confiance que Votre Majesté continuera aussi dans la suite de ses actes à vouer, avec le coup d'œil de l'homme d'État au milieu des plus tristes complications, sa sympathie active à toutes les exigences vraiment justifiées de la vie nationale et religieuse ainsi qu'aux intérêts de l'humanité; mais qu'en même temps elle saura unir la sollicitude pour le maintien de la paix qui nous est si précieuse avec la défense énergique de l'intégrité de l'Empire. »

---

## BAVIÈRE.

### **Discours prononcé par le Roi de Bavière le 25 juin, à l'ouverture de la session des Chambres.**

Messieurs les sénateurs et les députés! C'est avec joie que j'adresse mon salut royal aux deux Chambres, réunies de nouveau autour de moi, aux représentants de mon peuple que j'aime.

J'ai dissous la Chambre précédente, qui avait bien mérité de la patrie, pour préserver de toute interruption l'achèvement du code de procédure civile promis au pays, et pour prendre aussi à temps les mesures nécessaires pour le cas où les délibérations sur un code de procédure commun à toute l'Allemagne ne conduiraient pas au but désiré. J'ai prouvé de nouveau par là combien je tiens à la réalisation rapide et complète de la réforme promise dans la législation.

Le renouvellement de la Chambre s'est accompli par des élections dont mon gouvernement n'a gêné en rien la liberté, et sous l'impres-sion vive de discussions animées sur les questions importantes qui

occupent aujourd'hui toute l'Allemagne. Ceci me garantit suffisamment que, par l'organe de cette Diète, je recevrai l'expression non falsifiée de l'opinion publique sur ces questions. J'éprouverai une haute satisfaction à me voir confirmer par cette voie dans la conviction que ma politique se trouvera en harmonie avec les vœux et les sympathies de mon peuple fidèle.

De concert avec plusieurs autres gouvernements allemands, j'ai présenté à la Diète germanique une proposition que je croyais capable d'avancer l'œuvre de la législation commune et de préparer en même temps la réforme de la constitution fédérale. Cette tentative a échoué. Mais cela ne m'empêchera pas de coopérer avec joie et énergie à tout ce qui pourra développer la constitution fédérale, conformément aux vrais besoins de l'Allemagne, tout en maintenant fermement l'autonomie de la Bavière.

Ma sollicitude pour les intérêts matériels du pays et le maintien de son indépendance, ainsi que la considération due à nos rapports commerciaux avec un Etat fédéral voisin, m'ont déterminé, moi aussi, à ne pas accéder au traité de commerce conclu au nom du Zollverein par la Prusse avec la France, dans sa rédaction actuelle.

Je ne puis admettre que les craintes qui se sont produites pour cette cause sur la continuation du Zollverein soient fondées. Je me livre au contraire à l'espoir que les efforts de mon gouvernement, qui tendent non-seulement au maintien, mais au développement du Zollverein, seront couronnés d'un heureux succès.

La situation des affaires européennes n'est pas malheureusement de nature à conseiller la diminution de l'armée bavaroise. Le patriotisme des Chambres ne reculera pas devant les efforts qu'exigent l'honneur et l'indépendance de la Bavière. La faveur des circonstances nous permettra de prendre les mesures nécessaires sans augmentations des impôts.

Suit une série de paragraphes sur les réformes législatives et administratives opérées et à opérer.

Quelque difficile que soit l'ensemble de notre tâche, un zèle sincère joint à l'esprit patriotique du sacrifice nous fera trouver la voie des bonnes solutions et fournira une preuve de plus qu'aucune difficulté n'est insurmontable quand la couronne et les représentants de la nation se rencontrent dans une confiance réciproque.

---

## DANEMARK.

**Réponse du Danemark à la résolution du 9 juillet de la Diète germanique, remise dans la séance de la Diète du 28 août.**

Lorsque, à l'occasion des délibérations de 1851 à 1852, le Gouvernement Royal exprima l'intention de réunir en un Etat constitutionnel compacte, d'une façon uniforme, toutes les parties de la monarchie danoise, le Gouvernement Royal partait de l'idée émise de part et d'autre que les rapports des duchés de Holstein et de Lauenbourg n'étaient pas inconciliables avec la position d'une monarchie danoise compacte et autonome au milieu des autres Etats européens, et que la participation de ce duché à une représentation constitutionnelle commune aux autres parties de l'Etat était en harmonie avec les droits et les lois de la Confédération. Cela a été confirmé par une résolution formelle de la Diète germanique.

Le Gouvernement Royal ne veut point entrer ici dans de longs détails sur toutes les démarches qu'il a faites pour réaliser les intentions du Roi, ou sur les difficultés qui s'opposaient à la réalisation de la volonté royale. Toutes ces circonstances sont connues de la Diète; elles ont trop souvent déjà provoqué des divergences d'opinions sur lesquelles le Gouvernement Royal désire ne pas revenir. Mais il ne saurait y avoir divergence d'opinions sur ce point, que, depuis, les vues sur la position et la tâche de la Confédération germanique se sont considérablement modifiées, et avec elles l'interprétation de ses droits relativement aux parties de la Confédération appartenant à la monarchie danoise.

Le Gouvernement Royal croit, en conséquence, que les stipulations de 1851-52 n'ont point été exécutées, et que, par suite, il s'est vu petit à petit réduit à l'alternative de renoncer ou à l'indépendance de toute la monarchie danoise, ou à l'union intime projetée des parties allemandes avec le reste de la monarchie. Cette alternative ne laissait pas de choix au Gouvernement Royal.

Ce que le duché de Lauenbourg a possédé sans interruption et paisiblement depuis sa réunion à la couronne de Danemark, le duché de Holstein l'a obtenu en vertu de la loi constitutionnelle du 11 juin 1854, à savoir : la garantie constitutionnelle de son autonomie dans toutes les affaires spéciales, dans l'acception la plus large du mot. Et le Gouvernement Royal s'est déclaré prêt à donner à cette Constitution spéciale tout le développement que comportent les principes libéraux du régime danois. De cette façon, la position faite aux parties allemandes dans la monarchie relativement aux affaires

communes, ne pouvait pas plus empêcher Sa Majesté d'accomplir consciencieusement toutes les obligations fédérales par elle contractées que le libre développement des duchés et leurs intérêts financiers ne pouvaient être lésés par leur participation à la Constitution commune.

Si dans ces circonstances, le Gouvernement danois a reconnu une individualité politique et une autonomie constitutionnelle, même dans les affaires jusque-là communes, à une partie de la monarchie qui n'avait jamais eu qu'une existence provinciale et ne pouvait aspirer à une position autre que celle d'une province dans la monarchie, le Gouvernement s'est décidé à faire ce sacrifice par la raison seulement qu'il voulait satisfaire, d'une part, aux vœux de la population holsteinoise, dont les représentants, depuis nombre d'années, ont repoussé de toutes les manières une représentation constitutionnelle commune embrassant aussi le Holstein, et aussi déférer, d'autre part, aux désirs de la Confédération germanique, qui, dans le but de sauvegarder l'autonomie et l'égalité des droits du Holstein et du Lauenbourg, a demandé, dans les résolutions fédérales du 8 mars 1860 et du 7 février 1861, « qu'aucune loi sur des affaires communes, notamment sur des affaires financières, ne fût promulguée pour les duchés sans avoir été sanctionnée par les Etats du Holstein. »

C'est là ce que la proclamation royale du 30 mars de cette année a posé en principe, presque dans les mêmes termes.

La Confédération germanique ne saurait méconnaître le principe posé dans cette proclamation, car elle l'a reconnu elle-même. L'égalité des droits et l'autonomie demandée des parties allemandes ne peuvent assurément être reconnues plus complètement et mieux garanties qu'elles ne l'ont été par la mesure qu'a prise le Gouvernement, et tout doute sur la question de savoir si les rapports du Holstein avec la monarchie danoise peuvent empêcher Sa Majesté d'accomplir ses obligations fédérales doit disparaître complètement, après qu'une autonomie générale a été conférée aux parties allemandes de la monarchie.

Sa Majesté le Roi a déjà manifesté dans le temps son intention de laisser ses sujets participer entièrement au développement que l'avenir peut réserver à l'Allemagne et à la Confédération germanique. La réalisation de cette intention pour le Holstein exigeant que ce duché ait une position pareille à celle qui lui est assurée par la proclamation du 30 mars, cette considération paraît aussi de nature à prêter à cette proclamation une importance que les hauts confédérés de Sa Majesté ne sauraient méconnaître, surtout depuis les derniers événements en Allemagne.

Le Gouvernement Royal est animé du sincère désir d'enlever toute raison d'être à un conflit qui trouble depuis longtemps les relations



amicales entre des confédérés intimement unis entre eux. En conséquence, le Gouvernement Royal ne se voyant pas en état de rapporter ladite proclamation, a chargé l'envoyé royal de donner à la Diète toutes les explications désirables sur chacune des dispositions de cette proclamation.

Le Gouvernement Royal a le droit d'espérer que ces explications modifieront considérablement les vues de la Diète sur ce document. Il n'hésite pas néanmoins à se déclarer prêt, non-seulement à prendre en très-sérieuse considération toute proposition qui lui sera faite relativement aux duchés de Holstein et de Lauenbourg, mais encore à exécuter dans ces duchés les résolutions de la Diète germanique qui ne seront point inconciliables avec la souveraineté inaliénable de Sa Majesté le Roi dans ses États, et n'entraveront point le libre exercice du pouvoir législatif dans les pays n'appartenant point à la Confédération germanique.

Si la résolution fédérale signale finalement la possibilité d'une exécution fédérale imminente, le Gouvernement Royal ne peut que se référer à sa déclaration du 9 de ce mois. Quelque jugement que la Diète germanique porte sur les limites de sa compétence déterminée dans l'acte fédéral, il ne saurait y avoir un doute sur ce point : que, le Gouvernement Royal ayant reconnu l'autonomie politique des duchés allemands et s'étant déclaré prêt à entrer en négociations en vue de la réaliser, l'éventualité d'une exécution fédérale ne peut être jugée qu'au point de vue du droit international.

## ESPAGNE.

**Lettres par lesquelles D. Juan de Bourbon, frère du comte de Montemolin et de l'infant D. Fernando, renonce à ses droits à la couronne d'Espagne et reconnaît la reine Isabelle.**

31 Août 1862.

Madame, lorsque les tristes événements de San-Carlos de la Rapita amenèrent la renonciation de mes frères, ma première pensée fut de reconnaître Votre Majesté, et d'effacer ainsi le souvenir des dissensions et des guerres civiles du passé ;

J'attendais pour agir que Carlos et Fernando eussent ratifié leurs renonciations en pleine liberté. J'eus en mai 1860 une entrevue avec Carlos ; cette entrevue me décida à faire le premier pas dans la vie politique du 2 juin, en acceptant la position qui m'était créée par la renonciation de mes frères. En faisant ce premier pas, Madame, je

n'étais guidé par aucune ambition personnelle ; je n'avais qu'une pensée : celle d'enlever son drapeau à un parti intolérant pour lequel le temps semble ne pas marcher, et qui ne connaît d'autres principes que ses propres aspirations, incompatibles avec les institutions nationales, ainsi que sa conduite l'a prouvé. Les droits qu'ils reconnaissent à mon père et à mes frères, il me les a déniés parce que je ne partageais pas leurs idées. La contre-renonciation de mes frères a prouvé la sagesse de ma résolution : ma soumission à cette époque eût été stérile.

Depuis lors, Madame, je n'ai eu qu'une seule pensée dans tous mes actes politiques : le bien public et l'affermissement des institutions libérales. Ces actes peuvent avoir été plus ou moins réfléchis, mais je puis donner l'assurance à Votre Majesté que mes intentions ont toujours été droites et patriotiques. Jamais, pendant ma vie politique, je n'ai songé à altérer la tranquillité du pays. Je veux éviter que mon nom puisse jamais être une cause de bouleversements et de sang versé.

Éloigné de mes enfants par la force, on les élève, contre ma volonté, dans un ordre d'idées qui n'est pas le mien. Ils atteindront à un âge où il est bien difficile de modifier les effets d'une première éducation, et ils pourront fournir de nouvelles espérances à un parti qui ne doit pas avoir d'existence légale en Espagne. Tous les efforts faits auprès de ma femme et de l'empereur d'Autriche pour avoir mes enfants ont été inutiles : mes droits paternels ont été méconnus. Mon unique désir est de pouvoir élever ces enfants comme l'exige l'intérêt de l'État, et c'est mon devoir de solliciter l'appui de Votre Majesté pour qu'ils me soient rendus.

Je proteste de nouveau, Madame, que je n'ai été guidé dans ma vie politique que par le bien du pays ; et comme, en reconnaissant Votre Majesté, je donne une preuve de ma bonne foi, je renonce de la manière la plus solennelle, en mon nom et pour mes descendants, à tous les droits que pourrait me conserver une interprétation quelconque des anciennes lois. Je vous reconnais pour ma reine, jurant fidélité et obéissance à la Constitution.

JUAN DE BORBON.

A M. le ministre plénipotentiaire d'Espagne près S. M. Britannique.

Monsieur le ministre, à la date du 31 août, j'ai ordonné à mon secrétaire d'écrire à Votre Excellence pour lui demander quand je pourrais me présenter à la légation espagnole pour y prêter mon serment à la reine. N'ayant pas eu de réponse, je vous prie d'avoir la bonté de me dire si elle est autorisée ou non à me recevoir.

Londres, le 20 septembre 1862.

JUAN DE BORBON.

Madame, la magnanimité de Votre Majesté me décide à vous faire ma soumission, et à vous reconnaître pour ma reine, en respectant les institutions nationales.

Je supplie Votre Majesté d'agréer avec bienveillance ma soumission, et de me croire son dévoué sujet et cousin.

Londres, le 8 janvier 1863.

JUAN DE BORBON.

---

**Lettre adressée par l'ex-Infant don Juan au président du conseil des ministres, marquis de Miraflores.**

Au très-excellent marquis de Miraflores, président du Conseil des ministres.

Excellence, la légation de Sa Majesté à Londres m'a fait connaître l'ordre reçu de vous afin que l'on me fît savoir que, vu la loi de 1834, et jusqu'à ce que cette loi eût été abrogée conformément aux dispositions et pratiques constitutionnelles, Votre Excellence me considère comme étant hors du droit commun en ce qui touche le serment et la soumission à Sa Majesté, et Votre Excellence ne se croit pas autorisée à admettre ni même à délibérer sur aucune demande émanant de moi.

Si le talent et le patriotisme si éprouvés de Votre Excellence pendant sa longue carrière ne me donnaient pas la conviction intime que Votre Excellence est dans l'erreur à cet égard, qu'elle y a été entraînée par des impressions inconsidérées, et qu'en qualifiant cette loi de solennelle, le noble esprit de Votre Excellence n'a pas pu vouloir, de propos délibéré, exagérer les difficultés, je ne trouverais pas digne de réplique la réponse de Votre Excellence à mon exposition du 7 courant.

Mais Votre Excellence ayant amené la discussion sur un terrain et dans un ordre d'idées dont je me suis étudié à m'éloigner, je ne saurais me dispenser de soumettre à vos lumières les considérations naturelles qui me sont suggérées par votre réponse.

Je ne manquerais pas de qualifier, comme vous l'avez fait, de solennelle la loi de 1834, non pas qu'elle soit plus juste que d'autres lois, ainsi que vous avez permis qu'on le dît dans la séance du 1<sup>er</sup> mai de la Chambre des Députés, mais parce que je crois toutes les lois solennelles quand elles émanent des hauts corps législatifs et qu'elles ont été sanctionnées par la couronne. Néanmoins Votre Excellence reconnaîtra que cette loi fut une loi politique de circonstance intelligible et, si l'on veut, convenable, au milieu des horreurs de la guerre civile; mais après ces circonstances finies, et alors que je me sou mets à la magnanimité de ma reine, cette loi n'a plus ni objet ni raison d'être.

Une loi promulguée contre moi quand je comptais à peine onze ans, sans avoir été entendu ni défendu, et contre mes enfants, qui n'étaient pas encore nés, a pu être une loi convenable et nécessaire, mais juste, jamais ! Les principes de la justice sont éternels et immuables, et quand la justice n'est que relative, la loi est également relative ou de circonstance. Pour soutenir le contraire, il faudrait nier la liberté de la pensée et l'indépendance individuelle, méconnaître l'influence de la civilisation et révoquer en doute la vérité des grands principes constitutionnels. Sans cesser de me soumettre à la loi de 1834, je ne puis souffrir que l'on fasse à ma patrie l'injure de qualifier cette loi de juste.

Un jour, l'on jugera les événements de la guerre civile sans l'influence des passions politiques, et alors on pensera et on dira de cette loi ce que l'on pense et dit aujourd'hui du système des représailles qui fait hérissier les cheveux et dont aucun homme politique, aucun parti ne veut accepter la responsabilité. Comment Votre Excellence, libérale comme je le suis par étude et par conviction, qualifierait-elle l'exigence en vertu de laquelle on la rendrait responsable des actes, erreurs et croyances politiques de son père, ou de ses aïeux, parce qu'elles n'auraient pas été conformes aux idées de l'époque actuelle ? Votre Excellence traiterait une pareille prétention de très-injuste et de contraire à la droite raison et au sens commun.

Si je me suis abstenu d'aborder cette question, c'est parce que l'abrogation de la loi de 1834 entraînerait la dévolution des biens de ma famille confisqués et incorporés à l'État. Pensez-vous que si cette discussion avait été soulevée dans les Cortès, quelques sénateurs ou députés, s'élevant à la hauteur d'une véritable indépendance et mettant le sentiment de la justice au-dessus de considérations transitoires, n'auraient pas qualifié d'anti-libérale la confiscation de mes biens, réprouvée par l'esprit de l'époque, contraire au principe de non-confiscation consigné dans toutes les constitutions de l'État ?

Votre Excellence pense-t-elle qu'il ne se serait pas trouvé un orateur au Parlement qui eût fait remarquer que je suis le seul Espagnol dont les biens soient confisqués, et que l'unique raison de ces confiscations, ce sont les idées politiques professées par mon père ? Et si de telles raisons doivent prévaloir contre moi, qui suis et qui ai toujours été libéral, la logique exigerait que l'on confisquât avec bien plus de raison les biens de la moitié des Espagnols dont les pères et dont quelques-uns même d'entre eux ont professé les idées aussi absolutistes que celles de mon père et celles de son frère le roi Don Ferdinand VII. J'aurais pu faire prévaloir trois réclamations :

1<sup>o</sup> Demander la restitution des biens de ma femme ;

2<sup>o</sup> Mon rang d'infant d'Espagne ;



Et 3<sup>e</sup> la liberté de rentrer en Espagne. Je n'ai pas demandé l'abrogation de la loi de 1834, parce que ce n'est pas la restitution des biens ni le titre d'infant qui me préoccupe. J'ai demandé seulement que l'on levât la peine de bannissement, parce que je désire avant tout rentrer dans ma patrie comme simple citoyen espagnol, et parce que je désire recouvrer mes enfants, que je veux élever conformément à mes idées libérales. Cela convient à la dynastie et au pays. Votre Excellence comprendra que si les Cortès venaient à abroger la loi de 1834, je n'aurais pas besoin d'implorer la clémence de la Reine (que Dieu garde), ni d'importuner à cet effet Votre Excellence.

La couronne possède sans limitation les prérogatives de la grâce, sans distinction quant au point de savoir si la peine a été imposée par une loi ou par un décret spécial, ou par une sentence des tribunaux. C'est à elle que j'ai fait appel, plein d'espérance en la magnanimité de Sa Majesté, me fondant sur les précédents identiques, inutiles à rap-peler, ainsi que sur la différence de position de quelques graciés. Si je me suis adressé à Votre Excellence, c'est parce que l'on m'a dit qu'elle est l'unique obstacle qui s'oppose à ce que Sa Majesté, suivant les inspirations de son cœur, fasse usage de la prérogative royale.

Tenant compte de la longue carrière de Votre Excellence, vouée à la défense de Sa Majesté, j'ai cru que vous ne manqueriez pas de profiter de l'occasion de faire disparaître jusqu'aux derniers vestiges de prétentions à la couronne et d'enlever toute espérance aux ennemis du trône de dona Isabelle II et des institutions constitutionnelles. Je regrette que telle ne soit pas l'opinion de Votre Excellence, et pour vous convaincre et vous confirmer tout ce que je viens d'exposer sommairement, j'adresse à Votre Excellence une copie des expositions que j'ai faites et que je ratifie.

Votre Excellence fera ce qu'elle jugera convenable. Quant à moi, j'ai la satisfaction d'avoir fait tout ce qui dépendait de moi pour obtenir cet heureux résultat. Mes convictions libérales, les considérations politiques, l'affection que je professe pour mon auguste famille et le désir de voir consolider en Espagne le trône constitutionnel de D. Isabelle, m'ont fait un devoir d'agir comme j'ai agi.

Croyez-moi, Excellence, avec la plus grande considération et estime, votre très-affectionné,

Londres, le 20 mai 1863.

JUAN DE BOURBON.

## ÉTATS CONFÉDÉRÉS.

ACTE DU CONGRÈS SÉANT A RICHMOND.

**Résolution du 4 avril 1863 des deux Chambres du Congrès  
au sujet des représailles.**

Résolu par le Congrès des États confédérés d'Amérique, en réponse au Message du Président, transmise au Congrès au commencement de la présente session :

I. Dans l'opinion du Congrès, les officiers commissionnés de l'ennemi faits prisonniers ne doivent pas être remis aux autorités des États respectifs, selon la pensée du Message ; mais ils doivent être mis à la disposition du Gouvernement confédéré, lequel en disposera comme il le jugera convenable.

II. Dans l'opinion du Congrès, doivent être réprimées légalement et spécialement, par voie de représailles, les proclamations du Président des États-Unis portant respectivement les dates du 22 septembre 1862, du 1<sup>er</sup> janvier 1863, ainsi que les autres mesures adoptées par les fonctionnaires civils, les chefs militaires et les armées de ce Gouvernement, qui ont pour but ou pour tendance d'émanciper les esclaves dans les États confédérés, de les séduire, de les provoquer à l'insurrection, ou d'employer les hommes de la race noire dans la guerre contre les États confédérés, ou de renverser l'institution de l'esclavage et de fomenter une guerre servile dans ces mêmes États, mesures dont le succès produirait les plus affreuses conséquences, et qui sont contradictoires avec l'esprit des usages modernes de la guerre en honneur chez les nations civilisées.

III. Dans tous les cas où, pendant le cours de la guerre actuelle, une violation quelconque du droit ou des usages de la guerre adoptés par les nations civilisées aura été ou sera accomplie ou tentée par ceux qui agissent sous l'autorité du Gouvernement des États-Unis, contre les personnes ou les propriétés de citoyens des États confédérés, ou de ceux qui sont placés sous la protection des services de terre ou de mer des États confédérés, ou d'un État quelconque de la Confédération, le Président des États confédérés est autorisé par les présentes à user de pleines et entières représailles à l'encontre de ces violations, en tels modes et avec autant d'étendue qu'il le jugera convenable.

IV. Toute personne de race blanche munie d'une commission d'officier ou agissant comme tel, qui aura commandé pendant la guerre actuelle des noirs ou des mulâtres en armes contre les États confédérés,

rés, ou qui aura armé, exercé, organisé ou préparé des noirs ou mulâtres en vue d'une entreprise, d'une attaque ou d'un conflit militaire, sera présumée avoir fomenté une insurrection servile et sera, si elle est faite prisonnière, mise à mort, ou bien elle subira tout autre châ-timent à la discrétion des cours de justice.

V. Toute personne munie d'une commission d'officier, ou employée en cette qualité au service de l'ennemi, qui pendant la guerre actuelle aura excité, tenté d'exciter ou fait exciter une insurrection servile, ou aura poussé un esclave à la rébellion, sera, si elle est faite prisonnière, mise à mort, ou bien subira tout autre châ-timent, à la discrétion des cours de justice.

VI. Toute personne accusée de l'une des offenses prévues dans les résolutions précédentes sera jugée, pendant le cours de la guerre actuelle, par la cour militaire attachée à l'armée ou au corps de troupe qui s'en sera emparé, ou par toute autre cour de justice militaire qu'il plaira au Président de désigner, suivant les modes et la procédure indiqués par le Président. Si cette personne est convaincue, le Président pourra commuer la peine de telle manière et à telles conditions qu'il le jugera convenable.

VII. Tous les noirs ou mulâtres qui s'engageront dans la guerre, ou qui prendront les armes contre les États confédérés, ou qui donneront asile et assistance aux ennemis des États confédérés, s'ils viennent à être faits prisonniers, seront livrés aux autorités de l'État ou des États où ils auront été pris, afin qu'ils soient traités selon les lois actuelles ou futures de cet État ou de ces États.

---

#### **Adresse du président Jefferson Davis aux États confédérés.**

Office du pouvoir exécutif, Richmond, le 10 avril 1863.

Faisant droit aux demandes du Congrès contenues dans ses résolutions du 4 de ce mois, j'appelle votre attention sur la condition actuelle et sur l'avenir de notre pays, et sur les devoirs que le patriotisme nous impose à tous durant cette grande lutte pour nos foyers et pour nos libertés. Concourant pleinement aux vues exprimées par le Congrès, j'en appelle avec confiance à votre amour de la patrie, afin que vous m'aidiez à réaliser les recommandations de vos sénateurs et de vos représentants. Nous voici arrivés à la fin de la seconde année de la guerre, et nous pouvons relire avec un juste orgueil l'histoire de notre jeune Confédération. Seuls, sans aides, nous avons combattu et renversé les plus formidables concentrations d'armements militaires et maritimes que jamais la convoitise ait réunies pour conquérir un

peuple libre. Nous avons commencé cette lutte sans avoir un seul canon sur mer, tandis que les ressources de notre ennemi lui avaient permis de réunir des flottes qui, selon la liste officielle publiée par lui en août dernier, se composaient de 437 vaisseaux, jaugeant 840 086 tonnes et portant 3,026 canons. Nous avons pris, coulé ou détruit un grand nombre de ces vaisseaux, notamment deux grandes frégates et un steamer de guerre; nous avons aujourd'hui en notre possession quatre de leurs canonnières à vapeur, et nous avons ajouté à la force de notre petite marine, qui croît rapidement en nombre et en efficacité. Nous n'avions d'autres ressources, pour nous opposer aux forces de l'invasion, qui déjà excédaient plus de 1 300 000 hommes, que la valeur indomptable d'un peuple déterminé à être libre, et nous manquions tellement de munitions de guerre, que l'on a refusé d'enrôler dix mille de nos citoyens, parce qu'il leur était impossible de fournir leurs armes, et pendant plusieurs mois quelques-unes de nos forteresses ont dû leur sûreté surtout au soin que nous avons mis à cacher que nous manquions de poudre pour nos canons.

Votre dévouement et votre patriotisme ont triomphé de tous les obstacles et ont procuré à nos soldats l'équipement, les vivres et les munitions de guerre qui leur ont permis de montrer leur valeur sur plusieurs champs de bataille et d'infliger d'écrasantes défaites à des armées victorieuses que notre arrogant ennemi croyait invincibles. Le contraste entre notre condition passée et le présent est bien fait pour inspirer une pleine confiance dans le triomphe de nos armes. A aucune autre époque de la guerre, nos forces n'ont été si nombreuses, si bien organisées, si bien disciplinées et si bien équipées qu'aujourd'hui. La saison des hautes eaux, sur laquelle nos ennemis comptaient pour mettre leurs flottes de canonnières à même de pénétrer dans nos contrées et de dévaster nos foyers, va disparaître. Cependant nos forces sur le Mississipi défient toujours l'ennemi. C'est en vain qu'il a dépensé beaucoup de temps et beaucoup d'argent pour tenter de les réduire. Chacun de ses efforts n'a abouti qu'à un désastre, soit qu'il ait voulu réduire Wicksburg ou Port-Hudson, soit qu'il ait attaqué nos batteries de la rivière Rouge de Tallahatchie et des autres rivières navigables.

Dans quelques semaines, les eaux basses et les chaleurs croissantes de l'été complèteront sa déconfiture et forceront ses troupes battues à abandonner des expéditions sur lesquelles il fondait les plus grandes espérances pour nous réduire. Nous ne devons pas oublier cependant que la guerre n'est point finie, que nous sommes toujours en présence de puissantes armées et menacés par de nombreuses flottes, et que le Gouvernement qui commande à ces flottes et à ces armées fera les efforts les plus désespérés pour tâcher d'accomplir le criminel projet



dans lequel il a échoué jusqu'ici. Il mettra toute son énergie pour détourner sa perte qu'il a si bien méritée par les atrocités qu'il a commises, les sauvages barbaries qu'il a encouragées, et ses tentatives pour exciter les esclaves au massacre de nos femmes, de nos filles et de nos enfants sans défense. En présence d'une telle lutte, il n'est qu'un seul danger redouté par le Gouvernement de votre choix ; et, pour détourner ce danger, il en appelle à ce patriotisme qui n'a jamais failli, dont vous avez fait preuve depuis le commencement de la guerre. Une saison défavorable, la sécheresse prolongée de l'année dernière, ont réduit au-dessous de la moyenne les récoltes dont nous dépendons ; le déficit a été encore malheureusement plus marqué dans la partie septentrionale de la Confédération, où l'on avait précisément le plus besoin d'approvisionnement pour l'armée. Si donc, par une confiance dans une paix prochaine, confiance que l'événement peut rendre illusoire, nos champs étaient consacrés aujourd'hui à la production du coton et du tabac, au lieu des grains et des autres productions nécessaires à la subsistance du peuple et de l'armée, les conséquences ne sauraient manquer d'en être sérieuses, sinon désastreuses, surtout si la saison actuelle est aussi peu favorable que la dernière.

En conséquence, votre pays vous adjure de laisser à l'écart toute pensée de lucre et de vous dévouer à l'œuvre consistant à assurer vos libertés, sans lesquelles tout lucre serait inutile. Il est vrai que la récolte du blé dans les États le plus au Sud, récolte qui sera faite le mois prochain, promet d'abondants résultats. Mais alors même que ces espérances se réaliseraient, la difficulté du transport, augmentée encore par un hiver extraordinairement pluvieux, amènera des embarras dans les opérations militaires et des souffrances parmi la population, si les récoltes, dans les parties moyennes et septentrionales de la Confédération, venaient à être défectueuses. On ne peut pas, cependant, avoir d'appréhensions relativement à l'approvisionnement du pain. Que vos champs soient exclusivement consacrés à la production du blé, de l'avoine, des fèves, des pois, des pommes de terre et d'autres substances nourricières de l'homme et des animaux ; il faut semer le blé dans le voisinage des rivières, des chemins de fer, des canaux, et que tous vos efforts tendent à approvisionner promptement de ces articles les districts où nos armées opèrent. Vous ajouterez beaucoup, ainsi, à leur bon état, et vous fournirez les moyens sans lesquels il n'est pas possible de réaliser ces mouvements prompts et actifs qui ont jusqu'ici répandu la terreur parmi nos ennemis et assuré nos plus brillants triomphes.

---

Après vous avoir ainsi exposé, mes concitoyens, les raisons pour lesquelles nous vous demandons de nous aider à subvenir aux frais de l'armée, j'ajoute ici quelques mots dans l'intérêt des braves soldats qui tiennent tête à vos ennemis et à qui votre Gouvernement ne peut fournir tous les comforts qu'ils méritent si bien. La fourniture de la viande pour l'armée est insuffisante. Cette insuffisance n'est que temporaire ; il a été adopté des mesures qui, à ce que nous croyons, nous permettront bientôt de rétablir les rations complètes ; mais ces rations sont actuellement réduites quelquefois à la moitié de la quantité ordinaire dans quelques-unes de nos armes.

On sait que le pays produit assez de viande pour la consommation générale. Mais les distances sont si grandes, l'état des routes a été si mauvais pendant les cinq mois d'hiver que nous venons de traverser, et les tentatives d'accapareurs dans le but odieux de spéculer sur les aliments nécessaires à la vie, même de nos défenseurs, ont tellement enlevé de la vente l'excédant que pouvaient avoir les producteurs, que le Gouvernement n'a pu s'approvisionner complètement.

Le Secrétaire de la guerre a rédigé un projet annexé à cette adresse ; à l'aide de ce projet, ou grâce à tout autre moyen semblable à adopter par vous, vous pourrez aider les fonctionnaires du Gouvernement à acheter le blé, le lard, le porc et le bœuf que l'on sait exister en grande quantité dans différentes parties du pays. Si cet excédant est inférieur même à ce que l'on croit, n'est-il pas cruel et humiliant de penser que ceux qui restent dans leurs foyers, garantis contre des privations et protégés contre les dangers, jouissent de l'abondance, et que leurs esclaves eux-mêmes soient parfaitement nourris, alors que leurs fils, leurs frères, leurs maris et leurs pères n'ont pas même les rations dont dépendent leur santé et leur force ? N'ayant nulle crainte que vous mésinterprétiez les motifs de cette adresse, ou que vous ne répondiez pas à l'appel fait à votre patriotisme, je vous ai exposé les faits franchement et complètement. Réunissons-nous tous dans l'accomplissement de notre devoir, chacun en sa sphère ; et grâce à des efforts combinés, persistants et bien dirigés, il semble peu douteux qu'avec la bénédiction de Dieu, à qui nous demandons de nous diriger et qui a toujours été notre égide et notre force, nous saurons maintenir la souveraineté et l'indépendance des États confédérés, et nous transmettrons à notre postérité l'héritage qui nous fut légué par nos pères.

JEFFERSON DAVIS.

**Dépêche de M. Benjamin, secrétaire d'État des États confédérés, à l'occasion du retrait d'exequatur du consul anglais à Richmond, adressée au représentant des États confédérés à Londres.**

Département d'État, Richmond, 6 juin 1863.

Je crois devoir vous informer que la communication qui lui a été faite d'une lettre non officielle du Consul Moore, de laquelle je vais vous entretenir, n'a pas peu influé sur la détermination prise par le Président.

Il paraît que deux individus nommés Maloney et Farrell, qui avaient été enrôlés comme conscrits à notre service, réclamèrent l'exemption, prétendant être des sujets anglais; et le Consul Moore, afin d'éviter la difficulté qui l'empêchait de correspondre avec mon département, s'adressa directement au Secrétaire de la guerre, qui ignorait la demande que nous avions faite au Consul de produire sa commission. Le Secrétaire de la guerre ordonna une enquête, de laquelle il résulta que les deux individus susnommés avaient exercé le droit de suffrage dans l'État de la Virginie, ce qui leur ôtait tout prétexte de nier leur qualité de citoyen; que l'un et l'autre habitaient l'État depuis huit ans, qu'ils s'y étaient établis, et qu'ils cultivaient des métairies dont ils étaient propriétaires. Tous ces faits sont détaillés dans le Rapport du lieutenant-colonel Edgar, que je vous envoie ci-inclus. Il serait difficile de concevoir un cas présentant des preuves plus fortes que celles que réunit ce Rapport de la renonciation à l'allégeance originelle et de l'acquisition de la qualité de citoyen *de facto*. C'est par rapport à cette affaire que le Consul Moore a jugé à propos de dénoncer le Gouvernement des États confédérés à un de ses citoyens comme se montrant indifférent à « des actes de la plus atroce cruauté. »

Notre Gouvernement a le plus vif désir d'entretenir des relations amicales avec toutes les nations, et il n'en est aucune avec qui nos intérêts nous portent à former des liens plus étroits qu'avec la Grande-Bretagne. Bien qu'il se trouve offensé de ce que le Gouvernement de Sa Majesté ait suivi une politique qui, de l'aveu du comte Russell lui-même, a augmenté la disproportion des forces qu'il prétend exister entre les belligérants, et procuré des avantages signalés à nos ennemis dans une guerre dans laquelle la Grande-Bretagne déclare observer une neutralité, non pas nominale, mais réelle, le Président n'a pas cru nécessaire de mettre obstacle à ce que les Consuls anglais continuassent de résider sur le territoire de la Confédération, en vertu d'*exequatur* accordé par l'ancien Gouvernement.

Sa conduite a été constamment guidée par les principes qui forment

la base de notre édifice gouvernemental. L'État de la Virginie, ayant délégué au Gouvernement des États-Unis, par la Constitution de 1787, le pouvoir de régir ses relations étrangères, se trouvait lié par l'acte de ce Gouvernement accordant l'*exequatur* au Consul Moore. Lorsque la Virginie, par le fait de sa sécession, a retiré les pouvoirs qu'elle avait délégués au Gouvernement des États-Unis et les a transférés au nôtre, l'*exequatur* accordé au Consul Moore n'a pas été pour cela invalidé. Un acte fait par un Agent, tant qu'il est dûment autorisé, continue de lier le commettant après la révocation de l'autorité dont l'Agent tient ses pouvoirs. C'est en se conformant à ces raisons que le Président a jusqu'ici résisté fermement à toutes les influences qui ont tenté de l'engager à exiger des Consuls étrangers, comme condition de la continuation de l'exercice de leurs fonctions, qu'ils demandassent un *exequatur* à notre Gouvernement. On a regardé comme incompatible avec la dignité du Gouvernement de priver les résidents neutres de leur protection nationale, et, par là, comme conséquence forcée, d'extorquer la reconnaissance implicite de son indépendance, ainsi qu'aurait pu le faire supposer l'exigence d'un *exequatur*. C'est pourquoi les Consuls des Nations étrangères, établis sur le territoire de la Confédération, qui étaient en possession d'un *exequatur* délivré par le Gouvernement des États-Unis antérieurement à la formation de la Confédération, ont été maintenus et respectés dans l'exercice de leurs fonctions légitimes; et la même protection et le même respect leur seront accordés à l'avenir, tant qu'ils demeureront dans la sphère de leurs devoirs, et ne chercheront ni à se soustraire à l'autorité légitime de notre Gouvernement, ni à la défier dans l'étendue de sa juridiction.

Dans tous les cas, cette tolérance de la part du Président a dégénéré en un abus trop grave pour qu'on la laisse plus longtemps subsister. La Grande-Bretagne a cru de son intérêt de refuser de reconnaître le fait évident de l'existence de notre Confédération comme Nation indépendante. On ne peut guère s'attendre à nous voir, par notre conduite, approuver ou sanctionner la justice ou la convenance de ce refus, aujourd'hui que le Ministre anglais accrédité près le Gouvernement de nos ennemis s'arroge le droit d'exercer une autorité sur les Consuls de la Grande-Bretagne résidant dans notre pays et de leur adresser des instructions, et va même jusqu'à nommer des Agents pour surveiller les intérêts anglais dans les États confédérés. Cette conduite méconnaît clairement l'existence de notre Gouvernement, et implique la continuation des relations entre la Légation anglaise à Washington et les Consuls de Sa Majesté résidant sur le territoire de la Confédération, telles qu'elles existaient avant que les États confédérés se fussent retirés de l'Union. C'est, en outre, la revendication, de la part de Lord Lyons, en vertu des lettres de créance qui lui confèrent la qua-



lité de Ministre de Sa Majesté à Washington, du droit d'exercer le pouvoir et l'autorité d'un Ministre accrédité à Richmond et officiellement agréé comme tel par le Président.

Dans ces circonstances, et par suite de l'adoption d'un mode d'agir analogue par d'autres Ministres, le Président a cru de son devoir d'ordonner qu'aucune communication directe ne soit permise entre les Consuls des Nations neutres résidant sur le territoire de la Confédération et les fonctionnaires de ces Nations résidant dans le pays des ennemis. En conséquence, toutes les communications entre les Consuls ou Agents consulaires de Sa Majesté sur le territoire de la Confédération et dans les pays étrangers, neutres ou hostiles, seront désormais restreintes aux navires expédiés pour des ports neutres ou en venant. Le Président éprouve d'autant moins de répugnance à imposer cette restriction, que les bâtiments à vapeur confédérés et neutres, qui desservent régulièrement le commerce entre les pays neutres et les ports confédérés, offrent actuellement d'amples facilités de correspondance. Ces transactions commerciales s'accroissent tous les jours, malgré le blocus dérisoire (qui n'existe que sur le papier) qui est maintenu par le Gouvernement de Sa Majesté, au mépris, c'est l'avis du Président, des droits de la Confédération, des principes du droit des gens et des devoirs des Nations neutres vraiment impartiales.

Vous êtes prié par le Président de remettre copie de la présente dépêche et des pièces qui l'accompagnent au Secrétaire d'État de Sa Majesté au département des Affaires étrangères.

Je suis, etc.

*Signé* : J.-P. BENJAMIN, Secrétaire d'État.

---

**Proclamation de M. Jefferson Davis pour rappeler sous les drapeaux les soldats confédérés disséminés dans l'intérieur du pays.**

*Aux soldats des États confédérés!*

Après plus de deux années d'une guerre presque sans égale par le nombre, la grandeur et l'effroyable carnage de ses batailles, d'une guerre dans laquelle votre courage et votre constance ont illustré votre pays et attiré sur vous non-seulement la gratitude de vos concitoyens, mais l'admiration de l'étranger, vos ennemis continuent une lutte dans laquelle notre triomphe définitif est inévitable. Exaltés outre mesure par leurs succès récents, ils imaginent que des revers passagers peuvent abattre votre cœur ou ébranler votre résolution. Ils s'occupent de rassembler des masses puissantes pour une invasion

générale, dans le vain espoir d'atteindre enfin le succès par un effort désespéré.

Concitoyens, vous ne savez que trop ce qu'ils entendent par succès. Leur rage maligne ne tend à rien moins qu'à votre extermination, à celle de vos femmes et de vos enfants. Ils cherchent à détruire ce qu'ils ne peuvent piller. Ils proposent, pour prix de la victoire, de partager vos patrimoines entre les misérables dont les atroces cruautés ont marqué leur Gouvernement du sceau de l'infamie. Ils se proposent d'exciter l'insurrection servile et d'allumer les torches incendiaires partout où ils pourront atteindre vos maisons : ils débauchent la race inférieure, jusqu'ici docile et satisfaite, en lui promettant comme prix de sa trahison une indulgence entière pour ses passions les plus viles. Ayant la conscience de leur impuissance à l'emporter par une guerre légitime, n'osant pas faire la paix de crainte de se voir chassés du pouvoir, les hommes qui règnent actuellement à Washington refusent même de conférer dans le but de mettre fin à des outrages qui déshonorent notre siècle, et d'écouter une proposition tendante à imprimer à la guerre une marche conforme aux usages de la civilisation.

Concitoyens, vous n'avez pas d'autre alternative que la victoire ou la subjugation, l'asservissement et la ruine totale pour vous-mêmes, pour vos familles et pour votre patrie. La victoire est à votre portée. Vous n'avez qu'à étendre la main pour la saisir. Tout ce qu'il faut pour cela, c'est que les hommes qu'appellent sur le champ de bataille tous les motifs capables de toucher le cœur humain, se rendent promptement au poste du devoir, prennent leur place à côté de leurs camarades en face de l'ennemi, et renforcent ainsi les armées de la Confédération de manière à assurer le succès. Les hommes actuellement absents de leur poste suffiraient par leur présence à rétablir l'égalité numérique entre nos forces et celles des envahisseurs ; et quand la victoire nous a-t-elle fait défaut, du moment où nous avons pu approcher d'une égalité de nombre ?

« Je crois que fort peu, parmi les absents, sont animés de mauvais vouloir à servir leur pays ; mais beaucoup n'ont pu résister au désir d'aller revoir leurs foyers et les êtres chers dont ils étaient séparés depuis si longtemps ; d'autres ont quitté pour aller s'occuper quelque temps de leurs affaires avec l'intention de revenir, et ont ensuite reculé devant les conséquences de l'infraction qu'ils avaient faite à leurs devoirs ; d'autres encore ont abandonné leur poste par simple désir de changement, chacun d'eux imposant silence aux reproches de sa conscience, en se persuadant que ses services personnels ne pouvaient avoir d'importance pour le résultat général.

Bien que ces mobiles soient infiniment moins déshonorants que le

désir d'éviter le danger ou d'échapper aux sacrifices que demande le patriotisme, ce ne sont pas moins là des fautes graves qui mettent en péril imminent la cause de notre pays bien-aimé et de tout ce que nous avons de cher au monde. Je répète que les hommes qui doivent leurs services au pays, qui ont été appelés et ne se sont pas encore présentés, ou bien qui se sont absentés de leur poste, sont assez nombreux pour nous assurer la victoire dans le conflit aujourd'hui imminent.

J'en appelle donc à vous, concitoyens. Hâtez-vous de vous rendre à vos camps, comme vous le prescrivent l'honneur et le devoir ; engagez ceux qui se sont absentés sans permission ou qui ont prolongé leur absence au delà de leurs congés à rejoindre sans délai leurs corps respectifs, et je déclare ici que j'accorde grâce et amnistie générale à tous les officiers ou soldats de la Confédération, actuellement absents sans congé, qui reviendront à leur poste dans le plus bref délai possible. Mais aucune excuse ne sera admise en faveur d'aucun déserteur au bout de vingt jours après la première publication de cette proclamation dans l'État où l'absent se trouvera à cette date.

Cette amnistie et cette grâce s'appliqueront à tous ceux qui ont été deux fois condamnés pour désertion.

Finalement, je conjure mes concitoyennes, les femmes, les mères, les sœurs, les filles de la Confédération, d'ajouter un sacrifice suprême à tous ceux que leur patriotisme a faits d'une manière si spontanée et si constante, sur l'autel de la patrie, et de veiller à ce qu'aucun de ceux qui doivent servir sur le champ de bataille n'échappe au déshonneur d'avoir manqué à son devoir, à sa famille, à son pays et à son Dieu.

Donné sous ma signature et sous le sceau des États confédérés, à Richmond, ce 1<sup>er</sup> août 1863.

*Signé : JEFFERSON DAVIS.*

---

## ÉTATS-UNIS.

### **Lettre du général Scott à M. Seward, au début de la rupture de l'Union.**

Washington, 3 mars 1861.

Cher Monsieur, dans l'espérance qu'avant un ou deux jours le Président aura échappé à tous les dangers personnels, qu'il se trouvera installé honorablement comme successeur du grand Washington, et qu'il vous choisira pour vous mettre à la tête de son cabinet, je vous demande la permission de vous répéter par écrit ce que je vous ai déjà dit de vive voix ; cela servira de supplément aux idées que j'ai

fait imprimer en octobre dernier, au sujet des troubles qui agitent maintenant l'Union, autrefois si heureuse et si glorieuse.

Pour faire face aux exigences extraordinaires du moment, il me semble que ce ne sera point chose présomptueuse de ma part que de limiter la conduite du Président à l'un des quatre plans que voici :

1° Mettre de côté l'ancienne désignation du parti auquel il appartient pour en prendre une nouvelle, celle du parti de l'Union. Adopter les mesures conciliatrices proposées par M. Crittenden ou par la convention de la paix, et sur ma vie je déclare qu'il n'y aura plus un nouvel exemple de sécession ; au contraire, plusieurs d'entre les États qui ont déjà brisé les liens qui les rattachaient à l'Union reviendront à elle, sinon tous. Si l'on ne propose pas quelque mesure bienveillante, les autres États à esclaves se joindront avant soixante jours à la confédération de Montgomery, et la ville de Washington, se trouvant alors enclavée dans un pays étranger, demanderait une garnison permanente de 35 000 hommes au moins pour la protection du Gouvernement.

2° Percevoir les droits sur les marchandises étrangères en dehors des ports où le Gouvernement n'a plus d'autorité, ou fermer ces ports par acte du congrès et les bloquer.

3° Conquérir les États séparés au moyen d'armées d'invasion. Sans doute, on pourrait arriver à ce but en deux ou trois ans, en mettant un général jeune et habile, comme un Wolf, un Desaix ou un Hoche, à la tête de 300 000 hommes bien disciplinés ; j'estime qu'il faut évaluer au tiers de ce chiffre le nombre à défalquer pour les garnisons ou pour les pertes par escarmouches, sièges, batailles et maladies dans le Sud. L'effusion du sang et la destruction des propriétés seraient horribles, quelque parfaites que puissent être la moralité et la discipline des envahisseurs.

Et une fois la conquête achevée au prix de tant de sang répandu par les soldats du Nord et du Nord-Ouest, resterait une dette d'au moins deux cent cinquante millions de dollars, pour quelle utilité ? Quinze provinces seraient dévastées et ne pourraient jamais plus s'accorder avec leurs vainqueurs ; il faudrait, pendant des générations, entretenir dans ces provinces des garnisons nombreuses à une dépense quadruple des droits et des taxes qu'il serait possible de leur extorquer. A la suite de tout cela viendrait un protecteur ou un empereur.

4° Dire aux populations des États séparés : Mes sœurs, retirez-vous en paix.

Très-pressé, je demeure, Monsieur, Votre dévoué,

WINFIELD SCOTT.



**Dépêche de M. Seward relative à la levée partielle du blocus.**

Washington, 2 mai 1862.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous informer que les malles à destination de la Nouvelle-Orléans, ou des autres places qui avaient été saisies par les insurgés et qui depuis ont été recouvrées par les forces de terre et de mer de l'Union qui les occupent aujourd'hui, de même que les malles venant de ces susdites places, sont désormais autorisées à passer librement. Il est bon cependant d'ajouter qu'elles seront sous la surveillance de l'autorité militaire aussi longtemps que le Gouvernement l'estimera nécessaire pour le salut public.

Je suis, Monsieur, votre obéissant serviteur, W<sup>m</sup> H. SEWARD.

---

Washington, 5 mai 1862.

Monsieur, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de votre Gouvernement que le Président a nommé un collecteur à la Nouvelle-Orléans, et qu'on fait les préparatifs nécessaires pour modifier le blocus de telle sorte que des cargaisons limitées puissent être envoyées soit dans ce port, soit dans plusieurs autres aujourd'hui fermés par le blocus, ou puissent en être emportées au moment et aux conditions qui seront rendus publics par une proclamation.

Je suis, Monsieur, etc.

W<sup>m</sup> H. SEWARD.

---

Washington, le 8 mai.

Monsieur, vous n'ignorez pas sans doute que depuis que la rébellion a éclaté dans ce pays, beaucoup d'officiers ayant servi avec distinction dans les armées européennes sont arrivés ici dans le but d'offrir leurs services au Gouvernement.

Plusieurs de ceux qui étaient porteurs de recommandations des ministres des États-Unis à l'étranger ont reçu des commissions.

Toutefois, comme l'intention n'est pas aujourd'hui d'augmenter le nombre, soit des officiers, soit des soldats aujourd'hui en campagne, veuillez porter à la connaissance des officiers étrangers qui pourraient s'adresser à vous pour demander à prendre du service dans l'armée des États-Unis, que le Gouvernement, tout en étant fort reconnaissant pour de semblables offres, se voit désormais dans l'obligation de les refuser, attendu que la liste des officiers est complète, et que l'ordre a été donné de mettre fin au recrutement.

Je suis, etc.

W<sup>m</sup> H. SEWARD.

---

**M. Seward à M. Adams.**

Washington, 28 mai 1862.

Monsieur, j'ai reçu votre dépêche du 8 mai. Les journaux annoncent que trente vaisseaux, qui ont quitté les ports anglais dans l'intention de forcer notre blocus, sont réunis à Nassau et attendent le relâchement du blocus des ports du Sud, autorisé par le Président, à partir du 1<sup>er</sup> juin, préférant se prévaloir d'un privilège légal plutôt que de persévérer dans leurs opérations illicites. Je pense donc que nous pouvons nous féliciter de ce que nos relations avec les Puissances maritimes ont pris un autre aspect, et que la sympathie que les contrées étrangères pouvaient avoir pour le Sud, à cause du blocus, n'ayant plus de motifs, cessera désormais d'exister.

Cette nouvelle ère sera signalée aussi par une autre amélioration : les pirates qui cherchaient protection dans les ports amis, tandis qu'ils commettaient des déprédations contre le commerce américain, disparaîtront de l'Océan. D'après les instructions du Président, je désire, si nos Représentants le jugent opportun, conférer avec les nations amies sur la guerre et sur la future conduite à cet égard. Et d'abord, je désire rappeler à votre souvenir le fait qu'antérieurement j'ai déjà déclaré que l'opinion de notre Gouvernement est que les intérêts mutuels présents et permanents de toutes les nations maritimes, y compris notre pays, exigent le maintien de la bonne harmonie entre elles, et que les mêmes intérêts demandent qu'autant que possible, la paix règne dans le monde, et spécialement aux États-Unis et sur le continent américain. En explication de ses vues, j'ai émis l'opinion que les systèmes industriels de l'Europe occidentale et des États-Unis, comprenant leur agriculture, leurs manufactures et leur commerce, doivent être, à certains égards, regardés moins comme des systèmes nationaux distincts que comme une combinaison générale d'opérations agricoles, manufacturières et commerciales ; et, s'il y a solution de ces opérations dans un pays, il en résulte nécessairement du trouble dans tous les autres, de sorte qu'une sérieuse désorganisation dans la production ici ne peut manquer d'amener le dérangement, et probablement le désastre, partout ailleurs.

Nous avons aujourd'hui, malheureusement, la preuve que cette opinion n'était point fausse. La misère sévit parmi les paysans d'Irlande et dans les villes manufacturières de Belgique, et, dans quelques parties de la France, les producteurs de vin et les fabricants de soieries sont dans une situation très-précaire. Tous ceux qui souffrent attribuent cet état de choses à la guerre civile d'Amérique ; je ne veux point m'arrêter à examiner jusqu'à quel point cela est juste. Il est

manifeste que ce qu'il faut aux nations de l'Europe, c'est la fin de la guerre aussi promptement que possible, et que le système industriel de ce pays soit aussi peu désorganisé que possible.

Tout homme sensé ne doutera pas un instant que c'est là aussi ce dont a besoin le Gouvernement des États-Unis, encore plus que quelque Nation européenne que ce soit. Ce Gouvernement a déclaré ce besoin énergiquement, résolument, quelquefois même peut-être impatientement. Néanmoins, la guerre a continué pendant toute une année, malgré les vœux de l'Europe, aussi bien que contre ceux de l'Amérique. Une nouvelle campagne commence même en ce moment. En vue de déterminer s'il y a quelque probabilité d'atteindre le but désiré, il n'est pas sans profit d'examiner les causes de cette prolongation de la guerre.

Ce Gouvernement, dès le commencement, a soutenu avec insistance que l'Union devait être et pouvait être maintenue. D'un autre côté, les Nations européennes, lorsqu'elles ont vu l'orage fondre sur notre pays, se sont prises à douter de la possibilité de ce grand et heureux résultat; actuellement même, plusieurs n'y croient point. L'Europe n'a qu'un intérêt subordonné et indirect dans ce grand problème, et elle a supposé que si les États-Unis venaient une fois à se convaincre de l'impossibilité du maintien de l'Union, ils abandonneraient la lutte et consentiraient à une dissolution nationale, qu'elle croyait à tort devoir être suivie de la paix. Nous savons tous, au contraire, que ce ne serait là que le commencement d'une guerre sans fin.

Cette opinion de l'Europe a aidé les insurgés; elle les a encouragés par des sympathies éphémères; elle les a fait compter sur une intervention étrangère, et ainsi fait durer la guerre jusqu'à ce moment. Certainement le Gouvernement et le peuple américain ont plus de confiance encore aujourd'hui dans le maintien de l'Union qu'ils n'en avaient il y a un an, et ils sont, en conséquence, moins disposés qu'ils ne l'étaient alors à accepter la paix au prix de cette grande douleur et ce grand péril d'une dissolution. Dès lors est-il donc présomptueux à nous de demander aux hommes d'État de l'Europe de revoir, à la lueur nouvelle jetée par les événements de la guerre, l'opinion qu'ils s'étaient formée au commencement de la lutte, et de penser qu'ils pourront regarder aujourd'hui cette opinion comme un préjugé?

Dans cette réserve, l'observateur ne manquera pas de remarquer le contraste qui existe entre la position du Gouvernement fédéral, il y a un an et sa situation actuelle. Alors, il était pratiquement expulsé, avec toutes les autorités civiles, militaires et navales, de tous les États du Sud du Potomac, de l'Ohio et du Missouri, tandis qu'il était étroitement assiégé dans sa capitale et privé de communications, même avec les États demeurés loyaux.

Aujourd'hui, il a repris toutes les positions qu'il avait perdues sur les côtes; il possède le Missouri et toutes les autres grandes routes naturelles, et il a forcé les rebelles à se battre dans le plus inaccessible de tous les districts insurgés. Les forces et les ressources du Gouvernement sont loin d'être épuisées; elles augmentent tous les jours. Celles des insurgés diminuent sans cesse, et sont presque réduites à néant. Nul, ici ou en Europe, ne conteste ces faits. Le seul argument que l'on nous oppose est celui-ci : c'est que les insurgés sont déterminés à ne pas reconnaître l'autorité de l'Union.

La preuve de ceci est le ton résolu et provocateur de leur organe. Certainement tant que les insurgés auront quelque espoir de succès, on ne peut s'attendre à ce qu'ils parlent autrement, et ils ne manqueront pas de nourrir de telles espérances, tant qu'ils se sentiront quelque sympathie en Europe. Les dernières nouvelles venues du Sud, avant l'arrivée de l'avis de la chute de la Nouvelle-Orléans et de Norfolk, étaient pleines de conjectures sur de nouvelles formes d'intervention.

Mais il faut se rappeler que les insurgés sont des hommes, et que l'on ne peut vraisemblablement s'attendre à ce qu'ils pensent autrement que ne le feraient d'autres parties belligérantes en semblable circonstance. Étant hommes et soumis aux lois qui règlent l'économie de la société, ils doivent, dans tous les cas, se conformer, bien que malgré eux, aux circonstances qui les entourent. Ils ne peuvent pas plus que les autres hommes déterminer, d'après une éventualité donnée, ce qu'ils feront dans une tout autre occurrence.

Quel a été le résultat dans le cas actuel? La déloyauté a-t-elle fait preuve, dans cette guerre, d'un sentiment indomptable? Au commencement de la lutte, elle avait envahi même le district et cette capitale. Elle n'existe plus ici. Elle a divisé le Maryland, et y a provoqué un conflit. L'Union est maintenant aussi forte dans cet État que dans tout autre resté fidèle et loyal. Le Missouri, qu'elle avait soumis à la prétendue Confédération nouvelle, est maintenant actif et zélé parmi les États loyaux.

Le Kentucky était neutre, mais aujourd'hui il est ferme, résolu, et même dévoué à l'Union. Dans les autres régions où la déloyauté était plus générale que partout ailleurs, telles que la Virginie de l'Est, le Tennessee, la Louisiane et la Caroline du Nord, la soumission aux autorités fédérales a promptement suivi leur apparition, et les mesures préliminaires ont été prises pour le rétablissement de l'autorité des lois de l'Union. Il est un fait à remarquer, c'est que la loyauté reparaît partout, dès que l'on juge le Gouvernement capable de garantir que l'on peut compter sur sa protection.

Les désunionistes, là même où ils sont les plus forts, ne sont pas un



peuple, mais seulement une faction, surpassant par le nombre les citoyens restés loyaux, et leur imposant silence par les sévérités et la terreur; mais néanmoins trop faible pour empêcher le retour d'un district ou d'un État à l'Union en la présence des autorités fédérales.

Le Président demande aux nations étrangères d'examiner que nous ne faisons que d'arriver à la fin d'une année, et que cependant la conscription amène sur le champ de bataille tout le contingent effectif que pouvait fournir la région insurgée.

Le crédit de la Révolution est mort avant que l'on ait rêvé le premier dollar pour la soutenir, et le territoire sur lequel doit peser l'impôt est maintenant réduit aux limites les plus étroites, il est épuisé dans ses richesses et dans ses approvisionnements.

Dans de telles circonstances, la puissance d'une faction s'amoindrit continuellement. Mais celle des désunionistes s'en va sous l'influence d'une cause particulière, spéciale à eux, et qu'il est de mon devoir de signaler, la pratique de l'esclavage.

Je sais que j'aborde un sujet presque interdit dans une correspondance de ce genre. La raison de cette interdiction, aussi bien que les motifs qui m'en font départir, sont également évidents.

Tant que l'on a pu raisonnablement espérer que la magnanimité de ce Gouvernement pouvait couvrir cette faiblesse des insurgés, sans les encourager à persévérer dans leur félonie conspiration contre l'Union, on a laissé cette cause de côté. Malgré cette indulgence du Gouvernement, les rebelles ont fait la guerre pendant toute une année, et maintenant encore ils persistent à invoquer les armes étrangères pour mettre fin à une querelle domestique, tandis qu'ils ont tellement fait prédominer l'esclavage, qu'il est impossible de ne pas le remarquer.

La région où l'insurrection est toujours flagrante, a une population de 4 500 000 blancs et de 3 500 000 nègres, presque tous esclaves. On voit donc que c'est une guerre entre deux partis de race blanche, non-seulement en présence des nègres esclaves, mais encore au milieu d'eux.

Il est notoire, et nous ne pourrions pas cacher ce fait quand bien même nous le voudrions, que la querelle a pour cause la question qui intéresse à un si haut point la race nègre, et que, par conséquent, les sympathies et les vœux de ceux-ci sont naturellement pour l'Union.

On ne peut pas s'attendre à ce qu'une guerre civile entre deux partis de race blanche, dans un tel lieu et dans de telles circonstances continue longtemps sans que la race noire ne manifeste quelque excitation. Ce fait s'est produit déjà. La venue du général américain est saluée par les nègres comme un présage de liberté.

Partout où s'avance l'armée nationale, les nègres esclaves, s'échappant de chez leurs maîtres insurgés, viennent la rejoindre et offrir leurs services et leur travail pour être employés comme on le jugera désirable. Tant de ces esclaves, malgré l'opposition des autorités fédérales sont passés de l'esclavage chez les insurgés, à la liberté chez les citoyens restés loyaux, que le Gouvernement est occupé aujourd'hui des mesures à prendre pour leur assurer un domicile.

Il ne s'en échappe pas moins de cent chaque jour, et, à mesure que l'armée s'avance, le nombre augmente. Si la guerre devait continuer indéfiniment, tous les esclaves, non-seulement deviendraient libres, mais encore ils seraient tous absents. Si les insurgés résistent et veulent les empêcher de s'échapper, comment peuvent-ils espérer que la guerre civile qu'ils ont allumée ne dégénère pas en guerre servile?

Certainement une population esclave, surtout esclave depuis si longtemps que le sont les nègres d'Afrique dans les contrées insurgées, a besoin de temps et d'expérience pour organiser une guerre servile: mais si la guerre continue indéfiniment, la guerre servile n'est plus qu'une question de temps. Le problème à résoudre est celui-ci : Laissera-t-on la lutte en arriver à ce point? Le Gouvernement, qui professe une juste considération pour le bien-être général, y compris celui des États insurgés, adopte une politique dont le but est de sauver l'Union et la société de cette épouvantable catastrophe, et d'arriver à une abolition pacifique de l'esclavage.

Il ne peut pas être nécessaire de prouver à tout homme d'État éclairé que le travail du nègre, dans les contrées insurgées, est actuellement indispensable comme ressource aux insurgés pour continuer la guerre; il n'est pas nécessaire de prouver non plus que ce travail est la base de tout le système industriel existant dans cette région. On le voit donc, la guerre produit déjà une désorganisation du système industriel des États insurgés, et tend à une subversion de tout leur système social.

Considérons maintenant que le système industriel de l'Europe est en très-grande partie basé sur le travail des nègres employés dans les États insurgés à la production du coton, du tabac et du riz, et sur le libre travail des autres États employés à produire des céréales, en échange desquels sont demandés les produits de l'Europe. La désorganisation de l'industrie qui se révèle déjà dans les États insurgés ne peut que les rendre incapables de continuer la guerre, et, en même temps, il doit en résulter de grands désastres pour l'Europe.

D'un autre côté, la désorganisation opère à présent d'une manière beaucoup moins préjudiciable au Gouvernement fédéral et aux États fidèles. Chaque travailleur américain qui s'échappe de son service est non-seulement perdu pour la cause de l'insurrection, mais encore il apporte une augmentation au travail productif des États fidèles, et ac-

croît d'autant leurs moyens de poursuivre la lutte dans laquelle ils sont engagés malgré eux.

L'importation étrangère qui, jusqu'à présent, manque en retour pour l'exportation des marchandises du Sud, stimule l'industrie manufacturière des loyaux États. L'immigration redouble par l'activité qui se déploie dans ces États, et résulte de l'extension de la manufacture, ainsi que de la continuation de la guerre. Ainsi, à l'encontre de tant de prophéties en Europe, s'est révélé ce phénomène, à savoir : que la guerre n'appauvrit et n'épuise que l'insurrection et ne nuit point à l'Union.

Je ne prétendrai point que ces effets dureraient à perpétuité. Il y a, je le sais, à compter pour toutes les nations qui ont le malheur d'être engagées dans une guerre, et je ne me flatte pas que les États-Unis soient exempts de cette inexorable loi, mais il me suffit, quant à présent, que le mal ne soit ni plus grand ni plus menaçant que les États loyaux ne peuvent l'endurer, s'il doit amener cette lutte malheureuse à son dénoûment tant désiré.

Supposons qu'un État européen ou plusieurs croient juste ou utile d'intervenir par la force pour obliger les États-Unis d'accepter une transaction. Quel effet cela pourrait-il produire, autre que celui de rendre inévitable, et même de précipiter cette guerre servile si complètement ruineuse pour les intérêts européens en Amérique, et que notre Gouvernement s'efforce scrupuleusement d'éviter ? Je sais que le danger d'une pareille politique de la part de toute nation étrangère, si elle essayait d'adopter ce système, est passé, si toutefois il a jamais existé ; car je suis heureux d'apprendre que jamais nul Gouvernement étranger n'a menacé d'une semblable intervention, et que, au contraire, plusieurs ont noblement désavoué tout dessein hostile.

Je n'ai posé cette hypothèse que pour arriver à une question non moins grave, c'est-à-dire : quel effet doit produire une politique qui, à l'extérieur, encouragera les insurgés par l'espoir d'une intervention qui n'aura jamais lieu ? Cet effet n'est-il pas visible dans l'acharnement que mettent les insurgés à détruire le coton et le tabac, déjà cultivés et prêts à entrer dans le commerce au retour de la paix ?

Cet effet ne se manifeste-t-il pas aussi dans leur négligence affectée à ne point planter la semence de leurs denrées, et à employer, autant qu'ils peuvent, le travailleur africain à produire les provisions et le fourrage nécessaires pour qu'ils puissent poursuivre la guerre ? Et, à mesure que le temps marchera, l'effet se développera davantage, en ouvrant la voie à cette guerre servile qui, si on la laisse venir, enfantera pour tout le monde des maux infinis, et ne peut enfin qu'aboutir à un système entièrement nouveau d'industrie et de commerce entre les États-Unis et toutes les nations étrangères.

Je n'ai pas besoin de dire que ces vues ne se basent ni sur aucun acte, ni sur aucun langage du Gouvernement britannique, et qu'elles lui sont soumises tout comme elles le seront aux autres Etats, inspirées qu'elles sont par l'ardent désir qu'a le Président que la véritable situation actuelle soit partout parfaitement comprise.

Je suis, etc.

WILLIAM H. SEWARD.

**Correspondance échangée entre le général fédéral Butler  
et M. Johnson, sénateur du Maryland.**

A l'honorable Reverdy Johnson.

Quartier-général, département du Golfe,  
Nouvelle-Orléans, le 21 juillet 1862.

Cher monsieur, permettez-moi de répéter encore une fois et sans cesse ce que vous savez déjà, mais ce qu'une population déçue paraît résolue à ne pas croire, savoir : qu'aucune marchandise, que ce soit du coton ou du sucre, ne sera en aucun cas saisie ou confisquée ici par les autorités des États-Unis.

J'assurerai le transport en toute sécurité, un marché ouvert et un prompt embarquement à toute marchandise envoyée à la Nouvelle-Orléans, et le propriétaire, quand il serait M. Sliddell lui-même, recevra le prix de son coton envoyé ici sous la garantie de cette assurance.

Je suis, etc.

*Signé* : BUTLER, major-général commandant.

---

Bureau des commissaires des États-Unis (douane),  
Nouvelle-Orléans, le 21 juillet 1862.

Mon cher général, je n'avais pas besoin de votre lettre de ce matin pour être éclairé au sujet de ce qu'elle contient. Le public aurait dû être renseigné à cet égard par votre proclamation du 7 mai.

Mais dans les circonstances actuelles l'opinion publique est si excitable, et les assertions inexactes touchant la malheureuse situation du pays sont si fréquentes, que je suis heureux d'avoir reçu votre lettre et de pouvoir la publier. Le rétablissement du commerce de ce port est si important pour les intérêts de cet État, des États-Unis et des Gouvernements de l'Europe, qu'il est étrange qu'on ait pu douter que vous désiriez, comme représentant de notre Gouvernement, faire tout ce que vous pourriez pour amener ce résultat.

S'il existait réellement quelque appréhension à cet égard, votre lettre (dont je vous remercie) ne peut manquer de la faire disparaître. Que le Gouvernement confédéré, comme il s'intitule, brûle et détruise



le coton et le sucre du peuple qu'il prétend représenter et dont il prétend vouloir protéger les droits, il pourra pendant quelque temps réussir à entretenir ses partisans dans l'erreur ; mais le public du Sud et l'opinion publique de l'Europe sont assez intelligents pour découvrir bientôt (si cela n'est pas déjà fait) la fausseté de ce prétexte, et pour voir à quelle ruine cette manière d'agir doit conduire, si le pouvoir du Gouvernement n'y met bientôt un terme.

Avec respect, etc.

*Signé* : REVERDY JOHNSON.

---

**Circulaire aux commandants militaires, grands-prévôts,  
marshalls et officiers de police.**

Département de la guerre, Washington, 11 août 1862.

Vous recevrez ci-joint un ordre du département de la guerre pour empêcher que l'on ne se dérobe au service militaire, et pour la suppression de toutes manœuvres déloyales, ordre daté du 8 août 1862.

Cet ordre, pour être efficace, est naturellement très-général dans ses termes, et il faut pour l'exécuter un grand jugement et une grande discrétion de la part des officiers que concerne cette exécution ; voici, pour vous guider, les instructions qui doivent être suivies :

1. L'ordre comprend deux classes de personnes, c'est-à-dire celles qui sont sur le point de quitter les États-Unis pour se soustraire au service militaire, et celles qui, dans le même but, quittent leur propre État. Quitter les États-Unis avant la fin du tirage au sort est absolument défendu ; mais l'intention de l'ordre n'est pas d'intervenir dans le transit, d'État à État, des personnes autres que celles qui ont l'intention de se dérober au service. Toutes les fois que vous avez des raisons de croire que telle est l'intention des personnes quittant leur État, leur comté ou leur district militaire, l'ordre en autorise la détention.

2. Une personne détenue peut être relâchée en donnant aux États-Unis, pour la somme de mille dollars, des bons avec sécurité suffisante, comme garantie que cette personne servira si elle tombe au sort ou qu'elle se procurera un remplaçant convenable avec cette somme.

3. Vous ferez à ce bureau un rapport immédiat sur toutes les personnes arrêtées, avec la cause de leur arrestation.

4. Vous exercerez votre pouvoir d'arrêter et de détenir avec précaution et ménagement, de manière à éviter de molester et tracasser qui que ce soit, excepté ceux qui cherchent à se soustraire au service qu'ils doivent à leur pays.

5. Les gouverneurs des États respectifs sont autorisés à donner des passes et des permis à leurs concitoyens qui désirent quitter l'État sans avoir l'intention de se dérober au service militaire.

Par ordre du secrétaire de la guerre.

L.-G. TURNER, juge-avocat.

M. Stanton a également publié l'ordre suivant :

Département de la guerre, Washington, le 11 août.

La restriction temporaire sur les voyages, jugée nécessaire pour empêcher qu'on n'échappe au tirage au sort pour la milice, ne s'applique pas aux courriers porteurs de dépêches, allant et venant des légations de puissances amies des États-Unis. Toutes les autorités civiles et militaires sont en conséquence requises de laisser passer librement ces courriers, sans entraves ni vexations.

Signé : EDWIN M. STANTON, secrétaire de la guerre.

#### **Circulaire de M. Seward invitant les agriculteurs à se rendre aux États-Unis.**

Département d'État<sup>1</sup>, Washington, 8 août 1862.

A aucune période antérieure de notre histoire, nos intérêts agricoles, manufacturiers et miniers, n'ont été aussi prospères qu'en ce

1. Cette lettre, rendue immédiatement publique, n'a pas été étrangère à une correspondance assez aigre entre le comte Russell et M. Adams, communiquée au Parlement le 28 avril 1862, et dont la dernière partie est insérée plus loin sous le titre : « Correspondance entre lord Russell et M. Adams au sujet des agents confédérés en Angleterre. » La première partie de cette correspondance se rapporte à un prétendu recrutement des sujets britanniques pour l'armée fédérale.

La première pièce, en date du 20 novembre 1862, est une dépêche de lord Russell informant M. Adams « que le Gouvernement de S. M. tient de personnes auxquelles il est disposé à accorder confiance que des recrues sont enrôlées en Angleterre pour servir dans l'armée des États-Unis, et que des primes considérables sont offertes par des agents des États-Unis, afin d'encourager l'enrôlement de sujets étrangers ; » et lord Russell ajoute que ce procédé peut sérieusement augmenter les difficultés déjà suscitées par la neutralité du Gouvernement de Sa Majesté.

Le jour suivant, M. Adams répond « que non-seulement il n'a pas connaissance de pareils actes, mais encore qu'il ne croit pas qu'ils aient pu être commis par des personnes réellement autorisées par le Gouvernement des États-Unis. Si l'on découvrirait que des individus s'attribuent une pareille autorité, M. Adams serait heureux que lord Russell voulût bien lui fournir des renseignements afin de s'assurer de l'identité de ces personnes et de prendre les mesures nécessaires pour les désavouer. »

Le 16 décembre, le comte Russell répond à M. Adams qu'il a la satisfaction de lui apprendre « qu'ayant pris de nouveaux renseignements au sujet du prétendu recrutement à Londres pour le service des États-Unis, il paraît en résulter que l'avis qui était parvenu au Gouvernement de Sa Majesté ne reposait sur aucun fondement. »

moment. Ce fait peut paraître surprenant, si l'on tient compte de la hausse des salaires occasionnée par la demande constante de volontaires pour remplir les cadres des armées des États-Unis. On peut conséquemment, et en toute assurance, affirmer que, même en ce moment, les agriculteurs et les artisans ne peuvent espérer nulle autre part qu'aux États-Unis une plus libérale rémunération pour leurs services. Vous êtes autorisé à faire connaître ce fait incontestable de telle manière que vous le jugerez convenable et partout où il pourrait décider les travailleurs à émigrer vers ce pays. Il est à présumer que ce fait rendu public sera pris en sérieuse considération par les personnes qu'il intéresse.

WILLIAM H. SEWARD.

---

**Correspondance entre M. le comte Méjan, consul de France à la Nouvelle-Orléans, et le général Butler à la suite de l'ordre du général Butler pour le désarmement général de la population neworléanaise.**

Consulat de France, Nouvelle-Orléans, le 12 août 1862.

Monsieur, l'ordre du jour qui a été publié ce matin, et par lequel vous ordonnez que toutes les armes quelconques qui se trouvent entre les mains de la population de la ville doivent être livrées, a causé parmi mes nationaux l'alarme la plus vive.

Les étrangers, Monsieur, et particulièrement les Français, ont, malgré les accusations portées contre quelques-uns d'entre eux par plusieurs personnes, tout sacrifié pour maintenir dans la lutte actuelle la neutralité qui leur était prescrite. Lorsque des armes leur ont été remises par les autorités municipales, ils ne s'en sont servis que pour maintenir l'ordre et défendre les propriétés particulières, et les armes ont depuis été presque toutes rendues.

Aujourd'hui, d'après la teneur de votre ordre, ils paraissent devoir, aussi bien que les citoyens, rendre les armes qui sont une propriété personnelle et qui ne peuvent servir que pour leur défense personnelle.

Depuis quelque temps, des signes manifestes se montrent de toutes parts qui indiquent chez la population noire de la ville et des campagnes environnantes certaines dispositions à rompre les liens qui les attachent à leurs maîtres, et beaucoup de personnes ne sont pas sans craindre une révolte. Ce sont ces signes, cette perspective de se trouver complètement désarmés en présence d'une population dont on peut craindre les plus grands excès qui ont surtout alarmé, car les excès atteindraient aussi bien les citoyens que les étrangers sans défense. Certes on doit admettre que la protection des États-Unis ne leur manquerait pas ; mais elle ne pourrait pas se manifester à tous les

instants et partout, ni surtout contre ces ennemis intérieurs dont l'indépendance de langage et de manières va toujours en croissant, et qui ne sont maintenus que par la conviction que leurs maîtres sont armés.

Je vous soumets, monsieur, ces observations, en vous priant de vouloir bien y avoir égard.

Veuillez agréer, etc.

*Le consul de France, comte MÉJAN.*

---

### Réponse du général Butler.

Quartier-général du département du Golfe.  
Nouvelle-Orléans, le 14 août 1862.

Monsieur, votre note officielle au lieutenant Weitzel, commandant militaire assistant, m'a été remise.

Je ne vois pas de juste cause de plainte contre l'ordre qui requiert la remise des armes qui se trouvent entre les mains des particuliers. C'est la conduite ordinairement suivie dans les villes placées dans les mêmes circonstances que celle-ci, même sans qu'il y ait aucune force extérieure dans le voisinage.

Je vous ferai remarquer qu'il ne suffit pas de s'en rapporter à de simples témoignages de neutralité. Je crois que la plupart de vos compatriotes sont sincèrement neutres; mais il est malheureusement vrai que quelques-uns ne le sont pas. Cela fait que les bons souffrent pour les mauvais.

Je prendrai la liberté d'appeler votre attention sur le fait que les forces des États-Unis ont accordé toute espèce d'immunités à M. Bonnecaz, qui se dit consul français à Bâton-Rouge; elles lui ont permis de garder ses armes et ont eu confiance dans sa neutralité, mais son fils a été pris sur le champ de bataille en armes contre nous.

Vous m'accorderez en même temps la faveur de vous rappeler que bien peu de sujets français ont prêté le serment de neutralité qui a été offert, mais qui n'a pas été requis par mon ordre n° 41, bien que tous les officiers de la légion française aient, à votre connaissance et avec votre consentement, prêté le serment de soutenir la Constitution des États confédérés. Ainsi, vous le voyez, je n'ai aucune garantie pour la bonne foi de mauvais hommes.

Je ne comprends pas comment les armes perdent leur force effective parce qu'elles sont des propriétés personnelles, et je ne comprends pas mieux comment des armes qui peuvent servir à la défense personnelle ne peuvent pas être aussi effectivement employées dans un mouvement offensif.

Quant à l'inquiétude dont nous voyons des signes manifestes dans



la population noire, et quant à son désir de rompre les liens qui l'attachent à ses maîtres, j'ai observé ses symptômes avec attention et sans étonnement, parce qu'il semble naturel que lorsque leurs maîtres leur ont donné l'exemple de la rébellion contre les autorités constituées, les nègres, qui sont une race imitative, en fassent autant.

Mais assurément le représentant de l'Empereur, qui ne tolère pas l'esclavage en France, ne désire pas que ses compatriotes prennent les armes dans le but d'empêcher les nègres de rompre leurs liens.

Permettez-moi de vous assurer que la protection des États-Unis contre la violence commise par des nègres ou commise par des blancs, citoyens ou étrangers, continuera à être aussi parfaite qu'elle l'a été depuis que nous sommes ici, et qu'elle se montrera plus prompte à agir qu'aucune organisation improvisée de citoyens ne pourrait le faire.

Quand les habitants de cette ville témoigneront par un acte public en général de leur loyauté et de leur neutralité, je serai charmé de recevoir leur assistance pour garder la paix et aussi de leur rendre l'administration de la ville. Jusqu'à ce que ce moment arrive, je me vois dans la nécessité de requérir que les armes de tous les habitants, blancs ou noirs, soient sous mon contrôle.

J'ai l'honneur d'être, etc.

BENJ. F. BUTLER, major-général commandant.

---

**Proclamation du général Butler relative au serment d'allégeance à prêter aux États-Unis et à des mesures de sûreté.**

Nouvelle-Orléans, le 24 septembre 1862.

Tous les individus des deux sexes dans les limites de ce département, de l'âge de dix-huit ans et au-dessus, qui ont été citoyens des États-Unis et n'ont renouvelé leur serment d'allégeance aux États-Unis avant cette date, ou qui conservent ou prétendent à quelque allégeance ou sympathie envers les soi-disant États confédérés, sont requis de s'adresser, avant le 1<sup>er</sup> octobre prochain, au grand-prévôt le plus proche, et de lui donner une liste détaillée de toutes leurs propriétés et droits de propriétés foncières, personnelles et mixtes, faite et signée respectivement par eux, avec tout autant de détails en ce qui touche les taxes. Ils noteront aussi le lieu de leur résidence en déclarant leur rue et le numéro de leur demeure, ou donnant toute autre indication, ainsi que leur profession. Leur déclaration sera portée sur un registre qu'ils signeront, et ils recevront un certificat du marshal d'enregistrement comme quoi ils revendiquent d'être ennemis des États-Unis.

Toute personne, de celles désignées dans cet ordre, qui négligera de se faire ainsi enregistrer, sera sujette à l'amende ou à l'emprisonnement avec travaux forcés, ou aux deux peines à la fois; de plus, toutes ses propriétés seront confisquées par ordre, en punition d'une pareille négligence.

Le 1<sup>er</sup> octobre prochain, tout propriétaire de maison donnera au grand-prévôt le plus voisin la liste de tous les locataires de sa maison, de l'âge de dix-huit ans et au-dessus. Cette liste devra contenir les détails suivants : le nom, le sexe, l'âge et la profession de chaque locataire, s'il est étranger immatriculé, s'il a prêté serment d'allégeance aux États-Unis, s'il en est l'ennemi enregistré, s'il a négligé de se faire enregistrer, soit comme étranger, soit comme citoyen local, soit comme ennemi. Tous les propriétaires de maisons qui négligeront de faire ce rapport ou qui en feront de faux, seront punis d'amende ou d'emprisonnement avec travaux forcés ou aux deux peines.

Tout policeman dans la circonscription sera responsable du manquement de tout propriétaire qui ne fera pas sa déclaration dans les trois jours à partir du 1<sup>er</sup> octobre; le grand-prévôt déduira cinq dollars par chaque jour de retard sur la paye du policeman qui ne lui fera pas son rapport et le renverra du service. Une somme semblable sera payée au policeman qui dénoncera un propriétaire en contravention.

Toute personne qui renouvellera de bonne foi son allégeance aux États-Unis avant le 1<sup>er</sup> octobre prochain et demeurera sincèrement loyale sera recommandée au Président pour recevoir le pardon de ses offenses antérieures.

BENJAMIN BUTLER.

**Adresse adoptée dans un meeting de gouverneurs des États loyaux réuni pour prendre des mesures en vue de soutenir plus activement le gouvernement, à Altoone (Pensylvanie), le 24 septembre 1862.**

Après presque un an et demi de lutte avec une gigantesque rébellion armée contre le Gouvernement national des États-Unis, le devoir et le but des États loyaux et du peuple continue et doit toujours demeurer ce qu'il était à son origine, c'est-à-dire de rétablir et de perpétuer l'autorité de ce Gouvernement et l'existence de la nation, quelles que soient les conséquences qu'entraîne notre fidélité.

Malgré tout, cette œuvre de restauration de la République, en préservant les institutions de la liberté démocratique et justifiant les espérances et les efforts de nos pères, ne doit pas manquer d'être ac-

complie, et nous offrons sans hésitation au Président des États-Unis l'appui le plus loyal et le plus cordial, à l'avenir comme précédemment, dans l'exercice des fonctions de sa haute charge.

Nous reconnaissons en lui le chef du pouvoir exécutif de la nation, le commandant en chef de l'armée et de la marine des États-Unis, leur chef responsable et constitutionnel, dont l'autorité légale et le pouvoir, aussi bien que les pouvoirs constitutionnels du congrès doivent être vigoureusement et religieusement sauvegardés et maintenus, comme la condition dont dépendent seuls notre forme de Gouvernement et les droits constitutionnels et les libertés du peuple, en les sauvant du naufrage, de l'anarchie ou de l'abîme du despotisme.

En obéissant aux lois qui ont été ou qui peuvent être dûment votées et aux ordres légaux du Président, coopérant toujours dans nos propres sphères avec le Gouvernement national, nous continuerons, dans l'exercice le plus vigoureux de nos pouvoirs légaux et particuliers, à combattre contre la rébellion et les ennemis publics, et, dans la vie publique, comme dans la vie privée, nous défendrons les armes de l'Union jusqu'à ce que sa cause soit gagnée, jusqu'à ce que la victoire finale couronne son étendard, ou que l'armée rebelle soit contrainte de faire une soumission respectueuse, légitime et constitutionnelle.

Frappés de la conviction que jusqu'à la fin de la guerre, une armée de réserve doit être constamment tenue sur pied, levée, armée, équipée et exercée dans ses foyers, prête à tout événement, nous demandons respectueusement au Président d'appeler une force semblable de volontaires pour un service d'un an de pas moins cent mille hommes au total, le contingent de chaque État devant être levé après que cet État aura fourni sa quote-part des réquisitions déjà faites pour les volontaires et la milice.

Nous croyons que ce serait là une mesure de prudence qui développerait l'éducation militaire du peuple.

Nous avons reçu avec une cordiale gratitude et un espoir encourageant la proclamation du Président, publiée le 22 septembre, déclarant émancipés de leurs biens toutes les personnes tenues en service ou labeur comme esclaves dans les États qui seraient encore en rébellion le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

Le droit de certaines personnes d'obliger une partie des sujets du Gouvernement national à se rebeller contre lui donne à ceux qui tolèrent la possession d'une semblable autorité le droit de se rebeller eux-mêmes; et par conséquent le droit d'établir la loi martiale ou le régime militaire dans un État ou territoire en rébellion, implique le droit et le devoir du Gouvernement de libérer tous les individus qui y vivent par des proclamations appropriées, et de leur donner l'assu-

rance de sa protection, afin que tous ceux qui sont capables, intellectuellement et moralement, de loyauté et d'obéissance, ne soient pas forcés à la trahison.

Avoir maintenu indéfiniment la cause première, le soutien et l'appui de la rébellion aurait été, dans notre jugement, une injustice pour le peuple loyal qui sacrifie volontairement sur l'autel du patriotisme ses trésors et ses existences, ç'aurait été un tort fait à la femme obligée de soumettre son époux, aux parents leurs enfants, aux fatigues du camp et aux périls de la bataille, et une faveur aux maîtres rebelles autorisés à retenir leurs esclaves.

C'aurait été une décision fatale contre l'humanité, la justice, les droits et la dignité du Gouvernement, et contre une politique nationale saine et sage. La décision du Président de frapper à la racine de l'esclavage imprimera une nouvelle vigueur aux efforts, une nouvelle vie et de l'espoir au cœur du peuple.

En offrant cordialement au Président les assurances respectueuses de notre confiance personnelle et officielle, nous espérons et croyons que la politique qui vient d'être inaugurée sera couronnée de succès, procurera des victoires rapides et triomphantes sur nos ennemis et assurera à cette nation et à ce peuple la bénédiction et la faveur du Dieu tout puissant.

Nous croyons que le sang des héros qui sont déjà tombés et de ceux qui pourront encore donner leur vie pour leur pays n'aura pas été répandu en vain. La splendide valeur de nos soldats, la patience avec laquelle ils souffrent, leur patriotisme viril et leur amour du devoir réclament de nous et de tous leurs concitoyens l'hommage de la plus sincère gratitude et de notre appui constant.

Un juste respect pour ces braves hommes que nous avons contribué à mettre en campagne, et l'importance des devoirs qui peuvent légitimement nous incomber à l'avenir, nous ont appelés en conférence amicale, et maintenant, en présentant à notre premier magistrat national cette conclusion de nos délibérations, nous nous consacrons nous-mêmes au service de notre pays, et nous apporterons au Président notre constant appui, avec l'espoir que la fidélité et le zèle des États et du peuple loyaux le soutiendront constamment dans la poursuite vigoureuse de cette guerre en faveur du maintien de l'existence nationale et des espérances de l'humanité.

*Signé :* A. G. CURTIN,

JOHN ANDREW,

RICHARD YATES,

I. WASHBURN JR.

EDWARD SALOMON,

O. P. MORTON (par procuration),

WILLIAM SPRAGUE,

F. H. PIERPONT,

DAVID TOD,

N. S. BERRY,

SAMUEL KIRKWOOD,

AUSTIN BLAIR.



**Dépêche de M. Seward à M. Dayton, ministre des États-Unis à Paris, en réponse à la note du 9 janvier de M. Drouyn de Lhuys.**

Département d'État, Washington, 6 février 1863.

Monsieur, l'avis que vous me donnez dans votre dépêche du 15 janvier (n° 255) que je peux attendre une visite spéciale de M. Mercier, s'est réalisé. Il m'a rendu visite le 3 courant et m'a donné copie d'une dépêche qu'il venait de recevoir de M. Drouyn de Lhuys, en date du 9 janvier. J'ai pris les instructions du Président, et je vais à présent vous rendre compte de ses idées sur le sujet en question.

Il a été considéré, avec tout le sérieux examen résultant de la réflexion, que la nation française est connue pour prendre certainement une grande part aux malheurs et aux calamités qu'inflige à la nation américaine notre malheureuse guerre civile. En cette occasion, non plus que dans bien d'autres, nous ne pouvons oublier les traditions d'amitié entre les deux pays qui, nous n'hésitons pas à le croire, a inspiré les conseils que M. Drouyn de Lhuys a donnés. Il dit : « Nous savons que le Gouvernement fédéral ne désespère pas de donner une impulsion plus active aux hostilités; » et ailleurs il remarque : « En un mot, la prolongation de la lutte n'a pas abattu la confiance du Gouvernement fédéral dans le succès définitif de ses efforts. »

Ces passages me semblent, sans que leur auteur en ait eu l'intention, être au-dessous du langage confidentiel ou public que ce Gouvernement a constamment tenu sur la guerre. Le Gouvernement n'a certainement eu et avoué qu'un seul but, la détermination de maintenir l'intégrité du pays. Loin d'admettre quelque relâchement d'efforts, le Gouvernement s'est, au contraire, comporté fermement dans toutes les vicissitudes, et sa confiance dans le triomphe prochain et complet de la cause nationale n'a pas varié.

Maintenant que nous sommes en quelque sorte invité par une puissance amie à passer en revue les vingt et un mois de l'histoire du conflit, nous ne voyons pas de motif pour nous départir de cette confiance, par laquelle, au milieu d'une alternative de victoires et de défaites telles que la comportent les incidents de la guerre, les forces de terre et de mer des États-Unis ont sûrement avancé, réclamant des insurgés les ports, les forts et les postes qu'ils ont traitreusement saisis avant la lutte actuellement commencée, et même avant qu'elle fût sérieusement appréhendée.

Tant d'États et de districts que les insurgés comprenaient dans le champ de la domination exclusivement esclavagiste qu'ils projetaient ont déjà été replacés sous le drapeau de l'Union, que les révoltés ne

conservent plus aujourd'hui que les États de la Georgie, de l'Alabama et du Texas, avec la moitié de la Virginie et de la Caroline du Nord, les deux tiers de la Caroline du Sud, la moitié du Mississipi et un tiers de l'Arkansas aussi bien que de la Louisiane. Les forces nationales tiennent même ce petit territoire dans un état de siège et de blocus réservé.

Ce Gouvernement, si on le lui demande, n'hésitera pas à soumettre ce qu'il a accompli à l'épreuve de la comparaison, et il maintient que dans aucune partie du monde, en aucun temps, ancien ou moderne, une nation nullement préparée pour le combat par la jouissance d'une paix de quatre-vingts années, presque interrompue et si rapidement réveillée par l'alarme d'une sédition, n'a déployé une énergie aussi vigoureuse et remporté des succès aussi signalés et aussi efficaces que ceux qui ont marqué les progrès de cette lutte de la part de l'Union.

M. Drouyn de Lhuys, je le crains, a pris une autre lumière que la correspondance de ce Gouvernement pour se guider sur ce qui regarde son caractère et ses finances. Il y a probablement lu qu'il y avait des divisions de sentiment parmi ceux qui se mettent en avant comme organes de l'opinion publique, et il leur a donné une importance qu'elles ne méritent pas.

Il faut se souvenir que cette nation est une nation de trente millions d'âmes, civilement divisée en quarante et un États ou territoires qui couvrent une étendue à peine moindre que celle de l'Europe; que le peuple est une démocratie pacifique jouissant partout de la liberté la plus absolue de parole et de suffrage; qu'une grande crise produit nécessairement un débat aussi véhément que profond, avec de pénibles collisions d'intérêts, de sentiments et de convictions individuels, locaux et sectionnels, et que cette chaleur de controverse est encore augmentée par l'intervention des spéculations, des intérêts, des préjugés et des passions, arrivant de toutes parts du monde civilisé.

C'est cependant avec de pareils débats que l'accord de la nation sur tous les sujets est habituellement obtenu, que ses résolutions sont formées, que sa politique est fondée.

Tandis qu'il y a beaucoup de différence dans l'opinion et la faveur populaires concernant les agents qui mèneront la guerre, les principes sur lesquels elle sera conduite et les moyens par lesquels elle sera poursuivie.

M. Drouyn de Lhuys n'a qu'à se reporter au recueil des décisions du congrès et des ordonnances de l'exécutif pour apprendre que l'activité nationale a été jusqu'ici et est encore aussi efficace que celle de toute autre nation, quelle que soit sa forme de gouvernement, quelles que soient les circonstances également graves dans lesquelles elle se

soit trouvée, et également importantes pour sa paix, son salut et son bien-être.

Pas une voix ne s'est élevée, en quelque lieu que ce soit, en dehors du terrain immédiat de l'insurrection, en faveur de l'intervention étrangère, de la médiation, de l'arbitrage, d'un compromis, moyennant l'abandon d'un seul acre du domaine national, ou la reddition de même une seule des franchises constitutionnelles. En même temps, il est manifeste au monde que nos ressources sont encore trop abondantes et que notre crédit peut répondre à toutes les éventualités existantes.

M. Drouyn de Lhuys suggère que ce Gouvernement nomme des commissaires pour se rencontrer sur un terrain neutre avec des commissaires des insurgés. Il suppose que dans les conférences qui seraient tenues les griefs réciproques pourraient être discutés, et qu'en place des accusations que le Nord et le Sud se renvoient aujourd'hui mutuellement l'un à l'autre, la conférence s'occuperait à discuter les intérêts qui les divisent. Il ajoute « que les commissaires chercheraient, au moyen de délibérations profondes et bien raisonnées, si ces intérêts sont définitivement irréconciliables, si la séparation est une extrémité qu'on ne saurait plus longtemps éviter, ou si le souvenir d'une existence commune et les liens de tout genre qui ont fait du Nord et du Sud un grand et seul État fédéré et l'ont conduit à un si haut degré de prospérité, ne sont pas plus puissants que les causes qui ont mis les armes aux mains des deux populations. »

La suggestion n'est pas extraordinaire, et elle peut à bon droit être venue à l'esprit de l'Empereur des Français, animé du plus bienveillant et du plus vif désir que la paix soit rétablie et une paix faisable. Mais quand M. Drouyn de Lhuys en viendra à l'envisager sous le jour où elle doit être nécessairement considérée dans ce pays, je pense qu'il pourra difficilement manquer d'apercevoir qu'elle ne tend à rien moins qu'à cette proposition : que, tandis que le Gouvernement est occupé à supprimer une insurrection armée, dans le but de maintenir l'autorité constitutionnelle nationale et de sauver l'intégrité du pays, il entre en discussion diplomatique avec les insurgés sur la question de savoir si l'on doit se rendre à cette autorité, ou si le pays ne sera pas abandonné à la désunion que suivrait bientôt une anarchie toujours croissante.

S'il était possible au Gouvernement des États-Unis de compromettre l'autorité nationale jusqu'à entrer dans de pareils débats, il n'est pas aisé d'apercevoir à quels bons résultats ils pourraient aboutir. Les commissaires doivent s'accorder sur le point de recommander que l'Union demeure ou qu'elle soit volontairement dissoute, ou autrement ils doivent laisser la question vitale non résolue, pour laisser

faire les chances de la guerre ; le Gouvernement connaît les dispositions présentes aussi bien que les projets d'autrefois des insurgés.

Il n'y a pas le moindre lieu de supposer que les commissaires qui contrôlèrent cette union seraient alors persuadés par aucun des arguments que pourrait faire valoir un commissaire national, pour renoncer à l'ambition qui les a poussés à assurer la position déloyale qu'ils occupent. Un commissaire qui serait nommé par ces personnages, ou sous leur inspiration ou leur influence, viendrait à ces conférences, imbu de l'esprit et lié aux fortunes personnelles des chefs insurgés.

Le peuple loyal des États insurgés ne serait pas écouté, et toute offre de paix par ce Gouvernement sans la condition du maintien de l'Union, serait nécessairement rejetée. D'autre part, comme j'en ai déjà donné l'avis, ce Gouvernement n'a pas pensé le moins du monde à abandonner la confiance qui a été placée en lui par la nation sous la plus solennelle de toutes les sanctions politiques.

S'il avait quelque pensée semblable, il aurait encore d'abondantes raisons pour savoir que la paix proposée au prix de la dissolution serait immédiatement et universellement rejetée avec indignation par le peuple américain. C'est une grande méprise des hommes d'État européens, s'ils supposent que ce peuple est démoralisé.

Ce que feraient dans le cas d'une insurrection les peuples de France, de Grande-Bretagne, de Suisse ou de Hollande pour sauver leur existence nationale, comment cette lutte serait appréciée, combien elle affecterait les nations étrangères, peu importe ; le peuple des États-Unis fera autant et il ne fera certainement pas moins, s'il est nécessaire, pour sauver, en vue du profit commun, la région qui est bornée par les côtes du Pacifique et de l'Atlantique et par les rives des golfes de Saint-Laurent et du Mexique, ainsi que la libre et commune navigation du Rio-Grande, du Missouri, de l'Arkansas, du Mississipi, de l'Ohio, du Saint-Laurent, de l'Hudson, du Delaware, du Potomac et des autres grands chemins nationaux par lesquels cette terre, qui est pour lui une terre d'héritage et une terre promise, est ouverte et arrosée.

En admettant que les agents du peuple américain, exerçant ainsi leurs pouvoirs, sous le coup de la crainte ou des factions, fussent au-dessous de la vertu nationale, ils seraient promptement, quoique constitutionnellement, remplacés par d'autres d'un caractère et d'un patriotisme plus austères. Il doit m'être permis de dire aussi que M. Drouyn de Lhuys s'égare dans sa description des partis en présence dans ce conflit.

Nous n'avons ici, dans le sens politique, ni Nord, ni Sud, ni États du Nord, ni États du Sud. Nous avons un parti insurgé placé sur les



bords du golfe du Mexique et dans les districts qui y sont immédiatement adjacents. Nous avons d'autre part un peuple loyal, qui constitue non-seulement les États du Nord, mais ceux de l'Est, du Milieu et de l'Ouest, et des États du Sud.

Dans maintes occasions jusqu'ici, j'ai soumis au Gouvernement français les vues du Président sur les intérêts et les idées qui déterminent irrévocablement le Gouvernement et le peuple américains à maintenir l'Union fédérale. Le président a fait la même chose dans ses messages. Or, M. Drouyn de Lhuys, passant en revue les arguments qui se rapportent à la question existante, appelle à son aide les conférences qui ont eu lieu entre les colonies et la Grande-Bretagne dans notre guerre de la Révolution. Il me permettra de répondre que, dans la crise d'une nation, les mesures doivent être en rapport avec la nécessité, et que, par conséquent, elles doivent être rarement conformes aux précédents.

La Grande-Bretagne, en prenant part à cette négociation, en était manifestement venue à douter de son succès définitif, et il est certain que les avocats des colonies n'auraient pas manqué de prendre un nouveau courage, lors même qu'ils n'en auraient pas tiré d'autre avantage, après que l'État parent s'était compromis au point de traiter de la paix sur la base de la concession de leur indépendance.

S'il est vrai, en résumé, que la paix doive venir un jour ou l'autre et que les conférences doivent suivre, si elles ne peuvent précéder la pacification, il y a toutefois une forme meilleure pour ces conférences que la seule suggérée par M. Drouyn de Lhuys. Celle-ci serait une dérogation palpable à la constitution des États-Unis, et n'aurait guère de poids, parce qu'elle manquerait de la sanction nécessaire pour obliger les parties loyales ou déloyales de la nation.

D'autre part, le congrès des États-Unis est un forum constitutionnel pour les débats entre les parties contendantes. Les sénateurs et les représentants du peuple loyal y sont toujours, avec tous les pleins pouvoirs pour conférer, et des sièges y sont aussi vacants, invitant à prendre place les sénateurs et les représentants du parti mécontent, qui peuvent y être constitutionnellement envoyés par les États impliqués dans l'insurrection.

Bien plus, les conférences ainsi tenues dans le congrès, ont ce grand avantage sur toute autre que l'on pourrait organiser sur le plan de M. Drouyn de Lhuys : que le congrès, s'il le juge sage, peut appeler une convention nationale pour adopter ses recommandations et leur donner toute la solennité et toute la force obligatoire d'une loi organique.

On peut dire que de semblables conférences ont déjà commencé entre les parties divisées. Le Maryland, la Virginie, le Kentucky, le

Tennessee et le Missouri, États qui sont réclamés par les insurgés, sont déjà représentés au congrès, et soumettent, avec une parfaite liberté et d'après leur propre inspiration, leur avis sur la conduite la mieux calculée pour amener, dans le plus bref délai, une paix ferme, durable et honorable. Des représentants ont aussi été envoyés à la Louisiane, et l'on sait que d'autres viennent de l'Arkansas.

Un argument décisif en faveur de la forme congressionnelle des conférences, à la place de celle suggérée par M. Drouyn de Lhuys, c'est que, tandis que le consentement à la dernière amènerait le Gouvernement à traiter avec les insurgés et à violer et laisser ainsi de côté une partie importante de la Constitution, ce qui serait d'un exemple pernicieux, la conférence congressionnelle, au contraire, maintient cet instrument sacré, qui doit être l'ancre de salut de la République à travers les âges, et lui donne une force nouvelle.

Vous aurez la liberté de lire cette dépêche à M. Drouyn de Lhuys, et de lui en laisser copie s'il le désire. Afin que vous soyez au courant de toute la question, je vous transmets copie de la dépêche de M. Drouyn de Lhuys.

Je suis, etc.

WILLIAM H. SEWARD.

**Circulaire adressée aux agents diplomatiques et consulaires  
des États-Unis, relativement à la colonisation.**

Washington, 8 février 1863.

J'appelle votre attention particulière sur les dispositions de l'acte du congrès du 20 mai 1862, dont copie est ci-jointe, et qui a pour titre : Acte pour assurer une résidence à tous les colons qui voudront s'établir sur le domaine public : (*An act to insure homesteads to actual settlers on the public domain*). Vous remarquerez que tous les privilèges de la loi s'étendent à tout individu chef de famille ou ayant atteint l'âge de vingt et un ans, citoyen des États-Unis ou ayant déclaré l'intention de le devenir, et n'ayant commis, directement ou indirectement, aucun acte de déloyauté.

La sixième section de la loi admet toutefois une exception, quant à l'âge requis, en faveur de tout individu ayant servi au moins quatorze jours dans l'armée ou la marine des États-Unis, soit comme régulier, soit comme volontaire, pendant une guerre civile ou une guerre étrangère. Tout individu remplissant les conditions de la loi a, depuis et après le 1<sup>er</sup> janvier 1863, le droit d'occuper un quart de section ou moins de terre publique non attribuée, sur laquelle ledit individu aura fait enregistrer une réclamation de préemption ou qui,

au moment de la demande, sera sujette à une préemption de 1 dollar 25 cents (6 fr. 25 c.) par acre, ou 80 acres au moins de terre publique non attribuée, à 2 dollars 50 cents (12 fr. 50 c.) par acre.

Le ministre de l'intérieur nous a fait savoir que les mesures nécessaires avaient été prises pour mettre à exécution les bienveillantes provisions de la loi, grâce à laquelle « un établissement est assuré à tous ceux qui consentiront à coloniser le domaine public, » et toutes facilités compatibles avec la loi sont dès à présent données à ceux qui désireraient profiter des bénéfices de ces provisions. Le ministre de l'intérieur constate, en outre, qu'au 30 septembre 1861, 134 318 330 acres avaient été cadastrées et se trouvaient prêtes à être aliénées : que, de cette date au 30 septembre 1862, on avait cadastré 3 135 067 acres de plus, ce qui donne un total de 137 353 297 acres cadastrées et prêtes à étre vendues ou occupées conformément aux prévisions de la loi.

Le directeur du domaine public a constaté, de son côté, que, malgré les difficultés politiques du moment, provenant de l'attitude hostile prise contre le Gouvernement général par certains États révoltés contre l'autorité fédérale, et quoiqu'un grand nombre de nos concitoyens aient dû, par suite, être distraits des travaux agricoles pour être enrôlés sous les drapeaux, la richesse territoriale de la République s'était augmentée, pendant l'année se terminant au 30 septembre 1861, au moyen des ventes publiques de terrains neufs, de quarante mille nouvelles fermes comprenant chacune quatre-vingts acres.

Quoique la loi de concession n'ait été mise en opération qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1863, nous savons de sources authentiques que le bureau du domaine public des États-Unis a reçu de nombreuses demandes de fermes faites sous l'empire de cette loi, ce qui prouve qu'un large courant d'immigration se dirige vers les plaines fertiles séparant le Mississipi de l'océan Pacifique.

La loi de concession et les documents officiels qui l'accompagnent montrent avec quelle facilité les colons peuvent, sous l'empire de la loi, obtenir un titre définitif, même avant l'expiration de la période de résidence fixe prescrite par les termes de ladite loi.

Les lois de préemption des États-Unis facilitent également aux colons l'occupation des terrains cadastrés ou non, situés à l'ouest du Mississipi; et lorsque l'établissement a lieu sur un territoire non cadastré, l'obtention du titre définitif est parfaitement assurée par la loi après que le terrain aura été défini par les agents du domaine. Les rapports du directeur du domaine public pour 1860, 1861 et 1862, renferment, sur le système territorial des États-Unis un grand nombre de renseignements intéressants auxquels vous pourrez vous reporter en cas de besoin.

Le ministre de l'intérieur constate également que « la grande région aurifère des États-Unis, sur la portion occidentale du continent, s'étend du 31° 30 de latitude nord au 49°, et du 100° de longitude à l'océan Pacifique, embrassant des fractions du Dakota, du Nebraska, du Colorado, du Nouveau-Mexique, de l'Arizona, de l'Utah, du Nevada, de la Californie, de l'Oregon et du Washington, et couvrant une superficie d'un million de milles carrés (2 580 000 kilomètres carrés).

« Cette vaste région est sillonnée par de longues chaînes de montagnes, littéralement composées de minéraux ; l'or et l'argent s'y trouvent à profusion et sont l'objet de découvertes qui se multiplient de jour en jour. On rencontre les métaux précieux en couches, dans les montagnes, et en riches lavages constituant les lits des rivières et des ruisseaux. Les mines d'argent du Nevada et du Nouveau-Mexique donnent, dès à présent, l'espoir d'une production plus considérable que celle d'aucune autre partie du monde. Les découvertes aurifères du Colorado ou de la partie occidentale de la Californie, ainsi que celles de la région remontant de cette contrée jusqu'au nord de la rivière du Saumon, dans le territoire de Washington, ont donné aux travaux des mines un stimulant sans précédent jusqu'ici.

« Avant la découverte de l'or californien, la production annuelle de l'or dans toutes les parties du monde ne dépassait pas une moyenne de 18 millions. La production annuelle de la Californie est actuellement estimée à environ 70 millions. D'après les renseignements puisés à toutes sources dignes de foi, le directeur général du domaine public porte à 100 millions la production, pendant la présente année, de l'or provenant de la totalité de la région ci-dessus désignée. »

Nous croyons que nul pays du monde civilisé ne fournit à tout homme actif, industriel et intelligent, des occasions semblables à celles que lui offrent les États-Unis pour acquérir d'abondants moyens d'existence, ainsi qu'un établissement confortable pour lui et sa famille.

Je vous prie de donner à ces faits toute la publicité possible, dans l'étendue de votre résidence, et par la voie qui vous semblera la plus convenable et la plus avantageuse.

WILLIAM H. SEWARD.

---

**Message adressé au Président et transmis par lui au Sénat  
des États-Unis, le 11 février.**

Au Président des États-Unis.

Le secrétaire d'État a reçu communication d'une résolution du Sénat adoptée le 9 février. Cette résolution est ainsi conçue : « Le Président des États-Unis est prié de faire connaître au Sénat, si cela n'est



pas incompatible avec l'intérêt public, la nature des suggestions proposées par le secrétaire d'État des États-Unis à M. Mercier, représentant de l'Empereur des Français auprès de notre Gouvernement, telles qu'elles sont exposées dans la communication à M. Thouvenel en date du 13 avril passé, suggestions qui auraient amené M. Mercier à entreprendre sa mission à Richmond; le Président est aussi prié de faire connaître quelles représentations M. Mercier était autorisé à faire au nom du Gouvernement ou du secrétaire d'État aux confédérés. »

Le secrétaire d'État adresse en réponse le rapport suivant :

« Aucune suggestions n'ont été faites à M. Mercier par le secrétaire d'État qui l'aient engagé ou qui aient eu pour objet de l'engager à entreprendre une mission à Richmond en avril dernier ou à aucune autre époque. Il n'a pas été autorisé, et aucune autre personne n'a été autorisée par ce Gouvernement ou par le secrétaire d'État à faire aucunes représentations d'aucune sorte sur aucun sujet aux agents insurrectionnels des soi-disant autorités de Richmond, ou à avoir aucune communication avec elles de la part de ce Gouvernement.

« Depuis le commencement des présents troubles jusqu'au printemps de 1862, ce département a été chargé d'accorder des passes ou des passeports pour traverser les lignes des forces du Gouvernement. On s'est demandé, au premier abord, si l'on ne devait pas refuser des semblables passeports aux ministres étrangers résidant aux États-Unis. On a pensé qu'il serait d'une saine et libérale politique de les laisser libres de visiter toutes les parties du pays auprès duquel ils étaient accrédités, aussi longtemps qu'il n'y aurait pas lieu de mettre en question leur bonne foi vis-à-vis de ce Gouvernement. Le Gouvernement a constamment agi ainsi. En conséquence, un passeport a été accordé au mois d'avril à S. Exc. Rudolph Schleiden, ministre résident de la République de Brême. Un semblable passeport a été délivré en août 1861 au ministre de France accompagné par S. A. I. le prince Napoléon-Jérôme, alors en visite dans notre capitale; et en avril dernier, un semblable passeport a été accordé au ministre de France. Ces passeports ont été délivrés respectivement sur la demande de ces personnages distingués et non à la suite d'aucune suggestion du Gouvernement ou du secrétaire d'État. Ils ont tous voyagé en qualité de particuliers et sans aucun caractère officiel ou officieux. Ils n'ont emporté aucune communication formelle ou non, verbale ou écrite, du Gouvernement ou du secrétaire d'État, pour aucun des insurgés, et ils n'en ont rapporté aucune d'aucune de ces personnes pour ce Gouvernement ou pour le secrétaire d'État. Depuis le 4 mars 1861, aucune communication n'a eu lieu entre notre Gouvernement et les insurgés, aucun passeport n'a été délivré à aucun ministre étranger pour passer nos lignes militaires, excepté d'après les ordres du Président, et

chaque ministre étant de retour s'est rendu auprès du Président et du secrétaire d'État, et leur a rendu spontanément compte de son voyage, comme il l'entendait.

« Il n'y a d'exception que pour les communications relatives aux échanges de prisonniers et autres affaires militaires dépendant du département de la guerre. *Signé : WILLIAM SEWARD.*

« Département d'État, Washington, le 7 février 1863. »

**Note de M. Seward à lord Lyons, relative au blocus  
du port de Galveston.**

Département d'État, Washington, 5 février 1863.

Mylord, comme les marchands intéressés du commerce du port de Galveston dans le Texas, peuvent penser que, par suite des événements qui se sont récemment passés dans ces parages, le blocus de ce port par les forces navales des États-Unis a été interrompu, j'ai l'honneur de vous informer, en vue d'éviter au commerce neutre les embarras qui pourraient être causés par de telles opinions, que le blocus a été immédiatement rétabli, et qu'il sera continué jusqu'à avis ultérieur. Bien qu'avis officiel de ce rétablissement ait probablement été donné par le commandant du blocus aux vaisseaux qui peuvent essayer d'entrer à Galveston, j'ai jugé convenable de communiquer semblable avis à votre seigneurie.

« J'ai etc. W. H. SEWARD. »

**PIÈCES RELATIVES A L'INTERRUPTION DU BLOCUS DE CHARLESTON.**

**Rapport des officiers commandant les principaux navires  
de l'escadre chargée du blocus de Charleston.**

A bord du steamer des États-Unis *New-Iranides*,  
au large de Charleston, le 10 février 1863.

Nous soussignés, officiers commandant les bâtiments de l'escadre de blocus au large de Charleston, avons eu connaissance de la proclamation signée par le général Beauregard et le commodore Ingraham, contenant les prétendus résultats de l'engagement, à savoir : « deux navires coulés, quatre mis en flammes, et le reste mis en déroute, » ainsi que de la version annonçant que le consul anglais et le commandant du steamer de guerre anglais *Petrel* se sont rendus à cinq milles au delà du mouillage habituel de l'escadre de blocus, et qu'à l'aide de

longues-vues, ils n'ont pu apercevoir aucun des croiseurs. Nous croyons qu'il est de notre devoir de déclarer que ces prétendus résultats sont faux de tout point. Aucun navire n'a été coulé ; aucun bâtiment n'a été mis en feu d'une façon sérieuse. Deux steamers ont seuls subi des avaries d'une certaine importance. La chaudière du *Mercedita* a fait explosion. Cette explosion a été déterminée par une bombe lancée par l'unique coup de feu tiré par l'ennemi et qui a frappé le *Mercedita* au moment d'une attaque nocturne et imprévue par suite du brouillard qui régnait en ce moment. Le steamer *Keystone-State* a eu également sa machine avariée en voulant s'éloigner d'un des béliers rebelles.

Le *Keystone-State* fut immédiatement secouru par le *Memphis*, qui échangea quelques boulets avec le bélier rebelle, au moment où ce dernier se retirait vers la barre, après avoir tiré sur le *Keystone*, ce que fit aussi le *Quaker City*. La retraite des béliers fut si précipitée qu'ils ne tentèrent même pas d'aborder le *Keystone-State*, quoiqu'ils vissent très-bien que ce bâtiment avait éprouvé de graves avaries. Le *Stettin* et l'*Ottawa*, à l'extrémité de la ligne, ne quittèrent leur position qu'après que le feu eut cessé, et le *Stettin* ne vit que la fumée noire des béliers au moment où ils disparaissaient sur la barre. Le *Flag* alla se placer à côté du *Mercedita*, après que l'on crut qu'il s'était rendu au bélier, l'équipage lui-même croyant qu'il coulait. Les béliers se retirèrent à la hâte vers le port, et dans leur fuite essayèrent le feu du *Houstanic* et de l'*Augusta*, jusqu'à ce que tous deux fussent hors de la portée de leurs canons. Ils jetèrent l'ancre à l'abri de leurs forts et y restèrent. Aucun navire blindé ou autre ne passa la barre après le retour des béliers. De sorte que le *Unadilla* n'eut connaissance de l'attaque qu'après que le *Houstanic* eut commencé son feu, lorsqu'il se dirigea alors vers ce bâtiment pour jeter l'ancre. Le *Houstanic* ne quitta pas la ligne ordinaire du blocus. Le *Quaker City*, dans la matinée, leva son ancre, qu'il avait filée, pour entrer en ligne de bataille. Le *Flag* communiqua avec l'officier supérieur à bord du *Houstanic* dans la matinée, et bientôt après le feu cessa, et le blocus continua comme auparavant.

Aucun navire n'entra dans le port ni n'en sortit ce jour-là, et aucune tentative ne fut faite pour forcer le blocus. Le *Keystone-State* reçut nécessairement l'ordre de se rendre à Port-Royal pour réparer ses avaries. L'*Unadilla*, après avoir pris les ordres de l'officier supérieur, retourna à son ancrage habituel, où il resta toute la journée.

Pendant tout le jour, deux petits remorqueurs purent se tenir à la disposition des béliers, qui s'étaient mis à couvert sous les forts Moultrie et Beauregard. Le vapeur de prise *Princess-Royal*, qui avait longé le *Houstanic*, fut dépêché à Port-Royal une heure après que les

béliers se furent mis sous la protection des batteries et que le feu eut cessé, environ neuf heures trente minutes du matin.

Tels sont les faits, et nous n'hésitons pas à affirmer qu'aucun navire ne franchit la barre après le retour des béliers, qui eut lieu entre sept et huit heures du matin, à couvert des forts. Nous considérons l'assertion qu'aucun bâtiment ne vint en une place quelconque, près de l'ancrage habituel d'aucun des navires du blocus, ou même jusqu'à la barre, après la retraite des béliers, comme étant délibérément et volontairement fausse. Si le rapport des journaux, comme nous l'avons sous les yeux, obtient la sanction du *Petrel* et des consuls étrangers, nous ne pouvons que déplorer le fait que des hommes officiels étrangers puissent prêter l'autorité de leurs positions officielles à la propagation devant le monde d'une allégation indigne qui est un mensonge patent pour tous les officiers de l'escadre.

W. ROGERS TAYLOR, capitaine commandant du *Houstonic*;

J.-H. STRONG, capitaine commandant du *Flag*;

JAS. MADISON FRAILET, capitaine commandant du *Quaker-City*;

E.-J. PARROTT, capitaine commandant du *Augusta*;

P.-C. WATMOUCH, commandant du *Memphis*;

G.-J. VAN ALSTINE, commandant du *Stettin*.

Ce rapport a été motivé par les proclamations et les rapports suivants des confédérés :

Charleston, le 31 janvier 1863.

Ce matin les canonnières *Palmetto State*, capitaine Rutledge, et *Chicora*, capitaine Tucker, accompagnées par trois petits steamers, *Général Clinch*, *Elviran* et *Chesterfield*, sous le commandement du commodore Ingraham, ont attaqué les navires chargés du blocus, et ont réussi à en couler deux et à cribler (*criplind*) un troisième.

L'engagement a commencé à quatre heures.

Le *Palmetto State*, ayant à bord le commodore Ingraham, ouvrit le feu sur la canonnière fédérale *Mercedita*, armée de 11 canons et montée par 158 hommes d'équipage, qui fut bientôt coulée dans cinq brasses d'eau. Son commandant, le capitaine Stellvagen, vint à bord dans une embarcation et se rendit prisonnier. Le commodore Ingraham l'a mis en liberté sur parole.

Le capitaine Tucker, du *Chicora*, dit qu'il a coulé une autre canonnière fédérale et avarié le steamer *Quaker City*. Ce bâtiment, auquel le *Chicora* avait mis le feu, avait amené son pavillon et on pensait qu'il se rendait; mais il a réussi à se sauver en se servant d'une seule de ses roues.

L'escadre de blocus se composait de treize navires, au nombre desquels se trouvait la *Susquehanna* et le *Canandaigua*, deux frégates de première classe. La perte des fédéraux est énorme. Cette affaire est un succès complet pour nous, et ne nous coûte pas un seul homme. Nos canonnières n'ont pas éprouvé la moindre avarie.

Toute l'escadre du blocus a disparu et elle n'est plus en vue. Nos navires sont en train de rentrer dans le port de Charleston.



*Rapport du commodore Ingraham.*

A bord de la canonnière *Palmetto State*.

Je suis sorti la nuit dernière. Ce bâtiment a attaqué le *Mercedita*, qui a envoyé une embarcation à mon bord et s'est rendu. Les officiers de l'équipage ont été mis en liberté sur parole. Le capitaine Tucker croit qu'il a coulé un navire et mis le feu à un autre. L'escadre de blocus est partie faisant route vers le sud et vers l'est, et elle est actuellement hors de vue.

D.-N. INGRAHAM,  
commandant en chef.

*Proclamation du général Beauregard.*

Quartier général des forces de terre et de mer,  
Charleston, le 31 janvier 1863.

A cinq heures environ, ce matin, les forces navales des États confédérés ont attaqué au large de ce port l'escadre de blocus des États-Unis, et coulé bas, dispersé et repoussé hors de vue la flotte ennemie.

En conséquence nous, les soussignés, commandants respectifs des forces de terre et de mer des États confédérés, déclarons formellement levé le blocus du port de Charleston établi par les États-Unis, par les forces supérieures des États confédérés, à partir de ce présent jour, le 31 janvier 1863.

G.-T. BEAUREGARD,  
général en chef.

D.-N. INGRAHAM,  
commandant en chef des forces navales  
de la Caroline du Sud.

*Autre dépêche.*

Charleston, le 1<sup>er</sup> février.

Hier, dans l'après-midi, le général Beauregard a mis à la disposition des consuls étrangers un steamer pour les mettre à même de s'assurer que le blocus n'existait plus.

Les consuls de France et d'Espagne, accompagnés par le général Ripley, ont accepté l'invitation. Le consul anglais s'était rendu d'avance, avec le commandant du vapeur britannique *Petrel*, à cinq milles plus loin que le mouillage habituel des croiseurs fédéraux, et n'a pu les apercevoir, même à l'aide d'une longue-vue.

Vers le soir, quatre bâtiments yankees ont été signalés au large, et aujourd'hui on aperçoit un grand nombre de navires du Nord ; mais ils sont sous vapeur et prêts évidemment à s'échapper.

Le résultat de l'engagement naval d'hier consiste en deux navires coulés, quatre incendiés, et le reste dispersé.

Dans une réunion qui a eu lieu la nuit dernière, les consuls étrangers ont unanimement déclaré que le blocus était levé légalement.

Vingt navires de l'escadre de blocus étaient aujourd'hui au large de la terre. On prépare ici d'autres mouvements importants.

**Acte du congrès autorisant le Président à délivrer des lettres de marque, adopté par le Sénat le 25 février 1863.**

Le Sénat et la Chambre des Représentants des États-Unis d'Amérique, assemblés en congrès, ont décrété :

Le Président est autorisé en toutes guerres intérieures ou extérieures à délivrer des commissions ou lettres de marque et de prise générale, sous la forme qu'il jugera à propos, à des navires armés des États-Unis, d'appliquer à ces commissions ou lettres le sceau des États-Unis, de faire tous les règlements relatifs à la conduite de ces navires, à l'adjudication et à la distribution des prises opérées par eux, pourvu que le pouvoir conféré par le présent acte cesse à l'expiration des trois années à partir de l'adoption.

---

**Le secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique au ministre des États-Unis.**

Département d'État, Washington, le 9 mars 1863.

Monsieur, par ordre du Président, je vous transmets copie des résolutions communes (of concurrent resolutions) du congrès des États-Unis concernant l'intervention étrangère dans la rébellion actuelle.

Conformément à la demande qui en a été faite par ce corps, vous êtes invité à porter ces résolutions à la connaissance du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité. Vous accomplirez ce devoir en donnant lecture desdites résolutions au ministre des affaires étrangères, ou bien en lui en délivrant une copie, s'il le préfère.

Vous êtes autorisé, en même temps, à dire que ces résolutions sont en parfaite harmonie avec les principes et la politique qui ont dirigé tous les actes du Président dans cette question, et qui continueront à diriger sa conduite, en toute occurrence.

Je suis, Monsieur,

Votre obéissant serviteur, WILLIAM-H. SEWARD.

---

**Résolutions communes du congrès touchant l'intervention étrangère dans la rébellion actuelle.**

Attendu qu'il résulte de la correspondance diplomatique soumise au congrès qu'une proposition, amicale dans sa forme, et ayant en

vue une pacification au moyen d'une médiation étrangère, a été faite aux États-Unis par l'Empereur des Français et nettement refusée par le Président ;

Attendu que l'idée de médiation ou d'intervention sous une forme quelconque, peut être considérée par des Gouvernements étrangers comme praticable, et que ces Gouvernements, grâce à ces erreurs, peuvent être induits à des procédés qui tendraient à embarrasser les relations amicales qui existent actuellement entre eux et les États-Unis ;

Attendu aussi, qu'afin d'écarter pour l'avenir toute chance de malentendu sur ce sujet, et de garantir aux États-Unis l'absence complète de toute intervention étrangère, ce qui est l'un des droits principaux des États indépendants, il semble convenable que le congrès déclare ses convictions à cet égard.

En conséquence :

Il est arrêté (la Chambre des Représentants se trouvant d'accord) que si, autrefois, les États-Unis ont pu rechercher et accepter la médiation ou arbitrage amical de Puissances étrangères, en vue de l'arrangement pacifique de questions *internationales* dans lesquelles les États-Unis se trouvaient partie d'une part, tandis qu'une autre Puissance souveraine était partie d'autre part, et que si les États-Unis sont disposés à reconnaître le sentiment naturel et humain qui inspire à des Puissances étrangères le désir d'aider à mettre fin à des troubles *domestiques*, lesquels élargissant leur influence, ont affligé d'autres pays, spécialement en raison de la circonstance profondément regrettée par le peuple américain que le coup dirigé par la rébellion contre la vie de la nation est retombé lourdement sur la population ouvrière de l'Europe. Cependant, et nonobstant ces considérations, le congrès ne peut pas hésiter à regarder toute proposition d'intervention étrangère dans la lutte actuelle comme d'autant plus déraisonnable et inadmissible qu'elle ne saurait être expliquée que par l'ignorance du véritable état de la question et du caractère réel de la guerre dans laquelle la République est engagée ;

Il est arrêté que les États-Unis sont maintenant en lutte avec une rébellion non provoquée et malintentionnée, laquelle cherche la destruction de la République afin de pouvoir fonder une nouvelle Puissance dont la base, de l'aveu de ses chefs, serait l'esclavage ; que, pour la suppression de cette rébellion, pour sauver la République et pour prévenir l'établissement de cette Puissance, le Gouvernement national emploie maintenant des armées et des flottes, bien persuadé que, grâce à ces efforts, tous les projets des conspirateurs et rebelles seront ruinés ; que pendant la durée de cette lutte, sur laquelle de si grands intérêts reposent, toute proposition de la part d'une Puissance étran-

gère, quelque forme qu'elle puisse revêtir, ayant pour objet d'arrêter les susdits efforts, est précisément, en raison de son influence, un encouragement pour la rébellion et ses prétentions déclarées; que, par ce motif, elle n'est propre qu'à prolonger et envenimer le conflit, à augmenter l'effusion du sang et les charges du trésor, et à reculer le jour de la paix, si vivement désiré; que, dans cette conviction, et dans la pensée que toute proposition de cette nature, quoique faite à bonne intention, est contraire aux intérêts nationaux, le congrès sera obligé de regarder toute tentative ultérieure, faite dans le même sens, comme un acte malveillant contre lequel il s'élève vivement, afin d'empêcher que rien ne se fasse à l'étranger qui puisse renforcer la rébellion ou affaiblir les relations amicales que les États-Unis sont heureux de cultiver avec les Puissances étrangères;

Il est arrêté que la rébellion, dès son origine, et en remontant loin en arrière dans la conspiration qui précède son explosion, était encouragée par l'espoir de secours de la part de Puissances étrangères; que ses chefs se sont fréquemment vantés que les peuples d'Europe dépendaient tellement de l'approvisionnement régulier du produit principal du Sud que, tôt ou tard, leurs Gouvernements se verraient contraints de se mettre du parti de la rébellion, d'une manière effective quelconque, même en intervenant par la force, si les moyens plus doux ne suffisaient pas; que la rébellion est maintenant soutenue par cette espérance, laquelle est augmentée par chaque proposition d'intervention étrangère, et que sans cet appui qui lui donne de la vie, elle serait bientôt forcée de se soumettre à l'autorité juste et paternelle du Gouvernement national; que, en vertu de ces considérations, lesquelles sont rendues plus graves par le motif que la résistance est ainsi encouragée, les États-Unis regrettent que les Puissances étrangères n'aient pas franchement averti les chefs de la rébellion que l'œuvre dans laquelle ils sont engagés est haïssable, et qu'un nouveau Gouvernement semblable à celui qu'ils cherchent à établir, avec l'esclavage pour base et sans qu'il soit indiqué un autre motif d'existence séparée, est tellement offensant pour la civilisation et le sentiment moral du monde, qu'il ne lui est pas permis d'espérer bon accueil ou reconnaissance dans la communauté des nations;

Il est arrêté que les États-Unis, confiants dans la justice de leur cause, laquelle est la cause de tout bon Gouvernement et des droits de l'humanité, désireux du prompt rétablissement de la paix qui assurera la tranquillité à l'intérieur en écartant toute cause de mécontentement à l'étranger; et attendant avec une pleine sécurité la suppression définitive de la rébellion, moyennant quoi le danger présent étant écarté, la République une et indivisible sera garantie à jamais et, triomphante, continuera d'être un exemple au monde : *par la présente déclaration*



*proclamant leur résolution inébranlable de continuer la guerre vigoureusement, conformément aux principes d'humanité des États chrétiens, jusqu'à ce que la rébellion soit vaincue; et ils appellent humblement sur leur cause la bénédiction du Dieu tout puissant.*

---

**Proclamation du président Lincoln, concernant la naturalisation forcée pour les besoins de la circonscription.**

Attendu que le congrès des États-Unis a passé dans sa dernière session une loi intitulée : « Un acte pour l'enrôlement et l'appel des forces nationales et pour d'autres objets, » qui a été approuvée le 3 mars dernier ;

Attendu qu'il est reconnu dans ledit acte qu'il existe actuellement aux États-Unis une insurrection et une rébellion contre les autorités, et qu'il est, en vertu de la Constitution des États-Unis, du devoir du Gouvernement de supprimer l'insurrection et la rébellion, de garantir à chaque État la forme républicaine du gouvernement et de maintenir la tranquillité publique ;

Attendu que, pour atteindre ce but élevé, une force militaire est indispensable, et que toute personne doit de bon gré prêter son assistance pour l'organiser ;

Attendu qu'il n'y a pas de service plus méritoire et plus honorable que celui de prendre part au maintien de la Constitution et de l'Union, et, par conséquent, à la conservation d'un gouvernement libre ;

Attendu qu'en raison des motifs énoncés plus haut, il a été décidé par ledit acte du congrès que tous les citoyens valides des États-Unis, ainsi que les personnes d'origine étrangère qui auront déclaré sous serment leur intention de devenir citoyens sous la protection des lois existantes, âgés de vingt à quarante-cinq ans, sauf certaines exceptions qu'il n'est pas nécessaire de mentionner ici, sont requis pour constituer les forces nationales, et seront exposés à remplir des fonctions militaires au service des États-Unis, lorsqu'ils seront appelés par le Président pour cet objet ;

Attendu qu'il est réclamé, dans l'intérêt des personnes de naissance étrangères comprises entre les limites d'âge spécifiées dans ledit acte, lesquelles ont déjà déclaré par serment leur intention de devenir citoyens sous la protection et en conformité des lois des États-Unis ; que lesdites personnes n'ayant pas exercé le droit de suffrage ni joui d'aucune autre franchise politique sous l'empire des lois des États-Unis, il ne leur est pas absolument interdit par la déclaration susdite l'intention de renoncer à leur projet de devenir citoyens ; que ces

personnages, au contraire, conservent le droit de renoncer à ce dessein et de garder le privilège de citoyenneté et de résidence aux États-Unis, sous les obligations imposées par le susdit acte du congrès :

Par conséquent, afin d'éviter tout malentendu sur la capacité des personnes intéressées à faire le service requis par l'acte sus-énoncé et à lui faire sentir son plein effet, j'ordonne par le présent et je proclame que nulle réclamation fondée sur la qualité d'étranger ne sera reçue pour exempter des obligations imposées par le susdit acte du congrès, toute personne qui aura déclaré sous serment son intention de devenir citoyen des États-Unis sous le régime de ses lois, et qui se trouvera sur le territoire des États-Unis pendant la durée de la présente insurrection ou rébellion, à partir de l'expiration de soixante jours de la date de cette proclamation.

Ces réclamations, fondées sur la qualité d'étranger, ne seront pas plus accueillies en faveur de telles personnes qui auront, comme ci-dessus, déclaré leur intention de devenir citoyens des États-Unis, et auront exercé à une époque quelconque le droit de suffrage ou toute autre franchise politique dans l'intérieur des États-Unis, conformément aux lois du Gouvernement fédéral ou de quelques-uns des États.

En foi de quoi j'ai apposé à la présente le sceau des États-Unis.

Donné en la ville de Washington, le 8<sup>e</sup> jour de mai, l'an de Notre-Seigneur 1863, et de l'indépendance des États-Unis le 87<sup>e</sup>.

ABRAHAM LINCOLN.

*Par le président : W. SEWARD, secrétaire d'État.*

---

#### **Ordre de représailles donné par M. Lincoln.**

Résidence exécutive, 30 juillet 1863.

C'est le devoir de tout Gouvernement de donner protection à ses concitoyens, de quelque classe, de quelque couleur ou de quelque condition qu'ils soient, particulièrement à ceux qui sont légitimement engagés comme soldats au service public. La loi des nations et les usages et coutumes de la guerre, tels qu'ils sont pratiqués par les nations civilisées, ne permettent pas de distinction de couleur dans le traitement des prisonniers de guerre comme ennemis publics.

Vendre ou réduire en esclavage une personne prise à cause de sa couleur, et non à cause d'une violation des lois de la guerre, est un anachronisme des temps barbares et un crime contre la civilisation du siècle. Le Gouvernement des États-Unis donnera la même protection à tous ses soldats, et si l'ennemi vend ou réduit en servitude un individu à cause de sa couleur, le crime sera puni par des représailles sur les prisonniers de l'ennemi en notre pouvoir.

Il est ordonné, en conséquence, que pour tout soldat des États-Unis tué en violation des lois de la guerre, un soldat rebelle sera exécuté; que pour tout soldat des États-Unis réduit en esclavage ou vendu par l'ennemi, un soldat rebelle sera condamné aux travaux forcés, et maintenu dans ce travail jusqu'à ce que l'autre soit relâché et reçoive le traitement dû à un prisonnier de guerre.

A. LINCOLN.

---

**Réponse du président Lincoln à M. Seymour, gouverneur de New-York, à sa lettre du 3 août, demandant qu'avant de continuer les opérations de la conscription la constitutionnalité de la loi soit soumise à la Cour suprême.**

A M. Horatio Seymour, gouverneur de New-York, à Albany.

Executive-Mansion, Washington, le 7 août.

J'ai reçu et pesé attentivement la communication que vous m'avez adressée le 3 de ce mois. Je ne saurais suspendre le tirage au sort à New-York comme vous le demandez, parce que, entre autres raisons, le temps est trop précieux. Les chiffres que vous m'envoyez et qui, je suppose, sont corrects, rangent les douze districts représentés en deux classes de 8 et de 4. La différence du quotient, pour le tirage au sort dans ces deux classes, est assurément frappante puisqu'elle donne une moyenne de 2200 dans une classe, et de 4664 dans l'autre. Admettant que les districts soient égaux les uns aux autres en population, comme le veut le règlement qui les a formés, une telle inégalité mérite l'attention. Cependant il faut tenir compte de ce fait que s'il y a dans la ville beaucoup plus de personnes propres à l'état militaire que dans la campagne, c'est qu'il y a une immigration importante d'Europe et d'autres parties des États-Unis qui a été comprise dans le recensement de 1860 et qui a voté en 1862. Toutefois, je ne soutiendrai pas que ce fait explique suffisamment une si grande disproportion. J'ordonnerai le tirage au sort dans tous les districts, en commençant cependant dans chacun des quatre suivants : le 2<sup>e</sup>, le 4<sup>e</sup>, le 6<sup>e</sup> et le 8<sup>e</sup>, à ne faire tirer que 2200 noms qui est le quotient de l'autre classe en moyenne.

Après ce tirage, ces quatre districts, de même que le 17<sup>e</sup> et le 29<sup>e</sup>, seront enrôlés de nouveau avec soin; si cela vous est agréable, vos agents surveilleront l'opération. Chaque omission qui sera relevée par ce nouvel enrôlement donnera lieu à un tirage au sort spécial, tout en tenant compte aux districts des volontaires qu'ils fourniront dans cet intervalle. De toute manière, et autant qu'il serait possible, on aurait égard au nombre des volontaires fournis, et Votre Excellence sera prévenue de l'époque fixée pour commencer le tirage au sort dans chaque district.

Je ne m'oppose pas à une décision de la Cour suprême des États-Unis ou de ses juges sur la constitutionnalité de la loi de conscription. Nous luttons contre un ennemi qui pousse dans les rangs tous les hommes valides qu'il peut atteindre, comme un boucher qui chasse son bétail à l'abattoir. Il ne perd pas de temps à argumenter. Il produit une armée qui se tournera bientôt contre nos soldats victorieux, si nous ne les soutenons pas, comme ils doivent l'être, par des recrues. Il produit une armée avec une rapidité que nous ne pourrions pas égaler si nous perdons notre temps à réexpérimenter le système des engagements volontaires, déjà jugé par le congrès et reconnu insuffisant si nous en perdons plus encore à attendre de la Cour une décision sur la constitutionnalité d'une loi qui veut que ceux qui ne font pas de service actuellement aillent porter secours à ceux qui combattent; si enfin nous attendons indéfiniment qu'elle détermine d'une manière absolue si ceux qui doivent partir se trouvent exactement dans la proportion légale de ceux qui ne doivent pas partir. Mon but est d'agir justement et constitutionnellement, tout en étant pratique, pour remplir l'important devoir dont je suis chargé, et qui consiste à maintenir l'unité et les libres principes de notre commune patrie.

Votre obéissant serviteur,

A. LINCOLN.

**Circulaire adressée par le Gouvernement de Washington  
aux consuls des États-Unis en Europe.**

*Extrait.*

Département d'État, Washington, 12 août.

Monsieur, toutes les fois que les États-Unis se sont plaints de décrets par lesquels la Grande-Bretagne et la France accordaient prématurément aux insurgés le caractère de partie belligérante, les hommes d'État de ces pays ont répondu que de prime abord ils ont tous été d'opinion que les efforts du Gouvernement, pour maintenir l'union et conserver l'intégrité de la République, ne pouvaient réussir.

Afin de redresser ce jugement porté à l'avance sur une question aussi vitale, j'adressai, le 14 avril 1862, aux représentants des États-Unis à l'étranger, une lettre-circulaire dans laquelle je faisais l'exposé des opérations de la guerre sur mer et sur terre et présentais les résultats qui en avaient été la suite jusqu'à cette époque. Le préjugé que j'essayais alors de dissiper subsiste encore, et il est la base de tout ce qui, à dessein ou non, est dans la politique étrangère nuisible à ce pays. Grâce à la sympathie et à l'assistance qu'ils ont reçues du dehors, les insurgés ont pu prolonger leur résistance, et leur princi-



pale ressource est dans l'attente et l'espérance de recevoir encore un concours qui sera plus efficace. Une prudente sollicitude et les intérêts essentiels de la paix et de l'humanité chez nous, nous commandent donc également de faire un nouvel effort pour redresser ce préjugé.

(Suit le récit des événements de la guerre en 1862, et qui sont connus.)

Ce tableau rétrospectif de la campagne montre que nos armes ont fait de grands progrès dans l'Est. Les troupes de chacune des deux parties adverses ont combattu à forces trop égales pour qu'il en résulte de grands avantages pour l'une ou pour l'autre. Puis la nécessité de couvrir la capitale nationale dans toutes les éventualités a constamment restreint l'action de nos généraux et empêché les mouvements hardis et périlleux qui ordinairement conduisent à de brillants succès militaires.

Dans l'Ouest, toutefois, les résultats ont été plus heureux. 50 000 milles carrés ont été repris sur les insurgés. En consultant la carte ci-jointe, on verra que, depuis que l'insurrection a éclaté, le Gouvernement a recouvré son autorité sur un pays tout entier de 200 000 milles carrés, aussi considérable en étendue que l'Autriche ou la France ou la péninsule d'Espagne et de Portugal. Dans les diverses batailles et les sièges du mois de juillet, les insurgés ont, ainsi que je l'ai dit, perdu un tiers de toutes leurs forces.

Jefferson Davis, chef de la sédition, a proclamé depuis une levée de tous les hommes propres au service dans sa division militaire. Cette levée, si elle a véritablement lieu, épuiserait tous les moyens avec lesquelles on peut faire des soldats. Les insurgés calculent que le nombre total des conscrits qu'on se procurera ainsi sera de 70 000 à 95 000. Nos armées attaquent maintenant les insurgés sur tous les points avec des forces supérieures en nombre. Il s'agit d'une levée de 300 000 hommes de plus pour remplacer ceux qui ont accompli leur temps de service et de combler les vides opérés dans les rangs décimés de nos vieux régiments. Bien convaincu de la nécessité de cette mesure, le peuple se soumet volontiers aux demandes qui lui sont nettement faites.

Partout nos armées sont bien équipées, abondamment nourries, et tous les moyens de transport leur sont fournis. Les soldats qui ont deux années de service se comportent en vétérans, et dans tous les combats font preuve d'une grande solidité. Accoutumés au camp, endurcis par l'exercice et l'expérience, les soldats font des marches qui, au commencement de la guerre, eussent été impossibles. La nation se familiarise avec les armes, et prend aisément les habitudes de la guerre. De nombreux enrôlements volontaires augmentent les rangs de notre armée.

Tous les approvisionnements sont achetés en abondance et à bon marché en dedans de nos lignes. Le pays ne trahit aucun signe d'épuisement, de matériel ou d'hommes. Il a été satisfait à une réquisition de 6200 chevaux de remonte, et l'on a de Washington expédié tous les animaux en quatre jours. Notre emprunt est acheté au pair par nos citoyens, au taux moyen de 1 200 000 dollars par jour. L'or se vend sur notre marché à 123-128, et dans la région insurrectionnelle il est de 1200 pour 100 de prime.

Tous les ports insurgés sont bloqués, assiégés ou occupés par des forces nationales. La confédération projetée est dans un espace divisé par le Mississippi. Toutes les fortifications situées sur ses rives sont en notre pouvoir, et la flotte fédérale fait patrouille sur son cours.

Le Missouri, le Kentucky, le Delaware, le Maryland, tous États à esclaves, appuient le Gouvernement fédéral. Le Missouri a déjà ordonné que l'abolition graduelle de l'esclavage aurait lieu à l'expiration de sept années. Les États-Unis sont maîtres des quatre cinquièmes du Tennessee, des deux tiers de la Virginie, des côtes et des détroits de la Caroline du Nord, de la moitié du Mississippi, de la moitié de la Louisiane avec toutes ses grandes villes, d'une partie de l'Alabama, de toute la côte maritime de la Géorgie et de la Caroline du Sud, ainsi que d'une partie assez considérable de la côte de la Floride.

Avec les esclaves qu'ils possèdent encore au mépris de la proclamation du Président, les insurgés sont maintenant entassés dans les parties centrales et méridionales de la Virginie, de la Caroline du Nord, de la Caroline du Sud, de la Géorgie et de l'Alabama, tandis que les insurgés au delà du Mississippi se trouvent séparés du principal corps d'armée. D'un autre côté, quoiqu'il y ait moins de six mois que les lois ou les coutumes des États-Unis permettent à un homme d'origine africaine de porter les armes pour la défense de son pays, il y a maintenant en campagne 22 000 soldats de cette catégorie régulièrement enrôlés, armés et équipés.

D'un autre côté, 50 régiments de 1000 hommes chacun sont en train d'être organisés, et 62 000 individus de la même classe sont employés comme conducteurs de charriots, travailleurs et domestiques de camp. Ces faits prouvent que, comme l'insurrection continue, la malheureuse population servile, qui, au début, a été un élément de sa force, se porte aujourd'hui en faveur de l'Union.

Vous employerez les faits exposés dans cette circulaire de la manière la plus propre à convaincre ceux qui veulent voir renaître la prospérité commerciale par le rétablissement de la paix en Amérique que le moyen le plus prompt et le plus court d'atteindre le but désiré est de cesser de soutenir et de favoriser les insurgés, et de laisser

exclusivement au peuple des États-Unis le soin d'arranger nos querelles domestiques.

Je suis, etc.

WILLIAM H. SEWARD.

## GRANDE-BRETAGNE.

### **Correspondance relative au commerce anglais avec les Circassiens, le long de la côte de la mer Noire.**

Purlwell-Batley, près de Dewsbury, le 4 octobre 1862.

*Au très-honorable comte Russell.*

Milord, permettez-moi de demander à Votre Seigneurie si les négociants anglais peuvent librement commercer avec le peuple circassien le long des côtes de la mer Noire, conformément aux 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> articles du Traité de Paris du mois d'avril 1856, sans nul obstacle, vexation ni interruption de la part des vaisseaux de guerre russes.

J'ai l'honneur d'être, etc.

*Signé : THOMAS WEIGH FENTON.*

Foreign-Office, le 16 octobre 1862.

Monsieur, je suis chargé par le comte Russell d'accuser réception de votre lettre du 4 de ce mois, laquelle demande si les négociants anglais peuvent librement commercer avec le peuple circassien le long de la côte de la mer Noire.

En réponse à votre lettre, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'en se renseignant auprès du Gouvernement russe, le Gouvernement de Sa Majesté a été informé que toutes les entreprises commerciales qui n'avaient point de destination pour l'un des cinq ports d'Anapa, de Soukoum et de Redout-Kalé, de Goti et de Saint-Nicolas, légalement ouverts au commerce étranger sur le rivage asiatique, seraient contraires aux règlements sanitaires, de douane et de police, que le Gouvernement russe observe et fait strictement observer, et que tous les navires marchands ou bâtiments à vapeur se dirigeant sur un point quelconque de la côte orientale où les services douaniers et sanitaires ne sont pas régulièrement organisés et n'ont pas été officiellement notifiés, contreviendraient aux lois établies, et qu'en conséquence les croiseurs chargés de surveiller les côtes empêcheraient ces vaisseaux de transgresser les règlements de douane, de police, ainsi que les règlements sanitaires auxquels, dans la mer Noire, le commerce est légalement soumis.

En cet état des choses, lord Russell est d'avis que les vaisseaux anglais rencontreraient des obstacles de la part des croiseurs russes s'ils allaient vers un point quelconque de la côte orientale de Circassie entre les ports qui ont été ouverts par la Russie au commerce étranger, et qu'ainsi toute tentative d'ouvrir une communication avec aucun des ports ne ferait qu'amener des complications avec le Gouvernement russe, et produirait des pertes pour les personnes engagées dans une pareille entreprise.

---

**Réponse du comte Russell à la dépêche de M. Drouyn de Lhuys  
du 30 octobre 1862.**

Le comte Russell au comte Cowley.

Foreign-Office, le 13 novembre.

Milord, le comte de Flahault est venu au Foreign-Office lundi 10 courant, et m'a lu une dépêche de M. Drouyn de Lhuys relative à la guerre civile d'Amérique. Dans cette dépêche, le ministre des affaires étrangères constate que l'Europe a suivi, avec un intérêt douloureux, la lutte qui dure depuis plus d'un an sur le continent américain.

Il rend justice à l'énergie et à la persévérance dont les deux partis ont fait preuve, mais il fait observer que ces preuves de leur courage n'ont été données qu'au prix d'innombrables calamités et d'une immense effusion de sang. A ces accompagnements d'une guerre civile, il faut ajouter l'appréhension d'une guerre servile qui amènerait tant de malheurs irréparables. Quand bien même ces souffrances n'auraient atteint que l'Amérique, le malheur d'une nation amie aurait suffi pour exciter la sympathie et l'anxiété de l'Empereur, mais l'Europe aussi a souffert dans l'une des principales branches de son industrie, et ses artisans ont été soumis aux épreuves les plus cruelles.

La France et les Puissances maritimes, pendant cette lutte, ont gardé la plus stricte neutralité; mais les sentiments dont elles sont animées, loin de leur imposer l'indifférence, semblent au contraire exiger qu'elles viennent en aide aux deux parties belligérantes dans une tentative pour chercher à sortir d'une situation qui paraît n'avoir pas d'issue. Jusqu'ici les deux parties ont combattu avec un succès égal, et les dernières nouvelles ne présagent aucunement la prompte cessation de la guerre.

Ces circonstances, prises ensemble, semblent favoriser l'adoption de mesures pouvant amener une trêve. En conséquence, l'Empereur des Français est d'avis que le moment est venu d'offrir aux belligé-



rants les bons offices des Puissances maritimes. Il propose donc à Sa Majesté, aussi bien qu'à l'Empereur de Russie, de réunir leurs efforts, et auprès du Gouvernement de Washington, et auprès des confédérés pour amener une suspension d'armes de six mois, pendant laquelle tout acte d'hostilité direct ou indirect cesserait sur mer comme sur terre. La durée de cet armistice pourrait être prolongée, si cela était nécessaire.

Cette proposition, ajoute M. Drouyn de Lhuys, n'impliquerait, de la part des trois Puissances, aucun jugement sur l'origine de la guerre ni aucune pression sur les négociations pour la paix, qui, espère-t-on, pourrait être conclue pendant l'armistice. Les trois Puissances interviendraient seulement pour aplanir les obstacles, et seulement dans les limites que prescriraient les deux parties intéressées.

Le Gouvernement français est d'avis que, même dans le cas où elles n'auraient pas un succès immédiat, ces ouvertures pourraient être utiles en ce qu'elles donneraient l'idée à ces hommes, maintenant surexcités par la passion, de considérer les avantages de la conciliation et de la paix. Telle est en substance la proposition du Gouvernement de l'Empereur des Français, et je n'ai pas besoin de vous dire qu'elle attire l'attention sérieuse du Gouvernement de Sa Majesté. Sa Majesté est désireuse d'agir de concert avec la France pour toutes les grandes questions qui agitent le monde, et surtout à l'égard de la grande lutte qui divise aujourd'hui l'Amérique du Nord.

Ni Sa Majesté la Reine, ni la nation anglaise n'oublieront jamais la façon noble et empressée dont l'Empereur des Français a défendu le droit des gens et aidé à la cause de la paix, lors de la saisie des commissaires confédérés à bord du *Trent*. Le Gouvernement de Sa Majesté reconnaît avec plaisir, dans le dessein d'arrêter la guerre par des mesures amicales, les vues bienveillantes et les intentions humaines de l'Empereur. Il est d'avis aussi que, dans le cas où l'on ferait ce qu'il propose, le concours de la Russie serait extrêmement désirable.

Cependant jusqu'ici le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas été informé que le Gouvernement russe ait consenti à coopérer avec la France et l'Angleterre dans cette occasion, bien que ce Gouvernement puisse seconder les efforts de l'Angleterre et de la France pour atteindre le but proposé. Mais est-il possible actuellement d'atteindre ce but par le moyen suggéré par l'Empereur des Français? Telle est la question qui a été examinée avec soin et attention par le Gouvernement de Sa Majesté.

Après avoir pesé toutes les informations venues d'Amérique, le Gouvernement de Sa Majesté en est venu à cette conclusion, qu'il n'y a

pas lieu, dans le moment présent, d'espérer que le Gouvernement fédéral accepte la proposition suggérée, et qu'un refus de Washington empêcherait que l'on pût jamais réitérer l'offre en temps opportun. En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté pense qu'il vaut mieux suivre attentivement le mouvement de l'opinion publique en Amérique, et s'il y a des raisons d'espérer un changement, alors les trois Cours pourront se prévaloir d'un tel changement, et pourront offrir leurs bons offices avec plus de chances de les voir acceptés qu'elles n'en ont aujourd'hui.

Le Gouvernement de Sa Majesté communiquera à celui de France toutes les informations qu'il pourra recevoir de Washington ou de Richmond sur cet important sujet.

Votre Excellence peut lire cette dépêche à M. Drouyn de Lhuys, et en donner copie.

RUSSELL.

**Dépêche de lord Lyons au comte Russell au sujet des dispositions du nord de l'Union, touchant la guerre.**

Washington, le 1<sup>er</sup> janvier 1863.

Le terme du service d'une très-grande partie de l'armée expire au printemps ou au commencement de l'été. Si le sentiment actuel continue, très-peu d'hommes s'enrôleront de nouveau, des volontaires nouveaux ne se présenteront pas, et il sera impossible de faire exécuter des mesures de contrainte.

Déjà les désertions se multiplient; elles seraient beaucoup plus nombreuses si les hommes ne conservaient pas l'espoir de recevoir bientôt les arriérés considérables de solde qui leur sont dus. L'autre jour, dans le congrès, on a dit que plus d'un quart des officiers étaient absents de leurs régiments, quelques-uns en congé, mais la plupart sans congé.

La proclamation d'émancipation a déplu à beaucoup de monde; elle a rendu encore plus douteuse la possibilité de toute autre issue de la guerre que la séparation. L'impopularité et les insuccès de l'administration pèsent sur ses partisans et ils affaiblissent toute l'administration. L'attaque contre le cabinet par les sénateurs républicains lui a porté sans nul doute un grave préjudice. L'effet en continue dans les journaux.

Hier, un des journaux de Washington publiait le texte de résolutions pressant le Président de modifier son cabinet. Outre ces discussions de partis, il existe dans quelques-uns des États occidentaux, et surtout dans l'Indiana et l'Illinois, un mécontentement qui fait craindre plus qu'une opposition constitutionnelle. De plus, l'état

des finances devient réellement alarmant : la solde de l'armée est de six mois en retard.

Le parti démocratique cherche à profiter des embarras de ses adversaires sans s'engager lui-même dans une politique arrêtée. Il s'attaque aux arrestations arbitraires et aux autres mesures extra-légales du cabinet et surtout de l'administration de la guerre, mais il ne risque pas sa popularité en se déclarant contre la guerre, ou en prononçant le mot de « séparation. » Ses chefs savent qu'il passe pour être le parti de la paix et qu'il a réellement toutes les voix de ceux qui veulent la paix. Ils ne veulent pas s'exposer au danger de perdre d'autres voix en s'avouant désireux de la paix. Ils veulent jeter sur les républicains toute la responsabilité des mesures impopulaires qui pourraient devenir nécessaires.

La médiation étrangère ne paraît pas devoir être acceptée par la masse du peuple, et les démocrates seraient heureux de ne pas prendre leur part de l'impopularité de ce moyen. Suivant les apparences actuelles, la difficulté de maintenir la force numérique de l'armée paraîtrait devoir être la cause la plus probable de paix.

Toutefois de grands succès militaires pourraient raviver l'esprit belliqueux, et une invasion des États du Nord par les confédérés engagerait probablement un grand nombre de volontaires à s'enrôler pour une courte période dans le but de défendre leurs foyers. Il n'y a rien à présent qui soit de nature à faire savoir s'il pourra se présenter une conjoncture dans laquelle les Puissances étrangères pourraient contribuer opportunément et efficacement à mettre un terme à l'effusion du sang.

---

**Dépêche du comte Russell à propos de la proclamation  
d'émancipation du président Lincoln.**

Le comte Russell à lord Lyons.

Foreign-Office, le 17 janvier 1863.

Milord, la proclamation du Président des États-Unis, comprise dans la dépêche de Votre Seigneurie du 2 de ce mois, paraît être d'une nature très-étrange. Elle déclare émanciper tous les esclaves dans les lieux où les autorités des États-Unis ne peuvent exercer aucune juridiction ni faire de l'émancipation une réalité, mais elle ne décrète pas l'émancipation des esclaves dans des États ou parties d'État occupés par des troupes fédérales et assujettis à la juridiction des États-Unis, et où, en conséquence, l'émancipation, après avoir été décrétée, pourrait être mise à exécution. Il semblerait en résulter

que dans les États limitrophes et aussi à la Nouvelle-Orléans un propriétaire d'esclaves pourrait recouvrer son esclave fugitif par la voie légale ordinaire; mais que dans les dix États où la proclamation décrète l'émancipation un esclave fugitif arrêté en vertu d'un mandat légal pourrait résister, et que sa résistance, si elle avait du succès, serait soutenue et aidée par les autorités des États-Unis et les forces armées des États-Unis.

La proclamation, en conséquence, rend l'esclavage à la fois légal et illégal; elle rend les esclaves punissables pour s'enfuir loin de leurs maîtres ou fondés à être soutenus et encouragés à le faire, suivant la localité de la plantation à laquelle ils appartiennent et la loyauté de l'État où ils peuvent se trouver. Il ne paraît pas y avoir de déclaration de principes contraires à l'esclavage dans cette proclamation, c'est une mesure de guerre, et une mesure de guerre d'une nature très-contestable.

Le président Lincoln ayant deux fois fait appel au jugement du monde dans cette proclamation, j'ose dire que je ne pense pas qu'elle puisse ou doive satisfaire les amis de l'abolition qui veulent la liberté complète et impartiale pour l'esclave et non pas la vengeance contre le propriétaire d'esclaves.

Je suis, etc.

*Signé* : RUSSELL.

**Reponse du comte Russell à M. Mason, agent des États confédérés, en suite des réclamations adressées par M. Mason, en janvier 1863, contre la manière de voir du Gouvernement britannique au sujet du blocus des ports confédérés <sup>1</sup>.**

Foreign-Office, le 10 février 1863.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accusér réception de votre lettre du janvier, relative à la lettre que vous m'avez adressée le 7 juillet dernier au sujet de l'interprétation donnée par le Gouvernement de Sa Majesté à la déclaration relative au blocus, annexée au traité de Paris.

Je dois d'abord vous assurer que le Gouvernement de Sa Majesté regretterait beaucoup que vous eussiez vu un manque de respect dans ce fait que jusqu'ici il ne vous a été adressé qu'un simple accusé de réception de votre lettre.

Quant à la question qu'elle soulève, j'ai à vous dire que le Gouvernement de Sa Majesté ne voit aucune raison de modifier le langage employé dans ma dépêche du 15 février dernier à lord Lyons. Il paraît suffisamment évident au Gouvernement de Sa Majesté que la dé-

1. Voir les documents touchant l'interruption du blocus de Charleston, p. 54 et suiv.



claration de Paris n'a pu vouloir dire qu'un port doit être bloqué de façon à empêcher réellement tout accès, par tous les vents, et sans se demander si la communication a eu lieu par une nuit noire ou au moyen de petits steamers longeant les côtes, en un mot, qu'il est nécessaire que toute communication avec un port bloqué soit absolument impossible en toutes circonstances.

Par exemple, je dis qu'un blocus continuerait à exister légalement quand une tempête soudaine ou un changement de vent aurait momentanément dispersé la flotte du blocus. C'est là un changement auquel, d'après la nature des choses, un blocus est soumis. Un tel accident ne suspend pas et, à plus forte raison, ne rompt pas le blocus, tandis qu'au contraire si une force supérieure chasse l'escadre de blocus, le blocus est rompu, et pour le rétablir, il doit être de nouveau notifié aux neutres dans les formes d'usage.

La déclaration de Paris était en fait dirigée contre ce que l'on appelait autrefois « blocus sur le papier, » c'est-à-dire des blocus non soutenus par une force réelle ou soutenus seulement par une force navale notoirement insuffisante, telle que l'apparition momentanée d'un navire de guerre ou autre fait de ce genre.

La suffisance de la force navale pour maintenir le blocus doit toujours, jusqu'à un certain point, être une question de fait; mais il ne paraît pas que dans les nombreux cas portés devant les tribunaux de prise, en Amérique, il a été argué de l'insuffisance de la force par ceux qui eussent été intéressés à le faire pour contester la légalité de la prise.

En conséquence, l'interprétation donnée par le Gouvernement de la Reine à la déclaration de Paris a été qu'un blocus, pour être respecté par les neutres, doit exister en fait. Au moment où j'écrivais à lord Lyons, le Gouvernement de la Reine était d'avis que le blocus des ports du Sud ne pouvait pas être envisagé autrement; et assurément la manière dont il a été maintenu depuis ne permet pas aux Gouvernements neutres de prétexter que le blocus n'a pas été maintenu d'une manière effective et réelle.

Il convient d'ajouter que cette même opinion, quant à la signification et à l'effet de l'article de la déclaration de Paris, au sujet du blocus, ci-dessus exposée, a été admise par le représentant des États-Unis près la Cour de Saint-James (M. Dallas) pendant les communications qui ont eu lieu entre les deux Gouvernements quelques années avant la guerre actuelle, en vue de l'acquiescement des États-Unis à cette déclaration.

Je suis, etc.

*Signé : RUSSELL.*

---

**Correspondance échangée entre M. Edwards, chargé d'affaires  
de la Reine à Madrid, et le ministre des affaires étrangères  
d'Espagne.**

M. Edwards au marquis de Miraflores.

(Extrait.)

Madrid, 2 juillet 1863.

Le renseignement demandé par le Gouvernement de Sa Majesté britannique et exposé dans la note que j'ai eu l'honneur d'adresser à Votre Excellence le 25 mai tend à savoir si le Gouvernement espagnol, comme neutre dans la guerre actuelle de l'Amérique du Nord, en vue de diminuer autant que possible les ennuis et les préjudices auxquels est exposé le commerce neutre, a adopté ou est disposé à adopter, à l'égard des navires marchands en partance des ports d'Espagne, une règle qui est permise, sinon directement autorisée par le droit international dans le cas de croiseurs belligérants, règle d'après laquelle le navire de guerre d'un État belligérant n'a le droit de prendre la mer que vingt-quatre heures après que le dernier navire de guerre ou de commerce de l'autre partie belligérante aura quitté ledit port ou lesdites eaux.

Le marquis de Miraflores à M. Edwards.

(Traduction.)

Palais, 4 juillet 1863.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note du 2 courant en réponse à la mienne du 25 du mois dernier. Je vois par cette note que ce que le Gouvernement de Sa Majesté britannique désire savoir, c'est si l'Espagne, comme Puissance neutre dans la guerre qui afflige les États-Unis, a adopté ou est disposée à adopter dans ses ports, à l'égard des navires marchands de l'Amérique du Nord, la règle admise, sinon sanctionnée par le droit international à l'égard des croiseurs belligérants, d'après laquelle le navire de guerre d'un État belligérant ne peut prendre la mer qu'après que vingt-quatre heures se sont écoulées depuis le départ du même port du navire de guerre ou navire marchand de l'ennemi. En réponse, je dois vous dire que le Gouvernement de la Reine ma souveraine, non-seulement reconnaît la règle admise par le droit des gens, mais encore l'a appliquée dans plusieurs occasions et toutes les fois que son application a été requise par les parties intéressées. Je profite de l'occasion, etc.

Le marquis de MIRAFLORES.

---

**Discours royal lu par le lord-chancelier à la clôture  
du Parlement, le 28 juillet 1863.**

Mylords et Messieurs, nous avons reçu de Sa Majesté l'ordre de déclarer close la session du Parlement, et en même temps de vous dire que Sa Majesté reconnaît le zèle et l'assiduité avec lesquels vous avez rempli vos devoirs.

La Reine a vu avec un profond regret l'état actuel de la Pologne. Sa Majesté, de concert avec l'Empereur des Français et l'Empereur d'Autriche, a entamé des négociations dans le but d'obtenir l'exécution des stipulations du traité de Vienne de 1815 en faveur des Polonais.

Sa Majesté a la confiance que ces stipulations seront mises à exécution, et qu'ainsi une lutte douloureuse pour l'humanité et dangereuse pour la tranquillité de l'Europe pourra être menée à terme.

La guerre civile entre les États du Nord et du Sud de l'Union américaine continue malheureusement; elle est nécessairement accompagnée de grands maux, non-seulement pour les parties contendantes, mais encore pour des nations qui n'ont pas pris part à la lutte. Toutefois, la Reine n'a pas de raison de se départir de la stricte neutralité observée par elle depuis le commencement de la lutte.

La nation grecque ayant choisi le prince Guillaume de Danemark pour son roi, la Reine a pris des mesures dans le but de réunir les îles Ioniennes au royaume de Grèce. A cette fin, la Reine est entrée en communication avec les Puissances signataires du traité de 1815, qui a placé ces îles sous le protectorat de la couronne d'Angleterre. De plus, on s'assurera bien et dûment des vœux des Ioniens touchant cette union.

Diverses insultes barbares commises au Japon sur des sujets anglais ont nécessité, de la part de la Reine, une demande de réparation. Sa Majesté espère que le Gouvernement japonais fera droit à sa demande, sans qu'il soit besoin de recourir à des mesures coercitives pour les appuyer.

L'Empereur du Brésil a jugé à propos de rompre ses relations diplomatiques avec la Reine, parce qu'elle n'avait pas satisfait à une demande à laquelle elle n'a pas jugé qu'il fût possible d'accéder. La Reine ne désire pas la continuation de cette rupture, et elle serait heureuse de voir le rétablissement de ses relations avec le Brésil.

La Reine s'est empressée de sanctionner un acte qui donne effet au traité additionnel conclu par Sa Majesté avec le Président des États-Unis, pour la suppression plus efficace de la traite des noirs. La Reine a la confiance que la coopération du Gouvernement des États-Unis

secondera puissamment Sa Majesté dans les efforts que fait depuis longtemps l'Angleterre pour mettre un terme à la perpétration de ce crime honteux.

Messieurs de la Chambre des communes, Sa Majesté nous ordonne de vous remercier chaudement des subsides que vous avez libéralement accordés pour le service de l'année actuelle et pour la défense permanente des arsenaux et des docks de Sa Majesté. Sa Majesté nous ordonne de vous remercier pour l'apanage que vous avez voté pour l'établissement de S. A. R. le prince de Galles.

Mylords et Messieurs, la détresse que la guerre civile d'Amérique a infligée à une partie des sujets de Sa Majesté dans les districts manufacturiers, pour le soulagement desquels des dons si généreux et si magnifiques ont été faits, a un peu diminué, et Sa Majesté a donné son assentiment cordial aux mesures calculées pour avoir une influence bienfaisante sur ce malheureux état de choses.

Des symptômes de troubles se sont de nouveau manifestés dans la colonie de Sa Majesté, la Nouvelle-Zélande, mais Sa Majesté a la ferme confiance que, par des mesures sages et conciliatrices, appuyées par les moyens de répression convenables, l'ordre et la tranquillité seront maintenus dans cette précieuse colonie.

Sa Majesté a donné son assentiment à une mesure ayant pour but d'augmenter le revenu d'un nombre considérable de petits bénéfices, et elle a la confiance que cette mesure sera avantageuse aux intérêts de l'Église anglicane.

Sa Majesté a donné son assentiment à un acte pour la révision d'une grande partie du livre des statuts, et l'enlèvement d'une quantité de lois qui, devenues surannées ou inutiles, empêchent la condensation des lois.

Sa Majesté a éprouvé beaucoup de plaisir à donner son assentiment à l'acte plaçant sur un pied bien défini cette force volontaire qui a apporté l'élément le plus important aux moyens de défense du pays.

Sa Majesté a donné avec joie son assentiment à l'acte donnant force de loi au traité additionnel conclu par Sa Majesté avec le Président des États-Unis d'Amérique pour la suppression plus efficace de la traite des esclaves, et Sa Majesté a confiance que l'honorable coopération du Gouvernement des États-Unis assistera matériellement Sa Majesté dans les efforts que la Grande-Bretagne fait depuis longtemps pour faire cesser ce crime odieux. Sa Majesté a donné volontiers son assentiment à diverses autres mesures d'utilité, résultat de vos travaux dans la session actuelle.

Sa Majesté a observé avec plaisir que, malgré plusieurs circonstances contraires, la prospérité générale du pays continue. Bien qu'une grande détresse locale ait eu lieu en Grande-Bretagne, par suite de la



guerre d'Amérique, et en Irlande comme résultat de trois saisons défavorables, les ressources financières du Royaume-Uni ont été pleinement maintenues et son commerce général avec le monde n'a pas matériellement diminué. C'a été pour Sa Majesté une source de grande satisfaction de voir que les possessions de Sa Majesté aux Indes se relèvent rapidement des désastres qui ont récemment fondu sur elles, et entrent dans une voie de progrès social, financier et commercial, qui promet beaucoup pour la prospérité croissante de ces régions étendues.

En retournant dans vos divers comtés, vous aurez encore d'importants devoirs à remplir ; et Sa Majesté prie avec ferveur le Tout-Puissant de bénir vos efforts pour le bien-être et la prospérité de ses sujets, but de sa vive et constante sollicitude.

---

**Dépêche de lord Russell à lord Lyons sur l'attitude de la Grande-Bretagne vis-à-vis des États-Unis.**

Foreign-Office, le 28 juillet 1863.

Monsieur, j'ai laissé jusqu'ici sans réponse la dépêche de M. Seward, que M. Adams m'a remise il y a plus d'un mois.

J'ai agi ainsi en partie parce que les événements militaires dont parle cette dépêche, dans l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté, étaient loin d'être décisifs, et en partie parce que cette dépêche ne contenait pas de proposition qui pût amener le Gouvernement de Sa Majesté à une conclusion.

Les événements subséquents ont prouvé que le Gouvernement de Sa Majesté ne s'était pas mépris. Des victoires ont été remportées, des revers ont suivi ; on a pris des positions dans le voisinage de la capitale des confédérés, et ces positions ont été abandonnées. Ces événements ont été accompagnés d'une perte considérable d'hommes sur le champ de bataille et dans les hôpitaux, tandis que le congrès votait le bill de confiscation, et que la proclamation du général Butler à la Nouvelle-Orléans prouvait à quel point s'envenimait la lutte. L'approche d'une guerre servile, dans laquelle M. Seward insiste dans sa dépêche, nous avertit seulement qu'un autre élément de destruction peut être ajouté à ceux qui désolent aujourd'hui une contrée naguère si prospère et si tranquille.

Je n'ai rien de nouveau à dire non plus sur l'autre sujet dont j'ai fait mention.

Depuis le premier instant où la nouvelle nous est parvenue que neuf États et plusieurs millions d'habitants de la grande Union américaine s'étaient séparés et avaient fait la guerre au Gouvernement du

Président, jusqu'à l'époque actuelle, le Gouvernement de la Reine a tenu une conduite amicale, franche en Amérique; il est resté neutre entre les deux parties qui prenaient part à la guerre civile.

Ni la perte de la matière première de notre industrie, si nécessaire à une grande partie de notre population, ni les insultes constamment prodiguées à l'Angleterre dans des discours et des journaux, ni la rigueur exercée au delà de la pratique ordinaire des nations vis-à-vis des sujets de la Reine qui tentaient de forcer le blocus peu rigoureux des ports du Sud, rien n'a pu entraîner le Gouvernement de la Reine à s'écarter d'une ligne de la neutralité la plus impartiale. En ce moment, il n'a rien de plus à cœur que de voir s'accomplir le fait dont le Président parle dans sa réponse aux gouverneurs de dix-huit États, à savoir : la conclusion prompte et satisfaisante de cette guerre civile, inutile et dommageable.

Quant aux dispositions de l'opinion publique ici, le Président sait que la parfaite liberté de la presse sur tous les événements publics est en Angleterre l'usage invariable sanctionné par la loi et approuvé par le sentiment universel de la nation.

Je suis, etc.

Signé : RUSSELL.

**Avis du ministre des affaires étrangères au sujet du mode de vivre adopté pour la navigation du Mississippi.**

Foreign-Office, le 19 août.

Monsieur, j'ai reçu du comte Russell l'ordre de vous transmettre un extrait du *National Intelligence*, journal américain qui a été envoyé au Foreign Office par le ministre de Sa Majesté à Washington, et qui contient une copie d'un ordre du contre-amiral Porter, réglant le commerce des vaisseaux marchands dans le bas Mississippi.

Je suis, etc.

HAMMOND.

Les steamers destinés à la Nouvelle-Orléans avec des marchandises embarquées et permises par la loi seront convoyés jusqu'à Wicksburg, d'où une force suffisante sera prête à partir chaque lundi matin pour donner protection aux convois. Il ne sera permis à aucun vaisseau de descendre la rivière sans convoi, et les steamers sont obligés d'attendre une semaine s'ils n'arrivent pas pour le jour de la semaine indiqué pour le départ du convoi. Les vaisseaux armés cependant survenant pendant cet intervalle donneront aussi convoi; mais on ne peut pas compter sur la régularité de leur part. Cet arrangement commencera à partir du 10 août prochain.

---

## ITALIE.

**Arrêt rendu le 11 novembre 1861, par le tribunal de commerce de Marseille sur l'affaire des frégates napolitaines vendues par François II, et revendiquées par Victor-Emmanuel II.**

Dans le cours de l'année 1860, deux frégates napolitaines avaient été envoyées en réparation, l'une dans le port de Marseille, l'autre dans le port de Toulon.

Pendant le siège de la ville de Gaëte, où s'était réfugié le roi François II, roi des Deux-Siciles, le 23 janvier 1861, époque antérieure à l'entrée des assiégeants dans la ville, entrée qui ne date que du 14 février suivant, le général comte de La Tour, maréchal de camp, adjudant général de S. M. François II, roi du royaume des Deux-Siciles, ayant, quant à ce, disait-il, pleins pouvoirs de Sa Majesté, a vendu par acte notarié à Paris le navire la *Sannita* à M. Joseph-Adolphe-Théophile Serre, banquier à Paris, et ce en remboursement de fournitures et avances de fonds. M. Serre a revendu ce navire à MM. Spragues et Oxnard, négociants à Marseille, lesquels l'ont à leur tour revendu aussi à M. Pètre, aussi négociant à Marseille.

M. Pètre avait fait sortir le navire de l'arsenal de Toulon, où il était en réparation, sans opposition de la part de l'autorité maritime, ou plutôt avec le consentement formel du Gouvernement français, auquel l'autorité maritime en avait référé.

C'est dans ces circonstances que M. Bassa, consul du roi Victor-Emmanuel à Toulon, a introduit devant le tribunal de commerce de cette ville, contre les sieurs Pètre et Guérin, acquéreurs de la frégate la *Sannita*, à eux revendue par M. Serre, une action en revendication dudit navire.

Le tribunal déclara le sieur Bassa non recevable pour défaut de qualité, et, en outre, se déclara incompétent ; sur l'appel interjeté par M. le consul Bassa, la cour impériale d'Aix confirma le jugement en ce qu'il avait déclaré le sieur Bassa non recevable dans son action, mais le réforma au chef de déclaration d'incompétence.

C'est dans cette situation que se présente la cause devant le tribunal de commerce de Marseille.

Pour comprendre les conclusions de la demande, il faut ajouter qu'elles portent également sur la vente de la seconde frégate, la *Saeta*, consentie dans les mêmes conditions par M. le comte de La Tour, mandataire de l'ex-roi des Deux Siciles, au profit de MM. Caune et Labe, négociants à Marseille.

Au banc de la défense siégeaient : M<sup>e</sup> Berryer pour MM. Caune, Spragues, Oxnard et Pètre, acquéreurs des navires ; M<sup>e</sup> Berryer avait à ses côtés M<sup>e</sup> de Cadillan, son secrétaire.

M<sup>e</sup> Thourel, pour le consul-général du roi d'Italie ; à côté de lui avaient pris place M<sup>es</sup> Maurodi et Suchet, avocats.

M<sup>e</sup> Hornbostel, avocat, était chargé de la défense du syndic de la faillite Serre.

Les avoués des parties étaient M<sup>es</sup> Oddo, Coete, Pélissier et Clariond.

Voici le texte du jugement rendu :

Attendu que, par deux actes reçus à Paris par M<sup>e</sup> Dumont, notaire,

le 23 janvier 1861, le comte de La Tour, agissant comme mandataire de S. M. François II, roi des Deux-Siciles, en vertu de deux lettres datées de Gaëte des 24 et 29 décembre précédent, a vendu au sieur Serre un navire à vapeur, la *Samita*, alors ancré au port de Toulon, à l'exception des objets de guerre, au prix de fr., 450 000 et au sieur Camille Caune un autre navire à vapeur, nommé la *Saeta*, ancré aussi au port de Toulon, au prix de fr. 200 000;

Que ces deux actes portent que les prix se trouvent payés par des fournitures faites antérieurement au Gouvernement napolitain, et en espèces délivrées le jour même par les acquéreurs;

Attendu que ces deux bateaux à vapeur ont été revendus, savoir : la *Samita*, par le sieur Serre, aux sieurs Spragues et Oxnard, et par ceux-ci, au sieur Pètre, qui l'a démolie; et la *Saeta*, par le sieur Caune, au sieur Ladé;

Attendu que le sieur Castellinard, agissant comme consul de S. M. le roi d'Italie, et au nom et pour compte de son Gouvernement, a formé contre les acquéreurs de ces bateaux une demande en restitution ou en paiement de leurs valeurs, à raison de la nullité des ventes faites, le 23 janvier, aux sieurs Serre et Caune;

Attendu que le demandeur a prétendu qu'à l'époque de ces ventes, François II avait cessé d'être roi de Naples; que le signataire des actes aurait d'ailleurs disposé, sans pouvoirs suffisants et contrairement à la Constitution, de propriétés de l'État, et qu'enfin les ventes n'auraient pas été sincères et sérieuses;

Attendu que lorsque ces ventes ont été faites S. M. François II soutenait le siège de Gaëte; que si elle avait quitté sa capitale, elle était encore sur son territoire luttant pour le maintien de ses droits et dans le plein exercice de son pouvoir;

Qu'elle avait auprès d'elle ses ministres, les ambassadeurs de presque toutes les Puissances de l'Europe; que toutes reconnaissaient encore François II pour roi; que le Gouvernement français, tout en n'étant plus représenté auprès de lui, le traitait en roi et ne reconnaissait dans ses États aucune souveraineté que la sienne;

Attendu que le représentant de François II a contracté en France avec des Français; que le procès plaidé devant un tribunal français, doit se juger d'après les principes de la loi française;

Qu'il n'y a donc pas lieu d'apprécier le caractère et la portée des événements qui se passaient en Italie lors des ventes, et qui ne pouvaient, alors, produire d'effets que dans le pays même;

Attendu, sur le deuxième moyen de la demande, qu'il a été justifié par les documents produits, que, le 19 décembre 1860, les ministres du roi François II lui avaient exposé dans un rapport que les dépenses du siège absorbaient beaucoup de fonds; qu'on ne pouvait s'en procurer



par un emprunt, et qu'il convenait, en usant de la faculté réservée par l'art. 2 du décret du 1<sup>er</sup> juin précédent, de vendre des navires qui se trouvaient en radoub dans des ports français, navires non-seulement inutiles, mais causes de dépenses, et qui seraient remplacés plus avantageusement dans une réforme de la marine, pour en appliquer le prix aux besoins du siège ;

Que, sur ce rapport, un décret royal du même jour, contresigné par un ministre, a autorisé la vente de la *Sannita* et de la *Saeta* ;

Attendu que l'art. 2 du décret du 1<sup>er</sup> juin, cité dans le rapport, avait maintenu spécialement l'art. 88 de la Constitution, remise en vigueur par ce même décret ; que cet art. 88 autorisait le Gouvernement, dans les cas urgents, à pourvoir aux besoins de l'État par des expédients extraordinaires ; ce qui s'entendait d'expédients financiers, l'art. 88 étant relatif aux lois de finances ;

Attendu que le roi François II, se défendant dans la dernière fermeté de son royaume, se trouvait dans un de ces cas qui autorisent tous les expédients extraordinaires ;

Attendu que la Constitution a été respectée dans les formes dans lesquelles a été rendu le décret ;

Que les lettres des 24 et 29 décembre, et la vente du 23 janvier suivant, n'ont formé que l'exécution de ce décret délibéré, signé et contresigné conformément aux lois du royaume ;

Attendu, sur le troisième moyen de la demande, que c'est un fait prouvé au procès, que les sieurs Serre et Caune avaient fait au Gouvernement de François II des avances d'argent et des fournitures qui lui étaient nécessaires pour soutenir la guerre ; que si les actes du 23 janvier mentionnent que des espèces ont été délivrées le même jour, les acheteurs ont indiqué que des traites avaient été fournies et ont fait connaître les noms des banquiers chez qui elles ont été payées ;

Qu'on doit donc voir dans les actes du 23 janvier 1861 soit un paiement loyal fait à des sujets français qui avaient hasardé des fonds pour un Gouvernement étranger réduit aux plus dures extrémités, soit un moyen employé par ce Gouvernement, en vertu du décret déjà cité, pour se procurer encore quelques ressources, par la vente de deux bâtiments, dont l'un se trouvait hors d'usage, et l'autre était un simple yacht de plaisance ;

Attendu que le sieur Castellinard a pris des conclusions pour faire déclarer S. M. François II, sans qualité et sans droit, à ester en justice comme roi des Deux-Siciles, et pour faire écarter du procès la qualité prise par le comte de Latour, de maréchal de camp et d'aide de camp de François II ;

Attendu que le tribunal n'a dans le présent jugement qu'à constater

les qualités et les droits des parties, au moment où sont intervenus les actes objets du procès, sans avoir à apprécier les qualités ultérieures et actuelles des défenseurs qui sont d'une nation étrangère et qu'il met hors de cause ;

Par ces motifs :

Le tribunal déboute le sieur Castellinard en sa qualité, de sa demande et de ses conclusions, et le condamne aux dépens ; dit n'y avoir lieu par suite de statuer sur les demandes en garantie.

## PORTUGAL.

### **Discours prononcé par le Roi à la clôture de la session des Cortès, le 30 juin 1863.**

Dignes Pairs du royaume et Messieurs les Députés de la nation portugaise, en vous exprimant, au moment de prononcer la clôture de la session présente, combien je suis toujours heureux de me trouver entouré des représentants de la nation, je viens vous donner un témoignage public et solennel de ma satisfaction pour le zèle éclairé dont vous avez fait preuve dans l'accomplissement de vos importantes fonctions pendant cette longue et laborieuse période législative.

Après six mois consécutifs de travaux parlementaires non interrompus, vous avez réalisé des réformes profondes dans la législation ; préparé de nouvelles institutions de crédit ; donné de l'impulsion au régime fiscal dans le sens de la liberté ; aidé les travaux de routes dont le développement ne se fera pas attendre ; amélioré les conditions de la marine et de l'armée, si dignes de tous les soins ; aidé à l'accroissement de la richesse publique, constaté par l'augmentation des revenus de l'État ; applaudi aux preuves de considération accordées par une grande nation à un droit sacré<sup>1</sup> ; adopté des mesures nombreuses et utiles à l'égard de plusieurs espèces de services ; et prouvé, enfin, combien la libre action des institutions, éclairée par l'intelligence et encouragée par le dévouement, est puissante et efficace.

En complétant l'affranchissement de la terre et en lui donnant en-

1. En félicitant les Chambres d'avoir « applaudi aux preuves de considération accordées par une grande nation à un droit sacré, » Sa Majesté fait allusion à un incident qui avait appelé ici l'attention du public et dont le dénouement a satisfait en tout point l'amour-propre national. Il s'agissait d'un bâtiment de commerce portugais qui, en rade de Loanda, avait eu à souffrir des mauvais procédés d'un navire de guerre anglais *the Torch*. Le représentant du Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle à Londres ayant été chargé de s'en plaindre auprès de lord Russell, le Gouvernement de la Reine s'est empressé de faire droit aux réclamations du comte de Lavradio en blâmant sévèrement la conduite du commandant du *Torch*.

suite les moyens de se procurer plus facilement le capital qui doit la féconder, vous avez réalisé une entreprise difficile et des plus utiles, dont les bénéfices immédiats étaient prévus et sollicités par l'opinion, et dont les résultats immenses seront glorifiés par l'avenir.

Dans des questions moins importantes vous avez également prouvé votre vigilance, en accordant votre attention aux intérêts légitimes des industries typographiques, organes par lesquels toute illustration se fait jour, ainsi qu'aux besoins les plus urgents de l'alimentation des classes laborieuses, membres qui servent à répandre activement la vie sociale.

En donnant votre approbation au budget du royaume et des colonies, devoir essentiel dont l'accomplissement avait subi, pour plusieurs causes, une interruption aussi longue que funeste, vous avez rempli une des plus graves obligations constitutionnelles, fortifié les bases de toute organisation financière et accompli dignement votre tâche.

Tous les projets présentés par mon Gouvernement n'ayant pas été discutés et votés, faute de temps suffisant, des éléments abondants restent pour la session prochaine, et j'espère qu'elle ne sera pas moins profitable que celle-ci.

Il m'a été très-agréable de vous entendre manifester des sentiments que vous n'avez jamais démentis, lorsque vous avez appris la grâce dont il a plu à la Providence divine de gratifier mon mariage royal, en promettant à mon foyer une espérance, à la Couronne un héritier, et aux institutions un gage. La prospérité de ces royaumes et le bonheur de ma dynastie sont aussi intimement liés que l'ont été les joies et les douleurs de ma famille et celles de mon peuple. J'espère avec une foi profonde et une confiance aveugle dans la religion sainte de nos ancêtres, si honorée et respectée de tous, que Dieu rendra heureux un événement que le pays attend avec joie et mon cœur avec émotion.

En allant dans vos provinces et en rentrant chez vous, vous pouvez être fiers d'avoir ajouté à l'histoire parlementaire une page mémorable, à laquelle justice sera rendue par la postérité.

La session est close.

---

## PRUSSE.

### **Rapport du ministère sur la dissolution de la Chambre des Députés.**

Après que Votre Majesté eût daigné ordonner, le 27 mai de cette année, la clôture de la session de la Chambre des Députés, parce que

la majorité de cette Chambre avait refusé sa coopération au Gouvernement de Votre Majesté, nous avons exposé à Votre Majesté, dans le rapport du 15 juin de cette année, notre très-humble conviction qu'il fallait néanmoins, par de nouvelles négociations avec la représentation du pays, reprendre l'essai d'amener, dans le cours de cette année, la fixation légale du budget de l'État et convoquer la Chambre assez tôt pour qu'il fût possible d'arriver au vote avant la fin de l'année.

Nous ne pûmes en même temps nous dissimuler que des négociations ultérieures avec la Chambre actuelle n'offriraient aucune chance de s'entendre sur les questions en litige. L'attitude qu'avait prise la majorité de la Chambre vis-à-vis de Votre Majesté et de son Gouvernement, et les exigences par lesquelles cette majorité avait tenté de porter atteinte aux droits constitutionnels de la couronne, excluaient tout espoir d'une plus longue coopération et d'un résultat satisfaisant. C'est pourquoi nous nous permettions d'exposer à Votre Majesté respectueusement notre opinion dans ce sens, qu'une dissolution de la Chambre des Députés devait nécessairement précéder la réouverture de la session.

Avant de partir en voyage, Votre Majesté a daigné, dans le Conseil des ministres du 16 juin, agréer cette manière de voir et se réserver jusqu'après son retour la résolution définitive sur la date de la dissolution.

La situation des choses dans les États de Votre Majesté n'a motivé, depuis, aucune modification de nos propositions approuvées par Votre Majesté; mais, d'un autre côté, des projets se sont manifestés sur le terrain de la Constitution fédérale, dont les tendances évidentes sont d'affaiblir la position de la Prusse comme grande Puissance en Allemagne et en Europe, position qui forme l'héritage bien acquis de l'histoire glorieuse de nos pères, et que de tout temps le peuple prussien a été décidé à ne pas se laisser contester.

Dans ces circonstances, les sujets de Votre Majesté éprouveront le besoin de faire montre dans les prochaines élections qu'aucune divergence d'opinions publiques, en Prusse, n'est assez profonde pour compromettre, en présence d'une tentative dirigée contre l'indépendance et la dignité de la Prusse, l'unité du peuple et la fidélité inviolable qu'il a vouée à la dynastie héréditaire.

Les événements de ces derniers jours n'ont donc pu que nous confirmer dans les propositions respectueusement soumises à Votre Majesté au mois de juin, et, comme les nouvelles élections exigeront un délai de près de deux mois, les mesures approuvées par Votre Majesté dans le Conseil des ministres du 16 juin doivent être mises à exécution sans retard, afin qu'il soit possible à la Chambre de terminer



encore avant la fin de l'année les délibérations du budget. Nous proposons donc, dans la plus profonde soumission à Votre Majesté :

De daigner mettre à exécution le projet d'ordonnance ci-joint, concernant la dissolution de la Chambre des Députés.

Berlin, le 2 septembre 1863.

Le ministère,

DE BISMARCK-SCHOENHAUSEN, DE BODELSCHWINGH, DE ROON,  
comte d'ITZENPLITZ, DE MUHLER, comte DE LIPPE, DE  
SELCHOW, comte D'EULENBORG.

*Ordonnance concernant la dissolution de la Chambre des Députés.*

Nous, Guillaume, par la grâce de Dieu, Roi de Prusse, etc., etc.

Ordonnons, en vertu de l'article 51 de la Constitution du 31 janvier 1850, et sur la proposition du ministère, ainsi qu'il suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La Chambre des Députés est dissoute.

Art. 2. Notre ministère est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

GUILLAUME.

Berlin, le 2 septembre 1863.

*(Contresigné par tous les ministres.)*

## RUSSIE.

### **Rescrit impérial convoquant la Diète de Finlande.**

Nous, Alexandre II, par la grâce de Dieu, Empereur et Autocrate de toutes les Russies, Roi de Pologne, Grand-Duc de Finlande, etc., etc.

A nos amis et féaux sujets, aux États dans le grand-duché de Finlande, aux comtes, barons, à la chevalerie et à la noblesse, à l'archevêque, aux évêques, au clergé, à la bourgeoisie des villes et à la classe des paysans, mandons notre affection particulière et notre bienveillance souveraine, avec l'aide du Tout-Puissant.

Nous avons très-gracieusement pris en considération qu'un grand nombre d'affaires sérieuses et importantes pour le développement de la prospérité future du grand-duché de Finlande exigent la coopération des États du pays pour obtenir la solution que nous avons en vue dans l'intérêt du pays.

Convaincu que, dans les affaires si importantes pour la patrie qui sont renvoyées à leurs délibérations, les États du grand-duché iront avec confiance au-devant de nos intentions bienveillantes et consacreront aux objets à traiter un examen calme et réfléchi, tel que l'exigent leur caractère et le bien public, nous décrétons et ordonnons que le

Diète générale soit ouverte le 15 (3) septembre de l'année courante dans la ville de Helsingfors.

En conformité de quoi tous les États du grand-duché de Finlande doivent se trouver pour ledit jour dans ladite ville, nommément la chevalerie et la noblesse, d'après le règlement de la Chambre de la chevalerie du 6 juin 1626 et les annexes du 3 novembre 1778; dans le corps du clergé, l'archevêque d'Abo avec les évêques des couvents de Borgo et de Kuopio, ainsi qu'un prédicateur de chaque prieuré; de la bourgeoisie, deux délégués au plus de chaque ville maritime ou des plus grandes villes de terre ferme, et un délégué pour les petites villes; de la classe des paysans, un député de chaque circonscription judiciaire (*domsaga*), d'après les mandats diétaux tels que les prescrit la Constitution du pays. Ces mandats doivent contenir des pleins pouvoirs nécessaires, de façon à ce qu'on puisse entrer sans retard aucun dans la discussion des affaires qu'il nous plaira, dans notre grâce, présenter à la Diète.

C'est à quoi, vous tous, et chacun pour son compte, devez vous conformer.

Quant à nous, nous vous gardons à tous notre bienveillance impériale, et nous vous recommandons à la clémence particulière du Tout-Puissant.

Tsarskoé-Sélo, le 18 (6 juin) 1863.

ALEXANDRE.

Le ministre secrétaire d'État,

Comte ARMFELT.

## SERBIE.

### DOCUMENT SERBE.

#### Résumé historique des derniers événements de Belgrade, basé sur les dépositions des témoins oculaires<sup>1</sup>.

Le 3/5 juin, un juif, maître d'école, qui habitait une maison turque dans le quartier de *Deort-yol*, fut menacé par les Turcs du voisinage d'être expulsé de son habitation, en opposition avec le contrat de location, qu'il avait conclu. Entre trois et quatre heures de l'après-midi, le *Khodja* préposé à la police du quartier de la part de l'autorité turque, vint, accompagné de deux Turcs, procéder à l'expulsion du juif, disant qu'il agissait d'après les instructions du Pacha (gouverneur de la forteresse de Belgrade), et qu'il avait le pouvoir de mettre le feu à la maison plutôt que de permettre que le juif continue à l'ha-

1. Les deux documents qui suivent sont rétrospectifs et complètent ceux publiés par les *Archives* de 1863, t. II, p. 114 et suivantes.

biter. Le locataire effrayé s'enfuit ; les Turcs munis de haches commencèrent à détruire la cheminée ; le rassemblement de la foule, qui en résulta, motiva la présence du drogman de la police, Siméon Neschitch et de trois gendarmes, qui vinrent voir ce qui s'y passait ; un officier turc, qui était survenu sur ces entrefaites, dit au drogman qu'il allait lui-même se mêler de l'affaire et qu'il en soutiendrait l'exécution avec trois cents *Nizams* (soldats réguliers) tout prêts à accourir si l'autorité serbe y intervenait. Le drogman communiqua cette menace à la préfecture, dont le chef accompagné du *Voïvode* turc se rendit sur les lieux. Le *Khodja* et ses deux complices furent envoyés à la forteresse. Chemin faisant le *Khodja* déclara aux agents de la préfecture serbe et de la police turque, qui l'escortaient, qu'il aurait pu démolir la maison tout entière, le Pacha lui en ayant donné l'autorisation. On ne peut savoir ce qu'il y avait de vrai dans ces mots, mais le fait est, qu'en moins d'une heure on vit le *Khodja* et ses deux complices revenir libres dans la ville.

Un peu plus tard, vers sept heures, un garçon courut avertir la préfecture que les *Nizams* avaient tué un serbe à *Tchoukourstche-mé*. Le meurtre avait été occasionné par la circonstance que les *Nizams*, quoique arrivés à la fontaine après le Serbe, voulant puiser l'eau avant lui, l'avaient repoussé et avaient cassé sa cruche. Le drogman S. Neschitch y fut envoyé avec quelques gendarmes. Ces agents de l'autorité trouvèrent Sawa Pétrovitch, au service du *Bacal* Alexis Nicolitch, presque expirant auprès de la fontaine de *Tchoukour-tchesmé*. Sawa eut encore la force de dire qu'il avait été tué par trois *Nizams*, qui étaient encore là, ce que confirmèrent plusieurs femmes qui avaient vu de leurs fenêtres tout ce qui s'y était passé.

Les gendarmes transportèrent le mourant à la préfecture, et le drogman engagea les *Nizams* à l'accompagner chez le Voïvode turc, qui fera l'enquête. Les *Nizams*, pour s'y soustraire, affirmaient n'être pas les auteurs du crime ; mais sur la réponse du drogman qu'ils n'avaient rien à craindre s'ils étaient réellement innocents, ils consentirent à aller avec lui. Lorsque les *Nizams* de la police turque les virent s'approcher, une quinzaine de *Nizams*, précédés d'un officier, coururent à leur rencontre en croisant les baïonnettes. Le drogman leur dit : « Rentrez, il n'y a rien ; un des nôtres a été tué ; on fera une enquête. » Le drogman qui jusqu'alors s'était tenu tout près des trois *Nizams*, s'en éloigna d'un ou de deux pas, sur quoi on entendit la décharge d'un fusil du côté de la police turque, et l'on vit tout à coup, du front du bâtiment habité par la police, tomber du mortier, qui avait masqué jusqu'alors des créneaux pratiqués secrètement dans les murs. A la première détonation, l'officier, qui s'était avancé avec les *Nizams* à la rencontre du drogman, abaissa vers le sol le sabre qu'il tenait nu, et

à ce signal ses *Nizams* tirèrent. Le drogman, le gendarme Pierre Bonovitch et le garde de nuit Milan tombèrent morts; George pandour et le gendarme Alexis furent grièvement blessés. Le drogman était tout criblé de balles et son uniforme brûlait, parce qu'on avait tiré sur lui à bout portant.

Le seul gendarme qui n'avait pas été atteint se ménagea à l'aide d'une décharge la retraite vers la préfecture.

A partir de ce moment, les *Nizams*, rentrés dans la police, continuèrent à tirer à travers les créneaux et par les fenêtres sur tous les passants. Ils tuèrent ainsi devant la maison de Hadji Marco un garçon nommé Helia, de la corporation des chaudronniers; dans la maison d'Indjé-Tatar une femme nommée Marie Josephovitch; près de la maison de Hadji Marco, l'étudiant Théodor Loukitch, qui y était attiré par la curiosité. Ils se plaisaient même à tirer sur les cadavres de leurs victimes, ne permettant à personne de les enlever.

A la décharge continuelle des fusils, tout le monde vit que la sécurité publique était exposée aux plus grands dangers, et chacun s'arma pour sa défense. Cependant, un détachement de *Nizams*, sorti de la forteresse sous la conduite d'un officier, défilait à côté de *Bariak-Djami* pour se rendre à la police turque. La population réunie devant la maison de *Koutoula* s'opposa au passage de ces soldats, qui allaient renforcer ceux qui tiraient sur les Serbes. Au moment où ces *Nizams* étaient sur le point de se servir de la force et croisaient leurs baïonnettes, M. Garachanine arriva sur les lieux, et, après avoir très-longuement et très-vivement insisté auprès d'eux pour les engager à retourner dans la forteresse, ils firent semblant de vouloir rebrousser chemin si on leur donnait une escorte pour leur sûreté. M. Garachanine désigna à cet effet l'officier de la gendarmerie *Ioko Prokitch* avec quatre ou cinq gendarmes. Dès qu'ils arrivèrent sous cette escorte dans la rue de *Zeirek*, un des *Nizams* fit feu, et les autres, sur l'ordre de leur officier, suivirent son exemple. L'officier Prokitch tomba tué, et deux gendarmes furent grièvement blessés. Après cette décharge les *Nizams* en firent une autre sur le peuple qui accourait à la première détonation. Ici s'engagea une lutte qui fut courte à cause de la retraite que les *Nizams* effectuèrent vers la forteresse en passant par *Kalé-Meïdan*.

Ils emportèrent un des leurs tué ou blessé. Dès qu'il se fut rendu à la préfecture, M. Garachanine envoya appeler le *Voïvode* pour se concerter avec lui sur les mesures à prendre afin d'arrêter le feu, mais les *Nizams* du poste de la police turque ne laissèrent approcher personne; ils firent une nouvelle décharge sur tous ceux qui étaient en vue de la police, femmes et enfants y compris.

Le développement tout à fait combiné du conflit fait grandement supposer qu'il y avait eu entente préalable entre les troupes régulières



et les bourgeois turcs, contre la population serbe. Cette supposition acquiert un degré de vraisemblance par la circonstance, qu'en même temps que ces conflits partiels surgissaient dans le quartier turc et aux environs de la police, les *Nizams* qui étaient de garde à toutes les parties de la ville et les bourgeois retirés dans les cafés voisins commencèrent à tirer indistinctement sur tous les Serbes qui se trouvaient à portée de leurs fusils.

Le corps de garde de *Stambol-Kapou*, au premier bruit des coups de fusil, a immédiatement fermé la porte et s'est barricadé.

A *Varosch-Kapou* les *Nizams* tuèrent le cordonnier Nicola de *Yagodina*. Ourosch Prokitch, garçon épicier, Proka Frandafilovitch, orfèvre. Ceci causa un combat avec les Serbes, à la suite duquel, et après une demi heure de résistance, ils se retirèrent sur la porte de *Sava-Kapou*. En effectuant cette retraite ils tirèrent continuellement sur les maisons serbes auprès desquelles ils passaient, cassèrent toutes les vitres, tuèrent un Serbe, Ikioka George, et blessèrent une femme enceinte, Marie Pavlovitch, native de Carlovitz, au moment où elle allumait une veilleuse dans sa chambre.

S'étant réunis au corps de garde de *Sava-Kapou* ils ne cessèrent pas la fusillade tant que la trompette de la forteresse ne leur donnât à trois reprises le signal d'abandonner cette porte. Ont été blessés par cette fusillade les nommés : Costa Démétriévitch, Marian Stanischitch, aubergiste, Naoum Tanaskovitch, marchand de lait, et Stanischa Voukovitch, étudiant, qui déjà est mort de ses blessures.

Avant cette collision plusieurs Turcs avaient mis leurs femmes en sûreté dans la forteresse.

Quelques-unes de ces femmes avaient prédit le conflit aux dames serbes de leur voisinage, mais personne n'y avait cru.

Ce n'est qu'à présent qu'on comprend toute la portée de certaines menaces, de même que de certains avertissements et conseils amicaux de leur part.

Un certain nombre de Turcs étaient postés dans les mosquées d'où ils tiraient sur les Serbes, et dans leurs maisons, dans toutes les directions, rendant impossible le passage par les rues environnantes, et ne laissant personne s'approcher. Les Serbes prirent alors les embuscades pour les déloger. Dans la mosquée, près de l'église protestante, les Serbes, après une assez longue fusillade, offrirent aux Turcs de leur garantir la vie sauve s'ils se rendaient ; ils promirent de se rendre, mais lorsqu'on approcha d'eux pour leur tendre la main en signe de paix, ils tirèrent de nouveau et tuèrent sur place trois Serbes qui tendaient la main. La fusillade recommença, et ce n'est que plus tard qu'ils consentirent à se rendre et à être conduits dans la maison communale, d'où ils ont été plus tard conduits tous dans la forteresse.

Après leur départ de la mosquée, on y a trouvé une caisse remplie de poudre avec plusieurs fusils de réserve, ce qui prouve que l'attaque a été préparée.

Durant ce conflit, l'autorité serbe a en vain cherché à se mettre en rapport avec les agents de la police turque, pour s'entendre sur les moyens de faire cesser l'effusion du sang. Il a fallu donc s'adresser à Aschir-Pacha lui-même, lequel, vers minuit, a donné son assentiment à ce qu'une partie des troupes régulières serbes entrât dans la ville. Mais en présence d'une fusillade continuelle venant de tous les côtés, les troupes régulières, composées d'abord de deux et plus tard de trois compagnies, ne firent que rester sur la grande place jusqu'au matin du 4/16 juin. Vers quatre heures du matin du même jour, la fusillade dans la ville a été augmentée de celle venant des remparts de la forteresse, laquelle dernière se continuait même pendant que MM. les consuls et M. Garachanine étaient en conférence avec Aschir-Pacha, jusqu'au moment où ils en sont sortis pour rentrer en ville, en compagnie du *Caïmakam*, afin de reconduire dans la forteresse les *Nizams* et les autres Turcs qui se trouvaient dans la ville. La fusillade dans la ville et surtout dans le quartier du *Deort-yol*, quoique plus rare, n'a pas discontinué même pendant qu'on reconduisait les Turcs dans la forteresse. Au surplus, après le départ du corps de garde de *Stambol-Kapou* et des bourgeois qui s'étaient établis cette nuit dans les cafés environnant ce poste, on a blessé mortellement dans le même quartier, à coups de *yatagan*, un jeune Serbe qui a été montré au *Caïmakam*, et qui est mort à la suite de ses blessures.

D'après les premiers relevés approximatifs, le nombre de victimes de ce conflit a été, du côté des Serbes, de 26 tués et de 22 blessés.

La fusillade dans le quartier de *Deort-Yol* ayant continué dans la journée de lundi, le 4/16, jusqu'à ce que les musulmans de ce quartier aient fini par se rendre à l'appel qui leur a été adressé par le *Caïmakum* et M. Garachanine pour se rendre dans la forteresse, ce n'est qu'après leur départ, vers quatre heures de l'après-midi, que les troupes serbes ont pu occuper ce quartier, et dès ce moment jusqu'au bombardement l'ordre non interrompu y a été maintenu.

L'aurore du 5/17 juin trouvait la ville parfaitement tranquille; mais la fusillade partant des remparts de la forteresse recommença entre six et sept heures du matin.

Lorsqu'on avertit M. Garachanine que les *Nizams* tiraient sur les bourgeois dans la direction de l'église cathédrale, il envoya son drogman prier Aschir-Pacha d'ordonner aux *Nizams* la cessation des hostilités. Aschir-Pacha promit que la fusillade cesserait immédiatement. On ignore s'il donna des ordres en conséquence, mais le fait est que la fusillade continua encore de temps en temps.

A sept heures et demie du matin, Mehmed-Effendi Tabak-Ibraïmovitch vint communiquer à M. Garachanine l'invitation d'Aschir-Pacha de se rendre à la forteresse. Il se dit chargé de la même invitation pour M. Longworth et les autres consuls. M. Garachanine fit remarquer à Mehmed-Effendi les inconvénients auxquels il s'exposerait en circulant seul dans la ville, et lui conseilla de conduire plutôt à la préfecture deux Turcs qui étaient restés dans la ville, M. Garachanine prenant sur lui-même de faire parvenir à MM. les consuls l'invitation du Pacha. Tabak-Ibraïmovitch accepta cette proposition en ajoutant que le Pacha avait envoyé ses compliments à M. Garachanine, et le pria de lui envoyer du café et quelques chariots de foin. M. Garachanine donna immédiatement des ordres à cet effet, et s'empressa de communiquer à MM. les consuls l'invitation du Pacha en les priant de se rendre à la préfecture où il allait les attendre. Sur la place de la préfecture, se préparait au départ le convoi funèbre du drogman et de l'officier de la gendarmerie, et une foule nombreuse d'hommes, de femmes, de vieillards et d'enfants s'y étaient rendus.

Le convoi n'avait pas encore quitté la place de la préfecture, lorsque MM. les consuls de France et de Prusse y arrivèrent; et il ne s'était éloigné que de quelques mètres de *Stambol-Kapou*, en prenant la rue de *Férazia*, lorsque tout-à-coup on entendit de la forteresse une décharge de fusils, suivie d'une effrayante détonation d'artillerie. La foule se dispersa, et les soldats réguliers qui accompagnaient le convoi coururent reprendre leur station sur la grande place. Une grande partie de négociants et d'artisans avaient déjà commencé à ouvrir leurs magasins, d'autres suivaient le convoi. Au lycée, au gymnase et au séminaire, on tenait ce jour-là les examens annuels, qui avaient déjà commencé quelques jours auparavant. Le bombardement mit en fuite tout le monde dans la plus grande confusion.

Des mères perdirent leurs enfants, des fils leurs vieux parents, des frères, des amis abandonnèrent leurs malades cloués au lit, et qu'ils ne pouvaient pas sauver. Plusieurs jours après, bien des hommes erraient de village en village à la recherche de leurs femmes, enfants et autres parents.

Les troupes serbes, embusquées derrière de frêles maisons, ne répondaient que par la fusillade au feu meurtrier des canons de la forteresse. Pendant quatre heures et demie de bombardement, et tout jusqu'à présent, pas un des canons serbes ne fut déchargé ni introduit dans la ville.

Malgré cela, et en opposition avec sa promesse postérieure, Aschir-Pacha fit de nouveau décharger, vers les onze heures du soir, onze canons précédés et suivis de la fusillade, qu'aucun prétexte, pas même un coup de fusil, n'avait provoquée. On ignore même

jusqu'à ce jour le motif de cette attaque réitérée, de même qu'on ne connaît pas non plus les causes de la première.

Belgrade, le 19 juin, 1<sup>er</sup> juillet 1862.

---

### **Rapport sur la participation des troupes serbes aux événements des 3, 4 et 5 juin.**

La lutte engagée dans la soirée du dimanche, 3 juin, par suite de la provocation des *Nizams*, ayant pris des proportions tout à fait sérieuses, je reçus de M. le président du Conseil des ministres l'ordre de faire partir de la caserne deux compagnies d'infanterie pour les envoyer au secours de la police et l'aider à rétablir l'ordre troublé depuis quelques heures déjà. Il était alors onze heures environ. Je me rendis immédiatement de chez moi, où j'attendais des ordres depuis le commencement de la lutte, à la caserne où la troupe et tous les officiers disponibles réunis, se trouvaient prêts et attendaient mes ordres depuis le moment où les premiers coups de feu s'étaient fait entendre dans l'intérieur de la ville. A mon arrivée, j'ordonnai au lieutenant-colonel Yokitch, d'envoyer tout de suite sur la grande place deux compagnies avec recommandation expresse de ne point se mêler à la lutte et de ne tirer que dans le cas où elles seraient attaquées. La première compagnie, forte de 116 hommes, et la compagnie de chasseurs de 128 hommes, réunies sous le commandement du capitaine Leschiachine, quittèrent immédiatement la caserne et se rendirent au lieu indiqué, où je ne tardai pas à les suivre, accompagné du colonel Radisawe et du major Alimpitch. Après avoir fait ranger les deux compagnies dans l'angle de la place près du *Primiritelni-soud* (mairie), de manière à les tenir autant que possible à l'abri des feux qui pourraient être dirigés de la police turque occupée par les *Nizams*, je me rendis, toujours accompagné des deux officiers supérieurs qui étaient venus de la caserne avec moi, chez le consul de France où se trouvaient réunis tous les consuls, à l'exception de ceux d'Autriche et de Prusse, qui arrivèrent plus tard, le président du Sénat, le président du Conseil des ministres et le ministre de l'intérieur. Les deux compagnies déjà arrivées en ville ayant été jugées insuffisantes pour le maintien de l'ordre, dès qu'il fut question des démarches faites par M. le consul d'Angleterre auprès du Pacha pour effectuer la retraite des *Nizams* dans la citadelle, le major Alimpitch fut envoyé à la caserne pour appeler en ville une troisième compagnie, qui arriva vers trois heures du matin, et vint, sous le commandement du capitaine Vladimir Nicolitch, se réunir aux deux autres sur la place. Cette compagnie, formée d'hommes des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> compagnies, présentait un effectif de



112 hommes. Peu de temps après son arrivée, aussitôt que le jour parut, et pendant que les consuls et le président du Conseil étaient chez le Pacha, pour régler les conditions auxquelles on pourrait prévenir de nouveaux malheurs, une fusillade vive partit de la police turque, occupée par des *Nizams*, de la maison dépendante du *Fékié* occupée par des *Verlis* (bourgeois), et en même temps on tirait de la forteresse même, dans l'espace compris entre la Sawa et la place, au point que la rue même où se trouvait la demeure du consul de France était enfilée par les balles. Les trois compagnies, fidèles à la consigne donnée, s'abstinrent de répondre à ce feu, se massèrent en colonne serrée près de la maison Froukitch, et restèrent là dans le plus grand calme, attendant de nouveaux ordres.

Les choses étaient dans cet état, et la fusillade ne s'était pas ralentie un seul instant, lorsque vers cinq heures, et à la suite des démarches faites par M. le consul d'Angleterre, on vit arriver de la citadelle le *Caïmakam* chargé de faire cesser le feu des *Nizams*, et de déterminer leur retraite. Ils occupaient seulement *Stambol* et *Vidin-Kapou*, la police et la caserne turque; depuis la veille au soir déjà, ceux de Sawa et Varosch-Kapou s'étaient réglés sur la citadelle, et ces postes avaient été immédiatement occupés par les bourgeois armés, puis en partie démolis. Pendant les pourparlers entre le *Caïmakam*, les consuls et les ministres réunis chez le consul de France, toutes les dispositions nécessaires furent prises pour assurer l'ordre et la tranquillité au moment de la retraite des *Nizams*; et à cet effet une section (*vode*) fut dirigée sur Sawa-Kapou, sous le commandement du capitaine V. Nicolitch. La fusillade continuait encore, et, dans le mouvement opéré par cette section pour se rendre à son nouveau poste, un soldat eut la jambe droite traversée par une balle partie, selon toute probabilité, du *minaret* qui est en arrière de la caserne turque.

Aussitôt qu'on eut obtenu par l'intervention simultanée du président du Conseil des ministres et du *Caïmakam* la cessation du feu sur la place, et l'assurance que la tranquillité ne serait pas troublée au moment du passage des *Nizams*, la troupe et les citoyens armés, qui étaient arrivés sur la place depuis quelque temps, furent formés en haie pour maintenir l'ordre et protéger la retraite des *Nizams*, qui s'effectua dans le plus grand silence et le plus grand calme, sans que la moindre menace, la moindre provocation leur fussent adressées ni de la part de la troupe ni de la part des bourgeois.

Peu de temps après cette retraite, suivie de celle des familles turques qui ne s'étaient pas réfugiées dans la citadelle pendant la nuit, la troupe occupait les positions suivantes :

Une section à *Sawa-Kapou*, une section à *Stambol-Kapou*, une autre de la même compagnie à la police turque, les deux autres sur la place.

Une compagnie et trois sections, la plus grande partie sur la place, quelques sentinelles à l'entrée des rues étroites débouchant de la *Tcharschies* et de *Zeïrek* sur le *Kalé-Meïdan*, jusqu'à quatre heures de l'après-midi; les *Yerlis* s'étant obstinément maintenus dans le *Deort-Yol*, en tirant continuellement des coups de fusil, on évita d'y envoyer de la troupe pour prévenir toute collision entre elle et les Turcs; les sentinelles ne dépassèrent pas *Zeïrek*.

Pendant cette journée du 4, des patrouilles partant de ces diverses positions sillonnent la ville dans tous les sens et sans interruption; la tranquillité est maintenue sur tous les points avec le concours des citoyens sous le commandement du capitaine George Vlaïkovitch. La même vigilance se continue pendant la nuit; le calme n'a pas cessé un seul instant de régner. Le président du Conseil, le ministre de l'intérieur, le ministre de la guerre avec le major Alimpitch, réunis à la police, reçoivent pendant toute la durée de la nuit les rapports les plus rassurants sur l'état de la ville. Dès que le jour paraît, les sentinelles, placées la veille à l'entrée des rues qui débouchent sur le *Kalé-Meïdan*, rallient les troupes stationnées sur la place et qui, pleines de confiance dans la tranquillité qui règne partout, n'ont d'autre préoccupation que de prendre du repos.

Partageant la même confiance, le ministre de la guerre quitte vers huit heures et demie la police, pour aller jusqu'à sa maison, laissant au major Alimpitch le commandement des troupes, dont le nombre monte à 356 hommes, formant trois faibles compagnies morcelées et disposées à peu près comme la veille, savoir :

1° La compagnie et les trois sections commandées par le capitaine Leschianine, au repos sur la place, près de la baraque établie depuis quelque temps pour un panorama;

2° Deux sections de la compagnie de chasseurs, également au repos près de la maison Mischa en construction;

3° Une section de la même compagnie à *Stambol-Kapou*, et une autre à la place turque;

4° Et une section à *Sawa-Kapou*.

L'ordre donné et souvent répété n'a pas été changé un seul moment: l'unique mission de la troupe est toujours de venir en aide à la police pour le maintien de l'ordre dans la ville. C'est dans cet état de morcellement et de repos que le bombardement, précédé d'une vive fusillade, vient traîtreusement la surprendre vers neuf heures, au moment où le cortège funèbre de l'officier tué dans la soirée du dimanche vient de se mettre en marche; deux de nos soldats sont, dès le début, frappés sur la place par des éclats d'obus; l'un est blessé grièvement à la cuisse droite, et l'autre est atteint également, mais d'une manière moins grave.

A partir de ce moment, le rôle de la troupe change ; il ne s'agit plus seulement de maintenir l'ordre, cette tâche est devenue inutile, car les habitants se sont précipités de tous côtés pour fuir ; il faut songer à se défendre contre une sortie possible de la garnison de la citadelle et chercher à inquiéter, si l'on peut, les canonniers turcs, pour les forcer à ralentir leur feu. Sous la direction du major Alimpitch, les troupes se sont, à cet effet, postées dans les positions suivantes :

Une fraction est postée à l'entrée de la rue au coin de laquelle se trouve la fontaine désignée sous le nom de *Délina-Tchesmé* ;

Trois autres fractions sont établies à l'entrée de chacune des rues étroites qui débouchent sur le *Kalé-Méidan*, dans la partie comprise entre l'église et la rue de *Bariak-Djgmi*.

Des hommes, pris autant que possible parmi les meilleurs tireurs, sont disposés comme il suit, pour faire feu sur les embrasures et pour inquiéter les canonniers qui servent les pièces de la citadelle : à cet effet :

25 hommes, sous le commandement du lieutenant Néscha sont placés dans le Seminar ;

10 hommes sont embusqués à l'entrée de la petite rue, en avant de la maison Nicolaévitch, sous le commandement du lieutenant George Antitch ;

Le même nombre d'hommes sont embusqués à l'entrée de la rue, en avant de la maison Garachanine ;

20 à 25 hommes sont embusqués près des maisons Médevitch et Beschika.

Cependant des barricades commencent à s'élever, et, lorsque le ministre de la guerre, accompagné du major Zach, arrive sur les lieux vers onze heures, un certain nombre d'entre elles sont déjà en état de protéger passablement contre des feux de mousqueterie ; jusque-là, les outils ont manqué, et elles n'ont pu être établies qu'à l'aide des matériaux qu'on a trouvés sous la main. Mais bientôt le nombre des bras augmente par l'arrivée des paysans et des bourgeois qui sont revenus en ville après avoir mis leurs familles en sûreté ; des outils sont envoyés de la caserne, et, au milieu de la canonnade qui dura jusque vers deux heures de l'après-midi, les barricades se multiplient, se renforcent et s'étendent sur toute la ligne, depuis *Sawa-Kapou* jusqu'au *Dort-Yol*.

Tel est, dans la plus exacte vérité, l'ensemble des faits auxquels la troupe a participé depuis sa sortie de la caserne dans la soirée du dimanche 3, jusqu'à la fin du bombardement, dans l'après-midi du 8 ; jusqu'au moment où le Pacha, violant la parole qu'il avait donnée, a fait ouvrir le feu de la citadelle ; elle n'a cessé d'observer religieusement la consigne exclusive qu'elle avait reçue de maintenir l'ordre :

partout et constamment, elle a été admirable d'obéissance, de sang-froid et de résignation. Plus tard, pendant le combat auquel on l'avait provoquée, elle a montré que son courage égale la patience dont elle avait fait preuve jusqu'au dernier moment. Après, comme avant la sauvage agression du commandant de la citadelle, elle a parfaitement connu son devoir, et n'a cessé, comme chacun le sait, de le remplir jusqu'à ce jour.

Je pense avoir suffisamment démontré que la tentative d'attaque inventée par les Turcs pour donner un prétexte à un acte digne des temps les plus barbares, était naturellement impossible, et le bon sens le plus vulgaire doit se révolter contre l'audace ou la folie d'une pareille imputation. Les témoignages ne manquent pas pour certifier que, jusqu'aux premiers coups de canon tirés de la citadelle, nos troupes sont restées dispersées comme il a été dit, et que pas un seul coup de fusil n'a été tiré par elles jusqu'à ce moment.

En terminant ce rapport, interrompu plus de cinquante fois par les exigences incessantes de mon service, je proteste hautement contre toute déclaration contraire à l'exposé des faits tel qu'il est ici relaté. Je proteste également contre cette assertion de l'ennemi que des canons ont été vus dans la ville; je déclare, au contraire, que, jusqu'au moment où j'écris ces lignes, pas un seul n'y est entré : des dispositions d'artillerie ont été prises, il est vrai, dès que le bombardement a commencé, mais seulement aux environs de *Konak* et de la caserne; plus tard, dans l'après-midi, deux pièces de douze ont été transportées près de *Varosch-Kapou*; mais elles sont restées en dehors jusqu'au lendemain matin, où elles ont été rentrées dans la caserne.

*Le colonel, ministre de la guerre, signé : H. MONDAIN.*

Belgrade, le 27 juin 1862.

## SUÈDE ET NORVÈGE.

**Discours prononcé par S. M. Charles XV, le 22 juin, à la clôture du Storthing, à Christiania.**

Messieurs, neuf mois se sont bientôt écoulés depuis que j'ai ouvert votre session. Je vous ai alors signalé les affaires les plus dignes de votre attention avec une confiance entière, non-seulement dans le patriotisme et la sage modération du peuple norvégien, mais aussi dans son noble élan, dès qu'il s'agit du développement du pays.

Un coup d'œil rétrospectif sur cette session suffit pour me convaincre que mon attente n'a pas été trompée.

Nous devons apprécier nos travaux mutuels avec la conviction que



L'honneur et la prospérité de la patrie sont le but vers lequel tendent nos efforts, même dans les quelques cas où nous différons d'avis sur la meilleure manière de l'atteindre. Dans ces cas, un examen réitéré peut seul démontrer ce qu'exige véritablement le bien public, et j'espère particulièrement qu'un pareil examen amènera une entente à l'égard de certaines mesures concernant l'armée, sur lesquelles les opinions n'ont pu être conciliées durant le cours de ce Storthing.

Je me plais à reconnaître l'empressement que vous avez mis à subvenir aux exigences d'un développement progressif avec une sage appréciation de nos moyens.

Des deux voies ferrées à la construction desquelles le Storthing a consacré les sommes nécessaires, l'une formera un lien entre les royaumes unis, et l'autre contribuera puissamment à développer les ressources intérieures du pays.

Vous êtes allés avec confiance au-devant de mes désirs, en secondant mes efforts pour une solution satisfaisante de la question de révision du pacte d'union. Ces témoignages de confiance ont récompensé ma sollicitude constante pour tout ce qui peut cimenter l'union et fortifier les sympathies fraternelles des deux pays<sup>1</sup>.

Je vous remercie d'avoir accueilli ma proposition concernant l'achat du château de Oscars Hall ; il est doux à mon cœur que le peuple norvégien se soit approprié ce souvenir de mon père bien-aimé.

Ayant accompli vos travaux, vous pouvez en envisager les résultats avec satisfaction, et je forme des vœux pour que la divine Providence daigne en bénir les fruits.

En prononçant aujourd'hui la clôture du dix-septième Storthing ordinaire, je vous renouvelle, Messieurs, les assurances de ma faveur et de mon affection royale.

## TURQUIE.

**Hatt adressé au grand-vizir et lu à la Porte, le 6 mai, en présence de tous les ministres et de tous les patriarches, au retour du voyage du sultan en Égypte.**

Mon illustre vizir, les nouveaux témoignages de fidélité et de cordial attachement que toutes les classes de la population m'ont prodigués

1. Texte de la résolution prise le 15 juin par le Storthing :

« Le Storthing, qui maintient qu'une révision des dispositions unionelles, lorsque Sa Majesté trouvera que le moment d'y procéder sera arrivé, ne peut avoir lieu que sur les bases établies par le Rigsact, à savoir l'égalité des royaumes et le pouvoir indépendant de chacun d'eux sur toutes les autres affaires qui ne sont pas désignées comme unionelles, et qui trouve dans la déclaration de Sa Majesté du 18 février 1802

dans le cours de mon voyage et à mon retour dans ma capitale, répondent pleinement à ma bienveillance et à ma sollicitude pour elles, et j'en suis très-reconnaissant.

Au reste, je crois n'avoir pas besoin de le répéter, mon vœu le plus cher est de voir se développer de toutes façons la félicité et le bien-être de tous mes sujets ; et peu à peu, je l'espère, on recueillera les heureux fruits de mes constants efforts vers ce but.

Aussi, et tandis qu'avec la grâce de Dieu tous mes sujets trouveront dans l'extension de leur bien-être la récompense de leur fidélité pour moi, de mon côté je trouve dans la vive expression de leur amour et de leur sincère reconnaissance la plus belle récompense de mes efforts.

Je ne manquerai pas toutefois de recommander de nouveau à mes ministres de consacrer toutes leurs forces à cet objet, ainsi d'ailleurs que leur prescrivent leur droiture et leur fidélité, c'est-à-dire de mettre tous leurs soins et leur sollicitude à la réalisation de mes désirs pour le bonheur et la satisfaction de tous les habitants de mon empire.

J'ai été également très-sensible aux marques de respect qui m'ont été témoignées, dans les mêmes circonstances, par les sujets des Puissances amies, et je suis heureux de le faire connaître.

**Hatt impérial adressé au Paëba de Scutari (Albanie)  
contre la coutume de la vendetta.**

Personne n'ignore que la plus bienfaisante des réformes octroyée à mon empire est celle qui garantit la sécurité des personnes et de leurs biens ainsi que de leur honneur.

Tandis que mes sujets jouissent de ces bienfaits dans presque toutes les parties de mon empire, il se trouve que, dans certaines localités de la Roumélie, il existe encore un usage invétéré et insensé qui autorise l'héritier d'une personne tuée à tirer lui-même vengeance du meurtre, contrairement à tout principe de droit et de justice. Ainsi, les descendants d'une personne tuée osent, après vingt ou trente ans, tuer, comme par une légitime compensation, un des fils ou arrière-neveux du meurtrier. Cette coutume, en vigueur depuis un temps immémorial, fait chaque année des milliers de victimes.

Ce déplorable état de choses est venu à ma connaissance : il est contraire aux préceptes de Dieu, ainsi qu'à ma sollicitude impériale pour le bien-être de mes peuples.

la preuve qu'elle partage cette opinion touchant les conditions d'une révision en même temps qu'un témoignage de sa haute sollicitude pour l'union et pour l'indépendance de chaque royaume, décide que les documents communiqués au Storthing le 6 octobre dernier seraient déposés au protocole. »

Si un meurtre semblable avait lieu à Constantinople, il serait jugé en présence du cheik-ul-islam, les témoins seraient scrupuleusement entendus, et, après la constatation du crime, aurait lieu l'application de la peine.

Dans le cas où un pareil crime se reproduirait dans la province, la procédure sera celle-ci :

Le conseil provincial examinera tout cas de cette nature d'après la loi et les règlements en vigueur ; il rédigera la sentence et l'expédiera accompagnée d'un rapport au petro-hane qui, après l'avoir approuvée, l'enverra au grand conseil, qui lui-même me la soumettra. L'exécution du coupable ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'un firman et conformément aux prescriptions du code pénal.

Dorénavant les héritiers de l'individu tué devront, aussitôt après la perpétration du meurtre, en informer le commandant du lieu, qui, après avoir instruit le procès, devra s'emparer du meurtrier. Si celui-ci essayait de fuir, on devra expédier des zaptiès à sa recherche, avec ordre de l'arrêter et de l'envoyer au chef-lieu de la province. Le meurtrier et les héritiers de la personne tuée comparaitront devant le tribunal, qui les entendra conformément à la loi. La sentence, prononcée avec impartialité, sera renvoyée, avec le meurtrier, au chef de l'eyalet, qui transmettra à Constantinople ladite sentence, en l'accompagnant d'un rapport spécial.

Conformément à mon iradé, le meurtrier devra être puni ; s'il tentait de s'évader, il serait mis aux fers, et ceux qui auraient facilité son évasion seront condamnés aux galères. Personne ne pourra, comme cela se faisait autrefois, incendier la maison du meurtrier ou dévaster ses biens.

Si, malgré la présente ordonnance, l'héritier d'une personne tuée doit à l'avenir commettre un acte de vendetta, il serait procédé contre lui sans délai d'après le code pénal, et les parents du coupable seraient exilés en Anatolie s'ils sont originaires de la Roumélie, et en Roumélie s'ils sont originaires de l'Anatolie, c'est-à-dire dans des pays éloignés de leur domicile.

On rendra publiques ces décisions prises de concert avec mon conseil et sanctionnées par mon firman impérial.

(Juin 1863.)

---

## DEUXIÈME PARTIE.

---

### DOCUMENTS TOUCHANT DIVERS CAS DE DROIT MARITIME.

---

CORRESPONDANCE RELATIVE AUX INSTRUCTIONS DONNÉES AUX OFFICIERS DE LA MARINE DES ÉTATS-UNIS A L'ÉGARD DES VAISSEaux ET DES COURRIERS NEUTRES, AINSI QU'UNE CORRESPONDANCE ENTRE M. ADAMS ET LE COMTE RUSSELL AU SUJET DES DROITS DES NEUTRES ET A PROPOS DE LA SAISIE DU STEAMER ANGLAIS « LE LABUAN, » OPÉRÉE A MATA-MORAS <sup>1</sup>.

---

#### **Note de lord Russell à M. Adams.**

Foreign-Office, le 10 mai 1862.

Monsieur, dans la lettre que j'ai eu l'honneur de recevoir de vous hier, vous me paraissez avoir confondu deux choses distinctes. L'acte relatif à l'enrôlement à l'étranger a pour but d'empêcher les sujets de la couronne d'aller à la guerre, quand le souverain n'est point en état de guerre. C'est ainsi qu'il est interdit à des particuliers d'équiper un vaisseau de guerre dans nos ports, ou de s'enrôler au service d'un État étranger qui est en guerre avec un autre État, ou au service d'insurgés contre un souverain ou un État étranger.

Les personnes agissant ainsi feraient alors la guerre, et par là compromettraient le nom de leur souverain et celui de leur nation. Mais ce n'est pas là ce que font les armateurs et les patrons des navires marchands portant des munitions de guerre. Sont-ils pris pour forcer un blocus ou pour porter de la contrebande de guerre à l'ennemi de celui qui les prend? Ils se résignent à la capture, sont jugés et condamnés à perdre leur cargaison. Telle est la pénalité infligée par la

1. Dans le cours de cette correspondance, M. Adams avait demandé au Gouvernement britannique d'intervenir contre le trafic illicite auquel se livrent des sujets anglais. Il représentait que de graves embarras en étaient résultés pour le Gouvernement fédéral, et que la saisie du *Labuan* provenait de ces embarras mêmes.



loi des nations à un tel délit; et en demandant au Gouvernement de Sa Majesté d'interdire cette sorte d'entreprises, vous lui demandez, en effet, qu'il fasse ce qu'il appartient aux vaisseaux en croisière ou aux tribunaux des États-Unis de faire pour leur propre compte.

Il ne peut y avoir qu'une seule raison pour demander une semblable intervention de la part de la Grande-Bretagne : c'est que le blocus est en réalité insuffisant, et que les bâtiments marchands peuvent impunément entrer dans les ports bloqués. Mais c'est un argument sur lequel, je présume, vous n'insisterez pas. Le Gouvernement de Sa Majesté a jugé que le blocus était sérieux, et il s'est, en conséquence, résigné à tous ses inconvénients.

Tout ce qu'il peut espérer, c'est que si la résistance devient inutile, les États confédérés renonceront à la lutte, et que si, d'un autre côté, le rétablissement de l'union paraît impossible, l'œuvre de destruction qui se poursuit maintenant pourra cesser. Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut que désirer la prospérité des États-Unis, quelle que soit l'issue de la guerre actuelle.

Je suis, etc.

*Signé : RUSSELL.*

---

#### Réponse de M. Adams.

*(Extrait.)*

Londres, 12 mai 1862.

Votre Seigneurie voudra bien me pardonner si je lui fais observer qu'elle semble avoir oublié un point qui, selon moi, n'est pas d'une médiocre importance, et le voici : C'est que le Royaume de la Grande-Bretagne s'efforce, suivant l'esprit comme suivant la lettre, de maintenir, vis-à-vis d'une nation étrangère en bons rapports avec lui, le principe de neutralité, sinon d'amitié, qu'il s'est engagé à observer.

On n'entend point prescrire le mode précis dont cela devra s'accomplir. Le langage même de la proclamation de Sa Majesté donne justement le droit de conclure qu'il y a certainement une violation de cette neutralité à tolérer, de la part des sujets de la Grande-Bretagne, une conduite pareille à celle qu'il m'a été jusqu'ici pénible d'exposer. Car il est déclaré dans cette proclamation que les actes précisément comme ceux dont j'ai été forcé de me plaindre sont commis contrairement au devoir des sujets envers Sa Majesté comme souveraine, et encourrent son extrême déplaisir. Si donc tel est le véritable caractère des actes sur lesquels j'ai appelé jusqu'à présent l'attention de Votre Seigneurie, ils méritent assurément de la part des ministres de Sa Majesté quelque chose de plus que de dire qu'on les laissera commettre sans les réprouver, à moins que la punition ne soit infligée par la nation à laquelle ces actes sont destinés à nuire.

Le but du Gouvernement des États-Unis n'a pas été de s'épargner l'embarras d'exercer la vigilance pour capturer ceux qui violent la loi; il a été plutôt d'éviter la nécessité d'appliquer, pour la sécurité du Gouvernement, contre les sujets britanniques livrés à ces entreprises illicites, d'autres mesures coercitives qu'a rendues impérieuses la conviction qu'on ne peut absolument rien attendre du Gouvernement de Sa Majesté pour empêcher ces actes de violation. Le Gouvernement a eu plutôt pour but d'éviter le risque de confondre l'innocent avec le coupable, parce qu'il arrive que tous sont enveloppés dans un soupçon général.

Enfin, il a voulu supprimer aussitôt que cela serait compatible avec sa propre sûreté les restrictions mises sur le commerce avec les pays étrangers et dont ces malfaiteurs s'efforcent avec tant de persévérance de prolonger la durée. Le langage de Votre Seigneurie ne me permet guère d'espérer que le Gouvernement de Sa Majesté veuille concourir à ce but. Néanmoins, oserai-je espérer que le temps n'est pas bien éloigné où les obstacles disparaissant d'eux-mêmes épargneront aux deux pays la pénible nécessité de continuer davantage la discussion.

Je suis, etc.

*Signé* : CHARLES-FRANCIS ADAMS.

---

**Réponse du comte Russell à M. Adams.**

Foreign-Office, 17 mai 1862.

Monsieur, je ne veux pas prolonger cette correspondance. Je vous ferai seulement une remarque en réponse à cette lettre. Si, en vertu de la prérogative de la couronne ou de l'autorité du Parlement, le Gouvernement britannique avait prohibé ou eût pu empêcher l'envoi, par bâtimens marchands anglais, d'armes et de munitions aux États confédérés, et qu'il eût permis le transport d'articles de guerre en contrebande à New-York ou à d'autres ports fédéraux, le Gouvernement de Sa Majesté se fût départi de la position neutre qu'il a prise et maintenue.

Si d'un autre côté le Gouvernement de Sa Majesté avait prohibé ou eût pu empêcher le transport d'armes et de munitions aux deux parties belligérantes, il eût enlevé aux États-Unis une grande partie des moyens qui les ont aidés à poursuivre la guerre.

Les armes et munitions reçues de l'Angleterre et d'autres Puissances neutres ont permis aux États-Unis d'équiper les formidables armées actuellement occupées à combattre les États du Sud, tandis que, par le moyen du blocus établi par le Gouvernement fédéral, les États du Sud ont été privés de pareils avantages. L'observance impartiale des obligations neutres par le Gouvernement de la Reine a été ainsi entière-

ment avantageuse à la cause de la plus puissante des parties belligérantes.

Je suis, etc.

*Signé* : RUSSELL.

---

CORRESPONDANCE ENTRE LORD RUSSELL ET M. ADAMS AU SUJET  
DES AGENTS CONFÉDÉRÉS EN ANGLETERRE.

*(Communiquée au Parlement le 28 avril 1862.)*

**Le comte Russell à M. Adams.**

Foreign-Office, 20 avril 1862.

Monsieur, à l'égard des plaintes que vous avez faites de temps en temps au sujet des marins anglais qui sont entrés au service des confédérés, je vous ferai observer que jusqu'ici les autorités des États-Unis n'ont pris aucune mesure pour empêcher les sujets britanniques de s'enrôler au service militaire ou naval des États-Unis. M. Seward a, au contraire, justifié les moyens employés, pourvu qu'on n'engageât, ni par la subornation, ni par l'intimidation les marins anglais à entrer au service fédéral. Vous apercevrez aisément le justice de la demande que je vais vous faire, c'est-à-dire qu'avant de réitérer vos plaintes sur l'enrôlement des marins anglais au service des soi-disant États confédérés, vous donniez la preuve que tous les sujets britanniques servant dans l'armée ou la marine fédérale ont été renvoyés, et qu'il a été donné des ordres prescrivant de ne point enrôler ou engager ces individus à servir sous les armes contrairement à la teneur de la proclamation de Sa Majesté.

RUSSELL.

---

**Le comte Russell à M. Adams.**

Foreign-Office, le 16 avril.

Monsieur, en réponse à votre lettre du 10, dans laquelle vous niez de nouveau qu'il soit vrai que des hommes aient été recrutés dans ce pays pour l'armée des États-Unis, je pense devoir vous communiquer la substance d'un rapport qui vient d'être fait au Gouvernement de Sa Majesté sur le nombre des individus embarqués comme émigrants de Queenstown à New-York. Dans la dernière quinzaine, 1278 émigrants ont été embarqués. Le plus grand nombre sont des jeunes hommes forts et actifs. Ils sont destinés à l'armée des États-Unis, cela n'est plus douteux, et plusieurs d'entre eux ne le nient pas. Un certain nombre de ces hommes sont des miliciens de Cork et du voisinage, et ils ont informé le contrôleur de l'émigration qu'ils gagneraient de 250 à

300 dollars. Il paraît que l'on a séduit les jeunes gens par l'appât d'une aussi grosse somme. C'est le bruit qui court dans le pays. On dit aussi que leurs amis, en Amérique, reçoivent des sommes semblables pour les attirer et les faire venir à New-York.

Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de surcharger cette lettre des documents plus ou moins véridiques qui sont parvenus au Gouvernement de Sa Majesté et qui sont venus prouver la réalité des enrôlements pour l'armée des États-Unis. J'ajouterai seulement que je suis informé qu'environ 800 jeunes gens étaient inscrits pour se rendre à New-York par le steamer du 9; que l'on disait ouvertement que ces jeunes gens allaient rejoindre l'armée du Nord, et que, bien que la compagnie Imman ait ajouté des steamers supplémentaires, elle ne peut cependant pas suffire; le nombre des passagers demandant à partir est si grand qu'ils ne peuvent tous être embarqués, et que, par conséquent, on en laisse plusieurs centaines par semaine.

Je suis, etc.

RUSSELL.

---

**M. Adams au comte Russell.**

Légation des États-Unis, Londres, 18 avril.

Milord, je vous suis fort obligé pour la courtoisie dont vous avez fait preuve en me communiquant la substance d'un rapport adressé au Gouvernement de Sa Majesté, pour le nombre de personnes embarquées à Queenstown comme émigrants.

Le fait qu'un grand nombre d'individus, spécialement Irlandais, a désiré depuis quelque temps se rendre aux États-Unis, m'a été indiqué par les fréquentes demandes de passages adressées à cette légation. Une grande partie de ces demandes contiennent des offres d'enrôlement au service des États-Unis. Ces hommes, cela n'est pas douteux, sont plus ou moins influencés par les primes élevées offertes en Amérique, dont les journaux ont parlé depuis quelque temps. A toutes ces demandes il a été uniformément répondu que le Gouvernement des États-Unis ne nous avait en aucune façon autorisé à écouter des propositions de ce genre ou à faire des enrôlements quels qu'ils soient.

Ordre a été donné aux consuls respectifs de faire la même réponse. Je n'ai aucune raison pour croire qu'aucun citoyen des États-Unis, revêtu d'une autorité officielle quelconque en Angleterre, ait agi différemment.

J'ajouterai, comme explication des émigrations qui ont eu lieu, qu'un gentleman influent en Amérique, aujourd'hui à Londres, et qui est en position de bien savoir, m'a informé dernièrement que quelques-unes des grandes compagnies de l'ouest des États-Unis ayant



expérimenté l'inconvénient résultant de ce que les ouvriers du pays peuvent être appelés pour la guerre, font de grands efforts pour s'en procurer dans les autres contrées, ce risque n'existant pas pour les étrangers. Il se peut que quelques-uns de ceux qui désirent traverser l'Océan dans le but d'être enrôlés comptent tirer avantage de l'occasion qui leur sera ainsi donnée. De plus, la rareté des travailleurs aux États-Unis est un fait qui n'est point douteux. J'apprends par des sources particulières que les salaires sont considérablement augmentés.

Je crois que ces causes, jointes à la détresse qui, dit-on, existe en Irlande, peuvent expliquer le phénomène d'émigration sur lequel il a plu à Votre Seigneurie d'appeler mon attention.

Je suis, etc.

CH.-FRANCIS ADAMS.

#### AFFAIRE DU PETERHOFF.

L'affaire du *Peterhoff*, qui a failli un instant renouveler les craintes causées par l'incident du *Trent*, a soulevé dans le Parlement et dans la presse britanniques des discussions fort vives par la nature des questions soulevées.

Voici les faits :

Au mois de janvier 1863, le *Peterhoff* quittait le port de Londres, à destination de Matamoras (Mexique). Il avait à son bord une cargaison de marchandises diverses appartenant à des sujets anglais, à l'exception de M. Samuel G. Redgate, citoyen du Texas. Avant ce voyage, ce steamer avait été à Nassau pour y débarquer une cargaison complète de coton. Ce fait devait naturellement exciter les suspensions des croiseurs fédéraux au sujet du *Peterhoff*.

Pendant que ce navire était en route pour Matamoras, il fut arrêté par un bâtiment de guerre américain au moment où il touchait à Saint-Thomas pour faire du charbon. Ses papiers ayant été trouvés parfaitement en règle, il lui fut permis de continuer son voyage. Mais à peine avait-il quitté Saint-Thomas, que, sur les ordres de l'amiral Wilkes, il fut capturé par le steamer fédéral *Vanderbilt*. On expédia immédiatement le *Peterhoff* à Key-West; mais en raison de l'absence du juge des prises, on envoya à New-York le navire saisi.

Cette capture, opérée sur le simple soupçon que le *Peterhoff* transportait des marchandises dans les États confédérés, était-elle légale? Le *Peterhoff* était à destination d'un port neutre, ainsi que ses papiers l'établissaient surabondamment. L'incident se compliquait de plus de la circonstance que le *Peterhoff*, navire de commerce, avait été chargé de la malle publique. Celle-ci était-elle, en tout cas, à l'abri de la saisie? C'est ce que soutient le Gouvernement anglais. Ce premier point en discussion fut décidé en sa faveur.

Les deux pièces qui suivent débattent la question sous ses deux faces.

**Réponse adressée par lord Russell aux propriétaires du *Peterhoff*, en suite de la réclamation de protection adressée par eux au Gouvernement anglais.**

Foreign-Office, le 3 avril 1863.

Monsieur, j'ai reçu l'ordre du comte Russell de vous faire connaître

la conclusion à laquelle est arrivé le Gouvernement de Sa Majesté, après avoir examiné avec les jurisconsultes de la Couronne votre lettre du 26, mais dans laquelle vous demandez à savoir quel est le droit des vaisseaux marchands anglais à Matamoras. Le Gouvernement des États-Unis n'a évidemment pas le droit de saisir les vaisseaux de commerce anglais frétés *bonâ fide* de ce pays ou de quelque autre possession anglaise pour les ports de la Vera et de Matamoras ou pour l'un de ces ports ou *vice versâ*, à moins que ces vaisseaux ne tentent de toucher à quelque port bloqué ou ne soient chargés de contrebande de guerre destinée aux confédérés.

Dans le cas d'une capture illégale, le Gouvernement de Sa Majesté jugerait qu'il est de son devoir d'intervenir afin d'obtenir restitution immédiate du vaisseau et de la cargaison avec pleine indemnité et sans les délais d'un tribunal de prise. Cependant le Gouvernement de Sa Majesté ne peut pas, sans violer les règles du droit international, réclamer pour les vaisseaux anglais naviguant entre la Grande-Bretagne et ces ports, une exemption générale du droit de visite des belligérants qui appartient au Gouvernement des États-Unis, ni procéder sur l'admission *à priori* que les vaisseaux ne peuvent pas se comporter de manière à rendre leur capture légale et justifiable.

Rien n'est plus commun que de voir ceux qui veulent forcer un blocus ou transporter de la contrebande, déguiser leur dessein par une destination simulée et par de faux papiers, et la position des ports de la côte du Mexique à l'égard des États confédérés est telle, qu'il est non-seulement possible, mais dans beaucoup de cas probable, que l'on se sert de cette destination ostensible pour couvrir un trafic qui justifie réellement la capture.

Il est déjà arrivé, en beaucoup de cas, que des vaisseaux anglais ont été saisis alors qu'ils faisaient des voyages en apparence légaux, et que plus tard, devant les tribunaux de prise, il a été prouvé que ces vaisseaux avaient réellement été coupables de chercher à forcer le blocus, ou étaient chargés de contrebande de guerre pour les confédérés. Le droit des belligérants est de saisir tous les vaisseaux raisonnablement suspects de l'une ou l'autre de ces transgressions du droit international, et toutes les fois que la prise est due à une allégation de ce genre, le cas ne peut pas être distrait de l'examen des tribunaux de prise.

Après l'investigation, le devoir des tribunaux de prise est de rendre les prises injustement faites, avec dommages intérêts, et le moment où le Gouvernement de Sa Majesté doit intervenir, c'est lorsque les tribunaux de prise ont refusé de donner réparation pour une prise prouvée injustifiable. Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut pas, sur les déclarations de la partie intéressée, dénier aux belligérants

l'exercice de ces droits que dans toutes les guerres qu'elle a soutenues la Grande-Bretagne a réclamé pour elle-même.

Je suis, etc.

E. HAMMOND.

---

**Explications données par lord Russell, le 27 avril 1863,  
sur l'affaire du *Peterhoff*.**

CHAMBRE DES LORDS. — *Séance du 27 avril.*

*Le comte Russell.* — Mylords, vous attendez sans doute que je réponde aujourd'hui aux questions qui m'ont été faites vendredi. Ce que je dirai vous convaincra, je l'espère, qu'il n'est pas désirable que je fasse encore connaître l'avis des conseillers légaux de la Couronne. En consultant les papiers communiqués au Parlement, vous verrez que la correspondance, depuis le 8 août, a été volumineuse. La lettre écrite le 8 août a été publiée; mais le 10 octobre, j'ai encore écrit à M. Stuart. Je n'ai pas besoin de vous lire cette dépêche tout entière; une partie vous en est déjà connue; mais elle contient en outre le passage suivant :

« Le Gouvernement de la Reine est heureux d'apprendre par votre dépêche du 12 août que les ordres donnés aux croiseurs américains au sujet des bâtiments neutres ont été rescindés. Si ces ordres avaient été sanctionnés et maintenus avec vigueur par le Gouvernement des États-Unis, ils auraient appelé une prompte et ferme remontrance de la part du Gouvernement de Sa Majesté, et il serait bon que, tout en exprimant à M. Seward la satisfaction que cause au Gouvernement de Sa Majesté la révocation de ces ordres, vous lui disiez que le Gouvernement de Sa Majesté est heureux que la nécessité lui soit épargnée de faire connaître les objections qu'il pourrait élever. Vous direz qu'ordonner que des bâtiments qui, *primâ facie*, semblent se livrer à un commerce légal, soient systématiquement saisis en haute mer, sans recherche préliminaire ou sans que cette recherche aboutisse à une preuve évidente de suspicion légitime contre ces bâtiments, c'est soumettre la marine marchande des neutres à un système d'oppression et de désagréments qu'un Gouvernement neutre ne peut pas tolérer. La saisie injuste, dans des circonstances urgentes, d'un bâtiment neutre peut être considérée comme un fardeau accidentel que la guerre impose à un neutre et dont la compensation peut se trouver dans la condamnation à des dommages et intérêts; mais la saisie en bloc et sans distinction des navires de commerce, sans recherche spéciale, transforme une exception accidentelle en une règle intolérable. La question qui a été soulevée au sujet de la saisie des malles à bord de l'*Adela* est un nouvel et important élément qui mérite de graves

considérations et qui soulève quelques points difficiles. Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut douter que le Gouvernement des États-Unis ne soit prêt à accorder que tous les sacs de la malle, dûment certifiés, ne seront pas saisis ni visités, et qu'un arrangement sera pris pour que ces sacs soient immédiatement transmis à destination si le bâtiment est détenu. Si cela se fait ainsi, la nécessité de discuter la question de savoir si en droit les malles de Sa Majesté à bord d'un bâtiment particulier ne peuvent être visitées ni détenues, se trouvera évitée; il est donc désirable que vous tâchiez de savoir de M. Seward si le Gouvernement des États-Unis admet en principe que les malles ne peuvent être visitées ni détenues. »

M. Stuart a lu cette dépêche à M. Seward, qui s'est déclaré prêt à accepter le principe qui y est tracé. Afin d'éviter tout malentendu, on est convenu que des instructions spéciales seraient émises. En conséquence, le 31 octobre, la lettre suivante a été adressée à M. Welles :

« Washington, le 31 octobre 1862.

« Monsieur, il est jugé utile que des instructions soient données aux officiers des forces de blocus, portant qu'en cas de capture de navires marchands soupçonnés d'appartenir aux insurgés, ou de faire de la contrebande, les malles publiques d'une Puissance amie ou neutre, dûment certifiées, ne seront ni visitées ni ouvertes, mais envoyées aussi promptement que possible à destination. Ces instructions, toutefois, ne doivent pas protéger des malles simulées ou des certificats faux.

« Signé : WILLIAM H. SEWARD. »

Il paraît qu'après la prise du *Peterhof*, M. Archibald, consul à New-York, a été invité à se rendre au tribunal des prises, afin que les malles fussent ouvertes en sa présence. Le consul protesta contre le bris des cachets; il demanda que ces malles fussent envoyées à leur destination. Les autorités insistèrent pour que le consul ouvrît les malles; les cachets furent brisés; parmi la correspondance, il y avait quelques paquets pour Matamoras. M. Archibald fit un rapport à lord Lyons qui, immédiatement, écrivit à M. Seward, en lui déclarant que ce procédé était une violation de ce qu'il avait déclaré le 31 octobre, à savoir que les malles revêtues du sceau du directeur général des postes ne seraient point ouvertes, mais transportées à leur destination. M. Seward demanda quelque temps pour examiner l'affaire. Depuis il fut dit à M. Archibald que le tribunal des prises avait décidé que les lettres devaient être ouvertes. M. Archibald refusa de s'associer à un tel procédé; mais il dit que si le tribunal des prises insistait pour que les lettres fussent ouvertes, il serait présent comme témoin, mais qu'il n'approuvait pas ces procédés, et qu'il ne pouvait y



prendre aucune part. En conséquence de cette déclaration, on ne passa pas outre, et les lettres ne furent point ouvertes.

Les choses en sont là maintenant, et considérant toute l'importance de la question, considérant que le Gouvernement de Sa Majesté doit peser avec le plus grand soin l'opinion des jurisconsultes de la Couronne avant de donner aucune instruction; que ces instructions partiraient probablement par la prochaine malle, et qu'aussitôt après le prochain arrivage d'Amérique, l'affaire pourrait changer peut-être complètement de face, je prie LL. SS. de ne pas persister à demander que l'opinion émise par les jurisconsultes de la Couronne leur soit communiquée.

---

Ces explications ont été complétées par lord Russell, le 30 avril, par la déclaration qu'en réponse à la demande qu'il lui avait adressée, M. Seward l'avait informé qu'à l'égard du navire et de sa cargaison, le Gouvernement des États-Unis était déterminé à ne pas s'en dessaisir, mais à les envoyer devant un tribunal de prise. Toutefois, quant aux malles, il l'invitait à faire savoir au directeur général des postes de Sa Majesté, qu'en conformité de sa lettre du 31 octobre, la malle serait expédiée à sa destination. Il ajoutait que dans tous les cas pareils le même procédé serait adopté, jusqu'à ce qu'on fût parvenu à quelque arrangement entre le Gouvernement de Sa Majesté et celui des États-Unis sur cette question. M. Seward a dit qu'il ne croyait pas que le code des nations contint aucune règle nette et décisive, relativement au mode assez nouveau d'envoyer les malles à bord des navires marchands. Il se proposait en conséquence de faire quelque jour une communication sur ce sujet.

Le 15 avril, M. Seward avisa lord Lyons que le pouvoir exécutif ne se mêlerait en rien de l'affaire, et que le jugement de celle-ci serait remis à la cour des prises. Celle-ci a, par arrêt du 1<sup>er</sup> août 1863 déclaré le *Peterhoff* de bonne prise. Les motifs qu'ont fait valoir de part et d'autre l'attaque et la défense sont, en résumé, les suivants :

Il résulte des faits acquis au procès que l'intérêt de Samuel G. Redgate, dans la cargaison du navire, s'élevait à la somme de 375 000 dollars. Redgate est un citoyen du Texas, c'est-à-dire d'un État en guerre avec les États-Unis. Les marchandises qu'il avait à bord du *Peterhoff* se trouvaient par conséquent, d'après l'avocat du Gouvernement américain, susceptibles de confiscation. Et comme, en outre, il n'a été fait aucune distinction entre ce qui appartenait au Texien Redgate et ce qui appartenait aux autres chargeurs, la cargaison entière du steamer était légitimement frappée de confiscation.

L'avocat du Gouvernement prétendait que les marchandises transportées par le *Peterhoff*, quoique en apparence en destination d'un port neutre, étaient bien et dûment expédiées au Texas. Il citait à l'appui de cette assertion une circulaire de MM. Bennet et Wake, agents du steamer saisi. Dans ce document, en

date du 24 novembre 1862, ils annonçaient aux personnes désireuses d'envoyer des marchandises en Amérique, qu'une maison de commerce de Matamoras était prête à se charger desdites marchandises, et faisaient connaître qu'un sieur Berbre, citoyen des États confédérés, avait été autorisé par le Gouvernement de Richmond à prendre à 100 pour 100 de bénéfice toutes les marchandises introduites dans les États du Sud, et à les payer avec le coton possédé par le Gouvernement séparatiste.

Pour confirmer le caractère équivoque du steamer, l'avocat du Gouvernement ajoutait qu'une boîte contenant une poudre fulminante de nouvelle invention avait été jetée à la mer. A bord du *Peterhoff*, on a saisi des harnais d'artillerie.

La défense a soutenu que l'embouchure du Rio-Grande n'était pas bloquée; qu'il était établi que la destination du bâtiment était Matamoras, un port neutre; que les chargeurs n'avaient nullement à se préoccuper de ce que deviendraient ou pourraient devenir les marchandises une fois débarquées sur ce point; qu'en admettant qu'elles fussent plus tard transportées dans un des États du Sud, un pareil fait ne saurait en aucune façon justifier la mesure qui a frappé le *Peterhoff*.

Quant à la boîte de poudre fulminante jetée à la mer, elle appartenait à une personne qui n'avait rien à faire avec la cargaison, et qui n'avait aucune autorité sur le navire. Les harnais d'artillerie étaient expédiés au Mexique, qui en ce moment-là se trouvait en guerre.

---

**Lettre adressée à l'amiral Dupont, commandant de la flotte fédérale, par M. Adams, ministre des États-Unis à Londres.**

Légation des États-Unis, Londres, 9 avril 1863.

Parmi le grand nombre d'entreprises frauduleuses et déloyales, organisées dans ce pays pour fournir des secours aux rebelles dans les États-Unis, sous le prétexte d'une destination à quelque port du Mexique, il m'est agréable d'en discerner une qui a un but différent et honorable.

MM. Howell et Lirman m'ont fourni des preuves, parfaitement satisfaisantes pour moi, pour me convaincre qu'ils se rendent réellement à Matamoras avec sa cargaison destinée aux Mexicains. Je leur donne donc avec grand plaisir ce certificat à leur demande. Le Gouvernement des États-Unis n'est disposé à s'immiscer en aucune façon dans le commerce neutre honnête, et il est profondément à regretter que les fraudes qui ont été pratiquées dans ce pays sur une si vaste échelle aient tant contribué à le mettre en suspicion.

CHARLES-FRANCIS ADAMS.

---

**Lettre adressée par le comte Russell aux armateurs  
du *Sea-Queen*.**

A MM. James, J. Bennet et Wake.

Foreign-Office, le 18 avril 1863.

Messieurs, j'ai mis sous les yeux du comte Russell votre lettre d'hier, demandant quelles instructions peuvent être données pour placer un agent des postes à bord du *Sea-Queen*, en ce moment à Falmouth, et j'ai reçu l'ordre de vous dire en réponse que sur la recommandation de lord Russell, le directeur des postes relèvera les vaisseaux allant à Matamoras de l'obligeance de porter les lettres.

*Signé* : HAMMOND.

---

Le propriétaire du *Sea-Queen* n'ayant pu obtenir du Gouvernement anglais qu'un agent postal fût placé à bord de ce navire, s'est adressé à M. Adams pour lui demander un certificat semblable à celui que ce représentant des États-Unis avait délivré à MM. Howell et Lirman, le premier, citoyen de New-York, le second, officier mexicain. La lettre de demande contenait l'offre de faire la preuve, au moyen de la cargaison et des papiers du navire, que la destination du *Sea-Queen* est réellement Matamoras. M. Adams a refusé, dans les termes suivants, le certificat qui lui était réclamé :

Légation des États-Unis, Londres, 22 avril.

Monsieur, j'ai à vous accuser réception de votre note datée d'hier. Je regrette de remarquer que vous versez dans une erreur relativement à ce que j'ai fait précédemment. Il doit être évident pour vous que je n'ai pas d'autorité pour établir aucune distinction relativement soit aux navires soit aux voyages des sujets de Sa Majesté. Lorsqu'ils se trouvent engagés dans des entreprises légales, ils ont le droit de compter sur la protection de leur Gouvernement et ils l'obtiendront indubitablement. Lorsqu'il en est autrement, ils ne doivent certainement pas s'attendre à obtenir cette protection de Sa Majesté Britannique ni le demander à un représentant des États-Unis.

Je suis, Monsieur, votre obéissant serviteur.

CHARLES-FRANCIS ADAMS.

---

## TROISIÈME PARTIE.

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

---

#### **Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu, le 4 janvier 1861, entre la Belgique et le Maroc.**

Exposé des motifs.

Messieurs, le 9 décembre 1856, après une longue et laborieuse négociation, un traité de commerce et de navigation a été conclu entre le Maroc et l'Angleterre (annexe n° 1).

Il existait à cette époque, entre le Maroc et la plupart des Puissances européennes, d'anciennes conventions, ayant pour objet de garantir la sécurité des rapports commerciaux; mais ces conventions, peu à peu tombées en désuétude, n'offraient qu'une protection très-incomplète au commerce étranger qui, ne pouvant y engager aucune opération sérieuse, s'éloignait des marchés du Maroc.

Depuis plusieurs années déjà, les négociants anglais, qui entretenaient encore avec le Maroc des relations assez importantes, s'étaient plaints de la situation qui leur était faite dans les ports de cet empire, par la mobilité incessante des tarifs de douane. Le chargé d'affaires britannique, à Tanger, avait obtenu, en 1853, la levée temporaire de quelques prohibitions. Il reçut l'ordre d'insister énergiquement pour la conclusion d'un nouveau traité. La convention du 9 décembre, outre les autres avantages, consacre, en faveur de l'Angleterre, un tarif d'exportation plus favorable que l'ancien; ce tarif s'applique au blé, au maïs, à l'huile, aux gommes, aux dattes, aux amandes, aux oranges, à la cire, aux laines, aux cuirs, aux plumes d'autruche, etc., etc.

Quant aux droits d'entrée, ils furent ramenés à la limite extrême de 10 pour 100 à la valeur. Le fer payait 100 pour 100 et le sucre raffiné 30 pour 100.



Les effets du traité anglais ont été satisfaisants pour le commerce européen, comme le témoignent les chiffres suivants :

Exportations et importations réunies :

Pendant les années 1857, 1858, 1859 et 1860, c'est-à-dire depuis la mise en vigueur du traité.....	fr. 144 755 920
Pendant les quatre années antérieures au traité....	118 804 036
Différence.....	25 951 884

Ces résultats eussent été, sans doute, plus favorables encore, si diverses circonstances fâcheuses n'étaient intervenues, telles que la prohibition à la sortie du blé, en 1857, celle de la laine, en 1858, le manque des récoltes dans cette dernière année, et enfin la guerre entre l'Espagne et le Maroc, en 1859.

A la suite du traité du 9 décembre 1856, Sidi Mohamed Khatib, ministre du Sultan, avait publié une circulaire, de laquelle il résultait que les stipulations de cet arrangement seraient étendues aux Puissances qui demanderaient à y adhérer. Le Gouvernement du Roi n'hésita pas à profiter de cette faculté.

Toutefois, il était désirable que les rapports de la Belgique avec l'Empire du Maroc fussent réglés par un traité formel. C'est à cette fin que notre consul général à Tanger fut chargé de sonder le terrain.

Mais le Gouvernement marocain s'était, jusqu'en ces derniers temps, montré contraire, en général, à la négociation de tout nouvel arrangement international.

A la suite des traités de paix et de commerce que l'Espagne a conclus avec le Maroc, le 30 octobre dernier (*voir* annexe n° 2), cet état de choses s'est heureusement modifié pour nous; et un frère de l'Empereur ayant fait récemment une visite à Tanger, notre consul général a mis à profit cette occasion pour faire des ouvertures qui, cette fois parfaitement accueillies, ont eu pour résultat un traité qui nous accorde, à charge de réciprocité, le traitement de la nation la plus favorisée pour les navires, les marchandises, les formalités, les sujets, les agents diplomatiques et consulaires, etc.

C'est cet acte, en date du 4 janvier, par lequel nous entrons en partage des quelques faveurs nouvelles concédées à l'Espagne, que, par ordre du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

Je pense, Messieurs, qu'il ne sera pas sans utilité, à cette occasion, de mettre sous vos yeux un extrait de la correspondance adressée à mon département par notre consul général, relativement au mouvement des affaires entre la Belgique et le Maroc.

Sous la date du 1<sup>er</sup> octobre dernier, notre consul général écrivait :

Les opérations en laine sont maintenant terminées : la Belgique y a concouru dans une proportion beaucoup plus forte que les années

précédentes ; le nombre des chargements effectués dans les ports du Maroc, pour compte de nos manufactures, s'élève à dix.

La quantité de laines expédiée dépasse un million de livres. Aussi la Belgique, à peine connue il y a cinq ans au Maroc, occupera-t-elle le troisième rang dans l'exportation des laines de ce pays en 1861.

D'un autre côté, je suis informé qu'une maison d'Anvers vient d'obtenir la nationalisation d'un navire qui sera spécialement affecté à un service de navigation entre Anvers et Mogador. Ce navire est attendu prochainement dans ce dernier port avec un chargement de marchandises belges, et il prendra, en retour, divers produits du pays.

Un premier envoi d'armes est arrivé, ces jours-ci, de Liège, pour le Gouvernement marocain, et le prince Mouley-Abbas m'a fait savoir qu'il en était très-satisfait.

On a également débarqué une machine à vapeur pour moudre le blé. Cette machine, de la force de vingt chevaux, sera la première qui fonctionnera au Maroc.

Enfin, pour terminer, je citerai quelques articles de notre industrie qui sont principalement demandés au Maroc, tels que les sucres raffinés, les fers en barre, les clous et les cuivres en feuilles. Nos draps, nos tissus de coton, nos cristaux, nos tapis y sont également connus et appréciés.

Je ne doute pas, Messieurs, que vous ne donniez avec empressement votre approbation à un acte international dont l'utilité est évidente et qui, en assurant toute la sécurité désirable à nos transactions avec le Maroc, ne pourra que contribuer efficacement à les développer.

Le ministre des affaires étrangères,

CH. ROGIER.

---

**Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre  
la Belgique et le Maroc.**

AU NOM DE DIEU,

Il n'y a de force et de puissance qu'en Dieu.

S. M. le Roi des Belges, d'une part, et S. M. le Sultan du Maroc, Roi de Fez, d'autre part, désirant cimenter, par la conclusion d'un traité, les bases de l'amitié et de la bonne intelligence entre la Belgique et le Maroc, afin que les sujets et commerçants des deux États soient reçus, honorés et protégés d'une égale manière dans leurs possessions respectives, ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir : S. M. le Roi des Belges, le sieur Ernest Daluin, son consul général à la côte occidentale d'Afrique, commandeur de nombre de l'ordre d'Isabelle la Catholique, et Sa Majesté le Sultan du Maroc,

le lettré Sidi el Abd-er-Rhaman-el-Aagi, son fidèle employé et ancien ambassadeur extraordinaire à Londres.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura paix perpétuelle et amitié constante entre les États de S. M. le Roi des Belges et de S. M. Chérifienne, et entre les citoyens des deux pays.

Art. 2. Les agents diplomatiques et consulaires du Roi des Belges et les sujets belges, leur commerce et leurs navires jouiront, dans l'Empire du Maroc, de tous les avantages qui ont été ou qui, par la suite, seraient accordés à la nation la plus favorisée.

Et, réciproquement, les agents diplomatiques et consulaires du Sultan du Maroc et les sujets marocains, leur commerce et leurs navires, jouiront, dans le royaume de Belgique, de tous les avantages qui ont été ou qui, par la suite, seraient accordés à la nation la plus favorisée.

Art. 3. Le présent traité sera mis en vigueur, s'il plaît à Dieu, après avoir été ratifié, et les ratifications en seront échangées dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leur sceau.

Fait en double original, en français et en arabe, à Tanger, la protégée de Dieu, le 2<sup>e</sup> jour de la lune de Réjib, l'an de l'hégire 1278, qui correspond au 4 du mois de janvier 1862 de l'ère chrétienne.

*Signé* : ERNEST DALUIN.

*Signé* : L'esclave de Dieu, EL HADJ ABD-ER-RHAMAN-EL-AAGI, fils de Mohamed-el-Aagi.

#### ANNEXES.

### **Traité général entre la Grande-Bretagne et le Maroc, 9 décembre 1856.**

#### PRÉAMBULE.

S. M. la Reine du Royaume-Uni, de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, et S. M. le Sultan du Maroc et de Fez, désirant maintenir et consolider les honnes relations qui ont longtemps subsisté entre leur Gouvernements et leurs sujets respectifs, ont résolu de procéder à une révision et à une amélioration des traités existants entre les deux pays respectifs, et ont à ce sujet nommé des plénipotentiaires, savoir :

S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, M. Jean Hay Drummond Hay, son chargé d'affaires et consul général près S. M. le Sultan du Maroc;

Et S. M. le Sultan du Maroc, Sidi Mohammed Khatib, son secrétaire d'État pour les affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura paix et amitié perpétuelle entre S. M. la Reine du Royaume-Uni, de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et S. M. le Sultan du Maroc, ainsi que entre leur Gouvernement et leurs sujets respectifs.

Art. 2. S. M. la Reine de la Grande-Bretagne peut nommer un ou plusieurs consuls dans les États du Sultan de Maroc, et ces consuls seront libres de résider dans quelque port de mer ou ville du Sultan du Maroc que le Gouvernement britannique ou eux auront choisi, et qui aura été trouvé le plus convenable pour le service de S. M. Britannique, et pour l'assistance due aux négociants anglais.

Art. 3. Le chargé d'affaires britannique ou tout autre agent politique accrédité par la Reine de la Grande-Bretagne près le Sultan du Maroc, ainsi que les consuls britanniques qui résideront dans les États du Sultan du Maroc, seront toujours respectés et honorés d'une manière convenable à leur rang. Leurs maisons et leurs familles seront franches et protégées. Personne n'interviendra dans leurs affaires, ni ne commettra envers eux aucun acte d'oppression ou d'incivilité, soit en parole soit en action ; et si quelqu'un le faisait, il recevra un châtiment très-sévère, comme étant une punition pour lui-même et un exemple pour les autres.

Le chargé d'affaires sera libre de choisir ses propres interprètes et domestiques parmi les musulmans ou autres, et ni ses interprètes ni ses domestiques ne seront contraints de payer aucun impôt de capitation, aucun impôt forcé ou d'autres charges semblables. En ce qui concerne les consuls ou vice-consuls qui résideront dans les ports, sous les ordres du chargé d'affaires, ils seront libres de choisir un interprète, un garde et deux domestiques, parmi les musulmans ou autres ; et ni l'interprète, ni le garde, ni les domestiques ne seront contraints de payer les taxes de capitation, contributions forcées ou d'autres charges semblables. Si ledit chargé d'affaires venait à nommer comme vice-consul un sujet du Sultan du Maroc, dans un port marocain, le vice-consul nommé et les membres de sa famille qui habitent sa maison seront respectés et exemptés du paiement des taxes de capitation ou d'autres charges semblables ; mais le vice-consul ne prendra sous sa protection aucun sujet du Sultan du Maroc, excepté les membres de sa famille qui habitent sous son toit. Le chargé d'affaires et les consuls en question auront un lieu où ils pourront exercer les pratiques de leur religion, et il leur sera permis de hisser leur drapeau en tout temps, au haut des maisons qu'ils peuvent occu-



per, soit dans une ville, soit en dehors, ainsi que dans leur embarcation, lorsqu'ils vont en mer.

On ne pourra prélever d'impôts ni sur les biens ni sur aucun des articles qui peuvent leur parvenir pour leur usage personnel et pour l'usage de leur famille dans les États de l'Empereur du Maroc; mais le chargé d'affaires susdit, consul ou vice-consul, devra donner aux officiers des douanes une note écrite de leur main mentionnant le nombre d'articles qu'ils désirent laisser passer sans frais. Ce privilège ne sera accordé qu'aux agents consulaires qui ne font pas le commerce. Si le service de leur Souverain les forçait de se trouver momentanément dans leur patrie, ou s'ils nommaient une personne pour les remplacer pendant leur absence, ils ne pourraient être empêchés de continuer les choses sur le même pied; et aucun dommage ne pourra leur être fait soit à eux-mêmes, soit à leurs domestiques ou à leurs propriétés, mais ils seront toujours libres d'aller et de venir, et devront être respectés et honorés; et ils jouiront, eux et leurs vice-consuls, de la manière la plus ample, de tous les privilèges dont jouissent aujourd'hui ou jouiront à l'avenir les consuls des nations les plus favorisées.

Art. 4. En ce qui concerne les privilèges personnels dont jouiront les sujets de S. M. Britannique dans les États du Sultan du Maroc, S. M. Chérétienne s'engage à les laisser libres, et à les laisser jouir du privilège de voyager et de résider dans les territoires et possessions de ladite Majesté, tout en étant soumis aux lois de police qui atteignent les sujets de la nation la plus favorisée.

Ils seront libres de louer à bail ou de toute autre manière des maisons et des magasins; toutefois, si un sujet anglais ne pouvait pas une maison ou un magasin convenable pour son logement ou son commerce, les autorités marocaines l'assisteront à trouver un logement dans la localité généralement choisie pour les habitations des Européens. S'il y a à l'intérieur de la ville un emplacement convenable pour bâtir une maison ou un magasin, il se fera un arrangement par écrit, avec les autorités de la ville, contenant le nombre d'années que le sujet anglais pourra garder en sa possession la terre et le bâtiment, de façon à pouvoir être payé des frais qu'il aurait pu faire; et personne ne pourra forcer le sujet anglais à abandonner sa demeure ou son magasin avant que le temps mentionné dans le document ne soit expiré. Ils ne seront jamais forcés, sous quelque prétexte que ce soit, à payer des taxes ou impositions.

Ils seront exempts du service militaire soit sur terre, soit sur mer, ainsi que des emprunts forcés et de toute contribution extraordinaire. Leurs logements, maison de commerce et tout immeuble leur appartenant destiné à être habité ou à servir à leur commerce devront être

respectés. Aucune recherche arbitraire ou visite dans les maisons des sujets britanniques, aucun examen arbitraire ou inspection de leurs livres et papiers ne pourront avoir lieu ; de telles mesures ne pourront être exécutées qu'avec le consentement et même les ordres du consul-général ou du consul. S. M. le Sultan s'engage à laisser jouir les sujets de S. M. Britannique dans ses États de leur propriété et de leur sécurité personnelle d'une manière aussi complète que les sujets de l'Empereur du Maroc en jouissent à l'intérieur des territoires de S. M. Britannique. De son côté, S. M. Britannique s'engage à accorder aux sujets de S. M. le Sultan les mêmes privilèges dans toutes ses possessions, qui sont accordés aux sujets des nations les plus favorisées.

Art. 5. Tous les sujets anglais et négociants qui désirent résider dans les États du Sultan du Maroc auront pleine et entière sécurité pour eux et leurs propriétés ; ils seront libres d'exercer leur religion sans aucune entrave, et auront un lieu de sépulture pour leurs morts ; il leur sera permis de sortir pour les enlever et il leur sera assuré sécurité et protection pour l'aller et le retour. Ils seront libérés de nommer quelqu'un de leurs amis ou domestiques pour traiter leurs affaires, soit sur terre, soit sur mer, sans aucune entrave ou prohibition ; et si un négociant anglais venait à avoir un bâtiment à l'intérieur ou à l'extérieur d'un des ports de S. M. le Sultan, il lui sera toujours permis d'aller à bord, soit par lui-même ou par quelqu'un de ses amis ou domestiques, sans que lui-même, ses amis ou domestiques puissent être astreints à payer une contribution forcée de ce chef.

Art. 6. Aucune personne, sujette de la Reine de la Grande-Bretagne, ou placée sous sa protection, ne pourra être contrainte de vendre ou d'acheter sans sa volonté expresse ; de même aucun sujet du Sultan du Maroc n'aura rien à prétendre sur les biens du négociant anglais, sauf les cas d'abandon volontaire de la part de ce dernier ; et rien ne pourra être enlevé au négociant anglais, sauf ce qui aura été convenu par les deux parties.

Les mêmes règles seront observées à l'égard des sujets marocains dans les États de la Reine de la Grande-Bretagne.

Art. 7. Aucun sujet de la Reine de la Grande-Bretagne ni aucune personne sous sa protection ne pourra être astreinte à payer une dette due par une autre personne de sa nation, à moins qu'il ne se soit porté responsable et garant pour le débiteur par un document écrit de sa propre main : et de la même manière un sujet de l'Empereur du Maroc ne pourra être astreint à payer une dette due par une autre personne de sa nation à un sujet anglais, à moins qu'il ne se soit porté responsable et garant pour le débiteur par un acte écrit de sa propre main.

Art. 8. Dans tous les cas criminels et dans toutes les plaintes, et dans toute difficulté civile, dispute ou action en litige qui peuvent s'élever entre les sujets anglais, le consul-général anglais, consul, ou vice-consul ou agent consulaire, seront les seuls juges ou arbitres.

Aucun gouverneur, kadi, ou autre autorité marocaine, ne pourront intervenir ; et les sujets de S. M. Britannique ne seront responsables dans toutes les affaires du ressort criminel ou civil que devant le tribunal du consul général, du consul, ou d'autres autorités anglaises.

Art. 9. Toutes les causes ou plaintes criminelles ou bien toutes espèces de contestations s'élevant entre sujets anglais et sujets marocains seront réglées de cette manière :

Si le plaignant est un sujet anglais et le défendeur un sujet marocain, le gouverneur de la ville ou du district, ou bien le kadi, selon que le cas ressortisse à leurs cours respectives, jugera seul le cas. Le sujet anglais adresse sa plainte au gouverneur ou au kadi par l'entremise du consul général, du consul ou de son délégué qui aura le droit d'assister au procès pendant toute sa durée.

De même si le plaignant est un Maure et le défendeur un Anglais, il en sera référé uniquement au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire de la Grande-Bretagne ; le plaignant en appellera aux autorités marocaines et le gouverneur, le kadi ou autre officier désigné par eux assistera, si lui ou eux le désirent, au procès tout entier. Si les plaidants anglais ou maures sont mécontents de la décision du consul général, consul, gouverneur ou kadi (selon que le cas peut ressortir à ces différentes cours), il aura le droit d'en appeler au chargé d'affaires ou au consul général de Sa Majesté Britannique ou bien au chargé des affaires étrangères maure selon le cas.

Art. 10. Un Anglais poursuivant devant un tribunal marocain un sujet du Sultan, pour une dette contractée sur les terres de S. M. Britannique, devra produire une reconnaissance du titre écrit en caractères européens ou arabes et signée par le débiteur maure en la présence du consul, vice-consul ou agent consulaire marocain et certifiée exacte par lui, ou bien par-devant deux témoins dont les signatures auront été approuvées séance tenante ou plus tard par le consul, vice-consul ou agent consulaire maure, ou bien par un notaire anglais s'il n'y a aucun consul, vice-consul ou agent consulaire marocain sur les lieux. Chaque document ainsi approuvé et certifié par le consul ou agent consulaire marocain ou bien par le notaire anglais aura plein droit et vigueur devant le tribunal maure. Si un débiteur maure se sauve dans une ville ou dans un endroit du Maroc où l'autorité du Sultan est reconnue et où aucun consul ou agent consulaire ne peut résider, le Gouvernement maure obligera le débiteur maure à venir à

Tanger ou à un autre port ou ville du Maroc où le créancier anglais désirera poursuivre son droit devant une cour de justice.

Art. 11. Si le consul général anglais ou quelque autre des consuls, vice-consuls ou agents consulaires anglais avait occasion de réclamer du Gouvernement marocain l'assistance de soldats, gardes, bateaux armés ou tout autre secours pour aider à arrêter ou déporter un sujet anglais, la demande sera immédiatement accordée, à charge de payer les droits usuels qui incombent aux sujets maures dans de pareilles circonstances.

Art. 12. Si un sujet du Sultan est trouvé coupable devant le kadi d'avoir prêté faux témoignage au préjudice d'un sujet anglais, il sera sévèrement puni par le Gouvernement maure, selon la loi mahométane. De même le consul général, le consul ou l'agent consulaire anglais fera attention que si un Anglais est convaincu de la même offense envers un sujet maure, il devra être puni sévèrement selon la loi anglaise.

Art. 13. Tous les sujets anglais, soit mahométans, juifs ou chrétiens, jouiront de tous les droits et privilèges accordés par ce Traité et par la convention de commerce et de navigation qui a été conclue aussi aujourd'hui, ou qui seront jamais accordés à la nation la plus favorisée.

Art. 14. Dans toute affaire criminelle, conflit, dispute, ou autres sujets de procès entre Anglais ou citoyens et sujets d'autres pays, aucun gouverneur, kadi ou autre autorité maure n'aura le droit d'intervenir, à moins qu'un sujet maure n'ait éprouvé de ce chef le préjudice à sa personne ou à sa propriété, et dans ce cas l'autorité maure ou un de ses officiers aura le droit d'assister au tribunal du consul.

De telles affaires seront débattues uniquement au tribunal des consuls étrangers sans l'intervention du Gouvernement maure, selon les usages établis qui ont été observés jusqu'ici ou qui seront à l'avenir adoptés par ces consuls.

Art. 15. Il a été convenu et arrangé que ni l'une ni l'autre des hautes parties contractantes ne recevra ni ne retiendra à son service des sujets de l'autre partie qui auraient déserté le service naval ou militaire de cette autre partie; mais qu'au contraire chacune des parties contractantes renverra respectivement de son service tout déserteur qui aura été réclaté par l'autre partie.

De plus, il est convenu que si quelqu'un de l'équipage d'un vaisseau marchand de l'une ou de l'autre partie contractante n'étant ni esclave, ni sujet de la partie à laquelle la demande est faite, quittait ce vaisseau dans n'importe quel port situé sur le territoire de l'autre partie, les autorités de ce port et de ce territoire seront obligées de prêter leur assistance pour ressaisir ces déserteurs sur la demande du consul gé-



néral ou du consul de la partie lésée ou par le délégué ou le représentant du consul général ou du consul; et il est défendu à qui que ce soit de protéger ou d'abriter ces déserteurs.

Art. 16. Aucun sujet anglais de la foi mahométane ou qui a professé cette religion ne sera considéré comme ayant perdu en aucune manière ou comme ayant moins droit à jouir des privilèges et droits ou de la protection dont jouissent les sujets anglais chrétiens; mais tous les Anglais, n'importe leur religion, jouiront de tous les droits et privilèges garantis par ce traité aux sujets anglais, sans distinction ni différence.

Art. 17. Tout sujet de la Reine d'Angleterre qui sera trouvé sur les terres du Sultan de Maroc, soit en temps de paix ou en temps de guerre, aura pleine liberté de retourner dans son pays ou dans tout autre, sur ses propres navires ou sur les navires d'autres nations; les sujets anglais seront libres aussi de disposer comme il leur conviendra de leurs marchandises et propriétés et d'emporter avec eux la valeur de ces marchandises et de ces propriétés, aussi bien que d'emmener leurs familles et leurs domestiques, même ceux qui seraient nés et élevés en Afrique ou n'importe où, hors des possessions anglaises, sans qu'il soit permis à personne d'intervenir, ou de les empêcher sous aucun prétexte. Tous ces droits seront également accordés aux sujets du Sultan du Maroc dans toute l'étendue des possessions de la Reine de la Grande-Bretagne.

Art. 18. Si un sujet de S. M. Britannique ou un citoyen d'un État ou d'un endroit placé sous la protection anglaise mourait sur les terres du Sultan du Maroc, nul gouverneur ou nul officier du Sultan ne pourra, sous aucun prétexte, disposer des marchandises ou des propriétés du défunt, et personne ne pourra intervenir dans cette affaire; mais toutes les propriétés et les marchandises appartenant au défunt et tout ce qui lui avait appartenu reviendra aux personnes désignées par lui à cet effet et nommées par son testament comme ses héritiers si elles étaient présentes. Mais dans le cas où les héritiers seraient absents, le consul général, le consul ou son délégué prendra possession de tous les biens et effets délaissés, et il les gardera en dépôt, après en avoir fait une liste inventoriée détaillant exactement chaque objet, jusqu'à ce qu'il remette le tout entre les mains des héritiers du défunt. Si le défunt n'a pas fait de testament, le consul général, le consul ou son délégué aura le droit de prendre toute la propriété délaissée et la gardera pour la rendre aux personnes désignées par la loi pour hériter du défunt. Si le défunt a laissé des débiteurs après lui, le gouverneur de la ville ou ceux qui en ont les pouvoirs, inviteront les débiteurs à payer ce qu'ils doivent soit au consul général, au consul ou à son délégué au bénéfice du défunt. D'autre part,

si le défunt a laissé des dettes après lui envers un sujet du Sultan du Maroc, le consul général, le consul ou son délégué aidera le créancier à recouvrer son dû sur la fortune du défunt.

Art. 19. Le présent traité s'étendra généralement sur toutes les possessions de S. M. Britannique, et à tous les sujets placés sous son obédience, et à tous les habitants d'une ville ou lieu considéré comme faisant partie du royaume, comme aussi à tous ses sujets à Gibraltar et ceux qui y demeurent, et pareillement aux habitants des États-Unis, des îles Ioniennes qui sont sous sa souveraineté, à tous ceux, enfin, qui sont nommés anglais ou seront considérés comme tels sans nulle distinction entre ceux qui sont nés dans la Grande-Bretagne ou hors de ce pays, et si la Reine de la Grande-Bretagne devient possesseur à l'avenir d'une ville ou d'un pays qui, soit par conquête, soit par traité, rentre sous son autorité, tous ses habitants et ceux qui y demeurent seront considérés comme sujets anglais, même si c'est la première fois qu'ils sont sujets de la Grande-Bretagne.

Art. 20. Les sujets de la Reine de la Grande-Bretagne, et ceux qui sont sous son Gouvernement et sous sa protection, jouiront entièrement des privilèges et des faveurs particulières accordés par ce traité et qui peuvent être accordés aux sujets d'autres nations en guerre avec la Grande-Bretagne; et si après cette date d'autres privilèges étaient à l'avenir accordés à d'autres Puissances, les mêmes privilèges seront étendus et appliqués aux sujets anglais en général comme aux sujets d'autres Puissances.

Art. 21. Si un sujet du Sultan du Maroc s'embarque avec ses marchandises à bord d'un navire appartenant à une nation en guerre avec la Grande-Bretagne et que ce navire soit pris par un vaisseau de guerre anglais, ledit sujet du Maroc et ses marchandises, pourvu qu'elles ne soient pas contrebande de guerre, ne souffriront aucun dommage, mais lui et les marchandises qu'il aura à bord du navire pris seront libres, et il pourra aller où bon lui semble. De même, si un Anglais se trouve à bord d'un navire appartenant à une nation en guerre avec le Sultan du Maroc et que ce navire soit pris par un croiseur du Maroc, ni cet Anglais ni les marchandises qu'il pourrait avoir avec lui ne souffriront de cette prise, si elles ne sont pas contrebande de guerre; mais il sera libre et pourra aller où bon lui semble, avec ses marchandises, sans empêchement ni retard.

Art. 22. Si un vaisseau anglais dûment commissionné prend un navire et le conduit dans un port sous la dépendance du Sultan du Maroc, ceux qui l'ont pris pourront vendre leur prise ou les marchandises qui seront trouvées dans ce navire, sans souffrir d'entraves, ou bien ils pourront partir avec leur prise et la conduire dans tel endroit qu'il leur conviendra.

Art. 23. Si un navire anglais est poursuivi par un ennemi à portée de canon d'un port ou d'une côte appartenant au Sultan du Maroc, les autorités locales le respecteront et le défendront autant qu'elles le pourront, et de même les navires du Maroc seront protégés dans tous les ports et sur toutes les côtes dépendant de la Reine de la Grande-Bretagne.

Art. 24. Si un croiseur n'appartenant ni à la Reine de la Grande-Bretagne, ni au Sultan du Maroc, se trouvait muni de lettres de marque d'une nation en guerre avec la Grande-Bretagne ou avec le Maroc, ce croiseur ne pourra rester dans aucun des ports ou havres de l'une ou de l'autre partie, ni ne pourra vendre ses prises ni échanger ses prises ou leur cargaison contre d'autres marchandises; un tel croiseur ne pourra pas non plus acheter des marchandises ou des provisions, si ce n'est juste ce qu'il en faut strictement pour le voyage jusqu'au port le plus prochain de son propre pays.

Art. 25. Si un vaisseau de guerre d'une nation en guerre avec la Grande-Bretagne se trouvait dans un port de mer ou dans un havre du Sultan du Maroc, et s'il arrivait qu'un navire anglais se trouvât également en cet endroit, le vaisseau ennemi de la Grande-Bretagne ne pourra pas s'emparer du navire anglais ni lui causer aucun dommage, et le vaisseau ennemi ne pourra pas faire voile dans la même direction que le navire anglais avant qu'il ne se soit écoulé vingt-quatre heures depuis le départ dudit navire, si les autorités du port ou du havre ont le pouvoir de retenir le vaisseau ennemi.

La même règle sera observée envers les navires du Sultan du Maroc ou de ses sujets, dans tous les ports et havres de la Grande-Bretagne.

Art. 26. Lorsque des vaisseaux de guerre ou des navires de commerce anglais, entrant dans les rades ou ports du Sultan du Maroc, auront besoin de provisions et de vivres frais, il sera permis auxdits bâtiments d'acheter, au prix courant et en exemption de droits, ce qui leur sera nécessaire, mais rien de plus que ce qu'exigera l'entretien du capitaine et de son équipage pour la durée du voyage au port de destination du navire, ainsi que la subsistance de l'équipage durant le mouillage au port marocain.

Art. 27. Les navires et autres embarcations affrétés par ordre du Gouvernement anglais pour le transport des malles-poste, ou affectés par ledit Gouvernement audit service, en vertu d'un contrat, devront être traités convenablement et jouir des mêmes privilèges que les vaisseaux de guerre, pourvu qu'ils n'apportent ni ne chargent des marchandises d'un port à un autre port du Maroc; s'ils transportent des marchandises d'un port de ces possessions, ils devront acquitter les mêmes taxes que tout autre navire marchand.

Art. 28. Si un navire appartenant aux sujets ou habitants des États

de l'une des parties contractantes vient toucher un des ports de l'autre sans intention d'y entrer, d'y déclarer ou d'y vendre sa cargaison, ce navire ne pourra être contraint à le faire, et nul n'aura le droit de le visiter ou de s'enquérir de son contenu ; mais un gardien pourra être mis à son bord par la douane, pour tout le temps que ledit navire restera à l'ancre, afin de prévenir un trafic illégal.

Art. 29. Si un navire anglais entre avec un chargement dans un des ports du Maroc et veut y débarquer une partie de sa cargaison destinée audit port, il ne sera tenu d'acquitter de droits que pour la partie débarquée et nullement pour le surplus restant à bord : il sera libre de partir avec ce surplus, et pour le lieu qui lui conviendra.

Le manifeste de chargement d'un navire sera, lors de l'arrivée, remis à la douane marocaine, qui aura le droit de faire la visite du navire à l'arrivée et au départ, et d'installer un gardien à bord pour prévenir tout trafic illégal.

Les mêmes formalités seront observées dans les ports anglais à l'égard des navires marocains.

Tout capitaine de navire sera obligé, au moment de son départ d'un port marocain, de présenter un manifeste de chargement des marchandises exportées, revêtu du visa du consul ou du vice-consul, et il produira ce manifeste à toute réquisition de la douane, afin que celle-ci puisse constater qu'aucune marchandise n'a été embarquée en contrebande.

Art. 30. Aucun capitaine de navire anglais dans un port marocain, et aucun capitaine de navire marocain dans un port anglais, ne pourront être contraints à transporter, contre leur gré, des passagers ou des marchandises quelconques. Ils ne pourront non plus être forcés à mettre à la voile pour un lieu où ils n'ont pas l'intention d'aller, et leur navire ne devra être molesté en aucune façon.

Art. 31. Si des sujets du Sultan du Maroc affrètent un navire anglais pour transporter des marchandises ou des passagers d'un lieu à un autre des États du Maroc, et si, dans le cours de la traversée, ce navire est forcé, par suite du gros temps ou d'accidents de mer, à relâcher dans un autre port de ces États, le capitaine ne sera point admis au droit d'ancrage, ni à aucune autre taxe à l'occasion de son entrée dans ledit port.

Cependant, si ce navire opère un déchargement, ou prend à bord un chargement quelconque, il sera traité comme tout autre bâtiment.

Art. 32. Les navires ou vaisseaux anglais qui éprouveraient des avaries à la mer, et, par suite, entreraient dans un des ports du Maroc pour s'y réparer, y seront reçus et obtiendront toute assistance durant leur séjour, pendant leur ravitaillement, et à leur départ pour leur lieu de destination, pourvu que les objets nécessaires aux répa-



rations du navire se trouvent à vendre dans ledit port, auquel cas ces objets devront être payés aux prix ordinaires.

Lesdits navires anglais ne devront en aucune façon être molestés ni empêchés de continuer leur voyage.

Art. 33. Si un navire appartenant à la Reine de la Grande-Bretagne ou à un de ses sujets est jeté à la côte ou vient à faire naufrage sur un point quelconque des États du Sultan du Maroc, il aura droit à tous les soins et à toute l'assistance que comportent les devoirs de l'amitié.

Ce navire et tout ce qu'il porte, sa cargaison ou toute marchandise qui aura pu être sauvée au moment du naufrage ou postérieurement, seront mis en sûreté et restitués aux ayants droit, ou au consul général d'Angleterre, au consul, ou à son représentant, sans distraction ou dissimulation d'aucun article.

Dans le cas où le navire naufragé aurait à bord des marchandises dont les propriétaires désireraient faire la vente dans les États du Maroc, ils sont tenus d'acquitter les droits y afférents; mais si les marchandises existant à bord avaient été embarquées dans un des ports du Maroc, il ne sera réclamé aucun droit en sus de ceux déjà perçus, soit à l'importation, soit à l'exportation, et les propriétaires auront le choix de vendre ces marchandises au Maroc ou de les rembarquer.

Le capitaine et l'équipage seront libres de se rendre au lieu qu'ils choisiront au moment qu'ils jugeront convenable, sans éprouver aucun empêchement.

De leur côté, les navires du Sultan du Maroc ou de ses sujets jouiront d'un traitement analogue dans les États de la Grande-Bretagne. Il est entendu que ces navires seront soumis aux charges légales de sauvetage que supportent les navires anglais.

Si un navire anglais fait naufrage à Wadnoon ou sur tout autre point de ce parage, le Sultan du Maroc usera de son autorité pour sauver et protéger le capitaine et l'équipage jusqu'à leur retour dans leur pays. En outre, le consul général d'Angleterre, le consul ou son représentant, auront la faculté de s'enquérir et de s'assurer, autant qu'il sera possible, du sort du capitaine et de l'équipage dudit navire afin de les retirer de cette partie du pays; ils seront assistés dans leurs recherches, conformément aux devoirs de l'amitié, par les gouverneurs que le Sultan du Maroc aura placés sur ces points.

Art. 34. S. M. la Reine de la Grande-Bretagne et S. M. le Sultan du Maroc s'engagent à faire tout ce qui dépendra d'eux pour la suppression de la piraterie. Le Sultan s'oblige spécialement à employer tout ses efforts pour découvrir et pour punir les individus qui se rendraient coupables de ce crime sur les côtes et dans l'intérieur du Maroc, et à aider S. M. Britannique dans cette œuvre de répression.

Art. 35. Si des sujets ou des navires de l'une ou l'autre des deux parties contreviennent aux conditions de ce traité, soit avec intention, soit sans intention, la paix et l'amitié, ici stipulées, ne seront pas troublées, mais resteront inaltérables et immuables sur la base de la sincérité, jusqu'à ce qu'une communication en soit faite au Souverain de l'agresseur, sans souffrir pendant ce temps qu'il soit puni; et si des sujets de l'une des deux parties désiraient ou tâchaient de violer ce traité ou l'une de ses conditions, son Souverain sera obligé de les punir et de les châtier sévèrement pour leur conduite.

Art. 36. Si ce traité de paix et d'amitié entre les deux parties contractantes était enfreint et si, par suite de cette violation (ce que Dieu empêche), la guerre était déclarée, tous les sujets de la Reine de la Grande-Bretagne et ceux placés sous sa protection de n'importe quelle classe ou position qui se trouveraient dans les possessions du Sultan du Maroc, auraient la permission de partir pour n'importe quelle partie du monde ils voudraient, et d'emporter avec eux les marchandises et leurs propriétés, leurs familles et leurs domestiques, soit qu'ils soient ou non d'origine anglaise; ils pourront s'embarquer à bord du navire de n'importe quelle nation ils voudront.

De plus, une période de six mois leur sera accordée, s'ils le demandent, pour arranger leurs affaires, vendre leurs marchandises ou faire ce qu'ils veulent de leur propriété, et, pendant cette période de six mois, ils auront pleine liberté et pleine sécurité pour leurs personnes et leurs propriétés sans empêchement, ni préjudice d'aucune sorte, à cause de la guerre; et le gouverneur ou les autorités les aideront dans l'arrangement de leurs affaires et veilleront à ce qu'ils recouvrent les sommes qu'on leur doit, sans retard, dispute ou rémission. Les mêmes facilités seront accordées aux sujets du Sultan du Maroc dans tous les pays de la Reine de la Grande-Bretagne.

Art. 37. Ce traité sera déclaré et rendu public aux sujets des deux parties, de manière qu'aucun d'eux ne pourra rester ignorant de ses conditions; des copies en seront faites et distribuées aux gouverneurs et aux agents de l'autorité à qui sont confiés les revenus et les dépenses, et aussi à tous les ports de mer et aux capitaines de croiseurs appartenant au Sultan du Maroc.

Art. 38. Le présent traité sera ratifié par S. M. la Reine de la Grande-Bretagne et par S. M. le Sultan du Maroc, et les ratifications seront échangées à Tanger aussitôt que possible, dans l'espace de quatre mois à partir de cette date-ci.

Quand les ratifications du présent traité et de la convention de commerce et de navigation qui a été aussi conclue aujourd'hui, entre les hautes parties contractantes, seront échangées, les stipulations dudit traité et de ladite convention entreront immédiatement en vi-

gueur et remplaceront toutes autres clauses des précédents traités entre la Grande-Bretagne et le Maroc.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce traité et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait à Tanger, le neuvième jour de décembre de l'an 1856, correspondant à la date maure du dixième jour du mois de Rebbea de l'an 1373.

*Signé* (L. S.) MOHAMMED KHATIB.

*Signé* (L. S.) L. H. DRUMMOND HAY.

**Traité de commerce et de navigation conclu entre la Grande-Bretagne et le Maroc, le 9 décembre 1856.**

PRÉAMBULE.

S. M. Britannique et S. M. le Sultan du Maroc et de Fez, désirant étendre et améliorer les relations de commerce et de navigation qui existent entre leurs sujets et États respectifs, ont résolu de conclure une convention spéciale dans ce but, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

S. M. Britannique, John Hay Drummond Hay, Esq., son chargé d'affaires et consul général à la Cour de S. M. le Sultan du Maroc;

Et S. M. le Sultan du Maroc, Seed Mohammed Khatib, son commissaire pour les affaires étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura liberté réciproque de commerce entre les États Britanniques et les États du Sultan du Maroc. Les sujets de S. M. Britannique pourront résider et faire le commerce dans tous les ports des territoires du Sultan du Maroc où les autres étrangers sont ou seront admis.

Il leur sera permis de louer et de bâtir des maisons, magasins, ainsi qu'il est stipulé à l'article 4 du traité général de ce jour.

Ils jouiront d'une entière protection pour leurs personnes et leurs propriétés, ainsi qu'il est spécifié à l'article 4 du traité général; il leur sera permis d'acheter de qui ils voudront et de vendre à qui ils voudront tous les objets non prohibés par l'article 2 de cette convention, soit en gros ou en détail, en toutes localités, dans les États mauresques, sans qu'aucune restriction ou préjudice y soit apporté par aucun monopole, contrat ou privilège exclusif de vente ou d'achat quel qu'il soit, excepté les articles d'exportation et ceux d'importation énumérés à l'article 2; et ils jouiront, en outre, de tous autres droits et privilèges qui seraient accordés, par la suite, à tous autres étrangers, sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Les sujets du Sultan du Maroc jouiront, en retour, dans les domaines de S. M. Britannique, des mêmes protections et privilèges dont jouissent ou jouiront les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Art. 2. Le Sultan du Maroc s'engage à abolir tous monopoles ou prohibitions sur les marchandises importées, excepté le tabac, les pipes à fumer de toute espèce, l'opium, le soufre, la poudre, le salpêtre, le plomb, les armes de toute sorte, et les munitions de guerre; et, en outre, à abolir tous les monopoles qui concernent les produits agricoles ou tout autre article quel qu'il soit dans les domaines du Sultan, excepté les sangsues, le quinquina, le tabac et autres plantes employées pour fumer dans les pipes.

Art. 3. Aucune taxe, péage, droit ou charge quelconque, excepté le droit d'exportation ci-après mentionné, ne sera, sous aucun prétexte ou motif, imposé par aucune personne quelconque, dans aucune partie des domaines du Maroc, sur aucune marchandise ou produit quel qu'il soit, qui aurait été acheté pour l'exportation, par ou pour compte d'aucun sujet anglais; mais lesdits marchandises ou produits, ainsi achetés, seront acheminés de toute place quelconque du Maroc et embarqués de tout port quelconque du Maroc, absolument libres et exempts de tous autres taxes, péages, droits ou charges quelconques. Aucun permis ou document semblable ne sera requis pour que ces objets soient ainsi acheminés et embarqués, et aucun sujet ou officier du Sultan n'apportera aucun empêchement ou aucune restriction quant à l'acheminement et l'embarquement de ces objets (excepté les marchandises ou produits dont le Sultan du Maroc prohiberait la sortie, comme il est dit à l'article 5), et ne demandera ou ne recevra, sous aucun prétexte, aucun argent à charge de ces objets; et si un sujet ou officier agit contrairement à cette stipulation, le Sultan punira immédiatement avec sévérité le gouverneur, l'officier ou tout autre sujet qui se serait rendu coupable de l'infraction, et rendra pleine justice aux sujets anglais pour tous préjudices ou pertes qu'ils prouveraient dûment eux-mêmes avoir soufferts par suite de ladite infraction.

Art. 4. Les sujets de S. M. Britannique, dans les possessions de S. M. le Sultan, seront libres d'administrer leurs propres affaires eux-mêmes ou de les confier à l'administration de toute personne qu'ils nommeraient comme leur courtier, facteur ou agent; et les sujets anglais ne seront pas restreints dans leur choix de toute personne, pour agir en cette localité; et ils ne devront payer aucun salaire ou rémunération à aucune personne qu'ils n'emploieraient pas; mais les personnes qui seront ainsi employées et qui sont sujets du Sultan du Maroc, seront traitées et regardées comme les autres sujets des



possessions mauresques. Liberté absolue sera donnée, dans tous les cas, au vendeur et à l'acheteur de conclure ensemble, et aucune intervention de la part des officiers du Sultan ne sera permise. Si un gouverneur ou autre officier intervient dans les affaires entre sujets anglais et mauresques, ou apporte quelque empêchement dans les achats ou ventes légales de biens ou de marchandises importées dans ou à exporter des domaines du Sultan, S. M. Chérifienne punira sévèrement ledit officier pour une telle infraction.

Art. 5. Si le Sultan du Maroc, en tout temps, croit convenable de prohiber l'exportation, de ses domaines, de toute espèce de grains ou d'autres articles de commerce, les sujets anglais ne seront en aucune manière empêchés d'embarquer les grains ou autres articles qu'ils auraient dans leurs magasins ou qu'ils auraient achetés avant ladite prohibition; il leur sera permis de continuer à exporter tout ce qu'ils auraient en leur possession, pendant les six mois depuis la publication de la prohibition; mais du jour où l'ordre du Sultan du Maroc, concernant la prohibition, arrivera et sera porté à la connaissance des marchands, les sujets anglais devront déclarer dans les deux jours et prouver la quantité de produits qu'ils posséderaient dans leurs magasins et sur lesquels la prohibition frappera, et ils devront présenter aussi des certificats légaux des quantités de ces produits qu'ils auraient achetés dans l'intérieur ou ailleurs, avant la promulgation de l'ordre de prohibition. Aucune prohibition soit quant à l'exportation, soit quant à l'importation d'aucun article quelconque ne s'appliquera aux sujets anglais, à moins que cette prohibition ne s'applique aux sujets de toute autre nation.

Art. 6. Les marchandises ou produits, excepté ceux énumérés à l'article 2, importés par les sujets anglais par tout navire ou de tout pays, ne seront pas prohibés dans les territoires du Sultan du Maroc, ni sujets à des droits plus élevés que ceux qui sont prélevés sur les mêmes objets importés par des sujets de toute autre Puissance étrangère ou par des sujets indigènes, à partir de la date de cette convention.

Tous les articles, excepté ceux énumérés à l'article 2, produits du Maroc, pourront être exportés à partir de la même date par des sujets anglais par tout navire, à des conditions aussi favorables que par des sujets de toute autre Puissance étrangère, ou par les sujets indigènes.

Art. 7. En considération des termes favorables dans lesquels les produits du Maroc sont admis dans les territoires de S. M. Britannique et dans la vue d'étendre les relations commerciales entre la Grande-Bretagne et le Maroc, pour l'avantage réciproque des deux pays, S. M. le Sultan du Maroc consent à ce que les droits à percevoir sur tous les articles importés dans ses territoires par des

sujets anglais n'excéderont pas 10 pour 100 de leur valeur au port de débarquement; et que les droits à percevoir sur tous les articles exportés de ses territoires par des sujets anglais n'excéderont pas le taux indiqué dans le tarif suivant :

## TARIF DES DROITS D'EXPORTATION.

Articles d'exportation.		Dollars.	Once <sup>1</sup> .
Blé.....	par fanègue,	1	»
Maïs et doura.....	—	$\frac{1}{2}$	»
Orge.....	—	$\frac{1}{2}$	»
Tous autres grains.....	quintal,	$\frac{1}{2}$	»
Farine.....	—	»	30
Graines pour oiseaux.....	—	»	12
Dattes.....	—	»	40
Amandes.....	—	»	35
Oranges, citrons, limons.....	1,000	»	12
Marjolaine sauvage.....	quintal,	»	10
Graines de cumin.....	—	»	20
Huile.....	—	»	50
Gommes.....	—	»	20
Henné.....	—	»	15
Cire.....	—	»	120
Riz.....	—	»	16
Laine (lavée).....	—	»	80
Laine (en suint).....	—	»	55
Cuir : peaux de mouton et de chèvre.....	—	»	36
Peaux tannées appelées felazy, zavary et cochinea.....	—	»	100
Cornes.....	1,000	»	20
Suif.....	quintal,	»	50
Mulets.....	têtes,	25	»
Anes.....	—	5	»
Moutons.....	—	1	»
Chèvres.....	—	»	15
Poules.....	douzaine,	»	22
Œufs.....	1,000	»	51
Babouches.....	100	»	70
Piquants de porc-épic.....	1,000	»	5
Gasoul (savon minéral).....	quintal,	»	15
Plumes d'autruche.....	par livre,	»	36
Paniers.....	100	»	30
Graines de carvi.....	quintal,	»	20
Peignes de bois.....	100	»	5
Poils.....	quintal,	»	30
Raisins.....	—	»	20
Ceintures de laine appelées karazy.....	100	»	100
Tackawt (teinture).....	quintal,	»	20
Toisons tannées.....	—	»	36
Chanvres et lin.....	—	»	40

1. Le dollar = 5 fr. 50 cent. L'once = 26 à 27 centimes.

Le Sultan du Maroc a le droit de prohiber tout article d'exportation, mais quand une prohibition sur un article quelconque sera établie, ce sera en conformité avec ce que prescrit l'article 5 ; mais sur les articles à l'égard desquels la prohibition sera levée, les droits d'exportation indiqués dans le tarif seront seuls payés. Quant au blé et à l'orge, si le Sultan juge convenable d'en prohiber l'exportation, mais désire vendre aux marchands le grain qui appartient au Gouvernement, il sera vendu au prix que le Sultan jugera convenable de demander. Si le Sultan augmente ou diminue le prix du grain, il sera accordé à l'acheteur, pour exporter celui qu'il aurait acheté, le terme fixé à l'article 5, mais si le grain est libre à l'exportation, les droits imposés seront en conformité avec ce qui est établi dans le tarif.

Si le Sultan du Maroc juge convenable de diminuer les droits sur les articles d'exportation, Sa Majesté aura le droit de le faire, à la condition que les sujets anglais payeront le droit le plus bas qui sera payé par tous autres sujets étrangers ou indigènes.

Art. 8. Si un sujet anglais ou son agent désire transporter par mer, d'un port à un autre des domaines du Sultan du Maroc, des marchandises sur lesquelles le 10 pour 100 a été payé, ces marchandises ne seront soumises à aucun droit ultérieurement, soit à leur embarquement, soit à leur débarquement, pourvu qu'elles soient accompagnées d'un certificat d'un administrateur *maure* des douanes.

Art. 9. Si un article, produit du sol ou de l'industrie du Maroc, excepté les articles énumérés à l'article 2, est acheté pour l'exportation, il sera transporté par le marchand anglais ou son agent, libre de toute charge ou droit quelconque, à une place convenable d'embarquement. Ensuite, lors de l'exportation, le droit d'exportation suivant le tarif de l'article 7 sera seulement perçu sur cet objet.

Art. 10. Aucun droit de tonnage, d'ancrage, d'importation ou autre droit ou charge, ne sera perçu dans les domaines du Sultan du Maroc sur les navires anglais ou sur les marchandises importées ou exportées par navires anglais, au-dessus de celui qui est ou sera perçu sur les navires nationaux ou sur les marchandises semblables importées ou exportées par navires nationaux ; ils ne dépasseront pas, toutefois, les taux de l'échelle suivante :

Six blanquillos<sup>1</sup> par tonneau seront perçus sur chaque navire anglais (excepté les navires à vapeur) qui ne jagera pas plus de 200 tonneaux. Sur chaque navire (non à vapeur) jaugeant plus de 200 tonneaux, le droit perçu sera le suivant : 6 blanquillos par tonneau seront payés sur 200 de ces tonneaux et 2 blanquillos par tonneau sur le restant. Si l'administration des douanes a quelques doutes relati-

1. Le blanquille vaut environ 7 centimes.

vement au tonnage d'un navire anglais, tel qu'il est déclaré par le capitaine, le consul ou le vice-consul anglais, sur appel à lui adressé, fera exhiber les papiers du navire qui constatent formellement le tonnage.

Les mêmes droits seront perçus dans tous les ports du Maroc, excepté à Rabat et à Larache, auxquels ports 4 blanquillos par tonneau seront payés pour le pilotage dans la rivière, si le navire y entre, et 4 blanquillos par tonneau pour le pilotage hors de la rivière ; 3 blanquillos par tonneau seront aussi payés par chaque navire entrant dans la rivière, du chef d'ancrage.

Toutefois, si un navire n'entre pas dans la rivière, les mêmes droits seront perçus que ceux qui sont payés dans les autres ports. A Mogador, 4 blanquillos par tonneau seront payés par les navires anglais pour le pilotage à leur entrée dans le port seulement, et 6 blanquillos par tonneau pour l'ancrage.

Si le capitaine d'un navire anglais demande, dans tout autre port, un pilote, il payera pour lui au taux de 2 blanquillos par tonneau ; mais cette charge ne sera perçue que si le capitaine d'un navire requiert un pilote. La somme de 16 dollars sera perçue du chef d'ancrage sur tout navire à vapeur entrant dans un port du Maroc pour y décharger ou embarquer une cargaison. Si, postérieurement, ledit navire à vapeur se rend de ce port à un autre ou à d'autres ports des domaines mauresques, et à son arrivée dans ce ou ces derniers, y charge ou décharge des marchandises, le droit susmentionné de 16 dollars pour ancrage sera encore perçu ; mais si ledit navire à vapeur, à son voyage de retour, entre dans un port marocain, où ledit droit d'ancrage aurait déjà été payé, aucune nouvelle charge du chef d'ancrage ne lui sera imposée, à moins que ledit navire à vapeur ne parte pour un second voyage à un port marocain, ou à moins que, pendant son voyage de retour, il n'ait touché à un autre port qu'un port des domaines marocains, dans lequel cas le droit susmentionné de 16 dollars sera de nouveau payé. Toutefois, le droit d'ancrage, pour un navire de 150 tonneaux ou moins de contenance, n'excédera pas celui qui est dû par un navire à voile de même capacité.

Les patrons de tous navires payeront, en outre des droits susmentionnés, les sommes suivantes aux officiers des ports, mais aucun autre paiement ne sera exigé d'eux ; à savoir :

Un navire de 25 tonneaux ou moins de jauge, 20 onces ; un navire excédant 25 et de moins de 51 tonneaux, 40 onces ; un navire de plus de 50 et de moins de 101 tonneaux, 60 onces ; un navire de plus de 100 et de moins de 201 tonneaux, 80 onces ; un navire de plus de 200 tonneaux, 100 onces.

Outre ces droits, le patron de tout navire anglais visitant le port de



Tétuan payera 10 onces pour le messager qui portera les papiers de bord du port de Marteen à Tétuan; 5 onces au trompette qui annoncera l'arrivée du navire; et 3 onces au crieur public; mais aucun autre paiement ne sera demandé au port de Tétuan. Aucun droit d'ancrage ne sera perçu sur les navires anglais qui entreraient dans les ports du Maroc dans le but d'y chercher un abri contre le temps et qui n'y embarqueraient ni débarqueraient des marchandises, et aucun droit d'ancrage ne sera perçu sur les navires de pêche.

De même, aucun droit d'ancrage, de tonnage, d'importation ou autre droit de charge, ne sera perçu dans les possessions britanniques sur les navires marocains ou sur les marchandises importées ou exportées par navires marocains, au-dessus de ceux qui sont ou seront perçus sur les navires nationaux ou sur les marchandises semblables importées ou exportées par navires nationaux.

Art. 11. Si des sujets anglais désirent embarquer ou décharger des marchandises à bord de navires arrivant dans les ports du Maroc, ils emploieront à cette fin les chaloupes du Gouvernement marocain; mais si, dans les deux jours après l'arrivée d'un navire, les chaloupes du Gouvernement marocain ne sont pas mises à leur disposition dans le but susmentionné, les sujets anglais auront le droit d'employer des chaloupes particulières et ne payeront pas dans ce cas aux autorités des ports plus de la moitié de ce qu'ils auraient payé s'ils avaient employé les bateaux du Gouvernement.

Cette règle ne sera point applicable aux ports de Tanger et de Tétuan, attendu qu'il y a un nombre suffisant d'allèges du Gouvernement dans ces deux ports. Les droits payés aujourd'hui pour frais d'allège dans les divers ports du Maroc, ne seront pas augmentés, et l'administration des douanes dans chaque port du Maroc délivrera au vice-consul anglais un tarif des droits demandés aujourd'hui pour frais d'allège.

Art. 12. Les articles de cette convention seront applicables à tous les ports de l'Empire du Maroc, et si S. M. le Sultan du Maroc ouvre les ports de Mehedeà, d'Agadir, de Wadnoon ou tous autres ports dans les possessions de Sa Majesté, aucune différence ne sera faite dans les perceptions des droits ou dans l'ancrage entre lesdits ports et les autres ports des possessions du Sultan.

Art. 13. Si un sujet anglais est pris fraudant, dans les territoires marocains, des marchandises de toute espèce quelconque, les marchandises seront confisquées au profit du Sultan; et ce sujet anglais sera, après conviction, devant le consul général, vice-consul ou agent consulaire anglais passible d'une amende n'excédant pas le triple du montant des droits imposés sur ces marchandises, ou, s'il s'agit de marchandises non admises à l'importation, le triple de la valeur de

ces marchandises au prix courant du jour ; et s'il ne paye pas l'amende, le sujet anglais sera, après conviction, devant le consul général, consul, vice-consul, ou agent consulaire anglais, passible d'emprisonnement ; ou, sans être condamné à l'amende, tout sujet anglais, après conviction comme il est dit plus haut, pourra être emprisonné, mais dans les deux cas pour un temps n'excédant pas un an, dans telle place que déterminera le consul général, consul, vice-consul, ou agent consulaire anglais.

Art. 14. Afin que les deux hautes parties contractantes puissent avoir l'opportunité de traiter ultérieurement et de faire les arrangements qui tendraient à améliorer les relations mutuelles et à mieux protéger les intérêts de leurs sujets respectifs, il est convenu qu'en tout temps, après l'expiration des cinq années qui suivront la date de l'échange des ratifications de la présente convention de commerce et de navigation, chacune des hautes parties contractantes aura le droit de demander à l'autre la révision de ladite convention ; mais tant que cette révision n'aura pas été accomplie de commun accord, qu'une nouvelle convention n'aura pas été conclue et ratifiée, la présente convention continuera à rester en pleine vigueur et effet.

Art. 15. La présente convention sera ratifiée par S. M. la Reine de la Grande-Bretagne et par S. M. le Sultan de Maroc, et les ratifications seront échangées à Tanger en même temps que les ratifications du traité général signé ce jour entre les hautes parties contractantes.

Quand les ratifications de la présente convention et dudit traité général auront été échangées, les stipulations de ladite convention et dudit traité entreront en vigueur dans les quatre mois et seront substituées aux stipulations des traités antérieurs entre la Grande-Bretagne et le Maroc.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait à Tanger, le 9<sup>e</sup> jour de décembre de l'an 1856, correspondant à la date mauresque du 10<sup>e</sup> jour du mois de Rabbea, second de l'année 1273.

*Signé* (L. S.) MOHAMMED KHATIB.

*Signé* (L. S.) L.-H. DRUMMOND HAY.

*Tableau indiquant la différence entre les droits d'exportation payés actuellement dans les ports du Maroc et ceux à payer quand les stipulations du nouveau Traité entreront en vigueur.*

ARTICLES D'EXPORTATION.	AU POIDS ou A LA MESURE.	DROITS ACTUELS.	DROITS du NOUVEAU TARIF.
Froment.....	fanègue.	»	1 livre.
Maïs et doura.....	—	15 onces.	$\frac{1}{2}$ —
Orge .....	—	»	$\frac{1}{2}$ —
Tous autres grâins.....	quintal.	»	$\frac{1}{2}$ —

ARTICLES D'EXPORTATION.	AU POIDS ou A LA MESURE.	DROITS ACTUELS.	DROITS du NOUVEAU TARIF.
Farine.....	—	40 onces.	30 onces.
Graines pour oiseaux.....	—	18 —	12 —
Dattes.....	—	51 —	40 —
Amandes.....	—	51 —	35 —
Oranges, citrons, limons.....	1,000	12 —	12 —
Marjolaine sauvage.....	quintal.	18 —	10 —
Graine de cumin.....	—	»	20 —
Huile.....	—	60 onces.	50 —
Gommes.....	—	25 —	20 —
Henné.....	—	20 —	15 —
Cire.....	—	120 —	120 —
Riz.....	—	20 —	16 —
Laines (lavées).....	—	90 —	80 —
Laines (en suint).....	—	60 —	55 —
Cuir et peaux de mouton et de chèvre.....	—	36 —	36 —
Cuir tannés (felazy, zavary, cochinea).....	—	»	100 —
Cornes.....	1,000	36 onces.	20 —
Suif.....	quintal.	»	50 —
Mulets.....	tête.	»	25 livres.
Anes.....	—	»	5 —
Moutons.....	—	1 livre.	1 —
Chèvres.....	—	»	15 onces.
Poules.....	douzaine.	22 onces.	22 —
Oufs.....	1,000	51 —	51 —
Babouches.....	100	90 —	70 —
Piquants de porc-épic.....	1,000	»	5 —
Gasoul.....	quintal.	20 onces.	15 —
Plumes d'autruche.....	p. liv	36 —	36 —
Paniers.....	100	50 —	30 —
Graines de carvi.....	quintal.	20 onces.	20 —
Peignes de bois.....	100	5 —	35 —
Poils.....	quintal.	36 —	30 —
Raisins.....	—	20 —	20 —
Ceintures de laine (karazy).....	100	150 —	100 —
Tackawt (teinture).....	quintal.	20 —	20 —
Toisons tannées.....	—	»	36 —
Chanvre et lin.....	—	50 onces.	40 —

## ANNEXE N° 2.

**Traité de commerce entre l'Espagne et le Maroc,**  
**signé à Madrid le 20 décembre 1861.**

Au nom de Dieu tout puissant,  
 Les Très-Puissants Princes, S. M. la Reine des Espagnes et S. M. le

Roi de Maroc, désirant faciliter de tout leur pouvoir les relations commerciales entre leurs sujets respectifs, suivant les besoins mutuels et la convenance réciproque, et jugeant opportun à la fois de déterminer avec exactitude les attributions consulaires et les privilèges dont jouissent les Espagnols au Maroc, tant pour ce qui regarde la juridiction que les autres droits, en vertu des stipulations des art. 13 et 14 du traité de paix signé à Tétuan, le 26 avril 1860, et vu l'art. 5 du traité conclu à Madrid, le 30 octobre de l'année présente<sup>1</sup>, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. la Reine des Espagnes, Don Saturnin Calderon Collantes, ancien ministre de l'intérieur et du commerce, de l'instruction et des travaux publics, sénateur du royaume, grand'croix des Ordres royaux de Charles III et d'Isabelle la Catholique, grand cordon de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur de France, de l'Ordre de Léopold de Belgique, grand'croix de l'Ordre pontifical de Pie IX, de l'Ordre de Louis de Hesse-Darmstadt, de l'Ordre de Danebrog de Danemarck, de l'Étoile polaire de Suède, de Saint-Janvier des Deux-Siciles, de la Conception de Villaviciosa de Portugal, des Guelphes de Hanovre, son premier secrétaire d'État et des affaires étrangères;

S. M. le Roi de Maroc, son ambassadeur plénipotentiaire, le calife du prince des croyants, fils du prince des croyants Muley-el-Abbés,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura paix et amitié perpétuelle entre S. M. la Reine d'Espagne et le Roi du Maroc, et entre leurs sujets respectifs.

Art. 2. S. M. la Reine d'Espagne pourra nommer un consul général, des consuls, vice-consuls et agents consulaires dans tous les domaines du Roi de Maroc.

Ces fonctionnaires auront la faculté de résider dans tous les ports de mer ou villes marocaines que choisira le Gouvernement espagnol et jugera convenables pour le bien du service de S. M. Catholique.

Art. 3. Le chargé d'affaires d'Espagne, ou tout autre agent diplomatique accrédité par S. M. Catholique près le Roi du Maroc, le consul général, les consuls, vice-consuls et agents consulaires espagnols qui résideront dans les domaines du Roi de Maroc, recevront les honneurs, la considération et les distinctions dus à leur rang.

Ces agents, leurs maisons et leurs familles, jouiront d'une immunité absolue, d'une complète sécurité et protection. Personne ne pourra les molester ni leur manquer le moins du monde, en paroles ni en actions; et si quelqu'un enfreint cette prescription, il recevra un

1. Voir Archives de 1862, t. II, p. 179.



châtiment sévère, qui serve de peine au délinquant et d'exemple aux autres.

Le chargé d'affaires ou le consul général pourra librement choisir ses interprètes ou ses serviteurs parmi les sujets musulmans ou de tout autre pays. Leurs interprètes ou serviteurs seront exempts de toute contribution personnelle et directe, soit par capitation, impôt forcé ou de tout autre charge pareille ou analogue.

Si ledit chargé d'affaires ou le consul général, nommé vice-consul ou agent consulaire dans un port marocain un sujet du Roi de Maroc, cet individu de même que ceux de sa famille qui habiteraient la maison même, seront respectés et seront exempts du paiement des impôts de capitation ou autres charges pareilles ou analogues; mais ledit vice-consul ou agent consulaire ne devra prendre sous sa protection aucun sujet du Roi de Maroc, sauf les membres de sa famille, s'ils habitent la même maison.

Le chargé d'affaires ou le consul général, les consuls, vice-consuls et agents consulaires de S. M. Catholique auront un lieu destiné à la célébration du culte; ils pourront hisser la bannière nationale en tout temps au faite des maisons qu'ils occuperont, à l'intérieur ou à l'extérieur de la ville, et la déployer sur leurs navires quand ils s'embarqueront.

Les effets, meubles ou tout autre objet importés par lesdits agents pour leur usage personnel ou celui de leurs familles, pourvu qu'ils ne soient pas commerçants, seront francs d'impôts, et il ne sera mis aucun obstacle à leur importation dans les domaines du Roi de Maroc; mais le chargé d'affaires ou le consul général, les consuls, vice-consuls ou agents consulaires devront remettre aux officiers de la douane une note écrite qui spécifie le nombre des articles qu'ils veulent introduire.

Si le service de son Souverain exige la présence d'un agent espagnol dans son pays, et qu'une autre personne soit nommée pour le représenter en son absence, cette personne sera reconnue par le Gouvernement marocain, et jouira des mêmes considérations, droits et privilèges. Dans ce cas, ledit agent pourra aller et revenir en toute liberté avec ses serviteurs et ses effets, sans cesser en aucune circonstance d'être considéré et respecté.

Le chargé d'affaires, ou tout autre agent diplomatique, consul général, consuls, vice-consuls, agents consulaires ou les délégués de l'un ou l'autre de ces représentants de S. M. Catholique, auront droit à tous les prérogatives ou privilèges dont jouissent aujourd'hui tous agents étrangers d'un rang égal, ou qui leur seraient concédés à l'avenir.

Art. 4. Les sujets de S. M. Catholique pourront voyager, résider et s'établir librement dans les domaines du Roi de Maroc, en se

soumettant aux règlements de police applicables aux individus ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Art. 5. Si, dans l'empire du Maroc, les Espagnols achètent, avec l'autorisation des autorités, des maisons, magasins ou terrains, ils pourront disposer librement de leur propriété sans que personne les inquiète. Toutes les fois qu'ils loueront des maisons ou magasins pour un temps et un prix fixés, on ne haussera point le prix de location durant ce temps, et on ne les en délogera pas.

De même, les Marocains pourront acheter et louer des maisons, magasins et terrains en Espagne, conformément aux lois espagnoles.

On ne pourra, sous aucun prétexte, obliger les sujets espagnols à payer des impôts ou contributions.

Ils seront exempts de tout service militaire, aussi bien sur terre que sur mer; exempts de charges personnelles, emprunts forcés et tous impôts extraordinaires.

Leurs maisons seront respectées, et leurs magasins, et tout ce qui leur appartient, que ce soit destiné à un objet de commerce ou à l'habitation, et ils ne seront obligés à héberger ni entretenir personne contre leur gré. On ne pourra exercer aucune vérification ou visite arbitraire dans les maisons des sujets espagnols, ni examiner ou inspecter leurs livres, papiers ou comptes. Ces opérations ne pourraient être exécutées que d'accord et en vertu de l'ordre exprès du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire national.

S. M. le Roi du Maroc s'oblige à faire jouir les sujets espagnols résidant dans ses États ou domaines, d'une sécurité et d'une protection aussi complète pour leurs personnes et leurs propriétés que celle à laquelle auront droit les sujets marocains sur le territoire de S. M. Catholique.

De son côté, S. M. Catholique s'oblige à assurer aux sujets de S. M. le Schérif, qui résideraient dans ses domaines, toute la protection et les privilèges dont jouissent aujourd'hui ou pourront jouir dans la suite les sujets de la nation la plus favorisée.

Art. 6. L'exercice de la religion catholique sera permis librement à tous les sujets de la Reine d'Espagne dans les domaines de S. M. Marocaine, et ils en pourront célébrer les offices dans leurs maisons ou dans leurs églises établies.

Ils auront un lieu destiné à la sépulture des morts; et aucune autorité ni sujet marocain ne troublera les cérémonies de l'enterrement, ni ne les molestera alors qu'ils vont ou reviennent des cimetières qui seront respectés par tous.

Les Marocains, en Espagne, pourront aussi exercer en particulier, ainsi qu'ils l'ont pratiqué jusqu'aujourd'hui, les actes propres à leur religion.

Art. 7. Les sujets espagnols auront ample faculté d'employer toute personne de confiance dans leurs affaires, par terre ou par mer, sans aucune défense ni empêchement.

S'il arrivait qu'un commerçant espagnol eût besoin de visiter un navire abordé dans, ou hors de l'un des ports du Roi de Maroc, on lui permettra d'aller à bord de ce navire, seul ou accompagné de toute autre personne, sans que lui ni ceux qui l'accompagnent soient sujets de ce chef au paiement d'aucune contribution forcée.

Art. 8. Aucun sujet de la Reine d'Espagne, aucun individu sous sa protection ne sera responsable des dettes de ses concitoyens, à moins qu'il ne s'en fût porté garant par un acte écrit et signé de sa main.

La même règle sera applicable en Espagne aux sujets du Roi du Maroc.

Art 9. Tout Espagnol qui, dans les domaines marocains, se rendra coupable d'un scandale, d'une insulte ou d'un crime qui mérite correction ou châtement, sera livré à son consul général, aux consuls, vice-consuls, ou agents consulaires pour que, suivant la loi observée en Espagne, cette peine lui soit infligée, ou qu'il soit renvoyé dans son pays, avec la sécurité convenable, toutes les fois que le cas l'exigera.

Art. 10. Le consul général d'Espagne, les consuls, vice-consuls ou agents consulaires sont les seuls juges ou arbitres qui connaîtront des causes criminelles, procès, litiges, ou différends de tout genre, tant civils que commerciaux, soulevés entre les sujets espagnols résidant au Maroc, sans qu'aucun gouverneur, kadi ou aucune autre autorité marocaine puisse y intervenir.

Art. 11. Les causes et plaintes criminelles, les procès, litiges ou différends, de quelque nature qu'ils soient, en matière civile ou commerciale, qui seraient suscités entre sujets espagnols et marocains, seront décidés de la manière suivante :

Si le demandeur ou plaignant est sujet espagnol, et le défendeur ou prévenu sujet marocain, sera juge de la cause, le gouverneur de la ville du district ou le kadi, suivant que le cas ressortisse à la juridiction de l'un ou de l'autre. Le sujet espagnol introduira sa demande devant le gouverneur ou le kadi par l'intermédiaire du consul général, du consul, vice-consul ou agent consulaire d'Espagne, lesquels auront droit d'assister au tribunal durant le jugement.

De même, si le demandeur est sujet marocain, et le prévenu sujet espagnol, le cas sera soumis uniquement à la connaissance et à la décision du consul général, du consul, vice-consul ou agent consulaire d'Espagne. Le demandeur présentera sa demande par l'intermédiaire des autorités marocaines; et le gouverneur marocain, le kadi ou tout autre employé par eux désigné seront présents, s'ils le désirent, durant le jugement et la décision de la cause.

Si le plaignant ou plaidant espagnol ou marocain ne se conforme

point à la décision du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire, du gouverneur ou kadi, suivant que l'affaire ressortisse aux tribunaux des uns ou des autres, ils auront le droit d'en appeler respectivement au chargé d'affaires d'Espagne, ou au commissaire marocain pour les affaires étrangères.

Art. 12. Si un sujet espagnol actionne devant un tribunal marocain un sujet du Roi du Maroc pour une dette contractée dans les domaines de S. M. la Reine d'Espagne, il devra présenter un acte de reconnaissance de cette dette écrit en caractères européens ou arabes, et signé par le débiteur marocain, en présence et avec le témoignage du consul, vice-consul, notaire ou agent consulaire de sa nation, ou bien en présence de deux témoins, dont les signatures seront légalisées par le consul marocain, vice-consul ou agent consulaire, ou par un notaire espagnol, si dans le lieu ne réside aucun de ces agents. Cet acte, ainsi légalisé et certifié par le consul marocain, l'agent consulaire ou notaire espagnol, aura pleine force et valeur devant les tribunaux marocains.

S'il arrivait qu'un débiteur marocain se réfugiat dans quelque ville ou place du Maroc, où ne résiderait aucun consul ou agent consulaire d'Espagne, le gouverneur marocain obligera le débiteur à se rendre à Tanger, ou à tout autre port ou ville du Maroc où le créancier espagnol désire poursuivre son droit devant le tribunal marocain.

Art. 13. Si le consul général d'Espagne, ou l'un des consuls, vice-consuls ou agents consulaires espagnols requéraient, à l'occasion, du Gouvernement marocain, l'assistance de soldats, gardes, embarcations armées ou tout autre appui, en vue d'arrêter ou d'amener un sujet espagnol, la requête sera accordée immédiatement, moyennant le paiement des droits exigés en pareil cas des sujets marocains.

Art. 14. Lorsqu'un sujet du Roi du Maroc sera jugé par le kadi coupable de faux témoignage, au préjudice d'un sujet espagnol, il sera puni sévèrement par le Gouvernement marocain, suivant la loi mahométane.

De même, le consul général, le consul, le vice-consul ou agent consulaire espagnol veilleront à ce que tout sujet de S. M. Catholique, coupable d'un égal préjudice envers un sujet marocain, soit puni suivant les lois espagnoles.

Art. 15. Les sujets ou protégés espagnols, tant mahométans que chrétiens et israélites, jouiront également de tous les droits et privilèges accordés par ce traité, et de ceux que l'on accorderait dorénavant à la nation la plus favorisée.

Art. 16. Dans toutes les causes criminelles, différends, querelles ou litiges, qui seraient débattus entre sujets espagnols et les sujets ou citoyens d'autres nations étrangères, aucun gouverneur, kadi, ou



autre autorité marocaine, n'aura le droit de connaître ou d'intervenir, à moins qu'à cette occasion quelque sujet marocain n'ait souffert un tort en sa personne ou un préjudice dans sa propriété : dans lequel cas l'autorité marocaine ou l'un de ses représentants aura le droit d'assister au tribunal du consul.

Ces causes seront décidées uniquement au tribunal des consuls étrangers, sans intervention du Gouvernement marocain, suivant les usages établis, ou les arrangements à concerter entre lesdits consuls.

Art. 17. Les hautes Puissances contractantes sont convenues de ne recevoir sciemment, ni de maintenir à leur service aucun sujet qui ait déserté de l'armée, de la flotte ou des bagnes. Les sujets de S. M. Catholique qui auraient déserté de l'armée, de la flotte ou des présides espagnols, seront conduits, dès qu'ils toucheront le territoire marocain, en présence du consul général d'Espagne, et resteront à sa disposition jusqu'à exécution des ordres du Gouvernement espagnol, lequel payera les frais de conduite et d'entretien des déserteurs.

Le Gouvernement marocain s'obligeant par les présentes à livrer spontanément les déserteurs espagnols, le prétexte allégué jusqu'ici, d'avoir embrassé le mahométisme, ne sera pas un obstacle (mis en avant) pour éluder la peine qu'ils méritent.

Art. 18. Si un individu de l'équipage d'un navire de l'une des parties contractantes désertait, pendant qu'il se trouve dans un port de l'autre, les autorités locales seront obligées de prêter l'assistance nécessaire, pour le remettre au consul, vice-consul, ou agent consulaire qui le réclamerait, et personne ne protégera ces déserteurs et ne leur donnera asile.

Les hautes parties contractantes sont convenues que les marins et les individus d'un équipage, sujets du pays où aura lieu la désertion, aussi bien que les esclaves marocains qui déserteraient des ports espagnols, seront exceptés des stipulations comprises au paragraphe précédent.

Art. 19. Tout sujet de la Reine d'Espagne qui se trouverait dans les domaines du Roi du Maroc, même en temps de guerre, aura liberté entière de se retirer dans son pays ou tout autre, sur bâtiments espagnols ou étrangers; il pourra aussi disposer, comme il lui plaira, de ses propriétés de toute nature, et emporter avec lui la valeur desdites propriétés, et emmener sa famille et ses gens, même alors qu'ils seraient nés et élevés en Afrique ou dans tout autre lieu hors des domaines espagnols, sans que personne puisse y intervenir ou l'empêcher sous aucun prétexte.

Les sujets espagnols devront, néanmoins, obtenir le consentement du consul général, du consul, vice-consul ou agent consulaire, afin

que ceux-ci sachent s'ils sont libres de dettes ou de toute autre obligation, dont ils devraient s'acquitter avant leur départ ; et ces agents ne seront, en aucune façon, responsables des dettes que contracteraient les Espagnols au Maroc, à moins qu'ils ne se soient obligés expressément sous leur signature à les satisfaire.

Tous les droits mentionnés seront également garantis aux sujets du Roi du Maroc qui se trouveraient dans les domaines de S. M. Catholique.

Art. 20. Le consul général, les consuls, vice-consuls ou agents consulaires de S. M. Catholique devront expédier gratuitement à tout sujet marocain qui se rendrait en Espagne le passe-port nécessaire, sans lequel il ne pourra être admis dans les domaines espagnols.

Art. 21. Si ce traité entre les deux parties contractantes était enfreint, et qu'en conséquence de cette infraction la guerre fut déclarée (ce qu'à Dieu ne plaise), tous les employés et sujets de la Reine d'Espagne et les individus sous sa protection, de quelque classe et catégorie qu'ils soient, qui à cette époque se trouveraient dans les domaines du Roi du Maroc, pourront se rendre dans telle partie du monde qu'ils voudront, et emporter avec eux leur fortune et leurs biens, emmener leur famille et leurs serviteurs, qu'ils soient ou non de naissance espagnole, et il leur sera permis de s'embarquer à bord d'un navire de la nation qu'ils voudront. Il leur sera accordé, en outre, un délai de six mois, s'ils le demandent, pour régler leurs affaires, vendre leurs effets, ou disposer de leurs biens comme ils l'entendent ; et, durant le terme de six mois, ils jouiront d'une sécurité complète et d'une entière liberté à l'égard de leurs personnes et de leurs propriétés, sans intervention, grief, ni embarras d'aucune nature du chef de cette guerre. Les gouverneurs ou autorités les assisteront et protégeront, dans le règlement de leurs affaires, les aideront au recouvrement de leurs créances, sans délai, retard ni controverse.

D'égales facilités seront accordées aux sujets du roi du Maroc dans tous les domaines espagnols.

Dans le cas imprévu d'une rupture, S. M. le Roi du Maroc s'oblige à respecter les officiers, soldats et marins espagnols faits prisonniers durant la guerre, les traitant comme prisonniers et non comme esclaves, les échangeant sans distinction de personnes, classes ni grades, le plus tôt qu'il sera possible, sans que dans aucun cas on dépasse le terme d'un an à partir de la captivité, exigeant un reçu au moment de leur remise, en vue du règlement de l'échange subséquent ; ne considérant pas comme prisonniers de guerre, les femmes, les enfants, les vieillards qui, dès le moment de leur capture, seront mis en liberté, et transportés en leur pays par embarcations parlementaires ou neutres : les frais de ce transport retombent à charge de la nation à la-

quelle appartiennent les prisonniers ; engagements que prend aussi S. M. Catholique : les deux hautes parties contractantes s'engageant réciproquement, sous leur parole royale, à l'exécution fidèle de cet article. Et en cas que, la guerre terminée, il y ait un excédant de prisonniers, cette affaire sera considérée comme terminée sans avoir besoin d'aucune diligence à cet égard, les reçus étant restitués par la partie qui les tiendrait.

Art. 22. Si un sujet espagnol venait à mourir dans les domaines du Roi du Maroc, aucun gouverneur, aucun employé marocain, ne pourra sous prétexte aucun, disposer des biens ou propriétés du défunt, et personne ne pourra intervenir.

De toutes les propriétés et biens appartenant au défunt, et de tout ce qui se trouvera en sa possession au moment de sa mort, entreront immédiatement en possession les personnes qu'il aura désignées et nommées ses héritiers dans son testament, si elles sont sur les lieux ; et, en cas que les héritiers soient absents, le consul général, le consul, vice-consul ou agent consulaire ou leur délégué, prendra possession de toute la propriété et effets, après en avoir dressé l'inventaire, désignant chaque objet clairement, jusqu'à remise à l'héritier du défunt. Mais si celui-ci n'avait pas laissé de disposition testamentaire, le consul général, le consul, vice-consul, agent consulaire ou leur délégué aura le droit de prendre possession de tous les biens de la succession et de les conserver pour les personnes appelées par la loi à l'héritage. Si le défunt laissait des créances à charge de sujets marocains, le gouverneur de la ville ou les personnes compétentes obligeront les débiteurs à verser le paiement de leur dette au consul général, consul, vice-consul, agent consulaire ou leur délégué ; et de même, si le défunt laissait des dettes au profit d'un sujet du Roi du Maroc, le consul général, le consul, vice-consul, agent consulaire ou leur délégué aideront le créancier au recouvrement de ce qu'il réclame de la succession testamentaire ou *ab intestat*.

S'il mourait en Espagne un sujet marocain, le commandant, gouverneur ou juge du territoire où il serait décédé, gardera en dépôt ce qu'il aura laissé, et informera le consul général espagnol, en lui envoyant un inventaire, afin qu'il en donne avis aux héritiers, et en procure le recouvrement sans détournement.

Art. 23. Les navires des deux nations pourront aborder librement aux ports de chacune.

Les navires marchands devront être munis de papiers des autorités compétentes, et ils pourront demeurer dans lesdits ports aussi longtemps qu'il sera utile à leurs opérations de commerce.

Art. 24. Tout bâtiment marocain qui sortira en destination d'un port espagnol, devra emporter son connaissement et sa patente de

santé, légalisés par le consul, vice-consul ou agent consulaire d'Espagne au port de sortie.

Art. 25. Afin d'éviter les abus auxquels peut donner lieu la libre navigation des *carabos* du Rif, les deux parties contractantes sont convenues que les maîtres ou patrons desdites embarcations devront se munir d'un passe-port du gouverneur des places espagnoles sur les côtes de la Méditerranée, ou des consuls espagnols, quand ils s'équipent dans un port où résident lesdits agents : et cet acte leur sera délivré gratuitement et leur servira de sauf-conduit pour leur trafic légal.

Art. 26. S. M. Catholique et S. M. le Roi du Maroc s'obligent à détruire la piraterie par tous les moyens en leur pouvoir ; et S. M. le Chérif s'engage particulièrement à faire tous les efforts possibles pour découvrir et châtier ceux qui, sur les côtes ou dans l'intérieur de ses domaines, se rendraient coupables de ce crime, et à prêter son concours dans cette vue à S. M. Catholique.

Art. 27. En preuve de la bonne harmonie qui doit régner entre les deux nations, toutes les fois que les navires marocains captureront une embarcation ennemie, et qu'il s'y trouvera des marins ou passagers espagnols, des marchandises ou toute autre propriété qui puisse revenir à des sujets de S. M. Catholique, les Marocains les remettront librement à leur consul général avec tous leurs biens et effets, au cas qu'ils arrivent aux ports de S. M. Marocaine ; mais s'ils touchent à l'un des ports d'Espagne, les Marocains les présenteront, aux mêmes conditions, au commandant ou gouverneur ; et si la chose ne peut s'exécuter de l'une ou de l'autre manière, ils les déposeront, en toute sécurité, au premier port ami où ils aborderont.

Autant en feront les navires espagnols à l'égard des sujets et des biens de S. M. Marocaine qui seraient trouvés dans des navires ennemis capturés : cette bonne harmonie et le respect que l'on doit porter aux pavillons des deux Souverains, devant s'étendre jusqu'à accorder la liberté des personnes, et des biens de sujets de Puissances ennemies trouvés à bord des embarcations espagnoles ou marocaines avec des passe-ports en règle, où l'on déclare les équipages et les effets qui leur appartiennent, pourvu que ce ne soient pas des articles de contrebande de guerre.

Art. 28. Si un navire espagnol dûment commissionné capturait un navire et se réfugiait avec lui dans les domaines du Roi du Maroc, les capteurs auront la faculté de vendre le navire et le chargement saisis, sans obstacle de la part de personne, et ils auront pleine liberté de sortir avec leur prise et de l'emmener à tout autre port qu'il leur plaira.

Art. 29. Les bâtiments des deux nations, tant de guerre que de com-



merce qui, dans des ports ou des lieux fortifiés seraient attaqués par les navires d'une autre Puissance qui serait en guerre avec l'une des deux, seront défendus dans ces ports ou dans ces lieux, et les vaisseaux ennemis ne pourront commettre aucun acte d'hostilité ni sortir des ports que vingt-quatre heures après que les embarcations amies auront mis à la voile.

Les deux parties contractantes s'engagent aussi à réclamer réciproquement, de la Puissance ennemie de l'une des deux, la restitution des prises qui se feraient en vue ou à trois milles des côtes, si le navire capturé était dans l'impuissance de s'approcher de la terre, et se trouvait à l'ancre.

Finalement, elles défendront de vendre en leurs ports les bâtiments de guerre ou de commerce qui seraient pris en la haute mer par toute autre Puissance ennemie de l'Espagne ou du Maroc; et au cas qu'ils entrent dans les ports avec une prise des deux nations, capturée à proximité de leurs côtes, ainsi qu'il vient d'être dit, elles la déclareront libre par le fait même, obligeant le capteur à l'abandonner avec tout ce qu'il aura pris d'effets, équipage, etc.

Art. 30. Les embarcations de guerre ou de commerce des deux nations, qui se rencontreraient en la haute mer et auraient besoin de vivres, eau et toute autre chose nécessaire pour continuer leur route, se fourniront réciproquement tout ce qu'ils pourront, en fixant la valeur au prix courant.

Art. 31. Si un bâtiment espagnol, de guerre ou de commerce, entrait dans l'une des rades ou l'un des ports du Roi du Maroc, et qu'il eût besoin de provisions et de vivres, il pourra les acheter francs de droits au prix du marché : avec cette réserve que la quantité ne devra pas excéder ce qu'exige l'entretien du capitaine et de l'équipage jusqu'à destination, et le navire pourra aussi se pourvoir de tout ce qui est nécessaire à l'entretien quotidien de l'équipage tout le temps qu'il demeure à l'ancre dans le port marocain.

Art 32. Les navires frétés par ordre du Gouvernement espagnol pour transporter la correspondance officielle ou privée, ou loués pour ce service, seront respectés et auront les mêmes privilèges que les bâtiments de guerre, s'ils ne transportent point des articles de commerce de ou à un port du Maroc; dans quel cas, ils payeront les mêmes droits qu'un bâtiment marchand.

Art. 33. Si un navire espagnol abordait aux côtes du Maroc, et ne voulait point prendre port, ni déclarer ou vendre son chargement, on ne l'y obligera point, et l'on ne vérifiera point ce que porte le navire; mais on pourra mettre à bord une garde de douaniers, tout le temps que le navire demeure à l'ancre, afin d'éviter toute opération frauduleuse.

Art. 34. Si un navire espagnol entre chargé dans un des ports du Roi du Maroc, et qu'il veuille débarquer seulement la partie du chargement destinée à cette place, il ne sera obligé de payer d'autres droits que ceux qui pèsent sur la partie déchargée, et l'on ne devra exiger le paiement d'aucun droit pour la partie qui demeure à bord; mais il sera libre de se diriger avec ce reste de chargement vers le point qu'il désire.

Le connaissance de tout navire devra, à son arrivée, être présenté aux officiers de la douane du Maroc, afin qu'ils donnent l'autorisation de visiter le bâtiment à son entrée et à sa sortie, et de mettre une garde à bord en vue d'éviter tout trafic illégal.

La même règle sera observée dans les ports espagnols à l'égard des navires marocains.

L'agent consulaire espagnol expédiera au capitaine de chaque navire, à sa sortie d'un port du Maroc, un certificat du connaissance, qui devra constater les articles qu'il exportera. Les capitaines présenteront ce document aux administrations de la douane marocaine quand elles l'exigeront, afin qu'elles puissent s'assurer que l'on n'a point embarqué des articles de contrebande.

Art. 35. Aucun capitaine de navire espagnol dans un port du Maroc, aucun capitaine de navire marocain dans un port espagnol, ne pourra d'aucune façon être obligé de transporter contre son gré des passagers ni des marchandises d'aucune nature; ils ne seront pas forcés non plus de mettre à la voile en destination d'un point vers lequel ils ne voudraient pas se diriger, et leur navire ne sera molesté d'aucune façon.

Art. 36. Si un des sujets du Roi du Maroc frétait un navire espagnol pour transporter des marchandises ou des passagers d'un point à un autre des domaines marocains, et que, dans sa route, leur navire se vît obligé, soit par le gros temps ou un accident de mer, d'entrer dans un autre port des mêmes domaines, le capitaine ne sera tenu de payer le droit d'ancrage ni aucun autre pour son entrée dans ce port. Mais si leur navire débarquait ou prenait à bord, dans le même port, aucun chargement, il serait traité comme tout autre navire.

Art. 37. Tout bâtiment espagnol qui aura souffert des avaries en mer et qui entrerait dans un des ports du Roi du Maroc pour réparations, y sera admis et recevra toute assistance, durant son séjour en ce port, pour tout le temps nécessaire, afin de terminer les réparations ou jusqu'à son départ pour sa destination. Si les objets nécessaires aux réparations du navire se trouvent à acheter aux ports, ils seront acquis et payés au même prix qu'ont coutume de donner les autres navires; et pour aucun motif, il ne sera molesté, ni empêché de poursuivre sa route.

Art. 38. Si un bâtiment espagnol, de guerre ou de commerce, échoue ou naufrage sur un point quelconque des côtes du Maroc, il sera respecté et protégé dans tout ce qu'il lui faudra, conformément aux lois de l'amitié, et le bâtiment et tout ce qu'il contiendra sera conservé et restitué à ses maîtres ou au consul général d'Espagne ou consul, vice-consul, agent consulaire ou leur délégué, sans détournement ni détournement d'aucune espèce. Si un bâtiment naufragé avait à bord quelques articles que les propriétaires voulussent vendre dans les domaines marocains, ils le pourront faire librement, sans payer aucun droit, ni quand ils les vendent ni quand ils les embarquent. Le capitaine et l'équipage seront en liberté de se rendre au point qu'ils voudront et qui leur semblera le plus convenable, sans obstacle aucun.

Les navires du Roi du Maroc, ou de ses sujets, recevront le même traitement dans les domaines de S. M. Catholique : les navires marocains étant, dans ce cas, pour tout ce qui se rapporte au sauvetage, traités comme les navires espagnols. Si un navire espagnol naufrageait au *Oued-Noun*, ou tout autre point de cette côte, le Roi du Maroc emploiera tout son pouvoir pour sauver le capitaine et l'équipage jusqu'à ce qu'ils retournent au pays, et il sera permis au consul général d'Espagne, au consul, vice-consul, agent consulaire ou leur délégué de prendre toutes les informations ou renseignements qu'ils voudront concernant le capitaine et l'équipage de ce navire, afin de les pouvoir sauver. Les gouverneurs du Roi du Maroc aideront également le consul général d'Espagne, le consul, vice-consul, agent consulaire ou leur délégué dans leurs investigations, conformément aux lois de l'amitié.

Art. 39. Dans les ports du Maroc, le droit d'ancrage ou de mouillage pour les embarcations marchandes espagnoles sera de 20 à 80 réaux de vellon chacune, suivant sa classe et son tonnage, et d'après la règle suivante :

*Tarif du droit d'ancrage ou mouillage.*

Tonnes.	Réaux de vellon
Jusqu'à 50 .....	20
De 50 à 100 .....	40
De 100 à 150 .....	60
De 150 et au-dessus .....	80

Art. 40. Il ne sera exigé des navires espagnols, dans les ports du Maroc, aucun autre droit de pilotage ou de capitainerie de port, que ceux qui sont exigés des nationaux ou de la nation la plus favorisée.

En tout cas, ces droits ne pourront excéder ceux indiqués au tarif suivant :

*Pilotage obligatoire à Rabat et à Larrache.*

	Centième de réal.
Par tonneaux, à l'entrée du navire au port.....	80
A sa sortie.....	80
Pilotage facultatif ou au gré des capitaines dans les ports du Maroc.	
Par tonneaux, à l'entrée des navires au port.....	40
A la sortie.....	40

Les droits de capitainerie de port ne dépasseront jamais 8 réaux de vellon par navire, quelque soit son tonnage.

Ces droits, aussi bien que tous les autres, seront les mêmes dans tous les ports de l'Empire.

Art. 41. Les navires espagnols qui entreraient ou sortiraient sans faire aucune opération de commerce, seront exempts de toute espèce de droits de mouillage et de capitainerie de port, en se soumettant, quant aux droits de pilotage, aux règles ci-dessus établies.

Les bateaux pêcheurs seront exempts de toute espèce de droits.

Art 42. Les bâtiments de guerre de l'une des deux nations ne payeront dans aucun des ports de l'autre de droit d'ancrage ou mouillage ou de capitainerie de port pour les vivres, l'aiguade, le bois, charbon et rafraichissements dont ils ont besoin pour leur consommation.

Art. 43. L'expérience ayant démontré que le défaut d'éclairage sur les côtes septentrionales du Maroc expose la navigation et le commerce à de graves risques et à des pertes; et S. M. Marocaine désirant contribuer à la sécurité de la navigation et au développement du commerce, autant qu'il est en son pouvoir, s'engage à construire un phare au cap d'Espartel, et à veiller à son éclairage et à son entretien.

Art. 44. Il y aura liberté réciproque de commerce entre les domaines de S. M. Catholique et les domaines du Roi du Maroc.

Les sujets de S. M. Catholique pourront trafiquer sur tout point du territoire marocain, sur lequel sont ou seraient admis les naturels des pays étrangers.

Les sujets espagnols pourront acheter et vendre à qui ils voudront les articles non prohibés, en gros et en détail, et dans toutes les parties des domaines marocains sans que leurs intérêts puissent être liés par aucun monopole, convention ou privilège exclusifs d'achat ou de vente. De plus, ils jouiront de tous les droits, prérogatives et avantages commerciaux qui dorénavant seraient accordés aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Les sujets du Roi du Maroc jouiront en revanche, dans les domaines de S. M. Catholique, des mêmes privilèges et de la même protection dont jouissent ou jouiraient les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.



Art. 45. Les sujets de S. M. Catholique et de S. M. le Roi du Maroc jouiront d'une entière liberté de communication avec les places de Ceuta et de Melilla et les pays immédiats, et ils pourront acheter et vendre en détail tous les objets de consommation et les articles dont l'introduction et l'exportation ne sont point prohibées dans l'Empire marocain. Les autorités et employés établis par le Roi du Maroc, et ceux des places de Ceuta et de Melilla protégeront les sujets des deux Souverains dans l'exercice de ce droit.

Art. 46. Personne, sous aucun prétexte, n'imposera, dans le territoire marocain, outre les droits mentionnés à l'article 50, aucun droit de douane, de transit ou autre charge quelconque sur les marchandises ou productions qui auraient été achetées pour l'exportation par ou au nom d'un sujet espagnol. Mais leurs marchandises ou produits seront transportés de tout point du Maroc aux ports de l'Empire, et y seront embarqués libres et francs de tout droit de douane, de transit ou de tout autre impôt. On n'exigera aucune passe ni document semblable pour pouvoir de cette façon les introduire et les embarquer dans les ports marocains ; aucun employé ni sujet du Roi du Maroc ne pourra mettre empêchement ou obstacle au transport ni à l'embarquement de ces marchandises ou produits : sauf les articles dont le Roi du Maroc aurait défendu l'importation, et sous aucun prétexte ils ne pourront demander ou percevoir de l'argent sur leurs marchandises, et au cas qu'un employé ou sujet marocain contrevienne à cette stipulation, son Souverain châtiara sur-le-champ avec la plus grande sévérité leur employé ou sujet, il rendra pleine justice aux sujets espagnols, les indemnisant de tous les préjudices et pertes qu'ils auraient subis et qu'ils pourraient essuyer.

Art. 47. Les commerçants espagnols, dans les domaines marocains, pourront librement diriger leurs affaires par eux-mêmes, ou les confier aux soins de toutes autres personnes par eux nommées comme courtiers ou agents ; ils ne seront inquiétés ni entravés dans le choix des personnes qui peuvent s'acquitter de ces commissions. Ils ne subiront pas non plus l'obligation de compter un salaire ou une rémunération en faveur des personnes qu'ils n'auront pas voulu choisir pour de semblables fonctions. Ceux qui, étant sujets du Roi du Maroc, exerceraient ces offices, seront traités et considérés comme les autres sujets marocains.

L'acheteur, aussi bien que le vendeur, auront liberté absolue de négocier entre eux ; et la moindre intervention ne sera point permise de la part des employés marocains. Si aucun Gouverneur ou autre fonctionnaire s'entremêlait dans les transactions entre les sujets espagnols et marocains, ou mit aucun empêchement à l'achat ou à la vente légale, dans les domaines du Roi du Maroc, d'effets ou mar-

chandises importés ou exportés, S. M. le Chérif punira sévèrement les gouverneurs ou fonctionnaires.

Art. 48. Encore qu'il survienne à S. M. Marocaine un juste motif de prohiber l'exportation de blés de ses domaines, ou de tous autres objets ou effets de commerce, il n'empêchera pas les Espagnols d'embarquer dans les ports marocains les blés qu'ils auraient déjà en magasin ou qu'ils auraient achetés avant la prohibition (fussent-ils au pouvoir des sujets de S. M. Marocaine); de la même façon qu'ils le feraient si la prohibition n'avait pas été publiée, sans leur occasionner la moindre vexation, le moindre préjudice à leurs intérêts.

La même conduite, dans le même cas, sera observée en Espagne, à l'égard des Marocains.

Art. 49. Ne seront point prohibées dans le territoire du Roi du Maroc les marchandises ou productions importées dans les ports marocains par des sujets espagnols, quelle qu'en soit la provenance; et, à partir de la date de ce traité, elles ne payeront pas de droits plus élevés que ceux exigés, sur les mêmes marchandises ou productions, des sujets de toute autre Puissance étrangère, ou des nationaux.

Tous les produits du Maroc pourront être exportés par des sujets espagnols, en les embarquant dans les ports marocains, avec les mêmes avantages dont jouissent les nationaux ou les sujets de tout autre pays.

Art. 50. Afin de faciliter le commerce entre l'Espagne et le Maroc, S. M. le Chérif promet par les présentes que les droits qui devront être perçus sur les articles importés dans ses domaines par des sujets espagnols, ne dépasseront point 10 pour 100 de la valeur au point où s'opérera l'importation; et que les droits qui seront imposés sur les articles exportés du territoire marocain par des sujets espagnols, ne dépasseront pas le taux fixé ci-dessous :

#### TARIF D'EXPORTATION.

Articles.		Piastres fortes.	Onces <sup>1</sup> .
Blé.....	fanègue rase,	1	»
Maïs et doura.....	— comble,	$\frac{1}{2}$	»
Orge.....	— rase,	$\frac{1}{2}$	»
Tous autres grains.....	par quintal,	$\frac{1}{2}$	»
Farine.....	—	»	30
Graines pour oiseaux.....	—	»	12
Dattes.....	—	»	40
Amandes.....	—	»	35
Oranges, citrons et limons.....	par 1000,	»	12

1. Aujourd'hui la monnaie marocaine, connue sous le nom d'once, équivaut à deux maravédís.

Articles.		Piastres fortes.	Onces.
Marjolaine sauvage.....	par quintal,	»	10
Cumin.....	—	»	20
Huile.....	—	»	50
Gomme.....	—	»	20
Henné.....	—	»	15
Cire.....	—	»	120
Riz.....	—	»	16
Laine (lavée).....	—	»	80
Laine (en suint).....	—	»	55
Cuir : peaux de mouton et de chèvre.	—	»	36
Peaux tannées, dites Felazy, zavary et cochinea.....	—	»	100
Cornes.....	par 1000,	»	20
Suif.....	par quintal,	»	50
Mules.....	par tête,	25	»
Anes.....	—	5	»
Moutons.....	—	1	»
Chèvres.....	—	»	15
Poules.....	par douzaine,	»	22
Oufs.....	par 1,000,	»	51
Babouches.....	par 100,	»	70
Piquants de porc-épic.....	par 1,000	»	5
Gasoul (savon minéral).....	par quintal,	»	15
Plumes d'autruche.....	par livre,	»	36
Paniers.....	par 100,	»	30
Carvi.....	par quintal,	»	20
Peignes de bois.....	par 100,	»	5
Poils.....	par quintal,	»	30
Raisins.....	—	»	20
Ceintures de laine, nommées karazy...	par 100,	»	100
Tackawt (teinture).....	par quintal,	»	20
Toisons tannées.....	—	»	36
Chanvre et lin.....	—	»	40

Si le Roi du Maroc, usant de son droit, prohibait l'exportation d'un article quelconque, et qu'ensuite il révoquât sa prohibition, les droits établis dans ce tarif ne seront pas modifiés.

Quant au blé et à l'orge, si le Roi du Maroc juge à propos d'en prohiber l'exportation, mais qu'il veuille vendre aux commerçants les céréales appartenant au Gouvernement, il le fera sous toutes les conditions et avec les avantages dont jouit la nation la plus favorisée.

Si le Roi du Maroc voulait réduire les droits sur les articles d'exportation, il le pourra faire sans inconvénient, et les sujets espagnols payeront en ce cas les droits les plus bas que payent les sujets du pays ou les étrangers.

Les sujets marocains payeront en Espagne les mêmes droits d'importation et d'exportation sur les marchandises de leur propriété, dont l'entrée et la sortie sont autorisées, que payent les sujets de la nation la plus favorisée.

Art. 51. S. M. le Roi du Maroc, désirant, en exécution des stipulations de l'article 15 du traité de paix signé à Tétuan, le 26 avril 1860, faciliter autant que possible l'exportation des bois pour les arsenaux de S. M. Catholique, convient d'accorder aux sujets espagnols qui s'y trouveraient spécialement autorisés par leur Souverain, le droit de faire des coupes dans les forêts de ses domaines, où il sera possible de le faire sans compromettre la sécurité du territoire, ni des personnes qui y sont employées, dressant à cette fin les baraques, les loges (abris) et clôtures indispensables pour se préserver des intempéries, garder les outils, garantir les abattis, jouissant d'une liberté et d'une pleine protection de la part des autorités indigènes.

Le contrat entre les exploitants sujets de S. M. Catholique et le Gouvernement marocain, pour fixer le prix et les conditions de l'exploitation, sera conclu avec l'intervention du représentant de l'Espagne au Maroc, lequel veillera à l'exact accomplissement de l'engagement contracté par les deux parties. Les différends qui pourraient survenir seront réglés de commun accord par les Gouvernements respectifs.

Le droit d'exportation des bois destinés aux arsenaux de S. M. Catholique ne pourra dépasser 240 réaux de vellon par 100 *tablones*.

Art. 52. Si un sujet espagnol ou son agent désirait transporter par mer, d'un port à l'autre des domaines du Roi du Maroc, des marchandises sur lesquelles on aurait payé le droit de 10 pour 100, les marchandises ne seront pas sujettes au paiement d'autres droits ni à l'embarquement ni au débarquement, pourvu qu'elles soient accompagnées du certificat de l'administrateur de la douane marocaine.

Art. 53. Tout article produit ou fabriqué au Maroc, et acquis par un commerçant espagnol ou par ses agents en vue de l'exportation, sera transporté franc de tout droit ou charge au lieu convenable pour l'embarquement dans les ports. A l'exportation, on exigera seulement le droit fixé au tarif consigné à l'article 50.

Art. 54. Les sujets espagnols qui embarqueraient ou débarqueraient des marchandises des navires arrivés aux ports du Maroc, emploieront à cette fin les allées du Gouvernement marocain; mais si, le jour de l'arrivée d'un navire, le Gouvernement n'avait pas mis ses allées à la disposition des intéressés dans lesdites opérations pour la fin susmentionnée, les sujets espagnols pourront employer des embarcations particulières, et, dans ce cas, ils ne payeront aux autorités du port que la moitié des droits qu'ils auraient payés s'ils avaient employé les bateaux du Gouvernement.

Ne pourront être augmentés les droits de transbordement qui se payent actuellement dans les différents ports du Maroc, et l'administration de la douane respective devra fournir au consul, vice-consul



ou agent consulaire espagnol un exemplaire du tarif de ces droits, pour son information.

Art. 55. Les articles de ce traité seront applicables à toutes les places et ports du Maroc ouverts au commerce étranger, ou qui seraient ouverts dans la suite, tant dans la Méditerranée que sur l'Océan.

Art. 56. Si un sujet espagnol introduisait frauduleusement des marchandises de contrebande, de quelque valeur que ce soit, au territoire marocain, ou en exportait, les marchandises seront confisquées et le fraudeur livré au consul, vice-consul ou agent consulaire d'Espagne pour être puni selon sa faute.

Il sera procédé de même en Espagne envers les sujets marocains qui feraient la contrebande. Ils seront pris et remis au consul général de S. M. Catholique, en lui donnant connaissance du fait, afin que le gouverneur marocain leur inflige la punition méritée.

Art. 57. Les sujets espagnols, qu'ils soient habitants de la Péninsule, des îles Canaries ou Baléares, ou des possessions de S. M. Catholique sur le continent africain, auront le droit de pêcher sur les côtes de l'Empire marocain.

Art. 58. Les bâtiments espagnols qui se livreraient à la pêche sur les côtes marocaines devront être porteurs d'un permis des autorités maritimes d'Espagne; ils le pourront exhiber, s'il est nécessaire, aux autorités du Maroc, au point le plus rapproché de l'endroit où ils veulent exercer la pêche.

Art. 59. Si un bateau pêcheur espagnol était suspect de se livrer à la contrebande sur les côtes marocaines, les autorités du pays le dénonceront immédiatement au consul ou agent consulaire d'Espagne le plus voisin, afin qu'après vérification, le capitaine ou patron soit acquitté ou condamné par ses supérieurs respectifs, suivant les lois et ordonnances en vigueur en Espagne.

Art. 60. Afin de faciliter la pêche du corail, à laquelle se livrent les Espagnols sur la côte du Maroc, les hautes parties contractantes sont convenues que les embarcations espagnoles pourront se livrer à cette pêche sur tout le littoral de l'Empire marocain, en payant la somme annuelle fixe et invariable de 150 duros par chaque bateau pêcheur de corail.

Les capitaines ou patrons des navires qui voudraient se livrer à cette pêche, adresseront leur demande au représentant de l'Espagne au Maroc, qui la transmettra au ministre des affaires étrangères de S. M. le Sultan, lequel dépêchera l'autorisation nécessaire, sans y mettre embarras ni difficulté aucune; et il recevra directement des capitaines intéressés le montant des droits, en leur expédiant l'acte qui constate qu'ils ont acquis le droit de pêcher le corail moyennant le paiement de la somme stipulée par cet article.

Seront punis par ledit représentant de S. M. Catholique les patrons des navires espagnols qui seront trouvés se livrant à la pêche du corail, et ne prouveront point, par l'acte subsmentionné, qu'ils ont acquis le droit de pêche.

Les peines seront proportionnées à la nature de la faute.

Art. 61. Par le présent traité, il est dérogé à toutes les anciennes stipulations entre l'Espagne et le Maroc. Il ne subsiste plus que la convention signée à Tétuan, le 24 août 1859, et les traités conclus dans la même ville de Tétuan et en cette cour, le 26 avril 1860 et le 30 octobre de la présente année, lesquels conserveront toute leur force et vigueur en tout ce qui n'est pas en opposition avec ces mêmes dispositions.

Art. 62. Ce traité sera publié et notifié aux sujets des deux Puissances, afin que nul n'en ignore les conditions, et des copies en seront envoyées aux gouverneurs et autorités compétentes, en vue de l'exécution la plus exacte.

Art. 63. Afin que les hautes parties contractantes puissent dorénavant traiter et convenir d'autres arrangements propres à faciliter davantage encore leurs relations mutuelles et favoriser les intérêts de leurs sujets respectifs, il est stipulé que, passé dix ans après le jour de l'échange des ratifications du présent traité, chacune des deux parties contractantes aura le droit d'en demander la modification à l'autre; mais tant que cette modification n'a pas été faite de commun accord, ou qu'un nouveau traité n'a pas été conclu et ratifié, le présent traité demeurera en pleine force et vigueur.

Art. 64. Le présent traité sera ratifié par S. M. la Reine d'Espagne et par S. M. le Roi du Maroc, et l'échange des ratifications aura lieu à Tanger dans le terme de cinquante jours, et plus tôt si faire se peut. On signera et scellera quatre exemplaires de ce traité : un pour S. M. Catholique, un autre pour S. M. Marocaine, un autre qui devra demeurer dans les mains du chargé d'affaires d'Espagne au Maroc, et un autre dans les mains du ministre des affaires étrangères du royaume d'Espagne, chacune des deux parties contractantes veillant à ce que l'on observe avec la plus grande ponctualité tous les articles qu'il renferme.

En foi de quoi, nous, les soussignés plénipotentiaires, l'avons signé et scellé de nos sceaux respectifs, à Madrid, le 20 novembre de 1861 de l'ère chrétienne, qui correspond au 17 de Chumeda, la première de 1278 de l'hégire.

*Signé* (L. S.) SATURNINO CALDERON COLLANTES.

*Signé* (L. S.) Le calife de notre maître le prince des croyants (que Dieu le favorise), L'ABBÈS, fils du prince des croyants (que Dieu lui pardonne.)

---

**Convention conclue entre les plénipotentiaires soussignés des administrations télégraphiques autrichienne, ottomane, roumaine et serbe, pour régler le service télégraphique international.**

Les réseaux des lignes télégraphiques des pays représentés par les plénipotentiaires susdits, *constituant des territoires télégraphiques entièrement indépendants*, et les Gouvernements désirant régler le service international entre leurs pays et entre les autres pays de l'Europe, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les gouverneurs susdits se réservent la faculté de conclure des conventions télégraphiques entre eux et avec d'autres Etats ; toutefois, ils s'engagent à adopter dans ces conventions, comme base pour la manipulation des dépêches, le mode de leur taxation et de leur transmission, *les règles contenues dans la convention de Bruxelles du 30 juin 1858*, ou les modifications qui seront introduites à l'avenir par les signataires de ladite convention.

Art. 2. Les décomptes pour les dépêches échangées entre l'Autriche et la Turquie, ou traversant ce pays et parcourant le territoire roumain ou serbe, aura lieu de la manière suivante :

Pour les dépêches destinées à la Turquie, ou au-delà de ce pays, l'administration autrichienne bonifiera à celle des Principautés que la dépêche traversera, la taxe prélevée pour le transit.

La taxe prélevée pour le parcours du territoire turc, ou au-delà de la Turquie, sera bonifiée par l'administration autrichienne à celle de la Turquie.

Pour les dépêches qui partiront de la Turquie, ou au-delà de cet Etat et qui traverseront les Principautés pour passer en Autriche, l'administration turque bonifiera à celle des Principautés que la dépêche traversera, la taxe prélevée pour le transit, et à l'administration autrichienne la taxe pour le parcours du territoire autrichien au-delà de l'Autriche.

Art. 3. Les taxes pour les dépêches qui parcourront plus que deux des quatre territoires susdits, seront prélevées en francs ou en valeur autrichienne, un florin égalant 2 fr. 30 cent.

Art. 4. La présente convention ne portera en outre aucun préjudice aux conventions spéciales que les parties contractantes jugeront convenable de conclure entre elles.

Art. 5. La présente convention entrera en vigueur dès qu'elle sera ratifiée ; les ratifications seront communiquées au Gouvernement autrichien, qui s'engage à en donner connaissance aux parties contractantes pour la mise en activité.

Elle demeurera en vigueur pendant deux ans à compter du jour de sa mise à exécution. Toutefois, les parties contractantes pourront d'un commun accord, la prolonger au-delà de ce terme, et elle sera considérée comme étant en vigueur pour un temps indéterminé et jusqu'à expiration de six mois, à compter du jour où la dénonciation en sera faite d'une part ou d'une autre.

Fait à Temesvar, le 16 juin mil huit cent soixante-deux.

(L. S.) *Le délégué I. R. autrichien,*  
BRUNER m/p.

(L. S.) *Le délégué I. ottoman,*  
DIMITRAKI m/p.

(L. S.) *Le délégué roumain,*  
LIBRECHT m/p.

(L. S.) *Le délégué serbe,*  
VLADIMIR YAKSCHITCH m/p.

**Convention signée, le 9 août 1862, entre la France et la République du Paraguay, à l'effet de renouveler et confirmer le traité d'amitié, de commerce et de navigation du 4 mars 1853, et ratifié des deux parts à l'Assomption le 16 mars 1863.**

Au nom de la Très-Sainte Trinité, S. M. l'Empereur des Français et S. Exc. le Président de la République du Paraguay, désirant conserver et étendre d'une manière réciproquement avantageuse les relations d'amitié et de bonne intelligence qui existent heureusement entre les deux pays, et le traité d'amitié, de commerce et de navigation signé à l'Assomption le quatrième jour du mois de mars 1853, entre la France et le Paraguay, ayant expiré le 30 janvier 1861, M. Charles Lefebvre de Bécourt, officier de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur et commandeur de l'Ordre de Dannebrog, ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur des Français près la République du Paraguay, et le citoyen François Sanchez, ministre des relations extérieures de la République du Paraguay, bien pénétrés des dispositions amicales de leurs Gouvernements et respectivement autorisés, sont convenus, *sub spe rati*, des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Le traité du 4 mars 1853, entre la France et le Paraguay, est renouvelé et confirmé de commun accord, et toutes ses stipulations sont remises en vigueur et force, comme si le susdit traité était inséré *verbatim* dans la présente convention.

Art. 2. Sont exceptées du renouvellement et confirmation de l'ar-



ticle 1<sup>er</sup> les stipulations des articles 15 et 16 du traité du 4 mars 1853, comme transitoires et présentement sans objet.

Art. 3. La présente convention restera en vigueur pendant le terme de trois ans, à compter du jour de l'échange des ratifications.

Art. 4. Cette convention sera ratifiée par S. M. l'Empereur des Français et par S. Ex. le Président de la République du Paraguay, et les ratifications seront échangées à l'Assomption, dans le terme de huit mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les ministres respectifs ont signé la présente convention et l'ont scellée de leurs sceaux.

Fait à l'Assomption, capitale de la République du Paraguay, le neuvième jour du mois d'août de l'an de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-deux.

(L. S.) Signé : LEFEBVRE DE BÉCOURT.

(L. S.) Signé : FRANCESCO SANCHEZ.

**Convention spéciale conclue entre le Gouvernement de la République du Paraguay et celui de S. M. la Reine d'Angleterre.**

M. William Doria, chargé d'affaires de S. M. Britannique auprès de la Confédération Argentine, ayant fait savoir au Gouvernement de la République du Paraguay que le Gouvernement de S. M. la Reine de la Grande-Bretagne avait sanctionné la convention signée, le 23 avril 1862, entre le ministre des affaires étrangères de la République du Paraguay et M. Édouard Thornton, ministre plénipotentiaire de S. M. Britannique auprès de la Confédération Argentine, à l'exception de l'article 2 de ladite convention,

Nous, Francisco Sanchez, ministre des affaires étrangères de la République du Paraguay, et William Doria, chargé d'affaires de S. M. Britannique, animés du désir d'arriver à un arrangement définitif, et après une longue discussion au sujet de la modification proposée de l'article 2 ci-dessus mentionné, sommes convenus de substituer le texte modifié à celui qui figure actuellement écrit sous le même numéro, en remplacement de la rédaction à laquelle le Gouvernement de S. M. Britannique a fait objection. Nous sommes demeurés d'accord de conserver dans le reste du traité la teneur litté-

1. La présente convention, du 14 octobre 1862, reproduit textuellement celle du 23 avril 1862, à l'exception de l'article 2 qui était conçu comme suit : « Que la démonstration contre le *Tacuari* a été un acte étranger au Gouvernement de S. M. Britannique et spontané de la part de l'amiral Lushington, qui, considérant comme injuste l'emprisonnement de Canstatt, ensuite des renseignements qu'il avait reçus, a tenté, par ce moyen, de lui recouvrer la liberté. »

Voir les pièces relatives à l'affaire Canstatt, *Archives*, 1862, t. II, p. 398 et suiv.

rale des articles sanctionnés, en reproduisant ici les principaux points de la convention précitée, qui stipule ce qui suit :

Dans le but de renouer les bonnes relations malheureusement interrompues entre les deux pays par suite de questions ci-après énumérées : 1° l'emprisonnement de Santiago Canstatt ; 2° la satisfaction requise par le Gouvernement de S. M. Britannique pour le manque de respect, dont selon lui, son consul aurait été l'objet ; 3° l'attaque du vapeur de guerre paraguayéen *Tacuari*, dans la rade de Buenos Ayres, par les forces navales britanniques, le 29 novembre 1859, et enfin la collision entre le vapeur précité *Tacuari* et le vapeur anglais *Little Polly*, dans les eaux de la Villa Oliva, collision qui aurait occasionné le naufrage du bâtiment anglais ; après avoir vu et examiné les raisons exposées de part et d'autre, nous sommes convenus de ce qui suit :

1° M. Thornton déclare, relativement à la question Canstatt, que le Gouvernement de S. M. Britannique n'a jamais prétendu s'arroger le droit d'intervenir dans la juridiction du Paraguay, et qu'il n'a jamais eu et n'aura jamais la pensée d'empêcher le Gouvernement paraguayéen d'exécuter les lois du pays ;

2° Que le Gouvernement de S. M. Britannique regrette sincèrement que l'attitude hostile prise par ses forces navales dans le Rio de la Plata, à l'égard du vapeur de guerre paraguayéen *Tacuari*, le 29 novembre 1859, ait offensé la dignité de la République du Paraguay, et déclare, de la manière la plus solennelle, que jamais il n'a eu ni aura à l'avenir l'intention de blesser d'une manière quelconque l'honneur de la République du Paraguay et la dignité de son Gouvernement ;

3° Que le Gouvernement du Paraguay, ainsi qu'il l'a déjà proclamé dans son litige avec M. Henderson, n'a pas eu l'intention d'offenser cet agent, et encore moins le Gouvernement de S. M. Britannique ;

4° Que reconnaissant que la collision entre les vapeurs *Tacuari* et *Little Polly* est matière à discussion pour éclaircir de quel côté est le bon droit, le Gouvernement de la République du Paraguay, désirant éviter ce long procès, consent à allouer, pour toute indemnisation de la valeur du navire et des dommages à réclamer, la somme qui sera versée en ce jour au Trésor public ; sans que cet acte implique une admission de culpabilité de la part du *Tacuari*, et seulement comme moyen d'indemniser les victimes du désastre ; et, en conséquence, les deux documents qui ont été produits en vue de cette liquidation demeurent sans valeur ni effet.

Les propositions qui précèdent, dans notre loyale appréciation, sauvent l'honneur et la dignité des deux Gouvernements.

En foi de quoi, les soussignés Francisco Sanchez et William Doria

ont signé en double exemplaire la présente convention, et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait à l'Assomption, capitale de la République du Paraguay, le quatorzième jour du mois d'octobre de l'an du Seigneur mil huit cent soixante-deux.

(L. S.) FRANCISCO SANCHEZ.

(L. S.) WILLIAM DORIA.

**Arrangement conclu entre la France et la République orientale de l'Uruguay, le 7 juillet 1863, relativement au maintien de la convention d'amitié, de commerce et de navigation, signée, le 8 avril 1836, entre la France et ladite République.**

Les soussignés, M. Daniel-Pierre-Martin Maillefer, officier de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., consul général et chargé d'affaires de S. M. l'Empereur des Français, d'une part,

Et de l'autre, S. Exc. M. le docteur Don Juan-José de Herrera, ministre secrétaire d'État au département des relations extérieures de la République orientale de l'Uruguay;

Considérant que les circonstances n'ont pas permis, jusqu'à présent, de remplacer, par le traité en forme qui doit être conclu en temps opportun, la convention préliminaire d'amitié, de commerce et de navigation, signée entre la France et la République orientale de l'Uruguay, le 8 avril 1836 ;

Attendu, toutefois, que le Gouvernement impérial et celui de la République attachent un égal intérêt à maintenir et à développer, par la concession de garanties mutuelles, les relations avantageuses qui existent entre les deux pays;

Et, en dernier lieu, que l'honorable assemblée générale a, par délibération du 21 juin dernier, autorisé le pouvoir exécutif de la République à remettre en vigueur, pour le terme de deux ans, la susdite convention préliminaire; devant être consignées par un article additionnel, les stipulations de l'article 2, § 3, et de l'article 3, § 4, du traité célèbre entre la République et la Prusse et les États du Zollverein, le 23 juin 1856, lesquelles sont également établies à l'article 2, additionnel au traité conclu avec la Belgique, le 16 septembre 1863;

A ces causes, les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. La convention préliminaire d'amitié, de commerce et de navigation, conclue, le 8 avril, 1836, entre la France et la République orientale de l'Uruguay, est de nouveau mise en vigueur et maintenue dans tous ses effets jusqu'au 7 juillet 1865.

Art. 2. Il demeure néanmoins entendu que, des effets de l'article

antérieur, seront considérées comme exceptées les stipulations consignées à l'article 2, § 3, et l'article 3 §, 4, du traité mentionné ci-dessus, conclu entre la République et la Prusse et les États du Zollverein, relativement au cabotage et aux pays limitrophes et voisins, lesquelles stipulations sont conçues comme suit :

« Art. 2, § 3. Il est déclaré expressément ici que, dans les stipulations du présent article, n'est point comprise la navigation de cabotage entre un port et un autre situés dans le même territoire; mais on ne considérera pas comme cabotage qu'un navire d'outre-mer complète peu à peu son chargement dans divers ports du territoire d'une des parties contractantes ou qu'il décharge successivement dans divers ports. Si, sur ce point, une franchise plus grande était accordée de la part de la République orientale à toute autre nation qui ne serait ni limitrophe ni voisine, elle sera entendue comme concédée aux sujets et navires des États du Zollverein.

« Art. 3, § 4. L'égalité ou assimilation établie par cet article ne comprend pas le cas où des faveurs, privilèges ou exemptions en matière de commerce et de navigation seraient concédés aux pays limitrophes et voisins ou aux citoyens et sujets de ces pays. Mais si l'on avait accordé ou si l'on accordait à un pays quelconque, qui ne serait pas des sus-mentionnés, l'avantage d'être considéré comme la nation la plus favorisée sans la restriction contenue dans le présent traité, cet avantage sera réputé acquis aux États du Zollverein.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition, à Montevideo, le 7 juillet de l'an de grâce 1863.

(L. S.) *Signé* : M. MAILLEFER.

(L. S.) *Signé* : JUAN JOSÉ DE HERRERA.

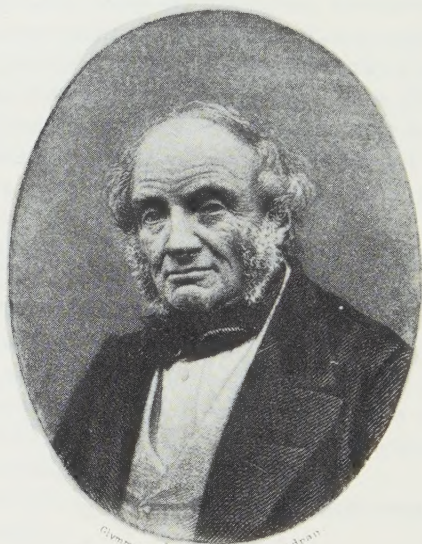
---

F. AMYOT.





ARCHIVES DIPLOMATIQUES.



*Gymnographie sur acier, Baudouin.*

Le Comte RUSSELL

MINISTRE

DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA GRANDE BRETAGNE

Amyot, édit. Paris.

Imp. Hadingue Paris



ARCHIVES DIPLOMATIQUES.



M. William H. SEWARD

MINISTRE

DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Amyot, édit. Paris.

Imp. Hadingue. Paris.